



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

NYPL RESEARCH LIBRARIES



3 3433 06273424 3



15

STC
1/1

BULLETIN

DE LA

COMMISSION CENTRALE

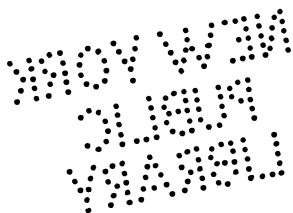
DE STATISTIQUE.



NEW YORK
PUBLIC
LIBRARY

La Commission , en ordonnant l'insertion au *Bulletin* de documents et mémoires particuliers , n'entend pas assumer la responsabilité des opinions émises par les auteurs.

(Extrait du règlement d'ordre et d'attributions.)



ROYAUME DE BELGIQUE. - MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

BULLETIN

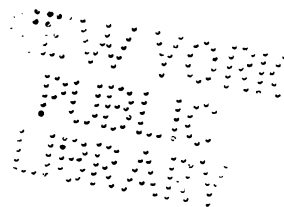
DE

LA COMMISSION CENTRALE

DE

STATISTIQUE.

TOME III.



BRUXELLES,

M. HAYEZ, IMPRIM. DE LA COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE.

1847.

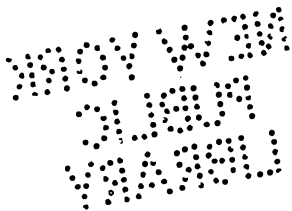
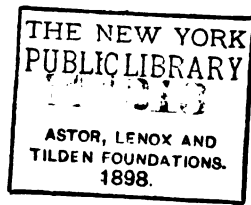


TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
COMMISSION CENTRALE ET COMMISSIONS PROVINCIALES. — NOMS DES MEMBRES ET DES CORRESPONDANTS .	VII

MÉMOIRES ET COMMUNICATIONS.

Sur les anciens recensements de la population belge; par M. A. Quetelet	1
Dispositions relatives au recensement général de la population et à la statistique agricole et industrielle	39
Rapport sur l'essai du recensement général fait à Molenbeek-S ^t -Jean	73
Statistique morale. De l'influence du libre arbitre de l'homme sur les faits sociaux, et particulièrement sur le nombre des mariages; par M. A. Quetelet.	135 —
Statistique des monts-de-piété de Belgique; par M. D. Arnould	157
Recherches sur les causes de la criminalité dans la province de Liège; par M. Hennau . .	183
Mémoire historique et étymologique sur les noms des communes de la province d'Anvers; par M. A. Kreglinger	209
Statistique des sourds-muets et des aveugles de la Belgique, du duché de Limbourg et du grand-duché de Luxembourg, d'après un recensement opéré en 1835; par M. le docteur D. Sauveur	305
Sur les octrois communaux de Belgique; notice par M. Ed. Stevens	375

PROCÈS-VERBAUX.

Résumé des procès-verbaux des séances de la Commission centrale	1
Rapport au Ministre de l'intérieur sur les travaux de la Commission centrale et des commissions provinciales de statistique	87
Rapports au Ministre de l'intérieur sur l'enquête relative à la maladie des pommes de terre, en 1845	94
Rapport au Ministre de l'intérieur, sur la situation des subsistances	107

ACTES OFFICIELS.

	Pages.
Remplacement de deux membres dans la commission provinciale du Luxembourg . . .	121
Troisième renouvellement partiel de la Commission centrale	126
Second renouvellement partiel des commissions provinciales	122
Nomination d'un membre dans la commission provinciale de la Flandre occidentale . . .	125
 INSTRUCTIONS ET DOCUMENTS DIVERS RELATIFS AU RECENSEMENT GÉNÉRAL	 127
 OUVRAGES PRÉSENTÉS	 165
 TABLE ALPHABÉTIQUE.	 179

COMMISSION CENTRALE

ET COMMISSIONS PROVINCIALES DE STATISTIQUE.

NOMS DES MEMBRES ET DES CORRESPONDANTS.

MEMBRES DE LA COMMISSION CENTRALE.

M. A. QUETELET, directeur de l'Observatoire, secrétaire perpétuel de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, *Président*;

M. L. BELLEFROID, chef de division au ministère de l'intérieur, membre adjoint de l'Académie de médecine;

M. C. DETOURNAY, inspecteur en chef au ministère des finances;

M. E. DUCPETIAUX, inspecteur général des prisons et des établissements de bienfaisance, correspondant de l'Académie royale de Belgique;

M. C. FAIDER, avocat général près la cour d'appel de Bruxelles, correspondant de l'Académie royale de Belgique;

M. J. PARTOES, consul général, directeur au ministère des affaires étrangères;

M. E. PERROT, rédacteur en chef de l'*Indépendance belge*;

M. J. PUTZEYS, directeur au ministère de la justice;

M. J.-H. QUOILIN, directeur au ministère des finances ¹;

M. le docteur D. SAUVEUR, inspecteur du service de santé civil, secrétaire perpétuel de l'Académie de médecine, membre de l'Académie royale de Belgique;

M. E. SMITS, ancien directeur du bureau de statistique générale;

M. E. STEVENS, directeur au ministère de l'intérieur;

M. le général-major TRUMPER, commandant la province de Flandre orientale;

M. A. VISSCHERS, membre du conseil des mines;

M. X. HEUSCHLING, chef de la division de statistique générale au ministère de l'intérieur, *Secrétaire*.

¹ En remplacement de M. BERTAUT, membre sortant.

MEMBRES DES COMMISSIONS PROVINCIALES.

(Le Gouverneur est, de droit, président de la commission de statistique de la province.)

Province d'Anvers.

- M. L. VEYDT, membre de la Chambre des Représentants, *Vice-président*;
M. A. BELPAIRE, ingénieur des ponts et chaussées ¹;
M. le docteur BROECKX, membre de l'Académie de médecine;
M. E. COGELS, membre de la Chambre des Représentants et de la chambre de commerce d'Anvers;
M. le comte C. DE BAILLET, commissaire de l'arrondissement d'Anvers ²;
M. N.-L. HERMANS, président du tribunal de première instance, membre du conseil provincial;
M. P.-J. LAMBRECHTS, président de la commission médicale de la province;
M. F.-A. LOSSON, ancien inspecteur du cadastre;
M. le docteur J.-F. MATTHYSENS, correspondant de l'Académie de médecine;
M. OOSTENDORP, greffier du tribunal de commerce d'Anvers;
M. G. PIERON, échevin à Anvers;
M. A. KREGLINGER, archiviste au gouvernement provincial, *Secrétaire*.

Province de Brabant.

- M. le comte ARRIVABENE, à Bruxelles, *Vice-président*;
M. L. CANS, membre de la Chambre des Représentants, président du tribunal de commerce de Bruxelles;
M. L.-J. DODCET, échevin, à Bruxelles;
M. L.-P. GACHARD, archiviste général du royaume, membre de l'Académie royale de Belgique;
M. H. HEUSCHLING, inspecteur du cadastre;
M. G. MACAU, inspecteur au haras de l'État;
M. E. MARY, à Bruxelles;
M. le docteur MEISSER, professeur à l'université de Bruxelles;
M. A. RONNÉRG, chef de bureau au ministère de l'intérieur, secrétaire de la commission d'agriculture du Brabant;
M. VANDERSTRAETEN, architecte, ingénieur honoraire des ponts et chaussées, à Ixelles;
M. J.-F. VLEMINCKX, inspecteur général du service de santé de l'armée, président de l'Académie de médecine;
M. le docteur DIEUDONNÉ, correspondant de l'Académie de médecine, membre du conseil central de salubrité publique de Bruxelles, *Secrétaire*.

¹ En remplacement de M. DE MARBAIX, décédé.

² En remplacement de M. DE BIE, décédé.

Province de la Flandre occidentale.

M. le vicomte C. DE CROESER, inspecteur provincial de l'instruction primaire, membre de la commission d'agriculture, *Vice-président* ;
M. F. BETHUNE, bourgmestre de Courtrai ;
M. BOYAVAL-HOLVOET, directeur des contributions, à Bruges ;
M. l'abbé CARTON, président de la société d'émulation, directeur de l'institut des sourds-muets et des aveugles à Bruges, correspondant de l'Académie royale de Belgique ;
M. L. DELESCLUZE, membre de la chambre de commerce de Bruges ;
M. le docteur J. DE MERSEMAN, membre adjoint de l'Académie de médecine, secrétaire de la commission médicale provinciale ;
M. A. DUJARDIN, commissaire de l'arrondissement de Bruges ;
M. F. PRIEM, sous-chef au gouvernement provincial ;
M. C. VANDAMME, commissaire de l'arrondissement de Roulers ¹ ;
M. E. VAN DER PLANCKE, capitaine du génie ;
M. A. GOETHALS, avocat, professeur à l'athénée de Bruges, *Secrétaire*.

Province de la Flandre orientale.

M. J.-B. D'HANE DE POTTER, administrateur-inspecteur de l'université de Gand, *Vice-président* ;
M. P.-P. BOSCH, colonel du génie, directeur des fortifications dans la 1^{re} division territoriale ;
M. C. DE HEMPTINNE, membre de la chambre de commerce de Gand ;
M. P. DE PARPE, avocat ;
M. DUPREZ, professeur à l'athénée de Gand ;
M. P. GERARD, inspecteur du cadastre ;
M. J. MARESKA, professeur à l'université de Gand, membre adjoint de l'Académie de médecine ;
M. L.-G. MESDACH, directeur des contributions, à Gand ;
M. C.-A. VAN COETSEM, professeur à l'université de Gand, membre de l'Académie de médecine ;
M. VAN DER MEERSCH, archiviste provincial ² ;
M. M.-J. WOLTERS, ingénieur en chef des ponts et chaussées ;
M. P. DEROTE, professeur à l'université de Gand, *Secrétaire*.

Province de Hainaut.

M. F. CORBISIER, membre de la chambre de commerce de Mons, *Vice-président* ;
M. P.-J. DELNEUF COUR, ingénieur des mines, membre de la chambre de commerce de Mons ;
M. A. DUFOUR, greffier provincial ;
M. GILSON, président de la chambre de commerce de Tournay ;

¹ En remplacement de M. de BROCK, décédé.

² En remplacement de M. WILLENS, décédé.

M. L. HALBRECH, secrétaire de la commission d'agriculture;
M. A.-F. LACROIX, archiviste;
M. V. MISSON, commissaire de l'arrondissement de Mons, ancien membre de la Commission centrale de statistique;
M. G.-A. PITON-QUARRÉ, membre du conseil provincial, bourgmestre de Farciennes;
M. E. RAIMBEAUX, industriel;
M. F. STIÉVENART, membre de la commission médicale, à Mons;
M. F. WAROCQUÉ, industriel, à Marimont;
M. J.-B. FAUCONNIER, chef de division au gouvernement provincial, *Secrétaire*.

Province de Liège.

M. D. ARNOULD, administrateur-inspecteur de l'université de Liège, *Vice-président*;
M. H. DECHESNE, inspecteur des eaux et forêts;
M. Ch. DE ROSSIUS-ORBAN, industriel;
M. le baron DE SELYS-LONGCHAMPS, correspondant de l'Académie royale de Belgique;
M. C. DIGNEFFE, directeur des moulins à vapeur de Sclessin;
M. A.-H. DUMONT, professeur à l'université de Liège, membre de l'Académie royale de Belgique;
M. L. FABRY-ROSSIUS, docteur en philosophie et lettres;
M. FRÉDÉRIX, colonel d'artillerie, directeur de la fonderie royale de canons, à Liège¹;
M. Ad. LESOINNE, professeur à l'université de Liège;
M. M.-L. POLAIN, archiviste provincial, correspondant de l'Académie royale de Belgique;
M. C.-B. WELLEKENS, ingénieur en chef des mines;
M. A. HENNAU, professeur à l'université de Liège, *Secrétaire*.

Province de Limbourg.

M. J. JAMINÉ, membre du conseil provincial à Tongres, *Vice-président*;
M. A. BAMPS, docteur en médecine, membre du conseil provincial, à Hasselt;
M. J. BOVY, membre du conseil provincial;
M. G. DE CORSWAREM, membre de la Chambre des Représentants;
M. P.-J. ECKERT, directeur des contributions, à Hasselt;
M. GUIOTH, ingénieur des ponts et chaussées;
M. LACOSTE, général commandant la province de Limbourg²;
M. L.-J. LAMBOTTE, inspecteur du cadastre;
M. J. QUARRÉ, directeur du trésor;
M. J.-J. THONISSEN, commissaire de l'arrondissement de Hasselt³;
M. P. WILLEMS, membre de la commission d'agriculture;
M. O.-C. VAN CAUBERGH, greffier provincial, *Secrétaire*.

¹ En remplacement de M. le colonel SCHLIN, démissionnaire.

² En remplacement de M. le capitaine du génie TRUMPER, démissionnaire par suite de changement de résidence.

³ En remplacement de M. CATERS, id.

Province de Luxembourg.

M. G.-C. JACQUELART, directeur des contributions à Arlon, *Vice-président* ;
M. N. BERGER, président du tribunal de première instance d'Arlon ;
M. le baron d'HUART DE VILLEMONT, membre de la députation du conseil provincial, président de la commission d'agriculture ;
M. G.-J. DOUNY, membre de la députation permanente du conseil provincial ;
M. DUBOIS, directeur du trésor, à Arlon ;
M. DUTREUX, ingénieur en chef des ponts et chaussées ¹ ;
M. E. GEOFFROY, membre de la députation permanente du conseil provincial ² ;
M. J.-B. PONCELET, sous-ingénieur des mines à Arlon ;
M. J.-L. REDING, président de la commission médicale provinciale ;
M. J.-G.-P. WURTH, juge, à Arlon ;
M. L. ZOUBE, membre de la Chambre des Représentants ;
M. J.-P. NOTHOMB, commissaire de l'arrondissement d'Arlon, *Secrétaire*.

Province de Namur.

M. H. PONCELET, membre de la députation permanente du conseil provincial, *Vice-président* ;
M. A. BENOIT, membre de la chambre de commerce de Namur ;
M. F.-P. CAMBRELIN, docteur en médecine, président de la commission médicale provinciale ;
M. F.-H. DE GERLACHE, commissaire de l'arrondissement de Namur ;
M. L. DE MONGE, substitut du procureur du roi, à Namur ;
M. C.-A. DESPOT, major du génie ;
M. L.-F. FOURNIER, directeur des contributions, à Namur ;
M. A.-F. GAUTHIER, ingénieur des mines, à Namur ;
M. E. DELMARMOL, à Saint-Marc, *Secrétaire*.

CORRESPONDANTS DE LA COMMISSION CENTRALE.

M. BALBI, à Vienne ;
M. BANNFIELD, à Londres ;
M. BENOISTON DE CHATEAUNEUF, membre de l'Institut de France, à Paris ;
M. le docteur BOWRING, membre de la Chambre des communes, à Londres ;
M. le docteur CASPER, à Berlin ;
M. CHADWICK, secrétaire de la commission du Poor-bill, à Londres ;

¹ En remplacement de M. VAN CAILLIE, nommé secrétaire général du ministère des finances.

² En remplacement de M. ORBAN, démissionnaire.

- M. CZOERNIG, directeur de la statistique administrative, à Vienne;
M. DAVID, professeur d'économie politique à l'université de Copenhague;
M. DIETERICI, professeur d'économie politique, directeur du bureau de statistique, à Berlin;
M. le baron CHARLES DUPIN, pair de France, membre de l'Institut, à Paris;
M. FALLATI, professeur à l'université de Tubingue;
M. JOSEPH FLETCHER, à Londres;
M. HOFFMANN, ancien directeur du bureau de statistique, à Berlin;
M. le docteur HOLST, professeur à l'université de Christiania;
M. le docteur JULIUS, à Berlin;
M. LOBATO, membre de l'Institut des Pays-Bas, à La Haye;
M. PASCAL MADDOZ, à Madrid;
M. MITTERMAIER, conseiller d'état, professeur à l'université de Heidelberg;
M. DE MOHL, professeur à l'université de Heidelberg;
M. NASSAU SENIOR, maître en chancellerie, à Londres;
M. OSIANDER, à Stuttgart;
M. le comte PETITTI DE RORETO, conseiller d'état, membre de l'Académie des sciences à Turin;
M. PORTER, directeur du bureau du commerce (Board of trade), à Londres;
M. RAMON DE LA SAGRA, ex-membre des Cortès, correspondant de l'Institut de France, à Madrid;
M. RAU, professeur d'économie politique à l'université de Heidelberg;
~~M. le baron DE REUBEN, à Berlin;~~
M. CHARLES RITTER, professeur à l'université de Berlin;
M. SCHUBERT, professeur à l'université de Königsberg;
M. le docteur VARRENTRAPF, rédacteur de la *Revue des prisons*, à Francfort;
M. VILLERMÉ, membre de l'Institut de France, à Paris.
- 

MÉMOIRES ET COMMUNICATIONS.

SUR LES ANCIENS RECENSEMENTS DE LA POPULATION BELGE,

PAR M. A. QUETELET, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION CENTRALE.

Les écrivains sont très-partagés sur l'estimation des populations anciennes de la Belgique; une même tendance les a portés, en général, à admettre des chiffres exagérés. A les en croire, les populations actuelles seraient moins nombreuses que les anciennes, et cependant les preuves scientifiques paraissent entièrement opposées à de pareilles conjectures.

La Belgique, avec les progrès de son agriculture et de son industrie, en est parvenue à peu près à ce point, que le nombre de ses habitants ne peut guère être dépassé, sans risques pour les excédants; est-il probable alors qu'avec des administrations vicieuses, des guerres presque continuelles, des disettes, des maladies contagieuses et tout ce qui tend à diminuer les populations, on se trouvât dans un état plus favorable que celui dont nous jouissons aujourd'hui?

Les anciens édifices publics, tels que les églises et les hôtels de ville, ont dû primitivement avoir été mis en rapport avec les populations auxquelles ils étaient destinés. Cependant de nos jours la plupart de ces édifices ont été reconnus insuffisants.

A ces preuves, indirectes il est vrai, on peut en joindre d'autres tirées des anciens états relatifs aux impôts; et l'intérêt qu'avait le pouvoir à les exagérer plutôt qu'à les amoindrir, ne doit guère permettre de récuser de pareilles autorités. Les plus anciens renseignements que nous ayons sur la population de la Belgique, re-

montent au temps de César. Ce conquérant nous a fait connaître le nombre des hommes que le pays pouvait mettre alors sous les armes; et, à l'aide de ce document, on a recherché quel était le nombre total des habitants; mais les calculs que l'on a établis à cet égard, ont donné des résultats très-peu concordants entre eux. D'après l'historien Des Roches, la population, à l'époque de l'invasion romaine, ne s'élevait point à un million d'habitants. M. le baron de Reiffenberg¹ l'estime à 700,000 environ. M. Schayes croit devoir poser un chiffre plus faible encore et n'admettre qu'une population de 250,000 habitants².

A partir de cette époque reculée, nous ne trouvons plus aucun document pour nous guider dans nos appréciations. Il faut arriver jusqu'au règne des ducs de Bourgogne pour rencontrer quelques recensements généraux faits dans différentes provinces; comme, du reste, dans ces recensements on ne comptait pas les habitants, mais les *foyers*, et que cette dernière désignation jette un grand vague dans les appréciations, il est à peu près impossible de se servir des documents de cette époque pour établir le chiffre absolu de la population. Parmi les écrivains, en effet, les uns comptent cinq habitants par foyer, les autres en prennent jusqu'à dix. La statistique peut-elle marcher d'une manière sûre entre des limites aussi larges?

D'une autre part, les foyers ne sont recensés qu'au point de vue de l'impôt, et l'on omet, en général, dans les états de l'époque, les populations des couvents, des hospices, des palais des princes, etc.

Un des plus anciens recensements par foyers est celui de 1435; il a été exécuté dans le Brabant à l'occasion d'une demande faite par le duc de Bourgogne de 300,000 *riders Philippus* pour lui-même et de 10,000 pour la duchesse. Ce recensement est surtout curieux en ce qu'il désigne le nombre des foyers soumis à l'impôt et celui des foyers pauvres. Les résultats en ont été publiés dans le 1^{er} volume de la *Bibliothèque des antiquités belgiques*, par MM. Marschall et Félix Bogaerts, Anvers, 1833.

M. Schayes, dans le tome II du même recueil, a donné un autre relevé des foyers pour 1526; et, presque en même temps, il a inséré dans le 1^{er} volume du *Messenger des sciences et des arts*, une notice sur la population du Brabant en 1472 et 1480, toujours d'après les évaluations des foyers³.

A ces évaluations défectueuses, on substitua plus tard les indications des registres des paroisses, et l'on estima la population, soit par le nombre des naissances, soit

¹ *Mémoires de l'Acad. de Brux.*, t. IX, *Essai sur la statistique ancienne de la Belgique*, p. 10.

² *Les Pays-Bas avant et durant la domination romaine*, p. 345, t. 1^{er}.

³ On trouvera à la suite de ce mémoire les détails d'un recensement par foyers fait dans le Luxembourg en 1495. Nous en devons la communication à l'obligeance de M. Schayes.

par le nombre des personnes qui communiaient. Les plus anciens registres des paroisses datent chez nous du commencement du XVI^e siècle. Ce nouveau mode de recensement, en le supposant même fait avec soin, avait l'inconvénient de ne faire connaître que des fractions de la population catholique.

Il faut passer ensuite jusqu'à la fin du siècle dernier pour trouver un premier essai de recensement général, d'où il serait, du reste, impossible de déduire un chiffre de la population qui méritât quelque confiance ¹.

A peine constituée, la Commission centrale de statistique sentit la nécessité de s'attacher, avant tout, à réunir des données exactes sur l'état de la population. Pour atteindre ce but, elle ne se borna pas à demander un recensement général de la population devenu désormais indispensable, elle voulut rassembler encore tous les résultats des opérations semblables qui avaient été faites antérieurement.

Cependant il eût été inutile de reporter ses regards sur des temps trop reculés, pour lesquels les documents ou n'existaient plus ou avaient été recueillis d'une manière incomplète. Aussi, dans l'instruction qu'elle rédigea pour être transmise aux commissions provinciales de statistique à l'époque de leur création, la Commission centrale se borna-t-elle à demander les pièces relatives aux dénombremens généraux et particuliers qui avaient été faits en Belgique depuis le commencement de ce siècle. Qu'il nous soit permis de rappeler ici les termes mêmes de l'instruction :

« Les dénombremens généraux sont au nombre de cinq, et se rapportent aux années 1801, 1806, 1811, 1816 et 1829. Les résultats n'en ont pas encore été réunis chez nous, d'après un modèle uniforme; ce travail a été fait pour la France, et a paru dans la *Statistique* de ce royaume, publiée par le Ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, volume de 1837.

» Les deux premiers recensements avaient été prescrits par circulaires ministérielles du 26 floréal an VIII (16 mai 1800) et du 3 novembre 1805; celui de 1811 fut une simple estimation en masse et par approximation de la population de chaque département; il fut procédé à peu près de même dans celui de 1816. Pour ce qui concerne le cinquième recensement, celui de 1829, il a été ordonné par arrêté royal du 29 septembre 1828; il devait, comme on sait, être renouvelé tous les dix ans; mais l'époque du premier renouvellement a été reculée jusqu'en 1847, par un

¹ Le premier recensement régulier a été fait en 1784, par ordre du Gouvernement autrichien; M. Gachard en a donné les résultats dans ses *Analectes Beligiques*. M. Henschling en a aussi présenté des extraits dans une notice intitulée : *Situation territoriale et population des provinces belges sous le Gouvernement autrichien*. Nous avons fait connaître les détails relatifs à Bruxelles, dans le tome I^{er} de ce *Bulletin*.

arrêté royal du 8 avril 1839. Le Gouvernement a déjà annoncé l'intention de fixer à cet égard une époque plus rapprochée.

» Dans les tableaux qu'il s'agit de dresser pour les recensements généraux, il est bien entendu que les arrondissements comme la province seront pris dans leur consistance actuelle, autrement les résultats ne seraient pas comparables; les accroissements et les disjonctions de territoire devront être exactement indiqués. »

Quoique l'instruction dont les passages précédents sont extraits, eût été transmise aux commissions provinciales depuis le mois de mai 1843, les documents demandés n'ont été remis que tardivement; plusieurs même ne nous sont parvenus que pendant le cours de l'année dernière.

Nous allons voir maintenant comment les différentes commissions provinciales ont répondu à l'appel qui leur a été fait, et s'il est possible de tirer parti des matériaux qu'elles ont pris soin de rassembler ¹.

Province d'Anvers ².

Les documents que la commission provinciale a fait parvenir au Gouvernement sont de deux espèces : les uns concernent les recensements généraux qui ont eu lieu dans la province, les autres appartiennent aux recensements particuliers.

Recensements généraux. — Les tableaux donnent, pour les années 1806, 1816 et 1829, le chiffre de la population divisée par arrondissements administratifs. On n'a point retrouvé aux archives de la province de tableau récapitulatif de la population de 1801. La correspondance de cette époque prouve qu'il a été impossible d'obtenir des autorités communales les documents nécessaires pour le former. Quelques communes seulement les ont fait parvenir; encore les états fournis par elles sont-ils incomplets et dressés sans aucune régularité. D'après un travail publié par le préfet, M. d'Herbouville, la population, à cette époque, s'élevait à 246,441 âmes.

Il en a été à peu près de même en ce qui concerne le recensement de 1811. Le dépouillement de toutes les pièces ne fournit aucun document satisfaisant; on

¹ Ce mémoire avait été fait d'abord pour servir de *rapport* sur les documents envoyés par les commissions provinciales. La sous-commission se composait de MM. Ducpetiaux, Heuschling, Perrot, Sauveur, Smits, Stevens et Quetelet, rapporteur.

² La plupart des détails qui seront présentés, sont extraits textuellement des documents mêmes des commissions provinciales. — La sous-commission chargée de la question relative aux anciens recensements dans la province d'Anvers, se composait de MM. G. Pieron, Aug. de Marbaix, G.-J. Oostendorp et A. Kreglinger.

y trouve cependant : 1° une minute, certifiée véritable et paraphée par le préfet des Deux-Nèthes, en date du 3 avril 1811, intitulée : *État général de la population du département par arrondissement de sous-préfecture*, et portant globalement la population à 281,801 habitants, auxquels il faut en ajouter 87,205 pour l'arrondissement de Bréda, qui faisait alors partie du département des Deux-Nèthes; 2° un autre état général par arrondissement et par commune, mais sans aucune distinction de sexe, d'âge ou de condition. Cet état porte le total de la population à 284,584 habitants, et compte ainsi 2,783 habitants de plus que le premier; il est daté du mois d'octobre 1811, sans désignation de jour, et n'est ni signé ni même paraphé. — La commission provinciale, en transmettant ce dernier état, ne s'est pas aperçue qu'il reproduisait identiquement les résultats du recensement de 1806.

Les tableaux de 1801 et 1811 sont donc très-défectueux; ceux de 1806, 1816 et 1829 au contraire sont généralement réguliers; ceux de la dernière année surtout renferment des détails fort intéressants. On sait que le recensement de 1829 faisait connaître, par commune, le nombre des maisons, celui des ménages, la distribution de la population : 1° d'après l'état civil, en faisant la distinction des sexes; 2° d'après le culte ¹.

Nous allons présenter successivement les résultats des cinq périodes. On n'a point retrouvé les pièces nécessaires pour constater s'il a été tenu compte des garnisons, des ouvriers militaires et des prisonniers; il y a lieu de croire que cette partie de la population n'est pas comprise dans les quatre recensements qui ont précédé celui de 1829. Dans ce dernier se trouve portée la garnison de la ville d'Anvers, s'élevant au chiffre de 4,237 hommes, et celle de Malines, s'élevant à 889 hommes ².

On remarquera que, pendant la période décennale de 1806 à 1816, la population a été à peu près stationnaire dans les trois arrondissements de la province. Est-ce un résultat des guerres de l'Empire ou des nombreuses réticences qui doivent avoir été faites pour échapper aux diverses charges dont le chiffre se réglait d'après celui de la population? Nous nous bornerons toutefois à faire remarquer que le recensement de 1816 a été fait par le Gouvernement des Pays-Bas et que les appréhensions alors n'étaient plus les mêmes.

¹ Par suite d'un arrêté de M. le Régent de la Belgique, les principaux résultats de ce recensement ont été publiés en 1832 par MM. A. Quetelet et Ed. Smits, dans l'ouvrage : *Recherches sur la reproduction et la mortalité de l'homme aux différents âges et sur la population de la Belgique* Bruxelles, chez L. Haumann et C^e, 1 vol. in-8°.

² Voyez page 86 des *Recherches sur la reproduction et la mortalité*, etc.

ANNÉES.	HOMMES.				FEMMES.			TOTAUX.		
	ENFANTS et célibataires.	MARIÉS ou veufs.	VEUFES.	TOTAUX.	ENFANTS et célibataires.	MARIÉS ou veufs.	TOTAUX.	HOMMES.	FEMMES.	TOTAUX.
PROVINCE D'ANVERS.										
1801...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	246,436
1806...	84,436	49,975	2,785	137,192	92,387	55,005	147,392	137,192	147,392	284,584
1811...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	281,801
1816...	86,511	54,407	2,654	143,572	94,785	55,568	150,351	143,572	150,351	293,723
1829...	116,005	58,170	"	174,175	115,971	64,828	180,799	174,175	180,799	354,974
Arrondissement d'Anvers.										
1801...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	109,625
1806...	36,173	31,788	1,437	59,598	40,218	24,596	64,814	59,598	64,814	124,312
1811...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	122,775
1816...	38,511	31,554	1,115	60,980	40,639	24,137	64,776	60,980	64,776	125,756
1829...	53,403	26,363	"	79,766	52,488	29,701	82,189	79,766	82,189	161,955
Arrondissement de Malines.										
1801...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	72,791
1806...	25,934	14,909	981	41,824	28,845	16,376	45,221	41,824	45,221	87,045
1811...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	86,064
1816...	28,032	15,271	816	44,119	31,782	16,925	48,705	44,119	48,705	92,824
1829...	35,558	17,502	"	50,860	35,381	19,284	54,665	50,860	54,665	105,525
Arrondissement de Turnhout.										
1801...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	64,112
1806...	22,329	15,276	365	35,970	23,324	14,053	37,357	35,970	37,357	73,327
1811...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	72,962
1816...	24,544	15,006	723	38,273	22,562	14,508	36,879	38,273	36,879	75,145
1829...	29,044	14,505	"	43,549	28,102	15,845	43,945	43,549	43,945	87,494
* Y compris 1,386 détenus dans la maison de correction de St-Bernard. * Y compris 1,253 personnes aux colonies de Merxplas et de Wortel, ainsi que 560 inconnus étrangers à la commune de Gheel, et 300 reclus étrangers à la commune d'Hoogstraeten.										

Recensements particuliers. — La commission provinciale a fait parvenir les documents suivants :

1° Huit états comparatifs de la population des villes et des arrondissements

de la province d'Anvers (département des Deux-Nèthes) en 1789 et pendant les années IX, X, XI, XII de la république. Ces états, dressés pour faire partie d'un travail projeté par le Gouvernement français, renferment des renseignements intéressants, dont plusieurs mériteraient d'être publiés ;

2° Un tableau de la population de la province au 1^{er} vendémiaire de l'an VIII (23 septembre 1799) ;

3° Un autre fait le 29 septembre 1814 ;

4° Le tableau de recensement par sections et hameaux des villes et des communes au 1^{er} janvier 1818 ;

5° Un autre fait au 1^{er} janvier 1820 ;

6° Un tableau du recensement d'Anvers au 31 décembre 1820 ;

7° Un pareil tableau fait à la même époque pour Malines ;

8° Un autre plus détaillé pour Lierre ;

9° Le tableau général de la population de la province ;

10° Le résultat du travail relatif au recensement de Turnhout au 1^{er} juillet 1821 ;

11° Le tableau du recensement de la population de la province au 1^{er} janvier 1823 ;

12° Idem au 1^{er} janvier 1824 ;

13° Extrait du travail sur le recensement par sections et hameaux fait le 1^{er} janvier 1827 ;

14° Le tableau du recensement fait le 1^{er} novembre 1830.

« Ce tableau, ajoute la commission provinciale, fait en novembre 1830, a servi et sert encore dans cette province, comme point de départ pour établir le calcul relatif à la population des diverses localités de la province, calcul qui se fait chaque année pour établir la base de la répartition du contingent de la milice. » Il y a évidemment, ici, une erreur de date, et il faut lire le 1^{er} novembre 1829.

Il est à regretter que la commission n'ait pas indiqué d'une manière plus positive quels ont été les recensements réellement effectués et les moyens employés pour les obtenir. Quoi qu'il en soit, les divers documents qu'elle a transmis, méritent d'être conservés dans les archives de la Commission centrale. Nous nous sommes borné à en extraire les renseignements relatifs aux villes d'Anvers et de Malines : Anvers jouait un rôle important du temps de l'Empire ; elle est encore aujourd'hui l'une des villes les plus remarquables de notre royaume. Malines, par sa position centrale par rapport aux chemins de fer, mérite également de fixer l'attention du statisticien.

ÉPOQUES DES RECENSEMENTS.	POPULATION DE	
	ANVERS.	MALINES.
1789	49,061	22,150
An ix (1800—1801).	53,906	19,208
An x (1801—1802) ¹	55,830	19,238
An xi (1802—1803).	57,534	19,689
An xii (1803—1804).	59,040	20,010
1814	66,144	19,975
1818	61,762	20,437
1820	59,941	21,422
1823	61,485	21,939
1824	62,898	22,083
1827	68,980	22,971
1829 ²	77,199	24,436
1844 ³	87,480	26,679

Ces populations sont, d'une part, celle d'Anvers, de S^t-Willebrord, de S^t-Laurent et de Kiel qui appartiennent à la commune; et, de l'autre part, celle de Malines et des hameaux qui en dépendent.

Si les chiffres précédents étaient exacts, la population d'Anvers aurait été très-sensiblement croissante du temps de l'Empire, stationnaire sous le Gouvernement des Pays-Bas, et croissante encore sous le régime actuel.

Quant à la ville de Malines, sa population aurait été à peu près stationnaire depuis 1789 jusqu'à l'époque de la révolution de 1830; et elle aurait pris, depuis, de légers accroissements, bien peu en rapport avec la position avantageuse qu'elle occupe comme point central des chemins de fer de la Belgique.

¹ Dans le travail publié par le préfet M. d'Herbouville, la population d'Anvers en 1801, s'élevait à 55,925 habitants, et celle de Malines, à 16,072. Ce dernier nombre est bien différent de celui donné plus haut pour la même époque.

² Les chiffres sont ceux qui résultent du recensement fait à la fin de 1829 en y comprenant 4,237 hommes formant garnison à Anvers, et 889 hommes à Malines. La commission provinciale donne, pour la population de la ville d'Anvers, au 1^{er} novembre 1830, 70,477 habitants; et, pour la population de Malines, 23,278.

³ Au 31 décembre, d'après le *mouvement de l'état civil*, publié en 1845, par M. le Ministre de l'intérieur.

Province de Brabant ¹.

Les tableaux de recensement pour 1816 et 1829, ont pu être donnés en détail et par communes, conformément aux modèles du Gouvernement; pour les années 1801 et 1806, les relevés de la population ont été présentés seulement d'une manière globale pour chaque commune de la province. Quant aux documents de 1811, il n'a été possible de s'en procurer que pour deux ou trois communes.

Il est à regretter que la commission provinciale n'ait pas joint à ses tableaux des renseignements propres à en faire apprécier la valeur. Elle s'est bornée à faire connaître que, dans les documents consultés, l'on n'a pu trouver aucune explication sur le mode suivi dans les recensements des années 1816 et 1829, en ce qui concerne les garnisons, les prisons, les hôpitaux et hospices, les collèges et pensions, etc.

Le tableau suivant renferme le résumé des documents relatifs aux quatre recensements de 1801, 1806, 1816 et 1829 ².

ANNÉES.	HOMMES.				FEMMES.			TOTAUX.		
	ENFANTS et célibataires.	MARIÉS et veufs.	MILITAIRES.	TOTAUX.	ENFANTS et célibataires.	MARIÉES et veuves.	TOTAUX.	HOMMES.	FEMMES.	TOTAUX.
PROVINCE DE BRABANT.										
1801...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	245,972
1806...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	302,542
1811...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	?
1816...	98,866	58,392	1,279	157,258	96,563	61,144	157,507	157,258	157,507	314,765
1829...	128,682	68,804	"	197,486	123,302	74,574	197,876	197,486	197,876	395,362
Arrondissement de Bruxelles.										
1801...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	110,598
1806...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	156,887
1811...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	?
1816...	45,542	25,901	"	69,443	41,352	27,172	68,524	69,443	68,524	137,967
1829...	59,460	31,275	"	90,735	56,521	33,614	89,835	90,755	89,835	180,568

¹ Il n'est point dit par qui les tableaux ont été dressés.

² On peut voir dans le 1^{er} volume du *Bulletin de la Commission centrale de statistique*, un mémoire sur le recensement de Bruxelles en 1842 et sur la population de cette capitale à différentes époques.

ANNÉES.	HOMMES.				FEMMES.			TOTAUX.		
	ENFANTS et célibataires.	MARIÉS et veufs.	MILITAIRES.	TOTAUX.	ENFANTS et célibataires.	MARIÉS et veuves.	TOTAUX.	HOMMES.	FEMMES.	TOTAUX.
Arrondissement de Louvain.										
1801...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	68,600
1806...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	87,867
1811...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	?
1816...	28,806	16,159	751	44,964	28,954	16,037	45,591	44,964	45,591	90,555
1829...	54,794	17,909	"	52,763	55,022	19,690	55,312	52,763	55,312	106,075
Arrondissement de Nivelles.										
1801...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	64,774
1806...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	77,788
1811...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	?
1816...	26,519	16,532	528	42,851	26,057	17,535	43,592	42,851	45,592	86,243
1829...	54,428	19,562	"	53,990	53,359	21,570	54,729	53,990	54,729	108,719

Flandre Occidentale ¹.

La commission provinciale a réussi à compléter, pour les années 1801, 1806 1816 et 1829, par communes et d'après le modèle du Gouvernement, les résultats des recensements opérés dans la Flandre occidentale. Ce sont les documents les plus complets qui nous soient parvenus. Quant au recensement général de 1811, elle pense qu'il n'a point été fait. Sa conviction est puisée dans la lettre suivante, adressée, le 11 janvier 1815, au commissaire général des finances, par l'intendant du département de la Lys.

N° 53. *L'intendant départemental à Son Excellence le conseiller d'État, commissaire général des finances.*

« Monsieur le Conseiller d'État,

» J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence, pour me conformer à sa lettre du 9 de ce mois, l'état nominatif des communes de ce département, avec indication de la population de chacune d'elles, *d'après le dernier recensement fait en 1806.*

» J'ai l'honneur, etc.

(Paraphé) » E. DE N° » (E. DE NIEUPORT.)

¹ La sous-commission était composée de MM. Boyaval-Holvoet, Priem et Goethals, rapporteur.

Ainsi, d'après cette lettre, le dernier recensement fait dans le département de la Lys avant le 11 janvier 1815, remonte à l'année 1806, et le dénombrement de 1811, par conséquent, n'aurait point eu lieu.

La commission provinciale de la Flandre occidentale considère les deux recensements de 1801 et 1806 comme ayant été faits avec tout le soin voulu et comme présentant toute l'exactitude qu'il était possible de donner, dans ce temps-là, à une opération de cette espèce.

Quant au dénombrement de 1816, les documents qu'on a retrouvés donnent la population, non-seulement par arrondissement, par canton de milice et par commune, mais même par village, bourg, hameau ou fraction de commune; ils font la distinction des sexes, des âges, de l'état civil et des cultes. Toutefois la commission provinciale fait observer que ce recensement n'a peut-être pas toute l'exactitude qu'on pourrait lui supposer au premier abord. L'intervalle de temps, en effet, entre la demande de ce travail (le 21 février 1816) et l'époque à laquelle il devait être fourni (10 mars suivant), était insuffisant pour permettre de faire un dénombrement consciencieux. La commission ne s'exprime pas sur la valeur du recensement de 1829 dans la Flandre occidentale.

Pour ce qui concerne les dénombremens particuliers, on n'a rien trouvé qui autorise à croire qu'il en ait été fait d'autres que ceux nécessités par les recensements généraux.

En jetant les yeux sur les tableaux des recensements, on reconnaît que la population a été généralement croissante. Le nombre des femmes a été un peu plus considérable que le nombre des hommes, et cette différence a été occasionnée, en grande partie, par la population des villes. Bruges surtout a présenté un excédant notable, eu égard à sa population.

Voici les différences trouvées aux époques des quatre recensements :

D'après le recensement de	EXCÉDANT DES FEMMES SUR LES HOMMES		
	dans la province.	dans les villes.	à Bruges.
1801	16,764	12,885	4,490
1806	8,197	9,509	3,763
1816	14,080	10,984	5,595
1829	14,166	10,933	5,052

Il est très-probable que les guerres de l'Empire ne sont ici pour rien dans la différence que nous remarquons, puisque nous retrouvons encore la même inéga-

statistiques qui semblent avoir été réclamés par les diverses administrations communales. » Il serait à désirer que quelque membre de la commission provinciale de Liège voulût bien se charger de combler la lacune relative au recensement de 1801.

ANNÉES.	HOMMES.				FEMMES.			TOTAUX.		
	ENFANTS et célibataires.	MARIÉS et veufs.	INFIRMES.	TOTAUX.	ENFANTS et célibataires.	MARIÉS et veufs.	TOTAUX.	HOMMES.	FEMMES.	TOTAUX.
PROVINCE DE LIÈGE.										
1801...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1806...	98,197	50,752	6,073	155,002	103,710	52,489	156,199	155,002	156,199	311,201
1811...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1816...	92,937	60,106	3,088	156,131	100,095	63,035	163,128	156,131	163,128	319,259
1829...	116,220	64,437	864	181,521	117,258	72,022	189,280	181,521	189,280	370,801
Arrondissement de Liège.										
1806...	51,848	18,294	4,419	74,561	51,335	17,846	69,181	74,561	69,181	143,742
1811...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1816...	41,584	26,056	1,421	69,061	44,624	28,147	72,771	69,061	72,771	141,832
1829...	53,740	29,500	398	83,638	54,618	33,409	88,027	83,638	88,027	171,665
Arrondissement de Verviers.										
1806...	19,558	14,490	766	34,814	22,946	15,275	38,221	34,814	38,221	73,035
1811...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1816...	21,292	16,127	758	38,177	23,497	15,788	39,285	38,177	39,285	77,462
1829...	28,056	16,487	215	44,758	28,963	18,267	47,230	44,758	47,230	91,988
Arrondissement de Huy.										
1806...	16,063	10,134	487	26,684	15,598	11,055	26,653	26,684	26,653	53,337
1811...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1816...	18,741	11,416	554	30,711	19,614	12,126	31,740	30,711	31,740	62,451
1829...	20,666	11,342	151	32,159	20,310	12,485	32,795	32,159	32,795	64,954
Arrondissement de Waremme.										
1806...	10,728	7,814	401	18,943	13,851	8,513	22,144	18,943	22,144	41,087
1811...	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1816...	11,320	6,507	355	18,182	12,358	6,974	19,332	18,182	19,332	37,514
1829...	13,758	7,108	100	20,966	13,367	7,861	21,228	20,966	21,228	42,194

Province de Limbourg.

On a renoncé à former des états complets pour les recensements de 1801, 1806, 1811 et 1816; les documents étaient si défectueux qu'il n'a été possible de remplir que le tableau relatif au recensement de 1829, encore a-t-il fallu recourir, pour quelques communes, au chiffre de la population qui a servi de base en 1829 à la répartition du contingent de la milice assigné à la province. La cause de ces fâcheuses lacunes, écrivait M. le Gouverneur, provient du peu de soin apporté dans quelques localités, malgré la surveillance et les efforts constants de l'autorité supérieure, à la conservation des documents appartenant aux archives communales.

Les résultats du recensement de 1829 ont présenté les valeurs suivantes :

	Hommes.	Femmes.	TOTAL.
	—	—	—
Population dans la province de Limbourg . .	78,706	80,374	159,080

Pour remplir les lacunes du recensement de 1829, il a fallu recourir, comme il a été dit, à la répartition du contingent des milices, qui ne donne ni la distinction des sexes, ni l'indication des enfants et des célibataires, ni celle des veufs et veuves, ni celle des militaires. La lacune pour les sexes a été comblée en divisant arbitrairement le chiffre total de la population de la commune par deux, ce qui s'éloigne du reste peu de la vérité.

Province de Luxembourg.

Les documents de cette province sont si incomplets qu'il n'est pas même un seul arrondissement administratif dont il soit possible de déterminer la population, pour les époques des cinq recensements généraux. Sur les 194 communes dont se compose la province, 41 seulement ont fait connaître les résultats généraux du recensement de 1801; 54, ceux de 1806; 46, ceux de 1811; 63, ceux de 1816; et 170 ont transmis les données plus récentes du recensement de 1829.

Dans la lettre d'envoi qui accompagne ces documents, M. le Gouverneur de la province fait observer que les anciennes archives communales ont été perdues à la suite des diverses invasions que le Luxembourg a subies pendant les guerres qui ont mis fin à l'empire français.

La population pour la ville d'Arlon a été donnée pour les cinq époques indiquées par le Gouvernement. Cette ville, dont les accroissements ont été si rapides

dans ces derniers temps et qui comptait 5,221 habitants au 31 décembre 1844, avait une population faiblement croissante pendant l'empire français et pendant le Gouvernement des Pays-Bas, du moins en comparaison des accroissements qu'elle a pris sous le Gouvernement actuel. De 1801 à 1816, c'est-à-dire dans l'espace de 15 ans, la population, qui était de 2,291 habitants, s'est élevée à 2,848; l'accroissement a donc été d'un quart de la valeur primitive.

Sous le Gouvernement des Pays-Bas et pendant les treize années, de 1816 à 1829, la population s'est élevée à 3,387 habitants : l'accroissement a donc été d'un cinquième environ.

Enfin, pendant une autre période de 15 années, de 1829 à 1844, sous le Gouvernement de la Belgique, la population s'est accrue de 1,834 habitants, ce qui fait plus que la moitié de la valeur de la population de 1829.

Province de Namur.

La commission provinciale de Namur s'est bornée à transmettre au Gouvernement les états des recensements faits en 1801 et 1806 dans le département de Sambre-et-Meuse, ainsi que le tableau du recensement fait en 1816. On n'a trouvé aucune trace du recensement de 1811; quant à celui de 1829, M. le Gouverneur n'a pas cru devoir le communiquer puisqu'il doit en exister, dit-il, une copie transmise au Ministre de l'intérieur sous la date du 12 janvier 1831.

Pour rendre comparables les résultats qui nous ont été envoyés, il faudrait faire un travail préalable qui a été exécuté pour les autres provinces dans les bureaux du Gouvernement ou par les soins des commissions provinciales de statistique. La consistance actuelle de la province de Namur diffère essentiellement de la circonscription du département de Sambre-et-Meuse, aux époques où ont été effectués les dénombrements généraux de la population. En effet, jusqu'à l'organisation du royaume des Pays-Bas, deux arrondissements, qui font aujourd'hui partie de la province de Luxembourg, ceux de Marche et de S^t-Hubert, appartenaient à ce département, tandis que l'arrondissement de Philippeville n'existait point : deux cantons de ce dernier arrondissement (Couvin et Philippeville) appartenaient au département des Ardennes. Postérieurement encore, des changements ont été apportés à la circonscription territoriale de la province de Namur; des échanges ont été effectués avec les provinces de Liège, de Luxembourg, etc.

Il nous serait impossible de nous servir des données numériques que renferment les tableaux dans leur forme actuelle; mais ces documents ont une valeur historique qu'il convient de ne pas perdre de vue : ils nous apprennent comment les recensements avaient été conçus et exécutés aux trois époques de 1801, 1806 et 1816, et

il est permis de croire que la même marche avait été suivie dans le reste de la Belgique.

Le tableau du recensement de 1801 contient les colonnes suivantes, qui ont été généralement remplies pour le département de Sambre-et-Meuse :

- 1 Noms des communes.
- 2 Classe (ville, village, bourg), etc.
- 3 Dépendances en hameaux.
- 4 Arrondissements auxquels elles ressortissent.
- 5 Population.
- 6 Distance en kilomètres, *a* de Paris, *b* au chef-lieu de préfecture, *c* au chef-lieu de sous-préfecture, *d* au chef-lieu de justice de paix.
- 7 Désignation des paroisses et succursales.
- 8 Établissements publics et manufactures qui s'y trouvent.

Le tableau du recensement de 1806 ne contient que les données relatives à la population :

1	Noms des arrondissements communaux.	
2	Id. des cantons.	
3	Id. des communes.	
4	Population des garçons	55,643
5	Id. des filles	53,221
6	Id. des hommes mariés	29,726
7	Id. des femmes mariées	29,716
8	Id. des veufs	3,326
9	Id. des veuves	6,936
10	Id. des militaires aux armées	2,087
11	TOTAL	<u>180,655</u>

Le tableau de recensement de 1816 est très-étendu; il ne contient pas moins de 45 colonnes :

1	Noms des arrondissements.	
2	Chefs-lieux des cantons de milice.	
3	Id. des mairies.	
4	Différents bourgs, villages, hameaux, etc., qui forment ensemble une mairie.	
5	Population des individus du sexe masculin qui n'ont pas commencé leur	
	19 ^e année, mariés	5
6	Id. id. » célibataires	34,756
7	Id. id. » veufs avec enfants	»
8	Id. id. » » sans enfants	»
9	TOTAL	<u>34,761</u>

10	Population des individus du sexe masculin de 19 à 22 ans, mariés.				318
11	Id.	id.	»	célibataires	5,440
12	Id.	id.	»	veufs avec enfants	7
13	Id.	id.	»	» sans enfants	5
14	TOTAL				5,470
15	Id.	id.	de 23 à 50 ans,	mariés.	17,260
16	Id.	id.	»	célibataires.	7,431
17	Id.	id.	»	veufs avec enfants	718
18	Id.	id.	»	» sans enfants	164
19	TOTAL				25,273
20	Id.	id.	de 51 ans et plus,	mariés.	10,653
21	Id.	id.	»	célibataires.	4,512
22	Id.	id.	»	veufs avec enfants	2,024
23	Id.	id.	»	» sans enfants	358
24	TOTAL.				14,547
25	Population des individus du sexe féminin, mariées				27,810
26	Id.	id.	non mariées		50,174
27	Id.	id.	veuves		6,563
28	TOTAL.				84,547
29	Total de chaque bourg, village, hameau, etc., formant ensemble une mairie.				»
30	Total des chefs-lieux des communes.				»
31	Total de chaque canton de milice.				»
32	Population totale de tout l'arrondissement.				164,398
33	Combien de miliciens ont été incorporés dans différents bataillons, etc.				1,144
34	Religion, catholiques romains.				163,952
35	Id.	id.	du clergé		410
36	Id.	protestants réformés.			1
37	Id.	confession d'Augsbourg luthériens			»
38	Id.	id.	id. frères moraves.		»
39	Id.	anabaptistes			»
40	Id.	remoutrants			»
41	Id.	autres sectes non nommées			»
42	Id.	juifs portugais			»
43	Id.	id.	allemands		35
44	TOTAL				164,398
45	Observations.				

Les observations se rapportent surtout à l'indication des monuments publics et des grands établissements industriels.

Peut-être sera-t-on curieux maintenant de rapprocher des chiffres généraux qui ont été posés précédemment, ceux qui sont donnés dans la statistique officielle (*Mouvement de l'état civil*) pour le 31 décembre 1844. Ces derniers chiffres, du reste, s'appuient sur ceux du recensement de 1829, en tenant compte des naissances, des décès et des changements de domicile. On peut les considérer, en général, comme étant plutôt inférieurs que supérieurs aux chiffres réels de la population.

PROVINCES.	POPULATION DES PROVINCES.					
	1801.	1806.	1811.	1816.	1829.	1844.
Anvers	246,456	284,584	281,801	295,725	554,974	591,113
Brabant	243,972	302,542	?	314,765	395,362	666,795
Flandre occidentale . . .	459,730	492,143	?	519,436	601,678	662,140
Id. orientale	559,989	602,257	601,138	615,689	733,938	803,345
Hainaut	414,541	474,497	?	488,595	608,324	686,256
Liège	?	311,191	?	319,259	370,801	431,777
Limbourg	?	?	?	?	159,080	179,014

Nous ferons, avant de finir cet examen, quelques remarques sur les principaux résultats qu'on peut déduire des tableaux précédents.

Remarquons d'abord que la population, depuis le commencement de ce siècle, a été généralement croissante dans toutes les provinces. L'accroissement a toutefois été bien moins rapide sous l'empire que du temps du royaume des Pays-Bas.

La population de 1844, dans chaque province, surpasse de plus d'un tiers la population de 1801.

La province qui a reçu les accroissements les plus rapides est celle de Brabant; la population se trouve presque triplée. En 1801, elle n'était guère que la moitié de la population de la Flandre occidentale; et, à la fin de 1844, elle lui était supérieure.

Le tableau suivant indique les accroissements relatifs reçus pendant chacune des trois périodes sous l'empire, sous le Gouvernement des Pays-Bas et sous le Gouvernement actuel. L'accroissement reçu pendant la période est comparé au chiffre de la population au commencement de la période.

PROVINCES.	ACCROISSEMENT PENDANT LA PÉRIODE DE		
	1801-1816.	1816-1839.	1839-1844.
	15 ANS.	15 ANS.	15 ANS.
Anvers	0,19	0,21	0,10
Brabant.	0,29	0,26	0,69
Flandre occidentale	0,13	0,16	0,10
Id. orientale.	0,10	0,19	0,09
Hainaut.	0,18	0,25	0,13
Liège	»	0,16	0,17
Luxembourg	»	»	0,13

Ce tableau mérite de fixer l'attention à plus d'un titre. L'accroissement extraordinaire de la population du Brabant est surtout remarquable.

Les divers recensements ont donné une population féminine un peu supérieure à la population masculine. Les arrondissements de Bruxelles et de Bruges font une légère exception; cependant cette exception ne provient pas de l'influence des villes, du moins pour l'arrondissement de Bruges. Il est à remarquer même que, dans les quinze villes de la Flandre occidentale, les femmes étaient beaucoup plus nombreuses que les hommes.

En descendant aux détails des tableaux, on devait s'attendre à trouver le nombre des mariés et veufs moins grand que celui des mariées et veuves. Le nombre des mariés devrait en effet être exactement égal à celui des mariées, si des causes particulières ne venaient détruire cette égalité mathématique entre des nombres qui diffèrent, du reste, toujours très-peu entre eux; il n'en est pas de même des veuves; leur nombre est généralement double de celui des veufs, et c'est cette inégalité qui se fait ressentir dans nos tableaux. Deux nombres cependant font exception : ils se trouvent dans les tableaux de Liège, qui, du reste, ne semblent pas devoir inspirer une entière confiance.

Quant aux enfants et célibataires des deux sexes, la prédominance a été en général en faveur du sexe féminin, surtout pendant les guerres de l'empire, qui retenaient une partie de la population masculine en dehors des frontières.

Nous aurions désiré trouver des renseignements sur le nombre des militaires recensés dans les différentes provinces aux époques indiquées dans les tableaux;

mais le peu de notions que nous avons pu recueillir à cet égard sont extrêmement défectueuses, et nous croyons ne pas devoir en faire usage.

Quant à la valeur des tableaux qui nous ont été transmis, il résulte de l'examen qui vient d'être fait, que :

1° *Pour le recensement de 1801*, la Flandre occidentale, seule, a donné, par arrondissements administratifs, des documents complets et conformes à ceux demandés par le Gouvernement.

Les provinces d'Anvers, de Brabant, de la Flandre orientale et de Hainaut, ont fait connaître globalement le montant de la population.

Les provinces de Limbourg, de Luxembourg et de Namur ont fourni des documents incomplets, et celle de Liège n'a rien envoyé.

2° *Pour le recensement de 1806*, les provinces d'Anvers, de la Flandre occidentale et de Liège ont fait parvenir des tableaux complets et conformes à ceux proposés par le Gouvernement; les provinces de Brabant, de la Flandre orientale et de Hainaut ont fait connaître la population globalement.

Les provinces de Limbourg, de Luxembourg et de Namur ont donné des tableaux incomplets.

3° *Pour le recensement de 1811*, les différentes provinces s'accordent à reconnaître qu'il n'a pas réellement eu lieu, mais qu'on a établi une estimation approximative. Néanmoins les provinces d'Anvers et de la Flandre orientale ont donné les résultats globaux de la population par arrondissements administratifs.

4° *Pour le recensement de 1816*, les provinces d'Anvers, de Brabant et de la Flandre occidentale ont envoyé des documents complets; celles de la Flandre orientale, de Hainaut et de Liège n'ont fait connaître la population que globalement, et celles de Limbourg, de Luxembourg et de Namur ont donné des tableaux incomplets.

5° *Pour le recensement de 1829*, les provinces d'Anvers, de Brabant et des deux Flandres ont envoyé des documents complets; celles de Hainaut, de Liège et de Limbourg ont fait connaître la population globalement, et les deux provinces de Namur et de Luxembourg ont donné des tableaux incomplets.

En voyant les nombreuses lacunes qui existent dans tous les tableaux, on n'en sent que mieux la nécessité de procéder à un dénombrement général de la population du royaume.

Il faudra veiller, d'une autre part, à ce que les documents d'une opération si importante ne soient plus abandonnés désormais à l'incurie des autorités locales. Cette incurie a été grande, puisque jusqu'au souvenir des recensements, opérés en quelque sorte sous nos yeux, se trouve déjà effacé. Non-seulement on a oublié la

marche qui a été suivie, mais on en est réduit à se demander si les recensements ont été réellement effectués.

Concluons d'après cela que toutes nos données sur les anciens chiffres de la population ne peuvent inspirer que peu de confiance, et que cet important élément d'une statistique doit être constaté le plus tôt possible et livré à une publicité telle que l'on n'ait plus à craindre les inconvénients que nous rencontrons aujourd'hui.

Extrait du compte-rendu par Gilles de Busleiden, receveur général du Luxembourg, de l'aide de 24 nouveaux gros de Luxembourg, sur chaque feu et ménage, consentie par les états de Luxembourg, en 1495¹. (Comptes des aides et subsides. Archives de l'ancienne chambre des comptes en Brabant.)

Ville et prévosté de Luxembourg.

	Mesnaiges.		Mesnaiges.
Premièrement la ville de Luxembourg a eu en		Bertringen	36
mesnaiges, contribuables et non exemps .	461	Over Runtge	9
Mammeren	58	Nyeder Runtge.	8
Seraissen	31	Buermeringen	11
Bonnewegen	9	Friessingen	10
Merren	16	Cauderen	16
Hollzen	12	Efferingen	7
Funich	10	Altwiess	15
Bettingen	15	Hiemeligen	5
Kuntzich	22	Aispalt	25
Oberkerssen	17	Eisingen	4
Neyderkerssen	20	Putlingen	50
Oberst-Roetgen	6	Buren	24
Arestorff	2	Hagen	4
Lympach	7	Prysche	11
Saissenhem	35	Mondorff	25
Schoewyler	15	Douffendorff	2
Carnich et Gerlingen	18	Ellingen	11
Hieffengen	9	Elffingen	9
Petingen	9	Oemeringen	5
Lyner	7	Erpelingen	18
Daelhem	5	Boiss	42
Spreningen	10	Assel et Rullingen lez Boiss	10
Ludelingen	17	Hallingben	4
Ychzich	16	Ruthge	11
Oettringen	6	Bonst	10

¹ Communiqué par M. Schayes.

	Mesnaiges.
Parde	6
Schindelz	14
Roden lez Sievenborn	7
Gryssche	15
Hoilvelz la franchise	12
Kopstal	1
Tuntingen	9
Doulingen	1
Callenbach	1
Borne	5
Ansembourg	5
Kellen	19
Kentzfelt et Mortzborne	11
Noisspalt	18
Olmen	6
Meerssche	26
Bersbach	3
Beringen	9
Mestorff	6
Clabbach	4
Huttingerschure	1
Reckingen près Merssche	30
Blantscheyt	6
Steynsel	21
Helmesingen	9
Boifferdingen et Helmedingen	16
Walferdingen	6
Heystorff	12
Dommeldingen	15
Eysch et Beggen	20
Lynth et Goisseldingen	25
Hinistorff	10
Bevredingen	8
Roldingen	15
Lorentzwyler	11
Pittingen	10
Remich	40
Bech	28
Welfferingen	8
Bessche	24
Schengen	11
Borinch	15
Manderen	9
Wiess lez Bubbingen	7
Wellesteyn	11
Swepsingen	15
Wintringen	27
Remersingen	27
Waltbredeims	20
Sieren	12
Stadebrodems	17
Gryeffeldingen	17
Nenstorff	12

	Mesnaiges.
Nyederandffen	11
Semyngen	5
Overandffen	9
Rammeligen	4
Errentzen	5
Moemspach	8
Schitteringen	13
Schranssis	5
Couteren	16
Moedfart et Medingen	31
Wiess ou Gauwe	17
Dodenhem	5
Daelhem	5
Wilstorff	17
Berg lez Rodemach	14
Souffge	12
Rodemach la franchise	36
Summingen et Fulbach	6
Fuxhem	13
Altzingen	9
Wyler à la Tour	16
Hassel	9
Zeessingen	5
Keylle	29
Tettingen	12
Bummelingen	9
Diefferdingen	50
Zolveren	21
Overkare	9
Nyederkare	15
Belfis	12
Zonnen	4
Piessingen	7
Redingen lez Belms	6
Rulant	5
Meysemburg	4
Vysschbach et Kedingen	11
Wyger	2
La Rochete la franchise	29
Overschirren et Nederschirren	20
Nommeren	8
Krussenach	14
Heffingen	12
Medernach	17
Eppeldorff	3
Grentzen	4
Schoiss	5
La court de Lendebach	1
Savelbornen	2
Ingelsbergh	7
Stegen	4
Belfort	17
Diedelingen	7

	Mesnaiges.
Haller	8
Waltpillich	9
Konstorff	20
Bertorff	19
Biessen	58
Burchlintzeren	15
Jonglintzeren	50
Godbringen	8
Aldelintzeren	6
Gonderingen	11
Biedwyler	11
Essch sur Lalsus	41
Steynbrucken	9
Ellingen sur Messer	9
Mondirchen	45
Elringen	5
Diepach	7
Reckingen sur Messer	11
Bergerem	8
Schiffelingen	15
Abwyler	6
Noerzingen	6
Hoencheringen	6
Vynningen	8
Bettemberch	27
Buenffigen	7
Lieffingen	12
Roeseren	11
Peppingen	12
Heldingen	14
Berchem	6
Cruthem	4
Hesperingen	14
Ventingen	12
Dudelingen	26
Burringen	7
Balsingen	7
Buederspergh	7
Ventsche	41
Roitwyler	15
Kunttinck	2
Somme des feuz soubz les ville, prévosté et quartier de Luxembourg 3,022 feuz.	

Ville et prévosté de Thionville.

Premièrement la ville de Thionville a eu en mesnaiges contribuables et non exemps	295
Kettenhem	64
Sancey	28
Keichingen	12
Rutghe	5
Brustorff	17

	Mesnaiges.
Efingen	4
Garsse	28
Mackenhoven	5
Hettinghen	25
Zeetrich	21
Boeller	14
Moenhem	21
Elinghen	9
Mairange	82
Oettringen	49
Walmeringen	26
Wolkringen	10
Metzingen	5
Answiler	20
Entrigen	22
Enscheringen	14
Molffingen	7
Algringen	18
Buffingen empres le Mont-St-Michel	16
Kantsen	35
Buddingen empres Justemont	7
Bolsingen	7
Genderingen	19
Ukingen	26
Velmacheren	5
Mundeligen	25
Richemont	35
Befingen	14
Pipperstorff	2
Hayanges	64
Stuckingen	10
Wolffstorff	11
Leynsen	5
Luchtingen	21
Monterchen	7
Elssingen	15
Walmerstorff	9
Buddingen off der Kanderon	19
Terffen	14
Diestorff	20
Kierse	1
Engelingen	14
Herstorff	4
Tetlingen	10
Hellingen	7
Eltzingen	5
Buddingen empres Budespach	16
Hettinghen outre Mezelle	6
Huntingen	9
Nyelerham	40
Overham	9
Bleitingen	14
Bousse	8

	Mesnaiges.
Egel	20
Luyssche sur la Montaigne	11
Vedelich sur la Sure	5
Mesenich	14
Langsur.	12
Krevenich	2
Fussnick pour la moitié appartenant à Luxemboug	3
La ville d'Echternach a eu en mesnaiges con- tribuables et non exempts.	137
Borren sur la Sure.	14
Steynnem	9
Munnen.	8
Mennyngen	10
Oisswyler	8
Gontzbrucken	1
Rodershoff	2
Froneburghshoff	1
La court ou cense de Veell	1
La court de Mellinck.	1
La court de Burselbach	2
Goederdorff appartenant à Echternach	3
Edingen.	7
Versswyler	6
Erentz	6
La court sur Erentzbergh	1
Luterborn	6
Bollendorff	13
La court sur Diedersberch	1
La court nommée le Ham	1
Eppellendorff	9
Prume à la Leyen	5
Irhel.	8
Wyss.	15
Altstorf	10
Harsschenbach.	3
Meckel appartenant à Echternach	10
Biedbourg, la ville	78
Dudeldorff	26
Gindorff.	11
Badenheim	13
Liessen de la Kielle.	13
Gondorff	8
Grantzstorf	5
Gemeltzstorf la court.	2
Huttingen	5
Metterich	6
Bierstorf	4
Wierstorf	9
Nederwyler.	7
Overwyler	5
Bickendorff.	7
Nattenhem	18

	Mesnaiges.
Fliessem	8
Matzem et Yssche.	6
Massolter	4
Erdorff	6
Bademborren la court.	1
Ordorff lez Dueeldorff	9
Wolfsfelt	25
Dockendorff	9
Vuendorff	5
Meckel appartenant à Biedburg	7
Stedem	9
Messerich	17
Birtlinghen	3
Enselingen	5
Scharpillich.	9
Mersche.	11
Steynbornen	8
Stalle	6
Rietterstorff.	20
Liessem uff der Ellentz	2
Hiedessforst.	6
Roode uff der Kyele	8
Sletwyler	9
La court de Wentzelhusen	2
Ornhoven	14
Briessche	11
Auwe sur la Kyele	4
Welkyele	2
La court de Schoenfelt	2
Nydermanderscheyt, la vallée et les 5 vil- laiges cy-après de ses appartenances	4
Pantemberch	3
Wallerscheit	7
Lauffenfelt	10
Ufflingen	12
Slatte	8
Keyle au chastel	4
Swartzemberg	4
Zursmytten deçà la rivière.	1
Sintzfelt.	3
Malberg la vallée	21
Wych	10
Nydembach.	15
Beltingen sur la Prume	17
Peffingen	6
Wetlingen	7
Breme	5
Huessel	2
Mullenbach.	2
Bustat	6
Alstorf et Horn	4
Stockem.	5
Ham.	3

	Mesnaiges.
Siebenbornen	28
Kalmess	11
Enderen	3
Rupwiler	2
Norenhusen	3
Redingen	4
Sweich	3
Steynen	1
Wyler by Arle	11
Fryelude zu Redigen	4
Saint-Mary	9
Essche	23
Esschedorff	14
Overmertzich	8
Nidermertzich	8
Kneboren	3
Nimhusen	4
Michelbouch	4
Lulhusen	2
Tatteler	4
Oversulle	9
Niedersulle	17
Goitstorff	12
Bucholtze	3
Merscheit	6
Deillen	6
Huderscheit	18
Oisselingen	22
Escheit	1
Praetze	1
Capwiler	1
Buschdorff	18
Nurdingen	6
Vichen	11
Osperen	13
Warcken	2
Redingen	11
Wiltze und Nyederwampach	22
Overwampach	12
Kochendorff	16
Entzelboren	6
Bever	22
Nothem	4
Berrel	6
Marckros	11
Buderscheit	6
Naekeren	11
Dalsteyn	6
Neutringen	13
Erpeldingen	9
Vidingen	3
Rolingen	6
Niderwiltze	9

	Mesnaiges.
Wauseler	15
Kuthenberg	7
Leeler	10
Bochholtze	2
Ruze	13
Hoedemont	6
Nuwehabay	20
Althabay	13
Zu dem Thoren	16
Hondelingen	18
Lauwasser	2
Girss	12
Leffeldingen	4
Elle	19
Platten	4
Redingen	3
Landen	2
Burch bye Sulle	3
Deele	1
Burrel	1
Brusse	1
Somme des feux soubz les ville et prévosté d'Arlon : 1,888 feuz.	

*Villes de Machre, Echternach, Biedbourg et les
prévostez d'icelles.*

Premièrement la ville de Machre a en mes- naiges contribuables et non exemps.	97
Munschackere et Weckringen	3
Lemingen	12
Yenen	24
Kandenach	22
Buren	2
Goistingen	21
Wormeringen dessus et dessous	29
Aen	8
Overdonnenen	2
Nyderdonnenen	6
Rode sur la Sure	3
Olingen	15
Bettstorff	11
Hachelstorff	8
Esschwyler	9
Wellen	4
Themmelz	20
Omestorff	6
Velrich	10
Taureren deçà la rivière	4
Koelche	4
Wiltigen et Kaussem	34
Kaussem	12
Wasserluyssche	31
Rynich	10

	Mesnaiges.
Egel	20
Luyssche sur la Montaigne	11
Vedelich sur la Sure	5
Mesenich	14
Langsur.	12
Krevenich	2
Fussnick pour la moitié appartenant à Luxemboug	5
La ville d'Echternach a eu en mesnaiges con- tribuable et non exemps.	137
Borren sur la Sure.	14
Steynnem	9
Munnen.	8
Mennynge	10
Oisswyler	8
Gontzbrucken	1
Rodershoff	2
Froneburghshoff	1
La court ou cense de Veell	1
La court de Mellinck.	1
La court de Burselbach	2
Goederdorff appartenant à Echternach	5
Edingen.	7
Versswyler	6
Erentz	6
La court sur Erentzbergh	1
Luterborn	6
Bollendorf	13
La court sur Diedersberch	1
La court nommée le Ham	1
Eppellendorff	9
Prume à la Leyen	5
Irhel	8
Wyss.	15
Altstorf	10
Harsschenbach	5
Meckel appartenant à Echternach	10
Biedbourg, la ville	78
Dudeldorff	26
Gindorff.	11
Badenheim	15
Liessen de la Kielle.	15
Gondorff	8
Grantzstorf	5
Gemeltzstorf la court.	2
Huttingen	5
Metterich	6
Bierstorf	4
Wierstorf	9
Nederwyler.	7
Overwyler	5
Bickendorff.	7
Nattenhem	18

	Mesnaiges.
Fliessem	8
Matzem et Yssche.	6
Massolter	4
Erdorff	6
Bademborren la court.	1
Ordorff lez Duedeldorff	9
Wolfsfelt	25
Dockendorff	9
Vuendorff	5
Meckel appartenant à Biedburg	7
Stedem	9
Messerich	17
Birtlinghen	3
Enselingen	5
Scharpillich.	9
Mersche.	11
Steynbornen	8
Stalle	6
Rietterstorf.	20
Liessem uff der Ellentz	2
Hiedessforst.	6
Roode uff der Kyele	8
Sletwyler	9
La court de Wentzelhusen	2
Ornhoven	14
Briessche	11
Auwe sur la Kyele	4
Welkyele	2
La court de Schoenfelt	2
Nyedermanderscheyt, la vallée et les 5 vil- laiges cy-après de ses appartenances	4
Pantemberch	3
Wallerseheit	7
Lauffenfelt	10
Uffingen	12
Slatte	8
Keyle au chastel	4
Swartzemberg	4
Zursmytten deçà la rivière.	1
Sintzfelt.	3
Malberg la vallée	21
Wych	10
Nydembach.	15
Beltingen sur la Prume	17
Peffingen	6
Wetlingen	7
Breme	5
Huessel	2
Mullenbach.	2
Bustat	6
Alstorf et Horn	4
Stockem.	5
Ham.	3

	Mesnaiges.		Mesnaiges.
Zuchtershusen.	3	Erpeldingen	18
Overpierscheit et Nyderpierscheit.	5	Bystorff.	15
Hermerstorff	3	Overschierren et Niderschirren.	20
Wosmestorff	4	Kuttemburch appartenant à Wez.	8
Rulant en la franchise	20	Moerstorff	15
Lengler.	5	Mampach	6
Durler	7	Herburen	11
Thommen	4	Merstorff sur la Sure.	8
Alderchen	2	Repingen la mairie	7
Krombach	8	Kolbant.	2
Grimelingen	6	Tzuttingen.	9
Sierbach.	3	Bech lez Verburgh	5
La court de Holler	14	Hemstal et Kunssingen	5
Breidefelt	5	Wincheringen.	30
Binzfelt.	20	Wer.	6
Leler.	12	Fyssche.	5
Asselbornn	27	Kerrich deçà la rivière	3
Bieffers	7	Russpart sur la Sure.	27
Saessel	3	Raellingen	10
Bockxhorn	9	Goderdorff	5
Stockem	4	Winterstorff	5
Lommerswyler.	5	Gyrst	2
Lanscheyt lez Rulant.	0	Dickwyler	4
Byler.	6	BZRPURCH	13
Ort	6	Manternach.	15
OUREN	11	Lellich	13
Leler appartenant à Ouren	3	Bieveren.	18
Kalborn.	3	Bydwyler	4
Heynnerscheyt.	10	Brouch	3
Overhusen	6	Berge	3
Stubach deçà la rivière	2	Wasserpillich	15
Stolzemburg	10	Overpillich	3
Valkensteyn et Cussembach.	9	Mertrit	26
Beneliss devant Valkensteyn.	6	Flaesswyler.	9
Brandenbourgh	20	Rodemborne	8
Lantscheit	6	Machtem	7
Gradelingen	5	BOUNSCHEYT	8
Mertscheit	6	Byrden	5
Wyler et Nachtmanderscheit.	5	Veltscheyt	7
DIZKERKE	75	Scheydel.	2
Angendorff.	7	Kemen et Asselborne.	5
Ettelbrucken	25	Vierscheyt	1
Grintzingen.	2	Hoenscheyt.	11
Bettendorff	36	Holtzem.	8
Geltztorff	16	Wyler	5
Bastendorff et Tandelen	14	Odeller	7
Krochtem	6	Leyttem.	1
Berge et Wilstorff.	9	Lengler	1
Kolmer	6	Bucholz.	10
Konstom et Holstom.	18	Alringen	9
Kuttenburgh	2	Maldingen	7
Slindermanderscheit	10	Bronhoff	1
Lupperscheit	2	Wystem.	6

	Mesnaiges.
Grümelingen	1
Thommen	2
Alger.	1
Wewyler	1
Eppeler	9
Bucholz.	1
Bronhoff.	2
Krombach	2
Wypeler.	3
Maspelt	1
Auwel	4
Braicht	4
Wewyler et Lantscheit	4
Grimelingen	3
Odeler	3
Leyttem.	2
Lengler	2
Durler	2
Somme des feuz soubz les villes de Machre , Echternach , Biedbourg et les prévostez avec les quartiers et appartenances d'iceulx , 2,402 feuz.	

*Ville et prévosté de Bastoingne et les seigneuries
gisans en icelles.*

Premièrement la ville de Bastoingne a eu en mesnaiges , contribuables et non exemps .	171
Hoffer	16
Lymmerle	13
Steinbach	18
Bellen	4
Wulferingen	3
Sockhem	5
Lullingen	5
Dongen.	8
Wicherdingen	11
Sievenaller	5
Pinche	2
Lellingen	7
Wulferdingen	5
Enscheringen	11
Hoescheit	6
Selscheyt	7
Buffingen	14
Wincheringen	4
Brechtenbach	11
Albomme	10
Manye	15
Tronne	10
Heymstorff	8
Creendal.	4
Wambach	2

TOME III.

	Mesnaiges.
Bourcy	7
Mychamps	11
Loville	12
Benonchamps	12
Maxeren	10
Oborcy	2
Arloncourt	3
Fain	4
Recoigne	6
Cobrn	5
Vaulx	6
Noville	5
Wycourt	4
Lutermenge	11
Villie.	5
Sury	6
Favillers	3
Hotte.	2
Munyfontaines	2
Burnon	3
Strenchamps	6
Hollenge.	11
Seule.	8
Houville	10
Lyverchamp	2
Bodenge.	2
Syronchamps	5
Chenonge	4
Morhe	5
Ermyentz	3
Magotte	5
Pyntzomont	2
Aque	1
Jerymont	2
Rychemont	2
Ermyamont	2
Millemont	2
Homon	3
Le Brue	1
La Vasselle	2
Donckol.	10
Brae	3
Harsy	3
Neve	2
Luzery	2
Warden	6
Marvy	4
Luterbois	4
Warenges	3
Tarchamps	4
Hardelenges.	12
Vaicy	2
Hemmeroulle	2

5

	Mesnaiges.
Ylle-Saint-Martin	3
Astenoy	3
Clochymont	2
Hompre	3
Grant-Rue	2
Chamont	4
Rancoville	8
Cobreville	3
Nyve	4
Sure	7
Lexere	5
Juseren	3
Berchen	1
Vaulx	6
Rosières-la-Grande	3
Rosières-la-Petite	5
Remy-Champagne	7
Indenville	1
Sibre	2
Villereu	4
Thony	2
Orveux	2
Spirmont	3
Awyscourt	1
Flammisge	4
Tronne	2
Maude	5
Frenoye	2
Manye	1
Tille	5
Tromont	3
Salle	3
Generoul	3
Brehen	1
Genry	5
Flamson	3
Gyne	4
Atzenne	8
Treffontaine	5
Wymele	2
Wynghy	4
Rummon	4
Morenville	3
Bachoufain	2
Detuyville	4
Ramont	3
Jemplon	6
Jurna	4
Orteville	4
Orto	7
Les feuz de trois villes	10
Mosseney	5
Nysseramont	6

	Mesnaiges.
Hubemont	3
Herbyna	3
Hieff	8
Zelle	6
Jupille	1
Waresy	7
Odisteur	8
Engreu	8
Vellereu	3
Loppoingne	6
Filliers	7
Achoutte	2
Walbouche	2
Berymesnie	8
Sambry	6
LA ROCHE EN ARDENNE	72
Grantchamp	5
Beaulleu	5
Arnoville	5
Beausens	9
Houffalyse-la-Ville	24
Wybren et ses appartenances	2
Bourgeois et forains de Houffalyse	10
Sommen	4
Fontenail et Taverneux	8
Suwan	3
Tannoy et hommes taillables à Fontenal	7
Sommeren	6
La court de Mons	12
Dyne	4
La court de Chery et Retguy	20
Vaulx et Cheren	4
Amon le ban	4
Lommeren et Backelen	7
Sterpengny	10
Boureu	4
Brysy	10
La court de Mormont	13
Mont-la-Ville	8
Lonchamps	11
Champs	7
Ruette	4
Fay	3
Copoingne	2
Vellereu	2
Affosse	2
Bertoingne	7
Eyne	2
Betomont	6
Malempré	12
Cetern	2
Rechamps	12
Rechermaulx	5

	Mesnaiges.
Villance	11
Messin	9
Anloy	4
Glereuse	5
Greyde	6
Lymbin	15
Transur	8
Lompré Walin.	2
Baresin	3
Martésin.	5
Fouckan.	5
Hannyne	2
Anaine	5
Lestervye	2
Walin	6
Halma	2
Chauly	4
La court de Gouy	15
Orte	10
Overbesselin	14
Boire et Bury	16
Alhinnon	12
Wytry	5
Orchymont	3
L'ostel Saint-Denis	12
Vresse à la forest	4
L'ostellerie de Saint-Pierre	6
Belle-Fontaine	2
Hadremont	4
Renne	6
Bohan	5
Mambre	2
Rumelle et Gravelle	5
Neufmesnel	6
Bagimont	2
Able pour la moitié	4
Osy	8
Bynre	5
Neufchastel	15
Malie	2
Le Fosse.	2
Habarn	3
L'Eglise	3
Wythemont	2
Journal	1
Archimont	1
Longly	2
Tronquoy	1
Respel	2
Molenfang	2
Malsa	2
Amonsorot	5
Labery	2

	Mesnaiges.
Offang	2
Mambay	1
Cousteumont	2
Bermemont	1
Astenay	3
Lesar.	1
Grafontaine	1
Stremont	1
Warnisfontaine	2
Hossen	1
Herfontaine.	2
Petit-Voir	1
Grant-Voir	2
Verlaine.	1
Tournay	2
Semelle	2
Maixencelle.	1
Hammypret	2
SALME la franchise	5
La Conté	5
Vielz-Salme.	4
Ville de Boix	10
Noville	4
Bech	5
Zerny	2
Houffle	2
Gamastes	6
Cortin	4
Halcourut	1
Bovereis.	5
Lonchamp	3
Rogreis	4
Renchen.	4
Goren	4
Myny	5
Abfontenen	5
Monen	5
Pathy Hellenic.	4
Halleur et Hour	4
Envalle	6
Beho.	5
Aldringe.	2
Bellen	1
Wilferdingen	1
Holdingen	2
Gouys	4
Clervaulx-Hossingen	25
Wallenbusen	3
Einsembruch	5
Rodelshusen	5
Nythusen	
Bocholz	
Wulfartzwoltz.	

	Mesnaiges.
Dreifelt	7
Montzhuzen	8
Ruller	7
Grinthusen	3
Vyssepach	7
Roederen	4
Machernach.	6
Eynswyler	3
Mecheren	2
Orspelt	7
Dorscheit	3
Ulfseringen	6
Besselingen	3
Holdingen	3
Donckeler	2
Manderscheit	2
Buffingen	4
Wampach	2
Wicherdingen	2
RULANDT la franchise	20
Beiller	6
Lantscheit	6
Lomerswyler	6
Orte	3
Asselbornen.	27
Bynartz	7
Sasselen	3
Boxhorne	9
Stockhem	4
Lenglere	6
Thommen	3
Hudershusen Aldringen	2
Krumbach	7
Grofflingen	6
La court de Holler.	12
Breitfelt.	5
Bintzfelt.	20
Leler.	12
Odeler	6
Leytem	3
Bocholtz.	9
Alringen	7
Maldringen	6
Wystomp Brouhoff	5
Thommen	2
Alger Wewyller	4
Espeller	9
Brouhoff.	2
Wyspeler	3
Maspelt Auwel.	5
Braicht	3
Lengler et Durler	4
Sommes des feux soubz les ville et prévosté	

	Mesnaiges.
de Bastoingne et des seignouries gisans souzb icelles avec les appartenances souzb ledit quartier et prévosté : 2,016 feux.	
<i>Ville de Marche et autres feux gisans souzb la mairie d'icelle avec autres seignouries.</i>	
Premièrement la ville de Marche a eu en mesnaiges, contribuables et non exempts.	100
Jamodynne.	10
Aix	4
Bordon	5
Marm	7
Verdin	6
Champlon	2
Roy	9
Grinbeemont	8
Hollongne	4
Hergymont.	8
Heur.	10
Tzynchin	10
Chyout	6
Randeux	4
Wahardeau.	4
Hameteaul	15
Gemeppe	5
Chananne	3
Hauressart	6
En la terre de Soye	30
Berneau	8
Thohonge	6
Longville et Oneux	3
War	3
Pullenge et Pereux	6
Bohon	2
Biron	2
Verlen	5
Hommart	4
Wirich	8
Morville	5
Thour	2
He	5
Ayen	5
Fansée	6
Mormont	5
Har	5
Viller	6
Beysfe et Tryna	6
Blyer	2
Amonnym	5
Hazelle	2
Erpingny	3
Clerhey	3

	Mesnaiges.
Gresee	5
Wennyn.	6
Ny	5
Phisyne	6
Grant Manny	5
Fosse	4
Le Vault de Chananne	7
Bommalle	18
Han sur Lehes	9
My et Ferro	18
Somme des feuz soubz la ville et quartier de Marche : 442 feuz.	

Ville et prévosté d'Ivoix.

Premièrement la ville d'Ivoix a eu en mes- naiges contribuables et non exemps . .	100
Escombre	4
Saiche	7
Onne.	5
Mentor et Clemency	2
Chamolly et Guercey	9
Mogre	5
Blengny	9
Lynay	14
Charbault	5
Fremy	4
Villy	15
La Fertte	8
Cherfue	5
Margueil, pour la moitié.	8½
Bièvre	4
Signy et Mont-Hebert	9
Sappoingne.	6
Herbueval	9
Marigny	8
Aufflance	20
Pully.	6
Sailly	6
Blanchampaigne	4
Messaincourt	4
Porrus	7
Malendry	5

*Terre de Montmaidey, Saint-Mard et autres,
enclavées en icelles.*

Montmaidey la ville	25
Maidey le Bas	22
Sommethonne	6
Thonnellalon	12
Breul.	8
Anioth	27
Petit Vernul	11

	Mesnaiges.
Grand Vernul	13
Thonnelety.	9
Thoneille	8
Vigneul	6
Viller-le-Rond	11
Géronville	8
Saint-Mard.	29
Torgny	14
Villomme devant Laval	9
Bazaille soubz Mont-Quentin	7
Han devant Marville	7
Villercloye	19
Fresnoy-la-Montaigne	25
Montigny	15
Ruette-le-Chastel	8
Coulmey.	9
Brandeville	25

Terre de Chini.

Chini la ville et Villemont	12
Susy	6
Strement	4
Brevenne	5
Martilly.	8
Moyen	3
Lorcignol	16
Pinger Ysel.	14
Les bulles	8
Jammogne	8
Tintigny	15
Belle-Fontaine	6
Ausart	6
Saint-Vinsart	9
Somme des feuz soubz la ville et prévosté d'Ivoix et ses appartenances : 818½ feuz.	
Somme des feuz de toutes les villes, prévostez, seigneuries, villaiges et plat pays dessus dit : 12,421 feuz et demi.	

*Autre récepte des villes, fortes maisons, terres et sei-
gnouries estans et appartenans à messire Engelbert.
conte de Nassau, etc.*

Premièrement les ville et conté de Vyanden, par estimation et information comme des- sus.	568
Item, les ville et seigneurie de Saint-Vy	565
Item, la seigneurie de Daesburg	292
Et la terre et seignourie de Neufchastel aliàs Nyeuwerburg	168
Somme de tous lesdits feuz appartenans à mon dit sieur de Nassouw : 1,593 feuz.	

Le dénombrement de 1501 donne 12,585 feux, tant de condition franche que de condition serve, y compris le comté de Vianden et autres possessions du comte de Nassau, mais, à l'exception des terres et seigneuries appartenant aux abbayes de Stavelot et de Malmédi, la châtellenie de Soingne, la seigneurie de Herisey, la ville et plusieurs villages du comté de Rochefort, la seigneurie d'Ochain-lez-Marche, les terres et seigneuries de S'-Hubert et Chanancy-S'-Hubert appartenant à l'abbaye de S'-Hubert, Conlez-Maisières, Mohon et la Francheville-lez-Maisières au delà de la Meuse, la seigneurie de Herbeumont et les villages d'Auby et de Cugnon, la terre et seigneurie de Florchenges, Jamais-lez-Marville, la seigneurie et terre de Buzy-le-Châtel au duché de Bar, Champs et Neufville-lez-Verdun, la seigneurie de Bellecourt et Novion sur la Meuse-lez-Maizières. Ces différents endroits n'ont pas fourni le dénombrement de leurs feux ou ménages.

Le dénombrement de 1525, 15,250 $\frac{1}{2}$.

— de 1528, 11,624, le comté de Vianden et autres possessions du comte de Nassau n'y figurent pas.

— de 1536, 14,087, sans le comté de Vianden, etc.

— de 1541, 16,019 $\frac{1}{2}$, sans les comtés de Vianden et de Salm et la seigneurie d'Agimont.

— de 1554, 17,619 $\frac{1}{2}$, sans les villes et prévôtés de Montmédi, Chini, Ivoix, Virton et Damvillers, avec les seigneuries y enclavées, à cause qu'elles venaient de tomber au pouvoir des Français.

— de 1566, 17,542 $\frac{1}{2}$.

Il y a aussi des dénombrements pour les deux siècles suivants; mais, comme il n'y a pas de relevé général du nombre des feux de chaque prévôté, mairie ou seigneurie, il faudrait pour obtenir le chiffre total de chaque dénombrement, faire une addition des feux de chaque localité, ce qui demanderait beaucoup de temps.



RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION;

STATISTIQUE AGRICOLE ET INDUSTRIELLE ¹.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Sur le rapport de Notre Ministre de l'intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ART. 1^{er}. Il sera fait dans toutes les communes du royaume un recensement général, comprenant la population, l'agriculture et l'industrie.

Ce recensement, fixé au 15 octobre 1846, sera exécuté d'après l'instruction annexée au présent arrêté.

ART. 2. A partir du 1^{er} janvier 1847, il sera tenu, dans chaque commune, un registre de population, auquel les résultats du recensement général serviront de base.

ART. 3. Les contraventions au présent arrêté et à l'instruction qui y est annexée, seront réprimées conformément à la loi du 6 mars 1818.

Notre Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 juin 1846.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'intérieur,

Comte DE THEUX.

¹ Extrait du *Moniteur belge* du 4 juillet 1846.

INSTRUCTION POUR L'EXÉCUTION DU RECENSEMENT GÉNÉRAL.

CHAPITRE PREMIER.

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION.

Section I^{re}. — *Population de fait.*

1. Le recensement général sera appliqué à la population *de fait*, prise dans toute sa rigueur. En conséquence, tous les individus, indigènes ou étrangers, présents au jour du dénombrement (15 octobre), seront recensés dans la localité où chacun d'eux aura passé la nuit.

Néanmoins les bulletins de recensement, dont il sera parlé ci-après, devront contenir les trois distinctions de résidence (habituelle, momentanée, de passage).

2. La population de passage sera formée des personnes dont le séjour ne dépasse pas la durée d'un mois, soit qu'elles se trouvent dans un hôtel ou une auberge, soit qu'elles habitent dans une maison particulière.

3. On comprendra dans le séjour momentané, les personnes qui, au jour du recensement, font ou sont présumées faire un séjour de plus d'un mois hors de chez elles et dans le même endroit : dans cette catégorie viennent se placer, entre autres, et lorsqu'ils se trouvent dans une commune autre que celle de leur domicile, les enfants en nourrice, les pensionnaires des maisons d'éducation, les étudiants, les séminaristes, les apprentis, les militaires sous les drapeaux avec les personnes de leur famille qui les accompagnent, les détenus dans les prisons et dépôts de mendicité, les malades, les infirmes et les indigents dans les hôpitaux et les hospices.

Section II. — *Bulletin de recensement.*

4. Le recensement général aura lieu par bulletin nominatif. Ce bulletin, conforme au modèle n° 1, est destiné à recueillir la désignation des habitants, leur âge, lieu de naissance, la langue qu'ils parlent habituellement, la communion religieuse à laquelle ils appartiennent, leur état civil, leur profession ou condition, la nature de leur séjour dans la commune, l'instruction des enfants, et l'état de l'indigence, et, en outre, des renseignements spéciaux sur les habitations, avec l'indication de celles qui sont assurées contre l'incendie.

5. Des bulletins seront distribués, par les soins des administrations communales, aux chefs de famille ou de ménage; ils seront remplis exactement par eux-

mêmes ou par une personne capable; à défaut de ceux-ci, ils le seront, d'après leurs indications, par l'agent spécial commissionné à cet effet. On entend par ménage, la réunion de deux ou d'un plus grand nombre de personnes vivant en commun, y compris les domestiques qui habitent avec leurs maîtres.

6. Les individus vivant isolément recevront chacun un bulletin pour ce qui les concerne.

7. Dans chaque ménage, on commencera par les renseignements relatifs au chef; puis viendront ceux qui concernent la femme et les enfants, les autres parents et personnes étrangères à la famille, les domestiques et ouvriers attachés à la maison et à demeure, enfin les personnes qui ne font pas partie du ménage et dont la résidence dans la commune n'est que momentanée ou passagère.

8. Afin de pouvoir établir le registre de population dont il sera parlé plus loin, les personnes temporairement absentes de la commune lors du recensement et qui appartiennent à l'une ou à l'autre des catégories d'absents ci-dessus désignées au n° 3, devront également être inscrites dans le bulletin du ménage ou de la famille dont elles font partie; mention de leur absence sera faite dans la colonne des observations.

9. Les établissements et les corps collectifs, tels que les pensionnats, les séminaires, les garnisons, les prisons, les dépôts de mendicité, les hôpitaux, les hospices, de même que les voyageurs logés dans les hôtels et les auberges, seront également recensés, mais au moyen d'un état spécial, qui présentera, pour chaque individu, les mêmes indications que le bulletin par ménage, afin de pouvoir comprendre cette population flottante dans les résumés à faire des habitants par âge et par classe de toute espèce. Les administrations communales devront se mettre en mesure d'obtenir ces renseignements en s'adressant, à cet effet, aux personnes ou autorités que la chose concerne.

Les militaires non casernés, qu'ils soient ou non en activité de service, seront recensés dans la forme ordinaire au moyen de bulletins par ménage. Les miliciens qui se trouveront dans leurs foyers seront compris dans le bulletin du ménage dont ils font partie.

10. Les bulletins seront conçus en français ou en flamand, suivant la langue qui domine dans la localité où le recensement doit être fait.

11. L'âge sera indiqué, de trois mois en trois mois, jusqu'à trois ans accomplis; au delà de trois ans, on se bornera à porter le nombre d'années accomplies, sans fractions.

12. La langue à indiquer pour les enfants en bas âge, ainsi que pour les muets, sera celle qui est parlée dans leur famille.

13. Pour les individus qui exercent plusieurs professions à la fois, on n'inscrira

que la profession principale, celle pour laquelle ils sont le plus imposés au rôle des patentes.

Section III. — Agents de recensement.

14. Il y aura par commune un ou plusieurs agents de recensement chargés, sous la direction de l'administration communale, de distribuer et de retirer les bulletins et de veiller à ce qu'ils soient remplis exactement. Ces agents seront désignés par l'autorité locale dans les villes placées en dehors de la juridiction des commissaires d'arrondissement, et par ces derniers fonctionnaires pour les autres villes et pour les communes rurales.

Il sera alloué à ces agents une indemnité qui sera fixée ultérieurement.

Section IV. — Surveillances générales de l'opération.

15. A la Commission centrale et aux commissions provinciales de statistique appartient la surveillance du recensement général et de chacune de ses parties. Au besoin, des membres de la Commission centrale, désignés par le Ministre de l'intérieur ou des commissions provinciales, par MM. les Gouverneurs, se rendront sur les lieux, soit pour assurer la bonne exécution des opérations, soit pour aplanir les difficultés qui pourraient se présenter. Ils auront droit, de ce chef, à l'indemnité de voyage réglée par les dispositions en vigueur.

16. Un jury sera établi dans chaque commune. Ce jury sera nommé par le Gouverneur directement dans les villes de plus de 5,000 âmes, et, sur la proposition des commissaires d'arrondissement, pour les villes et communes soumises à la juridiction de ces fonctionnaires.

Le jury sera présidé par le bourgmestre ou l'un des échevins de la commune, et aura pour secrétaire, soit le secrétaire communal, soit l'instituteur primaire, ou toute autre personne capable de remplir ces fonctions; de même que l'agent de recensement, le secrétaire recevra une indemnité dont le taux sera fixé ultérieurement.

17. Le jury sera composé, d'après l'importance de la commune, de trois ou d'un plus grand nombre d'habitants notables.

18. Le jury surveillera les opérations des agents de recensement et contrôlera les bulletins au fur et à mesure de leur rentrée; il sera chargé de résoudre toutes les difficultés qui se présenteront dans le cours de l'opération, de suppléer aux renseignements jugés incomplets, de rectifier les erreurs ou omissions de chiffres qu'il remarquerait dans les bulletins.

19. Un bureau temporaire sera établi dans chaque gouvernement provincial, pour vérifier les tableaux de commune et effectuer les dépouillements généraux. Le Ministre de l'intérieur donnera les instructions nécessaires sur la composition et l'organisation de ce bureau, sur la rétribution des employés qui y seront attachés, ainsi que sur le mode à suivre pour opérer le dépouillement des bulletins et en coordonner les résultats.

CHAPITRE II.

TENUE DU REGISTRE DE POPULATION.

20. Conformément à l'art. 2 de l'arrêté royal du 30 juin 1846, il sera établi, à partir du 1^{er} janvier 1847, dans chaque commune urbaine et rurale du royaume, un registre de population conforme au modèle n° 2, et destiné à l'inscription nominative de tous les habitants de la commune. Ce registre sera constamment tenu au courant des variations qui surviennent dans la population, par suite des naissances, des décès et des changements de demeure ou de résidence.

21. Pour que la disposition qui précède produise ses effets, les administrations communales auront à pourvoir, par des règlements de police ou par la révision de ceux qui existent déjà, à l'exécution de l'art. 2 de l'arrêté royal du 30 juin 1846.

22. Il sera assigné à chaque ménage une page dans le registre de population, avec indication au haut de la page, de la section ou du quartier, de la rue et du numéro de la maison.

De même que pour le recensement général, les individus de l'un et de l'autre sexe, vivant seuls, seront considérés comme formant chacun un ménage.

23. Devront être inscrits, tous les individus, majeurs ou mineurs, présents ou absents, qui ont leur habitation effective dans la commune. La première inscription aura lieu d'après les renseignements fournis par le nouveau recensement général, qui formera la base du registre de population. Toute inscription postérieure au recensement général ne pourra avoir lieu que sur la production d'un certificat délivré par l'administration du dernier domicile, ou, pour les étrangers, sur l'exhibition d'un passe-port en règle.

24. Le registre sera divisé en colonnes indiquant le numéro d'ordre, les noms et prénoms, la profession, le lieu de naissance, la date de la naissance ou l'âge, l'état civil, la date de l'entrée dans la commune, et la désignation de la dernière résidence, la date du décès ou de la sortie de la commune avec désignation, dans ce dernier cas, du lieu où l'habitant va s'établir, les changements qui surviennent dans l'état civil des personnes et la date à laquelle ces changements se sont opérés;

enfin, une dernière colonne sera réservée à des observations sur les personnes absentes qui, comme les militaires, les détenus, les apprentis, les enfants en nourrice, etc., ont cependant leur domicile légal dans la commune.

25. Chaque jour on consignera dans le registre de population, les mutations qui ont lieu dans le personnel d'un ménage; les nouveau-nés et les personnes entrées par changement de résidence, seront portés à la suite du dernier inscrit; les personnes qui quittent la résidence seront rayées.

26. Le registre de population sera divisé en autant de volumes qu'il sera jugé nécessaire.

27. Le registre sera accompagné d'un index alphabétique de tous les habitants.

28. Les registres, ainsi que l'index alphabétique, seront vérifiés par les commissaires d'arrondissement.

CHAPITRE III.

STATISTIQUE AGRICOLE.

29. Un bulletin, conforme au modèle n° 3, sera remis, par les soins de l'administration communale, dans chaque habitation, ferme ou exploitation rurale; il sera distribué et retiré en même temps et de la même manière que le bulletin de recensement de la population; il devra comprendre, d'après les indications données ci-après, tous les renseignements destinés à servir de base à la statistique agricole.

30. Les renseignements à recueillir se rapporteront à l'année courante, à l'exception de ceux qui ont les animaux domestiques pour objet et qui se rapportent à 1845 et à 1846.

31. On comprendra dans la population agricole : 1° Les membres de la famille du déclarant occupés habituellement aux travaux agricoles, sans tenir compte toutefois de ceux de ces membres qui, n'y coopérant qu'accidentellement, seraient, par exemple, plutôt préposés aux soins du ménage; 2° les domestiques à gages, comme valets ou filles de ferme, charretiers, bergers, vachers et généralement toutes les personnes attachées à l'exploitation et recevant un salaire payé à l'année ou au mois; 3° les journaliers, comme les ouvriers moissonneurs, les batteurs en grange et autres, soit qu'ils reçoivent leur salaire en nature ou qu'ils soient payés en argent. Pour cette dernière catégorie, l'appréciation n'aura pas lieu d'après le nombre d'individus, mais au moyen de celui des journées de travail faites pendant l'année.

32. Les chevaux et bestiaux qui ne font pas partie des exploitations rurales seront recensés au moyen d'un bulletin spécial, qui devra également être remis et retiré en même temps que le bulletin de la population.

33. Les indications touchant l'étendue des biens en exploitation ne seront pas restreintes aux terrains cultivés dans la commune du déclarant; elles devront s'étendre à tous les terrains exploités par lui, quelle que soit la commune sur laquelle ces biens sont situés.

34. Indépendamment de la distinction qui sera faite des biens possédés à titre de propriété ou d'usufruit, et des biens tenus en location, le déclarant qui cultive des terres situées dans des communes adjacentes, hors de Belgique, devra les distinguer des biens qu'il cultive en Belgique.

35. Les renseignements qui doivent être recueillis pour les exploitations privées, le seront également pour les propriétés non louées appartenant aux communes, aux fabriques d'église, aux établissements de bienfaisance, etc.; un bulletin sera, par conséquent, remis à l'administration de chacun de ces établissements. Il est bien entendu que les indications qui y seront données s'appliqueront exclusivement aux biens exploités au profit de l'établissement par ceux qui les administrent ou par des intermédiaires agissant sous la surveillance ou au nom de ces derniers.

36. Le déclarant devra indiquer l'étendue des terres consacrées à chaque espèce de produit, en n'ayant égard qu'aux faits accomplis au moment où l'enquête a lieu, c'est-à-dire au 15 octobre 1846.

Ainsi, chaque cultivateur devra faire connaître, non pas l'étendue des terrains qu'il a ensemencés dans l'automne de 1846 et dont la récolte n'aura lieu que l'année suivante, mais l'étendue de ceux qu'il a ensemencés dans l'automne de 1845 et dont la récolte a été faite en 1846, plus ceux qui ont été complètement cultivés (ensemencés et dépouillés) dans le cours de l'année 1846.

Tous les produits obtenus des terres qui, en 1846, ont donné une récolte de quelque nature qu'elle soit, doivent être indiqués sous la rubrique de *secondes récoltes*.

37. Quant aux renseignements qui concernent les prairies, le déclarant aura soin de ne plus compter une prairie d'abord fauchée parmi celles qui sont pâturées, quand même, après une première récolte, elle servirait au pâturage du bétail.

38. Après avoir fait connaître tous les bestiaux qu'il possédait au 15 octobre 1845 et au 15 octobre 1846, le déclarant indiquera plus loin les vaches laitières qu'il comptait aux mêmes époques parmi son gros bétail, ainsi que les bestiaux qu'il a engraisés dans le cours de l'année entière de 1845 et de 1846.

Il est bien entendu que ces dernières indications ne doivent avoir aucune influence sur les premières, qui ont pour objet tous les bestiaux possédés à une époque donnée, quelle qu'en soit d'ailleurs la nature ou la destination.

39. Le jury communal mentionné au n° 16, opérera le dépouillement du bulletin rempli par chaque exploitant et consignera les renseignements dans un tableau dressé par commune et conforme au modèle n° 4.

40. Le jury indiquera dans la colonne à ce destinée de la dernière page du tableau, les produits obtenus par hectare, pendant l'année, pour chacune des cultures désignées dans le tableau.

41. Indépendamment de ce tableau d'évaluation, le jury rédigera un procès-verbal de ses opérations, dans lequel il répondra aux questions suivantes :

1° Si les produits de la récolte de 1846 sont assimilés à ceux d'une année bonne, moyenne ou mauvaise : *A* pour les céréales et les farineux ; *B* pour les plantes industrielles ; *C* pour les racines et les fourrages , y compris le foin , en spécifiant les produits *qui doivent être placés hors ligne* ?

2° Quelles sont les circonstances extraordinaires qui ont influé d'une manière favorable ou défavorable sur les principaux produits récoltés en 1846 ?

3° Quel est l'assolement le plus généralement suivi dans la commune ? Mentionner les récoltes dans l'ordre qui leur y est assigné et l'étendue proportionnelle de terre qui est consacrée à chacune d'elles dans la rotation complète ?

4° S'il y a , outre l'assolement le plus généralement suivi, d'autres assolements qui méritent d'être mentionnés, les décrire.

5° Combien emploie-t-on, en moyenne par hectare, de kilogrammes de fumier ordinaire pendant une rotation de l'assolement le plus généralement suivi ?

6° Si l'on emploie des engrais autres que le fumier ordinaire ou des amendements, en indiquer la nature et l'usage.

7° Quel est, en moyenne, le poids de l'hectolitre : *A* du froment , *B* du seigle, *C* de l'orge , *D* de l'avoine , *E* du sarrasin , *F* du colza , récoltés dans la commune ?

8° S'il existe dans la commune une race de gros bestiaux dont le type est assez constant, indiquer, en moyenne, le prix vénal des bêtes maigres, ainsi que le prix et le poids des bêtes grasses, les unes et les autres à l'âge adulte et en distinguant : *A* les bœufs et les taureaux, *B* les vaches.

9° Si l'on se sert dans la commune des bœufs ou des vaches comme bêtes de trait, faire connaître le nombre de ceux qui sont destinés à cet usage.

10° Quel a été, en moyenne, le salaire des journaliers, nourriture non comprise, en distinguant les hommes et les femmes : *A* en 1830 , *B* en 1835 , *C* en 1840 , *D* en 1846 ? Indiquer, si le travail se fait habituellement à la journée ou à la tâche, quels sont les journaliers auxquels on accorde la nourriture, outre le salaire, quels sont ceux qu'on paye habituellement en nature et le taux du prélèvement en nature qui leur est attribué.

11° Faire connaître la valeur vénale moyenne des terres et le prix courant des baux par hectare : *A* en 1830, *B* en 1835, *C* en 1840, *D* en 1846.

12° De quelle charrue se sert-on dans la commune? Indiquer les instruments aratoires perfectionnés qui y sont généralement en usage.

13° Dire si toutes les semailles se font à la volée; dans la négative, indiquer les plantes semées en lignes, et si c'est à la main ou au moyen d'un semoir.

14° Quelle est la quantité de semences généralement employée par hectare : *A* pour le froment, *B* pour le seigle, *C* pour l'orge, *D* pour l'avoine, *E* pour le sarrasin.

42. Toutes ces opérations terminées, le président du jury arrêtera le tableau, ainsi que le procès-verbal, qui seront adressés au gouvernement provincial, avec un inventaire de toutes les pièces.

CHAPITRE IV.

STATISTIQUE INDUSTRIELLE.

43. Les renseignements nécessaires pour dresser la statistique industrielle seront recueillis sur des bulletins individuels distribués et retirés de la même manière et le même jour que le bulletin de la population. Ils se rapporteront également à l'année 1846.

44. Un bulletin conforme au modèle n° 5, sera remis dans chaque usine, manufacture et atelier, ainsi qu'au domicile de tout patenté exerçant un métier quelconque, soit seul, soit concurremment avec sa famille.

45. Quand plusieurs industries seront exercées à la fois par le déclarant, celui-ci indiquera comme industrie principale, celle qui est assujettie au droit de patente le plus élevé; et l'on considérera comme industrie ou métier distinct, tous ceux pour lesquels une patente particulière est exigée; dans ce dernier cas, il y aura un bulletin particulier pour chacune de ces industries.

46. Les renseignements seront recueillis séparément pour chacun des genres de métier ou d'industrie, mais de manière à éviter les doubles emplois, en ce qui concerne les données qui leur sont communes; par exemple, des ouvriers qui seraient employés en même temps à deux genres d'industrie différents, ne seront recensés que pour l'une des deux industries; il en sera de même des moteurs, machines ou appareils qui seraient en même temps utilisés pour la fabrication de deux produits. Dans ce cas, les renseignements relatifs à ces deux points seront applicables à l'industrie la plus importante.

47. On indiquera le nombre ordinaire d'ouvriers, et l'on comprendra parmi eux

les contre-maitres et les membres de la famille du déclarant lui tenant lieu d'ouvriers. Tous les ouvriers seront subdivisés, sous le rapport de l'âge, en enfants de neuf ans et au-dessous, de neuf à douze, de douze à seize, et enfin en ouvriers âgés de plus de seize ans.

48. La répartition des ouvriers suivant le taux du salaire quotidien sera établie d'après une gradation qui commencera au salaire de 50 centimes et au-dessous, pour s'arrêter à celui qui dépassera cinq francs. Cette répartition embrassera à la fois les ouvriers payés par journée et les ouvriers payés à la pièce.

49. Le jury mentionné plus haut, n° 16, dressera un procès-verbal, dans lequel il émettra son opinion sur le degré d'exactitude qu'on peut attribuer au travail, et, en second lieu, il fera connaître les débouchés que les produits fabriqués trouvent, soit sur le marché intérieur, soit au dehors du pays.

50. Les bulletins seront ensuite réunis en liasses et transmis avec un inventaire au gouvernement provincial.

Approuvé pour être annexé à Notre arrêté du 30 juin 1846.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'intérieur,

Comte DE THEUX.

Jardin d'agrément attendant à la maison ; son étendue : . . . hectares, . . . ares, . . . centiares.

Si la maison est assurée contre l'incendie, indiquer ici :

1^o Le nom et le siège de la société d'assurance;

2° Le montant du capital assuré.

[illegible]

Ainsi répondu et déclaré véritable par moi soussigné,

A, le

1846.

Section, rue, n° de la maison.

NUMERO D'ORDRE.

BULLETIN N°

(Modèle n° 3.)

Province d

STATISTIQUE AGRICOLE.

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF

d

Commune d

BULLETIN DE RENSEIGNEMENTS A RECUEILLIR.

Nom du déclarant :

Section, rue et n° de son habitation :

Donnez sur votre exploitation agricole les renseignements énumérés ci-après.

I. — Population agricole, à partir de l'âge de 12 ans.

	Nombre.	
1. Membres de la famille occupés habituellement aux travaux agricoles.	{	Hommes
	{	Femmes
2. Domestiques à gages	{	Hommes
	{	Femmes
		Nombre des journées de travail pendant l'année.
3. Journaliers	{	Hommes
	{	Femmes

II. Chevaux et bestiaux.

		NOMBRE	
		EN 1846.	EN 1845.
4. Chevaux	de race du pays	de 3 ans et au-dessus	Entiers.
			Juments
			Hongres
	de race étrangère ou croisée	de 3 ans et au-dessus	Entiers.
		au-dessous de 3 ans, y compris les poulains	Juments
			Hongres
5. Anes et mulets.		de 3 ans et au-dessus	Entiers.
			Juments
			Hongres
6. Bêtes à cornes	de 2 ans et au-dessus.	Taureaux (pour la monte)	
		Autres taureaux et bœufs	
		Vaches	
	de plus de 3 mois et de moins de 2 ans.	Taurillons	
		Bouvillons	
		Génisses	
7. Bêtes à laine.	Veaux.		
8. Cochons	Béliers, moutons et brebis d'un an et au-dessus.		
		Id. au-dessous d'un an.	
9. Boucs, chèvres et chevreaux	de deux mois et au-dessus		
		au-dessous de deux mois	

III. — Étendue des biens en exploitation.

BIENS SITUÉS								
EN BELGIQUE.				DANS LES COMMUNES VOISINES HORS DE BELGIQUE.				
				Sous des communes étrangères à la Belgique.				
H.	A.	C.		H.	A.	C.		

IV. — Nature et division des cultures.

		H.	A.	C.
11. Céréales et farineux.	Froment			
	Épeautre			
	Méteil			
	Seigle			
	Orge et escourgeon.			
	Avoine			
	Pois et vesces			
	Fèves et féveroles			
	Mélanges de pois, vesces, féveroles et céréales			
	Sarrasin			
12. Plantes industrielles	Houblon			
	Chicorée			
	Tabac			
	Colza, navette et autres plantes oléagineuses			
	Chanvre			
	Lin			
	Garance			
	Chardons cardères			
	Betteraves (destinées à la fabrication du sucre)			
	Betteraves (non destinées à la fabrication du sucre)			
13. Racines et fourrages	Navets et choux-raves			
	Carottes et panais			
	Pommes de terre			
	Trèfle rouge, trèfle incarnat et lupuline			
	Trèfle blanc			
	Luzerne			
14. Cultures diverses non spécifiées aux articles précédents	Choux (destinés à la nourriture du bétail)			
15. Jachères.	Spergule, ray-grass, sainfoin et autres plantes fourragères.			

10. Prairies	{	fauchées	
		pâturées (pâturages)	
17. Vergers			
18. Vignes			
19. Jardins légumiers, y compris la culture des légumes en plein champ			
20. Jardins d'agrément, parcs, bosquets et serres (autres que ceux qui sont mentionnés en tête du <i>bulletin de population</i>)			
21. Pépinières			
22. Bois, forêts, taillis, sapinières, oseraies			
23. Terrains essartés ou écobués, et étangs périodiquement desséchés et cultivés			
24. Bruyères non cultivées et terrains vagues			
	{	Navets	
		Carottes	
25. Secondes récoltes		Spergule	
		Pommes de terre	
		Autres produits	

20. Indépendamment de votre profession de cultivateur, exercez-vous une autre profession, et laquelle ?

27. Combien comptez-vous, parmi votre gros bétail, de vaches laitières ?

28. Combien avez-vous engrainé de

29. Combien comptez-vous, parmi votre gros bétail, de vaches laitières ? 30. Combien avez-vous engrainé de	{	bêtes à cornes de 2 ans et au-dessus ?
		bêtes à cornes de 3 mois à 2 ans ?
		veaux ?
		moutons d'un an et au-dessus ?
		porcs de 2 mois et au-dessus ?

1846.

LE DÉCLARANT,

(Modèle n° 4.)

EAUX ET BESTIAUX.

[illegible]

CULTURES.

PRAIRIES.	
Incultes.	
Fauchées.	
Pâturées (pâturage).	
Vergers.	
Vignets.	
Jardins légumiers (y compris la culture des légumes en plein champ).	
Jardins d'agrément, parcs, bosquets et serres.	
Pépinières.	
Bois, forêts, taillis, sapinières, aseraies.	
Terrains essartés ou éboués et étangs périodiquement desséchés et cultivés.	
Brayères non cultivées et terrains vagues.	
SECONDES RÉCOLTES.	
Navets.	
Carottes.	
Spergule.	
Pommes de terre.	
Autres produits.	

NOMBRE

BESTIAUX A L'ENGRAIS.

des vaches laitières.		BÊTES à cornes de 2 ans et au-dessus.		BÊTES à cornes de 3 mois à 2 ans.		VEAUX.		MOUTONS d'un an et au- dessus.		PORCS de 2 mois et au-dessus.	
En 1846.	En 1845.	En 1846.	En 1845.	En 1846.	En 1845.	En 1846.	En 1845.	En 1846.	En 1845.	En 1846.	En 1845.

TARIF D'ÉVALUATION.

NATURE DES PRODUITS.	MESURE D'ÉVALUATION.	PRODUIT MOYEN, par HECTARE, DANS LA COMMUNE.
1^o Grains et Graines.		
Froment.	Hectolitre.	
Seigle	Id.	
Orge et escourgeon	Id.	
Avoine	Id.	
Pois et vesces	Id.	
Fèves et féveroles	Id.	
Sarrasin.	Id.	
Colza	Id.	
Chanvre.	Id.	
Lin	Id.	
Trèfle	Litre.	
2^o Paille.		
Froment	Kilogramme.	
Seigle	Id.	
Orge.	Id.	
Avoine	Id.	
Pois et vesces	Id.	
Sarrasin.	Id.	
3^o Fourrages.		
Trèfle rouge (vert)	Id.	
Luzerne (verte)	Id.	
Foin (non compris le regain)	Id.	
4^o Plantes industrielles.		
Houblon (séché)	Id.	
Tabac (séché)	Id.	
Chanvre brut (séché)	Id.	
Lin brut (séché)	Id.	
Garance (non séchée)	Id.	
Chicorée (non séchée)	Id.	
5^o Racines.		
Betteraves	Id.	
Navets	Id.	
Carottes.	Id.	
Pommes de terre.	Hectolitre.	
6^o Produits divers.		
Produit des vergers, y compris les fruits des arbres . . .	Franc.	
— des jardins légumiers	Id.	
— des pépinières	Id.	
Vin	Hectolitre.	
Bois, forêts, taillis, sapinières et oseraies	Stère.	

Province de

ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF

d

Commune de

STATISTIQUE INDUSTRIELLE.

BULLETIN DE RENSEIGNEMENTS A RECUEILLIR.

Nom du déclarant :

Section, rue et n° de son habitation :

1. Quelle est l'industrie principale à laquelle vous vous livrez ?
2. Indépendamment de cette industrie, en exercez-vous une autre, et laquelle ?
3. Quel est le nombre moyen de vos ouvriers, y compris les contre-maitres et ceux des membres de votre famille qui vous tiennent lieu d'ouvriers, d'après la classification suivante :

Enfants de 9 ans et au-dessous	{	Garçons
		Filles
Id. de 9 à 12 ans	{	Garçons
		Filles
Id. de 12 à 16 ans	{	Garçons
		Filles
Ouvriers âgés de plus de 16 ans	{	Hommes
		Femmes

4. Quelle est, d'après le tableau ci-après, la répartition de vos ouvriers, sous le rapport des salaires ?

TAUX DES SALAIRES.	NOMBRE			
	D'HOMMES.	DE FEMMES.	D'ENFANTS au-dessous de 16 ans.	
			GARÇONS.	FILLES.
De 50 centimes par jour et au-dessous				
De 50 centimes à 1 franc				
De 1 fr. à 1 fr. 50 cent.				
De 1 fr. 50 à 2 fr.				
De 2 fr. à 2 fr. 50 cent.				
De 2 fr. 50 à 3 fr.				
De 3 fr. à 4 fr.				
De 4 fr. à 5 fr.				
Au-dessus de 5 fr.				

5. Quels sont les moteurs en activité dans votre établissement ?

Machines à vapeur	{	Nombre
		Force en chevaux
Machines à molettes ou manèges	{	Nombre de manèges
		Id. de chevaux
Nombre de moulins	{	A eau
		A vent

6. Quels sont le nombre et l'espèce de métiers et de mécaniques, autres que les moteurs ci-dessus, qui sont en activité dans votre établissement, ainsi que l'espèce et le nombre des ustensiles ou appareils qui sont de nature à faire apprécier l'importance de votre industrie.

7. Si vous faites usage de fours, de fourneaux, de forges, vous êtes prié d'indiquer le nombre et l'espèce, de manière à en faire connaître l'importance. — Quel combustible employez-vous ?

A

, le

1846.

LE DÉCLARANT,

CIRCULAIRES AUX GOUVERNEURS.

I

Bruxelles, le 3 juillet 1846.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

J'ai l'honneur de vous adresser une expédition de l'arrêté royal du 30 juin dernier, ordonnant qu'il soit procédé, au mois d'octobre prochain, à un recensement général de la population, de l'agriculture et de l'industrie.

C'est dans un but d'utilité générale que le Gouvernement a résolu de faire exécuter cette vaste opération. Ce but consiste, d'une part, à opérer le dénombrement des habitants du royaume et à établir, d'après cette base, des registres de population; d'autre part, à réunir les éléments de la statistique agricole et industrielle du pays.

A la réception de la présente circulaire, vous voudrez bien, M. le Gouverneur, convoquer la commission de statistique de votre province, et lui communiquer l'arrêté royal et les instructions qui l'accompagnent.

Le Gouvernement compte principalement sur la coopération active et éclairée des commissions provinciales, pour parvenir au but qu'il a en vue. Les moyens nécessaires pour assurer la bonne exécution du recensement seront mis à la disposition des commissions; ils consistent d'abord dans le concours d'agents spéciaux et de jurys chargés de recueillir, de contrôler et de coordonner les renseignements dans les communes et à domicile; ensuite, dans la création d'un bureau temporaire au gouvernement provincial, pour vérifier les tableaux des communes et effectuer les dépouillements généraux. La plupart des commissions provinciales de statistique ont pensé avec raison qu'il convient que ces travaux soient faits sous leur direction, et, à cette fin, il a paru nécessaire d'établir ce bureau spécial, dont l'organisation sera réglée ultérieurement.

Ce qu'il importe le plus pour le moment, c'est de procéder, sans retard, à la nomination des agents et des membres des jurys communaux. L'instruction qui accompagne l'arrêté détermine le mode de nomination des agents de recensement et des membres des jurys. Quant aux agents de recensement, comme c'est d'eux

que dépend, en grande partie, l'exactitude des renseignements à recueillir, il conviendra de les choisir de préférence parmi les fonctionnaires et employés et autres personnes présentant toutes garanties d'aptitude.

D'un autre côté, vous ne perdrez pas de vue, M. le Gouverneur, que ces agents ne peuvent être abandonnés à eux-mêmes dans le cours de leurs travaux; le concours de la police locale doit leur être assuré, et je vous invite à prescrire aux autorités de prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet.

L'expérience a démontré qu'il faut au moins un agent de recensement pour cent ménages, à cause du travail que cet agent aura à terminer dans un délai qui sera nécessairement restreint. Cependant cette règle n'est pas tellement absolue que l'on ne puisse s'en écarter dans certains cas: c'est là un point qui me paraît devoir être laissé, M. le Gouverneur, à l'appréciation des autorités ou des fonctionnaires auxquels la nomination ou la présentation de ces employés est attribuée.

En ce qui concerne la composition des jurys communaux, dont la nomination vous appartient, d'après le n° 16 de l'instruction générale, il conviendrait de n'y appeler que des personnes ayant les connaissances qui sont nécessaires pour pouvoir s'acquitter de leur tâche d'une manière convenable.

Le jury, bien que son action doive également s'étendre à la population, est cependant formé principalement en vue de la statistique agricole et industrielle; il est donc indispensable d'avoir égard dans sa formation au genre de travail auquel on se livre dans la commune, et, suivant que l'agriculture ou l'industrie y domine, le jury sera surtout composé de cultivateurs ou d'industriels.

Conformément à l'art. 1^{er} de l'arrêté royal du 30 juin, l'état des habitants sera constaté à un jour fixe, le 15 octobre 1846. Les administrations communales feront observer cette disposition en ayant soin d'en informer les habitants plusieurs jours à l'avance. Les bulletins seront distribués, dans toutes les communes, à partir du 1^{er} octobre, et ils seront retirés dans les dix jours qui suivront la date à laquelle ils auront été arrêtés, c'est-à-dire pour le 25 octobre *au plus tard*.

Pour la distribution des bulletins, on suivra, autant que possible, l'ordre du numérotage des maisons. A mesure que les bulletins de la population rentreront, le jury les contrôlera, et après la vérification qu'il en aura faite, il les fera réunir en liasses et les transmettra, par la voie ordinaire de la correspondance, au gouvernement provincial, où ils devront parvenir avant le 10 novembre; ces bulletins seront accompagnés d'un inventaire qui en indiquera le nombre par rue et par section ou autre fraction de commune, et l'on aura soin d'y joindre une liste exacte des maisons inhabitées au jour du recensement, ainsi que les états spéciaux destinés à tenir lieu de bulletins pour les garnisons, les prisons, les hôpitaux, les hôtels, les pensionnats, etc.

Comme il devra être établi avant le 1^{er} janvier un relevé sommaire de la population, des mesures particulières doivent être prises en ce qui concerne cette branche du recensement général. Ainsi, il faudra bien insister, M. le Gouverneur, auprès des administrations communales pour que le délai qui vient d'être assigné pour la remise des pièces au gouvernement provincial ne soit pas dépassé, et les prévenir que le recours à des commissaires spéciaux serait la conséquence du retard qu'elles apporteraient dans l'accomplissement de leur tâche.

Le travail à faire par le bureau temporaire mentionné au n° 19, et pour lequel je vous adresserai des instructions spéciales, ne peut guère exiger plus d'un mois pour cette première partie de l'opération. Votre relevé de la population devra donc me parvenir avant le 15 décembre.

Le chapitre II de l'instruction générale concerne la tenue du registre de population. Voici, pour sa formation, quelques indications préliminaires auxquelles je vous prie d'avoir égard.

Aussitôt que le dépouillement d'une commune aura été fait, vous renverrez les bulletins individuels à l'autorité locale; mais comme ils vous seront encore nécessaires pour les dépouillements définitifs, vous aurez soin que les bulletins vous soient remis immédiatement après que les administrations communales en auront extrait les éléments qui doivent servir à établir le registre de population. Il est essentiel de faire observer que, bien que la tenue de ce registre ne soit pas prescrite à partir du jour où le recensement a lieu, mais seulement au 1^{er} janvier suivant, on devra cependant avoir égard au mouvement de la population qui s'est opéré dans l'intervalle du 15 octobre au 1^{er} janvier, en indiquant dans les colonnes à ce destinées, les naissances, les décès et les changements de domicile qui auront lieu entre ces deux époques.

Le n° 21 de l'instruction générale enjoint aux autorités locales de prendre les mesures propres à assurer l'exécution de la disposition relative aux changements de résidence; ces mesures devront être prises et rendues obligatoires avant le 1^{er} janvier, et je vous invite, M. le Gouverneur, à appeler l'attention des autorités locales sur ce point.

Après ces développements généraux sur la population, j'ai à vous entretenir, M. le Gouverneur, de divers points qui se rattachent aux renseignements à recueillir sur l'agriculture et l'industrie.

En ce qui concerne l'agriculture, un point essentiel à remarquer, et qui domine toute l'opération, c'est que la statistique agricole ne sera pas établie par commune au point de vue de la circonscription de son territoire, mais bien par exploitation, ou, en d'autres termes, d'après le rapport des différentes catégories de cultivateurs que la commune renferme. Ainsi, un propriétaire, un fermier qui cultive des pièces

de terre situées dans plusieurs communes étrangères à celle qu'il habite, devra donner les renseignements concernant ces cultures dans la commune où existe le siège de son exploitation, et il n'en sera pas tenu compte pour les communes sur le territoire desquelles se trouvent ces terrains; comme conséquence du même principe, le déclarant indiquera pour les communes frontières, l'étendue des terres faisant partie de son exploitation et situées à l'étranger. On pourra, de cette manière, connaître l'importance des exploitations et apprécier les localités où domine la grande, la moyenne ou la petite culture, ainsi que l'influence que l'une ou l'autre exerce sur la production.

La statistique agricole, telle que le Gouvernement se propose de l'établir, peut être ramenée, M. le Gouverneur, à ces points principaux :

Nombre des bras employés aux travaux agricoles;

Salaire des journaliers;

Dénombrement des animaux domestiques;

Étendue des exploitations;

Division des exploitations par culture;

Produit des récoltes;

Assolements en usage.

Tous les renseignements qui concernent ces divers points se rapportent à l'année courante, à l'exception des animaux domestiques, dont le dénombrement aura lieu pour 1845 et 1846.

L'instruction générale indique la marche à suivre pour la distribution et la rentrée des bulletins agricoles, ainsi que pour le contrôle qui doit en être fait par le jury.

Le n° 42 prescrit de transmettre les pièces au gouvernement provincial. La commission de statistique sera appelée immédiatement à en faire un premier examen, et le résultat en sera communiqué à la commission provinciale d'agriculture, dont l'intervention sera très-utile, notamment en ce qui concerne la valeur des terres et les prix des baux. A cet effet, les commissions d'agriculture et de statistique pourront consulter les pièces qui ont servi de base à la formation de l'état de classement cadastral, et l'état d'évaluation déterminant la qualité relative et le revenu des propriétés.

Après la réunion de ces renseignements, il sera fait un dépouillement des bulletins, et les résultats en seront coordonnés par le bureau temporaire, d'après les instructions spéciales que j'aurai l'honneur de vous faire parvenir.

De même que celui de la statistique agricole, le travail de la statistique industrielle se rattache au recensement de la population et se rapporte à l'année courante.

Les renseignements à recueillir concernent les industriels, manufacturiers, fa-

bricants ou artisans, ceux enfin qui mettent en œuvre des matières premières, pour les convertir en produits; mais l'on ne tiendra aucun compte des professions purement commerciales, c'est-à-dire, de celles qui se bornent à l'échange ou au débit des produits, ni des professions qui ne mettent pas en œuvre des matières premières.

Les renseignements qui font l'objet de la sixième question du bulletin ne doivent pas s'étendre au simple outillage, et l'on doit les circonscrire aux machines principales, c'est-à-dire à celles qui forment la base de l'établissement et font juger de son importance.

Comme la statistique agricole, la statistique industrielle est restreinte aux objets les plus essentiels. Les questions qui sont posées au déclarant feront connaître aussi exactement que possible : les divers genres d'industrie du pays; le nombre moyen des ouvriers classés par âge; le taux des salaires; le nombre et l'espèce des moteurs en usage, et enfin les machines, mécaniques et ustensiles de tout genre en activité.

Les motifs qui ont déterminé la participation du jury communal aux opérations relatives à la statistique agricole, existent également pour la statistique industrielle; la tâche du jury, en ce qui concerne cette opération, n'est pas moins importante, et l'un et l'autre objet réclament le même zèle, le même dévouement. Les bulletins de la statistique industrielle ne subiront pas, comme ceux de la statistique agricole, un premier dépouillement dans la commune; c'est sous la direction de la commission provinciale, et par le bureau temporaire, que cette première opération s'exécutera. Des instructions spéciales vous parviendront en temps utile à cet égard.

Après qu'ils auront été coordonnés, les documents de la statistique industrielle seront soumis à un examen approfondi de la part de la chambre de commerce et des fabriques. Le concours utile et éclairé que le Gouvernement a toujours rencontré dans ces organes du commerce et de l'industrie est un sûr garant de leur coopération efficace en cette circonstance. Vous transmettez donc, M. le Gouverneur, aux chambres de commerce de votre province les documents relatifs aux localités de leur ressort, en les invitant à donner leur avis sur les renseignements recueillis.

On aurait pu étendre de beaucoup les renseignements à demander sur l'agriculture et l'industrie; mais j'ai jugé qu'il était préférable de les restreindre aux faits les plus essentiels et d'écarter, pour le moment, puisque c'est la première fois qu'il s'agit d'un semblable travail, tout ce qui offre un intérêt moins direct ou purement secondaire.

Un recensement conçu sur les bases que je viens de vous exposer, est un fait nouveau pour le pays. Une si vaste entreprise, embrassant à la fois la population,

l'agriculture et l'industrie, pourra peut-être rencontrer quelques difficultés dans le cours de son exécution; mais le choix de l'agent de recensement et la composition du jury communal influenceront sur le degré d'exactitude qu'offrira ce travail et sur l'appréciation que l'on en fera. Dans cette persuasion, le Gouvernement vous a laissé à vous, Monsieur le Gouverneur, et à MM. les commissaires d'arrondissement, le choix des personnes; du point de vue pratique où vous êtes placé, les moyens d'organisation vous seront nécessairement plus faciles. Je ne saurais trop vous recommander d'apporter la plus grande circonspection dans le choix de ces agents et de faire en sorte qu'ils évitent, dans le cours de l'opération, tout ce qui pourrait lui donner un caractère de fiscalité qu'elle n'a réellement pas.

Je vous adresserai incessamment les imprimés nécessaires à votre province pour les trois branches du recensement général.

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de vouloir bien m'accuser la réception de la présente circulaire et des pièces qui l'accompagnent, et de les faire insérer au *Mémorial administratif* de votre province.

Le Ministre de l'Intérieur,

COMTE DE THEUX.

II

Bruxelles, le 1^{er} septembre 1846.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Je vous ai adressé, le 3 juillet dernier, une circulaire relative au recensement général. Le principal objet de cette circulaire était d'exposer les principes de l'importante opération à laquelle le Gouvernement va procéder. D'autres mesures restaient à prendre. Comme elles se rattachent surtout aux détails d'exécution, il m'a paru utile qu'elles fussent discutées et arrêtées de commun accord par les personnes appelées à en diriger l'application. Dans ce but, je vous ai invité à réunir, sous votre

présidence, les membres des commissions provinciales de statistique, ainsi que MM. les commissaires d'arrondissement et les bourgmestres ou échevins des principales villes; de mon côté, j'ai délégué à ces réunions des membres de la Commission centrale de statistique, et le résultat des conférences qui ont eu lieu dans toutes les provinces, vient de m'être soumis. J'ai examiné avec soin les questions qui ont été soulevées, et, après avoir pris l'avis de la Commission centrale, j'ai arrêté les dispositions suivantes.

Un des points sur lesquels l'attention a été plus particulièrement portée, c'est celui qui est relatif à la simultanéité des trois opérations; on a émis généralement des doutes sur la possibilité d'obtenir les résultats dans les délais fixés, si le recensement de la population n'était pas distrait de la statistique agricole et industrielle.

On ne saurait méconnaître, Monsieur le Gouverneur, les avantages du système adopté par l'arrêté du 30 juin; déjà l'expérience l'a prouvé dans une commune voisine de la capitale, où un essai de recensement, appliqué à la fois à la population, à l'agriculture et à l'industrie, s'est fait sans de grandes difficultés. Cependant les circonstances locales ne se présentent pas partout les mêmes; elles peuvent varier d'un arrondissement et même d'une ville ou d'une commune à l'autre. Dès lors j'ai pensé que, tout en maintenant d'une manière absolue le principe de la simultanéité quant à la distribution des bulletins, il y avait lieu d'accorder, par exception, quelque latitude pour retirer ceux de l'agriculture et de l'industrie. Mais cette mesure ne peut s'appliquer aux bulletins de la population : ceux-ci devront être exactement retirés à l'époque prescrite; pour les autres, je laisse à votre appréciation le soin d'accorder une prolongation de délai suivant les circonstances. Vous comprendrez toutefois, qu'il ne peut s'agir ici que d'une tolérance de quelques jours.

Cette prolongation de délai, quelque légère qu'elle soit, influera néanmoins sur la fixation du nombre des agents de recensement, lequel pourra être ainsi réduit en raison des facilités accordées pour retirer les bulletins. En proposant de nommer un agent de recensement par cent ménages, l'on n'a pas voulu établir une règle fixe et limitative; ce chiffre n'a été donné que pour exemple.

Un autre point qui se lie intimement à celui qui précède, a été, dans les conférences, l'objet de nombreuses observations : je veux parler du taux de l'indemnité à allouer aux agents de recensement et aux secrétaires des jurys communaux. D'après les considérations présentées dans la plupart des provinces, considérations auxquelles la Commission centrale s'est ralliée, le taux moyen de ces deux indemnités réunies sera porté à six centimes par personne recensée. Un arrêté royal déterminera l'indemnité d'après cette base, et le montant en sera mis à votre disposition pour être réparti par vous, Monsieur le Gouverneur, selon les besoins des localités.

L'article 3 de l'arrêté royal du 30 juin est relatif aux pénalités qui, dans quelques cas, seraient applicables aux contraventions. Ces pénalités ne peuvent pas, ainsi qu'on a paru le croire dans quelques provinces, concerner les fonctionnaires chargés du recensement; en se référant à la loi du 6 mars 1818, on a seulement voulu se ménager un moyen de contrainte à l'égard des personnes qui se conduiraient d'une manière blâmable vis-à-vis des agents, ou se permettraient des insertions inconvenantes ou malveillantes, ou bien encore qui, par leur refus de remplir ou de laisser remplir les bulletins, entraveraient l'exécution de l'opération. Toutefois cette mesure ne doit être appliquée qu'avec circonspection, et alors seulement que les moyens de persuasion ont été épuisés.

Quant aux commissaires spéciaux dont il est fait mention dans ma circulaire du 3 juillet, vous apprécierez, selon les circonstances, s'ils doivent être assimilés à ceux dont il est question dans la loi communale, ou bien si leur mission se bornera à aller sur les lieux aider et stimuler les jurys et les agents de recensement.

Le jury étant chargé de contrôler les opérations de l'agent de recensement, on ne paraissait pas bien fixé sur la question de savoir si les fonctions d'agent ne sont pas incompatibles avec celles de membre ou de secrétaire du jury. Bien que ce cumul ne soit pas sans inconvénient, on a pensé que, dans certaines localités, il ne se trouverait peut-être pas assez d'hommes capables pour confier ces fonctions à des personnes différentes; dans aucun cas, le secrétaire du jury n'aura voix délibérative et ne sera compris dans le nombre des membres prévu par le n° 17. Il est bien entendu que le président comptera parmi les membres du jury dont le nombre est déterminé par ce numéro.

Des doutes se sont élevés sur l'interprétation à donner au n° 18 de l'instruction. Je crois nécessaire de faire remarquer que cette disposition doit être considérée comme ayant une portée générale : les jurys communaux sont appelés à contrôler et à rectifier les bulletins de statistique agricole et de statistique industrielle, comme les bulletins du recensement de la population. Les rectifications se feront, autant que possible, par les déclarants eux-mêmes, et, à leur défaut, par l'agent de recensement ou par le jury.

En tête de chacun des modèles de bulletin (n° 1, 3, 3^{bis} et 5) se trouve l'indication pour un numéro d'ordre, qu'il ne faut pas confondre avec le numéro des maisons. Ce numéro d'ordre, qui sera établi par rue pour les villes et bourgs, et par section ou autre fraction pour les communes rurales, est principalement destiné à servir comme moyen de vérification au jury; il s'assurera par là s'il existe des doubles emplois ou des omissions dans la remise des bulletins. Ainsi, je suppose une rue ou une section de commune qui renferme 30 maisons, comptant ensemble

45 familles ou ménages : il faudra, dans ce cas, 45 bulletins portant une série de numéros d'ordre de 1 à 45.

L'agent de recensement inscrira le numéro d'ordre de chaque bulletin au moment où il en fera la remise, et en distribuant le bulletin de la population, il s'informerait s'il n'y a pas lieu de comprendre le déclarant dans la statistique agricole (modèles n^{os} 3 ou 3^{bis}) ou industrielle (modèle n^o 5), pour lui remettre un bulletin de l'une ou l'autre de ces catégories.

L'agent tiendra jour par jour une note exacte des bulletins distribués et retirés.

Recensement de la population.

Aux termes du n^o 8 de l'instruction générale, les personnes absentes doivent également être inscrites au bulletin par ménage : il a été demandé comment l'on procéderait à l'égard des personnes vivant isolément, ou de familles entières, qui seraient absentes à l'époque du recensement.

Cette question se trouve implicitement résolue par les n^{os} 14 et 18 de l'instruction : de même que l'agent de recensement et le jury sont chargés de veiller à ce que les bulletins soient exactement remplis et de suppléer aux renseignements jugés incomplets, de même aussi ils auront à remplir des bulletins entiers pour des familles absentes, d'après des renseignements qu'ils pourront se procurer, soit par l'intermédiaire de la police locale, soit à l'aide des tableaux de population actuellement existants. Dans ce cas, on aura soin de faire mention de l'absence dans la colonne des observations, comme le prescrit le n^o 8.

On comprendra encore au recensement de la population les marins et les bateliers qui, à la date du 15 octobre, se trouveraient à bord des navires en rade ou dans les bassins, ou sur les canaux et rivières navigables. Les administrations communales prendront les dispositions nécessaires pour obtenir les renseignements sur cette partie de la population générale.

Au sujet du n^o 9, qui détermine la marche à suivre pour le recensement des corps collectifs, on a demandé si les couvents ne seront pas rangés dans la catégorie établie par cet article.

Pour résoudre cette question, il suffit de se rappeler le principe de la population *de fait* adopté pour le recensement; il ne peut exister aucune exception à cet égard : les personnes qui se trouvent dans les couvents ou qui appartiennent aux corporations religieuses, font nécessairement partie de la population du royaume et comme telles doivent être comprises dans le recensement.

Le n^o 13 dispose que pour les individus qui exercent plusieurs professions à la

fois, on n'inscrira que la profession principale, celle pour laquelle ils sont le plus imposés au rôle des patentes.

Il pourra arriver que la patente ne sera pas toujours un guide pour l'indication de la profession principale; les exploitants de mines notamment, ne sont pas inscrits au rôle des patentables; ce n'est donc pas dans un sens absolu qu'il faudra interpréter la prescription du n° 13.

Il ne vous échappera pas, Monsieur le Gouverneur, que les renseignements demandés sur les assurances contre l'incendie sont d'un grand intérêt, et je crois devoir ajouter à cet égard quelques explications aux instructions précédentes.

Les renseignements à recueillir concernent également les maisons non habitées; lorsque dans l'assurance d'une habitation se trouvera comprise une fabrique, une usine, une ferme, etc., il en sera fait mention en tête du bulletin de la population, en ajoutant au chiffre du capital assuré les mots : *Y compris la fabrique, l'usine, la ferme.*

S'il n'y a d'assuré qu'une fabrique, une usine, etc., on ajoutera au chiffre du capital : *Pour la fabrique seulement.* Quant au mobilier assuré en même temps que l'habitation, on l'indiquera également par les mots : *Y compris le mobilier.*

Lorsque les déclarants se trouveront dans l'impossibilité de faire connaître ces renseignements, le jury communal tâchera d'y suppléer autant que possible.

Statistique agricole.

Le n° 29 de l'instruction générale prescrit de remettre un bulletin dans chaque habitation, ferme ou exploitation rurale; ainsi, quelque petite que soit l'étendue du terrain cultivé par un déclarant, soit en terre, jardin, etc., la remise d'un bulletin agricole est de rigueur. Cette disposition s'applique aussi aux journaliers et ouvriers des villes comme des campagnes, et généralement à toutes les personnes qui, exerçant un commerce ou une autre profession, tiennent des petites parties de terre en location, et les cultivent le plus souvent pour la consommation de leur ménage.

Les jardins d'agrément, lorsqu'ils sont attenants aux maisons, ont été distraits de la 20^e question du bulletin agricole, pour être portés en tête du bulletin de la population, avec les renseignements relatifs aux habitations.

En ce qui concerne le dénombrement des chevaux, on n'aura pas égard à l'usage auquel ils sont employés : tout déclarant ayant à remplir le bulletin agricole, modèle n° 3, devra y comprendre tous les chevaux qu'il possède, quelle que soit leur destination, avec les distinctions de race et d'âge indiqués au bulletin.

Les individus qui, n'ayant pas de terrain à cultiver, sont possesseurs d'un ou de

plusieurs chevaux, ou d'une ou de plusieurs têtes de bétail, recevront un bulletin spécial (modèle n° 3^{me}). Dans cette catégorie sont compris, entre autres, les chevaux des militaires non casernés.

Relativement à l'étendue des biens en exploitation, exprimée au bulletin en hectares, ares et centiares, on a supposé que des déclarants indiqueraient l'étendue de leurs propriétés en mesures locales. Dans ce cas, la réduction en sera faite en bloc pour la commune entière, lors de la formation du tableau (modèle n° 4), prescrit par le n° 39 de l'instruction générale.

Il est à remarquer que la réduction des mesures locales en mesures métriques se trouve indiquée sur le premier feuillet du tableau indicatif du cadastre déposé dans chaque chef-lieu de commune; on pourra donc consulter avec fruit ce document.

La somme des contenances indiquées depuis la 11^e question jusqu'à la 24^e inclusivement, doit reproduire exactement le total de la 10^e question, qui concerne l'étendue des biens exploités. En vérifiant les renseignements consignés au bulletin, les agents de recensement, de même que les jurys communaux, s'assureront de la parfaite concordance de ces deux points.

On n'a pas paru bien d'accord, dans les diverses provinces, sur la définition à donner au mot *verger* qui fait l'objet de la 17^e question. Je pense qu'il faut considérer comme verger, toute prairie complètement plantée d'arbres à fruits.

Le bulletin mentionne aux questions 22, 23 et 24, les bois, les terrains essartés, les bruyères non cultivées, et l'on a fait observer que le plus souvent les propriétés de cette nature ne font partie d'aucune exploitation rurale, d'où il résulterait qu'elles ne seraient pas comprises dans la statistique agricole, la remise des bulletins ne s'effectuant que dans les habitations.

Cette lacune, Monsieur le Gouverneur, devra nécessairement être comblée lors de la formation du tableau (modèle n° 4), d'après les renseignements du cadastre ou des contributions que se procurera le jury de la commune dans laquelle ces biens sont situés. La même observation est applicable à d'autres propriétés qui ne font partie d'aucune exploitation particulière, telles que les prairies dont le foin ou le regain est le plus souvent vendu sur pied pour compte des propriétaires.

Une difficulté s'est présentée relativement à la troisième question du n° 41 de l'instruction annexée à l'arrêté royal du 30 juin. Cette question est ainsi conçue : *Quel est l'assolement le plus généralement suivi dans la commune ? Mentionner les récoltes dans l'ordre qui leur y est assigné, et l'étendue proportionnelle de terre qui est consacrée à chacune d'elles dans la rotation complète.*

Il faut remarquer que la seconde partie de cette question n'est que le développement de la première, dont elle est destinée à bien fixer le sens. On entend, en effet, par *assolement* la division des terres en un certain nombre de parties égales

qu'on nomme soles, ainsi que la fixation des récoltes qu'on veut cultiver, et l'étendue de terre qui doit être consacrée à chacune d'elles. Lors donc que le jury aura à répondre à la question de savoir *quel est l'assolement le plus généralement suivi dans la commune*, il énumèrera les récoltes dans l'ordre où elles se suivent dans cet assolement, après avoir indiqué la durée de celui-ci, et il fera connaître l'étendue de terre que chacune d'elles occupe pendant cette durée. Si, par exemple, l'assolement le plus généralement suivi dans la commune était celui-ci : 1° racines sarclées ; 2° orge ; 3° trèfle ; 4° froment, et que chaque sole eût exactement la même étendue, il suffirait de dire que l'assolement est quadriennal, que les récoltes s'y suivent dans l'ordre mentionné plus haut et que chacune d'elles occupe à tour de rôle le quart des terres. Si au contraire il arrivait que l'une des soles se dédoublât, comme cela se voit souvent, et qu'au lieu d'être consacrée tout entière à une seule récolte, elle fût cultivée par fractions en produits différents, il faudrait mentionner cette circonstance et indiquer l'étendue de la sole qui est utilisée pour chaque produit. C'est surtout pour connaître approximativement les assolements de ce dernier genre qu'on a demandé au jury d'indiquer l'étendue proportionnelle de terre consacrée, à tour de rôle, à chaque récolte dans la rotation complète.

Statistique industrielle.

Les renseignements demandés sur la statistique industrielle devant être aussi complets que possible et de nature à faire connaître la condition des classes ouvrières en Belgique, il est indispensable de comprendre dans les relevés tous les métiers, quels qu'ils soient ; dès lors tout industriel ou artisan patenté devra recevoir un bulletin, et comme il a déjà été dit, il ne sera fait d'exception que pour les professions purement commerciales.

Des bulletins seront également remis aux boulangeries militaires et aux manutentions de vivres, aux prisons centrales et aux dépôts de mendicité, aux écoles dentellières, aux ateliers de charité, et généralement dans tous les établissements où l'on fabrique des objets qui sont livrés au commerce ou à la consommation.

Les ouvriers ou ouvrières non patentés qui travaillent à domicile et en chambre, pour le compte de négociants et de fabricants, ne doivent pas être compris dans le nombre des ouvriers de ces fabricants, car ce serait faire un double emploi en ce qu'ils seraient compris à la fois dans les bulletins de plusieurs déclarants. On ne doit considérer comme ouvriers de fabrique que ceux qui sont employés dans les établissements mêmes, l'indication du nombre total des ouvriers devant se retrouver dans les relevés de la population par profession. Une enquête supplémentaire pourra faire connaître le taux moyen des salaires de cette catégorie. On ne doit pas oublier

de comprendre dans les réponses aux questions 3 et 4 les ouvriers qui ne sont pas directement payés par les fabricants, quoique travaillant dans leurs ateliers, tels que, dans l'industrie linière et cotonnière, les *rattacheurs*, les *tireurs*, etc.

Vous remarquerez, Monsieur le Gouverneur, que je me suis seulement attaché, dans cette circulaire, aux détails qui concernent l'exécution du recensement proprement dit. J'ai laissé de côté les points relatifs au registre de population et aux travaux du bureau temporaire; ils feront l'objet d'instructions spéciales.

Je n'ai pas non plus touché toutes les questions qui ont été discutées dans les conférences; il n'est d'ailleurs pas possible de prévoir et de prévenir d'avance tous les cas particuliers. Le n° 18 de l'instruction a laissé ce soin aux jurys communaux. D'un autre côté, MM. les délégués de la Commission centrale ont donné des explications générales qui suffiront pour résoudre la plupart des questions qui pourront se présenter dans le cours de l'opération. Beaucoup de difficultés pratiques seront d'ailleurs levées par les indications que MM. les commissaires d'arrondissement auront soin de donner aux nombreux agents de leur ressort.

Je terminerai, Monsieur le Gouverneur, par une observation que vous apprécierez.

Pour que les résultats du recensement présentent toute l'utilité que l'on doit en attendre, il est essentiel que les renseignements indiqués dans les bulletins soient donnés avec l'exactitude désirable. On ne saurait donc s'attacher à y mettre trop de soin. Si ce travail est bien fait, comme je suis persuadé qu'il le sera, l'administration sera dispensée à l'avenir de la nécessité d'imposer aux autorités locales des travaux partiels et extraordinaires, auxquels, en l'absence de documents généraux, on a été, dans ces derniers temps, obligé si souvent de recourir.

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de m'accuser la réception de cette circulaire et de la faire insérer au *Mémorial administratif* de votre province.

Le Ministre de l'Intérieur,

COMTE DE THEUX.

RAPPORT

SUR L'ESSAI DU RECENSEMENT GÉNÉRAL FAIT A MOLENBEEK-S-JEAN.

A Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

Bruxelles, le 22 mai 1846.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par sa dépêche du 18 décembre 1845, *Statistique générale*, n° 206, M. votre prédécesseur a, sur la proposition de la Commission centrale, donné l'autorisation de faire un essai du recensement général de la population et de l'industrie agricole et manufacturière dans la commune de Molenbeek-S^t-Jean.

Nous venons, Monsieur le Ministre, vous rendre compte de cet essai, qui a eu lieu d'après toutes les prescriptions contenues dans les projets d'actes officiels que nous avons eu l'honneur de soumettre au Gouvernement le 28 juin dernier ¹.

¹ Voir ces projets dans la seconde partie du tome II du *Bulletin de la Commission centrale*, pages 157 et suiv.

L'essai de recensement a été fait sous la direction de la Commission centrale, représentée auprès de l'autorité communale par des délégués réunis en sous-commission. Ces délégués étaient MM. Quetelet, président de la Commission centrale, Ducpetiaux, Smits, Perrot, Sauveur, Stevens, Visschers, Heuschling, secrétaire.

Le jury agricole et industriel mentionné aux n^{os} 40 et 52 du projet d'instruction générale, était composé de MM. Vanderkindere, bourgmestre de la commune, président, les échevins Vandenberghe et Piers, les conseillers communaux Deneck, Veldekens, Stevens, Denies, le docteur Meisser, membre de la commission provinciale de statistique du Brabant, et le secrétaire communal Vandermeerschen, secrétaire.

Cette composition du jury, concertée entre M. le bourgmestre et la Commission centrale, a été portée à la connaissance de M. le gouverneur du Brabant par dépêche de M. le Ministre du 20 décembre dernier, *Statistique générale*, n^o 206.

Le 24 décembre 1845, les délégués de la Commission centrale et le jury, réunis dans la maison communale de Molenbeek-S^t-Jean, ont arrêté les mesures préliminaires et les moyens d'exécution du recensement à faire à la date du 31 décembre. Cette réunion avait particulièrement pour but de prévoir les difficultés qui pourraient survenir dans le cours de l'opération et d'indiquer les moyens de les résoudre.

Les agents de recensement ont été désignés par M. le bourgmestre.

Des bulletins individuels pour les trois recensements, et conformes aux modèles n^{os} 1, 3 et 5, qui accompagnent l'instruction, ont été imprimés en nombre suffisant, et mis à la disposition du bourgmestre pour être distribués aux habitants plusieurs jours avant la date fixée pour effectuer l'opération.

Tous les bulletins, à mesure de leur rentrée, ont été attentivement examinés par le jury communal, qui a rectifié ou complété ceux qui lui ont paru défectueux; les travaux de dépouillement et de mise en œuvre des renseignements obtenus, ont été ensuite exécutés par les soins du bureau de statistique générale au ministère.

Les résultats de ces travaux sont consignés dans les pièces que nous avons l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous mettre sous les yeux, savoir :

I. *Statistique de la population* (3 tableaux).

Le premier tableau présente, par section et par rue, le nombre des maisons, des ménages et des habitants des deux sexes, avec des distinctions spéciales pour les enfants qui fréquentent les écoles et pour les personnes secourues par le bureau de

bienfaisance, ainsi que la répartition des habitants sous le rapport du séjour, de l'état civil, de l'origine, de la langue parlée habituellement et de la communion religieuse.

Le second offre, par section, la classification des habitants sous le rapport de l'âge, avec la distinction des sexes et de l'état civil.

Dans le troisième tableau, qui est également dressé par section, les habitants sont classés au point de vue des professions, qui se suivent dans l'ordre alphabétique.

II. *Statistique agricole.*

Un tableau, divisé en quatre parties, qui se rapportent : la première, à la population agricole, à partir de l'âge de 12 ans ; la seconde, au dénombrement des chevaux et bestiaux ; la troisième, à l'étendue totale des biens en exploitation, avec la distinction des biens exploités à titre de propriété ou d'usufruit, et à titre de location ; la quatrième, à la nature, à l'étendue, à la division et aux produits des cultures.

III. *Statistique industrielle (2 tableaux).*

Le premier tableau indique, pour chaque profession, le nombre des industriels, le nombre des ouvriers qu'ils emploient avec la distinction des sexes et des âges, le nombre et la force des moteurs en activité, le nombre et l'espèce de fours, de fourneaux et de forges dont on fait usage, ainsi que la nature du combustible employé, la nature et la quantité des matières premières mises en œuvre pendant l'année, et enfin la nature et la quantité ou la valeur des produits fabriqués.

Dans le second tableau, les ouvriers sont repris, pour chaque profession, sous le rapport des salaires, en séparant les ouvriers âgés de plus de 16 ans, de ceux qui n'ont pas atteint cet âge.

Nous croyons devoir nous dispenser, Monsieur le Ministre, d'entrer ici dans des détails et de faire des rapprochements entre les faits constatés : dans l'essai qui vient d'être fait du triple recensement, l'essentiel était de mettre la Commission centrale à même de bien se rendre compte du mécanisme du travail ; nous avons donc à considérer ici l'opération sous le rapport de l'exécution administrative, en faisant toutefois ressortir quelques-uns des résultats les plus saillants.

faisons surtout un devoir, Monsieur le Ministre, de vous signaler l'empressement éclairé de M. le bourgmestre Vanderkindere à nous seconder dans l'accomplissement de cette tâche laborieuse.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de nos sentiments respectueux.

Le Secrétaire,

X. HEUSCHLING.

Le Président,

QUETELET.

A.



TABLEAU GÉNÉRAL DE LA POPULATION.

(PREMIÈRE PARTIE.)



RUES.	NOMBRE DE MAISONS HABITÉES				Nombre de pièces servant à l'habitation, y compris les greniers et caves habités.	Nombre de ménages ou de familles.	NOMBRE D'HABITATIONS		
	N'ayant qu'un rez-de-chaussée.	A deux étages, y compris le rez-de-chaussée.	A trois étages et plus, y compris le rez-de-chaussée.	TOTAL.			D'une pièce par famille.	De deux pièces par famille.	De trois pièces et plus par famille.
PREMIÈRE SECTION.									
Anglaise (rue).	7	5	"	12	58	15	1	7	7
Canal (chemin du)	2	"	3	5	52	5	"	1	4
Carré (rue du).	2	5	1	6	29	9	"	4	5
Carré (impasse du)	12	17	"	29	55	53	51	2	"
Coppens (rue).	5	1	1	7	21	11	3	6	2
Cuiller à pot (rue de la).	8	"	"	8	14	8	2	6	"
Curé (rue du)	1	5	"	6	28	8	"	3	5
École (rue de l')	5	10	14	35	165	64	24	12	28
Genève (impasse).	6	"	"	6	8	6	5	"	1
Église (rue de l')	3	11	5	19	82	29	7	9	13
Gand (chaussée de) ¹	13	42	18	73	405	90	5	18	67
Jardinier (rue du)	2	3	"	5	16	5	"	2	5
Jette (chaussée de).	7	40	6	53	257	77	13	20	45
Rousscau (impasse).	3	1	"	4	7	7	7	"	"
Laeken (chemin de)	5	1	"	6	16	7	2	3	3
Montagne-aux-Anges.	5	2	"	7	21	10	1	7	2
Moulin (rue du).	10	"	"	16	38	17	1	12	4
Moutons (chemin des).	4	8	"	12	55	12	4	4	4
Carré du Parapluie	5	"	"	5	6	5	4	1	"
Niveau (rue du)	2	34	2	38	35	55	15	21	20
Perle (rue de la)	3	14	3	20	62	37	19	14	4
Houben (impasse)	8	2	"	10	15	10	5	5	"
Van Ham (impasse)	4	1	"	5	12	6	"	6	"
Pont de la Senne (rue du)	3	9	3	15	74	29	14	4	20
Presbytère (rue du)	2	10	4	16	72	24	6	4	14
Tazieaux (impasse)	29	"	"	29	45	55	27	8	"
Ribeaucourt (rue).	"	11	"	11	37	16	5	6	5
Ronde (chemin de)	10	19	3	32	161	42	6	15	21

¹ Côté des numéros impairs.

MAISONS assurées contre l'incendie.		NOMBRE D'HABITANTS			ENFANTS QUI REÇOIVENT								MÉNAGES et personnes secourus par le BUREAU DE BIENFAISANCE.		
MONTANT du capital assuré.	PAR SEXE.		en général.	L'INSTRUCTION PRIMAIRE				L'INSTRUCTION MOYENNE ou supérieure				Ménages.	personnes composant les mé- nages.		
	Masc.	Fémin.		dans les écoles.		à domicile.		dans les pensionnats, collèges, universités, séminaires, etc.		à domicile.			Masc.	Fémin.	
				Masculins	Féminins	Masculins	Féminins	Masculins	Féminins	Masculins	Féminins				
25	25	50	2	3	"	"	"	"	"	"	1	2	1		
30,000	19	14	33	3	2	"	"	"	"	"	"	"	"		
"	17	22	39	3	1	"	"	"	"	"	1	2	1		
"	120	119	239	5	2	"	"	"	"	"	16	31	37		
"	17	27	44	1	3	"	"	"	"	"	"	"	"		
4,000	23	16	39	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"		
2,000	11	13	24	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"		
95,000	147	117	264	13	9	"	"	"	"	"	"	"	"		
"	19	19	38	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"		
86,000	70	63	133	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"		
277,000	255	230	485	12	10	"	"	2	"	"	"	"	"		
"	17	13	30	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"		
148,100	207	209	416	21	14	"	"	"	"	"	"	"	"		
"	8	11	19	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"		
4,000	25	21	46	1	3	"	"	"	"	"	"	"	"		
"	27	32	59	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"		
12,000	34	46	80	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"		
"	30	52	82	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"		
"	9	15	22	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"		
8,000	130	131	261	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"		
"	67	64	131	6	5	"	"	"	"	"	5	4	7		
"	21	20	41	1	1	"	"	"	"	"	2	3	3		
"	19	13	52	5	2	"	"	"	"	"	"	"	"		
45,000	76	56	132	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"		
22,000	51	50	101	8	2	"	"	"	"	"	2	"	4		
"	94	79	173	7	2	"	"	"	"	"	32	84	73		
16,000	28	25	53	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"		
355,000	108	99	207	11	8	"	"	8	2	"	1	2	3		

RUES.	NOMBRE DE MAISONS HABITÉES				Nombre de pièces servant à l'habitation, y compris les greniers et caves habités.	Nombre de ménages ou de familles.	NOMBRE D'HABITATIONS		
	N'ayant qu'un rez-de-chaussée.	A deux étages, y compris le rez-de-chaussée.	A trois étages et plus, y compris le rez-de-chaussée.	TOTAL.			D'une pièce par famille.	De deux pièces par famille.	De trois pièces et plus par famille.
SUITE DE LA PREMIÈRE SECTION.									
Ruisseau (rue du)	4	14	5	21	78	32	5	18	9
Avoine (impasse)	7	"	"	7	12	10	8	2	"
Fontaine (impasse)	1	2	"	3	6	5	4	1	"
Saint-Jean (rue)	5	5	1	11	38	15	3	7	5
Allée aux Pucés	5	"	"	5	11	11	11	"	"
Saint-Joseph (rue)	2	10	1	13	58	15	1	2	12
Van Hoegaerden (rue)	"	4	"	4	15	4	"	"	4
Van Hoegaerden (impasse)	5	4	"	9	20	12	4	8	"
Verte (rue)	13	1	"	14	32	15	6	6	3
TOTAUX de la 1 ^{re} section . . .	214	295	68	577	2,050	811	266	244	310
DEUXIÈME SECTION.									
Beckant ¹	35	2	1	38	86	41	5	25	10
Beckant (champ) ¹	7	"	"	7	16	7	"	5	2
Bremont (impasse)	4	"	"	4	4	4	4	"	"
Godart (impasse)	9	"	"	9	17	11	5	6	"
Béguines (rue des) ¹	7	2	"	9	24	9	1	2	6
Billard (rue du)	4	31	7	42	232	103	53	24	27
Borne (rue de la)	5	13	3	21	85	42	16	15	11
Coin perdu (impasse).	6	5	"	11	28	16	5	10	1
Lamotte (impasse)	11	1	"	12	31	18	5	13	"
Long jardin (impasse)	16	1	"	17	32	17	2	15	"
Van Maele (impasse)	1	1	5	5	19	10	3	6	1
Cheval noir (rue du)	5	5	1	11	40	18	6	4	8
Colonne (rue de la)	8	24	6	38	124	88	48	14	14
Fin (rue de la).	1	16	1	18	90	27	6	9	13

¹ Dépendance du hameau d'Osseghem.

[illegible]

RUES.	NOMBRE DE MAISONS HABITÉES				Nombre de pièces servant à l'habitation, y compris les greniers et caves habités.	Nombre de ménages ou de familles.	NOMBRE D'HABITATIONS		
	N'ayant qu'un rez-de-chaussée.	A deux étages, y compris le rez-de-chaussée.	A trois étages et plus, y compris le rez-de-chaussée.	TOTAL.			D'une pièce par famille.	De deux pièces par famille.	De trois pièces et plus par famille.
SUITE DE LA DEUXIÈME SECTION.									
Bodart (impasse)	"	6	"	6	18	6	"	"	6
Gand (chaussée de) ¹	11	42	14	67	370	109	25	26	58
De Coster (impasse)	"	10	"	10	49	28	19	4	4
Gand (chaussée de) ²	15	5	"	20	65	20	2	4	14
Industrie (rue de l')	4	2	2	8	42	17	6	6	5
Carré Frédéric.	7	"	"	7	9	7	5	2	"
Carré Poeters	"	8	"	8	14	13	12	1	"
Moortebeek (hameau)	9	"	"	9	31	9	"	"	9
Ninove (rue de)	4	8	28	40	180	60	19	18	24
Osseghem (hameau)	34	1	"	35	110	141	6	12	23
Quatre-Vents (champ des)	5	"	"	5	21	8	1	5	2
Quatre-Vents (rue des)	21	25	"	46	124	52	10	29	15
Ransfort (rue)	10	25	19	52	280	110	29	51	54
Allée Frédéric.	7	"	"	7	14	7	"	7	"
Ransfort (impasse)	4	2	"	6	22	7	1	2	4
Ronde (chemin de)	5	4	3	12	49	13	"	5	8
Saint-Martin (rue).	3	23	1	27	125	50	15	15	22
Senne (rue de la).	1	2	"	3	9	3	1	1	1
Schentbosch ³	8	"	"	8	16	8	"	8	"
Traversière (rue)	2	2	"	4	10	5	1	5	1
Drapier (impasse)	4	"	"	4	6	4	2	2	"
TOTAUX de la 2 ^e section	273	264	89	626	2,399	1,088	313	549	321
TROISIÈME SECTION. (Faubourg de Laeken.)									
Botanique (rue).	2	11	15	28	143	58	21	24	15
Calonne (impasse).	1	1	"	2	4	2	"	2	"

¹ Côté des numéros pairs. | ² Dépendance du hameau d'Osseghem. | ³ Dépendance du hameau de Moortebeek.

RUES.	NOMBRE DE MAISONS HABITÉES				Nombre de pièces servant à l'habitation, y compris les greniers et caves habitées.	Nombre de ménages ou de familles.	NOMBRE D'HABITATIONS		
	N'ayant qu'un rez-de-chaussée.	A deux étages, y compris le rez-de-chaussée.	A trois étages et plus, y compris le rez-de-chaussée.	TOTAL.			D'une pièce par famille.	De deux pièces par famille.	De trois pièces et plus par famille.
SUITE DE LA TROISIÈME SECTION.									
Debruyne (impasse)	1	4	"	5	9	5	1	4	"
Hirondelles (impasse des)	"	5	"	5	10	8	6	2	"
Van der Borgh (allée)	4	"	"	4	8	4	"	4	"
Briques (rue des)	1	16	4	21	92	43	14	16	13
Longue allée (impasse)	1	5	"	6	24	14	7	5	2
Champs (rue des)	2	34	7	43	77	70	16	20	30
Carré (impasse du).	1	18	"	19	48	52	19	11	2
Craemer (rue)	6	"	"	6	25	16	9	7	"
Équerre (rue de l')	1	1	18	20	127	35	13	9	15
Frontispice (rue du)	"	2	12	14	86	28	7	8	13
Harmonie (rue de l')	1	4	10	15	85	35	8	15	12
Laeken (chaussée de).	1	35	22	58	417	113	25	29	60
Peuple (rue du).	1	9	4	14	52	29	10	11	5
Coin perdu (impasse).	"	4	"	4	11	11	11	"	"
Ronde (chemin de)	2	10	10	28	178	43	8	4	31
Télégraphe (rue du)	6	4	5	15	64	29	11	15	6
Théâtre (rue du)	5	6	10	21	108	42	8	20	14
TOTAUX de la 3 ^e section . . .	36	169	123	328	1,564	617	194	206	218

RÉCAPITULA

PREMIÈRE SECTION	214	295	68	577	2,050	811	266	244	310
DEUXIÈME SECTION	273	264	89	626	2,399	1,088	313	549	321
TROISIÈME SECTION	36	169	123	328	1,564	617	194	206	218
LA COMMUNE.	523	728	280	1,531	6,015	2,516	773	799	849

¹ Dans le capital assuré des maisons de l'impasse Debruyne, est compris le montant des assurances des impasses du Carré et du Coin perdu.

² Dans cette somme de 552,000 francs est comprise l'assurance d'un moulin à vapeur pour 300,000 francs.

MAISONS contre l'incendie.		NOMBRE D'HABITANTS			ENFANTS QUI REÇOIVENT								MÉNAGES et personnes secourus par le BUREAU DE BIENFAISANCE.		
N°	MONTANT du capital assuré.	PAR SEXE.		en général.	L'INSTRUCTION PRIMAIRE				L'INSTRUCTION MOYENNE ou supérieure				Mén- nages.	personnes composant les mé- nages.	
		Masc.	Fémin.		dans les écoles.		à domicile.		dans les pensionnats, collèges, universités, administratives, etc.		à domicile.			Masc.	Fémin.
					Masculins	Féminins.	Masculins	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins	Féminins.			
5	1 20,000	13	11	24	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	20	18	38	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	10	11	21	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2	10,000	70	83	153	8	3	"	"	"	"	"	2	5	8	
"	"	28	39	67	2	1	"	"	"	"	"	1	4	2	
15	142,000	153	144	297	8	9	"	"	2	"	"	3	8	6	
17	"	76	81	157	5	7	"	"	"	"	"	16	38	39	
"	"	31	25	56	3	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"
4	45,000	85	82	167	7	4	"	"	1	2	"	"	"	"	"
1	17,000	48	61	109	8	7	2	"	"	"	"	"	"	"	"
3	71,000	57	63	120	4	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
19	2 552,000	194	242	436	21	14	1	1	2	2	"	"	"	"	"
"	"	49	58	107	3	4	"	"	"	"	"	2	5	8	
4	"	23	24	47	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
5	52,000	62	78	140	3	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
5	25,000	52	48	100	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
4	30,000	66	74	140	3	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"
15	1,082,000	1,135	1,273	2,408	89	69	3	1	7	4	"	"	24	60	63

PAR SECTION.

1	1,014,100	1,940	1,846	3,786	133	94	2	4	10	2	"	"	77	185	174
2	1,119,200	2,354	2,327	4,681	157	132	1	"	11	6	"	"	40	120	140
3	1,082,000	1,135	1,273	2,408	89	69	3	1	7	4	"	"	24	60	63
4	3,215,300	5,429	5,446	10,875	379	295	6	5	28	12	"	"	147	363	577

SOCIÉTÉS D'ASSURANCES.		NOMBRE	MONTANT
NOMS.	SIÈGES.	de maisons assu- rées.	du capital assuré.
Assurances générales	Bruxelles.	129	1,563,500
Belges réunis	Idem	5	52,000
Primes	Idem	84	551,700
Primes et Assurances générales.	Idem	1	24,000
Propriétaires réunis	Idem	17	96,000
Propriétaires réunis et Primes	Idem	1	85,000
Société mutuelle.	Idem	1	30,000
Union belge (1').	Idem	18	170,000
Union (1') et Primes	Idem	1	4,000
Compagnie commerciale (5°).	Anvers.	1	1,000
Escaut (1')	Idem	10	62,000
Securitas.	Idem	15	98,100
France (1a).	Paris	6	523,000
France (1a) et Assurances générales	Paris et Bruxelles.	5	115,000
France (1a) et l'Union belge.	Idem	1	40,000
TOTAUX.		295	3,215,300

A.

TABLEAU GÉNÉRAL DE LA POPULATION.

(SECONDE PARTIE.)

RUES.	NOMBRE DE MAISONS HABITÉES				Nombre de pièces servant à l'habitation, y compris les greniers et caves habités.	Nombre de logements ou de familles.	NOMBRE D'HABITATIONS		
	N'ayant qu'un rez-de-chaussée.	A deux étages, y compris le rez-de-chaussée.	A trois étages et plus, y compris le rez-de-chaussée.	TOTAL.			D'une pièce par famille.	De deux pièces par famille.	De trois pièces et plus par famille.
SUITE DE LA PREMIÈRE SECTION.									
Ruisseau (rue du)	4	14	5	21	78	32	5	18	9
Avoine (impasse)	7	"	"	7	12	10	8	2	"
Fontaine (impasse)	1	2	"	3	6	5	4	1	"
Saint-Jean (rue)	5	5	1	11	38	15	3	7	5
Allée aux Puces	5	"	"	5	11	11	11	"	"
Saint-Joseph (rue)	2	10	1	13	58	15	1	2	12
Van Hoegaerden (rue)	"	4	"	4	15	4	"	"	4
Van Hoegaerden (impasse)	5	4	"	9	20	12	4	8	"
Verte (rue)	13	1	"	14	32	15	6	6	3
TOTAUX de la 1 ^{re} section	214	295	68	577	2,050	811	266	244	310
DEUXIÈME SECTION.									
Beckant ¹	55	2	1	38	86	41	5	25	10
Beckant (champ) ¹	7	"	"	7	16	7	"	5	2
Bremont (impasse)	4	"	"	4	4	4	4	"	"
Godart (impasse)	9	"	"	9	17	11	5	6	"
Béguines (rue des) ¹	7	2	"	9	24	9	1	2	6
Billard (rue du)	4	31	7	42	232	103	53	24	27
Borne (rue de la)	5	13	5	21	85	42	16	15	11
Coin perdu (impasse).	6	5	"	11	28	16	5	10	1
Lamotte (impasse)	11	1	"	12	31	18	5	13	"
Long jardin (impasse)	16	1	"	17	32	17	2	15	"
Van Maele (impasse)	1	1	3	5	19	10	3	6	1
Cheval noir (rue du)	5	5	1	11	49	18	6	4	8
Colonne (rue de la)	8	24	6	38	124	88	48	14	14
Fin (rue de la).	1	16	1	18	90	27	6	9	13

¹ Dépendance du hameau d'Ossegheem.

10-11-2014

[illegible]

DIVISION DES HABITANTS

RUES.	DU SÉJOUR.																						DE L'ÉTAT CIVIL.															
	HABITUEL.		NO-		de		PERSONNES		CÉLI-		MARIÉS.		VEUFS.		NÉS		NÉS		NÉS		NÉS																	
			MENTANÉ.		PASSAGE.		temporairement		BATAIRES.						dans		dans		dans une autre		dans																	
							absentes et								la commune.		la province.		province		le Limbourg																	
	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	(partie cédée).	(p														
SUITE DE LA 1 ^{re} SECTION.																																						
Ruisseau (rue du)	57	61	13	11	"	"	1	"	46	46	23	23	1	3	17	10	17	25	35	34	"	"																
Avoine (impasse)	25	20	"	"	"	"	"	"	17	11	8	8	"	1	8	5	13	13	4	2	"	"																
Fontaine (impasse)	11	9	"	"	"	"	"	"	7	4	4	4	"	1	2	1	5	3	4	5	"	"																
Saint-Jean (rue)	35	39	1	"	"	"	1	"	22	26	11	12	1	1	4	10	13	16	12	15	"	"																
Allée aux Pucés	25	18	"	"	"	"	1	"	20	12	3	3	"	3	4	5	10	4	2	7	"	"																
Saint-Joseph (rue). . . .	24	34	"	"	"	"	1	"	13	22	10	9	1	3	8	8	8	12	5	10	"	1																
Van Hoegaerden (rue) . .	9	6	"	"	"	"	"	"	5	5	3	3	1	"	2	2	6	4	"	"	"	"																
Van Hoegaerden (impasse) .	29	30	"	"	"	"	"	"	19	21	9	9	1	"	3	3	24	21	1	6	"	"																
Verte (rue).	41	39	"	"	"	"	"	"	27	23	14	14	"	2	17	8	21	28	2	1	"	"																
TOTAUX DE LA 1 ^{re} SECTION .	1,886	1,827	54	19	"	"	13	2	1,289	1,130	603	604	48	112	500	459	838	808	518	502	1	2																

DEUXIÈME SECTION.																							
Beckant ¹	94	104	1	1	"	"	"	"	57	62	37	38	1	5	49	62	38	38	4	3	2	"	
Beckant (champ) ¹	18	19	"	"	"	"	"	"	11	12	7	7	"	"	11	14	6	5	1	"	"	"	
Bremont (impasse). . . .	6	11	"	"	"	"	"	"	3	7	3	3	"	1	5	5	1	6	"	"	"	"	
Godart (impasse)	23	26	"	"	"	"	"	"	12	17	9	9	2	"	7	11	9	10	6	5	"	"	
Béguines (rue des) ¹	30	27	2	3	"	"	"	"	25	20	6	6	1	4	21	16	10	14	1	"	"	"	
Billard (rue du)	223	211	1	1	"	"	4	"	152	151	66	71	6	10	33	41	65	71	95	80	"	"	
Borne (rue de la)	97	88	"	1	"	"	"	"	65	55	31	31	1	5	33	30	33	35	26	24	"	"	
Coin perdu (impasse). . . .	42	37	"	"	"	"	"	"	30	25	10	9	2	3	8	8	16	12	17	17	"	"	
Lamotte (impasse). . . .	53	44	"	"	"	"	"	"	35	26	15	15	3	3	14	11	26	22	9	11	"	"	
Long jardin (impasse) . . .	53	54	"	"	"	"	1	"	42	40	12	12	1	2	9	13	23	23	21	15	"	"	
Van Maele (impasse)	30	23	"	"	"	"	"	"	19	12	11	11	"	"	11	4	11	11	5	4	"	"	
Cheval noir (rue du)	40	57	"	"	"	"	1	"	26	20	13	14	1	3	8	9	19	16	8	9	"	"	
Colonne (rue de la)	143	184	"	"	"	"	3	"	78	120	57	56	8	8	35	40	54	79	40	50	"	"	
Fin (rue de la).	65	56	"	"	"	"	1	"	44	37	18	18	3	1	7	12	33	19	23	22	"	"	

¹ Dépendance du hameau d'Osseghem.

LE RAPPORT

NÉS.								DE LA LANGUE.										DU CULTE.													
NÉS en France.			NÉS en Allemagne.		NÉS en Angleterre.		NÉS dans d'autres pays.		FRANÇAIS ou WALLON.		FLAMAND ou HOLLANDAIS.		ALLEMAND.		ANGLAIS.		Autres LANGUES.		CA-THOLIQUES.		PRO-TESTANT.		AN-GLICANS.		IS-RAËLIT ^{ES} .		Autres CULTES.		CULTES non déclarés.		
Masculins.	Féminins.		Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	
1	1	1	1	1	1	1	1	1	8	5	62	67	1	1	1	1	1	1	70	72	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	25	20	1	1	1	1	1	1	25	20	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	10	8	1	1	1	1	1	1	11	9	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
1	1	1	2	1	1	1	1	1	4	9	30	30	1	1	1	1	1	1	35	39	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
2	1	1	1	1	1	1	1	1	6	8	17	10	1	1	1	1	1	1	23	18	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	4	24	30	1	1	1	1	1	1	24	34	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	8	6	1	1	1	1	1	1	9	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	28	30	1	1	1	1	1	1	29	30	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	41	39	1	1	1	1	1	1	41	39	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
30	23		11	8	4	3	4	4	220	206	1,706	1,038	3	1	2	2	1	1	1,936	1,840	4	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1

1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	3	94	102	1	1	1	1	1	1	95	105	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	18	19	1	1	1	1	1	1	18	19	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	6	11	1	1	1	1	1	1	6	11	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	23	26	1	1	1	1	1	1	23	26	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	32	30	1	1	1	1	1	1	32	30	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
17	7	2	3	1	1	1	1	1	47	42	174	165	3	5	1	1	1	1	221	212	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	3	1	1	1	1	1	1	4	2	91	87	2	1	1	1	1	1	95	89	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	1	5	2	37	35	1	1	1	1	1	1	42	37	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
4	1	1	1	1	1	1	1	1	15	13	38	31	1	1	1	1	1	1	53	44	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	1	3	2	51	52	1	1	1	1	1	1	54	54	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	30	23	1	1	1	1	1	1	30	23	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
4	2	1	1	1	1	1	1	1	17	12	23	25	1	1	1	1	1	1	40	37	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
3	3	8	1	1	1	1	1	3	12	24	130	160	1	1	1	1	1	1	143	185	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	1	20	18	33	38	1	1	1	1	1	1	65	56	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

DIVISIONS DES HABITANTS

RUES.	DIVISIONS DES HABITANTS																											
	DU SÉJOUR.								DE L'ÉTAT CIVIL.																			
	HABITUEL.		NO- MENTARÉ.		de PASSAGE.		PERSONNES temporairement absentes et non comprises dans les nomb. ci-cont.		CÉLI- BATAIRES.		MARIÉS.		VEUFS.		NÉS dans la commune.		NÉS dans la province.		NÉS dans une autre province du royaume.		NÉS dans le Limbourg (partie cédée).		NÉS dans le Luxembourg (partie cédée).					
	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.			Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.						
SUITE DE LA 2 ^e SECTION.																												
Bodart (impasse)	14	10	4	»	»	»	»	»	9	6	7	4	2	»	»	»	18	10	»	»	»	»	»	»				
Gand (chaussée de) ¹ . . .	253	266	1	4	1	1	2	»	166	178	82	81	7	12	84	67	105	128	58	57	»	»	»	1				
De Coster (impasse) . . .	71	80	»	»	»	»	»	»	48	53	19	20	4	7	15	11	9	18	47	51	»	»	»	»				
Gand (chaussée de) ² . . .	64	62	»	»	»	»	»	»	42	42	19	19	3	1	55	31	24	20	5	5	»	»	»	»				
Industrie (rue de l') . . .	56	56	»	»	»	»	»	»	21	20	15	15	»	1	6	6	12	15	14	11	»	»	»	»				
Carré Frédéric.	10	11	»	»	»	»	»	»	4	6	5	5	1	»	1	4	9	7	»	»	»	»	»	»				
Carré Peeters	30	35	»	»	»	»	»	»	16	21	13	13	1	1	4	4	6	8	19	23	»	»	»	1				
Moortebeek (hameau). . .	53	28	»	1	»	»	»	»	24	19	9	10	»	»	16	14	16	14	1	1	»	»	»	»				
Ninove (rue de).	146	139	3	5	»	»	»	»	92	89	52	50	5	5	20	14	53	51	66	67	»	»	»	»				
Osseghem (hameau) . . .	117	121	»	»	»	»	»	»	81	81	54	54	2	6	85	92	29	28	2	1	»	»	»	»				
Quatre-Vents (champ des) .	19	15	»	»	»	»	»	»	11	7	8	8	»	»	8	7	11	7	»	1	»	»	»	»				
Quatre-Vents (rue des) . .	114	142	»	»	»	»	1	»	69	93	41	41	4	8	48	62	58	45	28	54	»	»	»	»				
Ransfort (rue)	246	209	5	2	1	2	3	»	162	124	82	80	8	9	55	40	88	95	86	62	5	2	»	»				
Allée Frédéric.	21	19	»	»	»	»	»	»	13	11	8	7	»	1	1	1	5	1	14	17	»	»	»	»				
Ransfort (impasse). . . .	18	10	»	»	»	»	»	»	12	3	6	6	»	1	6	»	6	8	2	2	»	»	»	»				
Ronde (chemin de).	56	59	»	»	»	»	»	»	39	24	16	15	1	2	17	16	13	14	24	9	»	»	»	»				
Saint-Martin (rue)	120	114	»	»	»	»	»	»	77	60	41	42	2	3	13	15	47	50	51	40	»	»	»	»				
Senne (rue de la)	6	4	»	»	»	»	»	»	3	1	3	3	»	»	5	1	2	2	1	1	»	»	»	»				
Scheutbosch ³	27	22	»	»	»	»	»	»	18	13	8	8	1	1	15	7	14	14	»	1	»	»	»	»				
Traversière (rue)	8	14	»	»	»	»	»	»	4	8	4	4	»	2	2	5	3	5	2	3	»	»	»	»				
Drapier (impasse).	7	9	»	»	»	»	»	»	3	5	4	4	»	»	2	6	5	3	»	»	»	»	»	»				
TOTAUX DE LA 2 ^e SECTION .	2,335	2,306	17	18	2	3	16	»	1,515	1,435	771	767	70	105	663	688	857	904	662	626	5	2	»	»				

TROISIÈME SECTION. (Faubourg de Laeken.)																								
Botanique (rue).	110	126	1	»	3	1	1	»	60	71	53	51	1	5	25	15	38	45	58	»	»	»	»	»
Calonne (impasse).	2	2	2	2	»	»	3	»	2	1	1	»	1	»	»	1	2	3	2	»	»	»	»	»

¹ Côté des numéros pairs. | ² Dépendance du hameau d'Osseghem. | ³ Dépendance du hameau de Moortebeek.

ES LE RAPPORT

NÉES EN FRANCE.								DE LA LANGUE.								DU CULTES.													
NÉS en France.		NÉS en Allemagne.		NÉS en Angleterre.		NÉS dans d'autres pays.		FRANÇAIS ou WALLON.		FLAMAND ou HOLLANDAIS.		ALLEMAND.		ANGLAIS.		Autres LANGUES.		CA-THOLIQUES.		PRO-TESTANTS.		AN-GLICANS.		IS-RAËLITES.		Autres CULTES.		CULTES non déclarés.	
Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.
13	7	5	3	1	1	3	3	50	66	205	205	1	1	1	1	1	1	18	10	3	2	1	1	1	1	1	1	1	1
5	15	9	3	3	1	3	3	50	66	205	205	1	1	1	1	1	1	252	269	3	2	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	71	80	1	1	1	1	1	1	71	80	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	64	62	1	1	1	1	1	1	64	62	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	3	3	1	1	1	1	1	14	10	21	25	1	1	1	1	1	1	35	36	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	10	11	1	1	1	1	1	1	10	11	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	50	35	1	1	1	1	1	1	50	35	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	33	29	1	1	1	1	1	1	33	29	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
5	6	6	1	1	1	1	1	20	21	129	125	1	1	1	1	1	1	149	145	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	116	121	1	1	1	1	1	1	117	121	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	19	15	1	1	1	1	1	1	19	15	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
2	1	1	1	1	1	1	1	9	17	105	125	1	1	1	1	1	1	114	142	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	18	5	6	1	5	1	5	79	52	165	160	5	3	1	1	1	1	246	212	5	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	7	6	14	13	1	1	1	1	1	1	21	19	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	2	1	1	1	1	1	1	3	2	15	8	1	1	1	1	1	1	18	10	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	6	4	50	35	1	1	1	1	1	1	56	39	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	3	3	1	1	1	1	1	13	16	102	95	5	5	1	1	1	1	120	114	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	5	3	1	1	1	1	1	1	6	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	27	22	1	1	1	1	1	1	27	22	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	1	5	7	11	1	1	1	1	1	1	7	12	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	7	9	1	1	1	1	1	1	7	9	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
28	77	49	20	14	5	2	15	352	323	1,980	1,992	19	11	5	1	1	1	2,337	2,320	15	5	1	1	2	2	1	1	1	1
9	1	1	4	1	1	1	1	52	40	79	86	3	1	1	1	1	1	108	124	5	5	1	1	1	1	1	1	1	1
1	1	1	1	1	1	1	1	4	4	1	1	1	1	1	1	1	1	4	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

</

RÉCAPITULA

PREMIÈRE SECTION. . . .	1,886	1,827	54	19	"	"	13	2	1,289	1,150	603	604	48	112	500	459	858	808	518	502	1	2	1
DEUXIÈME SECTION. . . .	2,335	2,506	17	18	2	3	16	"	1,515	1,455	771	767	70	105	663	688	857	904	662	626	5	2	2
TROISIÈME SECTION. . . .	1,096	1,245	31	26	8	2	2	2	664	765	445	442	26	66	169	181	494	575	366	405	2	5	1
LA COMMUNE. . . .	5,517	5,578	102	63	10	5	31	4	3,466	3,350	1,819	1,813	144	283	1,332	1,328	2,189	2,287	1,546	1,531	8	9	2

LES LE RAPPORT

ORIGINE.									DE LA LANGUE.										DU CULTE.											
NÉS en France.		NÉS en Allemagne.		NÉS en Angleterre.		NÉS dans d'autres pays.		FRANÇAIS ou WALLON.		FLAMAND ou HOLLANDAIS.		ALLEMAND.		ANGLAIS.		Autres LANGUES.		CA-THOLIQUES.		PRO-TESTANTS.		AN-GLICANS.		IS-RAËLITES.		Autres CULTES.		CULTES non déclarés.		
Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	
2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	13	11	2	2	2	2	2	2	13	11	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	
2	2	2	2	2	2	2	2	1	2	19	16	2	2	2	2	2	2	20	18	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	
2	1	2	2	2	2	2	2	2	2	10	11	2	2	2	2	2	2	10	11	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	
2	2	2	2	2	2	2	1	31	33	39	50	2	2	2	2	2	2	68	83	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	
1	2	1	2	2	2	2	1	12	18	16	21	2	2	2	2	2	2	28	39	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	
1	12	6	1	2	2	2	2	62	69	71	75	2	2	2	2	2	2	133	141	2	3	2	2	2	2	2	2	2	2	
5	2	2	2	2	2	2	2	6	3	70	78	2	2	2	2	2	2	76	81	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	
1	2	2	2	2	2	2	2	15	9	18	16	2	2	2	2	2	2	28	25	2	2	2	2	3	2	2	2	2	2	
1	2	3	2	2	2	1	1	34	35	50	47	1	2	2	2	2	2	82	77	3	5	2	2	2	2	2	2	2	2	
5	2	2	2	1	2	2	2	21	20	27	41	2	2	2	2	2	2	46	59	2	2	1	2	2	2	1	1	1	1	
6	1	1	2	2	2	1	1	9	17	48	46	2	2	2	2	2	2	55	61	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	
8	5	10	6	7	2	2	2	79	82	110	154	5	6	2	2	2	2	189	235	2	1	2	2	2	6	2	1	2	2	
1	2	2	2	2	2	2	2	6	8	43	50	2	2	2	2	2	2	48	58	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	
3	1	2	2	2	2	2	2	3	1	20	23	2	2	2	2	2	2	23	24	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	
4	8	11	2	2	2	2	2	37	45	24	33	1	2	2	2	2	2	62	78	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	
2	2	1	1	1	1	1	1	16	15	35	33	1	2	2	2	2	2	51	48	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	
2	5	5	3	2	2	1	1	28	31	58	45	2	2	2	2	2	2	61	70	5	4	2	2	2	2	2	2	2	2	
41	44	18	12	1	2	5	4	594	452	730	854	11	7	2	2	2	1,105	1,247	21	18	1	2	5	6	1	1	2	1		

SECTION.

20	23	11	8	4	3	4	4	220	206	1,706	1,658	3	2	2	"	"	1,936	1,840	4	6	"	"	"	"	"	"	"	"
77	49	20	14	5	2	15	3	352	325	1,980	1,992	19	11	3	1	"	2,337	2,320	15	5	"	"	2	2	"	"	"	"
41	44	18	12	1	2	5	4	394	432	730	834	11	7	"	"	"	1,105	1,247	21	18	1	"	5	6	1	1	2	1
138	116	49	34	10	7	22	11	975	961	4,416	4,464	33	18	5	3	"	5,378	5,407	40	29	1	"	7	8	1	1	2	1

B.

RÉPARTITION de la population, par section,

AGE.	CÉLIBATAIRES.												
	1 ^{re} SECTION.		2 ^e SECTION.		3 ^e SECTION.		TOTAL PAR SEXE.		TOTAL général.	1 ^{re} SECTION.		2 ^e SECTION.	
	Sexe mascul.	Sexe féminin.	Sexe mascul.	Sexe féminin.	Sexe mascul.	Sexe féminin.	Mascul.	Fémin.		Sexe mascul.	Sexe féminin.	Sexe mascul.	Sexe féminin.
De 3 mois et au-dessous . .	17	16	25	28	10	15	52	59	111	"	"	"	"
De 3 mois à 6 mois accompli.	22	11	24	21	13	2	59	34	95	"	"	"	"
6 — 9 —	9	10	14	18	11	12	34	40	74	"	"	"	"
9 — 12 —	28	17	29	22	15	21	72	60	132	"	"	"	"
12 — 15 —	9	5	16	14	11	14	36	33	69	"	"	"	"
15 — 18 —	12	11	13	8	5	15	28	34	62	"	"	"	"
18 — 21 —	6	4	8	10	8	4	22	18	40	"	"	"	"
21 — 24 —	51	47	36	42	12	20	99	100	208	"	"	"	"
24 — 27 —	5	2	3	1	2	2	10	5	15	"	"	"	"
27 — 30 —	13	9	9	9	6	3	28	21	49	"	"	"	"
30 — 33 —	2	"	3	3	2	3	7	6	13	"	"	"	"
33 — 3 ans accomplis.	42	44	55	60	24	25	121	129	250	"	"	"	"
3 ans à 4 —	66	47	61	71	29	35	156	153	309	"	"	"	"
4 — 5 —	49	65	57	65	35	24	141	152	293	"	"	"	"
5 — 6 —	50	44	56	45	28	30	140	119	259	"	"	"	"
6 — 7 —	54	43	47	54	15	26	116	123	239	"	"	"	"
7 — 8 —	45	34	60	47	22	27	127	108	235	"	"	"	"
8 — 9 —	41	41	34	51	19	27	94	119	215	"	"	"	"
9 — 10 —	37	59	49	50	25	25	111	114	225	"	"	"	"
10 — 11 —	59	31	58	45	17	19	94	95	189	"	"	"	"
11 — 12 —	41	35	36	42	18	16	95	95	188	"	"	"	"
12 — 15 —	47	22	30	34	20	16	106	72	178	"	"	"	"
15 — 14 —	59	19	44	45	21	20	104	82	186	"	"	"	"
14 — 15 —	27	50	48	49	19	18	94	97	191	"	"	"	"
15 — 16 —	38	29	34	52	17	20	89	101	190	"	"	"	"
16 — 17 —	29	32	32	44	12	20	73	96	169	"	1	"	"

rapport des âges, de l'état civil et des sexes.

MARIÉS.					VEUFS.										TOTAL POUR LA COMMUNE		
SECTION.		TOTAL PAR SEXE.		TOTAL général.	1 ^{re} SECTION.		2 ^e SECTION.		3 ^e SECTION.		TOTAL PAR SEXE.		TOTAL général.	PAR SEXE.		EN général.	
Sexe mascul.	Sexe féminin.	Mascul.	Fémin.		Sexe mascul.	Sexe féminin.	Sexe mascul.	Sexe féminin.	Sexe mascul.	Sexe féminin.	Mascul.	Fémin.		Mascul.	Fémin.		
1	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	52	59	111	
2	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	59	54	93	
3	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	34	40	74	
4	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	72	60	132	
5	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	30	33	69	
6	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	28	34	62	
7	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	22	18	40	
8	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	99	109	208	
9	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	10	5	15	
10	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	28	21	49	
11	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	7	6	13	
12	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	121	129	250	
13	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	150	153	309	
14	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	141	152	293	
15	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	140	119	259	
16	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	116	125	239	
17	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	127	108	233	
18	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	94	119	213	
19	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	111	114	225	
20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	94	95	189	
21	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	95	93	188	
22	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	106	72	178	
23	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	104	82	186	
24	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	94	97	191	
25	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	89	101	190	
26	20	20	1	1	20	20	20	20	20	20	20	20	20	75	97	170	

AGE.	CÉLIBATAIRES.													
	1 ^{re} SECTION.		2 ^e SECTION.		3 ^e SECTION.		TOTAL PAR SEXE.		TOTAL général.	1 ^{re} SECTION.		2 ^e SECTION.		
	Sexe mascul.	Sexe féminin.	Sexe mascul.	Sexe féminin.	Sexe mascul.	Sexe féminin.	Mascul.	Fémin.		Sexe mascul.	Sexe féminin.	Sexe mascul.	Sexe féminin.	
De 17 ans à 18 ans accomplis.	46	33	33	44	24	20	105	97	202	"	1	"	"	
18 — 19 —	25	27	42	29	16	15	85	71	154	"	1	"	"	
19 — 20 —	25	32	43	47	13	25	81	104	185	"	1	"	"	
20 — 21 —	22	36	37	51	19	19	78	106	184	"	5	3	3	
21 — 22 —	39	32	44	51	16	23	99	106	205	3	4	2	2	
22 — 23 —	30	34	38	45	21	19	89	98	187	8	11	3	3	
23 — 24 —	27	32	38	31	15	27	78	90	168	3	14	6	6	
24 — 25 —	32	26	42	25	10	16	84	67	151	9	15	11	11	
25 — 26 —	19	24	42	20	9	12	70	56	126	15	16	21	21	
26 — 27 —	22	17	30	22	10	10	62	49	111	13	16	17	17	
27 — 28 —	24	12	22	15	6	9	52	36	88	13	22	13	13	
28 — 29 —	15	11	20	9	4	11	39	31	70	17	17	22	22	
29 — 30 —	20	9	27	8	12	10	59	27	86	25	21	32	32	
30 — 31 —	18	7	15	7	12	4	45	18	63	17	19	24	24	
31 — 32 —	7	13	22	9	4	9	33	31	64	22	26	27	27	
32 — 33 —	12	10	18	9	5	5	35	24	59	28	17	31	31	
33 — 34 —	2	8	10	7	7	17	19	32	51	24	20	29	29	
34 — 35 —	9	6	12	10	8	4	29	20	49	24	29	34	34	
35 — 36 —	6	5	8	8	7	5	21	18	39	24	31	21	21	
36 — 37 —	7	4	6	5	3	2	16	11	27	23	10	32	32	
37 — 38 —	3	5	11	5	3	4	17	14	31	24	27	36	36	
38 — 39 —	5	1	2	3	2	2	9	6	15	13	19	20	20	
39 — 40 —	9	4	12	3	6	3	27	10	37	28	32	35	35	
40 — 41 —	5	1	3	2	4	2	12	5	17	14	13	23	23	
41 — 42 —	5	1	6	8	4	2	15	11	26	21	13	20	20	
42 — 43 —	5	4	6	3	1	3	12	10	22	21	15	22	22	
43 — 44 —	2	3	3	3	2	3	7	9	16	19	12	21	21	
44 — 45 —	8	2	8	3	2	3	18	8	26	30	18	28	28	
45 — 46 —	2	3	6	2	1	1	9	6	15	17	15	27	27	

				VEUFS.										TOTAL POUR LA COMMUNE.		
ACTIFS.		TOTAL PAR SEXE.		TOTAL général.	1 ^{re} SECTION.		2 ^e SECTION.		3 ^e SECTION.		TOTAL PAR SEXE.		TOTAL général.	PAR SEXE.		EN général.
Sexe masculin.	Sexe féminin.	Mascul.	Fémin.		Sexe mascul.	Sexe féminin.	Sexe mascul.	Sexe féminin.	Sexe mascul.	Sexe féminin.	Mascul.	Fémin.		Mascul.	Fémin.	
1	»	5	5	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	105	100	205
2	»	5	5	5	»	»	1	»	»	»	1	»	1	84	76	160
3	»	5	5	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	81	109	190
6	3	18	21	21	»	»	»	»	»	1	»	1	1	81	125	206
7	7	16	23	23	»	»	»	»	»	»	»	»	»	106	122	228
7	14	27	41	41	»	»	»	»	»	»	»	»	»	105	125	228
16	15	48	63	63	1	»	»	»	»	»	1	»	1	94	158	252
11	52	48	80	80	1	»	»	»	1	»	2	»	2	118	115	233
11	43	44	87	87	1	»	1	»	»	»	2	»	2	115	100	215
14	38	55	91	91	»	»	»	1	»	»	»	1	1	100	105	205
11	54	54	88	88	»	1	»	»	1	»	1	1	2	87	91	178
10	49	46	95	95	»	»	2	»	»	»	2	»	2	90	77	167
15	76	70	146	146	2	»	1	1	»	1	5	2	5	158	99	257
8	54	59	113	113	»	»	»	1	»	1	»	2	2	90	79	178
17	66	74	140	140	»	»	»	»	1	»	1	»	1	100	105	205
21	75	57	152	152	»	5	1	1	»	1	1	5	6	111	86	197
15	71	62	155	155	»	1	1	»	1	1	2	2	4	92	96	188
25	79	79	158	158	1	5	»	»	»	1	1	4	5	109	105	212
12	62	76	158	158	1	1	1	»	»	»	2	1	3	85	95	180
18	68	57	125	125	2	»	1	5	1	1	4	4	8	88	72	160
12	80	70	150	150	»	1	1	2	»	»	1	5	4	98	87	185
15	55	55	110	110	5	»	1	1	»	»	4	1	5	68	62	150
25	87	86	175	175	»	1	4	2	»	1	4	4	8	118	100	218
9	47	41	88	88	»	1	»	4	»	1	»	6	6	59	52	111
11	58	48	106	106	2	1	1	2	1	5	4	6	10	77	65	142
12	52	48	100	100	1	1	5	2	»	1	4	4	8	68	62	150
9	50	40	90	90	»	5	»	1	»	»	»	6	6	57	55	112
21	75	64	159	159	1	2	1	5	1	2	5	7	10	96	79	175
12	52	58	90	90	1	2	1	2	1	2	5	6	9	64	50	114

AGE.	CÉLIBATAIRES.											
	1 ^{re} SECTION.		2 ^e SECTION.		3 ^e SECTION.		TOTAL PAR SEXE.		TOTAL général.	1 ^{re} SECTION.		2 ^e SE
	Sexe mascul.	Sexe féminin.	Sexe mascul.	Sexe féminin.	Sexe mascul.	Sexe féminin.	Mascul.	Fémin.		Sexe mascul.	Sexe féminin.	Sexe mascul.
De 46 ans à 47 ans accomplis.	1	»	1	1	»	»	2	1	3	8	13	14
47 — 48 —	2	»	1	2	2	»	5	2	7	13	10	19
48 — 49 —	1	3	7	1	1	1	9	5	14	9	13	13
49 — 50 —	2	2	3	4	»	3	5	9	14	14	17	20
50 — 51 —	1	»	1	»	»	1	2	1	3	6	3	5
51 — 52 —	»	»	1	3	»	1	1	4	5	9	5	11
52 — 53 —	»	2	1	2	»	»	1	4	5	6	9	17
53 — 54 —	»	3	»	3	1	»	1	6	7	8	6	10
54 — 55 —	»	2	1	1	»	1	1	4	5	6	2	13
55 — 56 —	»	3	»	1	1	2	1	6	7	5	4	8
56 — 57 —	»	2	2	3	»	1	2	6	8	10	5	7
57 — 58 —	»	1	1	1	»	1	1	5	4	3	5	6
58 — 59 —	1	2	1	»	»	»	2	2	4	2	2	8
59 — 60 —	1	7	»	0	»	1	1	14	15	8	7	9
60 — 61 —	1	2	1	»	»	1	2	3	5	3	2	3
61 — 62 —	»	»	3	1	1	1	4	2	6	3	5	8
62 — 63 —	»	»	1	2	»	1	1	3	4	4	5	7
63 — 64 —	»	»	1	4	»	»	1	4	5	2	5	1
64 — 65 —	»	5	3	1	»	»	3	6	9	6	2	1
65 — 66 —	»	»	1	2	»	1	1	3	4	4	2	4
66 — 67 —	1	»	1	1	»	1	2	2	4	2	4	3
67 — 68 —	1	1	»	»	»	»	1	1	2	2	2	2
68 — 69 —	1	1	1	»	»	»	2	1	3	1	»	2
69 — 70 —	»	»	1	»	»	1	1	1	2	5	1	0
70 — 71 —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1
71 — 72 —	»	1	»	1	»	»	»	2	2	1	»	3
72 — 73 —	1	»	»	2	»	»	1	2	3	»	1	4
73 — 74 —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	3
74 — 75 —	»	1	1	»	»	»	1	1	2	2	»	1

				VEUFS.										TOTAL POUR LA COMMUNE.		
SECTION.		TOTAL PAR SEXE.		TOTAL général.	1 ^{re} SECTION.		2 ^e SECTION.		3 ^e SECTION.		TOTAL PAR SEXE.		TOTAL général.	PAR SEXE.		EN général.
Mascul.	Fémin.	Mascul.	Fémin.		Mascul.	Fémin.	Mascul.	Fémin.	Mascul.	Fémin.	Mascul.	Fémin.		Mascul.	Fémin.	
1	7	33	44	77	"	3	1	2	1	1	2	6	8	37	51	88
2	4	42	31	73	2	1	1	"	1	5	4	6	10	51	59	90
3	5	26	33	61	1	3	2	2	"	1	3	6	9	38	46	84
4	14	44	51	95	"	4	1	6	"	"	1	10	11	50	70	120
5	5	24	19	43	1	3	"	"	"	1	1	4	5	27	24	51
6	8	26	24	50	"	3	1	4	1	2	2	9	11	29	37	66
7	5	30	20	50	"	3	3	"	"	4	3	7	10	34	51	65
8	5	23	14	37	1	5	"	2	2	2	3	9	12	27	29	56
9	7	27	21	48	2	"	"	3	"	3	2	6	8	30	31	61
10	4	16	18	34	1	5	2	5	"	2	3	12	15	20	56	56
11	5	18	18	36	1	3	1	2	"	"	2	5	7	22	29	51
12	1	13	10	23	"	3	1	2	1	1	2	6	8	16	19	35
13	4	12	12	24	"	3	3	4	1	3	4	10	14	18	24	42
14	7	24	27	51	"	7	6	3	"	4	6	14	20	31	55	86
15	"	6	2	8	1	3	3	2	"	2	4	7	11	12	12	24
16	1	17	9	26	1	2	"	6	"	"	1	8	9	22	19	41
17	4	15	13	28	1	2	2	1	1	1	4	4	8	20	20	40
18	1	3	10	13	2	4	2	2	"	2	4	8	12	8	22	30
19	3	9	9	18	2	2	"	3	"	"	2	5	7	14	20	34
20	2	10	6	16	1	1	1	6	1	1	3	8	11	14	17	31
21	1	8	6	14	1	2	4	1	1	"	6	3	9	16	11	27
22	"	6	3	9	2	3	1	1	1	4	4	8	12	11	12	23
23	"	3	1	4	"	"	1	2	"	1	1	3	4	6	3	11
24	"	13	3	16	"	4	5	4	3	3	8	11	19	22	15	37
25	2	2	3	5	3	"	1	1	"	"	4	1	5	6	4	10
26	"	5	1	6	"	3	"	"	1	"	1	3	4	6	6	12
27	1	4	3	7	1	2	1	3	"	1	2	6	8	7	11	18
28	"	4	3	7	2	1	2	1	1	2	3	4	9	9	7	16
29	"	5	"	5	2	2	2	2	"	"	4	4	8	10	5	15

AGE.	CÉLIBATAIRES.													
	1 ^{re} SECTION.		2 ^e SECTION.		3 ^e SECTION.		TOTAL PAR SEXE.		TOTAL général.	1 ^{re} SECTION.		2 ^e SECTION.		3 ^e SECTION.
	Sexe mascul.	Sexe féminin.	Sexe mascul.	Sexe féminin.	Sexe mascul.	Sexe féminin.	Mascul.	Fémin.		Sexe mascul.	Sexe féminin.	Sexe mascul.	Sexe féminin.	
De 75 ans à 76 ans accomplis.	"	"	1	"	"	1	1	1	2	2	"	"	"	"
76 — 77 —	"	"	"	1	"	"	"	1	1	"	"	"	"	2
77 — 78 —	"	1	"	"	"	1	"	2	2	"	"	"	"	"
78 — 79 —	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	"	"	"
79 — 80 —	"	1	"	1	"	"	"	2	2	"	"	"	"	"
80 — 81 —	"	"	"	1	"	"	"	1	1	1	"	"	"	"
81 — 82 —	"	1	"	"	"	"	"	1	1	"	"	"	"	"
82 — 83 —	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"
83 — 84 —	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
84 — 85 —	"	"	"	"	"	1	"	1	1	"	1	"	"	"
85 — 86 —	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
86 — 87 —	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
87 — 88 —	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
88 — 89 —	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
89 — 90 —	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
90 — 91 —	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
91 — 92 —	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
92 — 93 —	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
93 — 94 —	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
94 — 95 —	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
95 — 96 —	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
96 — 97 —	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
97 — 98 —	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
98 — 99 —	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
99 — 100 et au-dessus .	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX. . . .	1,389	1,130	1,513	1,455	664	765	3,466	3,350	6,816	603	604	771		

[illegible]

Population par profession ou condition.

PROFESSIONS OU CONDITIONS.	1 ^{re} SECTION.				2 ^{me} SECTION.				3 ^{me} SECTION.				LA COMMUNE.				
	Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui dépendent de chaque profession.		En général.
	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	
Accoucheurs et accoucheuses	1	3	2	3	»	»	»	»	»	»	»	»	1	3	2	3	5
Agents d'affaires, agents de change et agents de société.	5	»	13	6	1	»	2	1	7	»	9	7	13	»	24	14	38
Allumettes (fabricants d')	2	»	3	0	3	»	8	4	»	»	»	»	5	»	11	10	21
Allumettes phosphoriques (fabricants d').	»	»	»	»	1	»	1	2	»	»	»	»	1	»	1	2	3
Architectes	»	»	»	»	2	»	2	2	»	»	»	»	2	»	2	2	4
Artistes { dramatiques	1	1	1	1	1	»	1	2	4	6	5	8	6	7	7	11	18
{ musiciens et prof. de musique.	5	»	10	7	1	»	2	»	2	»	6	8	8	»	18	15	33
{ peintres.	1	»	1	»	»	»	»	»	4	»	4	1	5	»	5	1	6
Artistes vétérinaires	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	3	1	»	1	3	4
Aubergistes	1	»	2	3	2	»	2	5	3	1	8	4	6	1	12	12	24
Avocats	2	»	2	»	2	»	5	5	3	»	5	3	7	»	12	8	20
Barbiers et coiffeurs	5	»	8	2	2	»	2	1	3	»	4	3	10	»	14	6	20
Bateaux (constructeurs de)	»	»	»	»	1	»	4	4	»	»	»	»	1	»	4	4	8
Bateliers	30	1	30	37	28	1	47	40	1	»	3	1	39	2	109	78	187.
Bergers	3	»	3	»	»	»	»	»	1	»	1	»	4	»	4	»	4
Bijoutiers et joailliers (ouvriers)	5	»	5	»	3	»	3	»	2	»	2	»	10	»	10	»	10
Blanchisseuses, lavandières et repasseuses.	1	24	2	24	»	33	2	34	»	29	»	29	1	86	4	87	91
Bonnetiers	2	5	2	5	1	»	1	»	1	3	2	3	4	8	5	8	13
Bouchers . . { Maîtres	9	1	25	18	9	2	17	18	4	3	8	9	22	6	48	45	93
{ Ouvriers.	1	»	1	2	»	»	»	»	2	»	2	»	3	»	3	2	5
Boulangers . . { Maîtres	8	»	14	14	7	»	12	17	4	»	11	10	19	»	37	41	78
{ Ouvriers.	12	»	12	1	18	»	19	2	5	»	5	2	35	»	36	5	41
Bourreliers . . { Maîtres	2	»	6	5	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	6	5	11
{ Ouvriers.	5	»	5	1	2	»	2	»	11	»	14	9	18	»	21	10	31

PROFESSIONS OU CONDITIONS.	1 ^{re} SECTION.				2 ^{me} SECTION.				3 ^{me} SECTION.				LA COMMUNE.					
	Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui dépendent de chaque profession.			
	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	En général.	
Boutonniers (ouvriers)	1	"	5	1	1	"	1	1	"	"	"	"	2	"	4	2	6	
Brasseurs. . {	Maitres.	1	"	1	2	1	"	1	3	"	"	"	2	"	2	5	7	
		Ouvriers	5	"	8	7	3	"	4	2	"	"	"	8	"	12	9	21
Briquetiers	"	"	"	"	1	"	1	1	"	"	"	"	1	"	1	1	2	
Brossiers	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	4	1	1	"	4	1	5	
Cabaretiers et vivandières	21	6	53	58	24	14	42	65	14	13	21	36	59	33	116	159	275	
Cafetiers et limonadiers	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	1	1	1	1	1	1	2	
Carrossiers . {	Maitres	"	"	"	"	"	"	"	2	"	7	11	2	"	7	11	18	
		Ouvriers.	"	"	"	"	"	"	"	2	"	2	1	2	"	2	1	3
Charcutiers . {	Maitres	"	"	"	"	1	"	6	2	"	"	"	1	"	6	2	8	
		Ouvriers.	2	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"	2	"	2
Chapeliers (ouvriers)	3	"	6	5	20	"	43	24	"	"	"	"	32	"	49	20	78	
Charbons (marchands de)	6	"	11	8	16	1	23	21	3	"	3	3	25	1	37	32	69	
Charpentiers. {	Maitres	1	"	1	2	3	"	4	2	"	"	"	4	"	5	4	9	
		Ouvriers.	1	"	2	1	6	"	6	3	"	"	"	7	"	8	4	12
Charrons. . {	Maitres	3	"	6	11	1	"	1	2	1	"	3	4	5	"	10	17	27
		Ouvriers	1	"	5	7	3	"	3	1	5	"	8	5	9	"	16	13	29
Chaudronniers {	Maitres	"	"	"	"	1	"	5	2	1	"	3	2	2	"	6	4	10
		Ouvriers	6	"	13	7	18	"	24	14	6	"	6	10	30	"	43	31	74
Chevaux et bestiaux (marchands de) . . .	1	"	2	1	3	"	5	7	3	"	5	"	7	"	10	8	18	
Chicorée (fabricants de)	"	"	"	"	1	"	1	"	"	"	"	"	1	"	1	"	1	
Chiffonniers	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	3	2	1	"	3	2	5	
Commis de négociant, commis-voyageurs, magasiniers et filles de boutique . . .	24	1	33	19	18	1	24	12	21	1	30	19	63	3	87	50	137	
Commissaires de police et adjoints de police, gardes-champêtres et gendarmes . . .	1	"	2	2	7	"	10	5	2	"	2	"	10	"	14	7	21	
Commissionnaires	5	"	8	16	1	"	1	"	8	"	14	14	14	"	23	30	53	

PROFESSIONS OU CONDITIONS.	1 ^{re} SECTION.				2 ^{me} SECTION.				3 ^{me} SECTION.				LA COMMUNE.				
	Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui dépendent de chaque profession.		
	Sexe masc.	Sexe fémin.	Sexe masc.	Sexe fémin.	Sexe masc.	Sexe fémin.	Sexe masc.	Sexe fémin.	Sexe masc.	Sexe fémin.	Sexe masc.	Sexe fémin.	Sexe masc.	Sexe fémin.	Sexe masc.	Sexe fémin.	En général.
Cordiers	{	Maitres	1	»	1	2	»	»	»	»	»	»	1	»	1	2	3
		Ouvriers	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	1
Cordonniers	{	Maitres	7	»	14	10	4	»	11	6	6	»	9	21	17	»	34
		Ouvriers	24	»	58	23	57	»	44	20	22	»	30	23	83	»	112
Coton (fabricants de)	{	Maitres	2	»	2	1	1	»	2	1	»	»	»	»	3	»	4
		Ouvriers fileurs.	12	7	25	16	9	10	18	20	2	4	2	4	23	21	45
Couleurs (fabricants de)			»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	1	1	»	1
Couteliers (ouvriers)			2	3	2	3	»	»	»	»	»	»	»	»	2	3	5
Couturières, brodeuses, gantières, lingères, modistes et tricoteuses			»	62	2	63	4	107	8	112	»	99	»	101	4	268	10
Couvreurs en ardoises			2	»	2	3	4	»	7	3	»	»	»	»	6	»	9
Culte cathol.	{	Ministres du	3	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	3
		Gens de service	1	»	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	2
Cultivateurs			30	3	97	84	64	8	192	188	»	»	»	»	94	11	289
Débardeurs			1	»	3	1	2	»	6	1	2	»	5	5	5	»	14
Dentelles (fabricants de)	{	Maitres	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	1	»	1	»
		Dentellières	»	18	»	18	»	39	»	30	1	10	1	10	1	67	1
Dessinateurs et coloristes			2	4	2	4	2	3	2	3	4	»	4	»	8	7	8
Directeurs de pension et chefs d'institution.			1	»	2	4	1	»	2	1	»	»	»	»	2	»	4
Distillateurs (ouvriers).			1	»	2	2	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	2
Domestiques et concierges.			84	182	95	202	87	207	88	212	21	99	28	107	192	488	211
Doreurs	{	Maitres	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	1	1	1	»	1
		Ouvriers	»	»	»	»	»	»	»	3	»	6	5	3	»	6	5
Ébénistes.	{	Maitres	»	»	»	»	»	»	»	1	»	2	3	1	»	2	3
		Ouvriers	5	»	15	4	7	»	9	1	2	»	2	2	14	»	24
Écrivains, clerks d'huissier et clerks de notaire			8	»	23	11	5	»	5	1	4	»	6	2	17	»	34

PROFESSIONS OU CONDITIONS.	1 ^{re} SECTION.				2 ^{me} SECTION.				3 ^{me} SECTION.				LA COMMUNE.				
	Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre de personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui dépendent de chaque profession.		
	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	En général.
Employés supérieurs	4	»	10	11	2	»	3	7	5	»	7	6	11	»	20	24	44
Employés en service sédentaire	42	»	73	54	24	»	32	27	73	»	97	83	159	»	202	164	366
Employés en service actif	4	»	6	9	4	»	8	9	14	»	25	24	22	»	59	42	81
Ecre d'imprimerie (fabricants d')	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	2	2	1	»	2	2	4
Entrepren ^r de halage et de travaux publics.	1	»	3	2	1	»	3	2	1	»	5	2	3	»	11	6	17
Étudiants et élèves dans les pensionnats . .	30	»	30	»	1	»	1	»	1	»	1	»	32	»	32	»	32
Faïence . . . { Fabricants	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	3	4	1	»	3	4	7

PROFESSIONS OU CONDITIONS.	1 ^{re} SECTION.				2 ^{me} SECTION.				3 ^{me} SECTION.				LA COMMUNE.				
	Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui dépendent de chaque profession.		
	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	En général.
Lithographes																	
{ Maîtres	1	»	2	3	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	2	3	5
{ Ouvriers	2	»	2	»	5	»	4	5	»	»	»	»	5	»	6	5	11
Machines à vapeur (constructeurs de)	»	»	»	»	1	»	3	2	»	»	»	»	1	»	3	2	5
Maçons																	
{ Maîtres	6	»	11	11	2	»	2	»	1	»	5	1	9	»	18	12	30
{ Ouvriers	11	»	12	5	19	»	29	16	5	»	6	2	35	»	47	23	70
Marchands détaillants	26	25	47	82	25	25	57	60	22	18	25	37	73	68	109	179	288
Marbriers (ouvriers)	1	»	1	1	1	»	1	»	»	»	»	»	2	»	2	1	3
Maréchaux-fer ^{ms}																	
{ Maîtres	2	»	4	9	2	»	2	2	3	»	3	2	7	»	9	13	22
{ Ouvriers	10	»	17	5	27	»	41	25	19	»	33	18	56	»	91	46	157
Maroquiniers-corroyeurs																	
{ Maîtres	2	»	3	3	1	»	1	5	»	»	»	»	3	»	4	6	10
{ Ouvriers	1	»	5	2	6	»	11	5	»	»	»	»	7	»	16	7	23
Mécaniciens																	
{ Maîtres	1	»	1	6	3	»	6	3	5	»	10	12	9	»	17	21	58
{ Ouvriers	17	»	39	21	73	»	100	46	56	»	55	34	126	»	194	101	295
Médecins	5	»	8	8	1	»	1	»	»	»	»	»	6	»	9	8	17
Négissiers et chamoiseurs																	
{ Maîtres	»	»	»	»	4	»	4	1	»	»	»	»	4	»	4	1	5
{ Ouvriers	1	»	1	»	22	»	25	2	»	»	»	»	23	»	24	2	26
Menuisiers																	
{ Maîtres	1	»	1	2	2	»	2	1	2	»	3	2	5	»	6	5	11
{ Ouvriers	82	»	123	90	65	»	108	64	53	»	48	25	180	»	279	179	458
Meuniers																	
{ Maîtres	»	»	»	»	2	1	7	6	»	»	»	»	2	1	7	6	13
{ Ouvriers	4	»	6	5	3	»	6	3	2	»	2	»	9	»	14	8	22
Militaires																	
{ Officiers	3	»	5	»	5	»	6	4	3	»	3	»	11	»	14	4	18
{ Sous-officiers et soldats	7	»	21	14	3	»	5	2	8	»	12	12	18	»	38	28	66
Mouleurs (ouvriers)	2	»	2	»	4	»	4	2	2	»	3	2	8	»	9	4	13
Moutarde (fabricants de)	»	»	»	»	»	1	4	2	»	»	»	»	»	1	4	2	6
Musiciens et ménétriers	2	»	2	»	2	»	4	3	3	1	3	1	7	1	9	4	13
Négociants	15	»	37	27	8	1	16	12	7	1	14	11	28	2	67	50	117

PROFESSIONS OU CONDITIONS.	1 ^{re} SECTION.				2 ^{me} SECTION.				3 ^{me} SECTION.				LA COMMUNE.				
	Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui dépendent de chaque profession.		
	Sexe masc. Sexe féminin.		Sexe masc. Sexe féminin.		Sexe masc. Sexe féminin.		Sexe masc. Sexe féminin.		Sexe masc. Sexe féminin.		Sexe masc. Sexe féminin.		Sexe masc. Sexe féminin.		Sexe masc. Sexe féminin.		En général.
Notaires	"	"	"	"	4	"	7	7	1	"	2	2	5	"	9	9	18
Papiers peints { Maîtres	"	"	"	"	1	"	2	4	"	"	"	"	1	"	2	4	6
(fabricants de). { Ouvriers	"	"	"	"	12	"	8	16	"	"	"	"	12	"	8	16	24
Parapluies (fabricants de).	1	"	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	2	2	4
Passementiers et galonniers (ouvriers).	"	"	"	"	1	"	2	4	1	"	1	"	2	"	3	4	7
Pâtisseries et chocolatiers (ouvriers).	"	"	"	"	1	"	2	1	1	"	2	1	2	"	4	2	6
Paveurs (ouvriers).	"	"	"	"	2	"	5	2	"	"	"	"	2	"	5	2	7
Peintres en bâtiment. { Maîtres	1	"	1	1	"	"	"	"	1	"	1	1	2	"	2	2	4
{ Ouvriers	7	"	10	2	8	"	10	4	18	"	24	20	33	"	44	26	70
Peintres-décorateurs. { Maîtres	1	"	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	1	1	2
{ Ouvriers	3	"	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"	3	"	4	1	5
Peintres en équipages	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	1	2	1	"	1	2	3
Pensionnés civils et militaires.	7	1	8	6	4	"	12	8	9	2	15	13	20	3	35	27	62
Pharmaciens.	"	"	"	"	4	"	4	6	1	"	3	1	5	"	7	7	14
Plafonneurs et blanchisseurs. { Maîtres	1	"	4	2	3	"	10	7	1	"	2	1	3	"	16	10	26
{ Ouvriers	"	"	"	"	3	"	7	7	"	"	"	"	3	"	7	7	14
Plâtriers	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	2	4	1	"	2	4	6
Plombiers { Maîtres	1	"	3	2	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	3	2	5
{ Ouvriers	"	"	"	"	"	"	"	"	3	"	4	1	3	"	4	1	5
Poissonniers	"	1	"	1	2	"	2	1	"	"	"	"	2	1	2	2	4
Polisseurs sur verre (ouvriers)	"	"	"	"	1	"	1	"	"	"	"	"	1	"	1	"	1
Prod ^u chimiques { Maîtres	"	"	"	"	1	"	2	2	"	"	"	"	1	"	2	2	4
(fabricants de). { Ouvriers	"	"	"	"	1	"	1	1	1	"	4	1	2	"	5	2	7
Professeurs	4	"	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"	4	"	4	1	5
Propriétaires et rentiers	28	23	35	40	21	31	58	50	32	34	51	53	81	88	124	143	267
Raffineurs de sucre (ouvriers)	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	3	1	1	"	3	1	4

PROFESSIONS OU CONDITIONS.	1 ^{re} SECTION.				2 ^{me} SECTION.				3 ^{me} SECTION.				LA COMMUNE.				
	Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui dépendent de chaque profession.		
	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	En général.
Ramoneurs	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	1	»	1	»	1
Relieurs et brocheurs. { Maîtres	»	»	»	»	1	»	9	1	»	»	»	»	1	»	9	1	10
{ Ouvriers	3	»	3	»	1	»	1	3	1	»	1	»	5	»	5	3	8
Sculpteurs et statuaires.	3	»	3	»	1	»	1	»	3	»	3	»	7	»	7	»	7
Serruriers, poêliers et taillandiers. { Maîtres	2	»	4	3	3	»	4	2	5	»	7	9	8	»	15	14	29
{ Ouvriers	8	»	12	10	21	»	26	11	5	»	5	3	34	»	48	24	67
Tabacs (fabricants de). Ouvriers.	5	»	9	3	11	»	15	3	8	»	8	1	24	»	30	7	37
Tailleurs d'habits { Maîtres	2	»	3	1	3	»	4	4	4	»	5	5	9	»	12	10	22
{ Ouvriers	18	»	21	6	20	»	20	1	13	»	13	14	51	»	54	21	75
Tailleurs de pierres.	»	»	»	»	3	»	4	5	1	»	2	2	4	»	6	7	13
Tailleurs sur cristaux	1	»	1	3	1	»	1	3	»	»	»	»	2	»	2	6	8
Tanneurs . . { Maîtres	»	»	»	»	5	»	7	5	»	»	»	»	5	»	7	5	12
{ Ouvriers	4	»	6	2	18	»	26	15	»	»	»	»	22	»	52	17	49
Tapis (fabricants de). Maîtres	»	»	»	»	1	»	3	1	»	»	»	»	1	»	3	1	4
Tapissiers et garnisseurs. { Maîtres	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	3	4	2	»	3	4	7
{ Ouvriers	5	»	6	1	3	1	3	1	4	»	5	1	12	1	14	3	17
Teinturiers . . { Maîtres	2	»	6	3	2	»	4	3	»	»	»	»	4	»	10	6	16
{ Ouvriers	1	»	1	»	5	»	10	7	»	»	»	»	6	»	11	7	18
Tir au pistolet	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	4	3	1	»	4	5	7
Tisserands . . { Maîtres	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	7	4	1	»	7	4	11
{ Ouvriers	21	»	31	17	22	»	26	25	5	»	13	7	48	»	70	49	119
Toile cirée (fabricants de). Maîtres.	1	»	2	4	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	2	4	6
Tonneliers et tireurs de vins. { Maîtres	1	»	3	2	1	»	1	6	1	»	1	5	3	»	5	15	18
{ Ouvriers	7	»	7	9	7	»	8	5	2	»	5	2	16	»	20	16	56
Tourneurs en bois { Maîtres	»	»	»	»	1	»	2	1	»	»	»	»	1	»	2	1	3
{ Ouvriers	1	»	1	3	»	»	»	»	1	»	1	»	2	»	2	3	5

PROFESSIONS OU CONDITIONS.	1 ^{re} SECTION.				2 ^{me} SECTION.				3 ^{me} SECTION.				LA COMMUNE.				
	Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui en dépendent.		Nombre des personnes qui exercent la profession.		Nombre total des personnes qui dépendent de chaque profession.		
	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	Sexe masc.	Sexe féminin.	En général.
Typographes (ouvriers)	15	"	20	12	13	"	16	5	8	"	9	1	30	"	34	16	70
Vachers et laitières	5	1	5	10	3	1	7	4	4	1	4	2	12	3	16	16	32
Vanniers. . . { Maîtres	1	"	3	2	1	"	1	1	"	"	"	"	2	"	4	3	7
{ Ouvriers	"	"	"	"	1	"	1	"	"	"	"	"	1	"	1	"	1
Vermicelle (fabricants de). { Maîtres	1	"	4	5	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	4	5	9
{ Ouvriers	"	"	"	"	1	"	2	1	"	"	"	"	1	"	2	1	3
Vinaigre de bois (fabricants de).	1	"	1	3	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	5	4
Vitriers	1	"	1	"	"	"	"	"	2	"	2	5	5	"	5	5	6
Voituriers, cochers, conducteurs, courriers, postillons, loueurs de chevaux et voitures	15	"	22	11	18	"	27	22	34	"	55	40	67	"	104	75	177
Volaille (marchands de).	"	"	"	"	1	"	2	1	"	"	"	"	1	"	2	1	5
Sans profession	"	"	85	149	"	"	108	181	"	"	54	110	"	"	247	440	687
TOTAUX.	1,097	485	1,940	1,846	1,426	619	2,354	2,527	715	390	1,135	1,273	3,238	1,494	5,429	5,441	10,875

D.

STATISTIQUE AGRICOLE.

I. — Population agricole, à partir de l'âge de 12 ans.

Membres de la famille occupés habituellement aux travaux agricoles	{ Hommes 192 Femmes 183
Domestiques à gages	{ Hommes 57 Femmes 40
Journaliers. — Nombre des journées de travail pendant l'année	{ Hommes 3,158 Femmes 2,404

II. — Chevaux et bestiaux.

		NOMBRES	
		Pour les ex- ploitations agricoles.	Pour la com- mune.
Chevaux de race du pays	au-dessus de 3 ans	Juments . 53 Hongres . 24	98 79
	au-dessous de 3 ans, y compris les poulains	Entiers . 4 Juments . 3 Hongres . 1	4 4 2
	Chevaux de race étrangère au-dessus de 3 ans	Juments . " Hongres . "	1 1
	Ânes et mulets		25 25
Bêtes à cornes	au-dessus de 2 ans	Taureaux . 2 Vaches . 195	2 195
	de plus de 3 mois et de moins de 2 ans	Taurillons . 2 Génisses . 19	2 19
	Veaux	7	7
	Moutons	"	100
Porcs (à partir de 2 mois).		59	59
Boucs, chèvres et chevreaux		1	1

III. — Étendue des blens en exploitation.

	H.	A.	C.
Biens exploités à titre de propriété ou d'usufruit	27	15	"
Idem de location	306	50	25
TOTAL	333	65	25

Approvisionnement de bouchers.

IV. — Nature, étendue, division et produits des cultures ¹.

NATURE DES CULTURES.	ÉTENDUE des cultures en 1845.			PRODUIT MOYEN PAR HECTARE						PRODUIT TOTAL DE LA RÉCOLTE						Produit total des récoltes dans les terres la- bourées et dans les prai- ries.	NOMBRE D'EXPLOITANTS.
	Hectares.	Ares.	Centiares.	EN 1845.			DANS UNE ANNÉE ORDIN.			EN 1845.			DANS UNE ANNÉE ORDIN.				
				Hectol.	Kilogr.	Francs.	Hectol.	Kilogr.	Francs.	Hectol.	Kilogr.	Francs.	Hectol.	Kilogr.	Francs.		
Froment.	89	12	"	21	"	"	24 1/2	"	"	1,871	"	"	2,183	"	"	"	D'un 1/2 hect. et au-dessous. 12
Seigle	76	85	"	21	"	"	24 1/2	"	"	1,614	"	"	1,883	"	"	"	D'un 1/2 hect. à 1 hectare. 34
Avoine	18	35	"	58	"	"	44 1/2	"	"	607	"	"	815	"	"	"	De 1 hect. à 2 hect. 21
Paille de froment	"	"	"	"	3,850	"	"	3,850	"	"	343,112	"	"	343,112	"	"	De 2 — 3 — 9
Id. de seigle	"	"	"	"	3,850	"	"	3,850	"	"	505,872	"	"	505,872	"	"	De 3 — 4 — 9
Id. autre.	"	"	"	"	2,740	"	"	2,740	"	"	50,270	"	"	50,270	"	"	De 4 — 5 — 4
Pommes de terre	62	38	"	20	"	"	200	"	"	1,692	"	"	12,476	"	"	"	De 5 — 6 — 4
Navets	"	25	"	"	9,600	"	"	9,600	"	"	2,400	"	"	2,400	"	"	De 6 — 7 — 2
Carottes.	"	"	"	"	15,600	"	"	15,600	"	"	"	"	"	"	"	"	De 7 — 8 — 2
Chicorée.	1	22	"	6	"	"	10	"	"	40	"	"	20,130	"	"	"	De 8 — 9 — 1
Colza, navette, etc.	8	25	"	"	6	"	"	6,000	"	"	73,200	"	"	73,200	"	"	De 9 — 10 — 3
Prairies naturelles fauchées.	12	20	"	"	6,000	"	"	6,000	"	"	35,000	"	"	35,000	"	"	De 10 — et plus — 4
Id. id. pâturées.	5	50	"	"	6,000	"	"	6,000	"	"	205,920	"	"	205,920	"	"	677,952
Id. artificielles ²	32	88	"	"	9,000	"	"	9,000	"	"	20,130	"	"	20,130	"	"	13,200
Vergers, y compris les fruits des arbres	"	75	25	"	"	140	"	"	140	"	"	"	82	"	"	"	6
Bois, forêts, taillis, etc.	"	75	"	"	"	"	40	"	"	"	73,200	"	"	73,200	"	"	13,200
Jardins et pépinières	24	70	"	"	3000	"	"	3000	"	"	74,100	"	"	74,100	"	"	24,400
Bruyères et terrains vagues.	"	45	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2
	335	65	25														Total des exploitants. 105

¹ Ce tableau n'indique que les cultures en usage dans la commune. | ² Régain à raison de 2,000 kilogr. par hectare, ou un tiers de la récolte du foin. | ³ Dans cette commune, on ne récolte pas le grain dans les prairies artificielles. | ⁴ Pour toutes les coupes de l'année.

E.

TABLEAU 9

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	NOMBRE.	NOMBRE MOYEN des ouvriers employés pendant l'année, y compris les contre-maitres et ceux des membres de la famille qui tiennent lieu d'ouvriers.										MOTEURS en activité dans les établissements.						MÉTIERS ET MÉCAN		
		Enfants au-dessous de 9 ans.		Enfants de 9 à 12 ans.		Enfants de 12 à 16 ans.		Ouvriers âgés de plus de 16 ans.		TOTAL par sexe.		Machines à vapeur.	Machines à molettes ou manèges.		Moulins à eau.	Moulins à vent.	autres que			
		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Hommes.	Femmes.	Masculin.	Féminin.		Total général.	Nombre.			Force en chevaux.	Nombre.	Force en chevaux.	LES MOTEURS CI-CON
Allumettes phosphoriques (fabri- cants d').	1	•	•	•	•	6	6	6	10	12	16	28	•	•	•	•	•	•	1 séchoir.	
Bascules (fabricants de) . . .	2	•	•	•	•	1	•	•	•	1	•	1	•	•	•	•	•	•	•	
Bateaux (constructeurs de) . .	1	•	•	•	•	•	•	8	•	8	•	8	•	•	•	•	•	•	•	
Boulangers	19	•	•	•	•	5	•	15	•	16	•	16	•	•	•	•	•	•	•	
Bourrelliers	2	•	•	•	•	1	•	2	•	3	•	5	•	•	•	•	•	•	•	
Brasseurs	2	•	•	•	•	•	•	7	•	7	•	7	•	•	•	•	•	•	4 chaudières.	
Briquetiers	1	•	•	•	•	3	•	15	•	18	•	18	•	•	•	•	•	•	•	
Brossiers	1	•	•	•	•	1	•	1	•	2	•	2	•	•	•	•	•	•	•	
Carrossiers	2	•	•	•	•	•	•	6	•	6	•	6	•	•	•	•	•	•	•	
Chaises (fabricants de) . . .	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	
Chapeliers (en feutre) . . .	1	•	•	•	•	1	•	30	•	31	•	31	1	6	•	•	•	•	1 chaudière et 2 cuves	
— (préparateurs de poils pour la chapellerie). . . .	1	•	•	•	•	5	•	31	6	36	6	42	1	6	•	•	•	•	5 machines à coupe chine à dégraisser et 3 à souffler.	
Charrons	5	•	•	•	•	•	•	4	•	4	•	4	•	•	•	•	•	•	•	
Chaudronnerie (fabricants de grosse)	1	•	•	•	•	•	•	11	•	11	•	11	•	•	•	•	•	•	•	
Chaudronniers	1	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	
Chicorée (fabricants de) . . .	1	•	•	•	•	•	•	2	•	2	•	•	•	•	1	1	•	•	•	
Constructeurs de métiers circu- laires à l'usage de la bonne- terie et de la draperie . . .	1	•	•	•	•	1	•	9	•	10	•	10	•	•	•	•	•	•	•	

Industrie.

NOMBRE et DE FOURS, DE FOURNEAUX et des usines dont on fait usage. — NATURE de COMBUSTIBLE EMPLOYÉ.	MATIÈRES PREMIÈRES mises EN ŒUVRE PENDANT L'ANNÉE.	PRODUITS de L'INDUSTRIE PENDANT L'ANNÉE.	Observations.
1 tonne.	48 mètres cubes de bois de sapin; 1,200 kilogr. de soufre et 150 kilogr. de phosphore.	"	
100,000 kilogr. de houille.	2,540 kilogr. de fer étiré et laminé; bois de sapin, 500 mètres de long; bois de hêtre, 500 mètres de long.	"	
"	Bois de chêne et de sapin.	"	
"	459,758 kilogr. de farine de froment et 25,212 kilogr. de farine de seigle.	Valeur 177,450 francs.	
"	250 kilogr. de cuir; 100 kilogr. de fer- raille; 10 kilogr. de chanvre; du bois pour une valeur de 125 fr., et 50 mètres de toile.	Harnais pour une valeur de 6,000 fr.	
100 kilogr. de houille.	"	"	
"	"	2,500,000 briques.	Tous les nombres représentent le total pour les deux brasseurs, excepté le combustible, qui ne se rapporte qu'à l'un d'eux.
"	400 kilogr. de crin; 2 stères de bois et 10 kilogr. de laiton.	"	
"	"	"	
"	"	"	
100 kilogr. de houille.	20,000 pièces de peaux de lièvres.	"	
1 tonne; 100,000 kilogr. de "	500,000 pièces de peaux de lièvres et de lapins.	"	
"	"	"	
100,000 kilogr. de fer battu, laminé et de tôle.	100,000 kilogr. de fer battu, laminé et de tôle.	"	
100,000 kilogrammes de "	60 kilogr. de fer-blanc; 200 kilogr. de zinc; 100 kilogr. de cuivre et 25 kilogr. de soudure.	"	
100,000 kilogr. de chicorée séchée.	25,000 kilogr. de chicorée séchée.	18,750 kilogr. de chicorée brûlée.	
100,000 kilogr. de fonte; 300 kilogr. de fer; 100 kilogr. de cuivre.	1,200 kilogr. de fonte; 300 kilogr. de fer; 100 kilogr. de cuivre.	"	

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	NOMBRE.	NOMBRE MOYEN des ouvriers employés pendant l'année, y compris les contre-maitres et ceux des membres de la famille qui tiennent lieu d'ouvriers.										MOTEURS en activité dans les établissements.						MÉTIERS ET MÉCANI
		Enfants au-dessous de 9 ans.		Enfants de 9 à 12 ans.		Enfants de 12 à 16 ans.		Ouvriers âgés de plus de 16 ans.		TOTAL par sexe.		Machines à vapeur.		Machines à molettes ou manèges.		Moulins à eau.	Moulins à vent.	autres que LES MOTEURS CI-CONT
		Garçons.	Fillles.	Garçons.	Fillles.	Garçons.	Fillles.	Hommes.	Femmes.	Masculin.	Féminin.	Nombre.	Force en chevaux.	Nombre.	Force en chevaux.			
		Total général.	Nombre.	Force en chevaux.	Nombre.	Force en chevaux.	Moulins à eau.	Moulins à vent.										
Cordiers.	1	"	"	"	"	1	"	"	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"
Cordonniers	17	"	"	"	"	11	"	10	"	21	"	21	"	"	"	"	"	"
Couleurs (fabricants de)	1	"	"	"	"	"	"	3	"	3	"	3	"	"	1	4	"	"
Dentelles (fabricants de)	1	"	"	"	"	"	"	4	"	4	"	4	"	"	"	"	"	"
Dimitte (fabricants de)	2	"	"	"	"	"	"	10	"	10	"	10	"	"	"	"	"	11 métiers à tisser.
Doreurs sur métaux	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ébénistes	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Encre d'imprimerie (fab ^{re} d') .	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Faïence (fabricant de)	1	"	"	"	"	"	"	12	"	12	"	12	"	"	1	2	"	4 tours.
Fécules de pommes de terre (fab ^{re} ricants de)	1	"	"	"	"	"	"	2	"	2	"	2	"	"	1	1	"	1 séchoir.
Fer (fondeurs en).	7	"	"	4	"	2	"	42	"	48	"	48	"	"	1	1	"	"
Ferblantiers	2	"	"	"	"	"	"	1	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"
Filatures de coton.	1	"	"	"	"	10	6	16	9	26	15	41	1	6	"	"	"	6 métiers à filer ; 9 7 simples cardes ; 1 cl
Huile et savon (fabricants d') .	1	"	"	"	"	"	"	30	"	30	"	30	1	12	"	"	"	"
Linge de table (fabricants de) .	1	"	"	"	"	"	"	9	"	9	"	9	"	"	"	"	"	8 métiers à la Jacq
Lithographes	1	"	"	"	"	3	"	3	"	6	"	6	"	"	"	"	"	"
Machines à vapeur (construc ^{teurs} de).	1	"	"	"	"	"	"	150	"	150	"	150	1	12	"	"	"	"
Maréchaux pour la grosse méca ^{nique} et ateliers de forges, et ancras de vaisseaux.	1	"	"	"	"	"	"	13	"	13	"	13	1	4	"	"	"	3 martinets et 3 t
Maréchaux-ferrants	7	"	"	"	"	"	"	11	"	11	"	11	"	"	"	"	"	"

NOMBRE et DE FOURS, DE FOURNEAUX et de forges dont on fait usage. NATURE du COMBUSTIBLE EMPLOYÉ.	MATIÈRES PREMIÈRES mises EN ŒUVRE PENDANT L'ANNÉE.	PRODUITS de L'INDUSTRIE PENDANT L'ANNÉE.	Observations.
• • 1,000 kilogr. de houille. • • • •	2,600 kilogr. de chanvre. • • • • • •	• • • Des dentelles dites <i>points de Bruxelles</i> . • • Des meubles de luxe pour une valeur de 2,000 francs. Valeur de 1,500 francs.	
4 fours, cubant l'un 12 mètres ; 6 cents stères de bois ; 60 à 1 mille kilogr. de houille.	4,000 kilogr. de plomb et d'étain ; 6 à 8 cents mètres cubes de terres du pays.	•	
1,000 kilogr. de houille.	500,000 kilogr. de pommes de terre.	45,000 kilogr. de féculs de pommes de terre.	
4 fourneaux ; fonte en calébas ; 100 kilogr. de houille, 25,000 gr. de coke.	385,000 kilogr. de fer de fonte et de vieille fonte ; 200 kilogr. de tôle ; 2,000 kilogr. de fer.	•	
•	220 kilogr. de fer-blanc ; 65 kilogr. de soudure ; 1,640 kilogr. de zinc.	•	
12,000 kilogr. de houille.	52,000 kilogr. de coton en laine.	•	
•	•	•	
•	580 kilogr. de lin ; 464 kilogr. de coton ; 312 kilogr. de laine.	Du linge damassé ; Orléans façonnée.	
•	•	•	
4 forges, 2 fours et 1 fourneau, pour le gaz ; 400,000 kilogr. de coke.	500,000 kilogr. de tôle ; 100,000 kilogr. de fonte ; 50,000 kilogr. de fer ; 40,000 kilogr. de cuivre ; 10,000 kilogr. de plomb, d'étain et de zinc.	Installation de 4 fabriques de sucre et raffinerie pour le pacha d'Égypte ; installa- tion d'une fabrique de sucre pour la Ha- vane ; divers appareils pour raffineries de sucre destinés à la Hollande, à l'Allemagne et à la Belgique.	
4 forges.	100,000 kilogr. de fer ; 1,500 kilogr. d'acier.	90,000 kilogr. d'ouvrages finis.	Le combustible n'est pas déclaré.
4 forges ; 68,000 kilogr. de cok.	45,160 kilogr. de fer battu et laminé.	•	

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	NOMBRE.	NOMBRE MOYEN des ouvriers employés pendant l'année, y compris les contre-maitres et ceux des membres de la famille qui tiennent lieu d'ouvriers.										MOTEURS en activité dans les établissements.						MÉTIERS ET MÉCANIQUE autres que LES MOTEURS CI-CONTRE
		Enfants au-dessous de 9 ans.		Enfants de 9 à 12 ans.		Enfants de 12 à 16 ans.		Ouvriers âgés de plus de 16 ans.		TOTAL par sexe.		Machines à vapeur.		Machines à molettes ou manèges.		Moulins à eau.	Moulins à vent.	
		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Hommes.	Femmes.	Masculin.	Féminin.	Nombre.	Force en chevaux.	Nombre.	Force en chevaux.			
		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Hommes.	Femmes.	Masculin.	Féminin.	Total général.	Nombre.	Force en chevaux.	Nombre.	Force en chevaux.	Moulins à eau.		Moulins à vent.
Maroquiniérs	3	"	"	"	"	4	"	16	"	20	"	20	"	"	"	"	"	2 séchoirs; 3 mécanique lustrer le cuir; 1 machin fendre les peaux; 4 chaud
Mécaniciens	6	"	"	2	"	6	"	80	"	88	"	88	3	13	3	"	"	"
Mégissiers	4	"	"	"	"	"	"	13	"	13	"	13	1	6	"	"	"	14 cuiviers.
Menuisiers	5	1	"	"	"	2	"	22	"	25	"	25	"	"	"	"	"	"
Meuniers	1	"	"	"	"	"	"	3	"	3	"	3	"	"	"	"	1	3 paires de meules.
Mouleurs	1	"	"	"	"	1	"	"	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"
Moulin à écorce et scierie de marbre	1	"	"	"	"	"	"	6	"	6	"	6	1	16	"	"	"	"
Moulin à huile et scierie de bois	1	"	"	"	"	"	"	8	"	8	"	8	1	8	"	"	"	"
Moulin à vapeur, mouture des grains; plus, le mondage et le perlage de l'orge, la fabri- cation de vermicelle, maca- roni, semoule, etc.	1	"	"	"	"	"	1	70	"	70	1	71	2	58	"	"	"	10 paires de meules à des appareils pour le per- l'orge.
Moulin à vapeur, mouture de grains et bluterie. Mouture et réduction des bois de teinture; scierie de dimension et pla- cage ¹	1	"	"	"	"	2	"	14	"	16	"	16	1	20	"	"	"	8 paires de meules; 1 1 paire de meules vertica- le bois, etc.; 6 scies méc:
Moulin à riz et scierie de bois.	1	"	"	4	"	3	"	150	"	137	"	137	1	50	"	"	"	15 scies rondes; 2 a 1 machine à raboter; 2 placage; 6 machines pour nuiserie et le charroi tours; 16 meules au riz toirs; 5 diviseurs.
Moutarde (fabricants de) . .	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Papiers peints (fabricants de) .	2	"	"	"	"	1	"	15	3	16	5	19	"	"	"	"	"	"
Parapluies (fabricants de) . .	1	"	"	"	"	"	"	2	"	2	"	2	"	"	"	"	"	"
Plâtriers.	1	"	"	"	"	"	"	2	"	2	"	2	"	"	1	2	"	1 chaudière de 2 hectol
Poêliers	2	"	"	"	"	1	"	4	"	5	"	5	"	"	"	"	"	"

¹ Depuis le 1^{er} janvier 1846, la mouture des grains et la scierie des bois sont supprimées et remplacées par une filature de lin.

NOMBRE et DE FOIRS, DE FOURNEAUX et à larges dont on fait usage. NATURE du COMBUSTIBLE EMPLOYÉ.	MATIÈRES PREMIÈRES mises EN ŒUVRE PENDANT L'ANNÉE.	PRODUITS de L'INDUSTRIE PENDANT L'ANNÉE.	Observations.
25,000 kilogr. de houille. à larges; 232,000 kilogr. de coke; 5,000 kilogr. de coak. De la houille pour une valeur de 1 franc. " " "	29,360 peaux de moutons et de chevreaux. 90,800 kilogr. de fer; 186,000 kilogr. de fonte; 1,600 kilogr. de cuivre. 97,000 pièces de peaux de chevreaux. " " 1,000 kilogr. de plâtre.	Des peaux maroquinées, basanées, chamoisées, pour la chapellerie, la bonneterie et la reliure. " 97,000 peaux mégissées pour la ganterie et la cordonnerie. " " "	Un mécanicien ne déclare pas la matière première. Le combustible n'est donné que par un seul; la matière première et le produit, par trois mégissiers.
20,000 kilogr. de houille.	1,500,000 kilogr. d'écorces de chêne; 1,292 pouces de marbre scié.	"	
20,000 kilogr. de houille.	"	"	
250,000 kilogr. de houille.	60 à 80 mille hectolitres de froment indigène; 20 à 30 mille hectolitres d'orge provenant du Danemarck et de la Hollande.	"	
à larges; 200,000 kilogrammes de bois.	"	"	
à larges. " " "	850 mètres cubes de bois indigènes et exotiques bruts ou sciés; 1,000,000 de kilogr. Paddy ou riz brut des Indes ou de la Caroline. " " "	Du bois scié pour une valeur de 250,000 francs; de la menuiserie fabriquée pour une valeur de 300,000 francs; 500,000 kilogr. de riz. " " "	
2,000 kilogr. de houille. à larges de maréchal; 7,000 p. de houille.	100,000 kilogr. de pierres à plâtre. 1,364 kilogr. de fer battu; 812 kilogr. de fer laminé; 2,740 kilogr. de tôle et 52 kilogr. de cuivre.	" "	

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	NOMBRE.	NOMBRE MOYEN des ouvriers employés pendant l'année, y compris les contre-maitres et ceux des membres de la famille qui tiennent lieu d'ouvriers.										MOTEURS en activité dans les établissements.						MÉTIERS ET MÉCAN.	
		Enfants au-dessous de 9 ans.		Enfants de 9 à 12 ans.		Enfants de 12 à 16 ans.		Ouvriers âgés de plus de 16 ans.		TOTAL par sexe.		Total général.	Machines à vapeur.		Machines à molettes ou manèges.		Moulins à eau. Moulins à vent.	autres que	
		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Hommes.	Femmes.	Masculin.	Féminin.		Nombre.	Force en chevaux.	Nombre.	Force en chevaux.		LES MOTEURS CI-CON	
Produits chimiques (fab ^{re} de) .	1	"	"	"	"	"	"	4	"	4	"	4	1	5	1	1	"	"	"
Relieurs.	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Savon dur (fabricants de) . .	1	"	"	"	"	"	"	5	"	5	"	5	"	"	"	"	"	"	4 chaudières; 2 appa- tillatoires ou alambics.
Savonniers	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Serruriers	5	"	"	"	"	"	"	3	"	3	"	3	"	"	"	"	"	"	"
Tailleurs d'habits	9	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tanneurs	5	"	"	"	"	"	"	24	"	24	"	24	"	"	"	"	"	"	18 fosses pour 4 tanne-
Tapis (fabricants de). . . .	1	"	"	"	"	"	"	3	"	3	"	3	"	"	"	"	"	"	3 métiers à tisser et dière.
Toile cirée (fabricants de) . .	1	"	"	"	"	"	"	4	"	5	"	5	"	"	"	"	"	"	1 chaudière.
Tonneliers	1	"	"	"	"	1	"	"	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Vanniers	2	"	"	"	"	"	"	1	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Vermicelle, macaroni, semoule, pâte d'Italie (fabricant de) .	1	"	"	"	"	"	"	3	"	3	"	3	"	"	"	"	2	"	5 paires de meules.
Vinaigre de bois, pour la tein- ture et les impressions. . .	1	"	"	"	"	"	"	1	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"	2 chaudières.
Vitriol et eau-forte (fabricants de)	1	"	"	"	"	"	"	5	"	5	"	5	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX.	..	1	"	10	"	71	13	895	52	977	45	1.022	17	222	10	12	2	1	

NOMBRE et EN FOURS, DE FOURNEAUX et les fours dont on fait usage. — NATURE du CHÉMINÉ EMPLOYÉ.	MATIÈRES PREMIÈRES mises EN ŒUVRE PENDANT L'ANNÉE.	PRODUITS de L'INDUSTRIE PENDANT L'ANNÉE.	Observations.
sur, 50,000 kilogr. de houille.	200,000 kilogr. d'os d'animaux.	Le noir animal servant au raffinage du sucre; extraction de la graisse servant à la fabrication du savon mou.	
"	"	"	
115 mille kilogr. de houille; 15 mille hectolitres de char- de bois.	"	"	
1,000 kilogr. de houille.	"	"	Les ouvriers ne sont pas déclarés.
14,000 kilogrammes de fer.	2,030 kilogr. de fer battu, laminé et de tôle.	"	
"	"	"	
"	5,300 pièces de cuirs ou peaux; 171,000 kilogr. d'écorce moulue.	Valeur de 72,500 francs.	Deux tanneurs ne donnent pas le produit et un ne déclare pas les ou- vriers.
100 kilogr. de houille.	6,000 kilogr. de laine; 3,600 kilogr. de poils de vache.	"	
sur-charbon; 6,000 kilogr. de coke; 1,000 kilogr. de coak.	"	"	
"	18,720 douves de bois de chêne; 2,600 cercles de bois de noisetier.	"	
"	860 bottes d'osier.	Valeur de 4,000 francs.	Le produit n'est déclaré que par un seul.
"	"	"	
"	"	"	
sur; 3,000 kilogr. de	"	"	
"	"	"	

F.

RÉPARTITION des ou

[illegible]

rapport des salaires.

[illegible]

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	OUVRIERS AU-DESSUS DE 16 ANS.															
	Au-dessous de 50 centimes par jour.		De 50 centimes à 1 franc.		De 1 franc à 1 fr. 50 c.		De 1 fr. 50 c. à 2 francs.		De 2 francs à 2 fr. 50 c.		De 2 fr. 50 c. à 3 francs.		De 3 à 4 francs.		De 4 à 5 francs.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
Faïence (fabricants de)	"	"	"	"	4	"	2	"	2	"	2	"	2	"	"	"
Fécules de pommes de terre (fabri- cants de)	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Fer (fondeurs en)	"	"	"	"	6	"	17	"	9	"	7	"	3	"	"	"
Ferblantiers	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Fileurs de coton	"	"	"	9	"	"	4	"	12	"	"	"	"	"	"	"
Huile et savon (fabricants d') . .	"	"	"	"	"	"	"	"	0	"	24	"	"	"	"	"
Linge de table (tisserands de) . .	"	"	"	"	9	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Lithographes	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	1	"
Machines à vapeur (construct ^{rs} de).	"	"	"	"	37	"	19	"	19	"	19	"	38	"	18	"
Maréchaux pour la grosse méca- nique et ateliers de forges et an- cres de vaisseaux	"	"	"	"	"	"	"	"	11	"	1	"	1	"	"	"
Maréchaux-ferrants	2	"	1	"	1	"	4	"	3	"	"	"	"	"	"	"
Maroquiniers	"	"	"	"	"	"	9	"	5	"	1	"	"	"	1	"
Mécaniciens	"	"	"	"	4	"	18	"	7	"	35	"	16	"	"	"
Mégissiers	"	"	"	"	5	"	3	"	1	"	"	"	6	"	"	"
Menuisiers	"	"	"	"	5	"	14	"	3	"	"	"	"	"	"	"
Meuniers	1	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Mouleurs	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Moulin à écorce et scierie de marb ^{re} .	"	"	"	"	"	"	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"
— à huile et scierie de bois . .	"	"	"	"	"	"	8	"	"	"	"	"	"	"	"	"
— à vapeur, mouture des grains; plus, le mon- dage et le perlage de l'orge, la fabrication de vermicelle, macaroni, semoule, etc.	"	"	"	"	4	"	59	"	4	"	5	"	"	"	"	"
— à vapeur, mouture des grains et bluterie. Mou- ture et réducti ^{on} des bois de teinture, scierie de dimension et placage ¹ .	"	"	"	"	"	"	6	"	4	"	2	"	"	"	"	"
— à riz et scierie de bois. . .	"	"	"	"	47	"	25	"	25	"	12	"	15	"	6	"

¹ Depuis le 1^{er} janvier 1846, la mouture des grains et la scierie des bois sont supprimées et remplacées par une filature de lin.

ENFANTS AU-DESSOUS DE 16 ANS.																						
TOTAL par sexe.	TOTAL général.	Au-dessous de 30 centimes par jour.		De 30 centimes à 1 franc.		De 1 franc à 1 fr. 50 c.		De 1 fr. 50 c. à 2 francs.		De 2 francs à 2 fr. 50 c.		De 2 fr. 50 c. à 3 francs.		De 3 à 4 francs.		De 4 à 5 francs.		Au-dessus de 5 francs.		TOTAL par sexe.		TOTAL général.
		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	
12																						
2																						
42	2			4																6		6
1																						
25	10			6																10	6	16
30																						
9																						
5				3																3		3
150																						
13																						
11																						
16				4																4		4
80	5			3																8		8
15																						
22	3																			3		3
5																						
1																				1		1
6																						
8																						
70						1														1	1	1
14								2												2		2
150				4		3														7		7

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES.	OUVRIERS AU-DESSUS DE 16 ANS.																	
	Au-dessous de 50 centimes par jour.		De 50 centimes à 1 franc.		De 1 franc à 1 fr. 50 c.		De 1 fr. 50 c. à 2 francs.		De 2 francs à 2 fr. 50 c.		De 2 fr. 50 c. à 3 francs.		De 3 à 4 francs.		De 4 à 5 francs.		Au- dessus de 5	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	
Moutarde (fabricants de) . . .	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Papiers peints (fabricants de) . .	"	"	"	3	9	"	"	"	5	"	"	"	1	"	"	"	"	"
Parapluies (fabricants de) . . .	"	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Plâtriers	"	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Poêliers	"	"	"	"	"	"	2	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Produits chimiques (fabricants de).	"	"	"	"	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Relieurs	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Savon dur (fabricants de) . . .	"	"	"	"	"	"	3	"	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Savonniers.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Serruriers	"	"	"	"	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tailleurs d'habits.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tanneurs	"	"	"	"	12	"	12	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tapis (fabricants de)	"	"	"	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Toile cirée (fabricants de) . . .	"	"	"	"	3	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tonneliers.	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Vanniers	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Vermicelle, macaroni, semoule, pâte d'Italie (fabricants de) . .	"	"	"	"	"	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Vinaigre de bois, pour les teintures et les impressions (fabricants de).	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Vitriol et eau-forte (fabricants de).	"	"	"	"	"	"	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
TOTAUX. . . .	17	"	10	22	194	10	253	"	165	"	143	"	85	"	27	"		1

ENFANTS AU-DESSOUS DE 16 ANS.																						
N ^o de l'indiv.	TOTAL général.	Au-dessous de 50 centimes par jour.		De 50 centimes à 1 franc.		De 1 franc à 1 fr. 80 c.		De 1 fr. 80 c. à 2 francs.		De 2 francs à 2 fr. 80 c.		De 2 fr. 80 c. à 3 francs.		De 3 à 4 francs.		De 4 à 5 francs.		Au-dessus de 5 francs.		TOTAL par sexe.		TOTAL général.
		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	
1	18	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1
2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
3	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
4	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1
5	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
6	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
7	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
8	24	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
9	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
10	4	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1
11	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1
12	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
13	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
14	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
15	927	48	6	24	6	3	1	2	"	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	82	13	95

PROCÈS-VERBAUX DU JURY COMMUNAL.

Statistique agricole.

Présents : MM. A. Vanderkindere, bourgmestre, *président*, P. Piers, J.-B. Vandenberghe, échevins, J. Deneck, J. Denis, P. Veldekens, C. Stevens, conseillers communaux, Meisser, docteur en médecine, et Vandermeersch, *secrétaire*.

Le jury s'est réuni les 11 et 28 février pour arrêter définitivement les renseignements recueillis sur la statistique agricole.

Il a d'abord constaté le nombre des bulletins qui lui ont été remis, et, après l'avoir trouvé égal au nombre des exploitations rurales de la commune, il a examiné et vérifié ces bulletins, a reconnu qu'il n'y existait que peu ou point de lacunes, et qu'ils étaient généralement remplis avec exactitude, soit par les déclarants eux-mêmes, soit d'après leurs renseignements, par l'agent de recensement, que les cultivateurs ont mis beaucoup d'empressement à seconder.

Le jury a procédé ensuite au dépouillement des bulletins remplis par chaque exploitant, et, après avoir rectifié ou fait rectifier ceux qu'il a reconnus inexacts, il s'est occupé du tableau d'évaluation de la production de chacune des cultures.

Peu confiant dans ses propres lumières, il s'est entouré d'hommes pratiques, dont l'expérience pût lui servir de guide, et, aidé de leurs conseils, il a été unanimement d'avis :

1° La récolte de 1845 est restée en dessous d'une récolte d'une année ordinaire au moins de $\frac{1}{5}$ pour le froment, le seigle et l'avoine, et de $\frac{2}{5}$ pour le colza; le produit de la paille est celui d'une année ordinaire. Les pommes de terre de la variété hâtive des blanches, étaient arrivées à maturité au moment où la maladie s'est déclarée et ont résisté à ses atteintes; elles ont donné $\frac{3}{4}$ du produit d'une récolte ordinaire; mais les pommes de terre de la variété tardive des rouges et bleues, étant seulement parvenues à un degré de développement peu avancé lorsque le fléau s'est manifesté, elles ont toutes été atteintes, et n'ont produit que $\frac{1}{10}$, dont la moitié seulement a pu être conservée pendant l'hiver.

Les produits moyens par hectare en 1845 du foin, des navets, des carottes, de la chicorée, des vergers (y compris les fruits des arbres), des bois, forêts, taillis, et ainsi que des jardins et pépinières, peuvent être considérés comme ceux d'une année ordinaire.

2° Les causes déterminantes qui ont influé défavorablement sur les principales récoltes, sont l'hiver long et rigoureux de 1844 à 1845, ensuite les pluies continuelles et froides tombées pendant presque tout l'été.

3° Le système d'assolement le plus généralement suivi dans la commune après que la terre a été convenablement fumée, consiste à y planter des pommes de terre la première année; on la prépare la deuxième année pour l'ensemencement du froment, et la troisième année on y sème du seigle, de l'avoine, des trèfles, etc.

4° L'étendue et la production totale, par année moyenne, de chaque culture dans la commune, peuvent être regardées comme assez exactement reproduites par le chiffre consigné au tableau.

5° Un hectare de terre labourable peut être estimé, prix moyen, 6,000 francs, et un hectare de terre pour la culture des légumes, 12,000 francs. Les prix des baux des premières varient de 110 à 160 francs; ceux des secondes, de 350 à 450 francs. Il y a quelques années, ces prix s'élevaient à peine de 110 à 120 francs et de 300 à 350 francs; mais à mesure que les baux expirent, les propriétaires en élèvent le taux de 140 à 160 francs et de 350 à 450 francs, de manière que le prix moyen peut être fixé aujourd'hui à 130 francs pour les terres labourables et à 400 francs pour les terres destinées aux jardins légumiers (y compris une habitation).

Ainsi fait en séance, date que dessus.

Le Secrétaire,
VANDERMEERSCHEN.

Le Président,
A. VANDERKINDERE.

Statistique industrielle.

Présents : MM. A. Vanderkindere, bourgmestre, *président*, P. Piers, J.-B. Vandenberghe, échevins, J. Deneck, J. Denis, P. Veldekens, C. Stevens, conseillers communaux, Meisser, docteur en médecine, et Vandermeersch, *secrétaire*.

Le jury s'est réuni le 18 mars pour arrêter définitivement les renseignements sur la statistique industrielle.

Il a d'abord constaté le nombre des bulletins qui lui ont été remis, et, après l'avoir trouvé égal au nombre des exploitations industrielles de la commune, il a examiné et vérifié ces bulletins, a reconnu qu'ils ne présentaient point ou peu de lacunes dans les réponses aux sept premières questions, mais qu'ils étaient généralement remplis d'une manière imparfaite quant aux deux dernières, soit par les déclarants eux-mêmes, soit par les agents de recensement, qui ont rencontré chez les industriels peu d'empressement à les seconder.

Le jury a ensuite rectifié ou fait rectifier les bulletins reconnus inexacts; mais malgré les soins qu'il a apportés à cette opération, et les lumières dont il a cherché à s'entourer de la part des industriels, quelques bulletins sont restés sans réponse à la question 8 et un plus grand nombre à la question 9, les éléments obtenus ayant été insuffisants pour les résoudre ¹. Les déclarants étaient

¹ Ces questions 8 et 9 se rapportent aux matières premières et aux objets fabriqués.

dominés par la pensée que la franchise ou la sincérité dans leurs réponses à ces deux questions devait être nuisible à leurs intérêts; d'un autre côté, ils paraissaient craindre que le fisc ne s'emparât de leurs déclarations pour leur imposer de plus fortes charges, qui, à leurs yeux, sont déjà très-élevées.

A part les lacunes signalées aux questions 8 et 9, les renseignements recueillis ont paru au jury généralement assez exacts et assez complets pour pouvoir affirmer que le résultat du recensement est de nature à être vu avec intérêt et qu'il pourra être consulté avec fruit.

Les principaux débouchés indiqués au jury, que trouvent les industriels pour l'écoulement de leurs produits hors du pays, sont :

Pour les huiles, l'Angleterre, la Hollande et Hambourg; pour les tourteaux, l'Angleterre et la Hollande; pour les voitures de luxe, la France, la Hollande et l'Espagne; pour les objets de menuiserie, le Brésil et Guatemala; pour le fer de fonte, la Hollande; pour la farine, l'Amérique; pour la chaudronnerie, l'Égypte, la Havane, St-Petersbourg et l'Amérique; pour les chapeaux de feutre, l'Angleterre; pour les peaux tannées, la Hollande. Cependant tous ces produits s'écoulent pour la plus grande partie dans la Belgique et ne sont expédiés en pays étrangers que par exception, sauf la grosse chaudronnerie qui s'exporte généralement.

D'autres produits industriels ne trouvent de placement que dans le pays même; tels sont la faïence, les mécaniques, le plâtre, les locomotives, la ouate et le savon.

Fait en séance, date que dessus.

Le Secrétaire,
VANDERMEERSCHEN.

Le Président,
A. VANDERKINDERE.

STATISTIQUE MORALE.

DE L'INFLUENCE

DU

LIBRE ARBITRE DE L'HOMME SUR LES FAITS SOCIAUX,

ET PARTICULIÈREMENT SUR LE NOMBRE DES MARIAGES;

PAR

M. QUETELET,

PRÉSIDENT DE LA COMMISSION CENTRALE.

La statistique morale est dans l'enfance, et elle paraît destinée à devoir y rester longtemps encore. Différentes causes s'opposent à son développement; les plus puissantes naissent surtout du manque presque absolu d'observations comparables et des préjugés qui s'élèvent contre ses prétendues tendances au matérialisme.

On se demande comment il sera jamais possible de mesurer les passions de l'homme et ses différents penchants; on parle de problèmes qu'il serait non-seulement impossible de résoudre, mais encore de toute absurdité d'oser concevoir. Il semble qu'il soit question d'enchaîner l'avenir dans une inflexible formule mathématique, et de réduire les hommes à l'état de machines, dont on calculerait d'avance jusqu'aux moindres mouvements.

Pour nous qui avons confiance dans l'avenir de la statistique morale, nous nous

proposons de tenter ici quelques nouveaux efforts, non pour lui faire prendre la place qu'elle ne peut manquer d'occuper un jour, mais pour détruire chez les amis des sciences, les préjugés qu'ils pourraient avoir conçus contre elle.

Il faut bien se persuader avant tout, qu'il ne peut jamais, dans ce genre de recherches, être question d'un homme pris individuellement; une pareille prétention serait aussi peu admissible que celle qui aurait pour objet de faire servir les tables de mortalité à calculer l'époque de la mort de cette même personne.

La statistique morale doit se borner à reconnaître les faits qui concernent un grand nombre d'hommes, et à rechercher les lois qui dominent ces faits. Elle se distingue par un caractère tout particulier de la statistique proprement dite, dont les investigations portent sur des objets matériels ou sur des qualités physiques de l'homme. Les phénomènes qu'elle étudie se compliquent en effet par l'intervention d'une cause qui semble, au premier abord, devoir déjouer tous nos calculs.

Le libre arbitre de l'homme, pour qui se contente d'étudier les individus, agit d'une manière si capricieuse, si désordonnée, qu'il doit paraître absurde de supposer de la régularité et des lois dans des séries de faits qui s'accomplissent sous son influence. Or, tel est cependant l'état des choses, comme nous l'avons déjà dit ailleurs, que *plus le nombre des individus que l'on observe est grand, plus les particularités individuelles soit physiques, soit morales, s'effacent et laissent prédominer la série des faits généraux en vertu desquels la société existe et se conserve*¹.

La possibilité d'établir une statistique morale et d'en déduire des conséquences utiles, dépend donc de ce fait fondamental, que le libre arbitre s'efface et demeure sans effet sensible quand les observations s'étendent sur un grand nombre d'hommes. Toutes les actions individuelles alors se neutralisent mutuellement, et rentrent dans la classe des effets produits par les causes purement accidentelles.

Ce fait n'est pas seulement de la plus grande importance pour le genre d'études qui nous occupe, il est encore très-remarquable sous le rapport philosophique : il apprend que l'action de l'homme se trouve restreinte dans un cercle tel, que les grandes lois de la nature sont à jamais soustraites à son influence; il montre aussi que des lois de conservation peuvent exister dans le monde moral, comme il s'en trouve dans le monde physique.

Il s'agit donc, avant tout, de reconnaître si le libre arbitre de l'homme se trouve en effet neutralisé dans l'état social, de manière à laisser les phénomènes généraux sous l'influence des causes qui lui sont étrangères. Nous nous sommes attaché dans différents écrits à montrer que cette neutralisation s'observe effectivement, quand

¹ *Sur l'homme et le développement de ses facultés, ou essai de physique sociale*, t. I, p. 12. Paris, chez Bachelier, 1835.

on embrasse une période de temps assez restreinte pour que les conditions de l'état social n'éprouvent pas de changement.

Nous sommes loin de prétendre, du reste, que des découvertes scientifiques, que des combinaisons gouvernementales, que la mise en pratique de grands principes sociaux, ne puissent avoir une influence très-marquée; mais ces causes d'action, bien que provenant des hommes, se trouvent placées alors en dehors de la sphère du libre arbitre des individus; c'est ce que nous avons essayé d'établir, en puisant principalement nos démonstrations dans les *Comptes-rendus de la justice criminelle en France*. Nous avons montré que les mêmes crimes se reproduisent annuellement dans le même ordre, et attirent les mêmes peines dans les mêmes proportions ¹. Nous avons insisté sur la constance et la régularité avec lesquelles procède cette série de faits, qui, sous ce rapport, l'emporte de beaucoup sur d'autres séries de phénomènes placés entièrement en dehors de l'action de l'homme.

On a principalement objecté à ce genre de preuves que les faits observés ne sont pas rigoureusement comparables; qu'il y a des crimes de toute nature; et que d'ailleurs les raisonnements portent sur des observations incomplètes, puisque les *Comptes-rendus* n'énumèrent que les crimes dont la connaissance a été portée devant les tribunaux ².

Nous pouvons aujourd'hui invoquer un autre ordre de faits qui sont rigoureusement comparables entre eux, et dont l'énumération est aussi complète qu'on peut le désirer; je veux parler des mariages constatés devant l'état civil.

S'il est une circonstance dans la vie où l'homme a le plus d'intérêt à agir avec circonspection et à user de toute la force de son libre arbitre, c'est à coup sûr quand il songe à contracter mariage. Si parfois il est invinciblement entraîné par des passions; plus souvent il consulte avec calme ses affections, ses convenances, ses intérêts, et ne se détermine qu'après un mûr examen.

Nous nous trouvons donc ici dans les circonstances les plus favorables, si nous voulons apprécier la part d'action que l'homme peut apporter dans les phénomènes sociaux, pour les faire dévier de la régularité que tendraient à leur imprimer des causes purement matérielles.

Or, voyons ce que nous apprennent les documents de l'état civil en Belgique. Nous trouvons d'abord que, depuis 1825 jusqu'en 1845, c'est-à-dire pendant l'espace de vingt années, le nombre des mariages a été annuellement de 28 à 29 mille environ, et qu'il a suivi progressivement l'accroissement de la population ³. Ce nom-

¹ *Sur le développ. de l'homme*, t. I, p. 8.

² Il semblerait, du reste, que les inconvénients signalés, loin de favoriser, devraient au contraire déranger la constance et la régularité des résultats.

³ *Annuaire de l'Observatoire royal de Bruxelles*, p. 177, 1846.

les besoins de notre organisation sociale; et ici, encore une fois, ce budget a été payé avec plus de régularité que celui qu'on paye au trésor de l'État ¹.

Les nombres individuels de chaque année, même en faisant la distinction des villes et des communes rurales, même en prenant séparément les provinces, montrent une constance qui a véritablement lieu de surprendre. Cependant, malgré cette constance, on voit se dessiner les résultats des usages et des coutumes propres à chaque localité.

Nous avons été curieux de rechercher s'il est des provinces qui donnent lieu à des mariages disproportionnés pour les âges. Il pouvait aussi être intéressant de savoir où des personnes âgées s'unissent le plus fréquemment; on pourra s'en faire une idée par le tableau qui suit, et qui renferme les nombres donnés par les cinq années 1841, 1842, 1843, 1844 et 1845.

PROVINCES.	POPULATION au 31 décembre 1844 *.	HOMMES de 30 ans et au-dessous, et FEMMES de 30 ans et au-dessous.	HOMMES de 60 ans et au-dessus, et FEMMES de 30 ans et au-dessous.	HOMMES et FEMMES de 60 ans et au-dessus.
Anvers	391,113	5	11	15
Brabant	666,793	4	25	44
Flandre occidentale	662,140	5	35	14
— orientale	803,345	4	35	35
Hainaut	686,256	6	19	30
Liège	431,777	1	14	58
Limbourg	179,014	0	13	14
Luxembourg	182,728	1	5	11
Namur	255,260	2	8	13
LE ROYAUME.	4,258,426	26	165	212

* *Annuaire de l'Observatoire de Bruxelles*, 1846, p. 169.

Si l'on a égard à la population, les mariages disproportionnés sont à peu près

¹ Je n'ai cessé de répéter pour un autre ordre de faits moraux : « *Il est un budget qu'on paye avec une régularité effrayante, c'est celui des prisons, des bagnes et des échafauds; c'est celui-là surtout qu'il faudrait s'attacher à réduire*; et, chaque année, les nombres sont venus confirmer mes prévisions, à tel point, que j'aurais pu dire, peut-être avec plus d'exactitude : « *Il est un tribut que l'homme acquitte avec plus de régularité que celui qu'il doit à la nature ou au trésor de l'État, c'est celui qu'il paye au crime!* » *Physique sociale*, t. I, p. 9.

aussi nombreux dans une partie du royaume que dans l'autre. Ceux entre hommes âgés et jeunes filles sont six fois aussi nombreux que ceux entre jeunes hommes et vieilles femmes.

Quant aux mariages entre vieillards des deux sexes, ils sont également en rapport avec la population de chaque province, et un peu plus nombreux que les mariages disproportionnés. On en compte annuellement un par 80,000 habitants, tandis qu'on ne compte qu'un mariage disproportionné par 90,000 habitants environ. Les causes morales qui produisent les uns et les autres ne sont pas les mêmes; la principale cause, dans les unions entre vieillards, est souvent le désir de se prêter un appui mutuel.

Dans le IV^e tableau donné à la suite de ce mémoire, on trouve les mariages classés par mois. C'est sans doute ici que le libre arbitre de l'homme peut exercer le plus d'influence, puisqu'il ne s'agit que de régler l'époque à laquelle l'union concertée doit avoir lieu. Or, nous retrouvons encore la même constance, dans la reproduction des nombres annuels. On voit que les volontés sont soumises à de certains usages auxquels elles cèdent comme à des nécessités, et comme ces nécessités restent annuellement les mêmes, on voit aussi se reproduire périodiquement les mêmes effets. Ainsi, pendant le carême et pendant le dernier mois de l'année, les mariages sont beaucoup moins nombreux dans les villes et les campagnes, mais surtout dans les campagnes; car il est à remarquer que le séjour des villes tend à neutraliser toutes les influences, et particulièrement celle des saisons. Une légère diminution dans le nombre des mariages se manifeste aussi à l'époque des moissons, et ne s'observe naturellement que dans les campagnes.

L'espèce de déficit produit par le carême et le dernier mois de l'année, se trouve en quelque sorte compensé par un excédant de mariages dans les mois qui précèdent ou suivent immédiatement.

Résumons maintenant les principales conclusions que l'on peut déduire de ce qui précède.

Nous voyons d'abord que, dans une classe importante de faits sociaux, où le libre arbitre de l'homme joue le plus grand rôle, tout, jusque dans ses moindres détails, procède d'année en année avec une constance et une régularité telles, que les effets des volontés individuelles peuvent être considérés comme à peu près complètement neutralisés.

Les seules causes morales qui exercent une action sensible sur le cours des choses, n'émanent plus des individus; elles appartiennent au peuple et à ses coutumes, dont les individus subissent à tout instant les influences comme autant de nécessités. Or, si nous voulons modifier les effets que nous voyons se reproduire

annuellement avec tant de constance, il faut commencer par modifier les causes dont ils dépendent.

C'est ici que la statistique morale prend un rôle important; elle s'étudie à reconnaître ces causes; elle les signale ensuite au législateur, et lui montre en quelque sorte le point où il doit agir pour modifier l'état social. C'est encore elle qui s'attache à rechercher, quand des changements ont été opérés, si ces changements sont salutaires ou nuisibles.

Quand on aura mieux reconnu la neutralisation des particularités individuelles dans la production des phénomènes sociaux, et la permanence des mêmes effets sous l'influence des mêmes causes, on sentira que la science sociale doit rentrer désormais dans les sciences d'observation et en suivre toutes les phases.

On s'était fait une idée exagérée de l'importance physique et morale de l'homme; il est temps de revenir à des idées plus justes. Sous le rapport physique, ce roi de la nature a été successivement réduit aux proportions les plus minimes. Une étude plus approfondie du système social, aura également pour effet de resserrer de plus en plus la sphère dans laquelle s'exerce l'influence de son libre arbitre. L'Être suprême n'a pu lui accorder une puissance qui tendrait à bouleverser les lois imprimées à toutes les parties de la création; il lui a tracé ses limites comme il en a fixé à l'Océan.

TABLEAU N° I.

Mariages par état civil (1841 à 1845 inclusivement).

	FLANDRE OCCID.			FLANDRE ORIENT.			ANVERS.						
	VILLES.	CAMPAGNES.	TOTAL *.	VILLES.	CAMPAGNES.	TOTAL.	VILLES.	CAMPAGNES.	TOTAL.				
Entre garçons et filles. . .	5,047	10,953	775	6,062	13,559	785	4,337	7,181	813				
— garçons et veuves . . .	345	916	61	424	958	56	299	452	53				
— veufs et filles . . .	756	2,054	136	723	2,545	151	575	1,001	111				
— veufs et veuves . . .	185	399	28	250	407	28	145	187	23				
	6,333	14,304	1,000	7,439	17,553	1,000	5,356	8,821	1,000				
	BRABANT.			LIMBOURG.			HAINAUT.						
	VILLES.	CAMPAGNES.	TOTAL.	VILLES.	CAMPAGNES.	TOTAL.	VILLES.	CAMPAGNES.	TOTAL.				
Entre garçons et filles . . .	6,889	13,429	811	837	4,234	802	3,993	16,091	839				
— garçons et veuves . . .	549	786	53	46	242	46	228	745	41				
— veufs et filles . . .	880	1,860	109	121	609	130	493	1,800	96				
— veufs et veuves . . .	268	407	27	26	114	22	143	429	24				
	8,586	16,482	1,000	1,030	5,289	1,000	4,859	19,065	1,000				
	LIÈGE.			NAMUR.			LUXEMBOURG.						
	VILLES.	CAMPAGNES.	TOTAL.	VILLES.	CAMPAGNES.	TOTAL.	VILLES.	CAMPAGNES.	TOTAL.				
Entre garçons et filles. . .	3,775	9,720	845	1,088	6,386	875	615	4,473	844				
— garçons et veuves . . .	235	431	42	53	169	26	22	152	29				
— veufs et filles . . .	431	1,050	93	110	610	84	72	564	106				
— veufs et veuves . . .	100	226	20	36	95	15	13	114	21				
	4,541	11,427	1,000	1,287	7,258	1,000	722	5,303	1,000				
LE ROYAUME.													
	1841.		1842.		1843.		1844.		1845.		Les 5 années réunies.		TOTAL GÉNÉRAL *
	Villes.	Campagn*	Villes.	Campagn*	Villes.	Campagn*	Villes.	Campagn*	Villes.	Campagn*	Villes.	Campagnes.	
Entre garçons et filles. . .	6,425	17,872	6,268	17,344	6,369	16,611	6,799	17,144	6,782	17,037	32,643	86,008	815
— garçons et veuves . . .	429	986	488	986	410	929	447	952	427	998	2,201	4,851	48
— veufs et filles . . .	865	2,570	845	2,397	778	2,387	871	2,407	804	2,422	4,163	12,183	112
— veufs et veuves . . .	231	498	221	474	244	492	224	482	226	514	1,146	2,460	25
	7,950	21,926	7,822	21,201	7,801	20,419	8,341	20,985	8,259	20,971	40,153	105,502	1,000

* Pour rendre les comparaisons faciles , on a réduit proportionnellement les nombres de manière que leur somme soit égale à 1,000.

* Pour rendre les comparaisons faciles, on a réduit proportionnellement les nombres de manière que leur somme soit égale à 1,000.

TABLEAU N° II.

Mariages classés suivant les âges où les deux

AGES.	HOMMES.		FEMMES.		TOTAL PAR SEXE.	
	VILLES.	CAMPAGNES.	VILLES.	CAMPAGNES.	HOMMES.	FEMMES.
FLANDRE OCCIDENTALE.						
De 21 ans et au-dessous	257	135	704	978	392	1,682
21 à 25 ans accomplis	1,205	1,481	1,711	3,226	2,686	4,037
25 à 30 —	2,116	4,300	1,718	4,570	6,506	6,288
30 à 35 —	1,221	3,537	945	2,718	4,808	3,663
35 à 40 —	645	2,081	006	1,304	2,726	1,910
40 à 45 —	393	1,265	315	776	1,658	1,091
45 à 50 —	206	646	178	414	852	592
50 à 55 —	124	285	104	183	406	287
55 à 60 —	78	206	36	82	264	116
60 à 65 —	48	129	11	35	177	46
65 à 70 —	30	63	1	7	96	8
70 à 75 —	11	26	4	8	37	13
75 à 80 —	2	6	2	2	8	2
Au delà de 80 ans.	2	4	2	1	4	1
TOTAUX	6,333	14,304	6,333	14,304	20,637	
BRABANT.						
De 21 ans et au-dessous	319	432	930	1,388	751	2,311
21 à 25 ans accomplis	1,606	2,968	2,014	4,546	4,574	6,560
25 à 30 —	2,825	5,753	2,236	5,136	8,578	7,577
30 à 35 —	1,784	3,428	1,430	2,609	5,212	4,033
35 à 40 —	904	1,774	900	1,433	2,678	2,333
40 à 45 —	536	1,046	532	718	1,582	1,277
45 à 50 —	274	496	285	364	770	640
50 à 55 —	129	239	142	174	368	311
55 à 60 —	89	165	55	67	254	126
60 à 65 —	58	92	28	23	150	51
65 à 70 —	43	54	10	15	97	28
70 à 75 —	10	28	3	8	38	11
75 à 80 —	8	6	1	1	14	2
Au delà de 80 ans.	1	1	2	2	2	2
TOTAUX	8,586	16,482	8,586	16,482	25,068	

pas se marient (1841 à 1845 inclusivement).

HOMMES.		FEMMES.		TOTAL PAR SEXE.		HOMMES.		FEMMES.		TOTAL PAR SEXE.	
VILLES.	CAMPAGNES.	VILLES.	CAMPAGNES.	HOMMES.	FEMMES.	VILLES.	CAMPAGNES.	VILLES.	CAMPAGNES.	HOMMES.	FEMMES.
FLANDRE ORIENTALE.						ANVERS.					
267	195	772	1,060	402	1,832	245	137	796	464	482	1,260
1,404	1,764	2,004	3,845	5,108	5,849	1,213	1,115	1,391	2,086	2,328	3,477
2,331	5,394	1,986	5,413	7,815	7,599	1,654	2,940	1,355	2,883	4,594	4,218
1,406	4,340	1,303	3,456	5,745	4,659	993	2,006	782	1,579	3,089	2,561
782	2,831	678	1,890	3,613	2,568	498	1,214	466	911	1,712	1,577
475	1,614	399	1,005	2,089	1,404	309	688	321	502	997	823
241	843	236	535	1,084	771	140	327	163	234	467	597
131	381	84	219	512	303	101	134	74	101	235	175
86	307	51	79	293	130	56	71	21	34	127	55
62	130	17	33	201	50	29	56	4	12	85	16
20	65	7	12	83	19	14	26	2	12	40	14
12	19	2	6	31	8	3	10	1	3	13	3
1	10	1	1	11	1	1	7	1	1	8	1
1	4	1	1	5	1	1	1	1	1	1	1
7,439	17,555	7,459	17,555	24,992		5,356	8,821	5,356	8,821	14,177	
LIMBOURG.						HAINAUT.					
34	39	97	417	125	514	245	593	676	2,246	838	2,922
135	740	288	1,303	923	1,501	1,058	3,835	1,430	5,849	4,893	7,285
344	1,682	277	1,560	2,022	1,837	1,644	6,636	1,207	5,471	8,280	6,678
208	1,174	152	909	1,382	1,061	863	3,752	659	2,647	4,615	3,306
152	706	115	545	832	660	468	1,997	397	1,304	2,465	1,701
58	462	36	318	521	374	244	1,041	250	794	1,285	1,044
33	204	24	134	237	158	146	583	123	390	729	513
15	92	13	56	107	69	66	262	59	197	328	256
10	64	6	25	74	31	59	168	41	100	227	141
8	46	1	15	54	15	45	114	7	42	159	49
4	21	2	4	25	6	9	56	4	14	65	18
3	13	1	3	16	3	8	21	1	9	29	9
1	2	1	2	3	2	2	5	1	2	7	2
1	1	1	1	1	1	2	2	1	1	4	1
1,654	5,289	1,050	5,289	6,319		4,859	19,065	4,859	19,065	23,924	

AGES.	HOMMES.		FEMMES.		TOTAL PAR SEXE.	
	VILLES.	CAMPAGNES.	VILLES.	CAMPAGNES.	HOMMES.	FEMMES.
LIÈGE.						
De 21 ans et au-dessous	145	512	445	1,127	457	1,571
21 à 25 ans accomplis	1,031	2,105	1,261	3,269	3,194	4,534
25 à 30 —	1,478	3,888	1,112	3,284	5,566	4,590
30 à 35 —	879	2,411	755	1,799	3,290	2,555
35 à 40 —	469	1,255	470	985	1,722	1,451
40 à 45 —	264	685	260	507	949	761
45 à 50 —	117	298	121	235	415	355
50 à 55 —	67	166	50	117	235	161
55 à 60 —	29	97	47	49	126	99
60 à 65 —	28	70	11	33	104	44
65 à 70 —	22	46	6	14	68	22
70 à 75 —	7	24	2	8	31	11
75 à 80 —	5	7	1	•	12	•
Au delà de 80 ans.	•	1	•	•	1	•
TOTAUX	4,541	11,427	4,541	11,427	15,968	

LE I

AGES.	1841.				1842.					
	HOMMES.		FEMMES.		HOMMES.		FEMMES.		HOMMES.	
	Villes.	Campag.	Villes.	Campag.	Villes.	Campag.	Villes.	Campag.	Villes.	Campag.
De 21 ans et au-dessous	511	405	925	1,906	522	526	905	1,850	391	•
21 à 25 ans accomplis	1,473	5,204	2,010	5,411	1,478	3,088	1,953	5,333	1,600	3,•
25 à 30 —	2,081	7,386	2,119	6,965	2,655	7,106	2,012	6,553	2,516	6,•
30 à 35 —	1,582	4,945	1,205	3,725	1,479	4,748	1,300	5,642	1,526	4,•
35 à 40 —	864	2,772	814	1,977	818	2,651	746	1,836	783	2,•
40 à 45 —	492	1,545	455	1,024	513	1,544	479	1,045	440	1,•
45 à 50 —	222	712	249	504	221	699	238	559	251	•
50 à 55 —	127	385	106	251	125	356	109	225	114	•
55 à 60 —	84	226	41	85	85	225	62	107	77	•
60 à 65 —	74	170	17	50	66	134	9	43	47	•
65 à 70 —	30	82	7	21	39	89	5	12	34	•
70 à 75 —	8	28	4	9	16	41	3	15	15	•
75 à 80 —	1	7	•	2	4	11	1	1	6	•
Au delà de 80 ans.	1	1	•	•	1	3	•	•	1	•
TOTAUX	7,950	21,926	7,950	21,926	7,822	21,201	7,822	21,201	7,801	20,•

HOMMES.		FEMMES.		TOTAL PAR SEXE.		HOMMES.		FEMMES.		TOTAL PAR SEXE.	
VILLES.	CAMPAGNES.	VILLES.	CAMPAGNES.	HOMMES.	FEMMES.	VILLES.	CAMPAGNES.	VILLES.	CAMPAGNES.	HOMMES.	FEMMES.
NAMUR.						LUXEMBOURG.					
105	301	257	942	404	1,199	48	162	119	627	210	740
305	1,531	402	2,172	1,834	2,574	166	977	228	1,580	1,143	1,808
418	2,462	299	2,222	2,880	2,521	252	1,800	193	1,498	2,052	1,693
208	1,501	136	1,008	1,709	1,144	116	1,138	85	801	1,254	880
120	665	85	438	785	523	69	580	38	400	649	438
68	407	52	247	475	299	35	302	35	224	337	259
28	190	32	128	218	160	15	151	15	95	160	110
12	72	13	59	84	72	6	82	4	47	88	51
13	61	6	15	76	19	8	47	1	13	33	14
4	28	2	16	32	18	4	40	2	12	44	14
2	27	1	10	29	11	2	15	"	4	17	4
3	9	2	2	12	4	1	8	"	2	9	2
3	3	"	1	6	1	"	"	"	"	"	"
"	1	"	"	1	"	"	1	"	"	1	"
1,287	7,258	1,287	7,258	8,545		722	5,303	722	5,303	6,025	

UNE.

S.	1844.						1845.				LES CINQ ANNÉES RÉUNIES.				TOTAL GÉNÉRAL par âge et par sexe.	
	HOMMES.		FEMMES.				HOMMES.		FEMMES.		HOMMES.		FEMMES.		HOMMES.	FEMMES.
	Villes.	Campag.	Villes.	Campag.	Villes.	Campag.	Villes.	Campag.	Villes.	Campag.	Villes.	Campag.	Villes.	Campag.		
973	1,881	358	427	1,022	1,780	341	430	971	1,835	1,703	2,356	4,790	9,252	4,059	14,048	
1,910	3,450	1,795	3,489	2,517	5,847	1,825	3,513	2,406	5,837	8,169	16,514	10,735	27,878	24,683	38,613	
1,591	6,074	2,698	6,788	2,120	6,282	2,698	6,895	2,133	6,167	13,248	34,845	10,365	32,030	48,093	42,404	
1,225	3,331	1,858	4,076	1,246	3,435	1,543	4,491	1,174	3,593	7,768	23,333	6,148	17,524	31,103	23,672	
765	1,789	836	2,585	722	1,785	786	2,593	709	1,826	4,087	13,095	3,754	9,211	17,182	12,965	
421	1,008	469	1,465	474	990	469	1,462	413	1,022	2,585	7,510	2,240	5,080	9,893	7,320	
312	496	240	781	248	479	266	791	232	509	1,200	3,738	1,171	2,527	4,938	3,706	
165	226	157	340	109	222	145	333	115	227	648	1,714	542	1,151	2,362	1,893	
52	83	103	203	54	84	81	209	54	101	430	1,086	265	463	1,516	725	
13	40	50	126	22	52	49	148	21	34	286	720	82	219	1,006	301	
6	21	24	75	6	19	19	60	9	19	146	371	33	92	517	125	
3	16	9	23	1	8	10	26	2	1	58	158	13	49	216	62	
2	2	6	6	"	3	6	14	"	"	23	46	3	8	69	11	
"	"	"	1	"	1	1	4	"	"	4	14	"	1	18	1	
101	20,419	8,341	20,985	8,341	20,985	8,239	20,971	8,239	20,971	40,153	105,502	40,153	105,502	145,653		

TABLEAU N° III. Mariages classés sous le rapport des âges respectifs des époux (1841 à 1845 inclusivement).

AGES.	FLANDRE OCCID.			FLANDRE ORIENT.			ANVERS.		
	CAMPAG.		TOTAL.	CAMPAG.		TOTAL.	CAMPAG.		TOTAL.
	VILLES.			VILLES.			VILLES.		
Hommes de 50 ans et au-dessous, et femmes	2,949	4,788	7,737	3,345	5,745	9,090	2,645	3,596	6,059
de 50 ans et au-dessous.									
30 à 45 ans.	599	1,150	1,749	754	1,373	2,127	565	764	1,357
45 à 60 ans.	20	64	95	52	71	103	29	29	58
60 ans et au delà.	1	4	5	1	4	5	2	3	5
Hommes de 50 à 45 ans accomplis, et femmes	1,111	3,075	4,784	1,501	4,321	5,522	782	1,929	2,711
de 50 ans et au-dessous.									
30 à 45 ans.	1,017	2,951	3,968	1,375	4,104	5,379	846	1,895	2,759
45 à 60 ans.	126	291	417	175	357	552	122	170	292
60 ans et au delà.	5	18	23	2	12	14	3	0	9
Hommes de 45 à 60 ans accomplis, et femmes	65	283	348	108	317	425	40	97	157
de 50 ans et au-dessous.									
30 à 45 ans.	215	600	815	219	781	1,000	154	501	455
45 à 60 ans.	120	356	356	126	319	445	94	131	225
60 ans et au delà.	7	18	25	5	14	19	3	3	6
Hommes de 60 ans et au delà, et femmes	8	30	38	8	35	43	2	11	13
de 50 ans et au-dessous.									
30 à 45 ans.	37	97	134	52	95	125	23	34	57
45 à 60 ans.	45	88	131	38	86	124	19	39	58
60 ans et au delà.	5	15	10	18	21	39	1	15	10
TOTAUX	6,355	14,504	20,657	7,459	17,555	24,992	5,356	8,821	14,177
	BRABANT.			LIMBOURG.			HAINAUT.		
	CAMPAG.		TOTAL.	CAMPAG.		TOTAL.	CAMPAG.		TOTAL.
	VILLES.			VILLES.			VILLES.		
Hommes de 50 ans et au-dessous, et femmes	3,065	7,592	11,257	404	1,905	2,459	2,529	9,785	12,514
de 50 ans et au-dessous.									
30 à 45 ans.	1,020	1,498	2,518	87	491	578	405	1,233	1,650
45 à 60 ans.	64	50	123	5	25	30	15	40	55
60 ans et au delà.	1	4	5	1	"	1	"	0	0
Hommes de 50 à 45 ans accomplis, et femmes	1,415	5,247	4,602	186	1,195	1,581	749	3,570	4,325
de 50 ans et au-dessous.									
30 à 45 ans.	1,397	2,759	4,356	195	1,046	1,241	764	2,936	3,070
45 à 60 ans.	208	257	445	18	94	112	88	266	354
60 ans et au delà.	4	5	9	"	1	1	4	12	16
Hommes de 45 à 60 ans accomplis, et femmes	85	215	300	0	70	85	38	185	223
de 50 ans et au-dessous.									
30 à 45 ans.	251	442	673	54	206	240	141	521	602
45 à 60 ans.	102	254	306	15	74	89	89	287	376
60 ans et au delà.	14	9	23	"	4	4	5	20	25
Hommes de 60 ans et au delà, et femmes	15	16	31	3	14	17	3	20	23
de 50 ans et au-dessous.									
30 à 45 ans.	34	61	95	7	20	26	28	55	83
45 à 60 ans.	48	75	123	5	22	27	51	94	125
60 ans et au delà.	25	20	52	1	17	18	4	20	24

Hommes de 30 ans et au-dessous, et femmes	de 30 ans et au-dessous.	2,100	5,300	7,300	722	3,810	4,352	416	2,525	2,947
	30 à 45 ans	518	1,030	1,043	99	467	506	49	401	400
	45 à 60 ans	41	42	85	3	14	17	1	12	13
	60 ans et au delà	"	1	1	"	3	3	"	1	1
Hommes de 30 à 45 ans accomplis, et femmes	30 ans et au-dessous.	675	2,270	2,945	226	1,450	1,076	121	1,124	1,245
	30 à 45 ans	839	1,907	2,746	143	1,038	1,181	90	843	933
	45 à 60 ans	97	158	255	27	81	108	9	52	61
	60 ans et au delà	1	14	15	"	4	4	"	1	1
Hommes de 45 à 60 ans accomplis, et femmes	30 ans et au-dessous.	30	110	149	8	65	73	4	49	53
	30 à 45 ans	108	298	406	27	160	193	17	156	173
	45 à 60 ans	59	143	202	18	83	101	8	60	77
	60 ans et au delà	7	10	17	2	9	11	"	6	6
Hommes de 60 ans et au delà, et femmes	30 ans et au-dessous.	4	10	14	2	11	13	1	7	8
	30 à 45 ans	25	56	81	4	22	26	2	25	27
	45 à 60 ans	21	58	79	3	22	25	2	22	24
	60 ans et au delà	12	30	42	3	13	10	2	10	12
Totaux		4,541	11,427	15,968	1,287	7,238	8,545	722	5,303	6,025

LE ROYAUME.

AGES.	1941.		1942.		1943.		1944.		1945.		LES CINQ ANNÉES réunies.		TOTAL général.	
	Villes.	Campag.	Villes.	Campag.	Villes.	Campag.	Villes.	Campag.	Villes.	Campag.	Villes.	Campag.		
Hommes de 30 ans et au-dessous, et femmes.	de 30 ans et au-dessous.	3,606	9,182	3,538	8,894	3,038	8,730	3,994	9,030	4,067	9,090	18,853	44,926	63,750
	30 à 45 ans . . .	829	1,801	874	1,752	817	1,589	781	1,594	767	1,671	4,068	8,407	12,475
	45 à 60 ans . . .	20	64	53	68	50	75	54	75	28	74	214	356	570
	60 ans et au delà . .	1	6	"	6	2	6	"	5	2	3	5	20	31
Hommes de 30 à 45 ans accomplis, et femmes.	30 ans et au-dessous.	1,353	4,760	1,254	4,549	1,278	4,339	1,370	4,569	1,351	4,459	9,015	22,685	29,300
	30 à 45 ans . . .	1,385	4,146	1,385	4,011	1,321	3,770	1,392	3,813	1,253	3,728	9,736	19,477	26,215
	45 à 60 ans . . .	198	352	170	372	148	331	165	328	189	543	870	1,700	2,576
	60 ans et au delà . .	2	16	1	11	2	16	7	14	5	10	17	75	90
Hommes de 45 à 60 ans accomplis, et femmes.	30 ans et au-dessous.	82	289	80	266	79	301	74	281	80	260	401	1,397	1,708
	30 à 45 ans . . .	217	679	217	662	231	663	234	717	245	748	1,144	3,471	4,615
	45 à 60 ans . . .	129	336	127	320	126	307	162	300	147	313	691	1,570	2,267
	60 ans et au delà . .	5	18	7	12	6	26	10	26	14	14	42	93	135
Hommes de 60 ans et au delà, et femmes.	30 ans et au-dessous.	15	35	8	27	8	35	12	29	6	30	47	154	201
	30 à 45 ans . . .	41	101	49	98	38	95	35	84	31	94	104	472	600
	45 à 60 ans . . .	40	112	50	111	45	94	30	82	37	107	209	506	715
	60 ans et au delà . .	20	42	10	42	14	34	12	38	11	21	67	177	244
Totaux		7,050	21,926	7,822	21,201	7,801	20,419	8,341	20,985	8,359	20,971	40,155	105,502	145,035

TABLEAU n° IV.
Mariages par mois (1841 à 1845 inclusivement).

MOIS.	FLANDRE OCCID.			FLANDRE ORIENT.			ANVERS.		
	VILLES.	CAMPAGNES.	TOTAL.	VILLES.	CAMPAGNES.	TOTAL.	VILLES.	CAMPAGNES.	TOTAL.
Janvier	556	1,321	1,877	599	1,071	2,370	468	1,141	1,609
Février	477	948	1,425	592	1,204	1,796	439	854	1,293
Mars	201	178	379	201	281	482	120	151	277
Avril	775	2,088	2,863	847	2,041	3,488	621	1,269	1,890
Mai	817	2,343	3,160	909	2,815	3,724	629	1,071	1,700
Juin	615	1,125	1,740	770	1,320	2,390	512	799	1,311
Juillet	518	1,163	1,681	674	1,432	2,106	508	886	1,394
Août	556	1,009	1,565	675	1,247	1,922	507	612	1,119
Septembre	548	1,332	1,880	607	1,326	1,933	418	575	993
Octobre	590	1,254	1,844	702	1,293	1,995	471	682	1,153
Novembre	514	1,358	1,872	586	1,099	2,285	454	802	1,256
Décembre	166	185	351	277	424	701	205	179	382
Totaux	6,535	14,304	20,837	7,439	17,553	24,992	5,350	8,821	14,177

	BRABANT.			LIMBOURG.			HAINAUT.		
Janvier	611	1,075	2,286	110	711	821	450	1,835	2,305
Février	694	1,345	2,039	141	533	674	441	1,710	2,151
Mars	372	381	753	51	154	205	174	504	678
Avril	876	2,003	2,879	159	778	937	500	2,240	2,800
Mai	960	1,904	2,864	96	570	675	532	2,280	2,832
Juin	784	1,505	2,289	81	438	519	419	1,565	1,982
Juillet	914	1,508	2,422	69	330	408	400	1,528	1,937
Août	734	1,252	1,986	66	297	363	397	1,588	1,785
Septembre	651	1,263	1,915	93	370	463	455	1,385	1,820
Octobre	708	1,286	1,994	77	445	522	347	1,533	1,900
Novembre	672	1,051	2,323	60	517	577	444	2,353	2,797
Décembre	610	710	1,320	27	128	155	231	706	937
Totaux	8,586	16,482	25,068	1,030	5,289	6,319	4,859	19,065	23,924

	LIÈGE.			NAMUR.			LUXEMBOURG.		
Janvier	405	1,158	1,541	110	856	040	75	699	772
Février	367	1,094	1,461	99	598	007	59	658	717
Mars	256	385	659	55	186	239	25	245	266
Avril	385	1,286	1,671	177	1,008	1,245	92	545	655
Mai	511	1,240	1,751	152	862	1,014	71	558	629
Juin	590	902	1,298	105	619	722	65	415	478
Juillet	560	971	1,531	90	555	645	75	355	408
Août	580	790	1,170	98	469	567	64	521	585
Septembre	575	806	1,179	106	449	555	45	516	561
Octobre	412	929	1,341	121	525	646	64	555	599
Novembre	402	1,522	1,724	117	840	957	52	554	586
Décembre	296	566	862	61	253	514	41	548	589
Totaux	4,541	11,427	15,968	1,287	7,258	8,545	722	5,305	6,025

LE ROYAUME.

MOIS.	1941.		1942.		1943.		1944.		1945.		LES CINQ ANNÉES réunies.		TOTAL GÉNÉRAL.
	1941.		1942.		1943.		1944.		1945.		LES CINQ ANNÉES réunies.		
	VILLES.	CAMPAG.	VILLES.	CAMPAG.	VILLES.	CAMPAG.	VILLES.	CAMPAG.	VILLES.	CAMPAG.	VILLES.	CAMPAG.	
Janvier	527	1,899	626	2,207	616	2,008	689	2,125	922	2,718	5,580	11,047	14,427
Février	776	2,335	526	1,574	757	2,514	819	2,040	451	881	5,509	8,944	12,253
Mars.	247	385	290	561	511	542	272	529	557	646	1,457	2,461	5,918
Avril.	856	2,619	1,056	3,619	641	1,778	890	2,472	1,069	5,428	4,492	15,916	18,408
Mai	928	2,865	859	2,551	1,015	3,108	998	2,900	919	2,448	4,697	15,652	18,549
Juin	855	2,061	766	1,781	716	1,687	715	1,676	715	1,679	5,745	8,884	12,629
Juillet	711	1,814	649	1,582	651	1,555	811	1,694	813	1,872	5,615	8,515	12,150
Août.	655	1,478	716	1,505	726	1,485	727	1,477	655	1,442	5,477	7,585	10,862
Septembre	717	1,685	662	1,675	605	1,458	651	1,555	641	1,452	5,270	7,821	11,097
Octobre.	684	1,651	665	1,625	675	1,556	755	1,820	717	1,650	5,492	8,502	11,794
Novembre	617	2,557	674	2,202	750	2,291	664	2,240	596	1,986	5,501	11,076	14,577
Décembre	417	779	555	651	500	641	554	659	426	769	1,912	5,409	5,411
Totaux	7,950	21,926	7,822	21,301	7,801	20,410	8,541	20,985	8,250	20,971	40,155	105,502	145,655

STATISTIQUE

DES

MONTS-DE-PIÉTÉ DE BELGIQUE,

PAR

M. D. ARNOULD,

VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION PROVINCIALE DE STATISTIQUE
DE LIÈGE.

L'arrêté des représentants du peuple de la république française, du 25 floréal an III (12 mai 1795), ayant rompu violemment les liens qui unissaient les monts-de-piété sous une administration commune, depuis l'époque de leur érection en 1618, l'isolement de chacun de ces établissements n'a pas permis de dresser une statistique complète de leurs opérations; cette difficulté s'est accrue encore par les dispositions de la loi communale de 1836, qui ont soustrait ces établissements à l'action du Gouvernement, en les plaçant dans les attributions des autorités locales.

Dès lors les changements introduits, ou tolérés dans quelques villes, à l'ancien mode de comptabilité, ont occasionné de telles méprises dans les chiffres fournis par diverses administrations, que les relevés généraux qu'on en a faits offraient les disparates les plus choquantes.

Il ne restait guère d'autre moyen de former une bonne statistique que de recueillir les matériaux sur les lieux mêmes; j'ai profité à cet effet de la mission que j'avais reçue de M. le Ministre de la justice, pour visiter les monts-de-piété du royaume dans tous leurs détails, et lui faire un rapport sur leur état actuel et les moyens de les améliorer.

Ce rapport ¹ contient 15 tableaux qui se rapportent aux branches d'admi-

¹ *Situation administrative et financière des monts-de-piété en Belgique, nécessité et moyens de les réorganiser*; par D. Arnould. Vol. grand in-8°, 365 pages et 15 tableaux. Bruxelles, imprimerie du *Moniteur belge*, 1845. En vente chez Meline, Cans et comp^{ie}, à Bruxelles.

nistration ou d'opération de chacun des vingt-deux monts-de-piété du pays; je crois utile d'en présenter ici les résultats généraux pour cette classe nombreuse de lecteurs qui, n'ayant que peu de temps à donner aux matières étrangères à l'objet spécial de leurs études, désirent toutefois se former une idée précise de certaines institutions.

Je suivrai, dans ce travail, l'ordre des chapitres de l'ouvrage, afin qu'on puisse y recourir au besoin pour les développements, et j'accompagnerai les chiffres que je vais présenter, de quelques observations propres à en faire connaître la portée ainsi que les conséquences qu'on peut en tirer; j'y joindrai en entier l'état général des opérations et des charges des monts-de-piété pendant l'année 1843¹: ce tableau forme à peu près le résumé de toutes les opérations.

Les deux premiers chapitres de l'ouvrage, consacrés à des *Considérations générales* et à la *Législation des monts-de-piété*, sous les différentes dominations auxquelles le pays a été soumis, ne contiennent d'autres chiffres à recueillir pour la statistique que le nombre de ces établissements érigés aux diverses époques de leur histoire.

Pendant la première époque, celle des maisons d'Espagne et d'Autriche, les archiducs Albert et Isabelle ont fondé de 1618 à 1633 quinze monts-de-piété, savoir: ceux de Bruxelles, Anvers, Malines, Gand, Tournay, Mons, Bruges, Courtrai, Arras, Valenciennes, Cambrai, Douay et Berg-St-Winox. Les six derniers, par la cession à la France des villes où ils se trouvaient, furent forcément détachés de l'union et de la solidarité qui existaient entre les quinze monts avant les traités des Pyrénées, d'Aix-la-Chapelle et de Nimègue.

Il n'en restait donc que 9
auxquels il faut ajouter :

Celui d'Ypres, érigé vers 1673, pour suppléer en partie aux pertes déjà faites à cette époque; ci 1

Celui de Louvain, créé par des particuliers et qui n'a fait partie de l'union qu'à partir de 1782 1

Celui de Termonde, qui, fondé en 1622, en vertu d'un legs charitable fait

A REPORTER 11

¹ Les directeurs de chaque établissement ayant maintenant une parfaite connaissance des renseignements propres à former les tableaux, et les méprises n'étant plus à craindre, il serait désirable que le Gouvernement demandât aux administrations locales de faire remplir exactement les mêmes cadres chaque année, pour former ensuite, dans ses bureaux, la statistique générale des monts-de-piété.

REPORT	11
en 1619, n'a jamais été soumis à l'administration centrale qui régissait les autres	1
Ce qui porte à douze le nombre des monts-de-piété qui existaient en 1795, époque de leur ruine et de la suppression de la jointe suprême dans les Pays-Bas autrichiens; ci.	12

Dans le pays de Liège, les princes-évêques avaient fondé, de 1621 à 1622, six monts-de-piété, savoir : ceux de S^t-Trond, Tongres, Dinant, Huy, Thuin et Liège, unis aussi, dans cette principauté, par une étroite solidarité, à l'instar de ceux de Belgique, et ruinés comme eux par suite des arrêtés des représentants de la république française.

La nécessité des monts-de-piété n'a jamais mieux été sentie qu'à l'époque où le gouvernement français provoqua la loi du 16 pluviôse an XII (6 février 1804), pour mettre un terme aux honteuses spéculations et à l'infâme cupidité des prêteurs sur gage contre lesquels s'élevaient des clameurs universelles.

Dix monts-de-piété furent rétablis en Belgique, en vertu des instructions du Gouvernement, de la loi du 16 pluviôse an XII et des décrets des 24 messidor suivant et 8 thermidor an XIII; ce sont ceux de Mons, Tournay, Ypres, Courtrai, Anvers, Bruges, S^t-Nicolas, Malines, Bruxelles et Louvain; ci

Le Gouvernement des Pays-Bas érigea en outre, de 1814 à 1829, douze monts-de-piété, savoir : ceux de Namur, Liège, Diest, Dinant, Verviers, Huy, Nivelles, Gand, Ostende, Tirlemont, S^t-Trond et Termonde; ci . . .

Il existait donc en 1830 vingt-deux monts-de-piété dans notre royaume; ci. 22

Toutes les principales villes étant ainsi pourvues, le Gouvernement belge n'a institué depuis lors aucun nouveau mont.

Ce second chapitre se termine par un résumé des actes du pouvoir, qui constate la nécessité de l'intervention tutélaire du Gouvernement dans les affaires des monts-de-piété : intervention qui ne changerait rien aux attributions des autorités locales, si elle se bornait à une sanction de plus, celle du pouvoir central; car si, comme je le disais, il ne faut ni comprimer l'action de la commune, ni donner au Gouvernement une part directe dans l'administration intérieure des monts-de-piété et le choix du personnel, il ne faut pas non plus le mettre dans l'impuissance de remédier aux abus et de prendre les dispositions générales que réclament les besoins des diverses parties du royaume. Loin de gêner la liberté, c'est la servir que d'éclairer l'inexpérience, de stimuler le zèle, de pousser au be-

soin l'insouciance, l'esprit de routine et de localité dans les meilleures voies, et enfin, de donner une direction uniforme à des établissements qui, dans la position isolée où ils sont placés, ne peuvent atteindre le but de leur institution.

Le troisième chapitre, intitulé : *État actuel des monts-de-piété*, se divise en cinq paragraphes.

Le § I^{er} traite de l'*administration*; il signale la divergence d'intérêts qui règne entre les commissions des monts-de-piété et celles des hospices et des bureaux de bienfaisance, qui, au lieu de chercher à prévenir la ruine des personnes qui sont forcées de recourir à l'emprunt sur gage, augmentent leur détresse par les intérêts qu'ils exigent pour les fonds qu'ils prêtent au mont-de-piété et par les bénéfices qu'ils retirent des opérations de ces établissements, tandis que ces trois administrations devraient joindre leurs efforts pour soulager toutes les infortunes en se réunissant en un conseil général.

Ce conseil arrêterait des mesures d'ensemble propres à prévenir par un prêt à un intérêt modique, la ruine de ceux qui ne sont encore que dans l'état de gêne, à secourir efficacement l'ouvrier que la maladie ou le défaut d'ouvrage plonge momentanément dans la misère et à recueillir ceux dont la vieillesse ou les infirmités réclament un asile.

L'expérience démontre aussi la nécessité d'instituer, au Ministère de la justice, une commission permanente pour les affaires des monts-de-piété, qui ne peuvent être bien comprises que par des hommes spéciaux qui connaissent *les détails infinis et compliqués* de ces établissements *étrangers aux affaires ordinaires de service général*.... ainsi que l'écrivait, en 1788, le conseiller d'État de Kulberg, chargé d'exprimer l'opinion du conseil privé.

Le § II fait connaître le montant de la *dotation* de chacun des vingt-deux monts-de-piété et l'intérêt à payer aux hospices et autres établissements de charité qui fournissent des fonds.

Un tableau détaillé (n° 1) constate que les capitaux versés par ces établissements dans les caisses des monts-de-piété s'élèvent à fr. 7,817,361 45 c^t, à un intérêt qui, dans la plupart des localités et pour les sommes les plus élevées, est de 5 p. ⁰/₁₀, et varie dans d'autres, de 3 à 4 ¹/₂ p. ⁰/₁₀.

Le montant de ces intérêts payés par les monts, déduction faite du produit des placements étrangers au prêt, s'élève à fr. 167,650 09 c^t.

La dernière colonne de ce tableau prouve qu'un capital de 3,624,000 francs suffirait pour former la dotation des monts-de-piété, si on les autorisait à rembourser les capitaux qu'ils ne peuvent utiliser pour le prêt et qu'ils sont obligés d'employer à des opérations étrangères à leur destination, et souvent à un intérêt moindre que celui qu'ils payent aux hospices. N'est-il pas odieux d'exiger 5 p. ⁰/₁₀

d'intérêts des monts-de-piété, alors que les placements que font ailleurs les hospices ne leur rapportent en général que 3, 3 1/2 et au plus 4 p. %?

On vient de voir que le capital nécessaire pour la dotation des monts-de-piété pourrait être réduit à fr. 3,624,000 »

Dans cette somme se trouvent comprises les réserves appartenant en propre aux monts de Bruxelles, Louvain, Nivelles, Anvers, Malines et Liège, se montant ensemble à 826,349 95

Il ne faudrait donc plus qu'un capital de fr. 2,797,650 05

Si le Gouvernement se chargeait de rembourser cette somme aux établissements de bienfaisance, au moyen d'un emprunt à 4 p. %, il n'aurait à porter annuellement au budget qu'un intérêt de 111,906 francs, ce qui serait une bien faible charge pour les contribuables, en comparaison de l'immense soulagement qui en résulterait pour la classe si malheureuse des emprunteurs.

Ne serait-il pas d'ailleurs plus moral d'accorder des subsides pour assister les ouvriers honnêtes qui cachent leur misère, que de les employer à faire des distributions d'argent à ceux qui ne craignent pas de solliciter des secours, et qui s'habituent ainsi à la fainéantise, tandis que les autres travaillent pour récupérer les gages dont ils se sont momentanément privés ?

A défaut d'une dotation fournie par l'État, la loi pourrait obliger les établissements de charité qui profitent des bénéfices des monts-de-piété, à prêter sans intérêt le capital nécessaire aux opérations, ou bien les charger de la gestion des monts-de-piété comme d'une œuvre de bienfaisance qui entre dans leurs attributions, et dont ils ne retireraient d'autre profit que celui d'un modique intérêt, à fixer par le Gouvernement, et l'agglomération des capitaux avec les bénéfices qui leur reviendraient, dès qu'ils excèderaient les besoins du prêt sur gage.

Il ne faut pas oublier que la pensée du législateur, lors de la rédaction de la loi du 16 pluviôse an XII, était de remettre entièrement la gestion des monts-de-piété à l'administration des hospices qui, disait Perrin au tribunal, *sans perdre de vue l'intérêt de l'hospice, saurait aussi que l'homme laborieux pressé par le besoin du moment, n'est pas moins recommandable que l'indigent auquel l'hospice sert d'asile* ; c'était même dans la nécessité de mettre cette administration en état de subvenir aux avances qu'entraîneraient les nouvelles opérations dont elle serait chargée (celles du prêt) que le conseiller d'État Amiot puisait l'un des motifs pour la vente des propriétés urbaines des hospices.

Enfin, si l'État ou les hospices ne peuvent fournir sans intérêt les fonds nécessaires aux opérations des monts-de-piété, la loi doit au moins ordonner, à l'imitation de

l'arrêté royal du 31 octobre 1826, d'employer les bénéfices au remboursement des fonds empruntés, afin de parvenir, par la diminution des charges de ces établissements, à la réduction des intérêts payés par les emprunteurs. Ce moyen est malheureusement fort lent; mais s'il avait été employé depuis la réorganisation des monts-de-piété, il y a longtemps qu'ils auraient en propre une dotation suffisante pour réduire considérablement les intérêts à payer par les malheureux forcés de recourir au prêt sur gage.

Le § III est consacré aux *frais du personnel, de location et d'administration*. Le tableau n° 2 indique les fonctions et le traitement de chacun des employés attachés aux vingt-deux monts-de-piété du royaume. Nous nous bornerons à présenter ici les résultats qui font connaître qu'en 1844, ce personnel se composait en tout de cent soixante-deux employés, y compris les directeurs; que leur traitement fixe se montait à fr. 151,286 26 c^t et les rémunérations dont ils jouissent dans certains monts à fr. 30,335 35 c^t. La dépense totale du personnel s'élevait donc alors à fr. 181,621 61 c^t; mais en calculant ces traitements et accessoires par année moyenne de 1838 à 1843, on ne trouve qu'un total de fr. 168,635 31 1/2 c^t et, en 1843, de fr. 174,659 80 c^t, ainsi que le constatent les tableaux n° 6 et 7.

Il serait difficile, sauf dans quelques grandes villes, de réduire le nombre d'employés, car les besoins du public ne permettent pas de lenteurs, et l'on ne peut se faire une idée du travail qu'exige la grande quantité d'effets qu'on apporte ou qu'on retire chaque jour, et des détails d'une comptabilité qui doit présenter tous les soirs un contrôle parfait de toutes les opérations.

On ne peut guère non plus réduire les émoluments; car il est peu d'employés aussi mal payés que ceux des monts-de-piété. On pourrait toutefois changer les traitements fixes des appréciateurs en traitements proportionnels, afin de les engager, dans leur propre intérêt, à faire de fortes évaluations pour secourir plus efficacement les emprunteurs.

Les bâtiments occupés par les monts-de-piété appartiennent en général aux hospices; ne conviendrait-il pas, ainsi que cela se fait à Huy, à Dinant, à Nivelles et à Verviers, de n'exiger de ce chef aucun loyer, afin de diminuer les charges des emprunteurs en réduisant celles des monts-de-piété?

Les autres frais d'administration consistent dans les dépenses que nécessitent les impressions, les registres, les billets, l'entretien des bâtiments et du mobilier des bureaux. Ils se sont élevés, année commune, de 1838 à 1843, à fr. 61,771 84 1/2 c^t, y compris les frais de location, et en 1843, à fr. 64,431 14 c^t, suivant les tableaux précités.

Le § IV, intitulé : *Intérêts et autres droits à payer par les emprunteurs*, est suivi des tableaux n° 3, 4 et 5.

Le premier indique, dans la première et la seconde colonne, le taux des intérêts qu'on perçoit dans chacun des monts-de-piété : ces intérêts varient assez généralement d'après l'importance des sommes; les plus petites payent 12 à 15 p. %.

Les trois colonnes suivantes font connaître la manière dont ces intérêts se calculent, le *minimum* d'intérêt pour chaque gage et les droits de dégagement en dehors des heures de bureau.

Deux autres colonnes sont consacrées aux droits de vente qui sont généralement de 5 p. %, sauf dans quatre monts-de-piété.

Les deux dernières colonnes contiennent, l'une l'indication des bonis prescrits, et l'autre les bénéfices nets, qui en 1843, se sont élevés à fr. 104,457 14 c'.

Le taux élevé des intérêts a souvent induit en erreur les personnes qui n'ont pas une connaissance suffisante des opérations des monts-de-piété. Je proteste avec elles contre cette élévation; mais ce n'est pas sur ces établissements qu'il faut en rejeter le blâme, car, privés de dons, de legs, de subsides, et n'ayant rien en propre, ils sont obligés d'emprunter à intérêt les fonds qu'ils prêtent, et lorsque, après avoir satisfait à cette charge et aux frais de personnel, de location et d'administration, il leur reste quelque bénéfice, ils sont tenus de le verser dans les caisses des hospices et des bureaux de bienfaisance.

Du reste, dans la pratique et pour les petits gages que l'on retire chaque semaine, le taux est moins onéreux qu'on ne le pense généralement; car l'intérêt se calcule au *prorata* dans tous les monts-de-piété où l'on se conforme aux articles 21 et 22 de l'arrêté royal du 31 octobre 1826, de sorte qu'on ne prend qu'un centime pour un franc jusqu'au vingt-quatrième jour, pour 2 francs jusqu'au douzième jour, pour 3 francs jusqu'au huitième, pour 4 francs jusqu'au sixième, etc.

Il en résulte que ces petits gages sont très-préjudiciables aux monts-de-piété, car chacun de ceux qui entrent dans l'établissement nécessite une dépense moyenne de 17 centimes dans les frais généraux, non compris les intérêts de la dotation.

C'est donc par les intérêts perçus sur les gros gages que les monts-de-piété couvrent leurs frais, et c'est ainsi, aux dépens de certains emprunteurs, qu'ils en secourent d'autres.

On reproche aussi à ces établissements de percevoir pour les gages de faible valeur, l'intérêt à un taux plus élevé que pour les prêts de sommes plus considérables. Ne serait-ce donc pas une chose révoltante que de prélever pour un prêt de 1,000 francs, par exemple, 15 p. % d'intérêts, qui donneraient, au bout de l'année, fr. 99 85 c' de bénéfice, alors qu'en se bornant à exiger, comme à Liège, 8 p. %, il reste encore au mont un bénéfice de fr. 29 85 c', ce qui est assurément déjà trop considérable.

Ce qu'il y aurait de mieux à faire, serait donc de diminuer les charges des monts-de-piété ou de leur accorder des subsides pour couvrir les frais que nécessitent les petits gages et pour réduire les intérêts des autres.

On a souvent proposé le prêt gratuit pour les petits gages; mais ce prêt si recommandable quand il a pour objet de venir en aide à l'honnête artisan qui a un pressant besoin d'outils ou de matière première, deviendrait pernicieux s'il était fait sans distinction à tous les emprunteurs; car il ne pourrait que renforcer les funestes penchants et l'imprévoyance des personnes qui recourent chaque semaine au mont-de-piété, et dont le nombre pourrait s'accroître par cette nouvelle facilité.

On ne peut se dissimuler qu'en général les classes inférieures tiennent si peu compte de la rétribution à payer pour les petits gages, qu'au lieu d'aller les déposer et les retirer directement au mont-de-piété, où l'on ne demande qu'un centime, elles se servent souvent des commissionnaires jurés, à qui elles payent sans nécessité une commission exorbitante.

Cette vérité se confirme de la manière la plus évidente à Gand, où, encore bien qu'on puisse emprunter à la caisse gratuite jusqu'à concurrence de 12 francs, quand on ne se sert pas de commissionnaires jurés, on n'y porte que 18,314 gages pour une valeur de 63,814 francs, tandis qu'on emprunte à intérêt les mêmes sommes de 1 à 12 francs sur 72,856 gages d'une valeur de 350,628 francs.

Je me réfère à ce sujet aux observations et aux tableaux insérés page 90 de mon ouvrage.

Le public attache plus d'importance au taux de l'intérêt qu'à la manière dont il se calcule; il ignore que tel mont-de-piété qui prête à 9 p. %, ou même en dessous, en comptant la semaine, la quinzaine ou le mois commencé comme s'il était révolu, exige en réalité un intérêt beaucoup plus élevé que celui qui perçoit 15 p. % au *prorata* du nombre de jours.

Si, en effet, l'établissement touche l'intérêt d'un mois pour un gage engagé le 1^{er} et dégagé le 2 ou le 3, l'emprunteur paye 28 ou 29 jours d'intérêt de plus qu'il ne doit, et si un ouvrier dépose et retire chaque semaine un gage, suivant l'habitude des gens du peuple, il paye quatre mois d'intérêt au lieu de quatre semaines; ou si l'on compte les intérêts par quinzaine, il paye quatre quinzaines au lieu de quatre semaines; et enfin si l'on calcule les intérêts par semaine, il y a perte pour l'emprunteur du *prorata* des jours exigés en sus de ceux du dépôt.

Quelques monts-de-piété, dans la vue de s'indemniser de la perte qu'ils éprouvent sur les petits gages ou sur ceux qui demeurent peu de temps dans leurs magasins, ont établi un *minimum* d'intérêt au lieu de calculer au *prorata* du nombre de jours; six monts-de-piété ont fixé ce *minimum* d'intérêt à 5 centimes, et sept autres de 2 à 4 centimes.

Enfin, les employés reçoivent dans onze monts-de-piété une rétribution pour les gages rendus les dimanches ou en dehors des heures de bureau.

Toutes ces perceptions sont interdites par les articles 21 et 22 de l'arrêté royal du 31 octobre 1826, ainsi que les droits de vente que l'on exige, contrairement à l'art. 36 de cet arrêté.

Ce droit de vente, qui est généralement de 5 p. %, à l'exception de trois monts où il est de 10 p. %, et d'un autre où il est porté à 15 p. % pour l'argenterie, a été établi pour couvrir les frais de vente; cependant la vente, étant une opération de même nature que le dégagement, ne doit entraîner aucune augmentation de frais; il a même été défendu, par circulaire du 8 septembre 1830, de se servir du ministère des huissiers ou des vendeurs délégués. Cette circulaire est restée sans exécution. On augmente ainsi les frais d'un gage que le malheureux emprunteur n'a pu retirer, et l'on déduit dès lors 20 ou 25 p. % au lieu de 15, de l'excédant qui lui revient après la vente des effets.

Cet excédant s'appelle *boni*, et lorsqu'il n'est pas retiré dans les 20 mois, il est prescrit et acquis au mont-de-piété.

Les bonis ainsi prescrits pendant l'année 1843, s'élevaient à fr. 8,878 05 c' pour vingt-deux monts-de-piété, dont les bénéfices nets, y compris cette somme, se sont montés à fr. 104,457 14 c'.

Ce paragraphe se termine par deux tableaux, n^{os} 4 et 5, qui présentent le compte de la perte ou des bénéfices que produit chaque gage, d'après les tarifs des monts-de-piété de Bruxelles et de Liège.

Le § V, intitulé : *Emploi des bénéfices*, est le plus important de l'ouvrage. N'étant point établis dans des vues de spéculation, mais uniquement pour secourir les personnes qui, à défaut de crédit ou d'hypothèque, se trouvent forcées de recourir au prêt sur nantissement, les monts-de-piété ne devraient, d'après leur institution, faire aucun bénéfice.

L'indemnité à recevoir des emprunteurs doit se borner à ce qui est nécessaire pour couvrir les frais de traitement des employés, de construction, d'entretien ou de location des bâtiments, les intérêts à payer par les monts-de-piété pour leurs opérations et les autres dépenses administratives.

Ce principe, proclamé par le concile de Latran et la bulle de Léon X, du 4 mai 1515, ainsi que par les archevêques et évêques des Pays-Bas espagnols, ont servi de base aux règlements des monts-de-piété de la Belgique et de la principauté de Liège.

Cependant, ainsi que le disait le père Duchasteau, en 1628, les charges et les opérations étant plus ou moins considérables chaque année suivant les circonstances, il est impossible de fixer les intérêts *tellement que quelque chose ne surcroisse*.

Ce surcroît doit être employé à *décharger les rentes que les monts-de-piété payent pour la maison et autres nécessitez; puisque cela se fait pour le plus grand bien des pauvres.*

« Ce qu'il y aura d'épargne, écrivait Renaudot, en 1636¹, sera employé à diminuer, les années suivantes, le profit des premières, pour faire en sorte que l'argent se preste désormais à moindre intérêt, tellement que ce qui se trouverait de bien venant après toutes les charges du mont acquittées, estant employé à rendre le mont plus capable d'accommoder le peuple et à moindre intérêt. »

Charles Cobergher, surintendant général des monts-de-piété des Pays-Bas, exprime la même pensée dans sa Relation de l'origine, institution et conduite des monts-de-piété, fait par ordre de Monseigneur le chef président du conseil privé, jusqu'en 1643 : « Lorsqu'il se trouve que la portée dudit intérêt revenant du prest, excède ce qu'il faut pour le furnissement de l'indemnité desdits monts, consistant tant es points susmentionnez (les dépenses de toute nature), c'est en ce cas qu'il faut revenir à un nouveau rabaix dudit intérêt, selon que cela a esté jà pratiqué par ci-devant en la réduction faite de temps à autre es monts de Bruxelles, Anvers et Malines de 15 à 13, de 13 à 12, et finalement de 12 à 10, et en tous les autres monts tout d'un coup de 15 à 13 pour cent. »

Ce passage ne laisse aucun doute sur l'esprit qui a dicté les instructions réglementaires des archiducs Albert et Isabelle, qui, après avoir arrêté que le taux de l'intérêt serait fixé à 15 p. % la première année, ajoutent, art. 19 : « au bout de laquelle, ou peu après, ledict interest se rabaissera à mesure des commoditez et facultez de chacun mont et se continuera ledict rabaissement à mesme proportion, de temps à autre, pour enfin le réduire à cours de rentes et au dessoubz pour le plus grand bien publicq. »

Les guerres qui ont obligé les monts-de-piété, unis solidairement, à supporter les charges de ceux qui se trouvaient sur le territoire cédé à la France, et d'autres pertes assez considérables, ont apporté un obstacle invincible à toute nouvelle diminution du taux des intérêts; la jointe a même été obligée, en 1652, de reporter à 15 p. % les intérêts qui avaient été réduits en 1621, 1634 et 1648.

Il n'en a pas été de même à Liège, où le mont-de-piété n'étant pas uni à ceux des Pays-Bas, n'a pas subi les mêmes vicissitudes; on a donc pu graduellement réduire l'intérêt jusqu'à 5 p. %, taux auquel il est resté pendant un grand nombre d'années. Ce n'est qu'en 1788, et afin d'arrêter la trop grande affluence des dépôts, que l'intérêt a été reporté à 7 1/2 p. %, et cependant, malgré la modicité des

Recueil de toutes les nouvelles, etc., par Théophraste Renaudot, conseiller et médecin ordinaire de Sa Majesté, et intendant général des bureaux d'adresse. Paris, 1636, page 161, n° 39.

intérêts, l'excédant de l'actif sur le passif était encore de plus de moitié à l'époque où ce mont fut ruiné par les mêmes causes que ceux de la Belgique (1795).

Les avantages de cet emploi des bénéfices ne pouvaient échapper à la commission instituée en 1822, *pour faire connaître le véritable état des pauvres et des nécessiteux*. Elle provoqua l'arrêté royal du 31 octobre 1826, qui est motivé, entre autres considérations, *sur la nécessité d'organiser les monts-de-piété aussi avantageusement que possible pour les emprunteurs*, et qui exige, par son art. 20, *que les monts-de-piété qui sont chargés de capitaux à des intérêts onéreux emploient annuellement au remboursement total ou partiel de ces capitaux les bénéfices qu'ils auront obtenus*.

Cet arrêté défend, par l'art. 21, *d'exiger des emprunteurs aucune autre rétribution que l'intérêt* qui, aux termes de l'art. 19, doit « être calculé jour par jour et fixé » au taux le plus modique que la situation pécuniaire de l'établissement le permet. » Malheureusement ces sages dispositions sont restées sans exécution dans la majeure partie des monts-de-piété, ou bien elles y ont été modifiées de manière à laisser subsister le système introduit par la France. Toutefois, cet exposé prouve à l'évidence que l'application des bénéfices à la réduction des charges des monts-de-piété et des emprunteurs, forme la base de la législation belge en matière de monts-de-piété : on ne s'en est écarté que sous le gouvernement français, dont la législation, sous ce rapport, s'est perpétuée jusqu'à ce jour, à défaut de l'exécution pleine et entière de l'arrêté royal du 31 octobre 1826, de sorte que la plupart des monts versent encore leurs bénéfices dans les caisses des hospices et des bureaux de bienfaisance.

La loi du 16 pluviôse an XII, qui n'autorisait le prêt sur nantissement qu'au profit des pauvres, ayant d'abord été mise à exécution à Paris, en vertu des décrets des 24 messidor an XII et 8 thermidor an XIII, le conseil d'administration, qui se composait en grande partie des membres du conseil général des hospices, l'a interprétée en faveur de la caisse des hospices au moyen du précédent établi par les lettres patentes du 9 décembre 1777, qui ordonnaient que l'excédant des fonds « au delà » de ceux nécessaires pour la régie et les charges de l'établissement serait appliqué » au profit de l'hôpital général de Paris. »

Cette interprétation est d'autant plus vicieuse, que l'art. 1^{er} du décret impérial du 24 messidor an XII se borne à dire que le *mont-de-piété de Paris sera régi à l'avenir au profit des pauvres*. Il n'attribue donc pas plus que la loi du 16 pluviôse précédent les bénéfices aux hospices qui, dans cet ordre de choses, dépouillent le pauvre réduit à l'emprunt, au profit de celui à qui ils ont donné un asile.

On ne peut reprocher à ce décret que de s'être écarté des vues du législateur, en ne remettant pas la gestion des monts-de-piété aux hospices qui, s'ils en avaient été chargés, auraient, comme le disait Regnault de Saint-Jean d'Angely, su con-

cilier les besoins de l'administration avec les avantages qu'elle pourrait offrir aux emprunteurs.

Ils se seraient en effet bientôt convaincus qu'en prêtant à un modique intérêt à ceux qui ne sont encore que dans la gêne, ils préviendraient leur ruine; tandis que maintenant on accable d'intérêts exorbitants ceux qu'on aurait pu secourir efficacement par un prêt à de meilleures conditions.

Le décret du 8 thermidor qui réorganisait le mont-de-piété de Paris, ayant servi de base aux arrêtés d'organisation des autres monts-de-piété de l'Empire, on lui a donné, quant à la destination des bénéfices, la même interprétation qu'à Paris, de sorte que ces établissements n'ayant rien en propre, sont obligés de faire payer par les emprunteurs l'intérêt des fonds qu'ils empruntent eux-mêmes et de porter le taux des intérêts du prêt sur gages à un taux assez élevé pour couvrir cette charge et tous les frais d'administration.

M. Blaize a calculé que les bénéfices réalisés par le mont-de-piété de Paris se sont élevés, depuis 1805 jusqu'à 1843, à environ dix millions en principal, et qu'en y ajoutant le produit des intérêts, il est évident que le mont-de-piété aurait à lui un capital plus que suffisant pour ses opérations.

Le Gouvernement français, mieux éclairé qu'autrefois sur cette question d'économie publique, est revenu depuis quelque temps à de plus saines doctrines, ainsi que le prouvent diverses ordonnances et, entre autres, celle du 5 décembre 1826 relative au mont-de-piété de Strasbourg, dont l'article 8 porte *que les bénéfices de cet établissement et les bonis non réclamés lui seront attribués pour former sa dotation*, et une autre de 1828 qui établit un mont-de-piété à Nîmes et qui, par son article 9, veut *que les bénéfices et les bonis non réclamés soient employés aux remboursements successifs des capitaux versés dans la caisse du mont, afin de diminuer le taux de l'intérêt des prêts sur nantissement.*

Une autre ordonnance du 25 décembre 1831, relative au mont-de-piété d'Angers, contient une disposition analogue, et enfin une autre, du 4 janvier 1833, pour celui de Boulogne-sur-Mer, veut aussi *que tous les revenus du mont-de-piété, déduction faite de ses frais et charges, soient agglomérés avec le capital primitif pour former la dotation, et que la somme une fois atteinte, on réduise le taux des intérêts dans la mesure de l'excédant.*

En 1837, M. Gasparin, alors ministre de l'intérieur, s'exprimait en ces termes dans son rapport au Roi :

« Peut-être faudrait-il que les bénéfices, au lieu d'entrer dans les caisses des hospices, fussent, au moins pendant quelque temps, abandonnés aux monts-de-piété eux-mêmes, afin de former à ces établissements une dotation propre et de

- » leur permettre de diminuer le taux des intérêts qu'ils sont forcés aujourd'hui
- » d'exiger des déposants. »

De la destination des bénéfices, disais-je dans mon rapport au Ministre de la justice, dépend la bonne ou la mauvaise organisation des monts-de-piété : j'engage les membres des Chambres qui seront appelés à décider bientôt cette question, à lire le chapitre que j'y ai consacré (pages 104-138).

Quant à moi, je l'ai étudiée avec soin depuis 1818, époque où j'ai fait des propositions pour attribuer l'emploi des bénéfices à l'extinction des charges des monts-de-piété; je l'ai développée dans un mémoire couronné en 1828 par l'Académie royale de Nîmes, et je puis citer à l'appui de mon opinion celles que MM. Blaize ¹ et de Decker ² ont exprimées dans les ouvrages remarquables qu'ils ont écrits sur les monts-de-piété, en 1843 et en 1844.

La commission établie en 1844 pour la révision des statuts des monts-de-piété a également partagé cette opinion à l'unanimité et l'a formulée en ces termes :

« ART. 8. Les bénéfices de toute nature, et entre autres ceux provenant des
» bonis non réclamés dans le terme prescrit, seront, à partir de la promulgation
» de la présente loi, employés à former la dotation nécessaire pour subvenir aux
» opérations des monts-de-piété. La quotité de cette dotation sera déterminée par
» le Gouvernement.

» ART. 9. A cet effet, les bénéfices serviront, avant toute autre application, à rembourser les capitaux empruntés à intérêt par les monts-de-piété.

» ART. 10. Lorsque la diminution des charges qui résultera de ces remboursements ou de toute autre cause le permettra, il sera fait une réduction dans le taux des intérêts à percevoir des emprunteurs. Toutefois, ce taux ne pourra être inférieur à celui usité dans le commerce, et devra être calculé de manière à ce que, en cas de diminution ou de perte, il se trouve toujours un modique excédant ou bénéfice. »

Le chapitre V rend compte des opérations des monts-de-piété; il se compose de six paragraphes consacrés à ces opérations, et de tableaux qui les font connaître dans tous leurs détails. Je dois me borner à y renvoyer pour les développements, et à présenter ici un relevé général du mouvement et des frais d'exploitation, en y comprenant, comme terme de comparaison, les mêmes indications pour le mont-de-piété de Paris, à l'imitation duquel les nôtres ont été réorganisés sous le régime français.

On ne perdra pas de vue que les chiffres du mouvement se composent de la réunion de ceux de l'engagement, du dégagement et des ventes.

¹ Blaize, *des Monts-de-piété en France*. Paris. 1843.

² De Decker, *Études historiques et critiques sur les monts-de-piété*. Bruxelles, 1844.

OPÉRATION GÉNÉRALE

DES VINGT-DEUX MONTS-DE-PIÉTÉ DE BELGIQUE.

	ANNÉE MOYENNE 1838-1843.			PENDANT L'ANNÉE 1843.			DU MONT-DE-PIÉTÉ DE PARIS			DIFFÉRENCE POUR PARIS		
	Moyenne.			Moyenne.			PENDANT L'ANNÉE 1843.			PENDANT L'ANNÉE 1843.		
	ARTICLES.	SOMMES.		ARTICLES.	SOMMES.		ARTICLES.	SOMMES.		ARTICLES.	SOMMES EN PLUS.	
1 ^o Pour l'engagement et le renouvellem ^{nt} .	1,372,240	8,501,054 55	0.23	1,395,510	8,436,430 85	0.04	1,456,018	30,317,381	18	en plus	60,708	17,790,950 15
2 ^o Pour le dégagement	1,909,457	8,194,115 02	0.50	1,544,554	8,131,333 20	0.04	1,340,351	24,065,304	18	en moins	4,085	13,955,960 80
3 ^o Pour les ventes.	57,126	353,064 89	5.80	65,008	361,127 21	5.67	71,026	1,324,929	18	en plus	7,418	963,801 79
Mouvement des monts-de-piété	2,738,829	17,090,355 00		2,805,352	10,918,891 26	0.03	2,867,995	31,007,604	18	en plus	04,045	34,088,712 74

FRAIS D'EXPLOITATION.

1 ^o Pour traitement	141,035	151,286 20	....	....	478,415 05	....	....	....	327,131 44
Pour indemnités ou accessoires.	37,000 31½	23,373 54	....	....	44,600 50	....	....	....	14,525 15
Total des frais du personnel.	168,635 31½	174,650 80	(2)	....	523,076 15	....	....	....	341,456 59
2 ^o Pour frais d'administration et de loyer.	61,771 84½	64,451 14	....	....	141,547 07	....	....	....	77,115 93
3 ^o Pour intérêts à payer pour la dotation.	291,778 05	318,744 92	....	....	613,582 57	(4)	....	....	294,637 45
4 ^o Droits de prises à Paris (1). . . . .	"	"	....	....	151,086 90	....	....	....	"
Total des frais d'exploitation	522,185 19	557,835 86	....	....	1,409,093 49	....	....	....	844,200 87
Bénéfices nets.	90,920 74	93,527 32	....	....	257,421 93	....	....	....	230,983 58
Bonis non réclamés	8,910 79	8,878 05	....	....	84,766 99	....	....	....	"
Somme égale au produit des intérêts et autres ressources des monts-de-piété.	...	622,095 72	....	....	1,751,281 41	....	....	....	"

(1) Il n'y a point de droit de prise aux monts-de-piété belges, si ce n'est à Anvers, où il est porté avec les frais du personnel.

(2) Les frais du personnel étaient en réalité de fr. 181,819 56, mais une somme de fr. 6,961 81 en a été déduite dans deux monts-de-piété, qui imputent les accessoires sur leur part dans les bénéfices ou sur les frais d'administration.

(3) Le mont-de-piété de Paris emprunte sur billets au porteur au taux de 3 p. 0/0; en Belgique, au contraire, la plupart des monts payent aux hospices 5 p. 0/0 d'intérêt, quelques-uns 4 à 4½ p. 0/0, et un très-petit nombre 3 p. 0/0.

(4) Les bénéfices sont versés en entier dans la caisse des hospices de Paris; la moyenne de ces bénéfices a été annuellement de 1836 à 1839, de . . . fr. 292,793 83, 1840 à 1844, de . . . " 423,509 87, non compris les bonis non réclamés, qui valent aussi aux hospices de 80 à 85 mille francs par année.

Ces renseignements sont puisés dans les comptes administratifs du mont-de-piété de Paris.

Si l'on considère que la population des vingt-deux villes belges où les monts-de-piété sont établis, s'élevait en 1845 à 705,699 et que les petites villes et les gros villages qui les entourent à de très-courtes distances sont si peuplés qu'on a dû y établir des commissionnaires jurés, on pourra estimer cette population à peu près au même chiffre que celle de Paris et de ses environs.

C'est, en effet, ce que semble indiquer le nombre d'articles engagés ou vendus qui, à Paris, s'est monté en 1843 à	2,867,295	»
et pour toute la Belgique à	2,803,252	»
Ce qui n'offre qu'une légère différence de	<u>64,043</u>	»

Mais, en revanche, la différence entre les sommes est énorme; car à Paris le mouvement présente une somme de fr.	51,607,395	»
tandis qu'en Belgique il ne porte que celle de	<u>16,918,891</u>	<u>26</u>
Différence	<u>34,688,503</u>	<u>74</u>

On se rend facilement compte de cette différence par la comparaison des moyennes des sommes prêtées. La moyenne n'est pour toute la Belgique que de fr. 6 04 c', tandis qu'elle est à Paris de 18 francs par gage, ce qui répond à peu près à la différence ci-dessus d'environ $\frac{2}{3}$ de plus à Paris. Cela provient de ce que, dans notre pays, la majorité des emprunteurs se compose de la classe ouvrière, tandis qu'en France les petits marchands, les commis et d'autres personnes de moyenne condition se joignent à cette classe.

On reconnaît, en effet, d'après les tableaux de classement de prêts par séries, insérés dans mon rapport sous les n° 9, 10 et 12, que, entre autres, dans les dix-sept monts qui font l'objet de l'état n° 10, sur un total

de	871,049	gages pour un prêt de	fr. 4,723,669 50
on trouve	792,832	id. de 1 à 10 fr., montant à la somme de . .	2,712,022 05
	70,011	id. de 11 à 50 fr., donnant une somme de . .	1,206,320 »
	8,206	id. au-dessus de 50 fr.	805,327 50
ENSEMBLE	<u>871,049</u>	gages pour un prêt de	<u>fr. 4,723,669 55</u>

On remarque à Paris une diminution analogue en ce qui concerne le nombre de gages, mais les sommes prêtées s'élèvent en sens inverse du tableau ci-dessus. Voici la récapitulation des prêts faits à Paris en 1843 :

1,003,154	articles de 10 fr. et au-dessous		fr.	5,581,681	»
351,186	id.	11 à 50 fr.		8,639,273	»
101,678	id.	51 fr. et au-dessus		11,996,427	»
<u>1,456,018</u>				<u>26,217,381</u>	»

Ainsi en Belgique les gages de 1 à 10 francs donnent plus de la moitié du total des sommes prêtées. En France, au contraire, les gages de cette catégorie ne dépassent guère le cinquième.

De même, les sommes prêtées en Belgique sur les gages de 50 francs et au-dessus ne s'élèvent qu'à peu près à un sixième, tandis qu'à Paris elles forment presque la moitié de la somme totale ; ce qu'on ne peut attribuer qu'au luxe et à la prodigalité qui forcent les classes moyennes de cette capitale de recourir à l'emprunt.

Il existe également une grande différence entre les opérations du mont-de-piété de Paris et celles des autres monts de la France.

Il a été engagé à Paris en 1844.	1,468,680 gages, pour un prêt de fr.	25,613,452
et dans les 41 monts des départ' » .	<u>1,604,085</u> id. id.	<u>16,607,232</u>
Ensemble pour les 42 monts . . .	3,072,765 id. id.	42,220,684
Ce qui, pour Paris, donne, en 1844, une moyenne de fr. 17 50 c ^t , par article et pour les départements une moyenne de fr. 10 35 c ^t par article.		
En Belgique, la moyenne n'a été, en 1844, que de fr. 6 02 c ^t , mais il est assez curieux de remarquer que, tandis que les quarante et un monts-de-piété des départements français ont engagé en 1844		
	1,604,085 gages pour un prêt de fr.	16,607,232
Les 22 monts belges ont engagé la même année.	<u>1,348,962</u> id. id.	<u>8,125,564</u>
Différence.	<u>255,123</u> id. id.	<u>8,481,668</u>

Les opérations des monts-de-piété sont aujourd'hui, en Belgique comme en France, plus considérables qu'elles ne l'étaient au commencement de ce siècle. On verra par le tableau n° 8, joint à mon rapport, et par la récapitulation jointe à la page 142, que les moyennes des engagements donnent les sommes suivantes :

			Moyennes.
de 1822 à 1830.	1,256,818 gages pour	7,872,241	» 6.26
» 1831 à 1837.	1,188,134 »	7,022,583	» 6.75
» 1838 à 1842.	1,372,246 »	8,561,056	55 6.24
» 1843	1,395,310 »	8,426,430	83 6.04
» 1844	1,348,762 »	8,125,564	30 6.02

La différence qui se fait sentir sur la seconde période provient de ce qu'en 1830, les engagements sont tombés à fr. 6,232,108 12 c, et, en 1831, à 5,486,860 francs; ils ne se sont relevés à 7 millions qu'en 1834, et à 8 millions qu'en 1836; ils ont été en augmentant jusqu'en 1842.

Le bas prix des céréales a produit une baisse en 1843 et 1844, dans les opérations des monts-de-piété; mais elles se sont augmentées considérablement en 1845 et 1846, par suite du renchérissement des denrées.

Indépendamment des circonstances générales qui influent sur les opérations du prêt sur gages, il en est de particulières à chaque ville qui tiennent principalement au mouvement de l'industrie et de la population. Ainsi on a remarqué que tandis que le prêt a été en augmentant à Bruxelles et à Liège, il a subi, depuis 1830, une diminution à Namur, à Mons, à Tournay, à Ypres et à Termonde.

Le *minimum* du prêt est en général d'un franc, sauf à Bruxelles, Anvers, Mons, Tournay et Verviers, où il est de 2 francs (il est de 3 francs à Paris). Il conviendrait de le réduire partout à 1 franc, pour aider davantage les pauvres et éviter les fraudes des commissionnaires. Je ne puis que me référer à ce que j'ai dit à ce sujet dans mon rapport, ainsi que pour les gages perdus ou volés, les frais de contrôle des matières d'or et d'argent, les dégagements, les renouvellements et les caisses d'à-compte.

On ne doit pas négliger dans les statistiques des monts-de-piété la mention du nombre des gages restant en magasin et la valeur prêtée sur ces gages; le dernier chiffre peut représenter, à peu de chose près, le capital nécessaire pour la dotation, sauf à y ajouter quelques dépenses locales, telles que celles d'acquisition des bâtiments, et à en déduire la réserve, comme je l'ai fait au chapitre III, § II.

Le tableau, n° 8, indique qu'au 31 décembre 1843, il restait en magasin dans nos vingt-deux monts-de-piété 466,033 gages, sur lesquels il avait été prêté fr. 3,311,047 02 c. Plusieurs états de situation rédigés dans les exposés de situation des provinces portent, dans la colonne d'engagement, le chiffre des gages en magasin, ce qui donne lieu à de graves erreurs dans les relevés généraux.

Le tableau, n° 14, fait connaître le montant des ventes et des bonis.

Il a été vendu en 1843, à défaut de retrait dans le temps prescrit, 63,608 gages.

Le prix d'adjudication s'est monté à	fr.	470,591 40
Le prêt sur les gages vendus n'ayant été que de.		361,127 21
La différence en plus est de	fr.	109,464 19
Les intérêts dus aux monts-de-piété, déduction de ceux qui n'ont pas été couverts par le prix d'adjudication, se sont montés à		45,058 11
Boni à restituer aux emprunteurs	fr.	64,426 08

L'excédant du prix d'adjudication, déduction faite des intérêts dus aux monts-de-piété, est donc, comme nous l'avons déjà dit, ce qu'on appelle communément le *boni*. On le tient pendant vingt mois, et, à Paris, pendant trois ans, à la disposition du propriétaire du gage, et lorsqu'il n'est pas réclamé dans ce terme, il rentre dans la caisse du mont-de-piété.

Les bonis payés aux propriétaires se sont élevés de 1838 à 1842 en moyenne, à fr. 51,479 45 c' et en 1843 à . . fr. 51,788 »
les bonis non réclamés de 1838
à 1842 en moyenne, à . . fr. 8,910 79 c' et en 1843 à . . fr. 8,878 05

En calculant le rapport qui existe entre la somme de fr. 470,891 40 c', montant de l'adjudication des gages, et celle de fr. 361,127 21 c', prêtée sur ces gages, on trouve qu'il est de 130 ³/₁₀ ou un peu plus de 30 francs sur chaque gage de 100 francs, ce qui atteste que les évaluations se rapprochent beaucoup des deux tiers de la valeur fixée par le règlement; elles les surpasseraient même s'il ne se trouvait quelques établissements où des apprécieurs timides ou incapables évaluent évidemment trop bas les effets qu'on leur porte. C'est pour éviter cet inconvénient que l'administration du mont-de-piété de Liège a converti en traitements proportionnels les traitements fixes des apprécieurs.

Le chapitre V traite du prêt sur dépôt de marchandises neuves et des questions soumises, en 1842, par le Ministre de la justice aux députations des conseils provinciaux. Il rend compte des avis de ces députations, des tribunaux et des chambres de commerce, dont la majorité est favorable à ce genre de prêt, sauf à en prévenir les abus. Il traite aussi de la question des ventes de gages de marchandises neuves, qui depuis a été décidée convenablement par la loi du 20 mai 1846, sur les ventes à l'encan. Je crois donc inutile de revenir sur les observations étendues que je leur avais consacrées; je rappellerai toutefois que sur 466,033 gages d'une valeur de 3,311,047 francs, qui se trouvaient dans les magasins des monts-de-piété du royaume dans le mois de septembre 1844, il n'y en avait que 3,340 au-dessus de 19 francs, sur lesquels on n'avait prêté qu'une somme de fr. 212,036 30 c'; ce qui ne donne qu'une proportion de 7 gages sur 10,000 et de 6 ⁴/₁₀ % sur les sommes.

Les chapitres VI et VII traitent de l'institution des commissionnaires jurés et des bureaux auxiliaires.

Les honorables susceptibilités qui portent l'homme qui se trouve dans la gêne à se servir d'intermédiaire ont été exploitées de tout temps par des hommes avides qui, ne pouvant plus tenir de table ou de maison de prêt, se sont revêtus du titre de porteur au mont-de-piété, qu'on a changé plus tard en celui de commissionnaire.

Les règlements n'ont pu remédier au vice d'une institution qui substitue des vues

d'intérêt personnel à des vues de bienfaisance, et place ainsi, entre les emprunteurs et le mont-de-piété, des agents qui, comme tous les intermédiaires, se font payer chèrement les prétendus services qu'ils rendent.

A Dieu ne plaise que je comprenne tous les commissionnaires dans une réprobation commune; mais il est de fait que la commission élevée qu'ils perçoivent, et la rapacité de quelques-uns d'entre eux, soulèvent des clameurs qui rejaillissent sur les monts-de-piété, en ce que l'on confond à tort le salaire de ces porteurs avec l'intérêt dû à ces établissements. Il y a cependant une énorme différence entre ces deux perceptions; car, tandis que l'emprunteur qui se sert de l'entremise d'un commissionnaire pour un gage

d'une valeur de	Fr. 2, 3, 4, 5, 7, 13, 17, 21, 60, 100
paye à cet agent	c ^s 10, 10, 20, 20, 20, 20, 20, 28, 44, 74
il ne payerait, en s'adressant directement au mont-de-piété, que . .	c ^s 1, 1, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 18, 25.

Si le même gage est porté et retiré chaque semaine, l'emprunteur aura payé au commissionnaire au bout de l'année, 5 francs pour un prêt de 2 francs, et 52 centimes pour le mont-de-piété, qui, quel que soit le taux de l'intérêt, ne peut prendre moins qu'un centime pour chaque opération.

Le salaire des commissionnaires étant fixé par les règlements, sans égard à la durée du prêt, ces agents perçoivent la même commission pour un jour que pour une semaine, un mois ou un an, et cependant l'intervalle qui s'écoule entre le prêt et le transport du gage au mont-de-piété où ils doivent le déposer, n'est que de vingt-quatre heures, et on leur rembourse dès lors la somme qu'ils ont prêtée.

Ces agents ont été considérés comme inutiles dans quelques villes et supprimés dans d'autres. Voici le chiffre de ceux qui existaient près de chaque mont-de-piété, en 1843 :

Bruxelles	14
Anvers	9
Bruges	3
Gand	7
Tournay	5
Louvain	4
Mons	4
Namur	5
Termonde 8 et 2 à Lokeren, 4 à Alost	14
Malines 7 et 3 à Lierre	10
A REPORTER	75

RECHERCHES

SUR

LES CAUSES DE LA CRIMINALITÉ DANS LA PROVINCE DE LIÈGE,

PAR M. HENNAU,

MEMBRE ET SECRÉTAIRE DE LA COMMISSION PROVINCIALE DE STATISTIQUE.

Indiquer les causes locales des crimes, délits et contraventions, n'est pas une tâche facile, même pour l'homme versé dans les matières de législation criminelle et initié aux plus hautes questions sociales; mais elle l'est bien moins encore dans la position où se trouve l'auteur de ces Recherches. Sans parler des connaissances spéciales qui lui manquent, il s'en faut bien qu'il possède les matériaux nécessaires; toutefois, il a cru répondre au vœu de la commission provinciale, dont il est l'organe, en consignait, dans ce Mémoire, un certain nombre de faits que révèle l'observation et que confirme l'expérience.

CAUSES GÉNÉRALES. — Avant d'entrer dans les particularités de détail, jetons un large coup d'œil sur la province de Liège, et voyons quels sont les faits généraux qui peuvent exercer plus ou moins d'influence sur la criminalité.

1° Liège est une cité éminemment commerçante, une ville d'entrepôt pour la France, la Hollande et l'Allemagne. Le génie mercantile de sa population se remarque dans toutes les classes; aussi, outre le haut commerce de spéculation et de banque, le petit négoce, le commerce de détail, le colportage y ont pris une

très-grande extension relative : nous indiquons ainsi la source d'une série de délits et de contraventions, tels que banqueroutes, abus de confiance, actes d'escroquerie et d'usure, ventes au préjudice de créanciers, fraudes et débit de denrées falsifiées, infractions aux lois et règlements sur les poids et mesures, sur les droits de douane et d'octroi, sur la voirie, etc.

2° Du côté de la Prusse, la province renferme de grandes forêts, des hameaux jetés çà et là au milieu de landes, bruyères et marécages d'un accès souvent dangereux, localités propices aux exploits des contrebandiers, repaires de plus d'un bandit indigène ou étranger, asile d'un certain nombre de forçats libérés, de recéleurs, etc.

3° Par la configuration du sol, par l'étendue des terrains boisés, par le grand nombre de cours d'eau dont elle est arrosée, en particulier sur la rive droite de la Meuse, on juge sans peine qu'elle est aussi le théâtre d'un grand nombre de délits forestiers, de délits de pêche, de chasse, de braconnage.

4° La province de Liège se distingue encore par son immense développement manufacturier : on y remarque un grand nombre de fabriques, d'usines, de machines, d'industries diverses. De là les inconvénients résultant de l'agglomération de la classe ouvrière, soit dans les ateliers, soit dans les grands centres de population ; de là un certain nombre, fort restreint d'ailleurs, de vols de fabrique et de faits de coalition.

Indépendamment de ces faits généraux, il en est d'autres communs à toutes nos provinces, mais qu'il importe de signaler de prime abord : l'ignorance, le manque d'éducation, des passions et penchants mauvais, la misère — *malesuada famas*, — conduisent grand nombre d'individus aux délits et aux crimes. Pour pénétrer les causes de ceux-ci, il serait donc à propos de déterminer les causes du malaise qui se manifeste dans diverses classes et dans les différentes localités de la province.

Il est des causes générales, déjà signalées avant nous, dont l'action fâcheuse s'exerce, ici comme ailleurs, quelquefois plus dans notre industriel pays que dans d'autres provinces, mais qui, sortant du cercle où nous devons nous renfermer, ne peuvent être que succinctement indiquées.

D'abord, la grande révolution industrielle qui s'est opérée depuis la fin du siècle dernier, plus sensible dans cette province que dans d'autres provinces limitrophes, l'emploi de nouveaux et nombreux agents mécaniques, le travail collectif et très-subdivisé dans les grandes manufactures.

Secondement, la cherté de certains objets de première nécessité, qu'une hausse proportionnelle du taux des salaires n'est point venue compenser.

Troisièmement, l'état de souffrance ou de langueur, surtout à une époque encore récente, de plusieurs branches d'industrie et de commerce.

Quatrièmement, l'insuffisance des institutions propres à régler l'application du principe de libre concurrence, à sauver autant que possible certains inconvénients, certains abus inhérents à cette émancipation du travail, si féconde d'ailleurs en bienfaits.

Il est digne de remarque, pour le dire en passant, que notre province attend toujours la création d'un ou de plusieurs conseils de prud'hommes; il nous semble urgent toutefois d'en établir, par plusieurs motifs, et, entre autres, pour juger les griefs de grand nombre d'ouvriers qui se plaignent hautement surtout des abus de pouvoir commis par leurs contre-maitres et repreneurs d'ouvrages, abus ignorés souvent des chefs de fabrique ou de houillère.

Cinquièmement, l'augmentation incessante de la population, avantageuse sans doute au capitaliste qui salarie, mais préjudiciable au bien-être des travailleurs vivant de salaires, surtout de ceux que nous nommerons *travailleurs imparfaits*, et de ceux que l'âge rend moins aptes au travail.

Reconnaissons, du reste, que, grâce à la création de nos chemins de fer et à la reprise récente des travaux de nos hauts-fourneaux et usines métallurgiques, cette exubérance de bras disponibles ne doit pas éveiller l'inquiétude, si ce n'est pour l'époque où l'achèvement de ces grands travaux (les chemins de fer) les laissera, en partie du moins, sans emploi.

Sixièmement, on s'accorde à signaler la facilité avec laquelle le Gouvernement a naguère autorisé l'établissement d'une foule de sociétés anonymes, comme une cause de démoralisation et de perturbations commerciales, une source féconde, pour notre industrieuse province, de désordres et de maux.

Parmi les autres causes générales qui agissent sur nos populations avec une effrayante intensité, il convient de placer en première ligne l'abus des boissons spiritueuses.

A part quelques exceptions que l'âpreté de l'intérêt personnel explique, mais ne justifie pas, un cri général de réprobation s'élève contre la législation actuelle sur les distilleries. On a pu lire dans l'ouvrage si estimable de M. Ed. Ducpetiaux¹ que, dans la ville de Liège, depuis l'abaissement des droits sur le genièvre, la progression de la consommation des spiritueux a été de 10 lit. 98^c à 14 lit. 57^c.

Nos recherches au bureau de statistique de notre conseil communal, nous ont convaincu qu'il est impossible d'obtenir à cet égard des chiffres bien exacts, attendu que Liège compte dans son sein plusieurs distilleries, et que la fraude ou les fausses déclarations s'y pratiquent sur une grande échelle.

Il n'en est pas tout à fait ainsi de Verviers : or, si l'on en croit le journal

¹ *De la Condition physique et morale des jeunes ouvriers*, t. I^{er}, p. 389.

l'Industriel, de cette ville, « d'après les relevés annuels de l'octroi, la consommation du genièvre et de l'eau-de-vie s'est élevée

» en 1833 à.	170,000 lit.
» et en 1844 à.	249,100 »
» Excédant	79,100 litres.

» De sorte qu'il se consomme journellement aujourd'hui 682 lit., et que l'excédant de consommation de 1844 sur 1833 est de 217 lit. par jour. »

Il est permis de croire que la progression est à peu près la même partout.

Qu'on interroge nos magistrats, et ils diront que l'abus des boissons spiritueuses, quand il n'est pas cause première des offenses contre la loi et la morale publique, est presque toujours du moins circonstance concomitante. Aussi, depuis les sociétés de tempérance et les nouvelles habitudes de sobriété contractées en Angleterre et en Irlande, le chiffre de la criminalité a diminué dans une notable proportion; celui des meurtres notamment a baissé de près de moitié. Il n'est pas jusqu'aux cas de démence qui n'aient éprouvé une diminution sensible ¹.

Le Gouvernement, en 1839, s'est ému enfin, et a paru vouloir appliquer un remède à cette plaie hideuse. Quel était ce topique? Tout simplement un impôt sur le débit des boissons distillées. Mais ce n'est là qu'un impuissant palliatif, qu'une démonstration stérile. Le mal a résisté, si même il n'a pas empiré; les gens du peuple aujourd'hui se cotisent pour acheter et boire le genièvre par bouteille; souvent ils se réunissent hommes et femmes dans des maisons particulières, où l'on n'a pas à payer patente. Là, dans le délire de l'orgie, se commettent hors des atteintes de la police des actes révoltants d'immoralité.

Pour qu'on puisse apprécier avec justesse le chiffre de la criminalité dans la ville de Liège, il n'est pas inutile de noter qu'au rapport de M. le commissaire en chef de police, environ 15,000 individus séjournent pendant la semaine dans notre grande cité industrielle, mais ne figurent pas sur les listes de la population urbaine; on comprend que ce chiffre est plus élevé à certaines époques de l'année que dans d'autres.

La classe qui, chez nous, vit du travail de ses bras, a traversé au milieu de vives souffrances, plus d'une époque critique, sans que la plaie du paupérisme semble s'être élargie. Vivant de peu, elle sait s'armer de courage et de résignation; moins attachée à ses foyers que l'habitant de nos Flandres, elle cherche, elle trouve au dehors des moyens d'existence ou des salaires plus élevés. Ainsi, l'on voit vers le printemps une multitude de nos houvillers et de nos cloutiers, hommes, femmes et enfants, désertir nos mines et nos ateliers pour exercer le métier

¹ A. Pichot, *Revue britannique*. Avril 1845.

lucratif de briquetier dans les provinces rhénanes, et, après un repos de peu de durée, rentrer au retour de la mauvaise saison.

On peut, à bon droit, s'étonner que, malgré l'insuffisance généralement reconnue du personnel de la police, des moyens préventifs et répressifs, tant dans les villes que dans les campagnes, les délits et crimes ne soient pas plus multipliés dans une classe condamnée à tant de privations et de misères; il faut bien le reconnaître, on ne s'est pas assez occupé jusqu'à présent des moyens d'améliorer sa condition morale et surtout matérielle. Il est urgent que l'attention se porte sur l'état des habitations de la classe ouvrière, particulièrement au sein de nos grandes villes manufacturières, sur ces foyers de maladies et de démoralisation qui rappellent ces affreux quartiers de Liverpool et de Manchester, connus sous le nom de *Petite Irlande*.

Nous nous garderons bien de hasarder ici des vues qu'on puisse reléguer dans le champ des utopies mises à l'envi, de nos jours, en circulation : nous nous bornerons, puisqu'on nous autorise à indiquer quelques remèdes, à émettre un vœu dont la réalisation ne semble pas offrir de grandes difficultés et serait éminemment féconde en heureuses conséquences pour la morale et l'hygiène publique; ce vœu est l'un de ceux qui trouvent le mieux leur justification dans cette grande loi de solidarité entre les hommes qui commence à se faire jour, et sera, nous le croyons, toujours mieux comprise et appréciée. Il s'agit, en effet, outre la plus désirable amélioration matérielle et morale pour la classe laborieuse de nos grandes villes manufacturières, de détruire les germes de ces affections typhoïdes et autres, dont l'invasion jette fréquemment l'épouvante et la désolation dans la demeure du riche, voisine de ces immondes ruelles où croupissent entassées cent familles indigentes. Il est vrai que la marche envahissante des spéculations en bâtisses nouvelles tend à refouler les familles pauvres vers les extrémités, vers les faubourgs; mais elles ne trouvent à s'y loger qu'à grande peine, fort chèrement et souvent dans les conditions les plus contraires à leur santé et à leur moralité. Quelques spéculateurs trouvent leur compte à élever des habitations à leur usage; mais il nous semble que c'est ici l'un de ces cas où la loi générale du *laissez faire* n'est plus humainement applicable.

Le Gouvernement ne pourrait-il favoriser ces constructions par l'exemption de tout impôt pendant 30 ans, à la charge toutefois que les plans fussent soumis à des commissions spéciales formées, dans chaque province, d'hommes compétents et zélés du bien public?

Ce vœu n'a rien d'exorbitant; il n'offre aucune difficulté bien sérieuse d'exécution; son accomplissement serait le germe fécond de nombreuses et importantes améliorations, tant morales que matérielles. Il est reconnu, en effet, que ces bouges infects, ces sentines d'impuretés physiques sont aussi des sentines d'impuretés morales. Le dégrèvement dont il s'agit serait-il donc une trop haute faveur pour

une classe sur laquelle pèsent de si lourds impôts de consommation et retombent, en définitive, les frais de la guerre industrielle entre les divers états commerçants?

Il peut être utile de mentionner ici un fait local encore peu connu : c'est l'enrôlement d'environ 600 ouvriers mineurs allemands, occupés dans un petit nombre de houillères seulement, où l'on ne voit guère que des travailleurs de la même nation. M. l'ingénieur en chef des mines porte à 1,113 le nombre d'individus de la même nation nourris par cette industrie.

Circonstance digne de remarque, tandis que le trop plein se manifeste dans un grand nombre de branches de travail, il y a insuffisance de bras pour les travaux de nos mines, du moins durant une partie de l'année (de mai à octobre).

Les mineurs allemands ont en général plus d'esprit d'ordre, plus de propreté, plus d'instruction que nos wallons : établis tous ensemble dans plusieurs villages des bords de la Meuse, ces étrangers n'ont guère de rixes qu'entre eux, ce qui est rare, et en état d'ivresse seulement.

Il faut bien se garder de confondre ces mineurs laborieux, rangés, d'humeur paisible et docile, avec ces aventuriers de la même nation, malfaiteurs fameux, dont l'audace et la dextérité se jouant des difficultés et des investigations de la police, ont longtemps répandu la terreur dans notre province et dans les pays limitrophes.

Consignons ici, à ce propos, des renseignements puisés à une source digne de confiance.

On nous assure que, dans la Prusse rhénane, les évasions sont nombreuses, tant par suite d'une surveillance trop peu rigoureuse dans les prisons, que par les facilités d'évasion que mettent à profit les forçats employés aux embellissements des villes et autres travaux extérieurs.

Si ce fait est vrai, comme nous avons lieu de le croire, il ne faut pas chercher ailleurs la cause qui amène parmi nous un assez grand nombre de malfaiteurs d'origine allemande. On sait que le chef de la bande dite des *Vrilleurs* avait fixé son quartier général aux environs de Liège.

L'humanité achète souvent les plus grands bienfaits au prix d'inconvénients plus ou moins graves : il en sera ainsi des progrès de l'instruction primaire, qui, peut-être, donnera lieu à un certain accroissement dans le chiffre des faux, comme les comptes de l'administration de la justice criminelle en font foi. De même pour les chemins de fer : nul doute que ceux qui vont sillonner la province dans tous les sens, en facilitant les brusques départs, les transports rapides, ne suggèrent à plus d'un coupable l'espoir du succès et de l'impunité. De même encore pour l'amour, si général aujourd'hui, du confort, du bien-être et d'une mise recherchée ou seulement décente.

Le goût de la toilette a passé insensiblement des classes élevées aux classes infé-

rieures ; il devient chaque jour plus intense , plus général. Il domine , dans la classe laborieuse , et dans la jeune génération surtout , presque autant les hommes que les femmes. Aux jours de fête , le chef de fabrique passe souvent sans reconnaître son ouvrier en redingote ou en habit. Les femmes se piquent moins de se rapprocher à cet égard des classes supérieures , bien qu'elles aient fait déjà plus d'un pas dans cette voie ; il y a du reste tendance manifeste à y avancer de plus en plus. Loin de nous la pensée de fronder ce désir d'être vêtu avec une élégante propreté : il peut porter quelques bons fruits ; mais il en produit de mauvais , quand il dépasse les limites de la modération et des ressources. Il faut le reconnaître , notre population , sur qui la vanité n'est pas sans empire , sacrifie trop en général au désir de paraître. Ce goût immodéré de toilette est indubitablement la source de beaucoup de désordres , d'offenses à la morale et de délits : c'est à cette cause qu'on doit attribuer notamment le chiffre plus élevé des vols domestiques , des naissances illégitimes , etc.

A Dieu ne plaise que nous voulions contester les inappréciables bienfaits de l'instruction répandue dans toutes les classes : qu'on nous permette d'avancer toutefois que les fruits de l'arbre de la science ne sont pas tous également bons. Il se rencontre dans les classes inférieures de la société des individus qui y voient non pas un moyen d'améliorer leur position , mais une voie ouverte pour sortir de leur condition. L'équilibre entre les désirs et les fortunes se fait de plus en plus désirer : l'ambition et la vanité frustrées dans leurs espérances , la détresse , où plusieurs tombent et végètent , sont de mauvais ferments jetés dans la société.

Les fortunes qui s'élèvent par l'industrie et le commerce dans la classe moyenne , sont des amorces trompeuses pour un grand nombre d'habitants de nos villes de négoce et de fabrique. Les concurrents se multiplient sans que les débouchés s'étendent proportionnellement.

Le désir de produire les signes extérieurs de l'aisance sans avoir des revenus , des profits , des capitaux suffisants , et surtout l'emploi de plus en plus étendu du crédit , sont encore des causes qui expliquent le chiffre relativement plus élevé des faillites dans nos cités commerçantes.

FAILLITES. — Le pays de Liège a toujours et à juste titre joui de la meilleure renommée de loyauté commerciale. Rien n'était plus rare qu'une déconfiture , qu'une banqueroute ; et de nos jours le nombre n'en est pas bien considérable. Nous avons sous les yeux le relevé officiel des faillites déclarées par le tribunal de commerce de Liège , depuis le 1^{er} janvier 1830 jusqu'au 31 décembre 1844 ; nous en sommes redevable à la bienveillante obligeance de M. le président du tribunal. De 1830 à 1840 , époque semée de crises difficiles à traverser , leur nombre ne va pas au delà de 31 ; il a suivi depuis une marche ascensionnelle , bien que le calme ait paru régner ; en

effet, de 1840 à 1844 inclusivement, il s'élève à 18. Sur ce chiffre de 49 faillites déclarées dans le laps de 15 années, 13 seulement ont laissé un passif de 50,000 francs et au delà : encore devons-nous soigneusement noter que plus du 5^m des faillis se compose d'étrangers, Français et Allemands.

Le commerce liégeois n'a donc pas trop déchu, bien que le crédit et la confiance, il faut bien le reconnaître, ne reposent plus sur des bases aussi solides que par le passé. Ce résultat était inévitable sous un régime de libre concurrence aussi complet, sous l'influence des besoins nouveaux de vanité, de représentation et d'une soif aussi immodérée, aussi impatiente de richesse ; à ces causes bien connues ajoutons-en une autre qui l'est moins. Qui n'a eu quelquefois occasion de voir ces commis voyageurs descendant jusque chez les plus petits détaillants, obsédant l'homme de négoce de leurs offres de service empressées ? Ébloui par des échantillons vivement prônés, entraîné surtout par des promesses formelles de crédit en quelque sorte illimité, le marchand cède à tant de sollicitations, d'importunités ; puis, avant que ces articles aient trouvé des acheteurs, souvent même avant le terme convenu, arrivent des traites auxquelles on ne s'attend pas, auxquelles pourtant il faut impérieusement, immédiatement faire honneur ; sinon le discrédit, la ruine sont imminents.

C'est là un écueil périlleux, une source souvent funeste d'embarras pour le petit négoce en particulier.

Pour peu qu'on réfléchisse à toutes les causes *perturbatrices*, si nous pouvons le dire, qui ont dû influencer sur le chiffre des faillites, on peut à bon droit s'étonner qu'il ne soit pas plus élevé.

Pour être juste, rendons à ce sujet un hommage bien mérité à nos femmes marchandes liégeoises, dont l'activité, l'entente des affaires, la fécondité de ressources sont, de l'aveu des observateurs les plus dignes de foi, véritablement incomparables. Il n'est peut-être point de pays civilisé où le sexe prenne une part aussi active au mouvement industriel dans ses différentes sphères, où il déploie autant d'aptitude, de génie mercantile.

DUELS. — Un peuple vif et brave, que l'histoire nous montre divisé par les factions et prompt à courir aux armes pour la défense de ses libertés publiques, a dû, on le comprend, se montrer ombrageux sur le point d'honneur, et renoncer difficilement au duel. Bien que cette coutume violente, léguée par le moyen âge aux temps modernes, eût, depuis cette époque reculée, cédé insensiblement à l'influence de mœurs plus douces, en laissant, du reste, des traces heureuses dans les formes polies, dans les procédés sociaux, il est encore facile de recueillir maint témoignage attestant que, vers la fin du siècle dernier, les duels étaient assez communs dans

le pays, que même des hommes de la classe inférieure se piquaient d'exceller dans le maniement des armes propres à ces combats singuliers; depuis, leur fréquence a toujours été en diminuant. Aujourd'hui nous ne croyons pas trop nous hasarder en exprimant l'espoir qu'ils deviendront de plus en plus rares, grâce au concours de plusieurs influences, et notamment à l'efficacité de la nouvelle loi répressive du duel.

INFANTICIDES. — Depuis longtemps il n'existe plus de tour d'exposition dans notre province; à part toute considération d'économie publique, ce fut à notre sens une réforme salubre : dans l'intérêt des enfants d'abord, dont le chiffre de mortalité est si élevé dans les hospices, et qui, sans nom, sans famille, souvent sans éducation, ont généralement en perspective un si déplorable avenir; elle l'est encore dans l'intérêt des mères, car de la sorte elles ne désapprennent pas l'accomplissement de leurs plus saints devoirs; elles sont plus fragiles, plus sujettes aux rechutes, quand un voile commode peut ainsi couvrir leurs fautes, quand elles peuvent ainsi s'épargner les premiers soins toujours pénibles et multipliés de la maternité.

Mais il y a plus : dans nos campagnes l'opinion ne se pique pas à cet égard d'une inexorable austérité; il est facile à la fille-mère de se réhabiliter par le reste de sa vie. Il arrive assez communément qu'elle élève son enfant sans s'éloigner du foyer paternel, et que tôt ou tard elle épouse le père de l'enfant, ou même un autre individu. L'enfant naturel ne cesse pas dans ce dernier cas de faire partie de la famille, et reste confondu avec les autres enfants : quelquefois même il est légitimé.

Le nombre des enfants naturels, dans la province de Liège, est de 1,021, en 1844, les mort-nés compris.

« Nous pensons qu'il serait utile de provoquer près du Gouvernement une mesure tendant à faire à l'avenir un état spécial de tous les enfants, qui, nés avant le mariage, ont été légitimés depuis par l'union légale de leurs père et mère. L'observation montre en effet que les mariages ne sont souvent que différés par des retards indépendants de la volonté des parties, tels que le défaut de certificats ou du consentement par écrit des parents absents, etc. On remarque même que ces naissances illégitimes ramènent fréquemment les pères au sentiment de leurs devoirs, et les déterminent à épouser la femme qu'ils avaient délaissée : ce qui, sans réparer le tort fait à la morale, légitime du moins les enfants ¹. »

Le nombre des expositions et des abandons est peu considérable dans notre province. De 1834 à 1839 le chiffre des enfants trouvés dans toutes les communes réunies, à l'exception de Liège, n'a pas excédé annuellement celui de 4.

¹ Proposition faite par M. Arnould à la commission de statistique de la province de Liège, dans sa séance du 15 janvier 1845.

A Huy, pas d'exposition sur la voie publique depuis un temps immémorial.

A Verviers, il y en a eu deux dans le laps de 12 ans.

A Liège on en a compté seulement quarante-cinq de 1824 à 1833.

Sur les relevés officiels des délits commis dans la province, de 1840 à 1843, ne figure aucun cas d'exposition en lieu solitaire; en lieu non solitaire on en trouve trois en 1842 et deux seulement dans les trois autres années.

On prend à Liège des mesures assez sévères pour découvrir l'origine des enfants trouvés; si elles amènent la connaissance de l'auteur de l'exposition, il est poursuivi conformément aux dispositions du code pénal.

Nous n'avons pas à nous arrêter sur la question de savoir si l'existence des *tours* d'exposition est propre à diminuer le nombre des infanticides : elle nous semble complètement élucidée dans le mémoire de M. Ducpetiaux, inséré dans le 1^{er} volume du *Bulletin de la Commission centrale*.

On a prétendu que, dans quelques départements français, le nombre des enfants mort-nés ou décédés avant la déclaration de naissance s'est accru dans de fortes proportions, et que cette augmentation doit être attribuée à de nombreux infanticides inconnus et non poursuivis. Nous ne savons si cette remarque est fondée, à l'égard de certaines localités, où des tours existaient et ont été trop brusquement supprimés; mais elle ne s'applique pas à notre province. Du reste, voici sur cette question quelques renseignements utiles.

Au moment même où nous mettons la dernière main à ce travail, M. Remacle publie à Paris ¹, sous les auspices de M. le Ministre de l'intérieur, un rapport remarquable *concernant les infanticides et les mort-nés dans leur relation avec la question des enfants trouvés*. L'auteur, déjà honorablement connu par des travaux antérieurs, y montre que l'augmentation des infanticides est la plus forte dans les départements qui ont conservé leurs tours, ou qui même en ont augmenté le nombre, et la plus faible dans ceux qui en ont supprimé.

La conclusion à tirer, dit-il, si de pareilles déductions n'avaient besoin d'être plus profondément étudiées, serait que le nombre des infanticides est en raison directe du nombre et de l'augmentation des tours; au lieu de s'accroître, comme on l'avait craint, à mesure que le nombre de ces derniers diminue et par le fait même de leur suppression.

Il approuve donc la mesure prise en ce sens par l'administration, et le Ministre paraît donner son adhésion à ces conclusions, en faisant imprimer ce travail sous ses auspices.

Elles ont été discutées et sévèrement censurées dans un mémoire lu à l'Académie

¹ Imprimerie royale, juin 1845.

des sciences morales et politiques dans sa séance du 11 octobre 1845. L'auteur, M. J.-J. Rapet, arrive, en partant des mêmes chiffres officiels, à des résultats contraires à ceux indiqués par M. Remacle.

Mais voici que nous lisons dans le *Journal des Économistes* (février 1846) une lettre de M. Rapet, où, avouant noblement son erreur, il rétracte ses premières assertions, expose de nouveaux résultats *des plus remarquables*, dit-il avec raison, et qui sont la justification la plus complète de la mesure prise par l'administration. Il ressort en effet de ces nouveaux calculs que, dans les douze départements qui ont entièrement supprimé les tours, l'augmentation moyenne annuelle des infanticides est bien inférieure à ce qu'elle est dans les départements qui ont conservé une partie de leurs tours ou qui les ont conservés tous.

MORCELLEMENT DE LA PROPRIÉTÉ. — ACCROISSEMENT DU NOMBRE DES PROPRIÉTAIRES ET DES LOCATAIRES. — Malgré la tendance généralement reconnue vers la concentration des fortunes et des capitaux, la division des propriétés territoriales suit une marche progressive; la classe des propriétaires, des fermiers, des sous-locataires croissant en nombre dans nos campagnes, on conçoit que les froissements d'intérêts se multiplient proportionnellement. Ainsi s'explique en partie notamment l'accroissement du nombre de vols de céréales que l'on signale dans presque tous nos cantons ruraux; mais la cause sans contredit la plus puissante est le prix exorbitant des terres affermées par adjudication. Un hectare divisé en parcelles monte souvent en Hesbaye au taux de 150 et même de 180 francs, alors que les fermes ne se louent en masse que sur le pied de 80 à 120 francs. On sait que la plupart des ménages ont besoin de cultiver 10 à 40 ares (4 à 10 verges) en céréales et surtout en pommes de terre, tant pour leur subsistance que pour la nourriture d'une vache ou l'engraissement d'un porc : le fumier sert à fertiliser cette parcelle de terre. Or, au rapport de M. De Sélys, qui possède de grandes propriétés dans le cœur de la Hesbaye, les fermiers ne consentent maintenant à sous-louer qu'à des prix très-élevés, tels enfin que le sous-locataire renonce, ou ne peut y trouver la rémunération de son travail. Les ouvriers se résignent en conséquence à prendre à loyer les terres détachées exposées en hausse publique par les institutions de bienfaisance, les fabriques d'église, et les propriétaires, dont un grand nombre afferment leurs terres en détail. La concurrence, la jalousie, la nécessité font alors monter les parcelles à des taux exorbitants. On ne s'inquiète guère, sous le feu croisé des enchères, si l'on pourra payer ou non à l'échéance; encore moins comprend-on dans son calcul les frais élevés de location et les contributions de toute nature que les propriétaires mettent généralement à la charge du locataire, en sus du prix du bail. On juge dès lors à quelle épreuve est mise la probité de pauvres pères de famille,

honnêtes jusqu'alors, mais que la perspective d'une saisie, d'une ruine imminente égare et conduit au vol : de là ces détournements de blés coupés et en javelles commis nuitamment au préjudice du grand cultivateur voisin. La répression en est fort difficile ; la preuve presque toujours impossible à administrer.

Il s'élève un concert de plaintes contre l'absence de bonne police, contre la mollesse de la répression dans les communes rurales. Il est des inconvénients inhérents à la nature de nos institutions communales, au système d'élection qu'elles consacrent ; appliquer des remèdes semble dès lors une tâche délicate et difficile ; mais sans porter la moindre atteinte à ces précieuses franchises, il est possible de garantir plus efficacement dans les campagnes le maintien de l'ordre public, le respect des personnes et des propriétés. Le Gouvernement l'avait compris ; une nouvelle circonscription des cantons de justice de paix, aujourd'hui trop inégalement partagés, avait été proposée aux Chambres, en même temps que la création d'officiers faisant fonctions de ministère public près de chaque justice de paix ; on ne pouvait trop applaudir, à notre sens, à ces projets de salutaires réformes. Quoi qu'il en soit, lorsqu'on fait le relevé succinct des procès-verbaux dressés par les juges de paix en leur qualité d'officiers de police judiciaire, il devient manifeste que la répression confiée à ces magistrats est à peu près nulle, tandis qu'elle devrait fréquemment suppléer à la vigilance des bourgmestres, assez généralement taxés de faiblesse et d'inertie.

On signale une autre cause non moins influente : c'est la condition matérielle et morale des gardes champêtres, auxquels les communes n'allouent en général qu'une rétribution tout à fait insuffisante. Aussi est-il fort rare de trouver pour remplir ces fonctions des personnes qui présentent les conditions désirables. Il en est un bien petit nombre en état de dresser régulièrement un procès-verbal. La province de Liège est, sous ce rapport, dans un état d'évidente infériorité comparativement à la province de Namur.

Il serait à souhaiter que les gardes champêtres, sans cesser d'être les agents de l'autorité communale, fussent rétribués par la province ou l'État d'une manière suffisante, en tenant compte de la difficulté plus ou moins grande de leur service.

BRACONNAGE. — On se plaint en particulier de la négligence qu'apportent les gardes champêtres, la gendarmerie même dans la répression du braconnage, en Hesbaye notamment, contrée de plaines où cette répression est facile : l'interdiction de la vente du gibier en temps de chasse prohibée est un des moyens de répression les plus efficaces.

JEU A L'OIE. — Nous devons aussi mentionner un jeu, peu connu dans d'autres

parties du royaume, et encore fort goûté dans nos campagnes, où depuis un temps immémorial il est l'accompagnement obligé de toutes les fêtes. Il s'agit du *jeu à l'oie*. Il consiste à abattre à coups de barres de fer un pauvre volatile fixé par le col, vivant encore et ayant les pattes rompues, au crochet d'un poteau planté à certaine distance. La malheureuse bête subit cette torture sous les yeux de la multitude applaudissant aux coups les mieux dirigés. Ce jeu plus digne d'une horde sauvage que d'un peuple civilisé, bien qu'un arrêté de l'autorité provinciale l'ait interdit, subsiste encore, assure-t-on, dans quelques localités.

COMBATS DE COQS. — Citons à ce propos une autre récréation populaire, qui fait fureur dans nos faubourgs et ailleurs, cruelle aussi et immorale à double titre; car elle donne lieu à des paris ruineux, à des rixes fréquentes. Nous voulons parler des *combats de coqs*. Des ordonnances de police les ont prohibés dans toute l'étendue de la commune de Liège; mais elles sont éludées par la collusion de quelques brasseurs qui fournissent les animaux et des cabaretiers qui permettent les combats chez eux, dans le but d'attirer la foule et de s'assurer une grande consommation de boissons.

JEUX ILLICITES. — Mais il est d'autres jeux, dont les conséquences sont plus directement funestes au peuple, et surtout au peuple des campagnes.

Des individus tenant divers jeux, notamment celui de la roulette, infestent les foires, les fêtes ou kermesses, se postent sur les routes fréquentées par les paysans et surtout par les ouvriers qui viennent de toucher leur quinzaine. On se ferait difficilement une idée de l'habileté de ces escrocs dans leur mise en scène, de leur dextérité dans les actes de prestidigitation qu'ils exécutent surtout au jeu dit *des trois cartes*; jeu perfide, où le gain semble assuré, infaillible même, et qui toutefois conduit le joueur à une perte inévitable. Ces hommes audacieux, communément au nombre de cinq à sept, acteurs principaux ou compères, se rient des gardes champêtres et des gendarmes. Les cas de rébellion, de rixes violentes ne sont pas rares. Presque toujours prévenus à temps, ils font au besoin disparaître en un instant tout signe extérieur de jeu prohibé. Puis, peu leur importe une faible amende ou une détention de quelques jours! Le métier est assez lucratif pour qu'ils affrontent les pénalités beaucoup trop légères comminées contre ces sortes de jeux.

Est-il besoin d'ajouter que les dupes sont nombreuses, que bien des familles ont été plongées dans la misère et le désespoir? Nous connaissons tel marchand qui a vu disparaître en peu d'instant le petit capital qui alimentait son négoce; tel cultivateur, qui a perdu de même la somme qu'il portait au marché pour l'achat d'une vache; des ouvriers qui ont dissipé l'argent qu'attendait la mère de famille pour subvenir aux besoins de la quinzaine.

Il faut se hâter d'empêcher ce chancre rongeur d'étendre ses ravages, et puisque les lois actuelles, applicables à ces jeux illicites, sont inefficaces, il est urgent d'aggraver les pénalités et de faire un appel énergique à la vigilance des autorités locales, dont la négligence, à cet égard, mérite une véritable réprobation.

MENDICITÉ. — Il existe dans les antécédents historiques, une cause qui nous semble de nature à rendre compte du chiffre élevé des contrevenants aux lois répressives de la mendicité. Dans notre petit État ecclésiastique, le grand nombre de couvents et de monastères devait naturellement, comme en Italie, en Espagne, grossir le nombre d'individus se créant des moyens d'existence par la profession de mendiant, qu'alors l'opinion était loin de flétrir. On ne doit donc pas s'étonner, suivant nous, que la mendicité soit dans le pays comme une lèpre invétérée, que tous les efforts des diverses administrations qui se sont succédé n'ont pu guérir. Il est triste de revenir sur un fait déjà consigné dans les tableaux statistiques que la Commission centrale a sous les yeux; à savoir : l'augmentation progressive de la population des dépôts de mendicité. Elle serait plus considérable encore, si l'autorité communale, dans beaucoup de villages, ne laissait *sommeiller* quelque peu la loi pour ne pas grossir des charges qui grèveraient la communauté.

Ajoutons que l'observation s'applique aussi aux aliénés, à ce point qu'on peut à bon droit s'étonner que le nombre d'accidents ne soit pas plus considérable.

On sait quelle est la rigueur de notre législation répressive de la mendicité; elle punit celle-ci, on peut le dire, plus sévèrement que le vol. Il est plus d'un individu qui, interrogé sur le motif qui lui a fait commettre tel délit, a déclaré au magistrat ne l'avoir commis que pour ne pas aller à *Reckheim*, préférant la prison au dépôt, où l'on est jeté *sans savoir quand on en pourra sortir*.

Ce régime réclame d'importantes modifications.

INCENDIES. — L'assurance, devenue à peu près générale, a rendu fort rares les incendies causés par la malveillance. Mais la déplorable facilité avec laquelle il paraît que l'on assure souvent les propriétés bâties au delà de leur valeur, a accrédité l'opinion qu'indépendamment des cas suivis de poursuites, bon nombre d'incendies peuvent être imputés les uns à une extrême incurie, les autres à un calcul coupable. Du reste on s'accorde à émettre le vœu qu'un règlement intervienne pour faire baisser ces polices exagérées; il semble même qu'une assurance mutuelle, garantie et administrée par l'État, et devenue obligatoire pour tous, répondrait à toutes les nécessités, supprimerait les abus et pourrait même être une source productive de revenus.

Il ne sera pas sans intérêt de reproduire ici l'opinion exprimée sur cet objet par quelques juges de paix de la province.

Stavelot. — « Les incendies de propriétés bâties assurées sont assez fréquents, surtout à la campagne. Ces sinistres pourraient bien être le résultat d'une cupide spéculation. Dans l'intérêt de l'ordre public, il serait à désirer que la législature adoptât des mesures de précaution ou de contrôle, afin que le Gouvernement pût intervenir activement dans les opérations des compagnies d'assurance. Selon moi, voici les conditions auxquelles devraient être subordonnées les assurances :

» 1° Les propriétés mobilières et immobilières ne seraient assurées qu'autant que le propriétaire eût produit les attestations de l'autorité locale, constatant sa bonne moralité et une réputation intacte;

» 2° Que les bâtiments ne fussent point couverts de chaume;

» Et 3° Que l'assurance n'eût lieu qu'à concurrence des sept huitièmes de la valeur vénale des objets qu'il s'agirait de garantir, valeur qui serait constatée contradictoirement par l'agent de la compagnie d'assurance et par un délégué de l'administration communale compétente. »

Glons. — « On voit presque chaque année le feu se manifester dans des meules ou des habitations assurées; si la plupart du temps ces sinistres doivent être attribués à l'imprudence, on ne peut cependant méconnaître que la spéculation des assurés n'en soit parfois la cause.

» Il m'est arrivé deux fois d'informer sur des faits de cette nature, et si ces affaires sont restées impoursuivies, ce n'est probablement pas faute de preuves, mais grâce à la législation qui ne voit pas un crime dans l'action du propriétaire qui incendie sa propre chose.

» Ne conviendrait-il pas, dans l'intérêt de la sécurité publique et pour prémunir les individus contre ce genre de spéculation, de convertir en loi la proposition faite récemment dans le sein du conseil provincial de Luxembourg : que la peine qu'encourt celui qui met le feu volontairement à la propriété d'autrui, soit rendue applicable à celui qui aura volontairement incendié ou tenté d'incendier sa propre chose assurée contre les risques de l'incendie? »

Limbourg. — « Pour les incendies, il faut, me paraît-il, placer en première ligne des causes générales qui les produisent dans les communes où ils sont le plus fréquents, l'appât du gain, excité par la facilité avec laquelle les compagnies d'assurance acceptent des évaluations exagérées. Il est généralement reconnu que le nombre des incendies s'est considérablement accru depuis l'institution des compagnies d'assurance.

» Cependant, après cette cause générale, il faut aussi tenir compte de ce que, par l'assurance, le propriétaire, tranquilisé sur la perte éventuelle de sa propriété,

ne prend plus autant de précautions que si l'incendie devait lui en ravir la valeur.

» Et comme cause particulière des incendies qui se manifestent plus généralement dans les communes précitées, il faut placer le genre des constructions, les matières combustibles dont on se sert pour le chauffage, et le peu de secours que les communes possèdent en cas d'incendie. En effet, la plupart des maisons sont couvertes en chaume, les cloisons intérieures sont presque toutes en bois, dites *pallotages*; les greniers de ces maisons sont remplis de fourrages et l'on ne se sert que de bois ou de tourbes, que l'on brûle dans de grandes cheminées ouvertes. Lorsque le feu prend dans de pareilles constructions, les pompes à incendie manquant, il est impossible d'en arrêter les progrès.

» Ces causes particulières ajoutées au peu de précautions que l'on prend d'éviter le feu, et au gain qui doit être le résultat d'un sinistre, forment l'ensemble des circonstances auxquelles on doit attribuer le plus grand nombre des incendies qui se renouvellent si souvent.

» L'intervention des autorités communales ou d'un agent du Gouvernement, dans les évaluations qui précèdent l'assurance, me semblerait devoir exercer une influence utile pour prévenir ces sinistres, qui, en général, sont plus immoraux, que nuisibles à ceux qui les éprouvent. »

DÉLITS RURAUX ¹. — Dans nos plaines de la Hesbaye, le manque de bois pour les menus besoins des ménages occasionne bon nombre de petits délits, comme dégâts dans les haies ou clôtures. La plupart de ces délits ne sont pas constatés, et, parmi ceux qui le sont, il en est peu auxquels on veuille donner suite. On se contente fréquemment de faire payer aux gardes champêtres une certaine somme naturellement moindre que les frais et l'amende que les délinquants auraient à subir. C'est un abus qu'il importe de signaler à l'autorité supérieure, et qui prouve la nécessité de rémunérer moins parcimonieusement les gardes champêtres, et de les placer ainsi dans une position plus indépendante.

Telles sont les appréciations générales qu'il nous a été donné de faire en l'absence de documents précis : nous le répétons, elles sont loin d'être complètes, mais ce premier essai aura peut-être son utilité; en attirant l'attention des esprits sérieux sur cette partie de la science sociale qui recherche les causes des délits, on ne manquera pas d'arriver à des résultats importants. Nous ne voulons pas, toutefois, ter-

¹ M. Dechesne, inspecteur en chef des eaux et forêts, a communiqué sur les délits ruraux et forestiers des notes fort intéressantes, dont il sera fait usage plus tard. (*Note de la Commission centrale.*)

miner ce travail sans rendre compte d'un certain nombre de rapports rédigés par MM. les procureurs du Roi de Liège et de Huy, et par MM. les juges de paix de la province. Nous avons rencontré dans ces documents, qui viennent d'être mis à notre disposition, et dont quelques-uns sont fort intéressants, des renseignements qui confirment les notions qui précèdent et qu'il ne sera pas inutile de résumer.

La commission provinciale avait formulé six questions, auxquelles les magistrats désignés plus haut ont été priés de répondre : ces questions, nous allons les transcrire et nous analyserons les réponses qui y ont été données.

Première et deuxième question.

Remarque-t-on, dans votre circonscription, un grand nombre relatif de rixes, de vols de céréales, d'incendies des propriétés soit mobilières, soit immobilières ?

A quelles causes, à quelles circonstances ou particulières ou plus ou moins générales peut-on attribuer les actes punissables quelconques, proportionnellement plus nombreux, qui se commettent dans les localités soumises à votre juridiction ?

Au rapport des magistrats consultés, ce sont les rixes que l'on voit figurer en première ligne sur les relevés de nos tribunaux correctionnels. Le chiffre de ces délits est, notamment dans l'arrondissement du tribunal de Huy, double de celui des condamnés pour vols, escroqueries, abus de confiance ; cela résulte d'un tableau dressé par M. le procureur du Roi de cet arrondissement, et annexé au rapport de ce magistrat, rapport que nous croyons devoir reproduire à la suite de ce travail.

Les magistrats consultés, qui certes sont dignes de foi et en position d'observer les faits, s'accordent presque unanimement, et avec une remarquable énergie, à signaler comme cause principale du grand nombre proportionnel des délits contre les personnes, l'abus des liqueurs spiritueuses et l'inexécution des règlements prescrivant la fermeture des cabarets à une heure déterminée.

Personne n'insiste avec plus de force sur ce point que M. le procureur du Roi de Liège ; laissons-le parler :

« L'usage immodéré du genièvre, rendu trop facile par le bas prix auquel il se vend, entraîne les suites les plus désastreuses. Le genièvre est l'ennemi le plus redoutable de la classe ouvrière : il ruine non-seulement la bourse, mais la santé de l'homme qu'il pervertit. L'abus du genièvre, en effet, — une longue série d'observations m'en a donné la conviction, — vicie tout à la fois le physique et le moral de l'homme. Il le rend méchant, perfide et paresseux. C'est à lui qu'il faut attribuer la majeure partie des désordres, des malheurs et des misères qui détruisent l'harmonie et le bonheur dans les ménages et dans les familles.

- » Le manque d'instruction et d'éducation (d'éducation religieuse surtout) n'est,
- » selon moi, malgré son immense importance, que le second des agents de désordre et de destruction qui sapent notre société à sa base.
- » L'ivrognerie, — je l'ai demandé depuis bien longtemps, — devrait constituer un délit. »

Nous ne pouvons que nous associer à l'expression de ce vœu. A part son influence pernicieuse sur la moralité et le bonheur du peuple, que l'on veuille bien prendre en mûre considération l'incalculable déperdition de forces, l'énorme dissipation de valeurs et de capitaux qui sont le résultat de cette déplorable habitude, on jugera mieux dès lors quel intérêt social est engagé dans cette question, et combien peu pèse comparativement dans la balance cet intérêt agricole que l'on invoque toujours avec une assurance, une ténacité dignes d'une meilleure cause.

La loi se montre sévère pour des actes moins punissables; n'a-t-elle pas statué d'une manière absolue que la mendicité devait être considérée et réprimée comme délit? Cependant, ainsi que l'observe avec raison M. le juge de paix du canton de Héron : « La mendicité, moralement parlant, ne devrait être un délit que lorsqu'elle n'est pas commandée par la nécessité de vivre. » Il est à remarquer, disent plusieurs de ses collègues, que les mendiants sont généralement des individus que la vieillesse ou les infirmités ont rendus incapables de tout travail.

Ce sont là des questions qui appellent toutes les méditations, toute la sollicitude du législateur.

3^e Question.

Y a-t-il répression régulière des délits ruraux et forestiers, des contraventions de toute nature?

Nous avons déploré l'absence d'une police régulière dans les campagnes, l'extrême mollesse qu'on y apporte presque universellement dans la répression des diverses contraventions, sauf toutefois les délits forestiers. Nous n'avons rien à rétracter à cet égard; car les rapports que nous avons sous les yeux confirment toutes les plaintes dont nous nous sommes fait l'écho.

Ainsi, M. le juge de paix de Hologne remarque que « beaucoup d'infractions » restent impunies, faute d'une surveillance assez active de la part des gardes champêtres, et surtout à cause de leur inaptitude en général pour cet emploi : » il en est fort peu qui puissent rédiger ou écrire un procès-verbal; il en est même » qui ne savent ni lire ni écrire et qui ne font que machinalement leur signature. » La modicité de leur traitement est la principale cause qui éloigne de cet emploi » des hommes plus capables, et qui empêche ceux qui en sont chargés de pouvoir

» se livrer exclusivement à leurs fonctions.... » Le juge de paix de Héron dit à son tour : « Des délits ou contraventions ne sont pas constatés ou poursuivis, parce que » les autorités locales, assujetties à une influence occulte, consentent à arrêter ou à » suspendre l'action publique par l'action civile; pour remédier à cet inconvénient, » il conviendrait d'établir, par canton, un commissaire chargé des fonctions du » ministère public.... » M. le procureur du Roi de Liège, à son tour, s'exprime sur la négligence des autorités locales et de leurs agents avec une grande énergie.

4^e Question.

Que peut-on observer relativement à l'usure, à la mendicité, à la contrebande, au braconnage, aux jeux prohibés, à l'abus des liqueurs spiritueuses?

Nous avons entendu si fréquemment se plaindre des criantes déprédations de l'usure commises en France dans les communes rurales, que nous nous attendions à voir la plupart des magistrats consultés, la dénoncer comme un mal sourdement rongeur; heureusement il n'en est pas ainsi; ils déclarent généralement que l'usure est à peu près bannie partout; « depuis plus de dix ans, notamment, le tribunal » de Huy n'a pas eu l'occasion de prononcer des peines pour la répression de ce » genre d'infractions. »

Cependant, observe M. le juge de paix du canton de Ferrière, une forme de prêt que l'on voit quelquefois se produire, est le pernicieux contrat de *vente à réméré* ou *contrat pignoratif*. Le petit propriétaire qui a besoin d'une somme pour se tirer d'un mauvais pas, vend sa propriété à réméré au capitaliste, lequel reloue cette propriété au vendeur. Aujourd'hui le prix de cette relocation n'est plus stipulé à une somme plus forte que l'intérêt de 5 p. % de la somme prêtée; mais ce contrat donne lieu à un droit de mutation, et si deux ou trois ans après, le vendeur ou emprunteur veut reprendre sa propriété, il faut un nouveau contrat et un même droit de rétrocession; de sorte que l'emprunteur paye en définitive 8 à 9 p. % et se trouve subir toutes les conséquences ruineuses de l'usure.

Un autre magistrat du canton de Fléron estime que les relations des agents d'affaires ou entrepreneurs de ventes avec la classe inférieure devraient être surveillées de près; « car ils ne sont pas très-scrupuleux, et, pour accorder des » délais, ils stipulent des intérêts et des pénalités de tous genres. »

Nous avons avancé, relativement aux incendies, dont le chiffre s'est notablement accru depuis un certain nombre d'années, que des soupçons en apparence souvent fondés planent sur bon nombre de petits propriétaires, accusés par la rumeur publique d'avoir voulu obtenir ainsi des compagnies le montant presque toujours exagéré de l'assurance.

M. le procureur du Roi près le tribunal de Huy fait à ce sujet des observations sur lesquelles nous attirons l'attention.

Nous avons proposé de graves objections contre la législation actuelle qui oblige la commune du domicile de secours du mendiant, de l'aliéné, à supporter les frais de placement dans un dépôt, un hospice ou une maison de santé. Elles se sont reproduites depuis dans le sein de plusieurs conseils provinciaux. Nous pouvons ajouter que la convenance de faire peser ces frais sur l'État ou la province, ou sur l'un et l'autre par égale portion, a aussi plus ou moins vivement préoccupé les magistrats qui nous ont transmis leurs renseignements. Leur témoignage est venu corroborer les vues que nous avons émises à cet égard.

5^e Question.

Voit-on bon nombre d'artisans, après avoir été occupés dans les fabriques des villes, revenir aux villages, ou d'ouvriers citadins s'établir à la campagne?

Quelle est leur conduite et leur moralité?

Les réponses à ces questions donnent à connaître que les déplacements dont il y est parlé sont en général très-rares et que les inductions qu'on en peut tirer n'ont aucune base certaine.

6^e Question.

Le service militaire exerce-t-il une influence défavorable sur les individus rentrés dans leurs foyers?

Cette question est résolue négativement dans presque tous les rapports de MM. les juges de paix, et cette solution est remarquable : si l'on s'en réfère à l'avis presque unanime de ces magistrats et si l'on tient compte de quelques restrictions, on doit tenir pour établi que le service militaire exerce sur la conduite, sur la manière de vivre et sur l'esprit d'ordre et de probité des habitants des campagnes, une influence salubre, et l'on peut considérer comme un préjugé de croire que les mœurs des anciens soldats sont plus relâchées que celles d'une foule de paysans qui n'ont jamais servi.

Écoutons l'avis de quelques juges de paix. Celui de Héron s'exprime ainsi : « Le service militaire exerce une influence favorable sur les jeunes gens; tel individu sort de son village à peu près brut, y rentre parfois assez instruit, et toujours avec une intelligence plus développée. Les militaires contractent des habitudes d'ordre et de propreté qu'ils conservent presque toujours toute leur vie et qu'ils établissent dans leurs familles. Il en est aussi sans doute et malheureusement d'autres qui reviennent avec des habitudes vicieuses, mais ils font exception : l'immense majorité est améliorée au physique et au moral..... » — Voici ce que

dit M. le juge de paix d'Avennes : « Je pense que généralement le service militaire »
» exerce une influence salubre sur les individus qui rentrent dans leurs foyers ;
» physiquement , ils sont plus lestes et plus adroits ; moralement , ils ont plus de
» fermeté dans le caractère , sont moins haineux et montrent une intelligence plus
» développée que les autres. » Le juge de paix de Hollogne , après avoir développé
les motifs de son opinion , « estime qu'en général le service militaire exerce plutôt
» une influence favorable que défavorable sur les individus rentrés dans leurs
» foyers , après avoir satisfait aux lois sur la milice. » Terminons ces citations ,
que nous pourrions multiplier , par un extrait du rapport de M. le juge de paix de
Louvegné : « Le service militaire exerce une influence évidemment favorable. Si
» les miliciens à peine rentrés dans leurs foyers éprouvent d'abord quelques em-
» barras de position et reprennent parfois avec peine leur premier état , il est à
» remarquer que cet état de gêne et d'incertitude ne dure que peu de temps. A la
» seule pensée d'être délivrés des entraves de la vie militaire , se sentant redevenus
» libres et indépendants , ils se remettent au travail avec plus d'activité et d'intel-
» ligence , et on remarque presque généralement chez eux plus de soumission aux
» bons avis qu'on leur donne , plus de loyauté et surtout plus de savoir-vivre. »
Il est difficile d'être plus explicite et d'obtenir une solution plus satisfaisante que
celle que nous indiquons.

Nous ne terminerons pas cette analyse sans remercier les magistrats qui ont ré-
pondu à notre appel par les utiles renseignements qu'ils nous ont fournis. Et , pour
résumer , nous énoncerons une vérité que les observations présentées ont fait péné-
trer profondément dans notre esprit : veut-on que le chiffre des crimes et des
délits ne soit pas en progrès chez nous , comme il l'est dans des pays voisins ? Oc-
cupons-nous avec une constante sollicitude de l'éducation et du bien-être des masses :
multiplions les institutions philanthropiques ou charitables , notamment en faveur
des enfants orphelins ou abandonnés , des jeunes détenus , des jeunes libérés ; ne
réglons pas cette partie de nos budgets avec une étroite parcimonie ; réduisons , à
l'exemple d'un ministre dont le nom immortel est aujourd'hui sur toutes les lèvres ,
les charges qui pèsent le plus lourdement sur les travailleurs ; et l'on peut être as-
suré d'obtenir bientôt une sensible diminution dans le nombre des crimes et des
délits. Nous n'aimons pas les exagérations ; nous sommes loin de nous associer à
de certaines déclamations dont on abuse étrangement de nos jours ; mais nous di-
rons hautement : faisons tout pour améliorer le sort du peuple ; telle doit être la
suprême maxime d'une politique habile et progressive , dans la seconde moitié du
siècle où nous vivons.

Liège, septembre 1848.

ANNEXE.

Huy, le 7 septembre 1845.

RENSEIGNEMENTS FOURNIS A LA COMMISSION PROVINCIALE DE STATISTIQUE,

PAR M. LE PROCUREUR DU ROI DE HUY.

QUESTIONS.

1. *Remarque-t-on dans cet arrondissement un grand nombre relatif de rixes, de vols de céréales, d'incendies de propriétés, soit mobilières, soit immobilières?*

Après les délits forestiers, les voies de fait forment, dans cet arrondissement, la catégorie la plus nombreuse des infractions aux lois pénales.

On pourra se convaincre par le tableau ci-joint, que le nombre de condamnations pour rixes est double de celui des condamnations pour vols, escroqueries, abus de confiance.

Les vols de céréales sont peu nombreux et n'ont jamais pour objet que de petites quantités de grains.

Les incendies, attribués à la malveillance, sont fort rares; le nombre en serait encore moins élevé si, d'après le dernier état de la jurisprudence, notre législation n'offrait pas une lacune qu'il importerait de combler, et que je signalerai en examinant la question suivante.

2. *A quelles causes, à quelles circonstances particulières peut-on attribuer les actes punissables proportionnellement plus nombreux?*

Les délits, constituant des attentats contre les personnes, proportionnellement plus nombreux dans cet arrondissement, doivent en grande partie être attribués à l'abus des liqueurs spiritueuses, à l'inexécution des règlements prescrivant la fermeture des cabarets à une heure déterminée.

Ces deux causes exercent simultanément leur influence, en occasionnant des rixes dont il est souvent difficile d'apprécier et de constater les résultats.

Quant aux incendies attribués à la malveillance, il est à remarquer que souvent des soupçons fondés planent sur les propriétaires des édifices incendiés.

En détruisant leurs maisons par l'incendie, ils ont en vue d'obtenir de la compagnie avec laquelle ils ont traité le montant souvent exagéré de l'assurance.

Dans le principe, la jurisprudence avait assimilé cet attentat au crime d'incendie ordinaire, mais

himself l'autorité judiciaire a reconnu que les peines comminées par la loi contre les incendiaires ne sont pas applicables à ce cas spécial.

Par arrêt du 10 janvier 1844, notre Cour de cassation a décidé que le fait d'avoir incendié sa maison assurée ne constitue pas le crime prévu par l'article 434 du Code pénal.

Et cependant, cette action est dictée par l'intention de causer à autrui un préjudice souvent considérable, cette action a pour but de spolier les compagnies d'assurance.

En France, une loi a été portée pour combler une lacune que notre législation pénale présente encore en cette matière. Il serait à désirer que notre législature prit les mêmes mesures, afin que l'impunité ne protégât pas plus longtemps des faits aussi criminellement attentatoires à la propriété.

3. Y a-t-il répression régulière des délits ruraux et forestiers, des contraventions de toute nature?

Les délits ruraux et forestiers et les contraventions de toute nature sont assez exactement constatés; néanmoins une meilleure organisation des gardes champêtres amènerait incontestablement des améliorations dans cette partie de l'administration de la justice.

Il conviendrait d'abord que ces agents fussent rétribués de manière à avoir une existence plus indépendante. Dans la plupart des communes rurales, les traitements sont tellement modiques, qu'ils ne suffisent pas pour procurer les choses les plus indispensables à la vie. Il résulte de là un défaut de zèle pour l'exercice de fonctions qui laissent celui qui en est investi dans un état voisin de l'indigence et de la misère; il en résulte encore un état de dépendance qui met souvent obstacle à l'accomplissement de ses devoirs.

Il serait aussi à désirer que les gardes champêtres fussent organisés en brigades commandées par un chef, afin de soumettre ces agents à une surveillance plus active, plus directe. Ce mode d'organisation a été introduit dans quelques provinces; mais dans d'autres, tout en reconnaissant les bons résultats qu'on devait en attendre, les autorités provinciales ont cru trouver un obstacle dans les dispositions législatives qui règlent la matière.

Autoriser et même prescrire cette organisation par une loi, produirait, selon moi, les meilleurs effets sur la police judiciaire.

4. Que peut-on observer relativement à l'usure, à la mendicité, à la contrebande, au braconnage, aux jeux prohibés, à l'abus des liqueurs spiritueuses?

Les délits d'usure doivent être fort rares en cet arrondissement, car depuis plus de dix ans le tribunal n'a pas eu l'occasion de prononcer de peine pour la répression de ce genre d'infractions.

La mendicité est, en quelque sorte, tolérée par les autorités locales, particulièrement dans les communes rurales.

Cette inaction est facile à expliquer: d'après la législation existante, la commune du domicile de secours du mendiant est tenue de pourvoir aux frais occasionnés par celui-ci dans les dépôts de mendicité. L'autorité locale se trouve ainsi placée entre son devoir et l'intérêt pécuniaire de la commune: le devoir de l'autorité municipale lui commande de constater les délits de mendicité; mais il est de l'intérêt de la commune de ne pas avoir d'individus placés à sa charge aux dépôts de mendicité.

Telle est, selon moi, l'une des causes principales qui ont donné depuis quelque temps à la mendicité un développement qu'on doit déplorer.

On y obvierait bien certainement si les frais de placement dans les dépôts constituaient une charge de l'État ou de la province.

Il serait aussi indispensable que la répression fût exercée dans tout le pays d'une manière uniforme, car on ne peut se dissimuler qu'il y aurait une sorte d'injustice à sévir dans certaines provinces ou dans certains arrondissements et à s'abstenir dans d'autres.

Les observations qui viennent d'être présentées sur la position dans laquelle la législation a mis les autorités locales s'appliquent également à l'arrestation des aliénés et des furieux laissés en liberté.

L'arrestation doit être ordonnée par le collège des bourgmestre et échevins, aux termes de l'article 93 de la loi communale.

Mais si l'individu est indigent, la commune doit supporter les frais de placement dans un hospice ou une maison de santé.

Cette conséquence, souvent désastreuse pour une commune sans ressources et d'une population peu importante, entrave l'accomplissement des devoirs imposés à l'autorité locale, ce qui compromet la tranquillité et l'ordre publics.

La distance qui sépare cet arrondissement de la frontière rend à peu près impossibles les infractions aux lois concernant la douane.

Les dispositions qui prohibent certains jeux paraissent régulièrement exécutées.

Je me suis déjà expliqué sur l'abus des liqueurs spiritueuses.

Cet abus, qui tend à se généraliser toujours davantage, détruit la santé, énerve la moralité de ceux qui s'y livrent et constitue l'une des causes principales des attentats contre les personnes.

Il serait sage de prendre toutes les mesures qui peuvent avoir pour résultat de restreindre l'usage des liqueurs alcooliques. Si ces mesures devaient porter atteinte aux intérêts de l'industrie agricole, il ne serait pas impossible, me parait-il, de rétablir une sorte d'équilibre, en diminuant les droits sur la fabrication de la bière, boisson saine, qu'il serait à désirer de voir substituer à l'usage des produits alcooliques ¹.

5. Voit-on bon nombre d'artisans, après avoir été occupés dans les fabriques des villes, revenir aux villages, ou d'ouvriers citadins s'établir à la campagne?

Les déplacements et les changements dans les populations des villes et des campagnes sont peu nombreux et n'exercent pas d'influence bien appréciable sur la moralité de ceux qui ont abandonné leur premier domicile.

¹ Nous retrouvons cette pensée formulée dans une note fort intéressante dont il sera fait usage plus tard, et que M. de Rossius, membre de la commission provinciale de Liège, a communiquée à cette commission : « Dégrevés la bière, on en boira davantage, et la culture de l'orge augmentera de ce qu'aura pu diminuer celle du seigle par suite d'une imposition plus forte sur la distillation. Ainsi, la propriété foncière n'aura nullement à souffrir d'une mesure prise dans l'intérêt des bonnes mœurs et de la tranquillité publique; et le fisc, qu'une taxe modérée sur la bière mettra à l'abri de la fraude, aujourd'hui si active, verra croître les recettes en rapport avec l'augmentation qu'éprouvera nécessairement la consommation d'une boisson dont l'usage ne peut engendrer aucun délit, aucun crime. »

(Note de la Commission centrale.)

6. *Le service militaire exerce-t-il une influence défavorable sur les individus rentrés dans leurs foyers ?*

Quant à l'influence produite par le service militaire, je ne puis en parler qu'au point de vue de la police judiciaire.

Les miliciens congédiés se mettent rarement dans le cas de comparaitre devant la justice répressive sous le poids d'une prévention quelconque; il me parait, au surplus, que les habitudes d'ordre et de subordination qu'ils ont contractées au service, ne peuvent exercer qu'une influence favorable sur leur vie privée, quand ils rentrent dans leurs foyers.

Tels sont les renseignements généraux que je puis donner sur les questions qui m'ont été adressées.

Le tableau ci-joint renferme des données et des chiffres qui donneront à mon travail une précision dont il est peut-être dénué dans certaines parties.

Tableau numérique des délits et des crimes dont le tribunal de Huy a eu à s'occuper du 15 août 1844 au 15 août 1845.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL.											Observations.
Contraventions de simple police.	Affaires forestières.	Délits de chasse.	CONTRAVENTIONS En matière d'imposition.	De tout genre, voleries, poids et mesures, etc.	Vol, escroqueries, abus de confiance.	Voies de fait.	Mendicité et vagabondage.	Autres délits de tout genre.	Total des jugements définitifs.	Condamnations.	
4	130	28	1	43	42	84	8	70	410	372	

Le procureur du Roi,
E. A. V. DUBOIS.

MÉMOIRE HISTORIQUE ET ÉTYMOLOGIQUE

SUR

LES NOMS DES COMMUNES DE LA PROVINCE D'ANVERS,

PAR A. KREGLINGER,

MEMBRE ET SECRÉTAIRE DE LA COMMISSION DE STATISTIQUE DE CETTE PROVINCE.

Les premières instructions données aux commissions provinciales de statistique le 12 mai 1843 ¹, leur demandaient de former un tableau nominatif de toutes les communes urbaines et rurales de la province, avec l'indication des noms des villes, bourgs, villages, hameaux, etc. M. le Ministre de l'intérieur les invitait, en même temps, à ne fixer les noms des communes que d'après des actes législatifs ou administratifs, en ajoutant des indications succinctes sur l'étymologie de chaque nom.

Le travail transmis par la Flandre orientale, d'après ces instructions, était précédé d'un mémoire remarquable de feu M. J.-F. Willems, sur l'origine et l'orthographe des anciens noms des communes. La Commission centrale ordonna l'impression de ce mémoire, et le signala aux autres provinces comme un guide pour leurs recherches étymologiques.

La commission de statistique d'Anvers m'a chargé de faire, d'après ce modèle, un travail analogue pour les communes de cette province; je lui ai soumis et elle a adopté le mémoire suivant.

Ce mémoire étant surtout destiné à fournir les matériaux nécessaires pour fixer les noms des communes, ainsi que la manière dont il convient de les orthogra-

¹ *Bulletin de la Commission centrale de statistique*, t. I, page 570.

phier, j'ai pensé devoir donner d'abord pour chacune d'elles une série d'actes de tous les siècles.

J'ai commencé, à l'exemple de M. Willems, par indiquer pour toutes les communes l'orthographe que leur donnent les chartes où elles se trouvent citées.

Mais comme il m'a semblé que la valeur qu'on doit attacher à cette orthographe dépend en grande partie des connaissances qu'il faut supposer à l'écrivain et de l'importance même de l'acte, j'ai indiqué pour chaque nom la nature de la charte qui en parle, l'autorité dont elle émane et la page de l'ouvrage où elle se trouve.

J'ai ajouté, en outre, pour toutes les communes l'indication des principaux auteurs qui en font mention; ces données pourront servir de guide à tous ceux qui auront l'intention d'étudier l'histoire de nos diverses localités.

Les chartes que j'ai analysées sont généralement antérieures au XV^e siècle. Se borner cependant à adopter une orthographe définitive, en ne se basant que sur des documents aussi anciens, me semblait une faute. J'ai, en conséquence, cru devoir rechercher des actes officiels plus récents, surtout ceux qui comprissent un grand nombre de communes, afin d'être assuré que l'on a suivi pour toutes un système d'orthographe uniforme.

Je me suis arrêté aux actes suivants :

- 1^o Le recensement de 1496;
- 2^o Celui de 1526;
- 3^o Les coutumes;
- 4^o L'arrêté des consuls du 25 pluviôse an X;
- 5^o La loi du 22 décembre 1828;
- 6^o L'arrêté royal du 12 août 1836.

Les recensements, faits par des officiers du Gouvernement, avec l'intervention des États de Brabant et des magistrats de la commune, sont incontestablement des pièces qui méritent sous tous les rapports une attention sérieuse.

L'orthographe adoptée dans les coutumes, pour les noms de communes, me semble devoir être étudiée de préférence, conjointement avec celle suivie dans les recensements, car, pour les uns comme pour les autres, elle a été présentée par les autorités communales elles-mêmes et adoptée par les autorités supérieures, les mieux à même d'en apprécier le mérite : celle des coutumes, par les cours souveraines de justice; celle des recensements, par les États de Brabant et les agents fiscaux.

L'arrêté des consuls du 25 pluviôse an X, la loi du 22 décembre 1828, et l'arrêté royal du 12 août 1836, mettent le dernier complément à ces renseignements en nous donnant l'orthographe adoptée par les trois Gouvernements qui ont régi la Belgique dans ce siècle.

Je regrette que ces renseignements ne soient pas aussi complets que je l'eusse

désiré, surtout en ce qui concerne les communes qui faisaient autrefois partie de la juridiction de Malines et de celle de Flandre; pour les premières, il a été impossible de découvrir les recensements ou des actes qui en tinssent lieu. Les recherches consciencieuses que MM. les archivistes de l'État et de la ville de Malines ont bien voulu faire dans leurs dépôts respectifs, n'ont amené aucun résultat. Pour les communes de la Flandre, M. le Gouverneur de la province d'Anvers a bien voulu demander des renseignements, il y a plus d'un an, à son collègue, M. le Gouverneur de la Flandre orientale, mais jusqu'à ce jour il n'a obtenu aucune réponse à ses lettres.

Pour la partie étymologique, je me suis imposé la tâche d'assigner une valeur à chaque nom de commune, en prenant principalement pour point de départ la situation topographique ou bien l'histoire et les traditions. J'y ai ajouté chaque fois l'étymologie donnée par des auteurs connus.

Cette partie est celle qui m'a demandé le plus de temps et de recherches, et cependant c'est celle qui donne le plus de prise à la critique. Les recherches que j'ai faites pour ce travail me donnent peut-être le droit d'émettre un avis, alors même qu'il est contraire à celui d'un savant distingué.

Sauf de rares exceptions, j'ai adopté pour l'étymologie des principales syllabes finales des noms locaux, celle proposée par M. Willems. Mais comme j'en ai parfois dévié, j'entrerai ici dans quelques explications sur le sens que j'attache à plusieurs de ces syllabes, surtout à celles qui entrent le plus fréquemment dans la composition des noms des communes de cette province ou qui offrent le plus de difficulté.

Pour les autres je renvoie au mémoire de M. Willems ¹.

BEER, l'animal féroce l'ours.

BORS, ours, pourri, bourse commune, sanglier.

Kilian dit BEER, *everswyn*, *aper* et BEER, *vercken*, *verres*, finalement BAER et BOR, *ursus* Ziemann (*Mittelhochdeutsches Wörterbuch*). BER, *eber* (*aper*) et pour *ursus* BERO, BÄR. En anglais BOAR, et en saxon BAR signifient également *sanglier*. La nature du sol rendant d'ailleurs la présence de nombreux sangliers plus probable que celle des ours, je pense que c'est par sanglier qu'il faut traduire, pour cette province, la syllabe BEER et BORS.

BROECK, terrain marécageux, terrain bas, coupé par l'eau. Marais, prairie marécageuse. Endroit marécageux, cependant quelque peu boisé. BROECK est une terre plus ferme que le VEEN, qui à son tour l'est plus que le MOER.

¹ Page 293 de la première partie du tome II du *Bulletin de la Commission centrale de statistique*.

GOOR, de GAAR, GAREN, signifie eau croupie, fumier, et plus généralement marais croupissant; même signification que POEL et VEEN. Terrain fangeux, mais fertile, Kilian, *limus, lutum, coenum*. Becanus, *terra nova quae certum habet sine cultura lucrum*. On le trouve aussi traduit par *funus, paludes, sanguis tabum*.

MOER, même signification que MEER, mais plus spécialement tourbière. MOER est un marais plus chargé d'eau que VEEN, et ce dernier terrain est plus limoneux que BROECK, *laag, slykig, droschland, moerlanden, turflanden*.

VENNE, VEEN, VEN, terrain humide, marécageux, tourbière, marais.

MEER, étang, marais, marécage, tourbière, chargés d'eau, *laag, slykig, droschland*. En anglo-saxon, *lac, mer*. Voir sur *meer* Grimm, III, 381-2.

Ces cinq mots, avec celui de POEL, ont à peu près la même signification; mais je pense que les explications données permettront de saisir la différence qui existe en réalité entre chacun d'eux, et qui peut se résumer en disant que les mots GOOR, BROECK, VEEN, MOOR, MEER, rangés dans cet ordre, désignent un terrain de plus en plus chargé d'eau.

DONC, ce mot peut venir de DONG, DINGEN, aussi de DAMP, d'après une racine indiquant l'humidité, comme DOMP, DOMEN, DOMPEN, plonger. Il peut venir aussi de DIGAN ou DEYEN, creuser (en anglais dig). Il aurait alors la signification de digue (дык). On le fait dériver également de DONKER, obscur. M. Willems dit *Stercoratio* (de DREK ou de DUNGER) terre à fumer, fumier.

Dans le relief de Grobbendonck (Le Roy, page 216) on lit : *Item noch daeraen gelegen een eeussel geheeten die Spoerdonck* (*eussel, eeussel, euwssel*, signifie, d'après Kilian, *pastus, ager, pascuus*. Comme on trouve dans le même relief : *alnog een bempt met eenen eeuwsel*, ce mot doit avoir une signification plus spéciale, et je pense que c'est une pente plus élevée, une contraction de HEY, HEW et SEL. HEY venant toujours de HOOG, *eyssel* serait une élévation, à moins qu'on ne préfère le faire dériver de REUWEN, ruminer. *Eeuwen* chez Kilian, *cibum in os indere*.) D'après cet exemple, la version de Gramaye, qui traduit DONK par *locum e palustribus emergentem*, serait fondée. Il pourrait aussi venir de DONJO, DUNJO, DONGO, DONJON, que Ducange explique par *castellulum minus, propugnaculum in duno seu colle aedificatum*. Il peut venir de DUN, DUNE; Schelter explique DONC, *tunica*. Grimm, II, 531, THANC, THONC, DONC, *gracia memoria*. Grimm, II, 289, THUNGR, *gravis*. Heylen, DONG, DONCK *is, volgens onze oude tael, ligt verheeven plaets tusschen laege en wateragtige gronden; deezen naem van DONC is derhalven zeer gemeen aen beemden, wat verhevener als de aengelegene, zoo als men er in 't gebroeckt, tusschen Westerloo en Meerbeeck, meer dan een dozyn kan optellen. Dit is genoegzaam klaer ten opzichte van Blader-Varen en Maersdong weezende die plaetsen nog gedeeltelyk gelegen op eenigsints*

verheeev gronden, voortyds van hout, vaeren en moer, genoegzaam voorzien en nog van de zelve niet teenenmael ontbloomt. HOEUFFT, *dit schynt eene hoogte te beteekenen zoo als Kraandonck in middeneeuwsche latyn vertaeld wordt*, LOCUS EMINENTIOR AD AQUAM UBI *grus* SIVE MOLES ADTRACTORIA Il peut signifier aussi *novalia*, terrain nouvellement cultivé à force d'engrais, de *dunge*, engrais. Van Heure l'explique par *lage en ingedykte plaetsen*.

On voit qu'il y a un choix à faire. Quant à moi, je n'hésite pas à traduire *donck* par monticule, ou partie de terre dominant les marécages.

GAU, GOE, GOO, GAW, GOUW signifient champ, territoire, en opposition à ville, village. Ordinairement un territoire soumis à une même juridiction. *Regio pagus* (Grimm, II, 194). Kilian, *regio, ager, rus, terra, pagus, land, buurt, dorp*.

Gouding est la réunion d'un peuple appelé *concilium* par Tacite. GAU, GAW, est le *pagus* du moyen âge; il indique une partie du pays, un district. Ses frontières ont une valeur politique; quoique chaque gou n'ait pas formé un peuple séparé. Sous l'administration franque, le gou eut une autre signification et valeur, c'était alors plutôt une province, un comté.

MARK signifie proprement la pente, une délimitation creusée, fosse de délimitation, la frontière, pays des frontières, marque, limite, mais quelquefois il faut le faire dériver de MARS, MARSCH, marais.

Mark, dit Eichhorn, a été de tout temps l'expression technique d'une réunion par rapport au territoire, et ce mot veut donc dire un district territorial, de là *COMMARCHANI* pour ceux qui ont une part dans un tel district; *erdmarcha*, le district pris uniquement sous le rapport du sol.

MERX, même mot que *mark*, mais signifiant plus spécialement marque, signe distinctif.

ENGE, de ANG, étroit, passage étroit. Willems dit champ, pré. Hoeufft traduit étroit, gué. Il signifie en outre une plaine, de AENG, d'où *anger*, prairie. *Eenk* dans l'Overysse est encore de nos jours une vaste plaine dont les champs ou prés sont seulement séparés par des pierres. ENGE dans le Goorland sont les terres basses.

GAERDE, jardin, enclos, verger, en général une place fermée, entourée de haies ou murs. Grimm, II, 494, GARDE, *domus, aula, hortus*. Hoeufft, ile, maison, place close, entourée de murs, enclos, jardin.

GEST, GEEST, terrain sablonneux et sec. GEST de GAREN, d'une racine qui indique la création d'un bruit, signifie mettre des liquides en mouvement, faire fermenter.

GEEST signifie aussi esprit. Lansens le fait dériver de GAST, SALA GAST, une des charges de la cour (maître des cérémonies). Mais il ajoute que ce nom peut aussi venir de STELLE ou STALLE, qui, en anglo-saxon, signifie un canal très-irrégulier. Hoeufft, terrain sec, élevé, sablonneux et peu fertile. Dans l'*Oostfriesch dyk- et zytrecht* on lit : *de moerlande en gastlande voor halfland zullen gerekend worden.*

Je crois que pour les noms des lieux on ne peut admettre que la seule signification de terrain sablonneux.

HAM signifie originairement un morceau d'un tout, de HAMMEN couper ; ainsi INHAM est un terrain coupé en dedans, *golfe* ; *uitham* un terrain coupé en dehors, *promontoire*. M. Willems, demeure, logis ; Grimm, III, 422, hameau ; Hoeufft, même mot que HEM, aussi prairie entourée de fossés, hameau, partie séparée d'une commune, un bois ; Ducange, *verbo HAMME belgis etiamnum segmentum significat.*

HEIM, primitivement terrain entouré de haies, cour, ensuite demeure, patrie, de là village, circuit, hameau, enfin demeure, logis (en anglais, HOME), Grimm, III, 393 : a la signification étendue de *mundus* et de *domus* ; en goth, il signifie vieux, II, 497, dans beaucoup de mots composés, HEIM n'indique que la possession.

HEM, même signification que HEIM, village, demeure ; mais quelquefois il y a des exceptions.

HOYKT, HUIK, faille, manteau de femme ; mot qui peut venir de HUIF, couvre-chef. A Anvers, une rue s'appelle *heyl met de heuykt*. De HOEK, coin, terrain avançant en pointe ; Ducange, HOKE, crochet, coin de terre recourbé, HUIX *irrisio* HOLCA, mesure de terre ; HOLCHA, BOSCHA, *portio terrae arabilis, fossis vel sepibus undique clausa*. Il faut l'interpréter par *angle* dans les noms des communes et des rues.

ICK, IG, ICH, de EIGEN, signifie la qualité, le genre, le propre, l'essence ; dérivé de ISCH, IC, IKE, il indique de l'eau ; ainsi on écrit indifféremment *Contich* et *Contike*. IG, OG, ANG signifient ile et eau.

INGE peut signifier, comme HINGE, étroitement uni, petit, étroit. M. Willems le traduit par champ, pré. Grimm, II, 349 et suivantes, analyse les diverses significations de ING, INGE, LINGE, INC, savoir : 1° *cognatio*, famille, descendant, fils, comme dans *Thuringi, Karolingi, Gormaringa, Geroldinga*, etc. ; 2° la nature d'une chose, comme ARMINC (*homo pauper*), CHISLINC (*calculus*), HERTINC (*heros*) ; 3° l'état, la nature, l'être, lorsqu'il vient du verbe, BREING (*fractio*), MEETING (réunion), BINDING (*legatio*). Les terminaisons en NG, ajoute-t-il, indiquent principalement et avant tout la

descendance, ou plutôt la parenté. ING est plus personnel que UNG : il n'indique le diminutif que lorsque le mot principal porte en lui une idée de jeunesse et de petitesse. Lansens traduit INGE par un commun, un pâturage commun; d'autres soutiennent qu'il veut dire un plaid commun; enfin, on le fait dériver de HEIM. Hoeufft dit un pâturage commun, quelquefois un espace resserré, un gué, aussi une terre, contrée, quelquefois entrée, de INNE, INNEGANG, de là demeure.

ITE. Lansens le fait dériver de ICHT, contraction de *gicht*, torture. Kilian dit *gicht*, *torquere*, *fateri*; il le fait assimiler aussi à *giften*, donner. De GICHTE vient *b-ichte*, confession. Il signifierait donc lieu d'un tribunal. Grimm, II, 567, traduit *ieslih* par *matronalis*; dérivé de IDE, EDE, il indique de l'eau. Grimm, II, 653, donne encore ITAL, *vacuus*.

IXEM peut venir de ICHEM, HEIM, demeure. Lansens : ISSE signifie terrain bas et humide, dérivé de ASCH, ESCH, ISCHE; il indique de l'eau, d'où vient Overysse, Neerysse, près de Louvain. — ISSE, *nische* a aussi la même signification que NESSE, *waterleegte*, *zyp*.

LAER. D'après Willems, p. 8, il signifie terrain inculte et vague; je crois qu'il faut traduire *commun*, *pâturage commun*. C'est ainsi qu'il figure dans beaucoup d'actes, par exemple, *Coutume de Deurne*, art. 420 : « *Item soo wie van binnen* » *dorps met opsetten wille henne beesten stouwen in eenighe LAEREN daer zy niet* » *komen en moghen*, enz. Art. 421. *Dat eenige vercken dryvers, schaep dryvers...* » *hunne beesten hueden..... op eenige vroente*, LAEREN, enz. » Charte de 1344 (Cart. de S^t-Michel, p. 10) : *Dat si van dier hoeven lands ligghende in de loe, ane d'LAR dat men heet Borgerhout*. Grimm, *Deutsch Gramm.*, III, 428, dit que la signification du nom LAER est inconnue, mais il pense qu'elle se rapporte à maison; peut-être, dit-il, à LAR, mot latin pour foyer, dieu domestique. Je pense que les exemples que je cite prouvent le contraire. LEIR, dans les dialectes du Nord, signifie argile (Grimm, *Gramm.*, III, 381). Schilter : LAR, LAER, *vacuus*; — Adelung : LAH signifie, dans quelques contrées, le lieu d'un marais; — en Saxe, la tourbe s'appelle quelquefois LOH; il vient de *lege*, bas; — Kilian : *inanis*, *vacuus*; — Lansens le dérive des lares des Romains; — Warnkoenig : un champ non labouré; — Geldorf : terre inculte ou publique. Plusieurs le confondent avec ARE, qui signifie eau. Heylen pense qu'il signifie un terrain boisé. Il peut venir encore de LAST, LADE, renfermer, cacher, couvrir; plus probablement de LEUR, LOOR. En ancien allemand, LAER, LARE, signifie vide. LIEREN, un terrain inculte, terrain vague; d'après

quelques-uns, il viendrait du latin LAR ou de LER, *doctrina*. Meyer dit : *ledige onbebouwde plaets, vrye weide*. Je penche pour *solum, fundus, area communis*.

LIES, LIS, morceau d'un tout, partie enlevée, morcelée. LIES, LIESCH, bord, ce qui entoure, environne, frontière; par exemple, la Worlitz, rivière qui passe par Litiez, Tosteletz, puis Orlitz et Worlitz, villes frontières de la Saxe.

LIPPE, LIP, lèvre, peut venir de LAF, LAP, morceau arraché de vive force (Grimm, II, 70). LIEB, LIP, LEIP, signifie *relictus permanens* LIP, corps humain. Grimm, III, 397 : *vita, abdomen, corpus*; — III, 385, LOBE, LOBA, *fluvius*. La Lippe, fleuve en Allemagne, tire son nom de cette dernière syllabe. Je pense que c'est par ruisseau qu'il faut traduire LIP dans les noms des lieux.

LOO-LO, de LAAI, LOHE. Il signifie flamme, de LOOT, *lot*, jeune branche de LAAT, ajourné, tardif. Willems traduit bois, *lucus*, au moins en Flandre; — Gramaye : *locus altiore stagnis aut torrentibus prorumpens*; — Kannegieter : *vochtige, moeras-sige streek*. D'après les uns, ce serait une élévation sur un commun; d'après d'autres, un terrain bas, d'où le mot anglais low, bas, tirerait son origine; en ancien français, c'est un bois. Il peut signifier encore un endroit, une contrée. Cette opinion, partagée par Ypey, est fondée sur beaucoup d'exemples tirés des langues anciennes.

Loo signifierait bois, d'après Willems, pag. 8, et d'après Heylen, pag. 29. Je ne puis pas admettre cette signification. Je trouve, en 1344 (Cart. de St-Michel, pag. 100 r°) : *Dat si van der hoeven lands ligghende in de LOE*; — 1311 (*Ibid*, 49 v°) : *Totum thimum sive wariscapima, usque ad obstaculum dictum TERLOE* (*obstaculum* signifiant, d'après Ducange, *agger aquis oppositus vel alveus cujus aqua versat rotam molendini*).

Schilter dit : *LO significat LOCUS, e lingua provinciali in Franciam et Belgicam in nominibus propriis locorum receptum, Tessenderlo est Taxandri locus, drusi LO, drusi LOCUS*; — Kilian : *LOO, LO, depressus humilis*, — et ensuite, d'après Becanus : *locus altus adjacens stagnis torrentibus aut paludibus hinc Barikelo, Tongherloo; lowe, loo, signifie tanne, tan*; — Lansens : *LOCUS*, du latin. Quoique Heylen dise qu'il pourrait prouver, s'il avait ses fivres à la main, que LOO veut dire une place riche en bois, cela me semble impossible; la syllabe finale de Lillo n'admet certainement pas la signification de bois. Je pense que LOO veut dire généralement une accumulation de sable aride, de LAUS, *expers vacuus*, ne produisant rien, par exemple *Steinloh* (voir Grimm, II, 477, 565 et 684). Janvier s'appelle *lauwmaend* et *lomaend*, LAUW et LO,

dans ce mot, sont interprétés neige par Corremans et loi par Kilian. D'après l'étymologie que je propose, ce serait mois nul, ne produisant rien.

MAEL, fortifier, presser, triturer, repas. De MAAL, peindre, désigner, marquer d'un signe distinctif, frontière. La place désignée où se tenaient les réunions du peuple, de *mallus*, *mallum*, la place où on rendait justice. Réunion, et principalement réunion judiciaire ou des communes. Il faut consulter, sur les diverses significations de MAEL, MAL, le *Belgisch museum* de 1846, page 135.

MEDE, de *met*; il signifie la réunion, l'agglomération, l'union. Boxhorn donne MEATH, plaine. Hoeufft, MADE, plaine, prairie, de là *maajen*. Kilian, MAAD et MAILANDEN, prairies. En anglo-saxon, MAED, MEDI, est une prairie. Grimm, II, 628, ALL-MIHT, *omnipotentia*; 636, MIDIS, *medius*, *transiens*. Weyland dit : *Het denkbeeld van vereeniging inslytend*. Il peut venir aussi de MEED, MIEDEN, servir à gage, ou de MUART, MEDE, relief, service, signification conservée dans le mot *keurmedige lieden*, *servi curmediales*.

OOR-OORD, de OER, OIR, OR, signifie origine, commencement, héritier, aussi produire, rendre utile. Hoeufft traduit coin, lieu, extrémité, de OORD, OERT. Comme coin, il cite, par exemple, Rytwyk et Rytwykeroord. Wachter : *oord initium et principium cujus quam rei finis et extremitas, cuspis, angulus*. Kilian : OORT, *locus*, ORA, *extremitas*. Il faudrait donc traduire par limite, extrémité.

REETH, de REE, REED, terminé, achevé, de RYTEN, REET, déchirer, détruire, fendre, fente, déchirure. Il pourrait venir aussi de REDA, RHEDA, déesse teutonique dont le nom se reproduit dans plusieurs localités des Pays-Bas (Corremans, p. 153). De RADE, RODE, il signifierait terrain pris sur un bois, sart, petit bois, etc.

RODE, de ROEDE, ROEI, ROE, jeune branche, verge, bâton; de ROT, RODEN, gâté, détruit, abîmé, de ROEYEN, RODEN, déchirer la terre. Willems l'interprète par terrain pris sur un bois, sart; de UITROEDEN, UITROEYEN, essarter, défricher. Hoeufft : petit bois, bois taillis, terrain défriché, route tracée; en anglais *road*.

RYCK, gouvernement, royaume, territoire, pouvoir, grand, riche, cher, de valeur (Grimm, II, 516); dans les mots composés, il indique, comme syllabe finale, prince et le genre masculin. RYCK peut signifier aussi *castrum*, les mots qui terminent en RYCK finissant presque toujours, en latin, en *acum*. Grimm, II, 638 : REIKIS, *potens*.

RUM, de RA, RAEM, bruit, rumeur, renommée, comme dans *rumoer*; Grimm, III, 455, RUM, autour, GANG-RUM, *ambulacrum*; III, 386, RINNA, *torrens*; RUM, RUMS, place vide; RUNS, RINNE, cours d'un ruisseau. En Allemagne, plusieurs rivières s'appellent *Rume*, *Rumme*, etc. Meyers dit RUYE, *waterloop*; Ducange : RUMP, *cauda*. Je pense que, dans les noms des lieux, il signifie rivière, cours d'eau.

WALE, de WAL, digue, WELLEN, tourner, mettre en mouvement, de là tournant; de WALAH, aller, errer, voyager, étranger, aussi sauter, tourner, rouler. Grimm, II, WALA, *strages*; II, 480, WALAH, *peregrinus*; 568, WALLEIK, *fortis*. Je pense que l'étymologie se rapporte à terrain endigué.

WEEL, WEL, fontaine; de WALLEN, être en mouvement; WIEL, un tournant, de WALEN, tourner. D'après Willems, p. 8, tournant; d'après Kilian, terrain inondé. Je suis de l'opinion de Kilian, d'après les chartes suivantes : 1249 (Cart. de S^t-Michel, p. 12), *Decem gemete sita super Berendrechter weel*; — 1299 (Inventaire des chartes de Flandre, n° 1054) : *Conditions pour l'endiguement du weel, dit Barsele-Broc*; — 1266 (Cart. de S^t-Michel, p. 83) : *Piscarii in loca Berendrecht wele*.

WEERT, WAARD, WEERT, WOERT, terrain endigué, île dans une rivière. En allemand, un étang, une digue. WEAR, en anglais, une digue pour retenir et faire monter l'eau; quelquefois on le trouve écrit WEIR et WIER. WEERT vient de WUURT, WARPEN, jeter, amonceler.

WIL peut venir de WEIDE, WEDE, prairie, ou de WOOD, forêt. Il indique assez généralement arbre. On peut le faire dériver de WILD, ce qui appartient au champ et à la forêt, ce qui est sauvage. WIL, WEIL, signifie aussi demeure, *villa*. Charte de 1311 : *Timum sive wariscapium theutonice dictum Wildert*. Je traduirais par sauvage, désert.

WIEKE. Grimm, III, 418, WIH, WIHS, WIK, WYK, lieu, endroit, *vicus*; nom plus étendu que *borg* ou *stadt*.; III, 428, VE, WIH, *sacrum*; II, 18, WIHAN, *sacrare*, WEIEN (voir WYK).

WYCK, retraite, port, dépôt, réunion de demeures. Grimm, III, 418 : nom plus étendu que ville. Il signifie lieu, endroit. Hoeufft : *propugnaculum*, *vicus*, ville, *sinus terre vel fluminis*, place de refuge. Kilian : *vicus*, *regio*, *urbis tractus curia jurisdictio*, *dilio*, *civitas*, *sinus maris*, *litus curvum*, *maris flexus*, *statio segura*, *castrum*, etc.

ZELE, contraction de **ZEDELE**, **SEDES**; parfois le même mot que **SALE**, **SELE**. **Lansens** : salle, demeure du Seigneur; même mot que **SEL**, **SELE**, demeure, marché, association, réunion.

Les mêmes auteurs étant fréquemment cités dans le mémoire suivant, j'ai dû avoir recours à de nombreuses abréviations, dont voici l'explication :

J. Le Roy, *Notitia Marchionatus S. R. Imperii*. Amst., 1678, in-fol.

C. Butkens, *Trophées sacrées et prophanes du duché de Brabant*. La Haye, 1724-1726, 4 vol. in-fol.

A. Sanderus, *Flandria illustrata*. Colon., 1641, 2 vol. in-fol.

(**De Munck**), *Provincie, stad ende district Mechelen*. Brussel, 1770, 2 vol. in-4°.

J.-B. Gramaye, *Antiquitates ducatus Brabantiae*. Loven, 1708, in-fol.

Terwen, *Etymologisch handwoordenboek der nederduitsche taal*. Gouda, 1842, in-8°.

J.-H. Hoeufft, *Taalkundige bydragen tot de naams uytgangen van eenige meest nederlandsche plaatsen*. Breda, 1816, in-8°.

A. Heylen, *Historische verhandeling over de Kempen*. Turnhout, 1837, in-8°.

J. Grimm, *Deutsche Grammatik*. Göttingen, 1819-1837, 4 vol. in-8°.

P. Lansens, *Alouden staet van Vlaenderen*. Brugge, 1841, in-8°.

Ziemann, *Mittelhochdeutsches Wörterbuch*. Quedlinburg, 1838.

Adelung, *Grammatisch kritisches Wörterbuch*. Leipzig, 1793-1801, 4 vol. in-4°.

Schilter, *Thesaurus antiquitatum Teutonicarum*. Ulmae, 1727.

Kilian, *Glossarium teutonicum*.

J. Willems, *Mémoire sur les noms des communes de la province de la Flandre orientale*, *BULLETIN DE LA COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE*, tome II.

Cart. de S'-Michel. Cart. déposé aux archives de l'État à Bruxelles.

Cart. n° 23. Cart. des chartreux du Kiel près d'Anvers, dont le couvent fut transféré à Lierre, au XVI^e siècle. Ce cartulaire est déposé aux archives de la province d'Anvers.

Clericus ou de Klerk, *Brabantsche Yeesten*, publié par **Willems**. Bruxelles, 1839-1843, 2 vol. in-4°.

Diercxsens, *Antwerpia Christo nascens et crescens*. Antwerp., 1773, 7 vol. in-8°.

Miraeus, *Opera diplomatica*, Bruxelles, 1723-1748, 4 vol. in-folio.

Pour ne pas augmenter inutilement le travail des copistes, j'ai indiqué ces ouvrages par la simple désignation de **Le Roy**, **Butkens**, **Sanderus**, etc. Quant à **Gramaye**, comme son livre se compose de diverses parties ayant chacune une pagination séparée, j'ai désigné de la manière suivante les parties citées :

- LOV. signifie *Lovanium cum suo territorio*.
 BAUX. — *Bruzella cum suo comitatu*.
 ANTV. — *Antverpiæ antiquitates et oppidorum municipiorum pagorum, etc.*
 BRED. — *Antiquitates Bredanae*.
 MECHL. — *Antiquitatum urbis et provinciae Mechliniensis libri*.
 TENER. — *De Teneraemonda liber Lindani*.

J'aurais pu, il est vrai, inscrire encore les pages des trois livres suivants :

L. Guicciardini, *Descrittione di tutti i paesi bassi*. Antversa, 1588, in-folio.

J. Le Roy, *Castella et praetoria nobilium Brabantiae*. Antv., 1696, in-folio.

Cantillon, *Délices du Brabant*. Amst., 1757, 4 vol. in-8°.

Mais ces citations n'auraient fait qu'augmenter inutilement mon travail, les deux premiers auteurs étant presque toujours indiqués par les écrivains dont je fais mention, et le troisième ne donnant généralement que la description des maisons de campagne de quelques particuliers.

Pour les villes, j'ai donné les noms de la plupart des auteurs les plus remarquables qui ont écrit leur histoire *ex professo*, mais sans m'occuper des livres qui ne sont relatifs qu'à une partie de leur histoire ou de leurs monuments.

I. — VILLES.

ANVERS.

- | | | | |
|-------|---------------------|----------------|--|
| 725. | <i>Miraeus</i> , | I, 11, | ANTWERPO. Donation de Rohingus. |
| 726. | — | I, 11, | ANTWERPO. Testament de S ^t -Willebrord. |
| 1008. | — | I, 53, | ANTWERF. Charte de l'empereur Henri. |
| 1119. | — | I, 83, | ANTWERP. Donation de Henri V. |
| 1120. | <i>Diercxsens</i> , | I, 115, | ANTWERPENSIBUS. Donation de Godefroid-le-Barbu. |
| 1124. | <i>Miraeus</i> , | I, 86, | ANTVERPIAE et ANTWERPIAM. Charte de Burchard, évêque de Cambray. |
| 1134. | <i>Diercxsens</i> , | I, 154, | ANTWERP. Diplôme de Lothaire III, empereur. |
| 1135. | — | I, 156 et 160, | ANTWERPIENSI. Deux diplômes de Liétard, évêque de Cambray. |
| 1155. | — | I, 172, | ANTWERPENSI. Donation de Nicolas, évêque de Cambray. |
| 1157. | <i>Miraeus</i> , | I, 184, | ANTVERPIA. Diplôme de Frédéric I, empereur. |

1284. <i>Diercxsens</i> , I, 316,	ANWEERS. Charte du duc Jean I.
1287. <i>Clericus</i> , I, n° 66,	ANWIERS. Garantie pour le duc de Brabant.
1295. <i>Diercxsens</i> , I, 343,	ANTWERPEN. Donation du s' de Wustwesel.
1533. <i>Cart. de St-Michel</i> , 107,	ANTWEERS. Charte française de Hugues de Lorraine, sire de Bevre, etc.
1358. <i>Cart.</i> 23, 96,	ANDWORPEN. Charte de Louis, comte de Flandres, dit de Male.
1381. — 97,	ANDWERPIA. Charte de Philippe-le-Hardi, duc de Bourgogne.
1382-85-92. <i>Cart.</i> 23, 98, 99, 100,	ANWERS. Charte de Philippe-le-Hardi, duc de Bourgogne.
1401. <i>Cart.</i> 101,	ANTWERPS. Charte de Philippe-le-Hardi, duc de Bourgogne.
— —	ANDUWEP. <i>Meyerus</i> , I, p. 5.
— —	HANTWERPIA. <i>Segbertus</i> , ad annum 835.

Une étymologie fabuleuse, conservée par les armoiries de la ville, donne pour origine au nom les mots HAND et WERPEN.

Quelques auteurs (par exemple, *Miracus*, *Diercxsens*, *Marschal*, etc.) assignent l'étymologie aux mots AENTWERF (au port). *Goropius Becanus*, liv. I, ch. 18, ANT, ATVATINGSWERP (*projectum flumen*). Les auteurs de la *Geschiedenis van Antwerpen*, tom. I, p. 34, font dériver le nom de GANERBEN ANERBEN, qui signifie proprement société civile ou fédération dans un château.

Gramaye indique pour Anvers, d'après plusieurs auteurs, les noms de *Andowerp*, *Anturpia*, *Antverpha*, *Andowerpum*, *Antwerp*, *Antorf*, *Anvers*, *Hantwerp* et les étymologies de ADVERSA, rive opposée, VERPUM, surnom de Priape, WERP, jetée, etc.

Auteurs principaux qui ont écrit sur cette ville :

Le Roy, p. 1 à 91. — *Butkens*, II, 15, III, 469. — Gramaye, Antv., 1-27. — L. Guicciardini, *Descrittione di tutti i paesi bassi*, Antversa, 1588, in-fol., p. 84-172. — Goropii Becani, *Origines Antverpianae*. Antv., 1599, in-fol. — C. Scribani, *Antverpia et origines Antverpiensium*. Antv., 1610, in-folio. — *Diercxsens*, *Antverpia Christ. nasc. et cresc.*. Antv., 1775, 7 vol. in-8°. — Garonne, *Notice sur Anvers*. Paris, 1824, in-8°. — *Historisch onderzoek van den oorsprong en den waren naem der openbare plaetsen en straeten der stad Antwerpen*. Antw., 1828, in-8°. — Foppens, *Historia episcopatus Antverpiensis*. Brux., 1717, in-4°. *Geschiedenis van Antwerpen door het genootschap den Olyftak* (Mertens). Anvers, 1844, in-8°.

MALINES.

- | | | | |
|-------|--|----------|--|
| 870. | <i>Miraeus</i> , I, | 31, | MALINAS. Partage de Charles-le-Chauve et Louis. |
| 910. | — | II, 805, | MASLINAS. Donation de Charles-le-Simple. |
| 980. | — | I, 50, | MASLINES. — de l'empereur Othon II. |
| 1006. | — | III, 11, | MALINAS. — de l'empereur Henri II. |
| 1008. | — | I, 53, | MACLINES. Charte de l'empereur Henri I. |
| 1127. | — | IV, 512, | MALINA. Donation de Guillaume, comte de Flandre. |
| 1134. | — | II, 964, | MACHLINIA. Donation du chapitre de Cambrai. |
| 1155. | — | II, 826, | MASLINES. Charte de l'empereur Frédéric I. |
| 1213. | <i>Inventaire des chartes de Flandre</i> , n° 9, MARLINES. Accord entre Liège et Berthout. | | |
| 1279. | <i>Inventaire des chartes de Flandre</i> , 256, MACHELINES. Douaire d'Isabelle de Malines. | | |
| 1281. | <i>Cart. de St-Michel</i> , 51 v°, | | MACHLINIA. Testament d'un ecclésiastique. |
| 1284. | <i>Diercxsens</i> , I, 316, | | MALINE. Charte du duc Jean I. |
| 1301. | <i>Clericus</i> , I, n° 90, | | MACHELNE. Convention du duc Jean avec J. Berthout. |
| 1383. | <i>Cart. de St-Michel</i> , 95, | | MALINES. Acte français de Waultier Berthout. |

Dans Le Roy, *Théâtre sacré du Brabant*, tome I, p. 1, on lit : « Une terre dans le Brabant, comme dit Gramaye, où l'Escaut reçoit la Dyle, et que les Français nomment *Maslines*, c'est-à-dire LIGNE DE LA MER, parce que le flux et le reflux de la mer ne montent pas au delà. » Les anciens l'ont appelée *Malina* ou *Maslines*, *Macline* ou *Machlinia*. Les Français la nomment *Malines*; les Flamands, *Machelen* et *Mechelen*. Bormans (*Verslag over de verhandelingen over de taelkundige prysvraag*, p. 388 et s.) donne les diverses étymologies de Malines, par exemple : SALINAE, WALINIUM, MICHAEL, MARIS LINEA, MELINA, MEKEL ou MICKEL, etc.; lui-même indique la signification de *Maegdenstad*, de *Machela*, *maget*, fille. Gramaye donne *Masa lineam*, mais penche pour MARIS LINEAM. Ducange (verbo *Ledo*) cite les mots suivants de Papias : « *Euripus est deductio maris vel aquarum quod fit secundum crementum vel decrementum lunae, et majus MALINA minus LEDONA vocatur.* » Malines signifierait donc marée haute, et Lierre marée basse. Dans Beda, *De natura rerum*, et dans d'autres auteurs du moyen âge, on trouve la même chose : « *Æstas crescentes MALINAS, decrescentes autem placuit appellare LEDONES*, etc. » Ypey (*Verouderde woorden in den staaten Bybel*) le fait dériver de *mekel*, grand. Hoeufft

de *mahl*, *mallum*, et le traduit petit *mallum*, petite réunion, aussi de *magens urbs*, ville appartenant à une seule famille.

Auteurs : Butkens, I, 350, II, 59. — De Munck (tout le 1^{er} volume). — Gramaye, *Mech.*, 1 et suivants. — De Azevedo, *Oudheden der stad ende provintie van Mechelen*. — Van Gestel, *Historia sacra et prophana archiepiscopatus Machli-niensis*. Hage, 1725, 2 vol. in-fol. — Geoffroy, *Mechelsche chronyke*. Mech., 1721, in-8°. — Valerius, *Chronyke van Mechelen*. Mech., in-8°.

LIERRE.

- | | | | | |
|----------|-----------------------------|--------|--------------|--|
| 870. | <i>Miraeus</i> , | I, | 31, | LEDI. Partage de Charles-le-Chauve avec Louis. |
| 1174. | — | I, | 710, | LIRENSIS ECCLESIA. Donation de Godefroid III. |
| 1180-99. | — | I, | 396-557, | LIRA. Donation de Henri I. |
| 1200-29. | — | III, | 71, 89, 125, | LYRA. Donation de Henri I. |
| 1212. | <i>Butkens</i> , | p. 61, | | LIERAM. Charte de Henri I. |
| 1230. | <i>Diercxsens</i> , | I, | 207, | MAGISTER DE LYRA. Donation du duc Henri I. |
| 1235. | — | I, | 228, | WALTERUS DE LYRA. — Henri II. |
| 1243. | <i>Miraeus</i> , | I, | 117, | LIERA. Donation du duc Henri II. |
| 1289. | <i>Cart. de St-Michel</i> , | 60 v°, | | LYRAM. Charte du duc Jean I. |
| 1305. | — | | 25 v°, | LYRA. Acte des échevins. |
| 1320. | — | | 74, | LYRA. Acte des échevins du lieu. |
| 1333. | <i>Clericus</i> , | I, | n° 158, | LIRE et LYRE. Déclaration pour Santhoven. |

L'on peut choisir parmi les significations suivantes : d'après Kilian, *Scamnum prae foribus sedile vestibuli* (ce qui est assez singulièrement en harmonie avec le mot TENTE, nom générique donné aux hameaux de Lierre), la lyre, la joue (*maxilla*), d'après Ducange, un sillon, mesure de terre, limite, etc. Gramaye dit que l'ancien nom de Lierre, LEDO, lui a été donné en opposition avec MARIS LINEA attribué à Malines. LEDO, d'après Ducange, signifie *maris aestuatio*. Ledo est la marée basse (voir Malines); cette étymologie est plausible.

Auteurs : Le Roy, p. 145 et 155. Butkens, I, 499, II, 19. Gramaye, *Antv.*, 32. Vanloon, *Beschryving der stad Lier*; S'Gravenh., 1740, in-12. — Demunck, *De stad Lier door de rebellen verrast*; Mech., 1781, in-8°.

TURNHOUT.

1021. <i>Le Roy</i> ,	389,	TOURNOUTERVOERDE. Charte de l'église d'Utrecht.
1150. <i>Miraeus</i> ,	IV, 20,	TURNHOLT. Bulle d'Eugène III.
1184. —	II, 1332,	TURNHOLT. Donation de Gér. de Duffel.
1186. —	I, 550,	TURNHOUT. Bulle d'Urbain III.
1212. —	I, 409,	TURNHOUT. Charte du duc Henri I.
1261. <i>Miraeus</i> ,	I, 428,	TURNHOUT. Convention avec Anvers.
1261. —	I, 428,	TURNOUT. — —
1282. <i>Cart. de S'-Michel</i> ,	104 v°,	THURNHOUT. Charte de Ingram, évêque de Cambrai.
1299. —	103 v°,	THURNOUT. Charte du duc Jean II.
1311. —	49 v°,	TURNOUT. — —
1311. <i>Le Roy</i> ,	392,	TURNHOUT. — —
1338. <i>Cart. 23</i> , n° 136,		TURNOUT. Échevins du lieu.
1338. — —		TURNOUT. — —
1372. <i>Le Roy</i> ,	391,	TURNHOUT. Charte de Marie de Brabant, duchesse de Gueldre.
1398. —	391,	TURNHOUT. Charte de Marie de Brabant, duchesse de Gueldre.
1398. <i>Miraeus</i> ,	II, 893,	TURNHOUT. Fondation de Corsendonck.
1399. <i>Le Roy</i> ,	391,	TURNHOUT. Charte de Jeanne, duchesse de Luxembourg.
1399. —	396,	TURNHOUT. Tombeau de la duchesse de Gueldre.

D'après Heylen (p. 29), TURNICHALT ou TURNICHOLT serait le nom primitif. D'après Gramaye, il signifierait, *silva Thoraldi*. Je préfère bois du monticule ou de la tour (voir sur TURN, Grimm, *Gram.*, III, 430), Wendelyn donne : TURNHAL, comme une *maelstede* des Francs-Salins, ce qui est très-plausible.

Auteurs : Le Roy, p. 389. — Butkens, I, 477, II, 25. *Gram.*, *Antv.*, 39 à 42. — Van Gorcum, *Beschryving der stad en vryheyd van Turnhout*, Mech., 1790, in-8°.



II. — COMMUNES RURALES.

ARRONDISSEMENT D'ANVERS.

AERTSELAER.

- | | |
|---|---|
| 1247. <i>Cart. de S'-Michel</i> , 3, | SERLAER. Bulle d'Innocent IV. |
| 1432. <i>Cart.</i> 23, 191 ^a , | AERTSELAR. Acte des échevins du lieu. |
| 1448. — 246 ^{ab} , | AERTSELAER. Acte des échevins de Louvain. |
| 1459. <i>Le Roy</i> , 244, | AERTSELAER. Relief de fief. |
| 1495. — 243, | AERTSELARE. Tombeau dans la commune. |
| 1517. <i>Cart.</i> 23 ^m , 134, | AERTSELAER. Acte des échevins du lieu. |
| 1560. <i>Miraeus</i> , I, 477, | ARTZELARE. Bulle de Pie IV. |
| 1720. — III, 279, | AERTSELAER. Acte de l'abbaye de Lobbes. |

Gramaye l'appelle *Vallis Argilace praetorium*. Un acte cité par Le Roy, page 245, prouve que l'étymologie que donne un ancien manuscrit, qui fait dériver le nom de la commune d'un certain Arnoldus (en flamand AERT) qui l'aurait possédée au XIII^e siècle, est fausse. LAER signifie un commun, un pâturage communal (voir *Coutumes de Deurne*, art. 420), AERT un marché ou un terrain labourable.

Auteurs : Le Roy, p. 241. — Gramaye, *Antv.*, 29.

AUSTRUWEEL.

- | | |
|---------------------------------------|--|
| 1210. <i>Diercxsens</i> , I, 187, | OUSTRUWELE. Donation du duc Henri I. |
| 1262. <i>Cart. de S'-Michel</i> , 72, | OUTCERWELA. Testament de Catherine, fille de Wilmar. |
| 1272. <i>Diercxsens</i> , I, 302, | AUTHERWELE. Donation de Nose. |
| 1280. <i>Miraeus</i> , III, 676, | OUSTRUWELE. Donation du duc Henri I. |
| 1282. <i>Cart. de S'-Michel</i> , 10, | ONSTREWELE. Charte d'Ingerand, évêque de Cambrai. |

- | | | |
|-----------------------------------|---------|--|
| 1282. <i>Cart. de S'-Michel,</i> | 63, | OUSTRUWELE. Acte de l'église de Notre-Dame d'Anvers. |
| 1282. — | 104, | OUSTRUELE. Charte du duc Jean I. |
| 1283. — | 80, | HOUTSERWELE. Acte des échevins d'Anvers. |
| 1284. <i>Diercxsens,</i> | I, 316, | OUSERWELE. Charte du duc Jean I. |
| 1320. <i>Cart. de S'-Michel,</i> | 78, | OUTSERWELE. Acte des échevins d'Anvers. |
| 1330. <i>Cart. 23, 84,</i> | | OUTSERWELE. Déclaration du curé de Saint-Willebrord, à Anvers. |
| 1353. <i>Diercxsens,</i> | I, 187, | OUSTRUWELE. Donation du duc Jean III. |
| 1370-98. <i>Cart. 23, 80-126,</i> | | OUTSERWEELE. Acte des échevins d'Anvers. |

WEEL : signifie *terrain inondé*, d'après Kilian, et *tournant d'eau*, d'après Willems. AUSTER est une corruption d'*Ooster*, en opposition avec les inondations de l'autre rive. L'usage immémorial fait préférer l'orthographe d'Austruweel à celle d'Oosterweel. Gramaye la nomme *Orientallem agrum*.

Auteurs : Le Roy, p. 386. — Gramaye, *Antv.*, p. 23, 28, 38.

BERENDRECHT.

- | | | |
|-------------------------------------|------------------|---|
| 1120. <i>Cart. de S'-Michel,</i> | 101, | BERENDRECHT. Charte du duc Henri I. |
| 1124. <i>Miraeus,</i> | I, 86, | BERENDRECHT. Charte de Burchardus, évêque de Cambrai. |
| 1135. <i>Diercxsens,</i> | I, 157, | BERENDRECHT. Diplôme de Liétard, évêque de Cambrai. |
| 1155. <i>Cart. de S'-Michel,</i> | 9 v°, | BARENDRECH. Charte de Nicolas, évêque de Cambrai. |
| 1157-79. <i>Cart. de S'-Michel,</i> | f. 1 v° et 2 v°, | BERENDRECHT. Bulle d'Adrien IV et d'Alexandre III. |
| 1161. <i>Cart. de S'-Michel,</i> | 11, | BARENDRECH. Charte de Godefroid III, 2 fois. |
| 1182. <i>Diercxsens,</i> | I, 177, | BERENDRECH. Bulle de Luce III. |
| 1210. <i>Miraeus,</i> | III, 676, | BERENDRECHT. Donation du duc Henri I. |
| 1210. <i>Diercxsens,</i> | I, 187, | BERENDRECHT. — — |
| 1244. <i>Cart. de S'-Michel,</i> | 67, | BERENDRECHT. Transaction entre S'-Michel et Hugues, Nose et autres. |
| 1249. — | 12, | BERENDRECHT. Charte de Henri III. |
| 1263. — | 82 v°, | BERENDRECHT. Acte des échevins d'Anvers. |

Signifie passage des sangliers plutôt que passage des ours. Gramaye : *URSIS PRAEDIUM*.

Auteurs : Le Roy, p. 385. — Gramaye, *Antv.*, 38; Breda, 3, 4.

BERCHEM.

1251. *Miraeus*, I, 766, WALT DE BERCHEM. Donation du sieur de Lieer.
1282-99. *Cart. de S^t-Michel*, 103-104 v°, BERGHEEM. Charte du duc Jean I.
1294. *Miraeus*, I, 769, WILH. DE BERCHEM. Donation de Jean Berthout.
1305. *Clericus*, I, n° 301, WIL. VAN BARCHEM. Charte du duc Jean.
1310. *Cart. de S^t-Michel*, 70, BERGHEEM. Acte des échevins d'Anvers.
1409-10. *Cart.* 23, 132^r-132^c, BERCHEEM. — —
1476. — 59^c, BERCHEM. Acte des échevins d'Anvers.

Nom qui semble indiquer habitation des sangliers (plutôt que des ours). Gramaye traduit *quasi montanum domum diceres*. La signification la plus probable est village près d'un château fort.

Auteurs : Le Roy, p. 106. — Butkens, II, 235; III, 351. — Gramaye, *Antv.*, 28.

BOOM.

1652. *Le Roy*, 426, BOOME. Relief de fief.
1663. — 427, BOOM. Vente du village.
1720. *Miraeus*, III, 279, BOOM. Charte de l'abbaye de Lobbes.

Étymologie inconnue. Cette commune ne remontant qu'à 1633, année où elle fut séparée de Rumpst, il est probable qu'un bel ARBRE (*boom*) a donné son nom à l'endroit où Boom a été érigée ensuite.

Auteurs : Le Roy, p. 427. — Gramaye, *Ant.*, 42.

BORGERHOUT.

1214. *Cart. de S^t-Michel*, 13, BORGERHOLT. Charte du duc Henri I.
1225. — 17 v°, BURGHERHOUT. Convention entre S^t-Michel et Deurne, *Causa de quodam nemore in Burgherhout*.

1147. *Cart. de S'-Michel*, 9, DECANUS DE BRUCHEM. Charte de Nicolas, évêque de Cambray.
 1180. — 12, BRUCHEM. Charte de Gérard, comte de Los.
 1235. *Miraeus*, 1, 115, BROCHEM. Donation d'Egd. Berthout.
 1235. — 751, BROCHEM. — de Walt. Berthout et du duc Henri II.
 1245. — 117, BRUCHEM. Donation du seigneur de Berlaer.
 1286. — 550, BRUCHEM. Bulle d'Urbain III.

Étymologie inconnue; signifie probablement habitation au milieu de marécages presque desséchés. Gramaye dit *Broekhemum*.

Auteurs : Le Roy, p. 171. — Gramaye, *Antv.*, 35.

CALMPHOUT.

1186. *Miraeus*, I, 550, CALMPHOUT. Bulle d'Urbain III.
 1299. *Clericus*, I, n° 87, CALMPHOUT. Privilège de Tongerlo.
 1339. — I, n° 180, CALMPHOUT. Charte du duc Jean III.
 1560. *Miraeus*, I, 477, CALMPHOUT. Bulle de Pie IV.

Étymologie inconnue; signifie probablement bois tranquille, en opposition avec les noms d'*Esschen* et *Hoeybergen*. Gramaye dit *Escam et Calmpthoutum ignobiles vicos marinum quid nomine olentes*.

Auteurs : Le Roy, p. 136. — Gramaye, *Antv.*, 29.

CAPPELLEN.

1277. { *Miraeus*, II, 867, } PAROCHIA S'-JACOBI JUXTA EKERNE. Donation
 { *Butkens*, Pr., 218, } d'Arn. de Breda.
 1365. *Cart.* 23, n° 145, SENTE-JACOBS CAPELLE. Vente devant échevins de Hogenschoten.
 1506. *Le Roy*, 353, S'-JACOBS CAPELLE. Relief de fief.
 1560. *Miraeus*, I, 477, CAPELLE. Bulle de Pie IV.

Séparée d'Eeckeren vers 1795; tire son nom d'une chapelle qui y fut construite dans le XII^e ou le XIII^e siècle, et dédiée à saint Jacques.

Auteur : Le Roy, p. 353-354.

CONTICH.

- | | | |
|--|------------------------|---|
| 650. <i>Le Roy</i> , | 142, | connu au VII ^e siècle, sous le nom de CON- |
| | | DACUM CASTRUM. |
| 1200. <i>Cart. de S^t-Michel</i> , | 60, | CONTEKE. Acte des échevins d'Anvers. |
| 1253. <i>Miraeus</i> , | I, 579, | CONTAICO. Donation du duc Henri I. |
| 1281. <i>Butkens</i> , | II, 65, | CONTEKE. Cession à Pitzembourg. |
| 1282. <i>Cart. de S^t-Michel</i> , | 10, | CONTEKE. Charte d'Emguerrand, évêque de |
| | | Cambray. |
| 1308. — | 67, | CONTEKE. Concession par l'abbaye de S ^t -Mi- |
| | | chel. |
| 1438. <i>Cart.</i> | 23, 182 ^e , | CONTICK. Acte des échevins d'Anvers. |
| 1559. <i>Le Roy</i> , | 143, | CONTICH. Relief de fief. |

Gramaye dit *Ager Conrardi*; Hoeufft démontre que TICH ou ICH signifie eau; CONT peut venir de KUNE, KUNNE, *genus*, genre, famille, ou du celtique CUM, vallon, aussi de COMES, comte, ou de CONDOMA, qui étaient des colons, des serfs (Ducange). Le même Ducange dit que Condé (qu'on a quelquefois confondu dans les anciennes chartes avec CONTICH) vient de CONDATE, qui, en gaulois, veut dire confluent. Comme il est possible, même probable, que le territoire de Contich se soit étendu, au VII^e siècle, jusqu'au confluent du Rupel et de l'Escaut, cette étymologie ne saurait être rejetée; elle me semble même plus probable que toutes les autres.

Auteurs : Le Roy, p. 142. — Gramaye, *Ant.*, p. 28.

DEURNE.

- | | | |
|--|--------------------|--|
| 1179. <i>Cart. de S^t-Michel</i> , | 2 v ^o , | TORNIMIS. Bulle d'Alexandre III. |
| 1185. — | 15, | DORNA. Charte de R., évêque de Cambray. |
| 1186. — | 16, | TORNINIS. Charte de Rodolphe, évêque de |
| | | Liège. |
| S. d., vers 1220. — | 10, | DORNA. Charte de Henri, fils du duc Henri I. |
| 1225. <i>Diercxsens</i> , | I, 191, | DOERNE. Transaction avec le chapitre. |
| 1247. <i>Cart. de S^t-Michel</i> , | 3 v ^o , | DORNA. Bulle d'Innocent IV. |
| 1282. — | 10, | DORNE. Charte d'Emguerrand, évêque de |
| | | Cambray. |
| 1291. <i>Diercxsens</i> , | I, 325, | DORNE. Donation du s ^r de Wyneghem. |
| TOME III. | | 30 |

1301. *Cart. de S'-Michel*, 13 v°, DEURNE. Charte du duc Jean II.
 1305. *Clericus*, I, n° 111, NICOL. VAN DOERNE. Charte du duc Jean II.
 1308. *Miraeus*, II, 1012, DEURNE. Vente à S'-Michel.
 1318. *Cart. de S'-Michel*, 14 v°, DORNE. Vente par l'abbaye d'Eynham.
 1325-32-61-63. *Cart. 23*, n° 39, 41, 65, 73, DORNE. Acte des échevins d'Anvers.
 1331-94-81-85. *Cart. 23*, n° 63, 65^b, 74, 75, DOERNE. Acte des échevins d'Anvers et déclaration de S'-Michel.
 1361-94. *Cart. 23*, n° 71, 72. Donations.

Diercxsens (*Antv. chr. nas. et chr.*, I, p. 25) et Heuschenius donnent pour étymologie *DOR* ou *DUR*, eau. Il peut aussi signifier passage. Gramaye veut *TURRIS*, et même *TROJANUS*. Je penche pour passage, car cette commune était autrefois le principal, peut-être le seul passage, pour arriver à Anvers et à l'Escaut.

Auteurs : Le Roy, p. 94. — Gramaye, *Antv.*, p. 28.

EDEGHEM.

1226. *Cart. de S'-Michel*, 96, WALT. MILES DE BUZENGHEM. Charte de Henri II, duc de Brabant.
 1332. *Cart.* 23, 37^a, BUSEGHEM. Acte des échevins d'Anvers.
 1325-45. *Ch. 23*, n° 36, 37^a, 39, BUSEGHEM. Acte notarié et acte des échevins d'Anvers.
 1348. *Cart. de S'-Michel*, 62, BUSENGHEM et DISEGHEM. Constitution de rente.
 1386. *Le Roy*, 117, EDEGHEM. Charte du duc Jean III.
 1387. *Cart.* 23, 111, EDIGEM. Charte de la duchesse Jeanne.
 1373-74, 1405. *Cart. 23*, n° 37^c, 37^d, 37^e, EDEGHEM. Acte des échevins d'Anvers.
 1411. *Butkens*, II, 141, BUYSEGEM *binnen* EDEGEM. Vente par Ide Duffel.
 1443. *Le Roy*, 119, EDEGHEM. Relief de fief.
 1496. — 118, BUSEGEM *alias* AEDEGEM. Fondation de Luythagen.

On voit que cette commune s'appelait indifféremment *Buseghem* ou *Edeghem*. Son étymologie provient probablement de noms propres, comme *Adeghem*, en Flandre. Aujourd'hui on prononce généralement *Eghem*. Gramaye traduit *Domus Adonis*.

Auteurs : Le Roy, p. 113. — Butkens, I, p. 509. — Gramaye, *Antv.*, p. 28.

EECKEREN.

1155. *Cart. de S'-Mich.*, 90^v, HECERNA. Charte de Nicolas, évêque de Cambray.
 1157-79. — f° 1 à 2^v, AKERNE. Bulles d'Adrien IV et d'Alexandre III.
 1161. — 11, AKERNE. Charte de Godefroid III.
 1170. — 8^v, EKERNE. Accord entre S'-Michel et l'église de N.-D.
 1245. — 77, EKREN. Testament de Godefroid de Breda.
 1246. *Miraeus*, I, 764, EECKEREN. — —
 1270. — II, 1005, EECKERE. Donation de la duchesse Aleyde.
 1282. *Cart. de S'-Mich.*, 104^v, AKERNA. Charte d'Emguerrand, évêq. de Cambray.
 1285. *Diercxsens*, I, 317, EKERNE. Acte de vente.
 1285. — 318, EEKRE. Donation de la dame de Hoboken.
 1290. *Miraeus*, IV, 568, HECKERE. Donation d'Aleyde, dame de Hoboken et d'Eeckeren.
 1324. *Cart. de S'-Mich.*, 26^v, EKEREN. Donation de Nic. de Deurne.
 1326. *Cart.* 23, n° 76, EKEREN. Testament.
 1364. — 23, 77, EKEREN. Acte des échevins d'Eeckeren.
 1377. — 23, 82, AKERN. Acte du comte d'Egmont.
 1407. — 23, 135, EKEREN. Acte des échevins d'Anvers.

Gramaye traduit *Angulariae praedium* et aussi EYCKEN, *signare, extremum mensurae*, la frontière extrême de la juridiction et seigneurie de Breda, s'étendant autrefois jusque sur ce village. On peut prendre aussi pour signification EKE ou EEKE, chêne, et HER ou HEER, quantité (Grimm, *Gram.*, III, 472), donc grande quantité de chênes. L'étymologie de Gramaye est la seule qui soit basée sur un fait certain.

Auteurs : Le Roy, p. 352. — Butkens, I, p. 635. — Gramaye, *Antv.*, p. 38; *Breda*, p. 4.

EMBLEHEM.

1560. *Miraeus*, I, 477, EMMELEN. Bulle de Pie IV.

Connue au VIII^e siècle, ainsi qu'il résulte de la vie de saint Gommaire (*Guntmarus*), qui y est né et y habita. Le nom d'Emmelen est incontestablement une corruption d'Emblehem. Signifie probablement demeure de Emmebert, Edmond ou Emericus (*Belgisch Museum*, V, p. 397), Gramaye dit vicus EMBELIM.

Auteurs : Le Roy, p. 145, 147, 151. — Gramaye, *Antv.*, p. 32. — Van Lom, *Beschryving van Lier*, p. 383.

ESSCHEN.

1148. *Miraeus*, 1, 535, ESCHEN. Bulle d'Eugène III.
1158. — II, 828, ESCHEN. Donation du duc Godefroid III.
1186. — I, 550, ESCHEDEN. Bulle d'Urbain III.
1299. *Clericus*, I, 87, ESSCHEN. Droits de Tongerlo.

Signifie, d'après Hoeufft : *Campestria loca. Campi sicci inarva perennia exculti*. D'après Gramaye, au contraire, de l'eau : *maritimum quid nomine*. Comme il résulte d'une charte citée par Le Roy, p. 141, qu'à Esschen il y avait un marais voisin d'un bois dit *Esschen donck*, cette conjecture est quelque peu plausible. Le nom peut venir aussi d'esch, frêne. Willems pense qu'esch signifie champ. Dans quelques parties de la Hollande, il signifie encore une plaine étendue sans arbres et sans haies. Probablement demeure dans la plaine, en opposition avec les lieux voisins de *Hoeybergen* (monts couverts de gazon), et de *Calmpthout*, bois.

Auteurs : Le Roy, p. 140. — Gramaye, *Antv.*, p. 29.

HALLE.

1317. *Cart. de S'-Michel*, 23, GISELLE VAN HALLE. Vente par l'abbaye d'Eynham.
1334. — 59, A. EG. J. DE HALLE. Délimitation de Meerle.
1505. *Le Roy*, 232, HALLE. Relief de fief.
1560. *Miraeus*, I, 477, HOLLE. Bulle de Pie IV.

Cette commune s'appelle aussi s'GRAVEN HALLE et MÆGER HALLE, probablement en opposition avec la ville de Hal en Brabant. HALLA, *Halle* signifie *aula*, *atrium*. Grimm., III, 427.

Auteurs : Le Roy, p. 231. — Gram., *Antv.*, p. 35.

HENIXEM.

1155. *Cart. de S'-Michel*, 9 v°, HAMINESEM. Charte de Nicolas, évêque de Cambray.
1161. — 11, HAMINCSEM. Charte du duc Godefroid III.
1179. — 2 v°, HAMINXEM. Bulle d'Alexandre III.
1243. *Miraeus*, I, 116, HEIMICSEM. Donation du duc Henri II.

1244. *Miraeus*, I, 763, HEMIXEM. Donation de Walt. Berthout.
 1245. — I, 116, ALEX. DE HEMMINESEM. Donation du sieur de Berlaer.
 1294. — I, 769, HEMMEXEM. Donation de Jean Berthout.
 14... *Le Roy*, 381, HEIMICSEM, HEMEXEM, HEMISSEM, HEYMISSEN, HEMESHEM, d'après diverses chartes.

Bilderdyck, *Spraakleer*, p. 395, prouve que la lettre x représente aussi bien ks que ks. Gramaye interprète ce nom par *Haymonis dominium* ayant appartenu aux *Henicghovii*. Il vient probablement de HEIM, *haima*, demeure, *vicus*, et de CHEM, qui est ici un diminutif. Il semble aussi avoir de l'analogie et du rapport avec HEMETTE que Willems explique, d'après une charte, *pascua et terras ad communem justitiam pertinentes*.

Auteurs : Le Roy, p. 378. — Gramaye, *Antv.*, p. 39.

HOBOKEN.

1135. *Diercxsens*, I, 161, HOBUECHEN. Donation de Liétard, évêque de Cambray.
 1270. *Miraeus*, I, 1005, HOBOKEN. Donation de la duchesse Aleyde.
 1278. — III, 690, HOBOKEN. Vente par la dame du lieu.
 S. d. *Cart. de S'-Michel*, 13, HOBOKEL. Charte du duc Henri I.
 1281. — 61, HOBOKEN. Acte des échevins du lieu.
 1283. — 80, HOBOKEN. —
 1285. *Diercxsens*, I, 318, HOBOKEN. Donation de la dame de Hoboken.
 1306-1417. *Cart. 23*, n° 35, 129°, HOEBOEKEN. Relief de fief.
 1336. — 113°, HOEBOEKEN. Confirmation du prieur général des chartreux.
 1345. *Cart. de S'-Michel*, 28v°, P. VAN HOEBOEQUEN. Acte des échevins d'Anvers¹.
 1346. — 28v°, P. VAN HOBOKEN. Acte des échevins d'Anvers¹.
 1389, 1422-17-21. *Cart. 23*, n° 35, 128, 129°, 129°, HOBOKEN. Acte des échevins d'Anvers.
 1417. *Cart. 23*, 129°, HOEBOEKEN. Acte des échevins d'Anvers.

¹ Ce P. Van Hoeboequen ou Van Hoboken est le même personnage. Ce qui rend cette différence d'orthographe encore plus singulière, c'est qu'il a passé lui-même les deux actes en qualité d'échevin.

1406-9-15-17-18-19-23. *Cart.* 23, n° 120, 122^a, 127^a, 127^b, 129^a, 129^b, 130, HOEBOKEN. Acte des échevins d'Anvers.

Gramaye traduit *alto fatego*. C'est la signification possible mais peu probable; je préfère HEY-BOG, marais de la bruyère. Le territoire de cette commune était autrefois composé d'une immense bruyère et de marais convertis aujourd'hui en polders. La tradition de l'existence d'une bruyère à Hoboken est conservée dans un dicton populaire qui s'entend encore fréquemment à Anvers.

Auteurs : Le Roy, p. 363. — Butkens, II, p. 263; III, p. 280; IV, p. 25. — Gramaye, *Antv.*, p. 39.

HOVE.

1348. *Cart.* 23, n° 45, HOVEN TE SENTE LAUREINS. Acte des échevins d'Anvers.

1349-85. *Cart.* 23, 46^{ab}, SENTE LAUREINS TE HOVE. Acte des échevins d'Anvers.

1340-70. *Cart.* 23, 44^a, 47^a, S. LAURENTII DE HOVIS. Acte notarié.

1357. *Butkens*, I, p. 193, HOVE. Accord avec la Flandre.

1367. *Cart.* 23, n° 48², HOVE. Déclaration.

1386. *Le Roy*, 117, S. LAUREYS TE HOVE. Charte du duc Jean III.

1395. *Cart.* 23, 46^v, SENTE LAUREYNS TE HOVE. Acte des échevins d'Anvers.

1435. *Le Roy*, 132, S. LAUWEREYS TE HOVE. Relief de fief.

1675. *Butkens*, IV, 122, HOVE. Érection en baronnie.

Gramaye traduit *Meyerum*. Le nom ancien explique assez l'étymologie : mense de Saint-Laurent, ou église de Saint-Laurent de la mense (cour).

Auteurs : Le Roy, p. 291. — Butkens, I, p. 509, IV, 121. — Gramaye, *Antv.*, p. 29.

LILLO.

1124. *Miraeus*, I, 86, LINLO. Charte de Burchardus, évêq. de Cambray.

1135. *Diercxsens*, II, 157, LINLO. Diplôme de Liétard, évêque de Cambray.

1157-79. *Cart. de S'-Michel*, f° 1 v° 2. LINLO. Bulles d'Adrien IV et d'Alexandre III.

1182. *Diercxsens*, II, 176, LINLO. Bulle de Luce III.

1205. *Cart. de S'-Michel*, 77, LINLO. Charte du duc Henri I.

1244. *Cart. de S'-Michel*, 67 v°, LILLO. Transaction entre S^t-Michelet Hugo Nose.
 1254. — 76 v°, LINLO. Charte du duc Henri II.
 1258-72. *Diercxsens*, I, 289, 302, LILLO. Chartes de Nicolas, évêque de Cambray.
 1282. *Cart. de S'-Michel*, 104, LILLOE. Charte du duc Jean I.
 1436. *Cart.* 23, 205*, LELLOO. Acte des échevins d'Anvers.

Gramaye : *Alta insula*. Je pense que LEM, LIL vient de LEDE, passage, et qu'ici LO est un point sortant de la rivière. Il faudrait alors l'expliquer par endroit vide, nu, sablonneux, dominant le passage d'eau, ce qui est d'accord avec sa position et le fait qu'on y percevait un droit de tonlieu ou de passage.

Auteurs : Le Roy, p. 389. — Gramaye, *Antv.*, p. 38.

LOENHOUT.

1277. { *Miraeus*, II, 867, } LOENHOUT. Donation d'Arnold de Breda.
 { *Butkens*, I, Pr., 218, }
 1282. *Cart. de S'-Mich.*, 104 v°, LOENHOUT. Charte d'Emguerrand, évêque de Cambray.
 1287. — 55, LOENHOUT. Délimitation de la paroisse de Minderhout.
 1299. — 103, LOENHOUT. Charte de Jean II.
 1312. *Inv. des Ch. de Flandre*, 1256. LUENHOUT. Charte de Rose de Liedekerke.
 1325. *Cart.* 23, 49, LOENHOUT.
 1335. *Clericus*, I, n° 166, LOENHOUT. Charte du duc Jean III.

Gramaye : *Altum nemus*. Ce village était autrefois un arrière-fief relevant de Hoogstraeten et dépendant du fief d'Eeckeren. Je pense qu'il faut traduire bois tenu en fief ou bois donné en récompense.

Auteurs : Le Roy, p. 374. — Gramaye, *Antv.*, p. 38; *Breda*, p. 4.

MASSENHOVEN.

1560. *Miraeus*, I, 476, MASSENHOVEN. Bulle de Pie IV.
Clericus, II, 2768, W. VAN MASSENHOVEN. Vers de Clericus.
 — II, 2790, P. VAN MASSENHOVEN. —

Je pense pouvoir l'expliquer par ferme des marécages ou par ferme ajoutée, unie (à Viersel et Voorschoten, dont cette paroisse dépendait).

Auteurs : Le Roy, p. 234. — Butkens, IV, p. 119. — Gramaye, *Antv.*, p. 38.

MERXEM.

1246. *Cart. de S'-Michel*, 77, MARXEEM. Testament de Godefroid de Breda.
 1246. *Miraeus*, I, 764, MERXEM. — —
 1249. *Cart. de S'-Michel*, 76, MERXEEM. Charte de Henri, s' de Breda.
 1268. *Diercxsens*, I, 297, MERCSEM. Charte de Nicolas, évêque de Cambray.
 1280. *Butkens*, *Pr.*, I, 219, MARCSEM. Donation d'Arnold de Breda.
 1282. *Cart. de S'-Michel*, 104 v°, MARXEEM. Charte d'Emguerrand, évêque de Cambray.
 1282. *Miraeus*, II, 868, MERCEM. Donation d'Arnold de Breda.
 1317. *Cart. de S'-Michel*, 26, MERCHEM. Acte des échevins d'Anvers.
 1318. *Cart.*, 14, MERXEEM. Vente à S'-Michel.
 1364. — 23, 77, MERXHEM. Acte des échevins d'Eeckeren.
 1385. — 83, MERXHEEM. Acte de G. de Wesemael, s' de Merxem.
 1385. — 83, MARXHEEM. Acte de G. de Wesemael, s' de Merxem.

Gramaye le dérive de *Marca*, frontière de la terre de Breda, dont il est prouvé, par les chartes, qu'elle dépendait. *Margil*, en ancien allemand signifie argile (Grimm, *Gramm.*, III, 380). Je penche pour l'étymologie de Gramaye, d'après les exemples cités par Grimm (*Gramm.*, II, 468) : *de Mearc-land*, *Mearc-stapa* (limites percurrens), etc. Merxem signifierait donc habitation, *vicus*, de la frontière.

Auteurs : Le Roy, p. 197. — Butkens, II, p. 104, 212 — Gramaye, *Antv.*, p. 35; *Breda*, p. 4.

MORTSEL.

1148. *Miraeus*, I, 535, MORSELLE. Bulle d'Eugène III.
 1150. — II, 1170, MORTEZELE. —
 1150. — IV, 20, MORTEZELA. —
 1159. *Clericus*, I, 608, MORTESELE. Charte du duc Godefroid III.
 1295. *Butkens*, *Pr.*, 135, MORTSELE. Relief de fief.
 1315. *Le Roy*, 114, MORTSELE. Donation.
 1341. *Cart. de S'-Michel*, 30, MORTSELE. Acte des échevins d'Anvers.
 1342. — 23, 38, MORTSELE. Donation par acte notarié.
 1332-33-69-73-91, 1400. *Cart.*, 23, n° 37, 41, 42, 44, 70, MORTSELE. Acte des échevins d'Anvers.

1386. *Le Roy*, 117, MORTSELE. Charte du duc Jean III.
 1387. *Cart.* 23, 111^a, MORTSEL. Charte de la duchesse Jeanne.
 1388. — 111^b, MORTSELE. Charte du s^r de Cantecroy.
 1433. — 133, MORTSELE. Acte notarié.

Signifie, d'après Willems, *aula contrita*, cour ou tribunal morcelé, morceau. L'histoire de cette commune est assez d'accord avec cette étymologie, adoptée aussi par Gramaye.

Auteurs : Le Roy, p. 113. — Butkens, I, p. 509. — Gramaye, *Antv.*, p. 29.

NIEL.

1505. *Le Roy*, 256, NYELE. Relief de fief.
 1560. *Miraeus*, I, 477, NYLE. Bulle de Pie IV.
 1720. — III, 279, NIEL. Acte de l'abbaye de Lobbes.

Étymologie tout à fait inconnue, probablement terrain bas, ou lieu sans importance, ayant été autrefois une dépendance de Schelle.

Auteur : Le Roy, p. 264.

OELEGHEM.

1181. *Clericus*, I, 614, OLENGHEM. Charte du duc Henri I^{er}.
 1283. *Cart. de S'-Michel*, 64 v^o, HOLENGHEEM. Donation par une béguine.
 1283. — 70, OLENGHEEM. Acte du béguinage d'Anvers.
 1287-88 et autres. *Cart. de S'-Michel*, 67 v^o et s. HOLENGHEEM. Acte des échevins d'Anvers et autres.
 1288. *Cart. de S'-Michel*, 64 v^o, OLENGHEM. Acte des échevins d'Anvers.
 1312. *Le Roy*, 190, OLEGEM. Relief de fief.
 1325. *Cart. de S'-Michel*, 66 v^o, OELENGHEM. Acte des échevins d'Anvers.
 1526. *Cart.* 23, n^o 85, OLENGHEM. — —
 1557. *Butkens, Pr.* I, p. 194, OELEGHEM. Accord avec la Flandre.
 1590. *Le Roy*, 189, OLEGHEM. Relief de fief.
 1409-10. *Cart.* 23, 132^a, 132^c, OELEGHEEM. Acte des échevins d'Anvers.
 1437. *Cart.* 23, 221^{ab}, OELEGHEM. — —
 1495. *Le Roy*, 189, OELEGHEM. Tombeau.

Wandelinus pense que ce village est celui dont il est fait mention dans les lois saxonnes, sous le nom d'*Idulgum*. Oeleghem peut signifier demeure, *vicus*, dans un bas-fond ou dans le désert, les villages de Broechem, Massenhoven, Viersel, etc., qui l'entourent étant bien plus modernes.

Auteurs : Le Roy, p. 188. — Gramaye, *Antv.*, p. 35.

OORDEREN.

1124. *Miraeus*, I, 86, ORTHEREN. Charte de Burchardus, évêque de Cambray.
1135. *Diercxsens*, I, 157, ORTHEREN. Diplôme de Liétard, évêq. de Cambray.
1148. { — I, 171, } ORDEREN. Bulle d'Eugène III.
 { *Cart. de S'-Michel*, I, }
1157-79. *Cart. de S'-Michel*, f° 1 v° et 2 v°, ORDEREN. Bulles d'Adrien IV et d'Alexandre III.
1161. — 11, ORDEREN. Charte du duc Godefroid III.
1170. — 8 v°, ORTDERE. Convention entre S'-Michel et l'église de N.-D.
1182. *Diercxsens*, I, 177, ORDETENE. Bulle de Luce III.
1240. *Cart. de S'-Michel*, 69, ORDER. Charte de Henri II, sur le droit d'extraire de la tourbe.
1210-46. *Diercxsens*, I, 187, 267, ORDEREN et ORDREN. Donations du duc Henri I et de Jean de Oorderen.
1281. *Cart. de S'-Michel*, 76, ORDREN. Déclaration de S'-Michel et autres.
1357. *Butkens, Pr.*, 194, ORDEREN. Accord entre le Brabant et la Flandre.

Gramaye dit que le nom d'*Oorderen* indique ce qu'il était réellement, la limite des territoires de Breda et du Ryen, ainsi que des évêchés de Liège et de Cambray : *Ort enim angulum sive terminum sonat*. Dans une charte du pape Lucius, on lit, ajoute-il, *Berendrecht, Linlo et Oerderen, in ultimo dioecesis Cameracensis situatarum*. Cette étymologie semble assez bien établie.

Auteurs : Le Roy, p. 387. — Gramaye, *Breda*, p. 3, 4.

OOSTMALLE.

1179. *Cart. de S'-Michel*, 2 v°, MALOS. Bulle d'Alexandre III.

1290. *Butkens*, I, 380, JEAN, SEIGNEUR D'OOSTMALLE, nommé d'après des chartes.
 1290. *Cart. de S'-Michel*, 95, MALLE. Acte des échevins d'Anvers.
 1430. *Cart.* n° 23, 177^c, MALLE. — —
 1431. — 177^{ab}, OESTMALLE. — —
 1441. — 220^{ab}, OESTMALLE. — —
 1444. — 242, OESTMALLE. Actes des échevins du lieu et autres.
 1505. *Le Roy*, 209, OISTMALLE. Relief de fief.

Village incontestablement très-ancien, uni à celui de Westmalle et connu alors simplement sous le nom de *Malle*. L'étymologie : lieu de justice, lieu de réunion, où se tenait le MALLUM, semble bien prouvée. Le mot oost, oriental, n'a été ajouté que beaucoup plus tard, lorsque les deux parties du village, qui se touchent encore, furent divisées en Oost et West-Malle.

Auteurs : Le Roy, p. 208. — Gramaye, *Antv.*, p. 35; *Breda*, p. 4.

PULDERBOSCH.

1505. *Le Roy*, 196, PULREBOSSCHE. Relief de fief.
 1560. *Miraeus*, I, 477, PULDERBOSCH. Bulle de Pie IV.
 1612. *Cart.* 23³, 226, PULDERBOSSCHE. Acte des échevins du lieu.
 1620. — 235 v°, PULDERBOSCH. Actes des échevins de Lierre.

L'étymologie de ce nom est incontestablement bois de Pulle; les bois dont la commune est entourée et le voisinage de Pulle, dont elle n'est séparée que par le Pulleschebeeck, le prouvent assez.

Auteur : Le Roy, p. 196.

PULLE.

1230. *Diercxsens*, I, 207, WALTERUS DE PULLE. Donation du duc Henri I^{er}.
 1286. *Cart. de S'-Michel*, 50 v°, N. DE PULLE. Délimitation de Merxplas.
 1289. — 57, W. DE PULLA. Charte du duc Henri II.
 1314. — 13 v°, PULLE. Donation de Florent Berthout.
 1331. — 23 v°, PULLE. Donation testamentaire.
 1353. *Clericus*, I, n° 158, JAN VAN PULLE. Déclaration pour Santhoven.

1349. *Cart. de S'-Michel*, 99, PULLE. Acte notarié.
1414. *Miraeus*, I, 453, PULLE. Fondation du couvent le Trône.
1416. *Butkens*, II, 58, BEAT. VAN PULLE. Acte cité.

Ancien village ayant appartenu autrefois aux seigneurs de Breda. L'étymologie en est inconnue, et il est difficile de choisir entre toutes celles que l'on indique; la plus probable est élévation, en opposition des DONCK, de GROBBENDONCK. D'un autre côté, le fait que cette commune est entourée de plusieurs lieux qui s'appellent HOEK, par exemple *Clissen-hoek*, *Laven-hoek*, *Numans-hoek*, rend l'étymologie de LIMITE très-possible. Ce serait alors la limite entre les terres des ducs de Brabant et des sires de Breda. Cette commune étant sujette à de fréquentes inondations, l'étymologie de POEL, mare d'eau, est également plausible.

Auteurs : Le Roy, p. 225. — Gramaye, *Antv.*, p. 35.

RANST.

1202. *Miraeus*, I, 296, NICOLAUS DE RANST. Donation du duc Henri I^{er}.
1209. *Le Roy*, 415, WERNER VAN RANST. Description de fief.
1212. *Miraeus*, I, 811, ARNOLDUS VAN RANST. Charte du duc Henri I^{er}.
1247. *Le Roy*, 162, A. DE RANST. Donation à S'-Bernard.
1260. *Miraeus*, I, 766, WALTERUS DE RANST. Donation faite par lui.
1262. *Le Roy*, 162, RANST. Transaction entre S'-Bernard et la famille de Ranst.
1367, 72. *Cart.* 23, 54, 55, 58 et autres. L. H., etc., VAN RANST. Lettres des échevins d'Anvers.
1388. *Cart.* 23, 111^b, COSTIN VAN RANST, s' de CANTECROY. Lettre de lui-même.
1357. *Le Roy*, 164, RANST. Charte de Wenceslas et Jeanne.
1441. *Cart.* 23, 226^{ab}, RANST. Échevins d'Anvers.

Étymologie inconnue, que l'on ne peut baser que sur des suppositions dénuées de toute preuve; on ignore également si le village a pris le nom de la famille de Ranst, ou si celui-ci l'a donné à la famille.

Auteurs : Le Roy, p. 161. — Butkens, II, 235; III, 351. — Gramaye, *Antv.*, p. 35.

REETH.

1424. *Cart.* 23, 184, L. VAN REET. Acte des échevins d'Anvers.
1439. — 191^d, REETH. — — —
1440. — 191^r, REET. Acte des échevins de Contich.
1446. — 239, REETH. Donation de Guillaume d'Egmond et
autres du XV^e siècle.
1560. *Miraeus*, I, 477, REEDT. Bulle de Pie IV.
1720. — III, 279, REEDT. Accord conclu par l'abbaye de Lobbes.

Ce village tire peut-être son nom de ce qu'il a été détaché d'une autre commune (*Contich*); il voudrait donc dire partie arrachée.

Auteurs : Le Roy, p. 245. — Gramaye, *Antv.*, p. 29.

RUMPST.

1450. *Miraeus*, IV, 20, RUMESTA. Bulle d'Eugène III.
1480. *Cart. de S'-Michel*, 95, RUMESTA. Charte de Waultier Berthout.
1481. — 94^v, RUMESTAM. Charte de Gérard de Grimberge.
1202. *Miraeus*, I, 296, LAMBERTUS DE RUMSDORPE. Charte du duc
Henri I^{er}.
1259. *Butkens*, I, 228, RUMESTA. Charte de G. de Grimberge.
1303. *Clericus*, I, n° 99, RUMSTE. Réconciliation de Malines.
1304. *Inv. des ch. de Fland.*, 1096. RUMSTE. Charte de Philippe de Vianen,
seigneur du lieu.
1317. — 1331. M. DE RUMSTE. Enquête à Malines.
1486. *Miraeus*, III, 628, RUMESTA. Charte de Henri de Berges, évêque de
Cambray.

Village fort ancien, ayant un château antique, situé à l'embouchure de la Nèthe, dans la Senne et la Dyle, qui, réunies, forment le Ruppel; il a pris probablement son nom de cette circonstance, et il signifierait alors lieu entouré de plusieurs rivières.

Auteurs : Le Roy, p. 424. — Gramaye, *Antv.*, p. 42; *Brux.*, 56. — Demunck, II, 435.

SANTHOVEN.

1186. *Cart. de S'-Michel*, 16, BENEDICTUS DE SANTOVEN. Charte de Roedulfe, évêque de Liège.
 1235. *Diercxsens*, I, 228, SANTHOVEN. Donation de Henri II.
 1278. *Miraeus*, I, 269, SANTHOVEN. Donation de Henri de Borterssem.
 1333. *Clericus*, I, n° 158, ZANTHOVEN. Déclaration pour la commune.
 1336. — II° 169, ZANTHOVEN. Déclaration du duc Jean III.

SANT veut dire *arena*, ce mot manque cependant dans la langue gothe (Grimm, II, 231; III, 379). Cet endroit doit être des plus anciens. Cela résulte du fait qu'il possédait de tout temps la principale cour souveraine de cette partie du Brabant, même la plus ancienne connue de tout le Brabant. Son ressort, comme cour d'appel, était très-étendu; il comprenait la plus grande partie des villages des arrondissements d'Anvers et de Turnhout, ainsi que du Brabant septentrional. L'existence de la cour était garantie expressément par les Joyeuses Entrées des ducs de Brabant. L'étymologie s'y rapporte, en ce sens que le nom signifie indubitablement *cour* ou palais au milieu des sables.

Auteurs : Le Roy, p. 153. — Butkens, II, p. 25. — Gramaye, *Antv.*, p. 34.

SANTVLIET.

1119. *Miraeus*, I, 83, SANDTFLITEN. Donation de l'empereur Henri V.
 1135. *Diercxsens*, I, 154, ZANTFLITEN. Diplôme de Lothaire III, empereur.
 1135. — I, 157, ZANTFLIET — de Liétard, évêque de Cambray.
 1148. { — 171, } SANTFLIT. Bulle d'Eugène III.
 Cart. de S'-Michel, 1, }
 1148. *Cart. de S'-Michel*, 8, SANTFLITA. Charte de Nicolas, évêque de Cambray.
 1154. — 108, ZANTVLIETE. Charte du duc Godefroid *quod villa de Zantvliete cum suo allodio ad marchiam, Antwerpiensem pertinere pleno jure.*
 1157. — 1 v°, 2°, SANTVLIET. Bulle d'Adrien IV et d'Alexandre III.
 1161. — 11, SANTFLIT. Charte de Godefroid III (deux fois).

1239. *Cart. de S'-Michel*, 81 v°, ZANFLITE. Compromis entre l'abbaye et le tuteur de G., sire de Breda.
1244. — 67, SANTVLIETE. Transaction entre S'-Michel et Hilg. Nose.
1246. *Diercxsens*, I, 267, ZANTFLIT. Donation de Godefroid de Breda.
1246. *Miraeus*, I, 764, SANTVLIET. — —
1262. *Cart. de S'-Michel*, 61, SANTFLITE. Donation à S'-Michel.
1273. — 82, ZANTFLITA. Compromis entre S'-Michel et l'église Notre-Dame.
1307. — 76, SANTFLITE, ZANTFLITE. Acte des échevins d'Anvers.
1310. — 70 v°, ZANTVLIETE. — —
- 1345-48. *Cart.* 23, n° 33, 34, W. VAN ZANTVLIETE. — —
1357. *Butkens*, I, Pr. 193, ZANTVLIET. Accord avec la Flandre.
1377. *Cart.* 23, n° 137, ZANTVLIETE. Acte des échevins du lieu.

Ab arena et multiplici undarum alternantium profluxu nomen obtinet, dit Gramaye. Cette commune étant composée de terrains sablonneux et de poldres, l'étymologie de sable et eau en mouvement (par l'effet de la marée) est admissible.

Auteurs : Le Roy, p. 383.—Butkens, II, p. 25.—Gramaye, *Antv.*, p. 38; *Breda*, 3.

SCHELLE.

1147. *Miraeus*, II, 969, SCELLA. Donation de Nicolas, évêque de Cambray.
1150. — IV, 20, SCHELLA. Bulle d'Eugène III.
1264. *Butkens*, I, Pr. 229, SCELE. Charte de Godefroid de Perwez (*Perwei*).
1267. *Miraeus*, IV, 249, ALARDUS DE SCELLA. Donation de Waut. Berthout.
1285. *Cart. de S'-Michel*, 91 v°, SCELLE. Acte des abbés de S'-Michel, de Grimbergen, et du chapelain de Malines.
1299. — 103, SCELLE. Charte de Jean II.
1357. *Butkens*, I, Pr., 193, SCHILLE. Accord avec la Flandre.
1448. *Cart.* 23, n° 246, SCHELLE. Acte des échevins de Louvain.

Je pense que cette commune tire son nom de l'Escaut, dont l'étymologie n'a pas encore été éclaircie.

Auteur : Le Roy, p. 254.

SCHILDE.

1196. *Le Roy*, 129, SCILLA. Charte du duc Henri I^{er}.
 1217-19. *Le Roy*, 129, SCILLA. Vente, charte du même.
 1321. *Cart. de S^t-Michel*, 24, SCILLE. Délimitation avec la paroisse de 's Gra-
 venwezel.
 1326. *Cart.* 23, 85, SCILLE. Acte des échevins d'Anvers.

Gramaye traduit *Scildia*. Le nom signifie bouclier. Je pense que son nom peut venir du *Schyn*, et que *Schilde* signifie habitants du SCHYN (*Schyn-liede*).

Auteurs : *Le Roy*, p. 129. — Butkens, IV, p. 190. — Gramaye, *Antv.*, p. 29.

SCHOOTEN.

1160. *Miraeus*, II, 971, SCHOTIS. Fondation du prieuré du lieu.
 1160. *Butkens*, I, Pr. 41, SCHOTIS. Charte du duc Godefroid III.
 1202. *Miraeus*, I, 296, GODEFRIDUS DE SCHOTEN. Donation du duc Henri I^{er}.
 1219. *Cart. de S^t-Michel*, 40, SCOTES. Donation de Lutgarde, dame du lieu.
 1241. *Miraeus*, IV, 718, G. DE SCHOTEN. Charte du duc Henri III.
 1246. — I, 764, SCHOETEN. Testament de Godefroid de Breda.
 1246. *Cart. de S^t-Michel*, 77, SCOTHEN. — — —
 1269. *Diercxsens*, I, 297, SCOTHEN. Charte de Nicolas, évêque de Cambray.
 1282. *Miraeus*, II, 868, ARNOLD DE SCHOOTEN. Donation d'Arnold de Breda.

Cette commune étant très-ancienne et ayant appartenu à des familles très-puissantes, je pense que *Schooten* signifie ici un château très-fort. Wandelin compte *Schooten* au nombre de *maelsteden*.

Auteurs : *Le Roy*, p. 158. — Butkens, I, p. 126. II, p. 76. — Gramaye, *Antv.*, p. 25; *Breda*, p. 4.

'S GRAVENWEZEL.

1292. *Clericus*, I, n° 75, WESELE. Détermination des droits.
 1308. *Miraeus*, II, 10, 12, WESELE. Vente à S^t-Michel.
 1312. *Le Roy*, 229, WESELE. Relief de fief.
 1318. *Cart de S^t-Michel*, 14, WESELE. Vente à S^t-Michel.
 1321. — 24, WESELE. Délimitation de cette paroisse avec
Schilde.

1356. *Le Roy*, 229, 230, WESELE. Relief de fief.
1375. *Cart.*, 23, 256*, WESELE. Acte des échevins d'Anvers.
1452. *Le Roy*, 231, t's' GREVENWESELE. Relief de fief.

Gramaye dit : *Possessoris comitis nomen induta*. Autrefois cette commune s'appelait *Wesele*. Pour la distinguer de *Wuest-Wesel*, qui s'appelait alors également *Wesele*, on donna à celle-ci le prédicat de s' GRAVEN, du comte. Ce nom lui vient de la circonstance que ses seigneurs portaient, on ne sait de quel droit, le titre de comtes. L'étymologie serait donc *Wesele-le-comte* ou du comte. Quant à WESEL, on peut le faire dériver de l'animal dit *wesel*, fisseau ou belette, de WEIL, demeure, ou de *wehsal*, cercle régulier.

Auteurs : Le Roy, p. 229. — Gramaye, *Antv.*, p. 29; *Breda*, p. 4.

S'-JOB-IN-'T-GOOR.

1560. *Miraeus*, I, 477, IN-'T-GOOR. Bulle de Pie IV.
1563. *Le Roy*, 159, SINT-JOBS-IN-'T-GOOR. Relief de Schooten.

Tire son nom d'une chapelle, dédiée à S'-Job et placée au milieu de marais, qui dépendaient autrefois de Schooten, tant au spirituel qu'au temporel.

Auteurs : Le Roy, p. 160. — Gramaye, *Antv.*, p. 4.

STABROECK.

1258. *Diercxsens*, I, 289, STAKEBROECK. Diplôme de Nicolas, évêque de Cambray.
1266. *Cart. de S'-Michel*, 83 v°, STAEGBROEC. Acte de l'écoutète d'Anvers.
1357. *Butkens*, I, *Pr.*, 193, STAECKBROECK. Accord avec la Flandre.
1445. *Cart.*, 23, 233*, STAEGBROEC. Acte des échevins d'Anvers.
1448. — 243*, STAEGBROEC.
1560. *Miraeus*, I, 477, STABROECK. Bulle de Pie IV.

Signifie probablement endroit (*stede*), ou plutôt terme du marécage. Cette commune étant entourée de trois côtés par des marais convertis en polders.

Auteurs : Le Roy, p. 430. — Gramaye, *Antv.*, p. 42; *Breda*, p. 3.

VIERSEL.

1173. *Miraeus*, I, 709, VERSELE. Fondation de Postel.
 1299. *Le Roy*, 158, VOIRSCHOTE. Charte du duc Jean II.
 1333. *Clericus*, I, 150, HENRIC VAN VIERZELE. Déclaration pour Santhoven.
 1349. *Cart. de S-Michel*, 99, VIERSELE. Acte notarié.
 1390. *Le Roy*, 216, VIERSEL. Relief de Grobbendonck.
 1400. — 156, VIERSELE et VOIRSCHOTEN. Relief de fief.
 1560. *Miraeus*, I, 477, VIERSEL et VOIRSCHOTEN. Bulle de Pie IV.
 1675. *Butkens*, IV, 120, VOIRSCHOTEN, *alias* VIERSEL. Erection en baronnie.

Était plus généralement désignée autrefois sous le nom de *Voorschoten*; ce ne fut qu'après les guerres du XVI^e siècle que le nom de *Viersel* devint plus commun, *Voorschoten* ayant été presque entièrement détruit et abandonné, tandis que le hameau de *Viersel* fut conservé en grande partie. Le nom semble devoir se traduire par quatrième partie (de la seigneurie) ou par cour des quatre (tribunal, comme *vierschaeer*), peut-être parce que c'était dans ce hameau que se réunissaient les juges pour les villages de *Voorschoten*, *Viersel*, *Halle* et *Massenhoven*, dépendants plus tard, même en première instance, de la cour de *Santhoven*.

Auteurs : Le Roy, p. 155-156. — Butkens, IV, p. 119. — Gramaye, *Antv.*, p. 35.

VREMDE.

1235. *Miraeus*, I, 115, VRIMEDE. Donation d'Egd. Berthout.
 1235. — 751, VRIMEDE. — de Walt. Berthout et du duc Henri II.
 1245. — 117, VRIMEDE. Donation du s^r de Berlaer.
 1308. *Le Roy*, 170, VREMDE. Vente par W. de Raust.
 1325-34. *Cart.* 23, n° 49, 50, VREMDE. Acte devant les échevins d'Anvers.
 1325-81. *Butkens*, II, 238, VREMDE. Donation du s^r de Malines.
 1360-67-72. *Cart.* 23, n° 52, 53, 55, 57, 58. VRYMDE. Acte devant échevins d'Anvers et acte de *ter Zieken*.
 1367-71. *Cart.* 23, n° 54, 86, VRIMEDE. Actes scabinaux.
 1463. — 261^r, VRYMDE. Acte du s^r du lieu.

Gramaye traduit *Vremde* par *peregrinus*, qu'il explique par la circonstance que *Vremde* aurait été l'habitation d'une race étrangère. Il signifie aussi mesure franche,

d'après l'ancienne orthographe. **VRIMEDÉ**, arbre franc, de **VR**i (libre) et **MEDE**, **MEDE** (arbre). On peut l'interpréter encore terre franche, de *miht*, puissance ou terre de serfs affranchis, **VR**i-**MEDE**, en opposition de **KEUR MEDE** (voir la signification du mot **MEDE**). Cette dernière signification me semble avoir le plus de probabilité et se justifie par l'histoire.

Auteurs : Le Roy, p. 122. — Butkens, I, p. 509; IV, p. 98. — Gramaye, *Antv.*, p. 29.

WAERLOOS.

1218.	<i>Cart. de St-Michel</i> ,	87,	R. DICTUS WARLOES. Acte des échevins de Malines.
1264.	—	93,	WARLOES. — —
1298.	—	92,	R. DE WARLOES. — —
1298.	—	92,	R. DE WAERLOES. — —
1303.	—	87 v ^o ,	WARLOES. Déclaration de St-Michel.
1307.	—	87,	J. DE WARLOES. Donation à St-Michel.
1311.	—	88,	WARLOES et WAERLOES. Acte du curé du lieu.
1560.	<i>Miraeus</i> ,	I, 477,	WAARLOOS. Bulle de Pie IV.
1720.	—	III, 279,	WAERLOES. Accord avec l'abbaye de Lobbes.

La signification littérale serait aujourd'hui *sans valeur*; je préférerais celle de *sans défense*, du fait, que, situé sur la grand'route, ce village n'avait cependant pas de château, celui que l'ordre teutonique y possédait n'ayant été fondé qu'au XIII^e siècle.

Auteurs : Le Roy, p. 246. — Gramaye, *Antv.*, p. 29.

WESTMALLE.

1194.	<i>Miraeus</i> ,	I, 289,	MALLE. Donation de Jean, évêque de Cambrai.
1233.	—	578,	WESTMALLE. Donation du duc Henri I ^{er} .
1235.	—	752,	WESTMALLE. — Henri II.
1432.	<i>Cart.</i>	23, 1,	WESTMALLE. Acte des échevins d'Anvers.
1505.	<i>Le Roy</i> ,	192,	WESTMALLE. Relief de fief.
1575.	—	193,	WESTMAL. Tombeau.

Partie occidentale de l'ancien village de Malle, *Mallum*, place de réunion de justice. Voir *Oostmalle*.

Auteurs : Le Roy, p. 191. — Butkens, II, 135. — Gramaye, *Antv.*, p. 35.

WILMARSDONCK.

- 1157-59. *Cart. de S'-Michel*, 1 v°, 2 v°, WILMARDUNC. Bulles d'Adrien IV et d'Alexandre III.
1161. — 11, WILMARDUNC. Charte de Godefroid III et autres.
1210. *Miraeus*, III, 676, WILMAERSDONCK. Donation du duc Henri I^{er}.
1210. *Diercxsens*, I, 187, WILMAERSDONCK. — —
1210. *Cart. de S'-Michel*, 101, WILMARSDONC. Charte du duc Henri I^{er}.
1283. — 80, WILMARDONC. Acte des échevins d'Anvers.
1283. — 80v°, WILMARSDONC. Acte des échevins d'Anvers et de Malines.
- 1325-33. *Cart.* 23, 29-43, HERE STEVENE WILMARE, *cappelane van Onsen-Vrouwe kerken te Antwerpen*.
1345. *Cart. de S'-Michel*, 29 v°, JOHANNIS WILMARI Rufi à Deurne, cité dans une convention entre S'-Michel et le couvent de Sainte-Catherine à Anvers.
1353. *Diercxsens*, I, 187, WILMARSDONC. Donation du duc Jean III.
1357. *Butkens*, I, Pr. 193, WILMARDONCK. Accord avec la Flandre.

Gramaye traduit *Wulmari motta*. Il faut traduire, me semble-t-il, *donck de Wilmaer*. La topographie de la commune semble prouver que l'étymologie de place élevée au-dessus des marécages est la véritable signification de *donck* (voir les valeurs diverses assignées à cette syllabe), *Wilmarsdonck* étant entouré de marais et son château étant situé au point le plus élevé de la commune. Quant à *Wilmaer*, ce nom se rencontre assez fréquemment dans les anciennes chartes; ainsi dans une de 1213 (de S'-Michel), je lis : *Johannes dictus Wilmaer*.

Auteurs : Le Roy, p. 429. — Gramaye, *Antv.*, p. 2, 3, 28, 42.

WILRYCK.

1146. *Cart. de S'-Michel*, 9, JOANNIS DE WILRICA. Charte de Nicolas, évêque de Cambray.
1161. — 11, WILRICHE. Charte de Godefroid III, duc de Brabant.
1179. — 2 v°, WILRIKE. Bulle d'Alexandre III.
- 1250-80-82. — 63 et s. WILRIKE. Divers actes.

1258. *Cart. de St-Michel*, 61 v°, WILRICKE. Compromis pour les dîmes.
 1284. — 61, WILRIKE. Donation de l'abbaye au curé du lieu.
 1291. *Diercxsens*, I, 327, WILRIKE. Donation du s' de Wyneghem.
 1337-39-42, 48-85-91, 1475. *Cart.* 23, n° 30, 31, 32, 33, 34, 34', 34', 34' et 59', WILRIKE. Vente devant les échevins d'Anvers et donation du s' de Wyneghem.
 1337. *Clericus*, I, n° 172, WILDERIC. Charte du duc Jean III.
 1346. *Cart.* 23, n° 20, J. VAN WILRIKE. Vente devant les échevins d'Anv.
 1357. *Butkens*, I, 194, WILRYCK. Accord avec la Flandre.
 1422. *Cart.* 23, 113^c, WYLYYC. Chapitre général des Chartreux.
 1474. — 59^b, WILRICK. Vente devant les échevins d'Anvers.

Je crois avoir vu ce nom dans les chartes de St-Bavon à Gand, du IX^e ou X^e siècle. Gramaye dit : *Regnum Sylvestre sonat. Wildert*, terre sauvage, est l'origine probable de ce nom.

Auteurs : Le Roy, p. 112. — Gramaye, *Antv.*, p. 28.

WOMMELGHEM.

1262. *Cart. de St-Michel*, 72, WIMMELGHEIM. Testament.
 1277. { *Le Roy*, 205, } WOMELGEM. Charte de Jean I^{er}.
 { *Butkens*, I, Pr., 109, }
 1280. *Cart. de St-Michel*, 62 v°, WOMMELGHEEM, WOMMELGHEM. Acte des échevins du lieu.
 1281. — 61, WOMMELGHEEM. Acte des échevins d'Anvers.
 1281. — 69 et suiv. WOMMELGHEM. Divers actes.
 1282. — 10, WOMMELGHEM. Charte d'Emguerrand, évêque de Cambray.
 1282. — 104, WOMMELGHEEM. Charte du duc Jean I^{er}.
 1300. *Cart.* 23, 60^b, WOMMELGHEEMER VELT. Partage des Chartreux avec St-Michel.
 1308. — 60, WOMMELGHEM. Acte des échevins d'Anvers.
 1308. *Cart. de St-Michel*, 69 et suiv. WOMMELGHEEM. Divers actes.
 1308. *Miraeus*, II, 1012, WOMMELGEM. Vente à St-Michel.
 1318. *Cart. de St-Michel*, 14, WOMMELGHEEM. — —
 1387. *Cart.* 23, 61, WOMMELGHEEM. Acte des échevins d'Anvers.
 1390. — 61^b, WOMMELGHEM. Extrait de testament.

Étymologie inconnue; vient probablement d'un nom propre corrompu, tel que *Wulmar, Wulf, Wanner*, etc.

Auteurs : Le Roy, p. 205. — Butkens, I, p. 290. — Gramaye, *Antv.*, p. 35.

WUESTWEZEL.

- 1246-56-57, *Diercxsens*, I, 267, 281. WESELE. Acte de vente.
1290. *Le Roy*, 134, WESELE. Donation à l'hôpital d'Anvers.
1291. — 133, WESELE. Charte du duc Jean I^{er}.
1291. *Diercxsens*, I, 325, WESELE. Donation d'Eg. de Wyneghem.
1295. — 343, WESELE. — du s^r de Wesel.
1331. *Le Roy*, 135, WESELE, WESTBORNE. Vente par Marie de Wilre.
1377. *Cart.* 23, n° 254, WESTBORNE. Acte notarié.
1400. — 135, WOESTWESELE. Relief de fief.
1424. — 23, 254^b, WOESTWESELE. Acte des échevins d'Anvers.
1453. — 254^a, WOESWESELE. Acte notarié.
1505. *Le Roy*, 135, WESTWESELE. Relief de fief.

Gramaye traduit *Wesalia occidentale* et *Wesalia occidua*. WESEL signifie belette, en flamand; dans l'ancien allemand, WEHSAL signifiait un cercle régulier, *commutatio, vices*. Je pense qu'il faut préférer WUEST, aride, à WEST, Occident, d'abord parce que cette commune se trouve au nord et non à l'occident de 's Gravenwezel, en opposition avec laquelle le premier nom a été ajouté; ensuite parce que le nom de WUEST répond à la nature du terrain, surtout dans les temps anciens. Les seigneurs de cette terre ont presque constamment porté le nom de s^r de *Wuestwezel*.

Auteurs : Le Roy, p. 133. — Gramaye, *Antv.*, p. 28, 29.

WYNEGHEM.

725. *Miraeus*, I, 10, WINLINDECHIM. Donation de Rohingus.
726. — 11, WINNELINCHEIME. Testament de saint Willibrod.
1155. *Cart. de S^t-Michel*, 9 v°, WINLEGEN. Charte de Nicolas, évêque de Cambray.
1161. — 11, WIMLEGHEM. Charte de Godefroid III.
1186. *Miraeus*, I, 550, WINENCHEM. Bulle d'Urbain III.
1214. *Cart. de S^t-Michel*, 4, WINNELCHEM. Bulle d'Honorius III.

1253. *Miraeus*, I, 579, WYNEGHEM. Donation du duc Henri I^{er}.
 1291. *Diercxens*, I, 324, WYNEGHEM. Donation du s^r de Wyneghem.
 1318. *Cart. de S'-Michel*, 14, WYNEGHEM. Vente à St-Michel.
 1350. *Cart.* 23, 2, J. DE WYNEGHEM. Charte du duc Jean III.
 1371. — 56, A. VAN WYNEGHEM. Acte des échevins d'Anvers.

Gramaye pense que ce nom vient de WINAND (*a WINANDO nuncupata*); d'après le testament de saint Willebrod, il faut bien admettre l'étymologie de demeure (*vicus*) de WINNELINCH. Celle de demeure du vignoble est peu probable. *Winnelkind* et *Winnelinch* semblent avoir la même signification; ils dérivent tous de *wini*, *amicus*.

Auteurs : Le Roy, p. 127. — Butkens, III, p. 417. — Gramaye, *Antv.*, p. 28.

ZOERSEL.

1336. *Cart.* 23, n° 90, W. VAN ZOERSLE. Acte des échevins d'Anvers.
 1407. — 155^b, SOERSELE. — — —
 1411. — 155^c, ZOERSELE. — — —
 1422. — 219^a, ZUERSELE. — — —
 1437. — 155^d, ZOERSELE. — — —
 1438. — 185, SOERSELE. — — de Bruxelles.
 1505. *Le Roy*, 192, SOERSSELE. Relief de fief.
 1560. *Miraeus*, I, 477, SOERSEL. Bulle de Pie IV.

Faisait autrefois partie de Westmalle. On peut le traduire par demeure du marais. Peut-être faut-il l'appeler *Zuidseel*, au sud de la cour (*maltum*), étant presque au sud de West- ou d'Oostmalle. Séjour des porcs est encore une traduction admissible.

Auteurs : Le Roy, p. 195. — Gramaye, *Antv.*, p. 36.

ARRONDISSEMENT DE MALINES.

BEERSEL.

1277. *Miraeus*, IV, 256, BEERSELE. Charte du duc Jean I.
 1298. *Le Roy*, 262, AEGIDE DE BERSELE. Vente par lui-même.

- | | |
|-----------------------|--------------------------------|
| 1298. <i>Le Roy</i> , | 262, BERSELE. Vente des dimes. |
| 1650. — | 262, BEERSEL. Relief de fief. |

Appelé quelquefois *Beersele-op-den-Bosch*. Ce nom veut dire demeure des ours ou des sangliers. Ici il faut supposer que *Beer* vient d'un nom propre.

Auteurs : *Le Roy*, p. 261. — *Butkens*, II, p. 59.

BERLAER.

- | | | |
|--|--------------------------------|---|
| 1155. <i>Miraeus</i> , | IV, 380, | BERLAR. Donation de Nicolas, évêque de Cambray. |
| 1227. — | I, 744, | BERLAERE. Donation d'Égide Berthout. |
| 1235. — | I, 115, | HENRICUS DE BERLAR. Donation d'Égide Berthout. |
| 1245. — | I, 117, | LUDOVICUS DE BERLAR. Donation par lui-même. |
| 1259. <i>Cart. de S'-Michel</i> , | 57 ^v , | BERLAER. Acte de S'-Michel. |
| 1265. — | 71, | BERLAR. — |
| 1266. — | 40, | BERLAR. Acte du curé de Hoeckerseel. |
| 1267. <i>Miraeus</i> , | IV, 249, | BERLAER. Charte de Wautier Berthout. |
| 1282. <i>Cart. de S'-Michel</i> , | 105, | BERLAR. Acte d'Emguerrand, évêq. de Cambray. |
| 1294. <i>Miraeus</i> , | III, 613, | JOHANNES DE BAERLAER. Donation par lui-même. |
| 1328. <i>Inv. des Chart. de Fland.</i> , | n° 1436, | G. VAN BERLAERE. Délimitation de Malines. |
| 1578. <i>Cart.</i> | 23, 5 ^e partie, 20, | BALLAER. Acte de la cour féodale de Malines. |

On l'appelle encore vulgairement *Balder*. C'est un village ancien. Je pense que son nom doit avoir une origine commune avec celui de Berthout, qui vient de *Berthold*. On peut donc croire que par Berlaer on a voulu dire le *laer* (pâturage commun) de Berthout. Bertholt, d'après Kilian, veut dire *Pacis amator*; d'après d'autres, barbu, fort à la guerre. Peut-être faut-il traduire commune élevée, ce qui répond à la position topographique à l'égard de la Nèthe. D'après M. Coremans (*Bulletins de la Commission royale d'histoire*, VII, p. 126 et 140), Balder et Baldag sont des dieux germains, et il est possible que cette commune en tire son nom.

Auteurs : *Le Roy*, p. 257. — *Butkens*, II, p. 59, 175.

BEVEL.

Autrefois hameau de Lierre, qui ne fut érigé en commune qu'en l'an VIII de la république. Le nom semble dire terrain coupé (par la Nèthe).

Auteur : Le Roy, p. 151.

BLAESVELD.

1323. *Inv. des Chart. de Fland.*, 1407, BLAERSVELT. Charte de Marie de Vianen, dame de Termonde.

1328. *Inv. des Chart. de Fland.*, n^o 1436-37-38-43-38-43, BLAERSVELT. Délimitation de la seigneurie avec Malines.

1345. *Cart. de S'-Michel*, 28 v^o, J. HEERE VAN BLAERSVELT. Acte des échevins d'Anvers.

1347. *Butkens*, I, Pr., 144, BLAERSVELT. Vente devant échevins.

1355. — I, Pr., 144, BLAESVELT et BLAESVELD. Vente devant échevins et ancien poème.

1494. — IV, 36, BLAESVELT. Tombeau.

1495. *Le Roy*, p. 243, BLAESVELT. Tombeau à Aertselaer.

1647. *Butkens*, IV, 36, BLAESVELDT. Érection en baronnie.

Veut dire champ ouvert au vent.

Auteurs : Butkens, IV, 35. — Gramaye, *Brux.*, 36, 15. — Demunck, p. 263.

BOISSCHOT.

726. *Diercxsens*, I, 41, BUSLOTH. Testament de saint Willebrod.

726. *Miraeus*, I, 12, BOBANSCHOT. —

1560. — I, 477, BOYSCHOT. Bulle de Pie IV.

Autrefois hameau de Heyst-op-den-Berg, dont il ne fut séparé qu'en 1836. Il peut signifier enclos de fort de Bouwe (Bavon), ou de Boban, Bouwen, Baudouin, etc.

Auteurs : Demunck, II, p. 398 et 436. — Le Roy, p. 226.

BONHEYDEN.

1558. *Le Roy*, 265, BOENHEYDE. Relief de fief.

1560. *Miraeus*, I, 610, BOYENHEYDE. Bulle de Pie IV.

TOME III.

1633. *Le Roy*, 266, BORNHEYDE. Relief de fief.

Son nom a probablement quelque rapport avec le nom du ruisseau *Boeymeer* qui l'arrose. Il peut signifier bruyère dépendante, faisant partie d'une autre terre (Malines), comme *Boeymeer* veut dire ruisseau, partie d'une autre (le *Vrouwe vliet*). *Bonheyden* était dans les temps anciens une dépendance et un fief de Malines.

Auteur : *Le Roy*, p. 265.

BORNHEM.

1101. *Miraeus*, I, 168, BURNEHEIM. Donation de Wennemar, châtelain de Gand.
1101. — 168, BORNEHEM. Fondation de l'abbaye.
1105-12. — 519-571, BORNHEM. Bulles de Pascal II et d'Ode, évêque de Cambray.
1120. — 170, BORNHEM. Donation de Burchard, évêque de Cambray.
1148. — 535, BORNHEM. Bulle d'Eugène III.
1249. *Inv. des Chart. de Fland.*, n° 75. BORNHEM. Exemption des tailles pour Bornhem.
1250. *Miraeus*, I, 422, BORNHEM. Vente de la terre.
1257. *Lindanus, Tener.*, 107, BORNEHEM. Charte d'affranchissement par le comte Gui de Flandre.
1306. *Inv. des Chart. de Fland.*, 1140, BORNEHEM. Devis pour deux digues à y construire.
1333. *Butkens*, I, *Pr.*, 165, BORNHEIN. Charte d'Adolphe, évêque de Liège.
1356. *Clericus*, II, 23, BORNEM. Traité entre Liège, la Flandre et le Brabant.

Signifie demeure ou château de la fontaine. Si l'on prend *Bornhein*, il veut dire bois de la fontaine.

Auteurs : *Gramaye, Tener.*, p. 106. — *Sanderus*, II, p. 606, 608.

BREENDONCK.

1264. *Cart. de S'-Michel*, 93, BREDENDONC. Acte des échevins de Malines.

Hameau séparé de Puers en 1836. Le nom signifie probablement vastes prairies entourées de terres plus basses.

DUFFEL.

1184. *Miraeus*, II, 1332, GERARD. DE DUFFLA. Donation par lui-même.
1200. — IV, 387, DUFFLE. Délimitation de la paroisse de Waelhem.
1251. — I, 767, DUFFLE. Donation de Walt. Berthout.
1278. — 769, DUFFLE. — —
1317. *Cart.* 23, n° 69, DUFFLE. Acte devant les échevins du village.
1319. — 68, DUFFLE. Charte de H. Berthout.
1400-1505. *Le Roy*, 236, DUFFELE. Relief de fief.
1425. — 328, DUFFEL. Tombeau.
1518. — 826, DUFFELE. Acte des échevins de Gheel.

Signification probable : château humide, lieu entouré d'eau.

Auteurs : *Le Roy*, p. 225-239. — Butkens, II, p. 26, 136; IV, p. 12. — Gramaye, *Antv.*, p. 35.

GESTEL.

1202. *Miraeus*, II, 848, HENRIC DE GESTELE. Donation du duc Henri I^{er}.
1251. *Cart. de St-Michel*, 53v°, T. DE GHESTELE. Délimitation de Merxplas.
1275. *Butkens*, I, Pr., 218, GESTEL. Donation par Arnold de Breda.
1276. *Miraeus*, II, 866, MARSIL. DE GHESTEL. Donation par Arnold de Breda.
1291 — 878, GESTEL. Donation d'Arnold de Breda.
1335. *Cart. de St-Michel*, 106v°, G. VAN GHESTELE. Acte des échevins de Wommelghem.
1343. — 88, A. DE GHESTELE. Acte des échevins de Malines.
1380. *Le Roy*, 260, GHESTELE. Charte de Wenceslas et Jeanne.
1384. — 260, GHESTEL. Charte de Jeanne, duchesse.
1407. — T. S. I, 52, HEERE VAN GESTELE. Tombeau.
1560. *Miraeus*, I, 477, GESTEL. Bulle de Pie IV.
S. d. *Lindanus, Tener.*, 75, GHASTELLA (R. et I de). Obituaire.

Il est difficile de ne pas confondre cette commune avec celle de Gastel, dans le Brabant septentrional, dont il est question dans Gramaye, *Breda*, p. 30, 42 et 43.

Le nom peut signifier demeure hospitalière, château de celui qui a la charge de recevoir les étrangers à la cour, demeure dans un lieu sablonneux. La nature du sol justifie la dernière étymologie qui, seule, me semble admissible.

Auteurs : Le Roy, p. 259, 260, 489. — Gramaye, *Antv.*, p. 34; *Tener.*, p. 75; *Breda*, 39, 42, 43. — Demunck, 418, 457.

HEFFEN.

1150. *Miraeus*, IV, 20, HEFFENA. Bulle d'Eugène III.
1234. — III, 95, HEFNE. Donation du duc Henri I^{er}.
1234. *Butkens*, I, *Pr.*, 74, HEFFENE. Charte du duc Henri I^{er}.
1255. *Miraeus*, II, 1000, HEFFENA. Donation de A. de Zellaer.
1259. — III, 414, HEFNA. — —
1281. *Cart. de S'-Michel*, 65 v°, EG. DE HEFFENE. Acte des échevins d'Anvers.
1299. *Inv. des Chart. de Fland.*, 1046, HEFFENE. Accord entre l'évêque de Liège et H. Berthout.
1312. *Gyselers Thys*, I, 70, HEFFEN. Relief de Florent Berthout.
1316. *Clericus*, n° 134, HEFFENS. Guillaume, comte de Hollande, confirme le privilège de Malines.
1328. *Inv. des Chart. de Fland.*, n° 1436, HEFFENE. Délimitation de Malines.
1333. *Butkens*, I, *Pr.*, 165, HEFFENE. Charte d'Adolphe, évêque de Liège.

Gramaye dit : *a levando et recipiendo vectigalium dicta*. Cette étymologie me semble peu probable; je pense qu'il faut admettre celle de terrain formé et élevé par l'eau (le territoire justifie cette présomption), ou bien terre couverte à la marée haute.

Auteurs : Gramaye, *Mechl.*, 17. — Demunck, 225, 427, 428, 434 et 435.

HEYNDONCK.

1486. *Miraeus*, III, 629, HEYENDONCK. Charte de H. de Berges, évêque de Cambray.
1560. — I, 610, HEYENDONCK. Bulle de Pie IV.

A fait partie jusqu'au XVII^e siècle de Sempst. Il faut admettre encore ici pour *donck* la signification de lieu élevé au milieu de prairies inondées. *Heyn* me semble ici venir plutôt d'un nom propre (*Heynrich*) que de *heyn*, forêt.

Auteurs : Gramaye, *Mechl.*, 17. — Demunck, p. 434.

HEYST-OP-DEN-BERG.

1108. *Miraeus*, I, 53, HEISTE et HEISTEN. Charte de Henri I^{er}.
1155. — II, 826, HEISTE. Charte de l'empereur Frédéric I^{er}.
1180. *Cart. de S'-Michel*, 95, W. DE HEISTE. Charte de Wautier Berthout.
1225. *Clericus*, n° 23, HEIST. Charte de Henri I^{er}, duc du Brabant.
1244. *Miraeus*, I, 763, HEYSTA. Donation de W. Berthout.
1255. *Clericus*, I, n° 52, HEIST. Dotation de Marie Berthout.
1286. *Cart. de S'-Michel*, 72, R. DICTUS DE HEYSTA. Testament.
1293. — 96, HEISTERLE. Charte du duc Jean II.
1290. *Clericus*, n° 64, HEYST. Charte du duc Jean I^{er}.
1300. *Butkens*, I, Pr., 137, HEYSTE. Charte de Hugues, évêque de Liège.
1305. *Cart. de S'-Michel*, 26, HEYSTERLE. Lettre des échevins de Lierre.
1306. — 122, H. VAN HEYSTE. Acte des échevins de Campenhout.
1407. *Cart. n° 23*, 247, HEISE. Échevins du lieu.
1429. *Gyselers Thys*, II, 76, HEYSTE. Charte de Philippe de Bourgogne.
1453. *Cart. n° 23*, 247, HEYST. Échevins du lieu.

Ancienne commune. HEYST me semble venir du nom de *Hengist*. Cette étymologie est plus probable que toute autre. Sa situation justifie suffisamment la qualification *op den berg* (sur la colline). Voir pour *Hengist* le mémoire de M. Coremans (*Bulletins de la Commission royale d'histoire*, VII, p. 124).

Auteurs : Le Roy, p. 216. — Butkens, II, p. 59. — Gramaye, *Mechl.*, p. 17. — Demunck, p. 393, 436, 451.

HINGENE.

1101. *Miraeus*, I, 168, HINGEN. Donation de Wencmar, châtelain de Gand.
1120. — I, 170, HINGEN. Donation de Burchard, évêque de Cambray.
1121. — I, 171, HINGEM. Bulle de Calixte II.
1150. — IV, 20, HENGHEN. Bulle d'Eugène III.
1284. — IV, 722, HINGHEN. Charte du duc Jean I^{er}.
1296. *Butkens*, I, Pr., 135, HINGENE. — —

Ce nom peut signifier partie intégrante, appendice (de *Bornhem*).

Auteurs : Gramaye, *Tener.*, p. 107. — Sanderus, II, p. 608.

HOMBEECK.

1129. *Miraeus*, II, 964. HOMBEECK. Donation de Burchard, évêque de Cambrai.
 1150. — IV, 20, HUMBECA. Bulle d'Eugène III.
 1226. — II, 990, HOMBEECA. Donation du duc Henri I^{er}.
 1233. — III, 94, HUMBEKA. Fondation de Leliendael.
 1234. *Butkens*, I, *Pr.*, 74, HUMBEKE. Charte du duc Henri I^{er}.
 1265. *Miraeus*, I, 586, HUMBEKE. Convention entre les abbés de Cortenberg et de Gempe.
 1294. — I, 769, HUMBEKE. Donation d'Égide Berthout.
 1299. *Inv. des Chart. de Fland.*, n° 1046. HOMBEECK. Accord entre l'évêque de Liège et W. Berthout.
 1301. *Cart. de S'-Michel*, 13 v°, HUMBEKE. Charte du duc Jean II.
 1312. *Gyselers Thys*, I, 70, HUMBEKE. Relief de Florent Berthout.
 1316. *Clericus*, n° 134, HUMBEKE. Guillaume, comte de Hollande, confirme les privilèges de Malines.
 1333. *Butkens*, I, *Pr.*, 165, HUMBEKE. Charte d'Adolphe, évêque de Liège.

Je crois que l'étymologie de ruisseau des Huns n'est pas impossible. On peut prendre aussi celle de ruisseau bruyant.

Auteurs : Butkens, III, p. 410; IV, p. 172. — Gramaye, *Mechl.*, p. 16, 17. — Demunck, p. 226, 411.

ITEGHEM.

1380. *Le Roy*, 355, ITEGHEM. Vente du village.
 1400. — 260, YTEGHEM. Relief de fief.
 1407. *Cart.* 23, n° 247, YTEGHEM. Vente.
 1458. *Butkens*, II, 187, ITEGHEM. Vente du village.
 1503. *Le Roy*, 356, YTEGHEM. Tombeau.
 1676. — 357, ITEGHEM. Sentence du conseil de Brabant.

Gramaye traduit : *Idae domicilium*. Le nom d'ITTA ou IDA ayant été de tous temps commun dans la Germanie inférieure, cette étymologie est possible. On peut encore traduire : lieu de justice par suite de la proximité de l'ancienne cour de la Hamaide,

ou bien demeure au milieu des eaux. La commune comptant encore une rivière, divisée en deux bras et dix ruisseaux, je considère cette dernière origine comme la plus probable.

KESSEL.

1560. *Miraeus*, I, 477, KESSEL. Bulle de Pie IV.

Autrefois dépendance (*byvank*) de Lierre. Resserrée entre la grande et la petite Nèthe, la commune semble avoir pris son nom de cette position. KESSEL signifie vallon. Il peut aussi venir de *kasteel*, château.

Auteurs : Le Roy, p. 151. — Butkens, I, p. 515.

KONINGSHOYCKT.

Cette commune a été érigée, par arrêté royal du 11 janvier 1821. Elle est composée de la commune de Bois-Domaniaux à laquelle on a réuni le hameau de Hoyckt-sous-Berlaer et une partie des communes de Duffel, de Lierre et de Wavre-Notre-Dame.

La commune de Bois-Domaniaux n'existait pas antérieurement au régime français. Alors ce territoire faisait partie des domaines de l'Empereur. C'était le restant des terres de Wesemael non aliénées et léguées à Charles-le-Téméraire, duc de Bourgogne, par le dernier descendant de cette illustre famille (voir le Testament dans *Miraeus*, tome I, p. 418). Bois-Domaniaux prit le nom de Koningsbosschen sous le royaume des Pays-Bas. Celui que porte aujourd'hui cette commune, et qui lui fut donné par l'arrêté royal précité, sur la proposition de la députation, est formé de la réunion des deux premières syllabes de Koningsbosschen avec le nom du hameau de Hoyckt.

L'étymologie de *Hoyckt* est inconnue, mais on peut admettre comme origine, *HOŁCHA*, partie de terre arable, ou bien *HOŁK*, coin, *Hoyckt* étant autrefois comme un point d'arrêt au milieu de l'inondation qui couvrait presque constamment les terres boisées qui l'entourent. KONINGS signifie du roi, royal.

LEEST.

1129. *Miraeus*, II, 964, LEEST. Donation de Burchard, évêque de Cambray.

1242. — III, 95, LEEST. Donation de W. Berthout.

1291. *Cart. de S'-Michel*, 37, W. DE LEEST. Acte des échevins de Vilvorde.
1299. *Inv. des Ch. de Flandre*, 1046. LEEST. Accord entre l'évêque de Liège et W. Berthout.
1312. *Gyselers Thys*, I, 70, LEEST. Relief de Florent Berthout.
1316. *Clericus*, n° 134, LEEST. Guillaume, comte de Hollande, confirme le privilège de Malines.
1317. *Inv. des Ch. de Flandre*, 1331, W. DE LEEST. Enquête à Malines.
1328. — — 1443, LEEST. Délimitation de Blaesveld et Malines.
1328. — — 1436, LEEST. Délimitation de Malines.
1333. *Butkens*, I, *Pr.*, 165, LEEST. Charte de Louis, comte de Flandre.

Le nom signifie lisière; il vient probablement de ce que cette commune formait la limite de la banlieue, ou ressort de Malines, avec les territoires des Berthout.

Auteurs : Gramaye, *Mechl.*, p. 17. — Demunck, p. 225-418.

LIEZELE.

1148. *Miraeus*, I, 535, LIESELE. Bulle d'Eugène III.
1150. — IV, 20, LIEZELA. — —
1560. — I, 610, LIESELE. — de Pie IV.

On trouve qu'il y avait autrefois un béguinage ou un hospice à Liezele. Ce nom peut donc venir de *S'-Elizabeth*. Gramaye traduit aussi *Elisae domum*. Il signifie cependant demeure de la frontière, lisière, cette commune étant une véritable lisière entre deux ruisseaux, et ayant formé, avec Lippeloo et Puers, la frontière du Brabant, de la Flandre et du comté de Bornhem, cette étymologie est seule admissible.

Auteur : Gramaye, *Bruz.*, p. 15, 36.

LIPPELOO.

1262. *Le Roy*, 163, J. DE LIPPELOO. Sentence pour S'-Bernard.
1280. *Cart. de S'-Michel*, 62v°, J. DE LIPPELOO. Acte des échevins de Wommelghem.
1317. — 24v°, W. DE LIPPELOO. Acte de lui-même en qualité de doyen de S'-Gommaire.

1400. *Le Roy*, 111, LIPPELOE. Dénombrement d'un fief qui tire son nom de la famille qui possédait le village.
1560. *Miraeus*, I, 610, LIPPELOO. Bulle de Pie IV.
S. d. *Clericus*, v. 2841, LIPPELOE. Vers de Clericus.

Semble tirer son origine de sa situation entre deux ruisseaux et formant un terrain élevé et sablonneux au milieu de prairies inondées. Il peut signifier terrain resserré, coupé et sablonneux, et entouré de marécages, ou bien terrain sablonneux des fleuves. Ici encore *loo* ne saurait indiquer des bois.

Auteur : Gramaye, *Bruz.*, p. 15, 36.

MARIEKERKE.

1228. *Inv. des Chart. de Fland.*, n° 33. ECCLESIA S. MARIAE IN BAESRODE. Keure pour ce village.
1228. *Sanderus*, 608, BASERODE S. MARIAE. Keure pour ce village.
1302. *Cart. de S'-Michel*, 21, BAESRODE S^{te}-MARIE. Charte de Jean II.
1560. *Miraeus*, II, 1068, MARIEKERKE. Bulle de Pie IV.

Était autrefois une partie de Baeserode (Flandre); son nom vient de l'église dédiée à la Vierge.

Auteurs : Gramaye, *Tener.*, p. 68, 70, 107. — *Sanderus*, II, p. 601, 608.

NYLEN.

1155. *Diercxsens*, I, 170, NILLAM. Donation de Nicolas, évêque de Cambray.
1186. *Miraeus*, I, 550, NILE. Bulle d'Urbain III.
1390. *Le Roy*, 216, NYLDE. Relief et description du fief de Grobben-donck.

Anciennement dépendance de Lierre. Signifie probablement terrain nul, sans valeur, comparativement aux autres hameaux de Lierre.

Auteur : *Le Roy*, p. 151.

OPPUERS.

1664. *Butkens*, IV, 112, OPPUERS. Érection en baronnie.
TOME III.

Hameau dépendant autrefois de Puers, dont il ne fut détaché qu'en l'an VIII de la république française. Son nom signifie dépendance de Puers.

Auteur : Butkens, IV, p. 112.

PUERS.

1148. *Miraeus*, I, 535, PUERSCH. Bulle d'Eugène III.
1150. — IV, 20, PUDERSE. —
1273. — I, 769, PUDERSE. Donation de la dame de Perweys.
1276. — III, 689, PUDERSE. Vente par l'abbé de Corneli Munster.
1278. — III, 690, PUDERSE. Vente du village.
1278. *Butkens*, Pr., 230, PUDERSE. —

Tire son nom du sable, je ne trouve du moins aucune autre étymologie.

Auteurs : Butkens, I, p. 636. — Gramaye, *Tener.*, p. 107; *Antv.*, p. 39; *Brux.*, 32. — Demunck, p. 435.

PUTTE.

1286. *Miraeus*, IV, 418, Sⁿ-NICOLAI DE PUTEO. Fondation de l'hôpital de Gheel.
1296. — III, 614, Sⁿ-NICOLAI IN WAVRIA (*vulgo* PUTTE). Vente par L. Berthout.
1304. *Butkens*, II, 138, VAN DEN PUTTE TE SINTE-NICLAES. Vente par H. Berthout.
1304-14. *Le Roy*, 251-252, S^t-NICLAUS TEN PUTTE et PUTTE TE Sⁿ-NICLAUS. Vente à Pitzembourg.
1360. *Butkens*, II, 141, PULLE. Énumération de la succession Berthout.
1664. — IV, 114, PUTTE. Érection en baronnie.

Signifie terrain bas et profond, justifié par sa topographie. Ce n'était autrefois qu'une qualification ajoutée à l'église S^t-Nicolas, qui donnait alors son nom à la commune.

Auteurs : Le Roy, p. 247. — Butkens, II, p. 25, 59; IV, p. 113.

RUYSBROECK.

1177. *Miraeus*, IV, 382, RUSCHEBRUEC. Charte d'Alard, évêque de Cambray.
1201. — I, 727, RUSEBRUC. Donation du duc Henri I.
1201. — I, 727, RUSEBRUC. — de Guillaume de Peruwelz.
1201. *Butkens*, Pr., 226, RUSEBRUC. Charte de — —
1201. — — 225, RUSCHEBRUC. Donation du duc Henri I^{er}.
1278. *Miraeus*, III, 690, WALT. DE RUSEBROECK. Vente de Puers.
1284. — IV, 722, RUSCHEBROEC. Charte de Jean I^{er}.

Broeck se traduit par prairie inondée, marécageuse. Le mot *ruys*, en opposition avec *wille*, de *Willebroeck*, semble venir d'un nom propre. *Ruysch* était autrefois l'abrégé de *Richard*.

Auteurs : *Butkens*, III, p. 250. — *Gramaye*, *Bruz.*, p. 36.

RYMENAM.

- 1120-21. *Miraeus*, I, 170-171, RIMENHAM. Donation de Burchard, évêque de Cambray, et bulle de Calixte II, pape.
1202. — II, 848, WALT. DE RIMENHAM. Donation du duc Henri I^{er}.
1226. — IV, 254, A. DE RIMENAM. Donation de Waut. Berthout.
1328. *Inv. des Ch. de Flandre*, n° 1436, JEAN VAN RYMENAM. Délimitation de Malines.

Vient de *RYM* et *INHAM*, et signifie terre coupée en dedans par une rivière (la Dyle, qui formait ici la frontière du Brabant et du pays d'Arckel).

Auteurs : *Le Roy*, p. 263. — *Butkens*, II, p. 59.

S^t-AMAND.

1302. *Cart. de S^t-Michel*, 21, BAESRODE S^t-AMANDI. Charte de Jean II.
1560. *Miraeus*, II, 1068, BASSERODE. Bulle de Pie IV.

Il est probable que S^t-Amand, Mariekerke, Vlassenbroeck, etc., étaient autrefois

compris sous le nom générique de *Baesrode* ou *Baeserode*, et que plus tard chaque hameau obtint le nom du saint de sa paroisse, S^{te}-Marie, S^t-Amand, S^t-Ursmar, etc. Cette partie de l'ancienne commune ayant appartenu à l'abbaye de S^t-Amand, diocèse de Tournay, en prit le nom.

Auteurs : Gramaye, *Tener.*, p. 68; *Antv.*, p. 70; *Bru.x.*, p. 36. — Sanderus, II, p. 601, 680.

SCHRIECK.

- | | |
|------------------------|--|
| 1125. <i>Miraeus</i> , | II, 817, SCHRIECK. Donation de Godefroid-le-Barbu. |
| 1566. — | I, 610, SCHRIECK. Bulle de Pie IV. |
| 1664. <i>Butkens</i> , | IV, 114, SCHRIECKE. Érection en baronnie de Putte. |

S'appelait autrefois *S'-Jans-in-'t-Schrieck*. Ce dernier mot doit signifier ici bas-fond; l'étymologie est inconnue, mais je pense pouvoir le faire dériver de *KRECK*, inégalité, profondeur.

Auteur : Le Roy, p. 252.

THISSELT.

- | | |
|------------------------|--------------------------------------|
| 1298. <i>Miraeus</i> , | IV, 724, TESTELT, Charte de Jean II. |
| 1560. — | I, 610, TYSSELT. Bulle de Pie IV. |

Gramaye traduit *Testalia* (qui porte témoignage). L'étymologie est inconnue. Malgré, et peut-être à cause de la fertilité du territoire, celle qui fait dériver le nom de *DISTEL*, *THISTEL*, chardon, épine, est admissible.

Auteur : Gramaye, *Bru.x.*, p. 36.

WAELEHEM.

- | | |
|-------------------------|---|
| 1181. <i>Clericus</i> , | I, 114, ARNOLD DE WAELEHEM. Charte du duc Henri I ^{er} . |
| 1199. <i>Miraeus</i> , | I, 557, WAELEHEM. Donation du duc Henri I ^{er} . |
| 1200. — | IV, 387, WAELEHEM. Charte de délimitation de la paroisse. |
| 1227. — | I, 744, WAELEHEM. Donation d'Égide Berthout. |
| 1278. — | III, 690, ARNOLD DE WAELEHEM. Vente de Puers. |
| 1286. — | IV, 418, WAELEHEM. Fondation de l'hospice de Gheel. |

1425. *Le Roy*, 328, **WALEM**. Tombeau.
1518. — 326, **WÆLHEM**. Acte des échevins de Gheel.

Gramaye dit *Wal-hem*, demeure de Wallons. Cette commune étant située au confluent de la Nèthe et de la Dyle, et formée presque entièrement de terrains bas et inondés, l'étymologie probable est demeure dans des inondations mises constamment en mouvement par la marée.

Auteurs : *Le Roy*, p. 252. — *Butkens*, II, p. 25, 59; IV, p. 12. — *Gramaye*, *Mechl.*, p. 3.

WAVRE-NOTRE-DAME.

1008. *Miraeus*, I, 53, **WÄVERWÄLD**. Charte de l'empereur S^t-Henri.
1147. — II, 969, **WÄVERA**. Donation de Nicolas, évêque de Cambray.
1226. — IV, 233, **WÄWYR**. Donation de Wautier Berthout.
1238. *Butkens*, *Pr.*, 80, **WÄVERA**. Convention entre le Brabant et Malines.
1244. *Miraeus*, I, 763, **WÄWERE**. Donation de W. Berthout.
1264. — III, 415, **WÄVRE**. Donation de H. Berthout.
1296. — III, 614, { S. MARIA IN WÄVRIA. } Vente par
B. NICOLAI IN WÄVRIA (Putte). } L. Berthout.
1676. *Butkens*, IV, 133, **WÄVERE-SAINTE-MARIE**. Érection en baronnie.

Il résulte de la charte de 1008 (*Miraeus*, I, p. 53, et *Le Roy*, p. 18) que toute cette contrée s'appelait autrefois *Waver wald*, et de celle de 1238, qu'alors encore il y avait une forêt appelée *Wavera*. *Waver* signifie un entourage. *Waver wald*, forêt entourant, renfermant cette partie du territoire de Liège, qui forma plus tard la province de Malines. Le mot *Notre-Dame* vient de l'église, en opposition avec *Wavre-S^{te}-Catherine*.

Auteurs : *Le Roy*, p. 253. — *Butkens*, II, p. 59; IV, p. 132.

WAVRE-S^{te}-CATHERINE.

1286. *Miraeus*, IV, 418, S. CATHARINAE DE WÄVERE. Fondation de l'hôpital de Gheel.
1304. *Butkens*, II, 139, KATELYNEN IN WÄVERE. Vente par H. Berthout.

1319. *Cart.* 23, n° 68, S^{te}-KATERINEN PAROCHIE VAN WAVRE. Confirmation des dimes par Henri Berthout.
1334-35. — 66, 67, WEVERA SANCTE KATARINE. Testament et fondation d'une chapelle.
1448. — 246^a, 46^b, WAVRE SCTE KATHERINE. Échevins de Louvain.

Formait autrefois une seule commune avec Wavre-Notre-Dame. Le nom de S^{te}-CATHERINE vient de la sainte sous l'invocation de laquelle se trouvait l'église.

Auteurs : Le Roy, p. 253. — Butkens, II, p. 59; IV, p. 12, 132.

WEERT.

1242. { *Miraeus*, III, 95, } WEERDE. Donation de W. Berthout.
 { *Butkens*, I, Pr., 84, }
1560. *Miraeus*, I, 610, WEERDE. Bulle de Pie IV.

Signifie terrain endigué. Cette commune, qui n'était autrefois qu'un poldre, formait alors une dépendance de Tamise dont elle ne fut séparée que lors de la révolution française.

Auteurs : Butkens, II, p. 59; III, p. 249. — Gramaye, *Bruz.*, p. 32.

WIEKEVORST.

1495. *Le Roy*, 291, WICKEVORST. Relief de fief.
1462. — 292, WICKEVORST. Charte de Philippe.
1505. — 291, WICKEVORST. Relief de fief.

Autrefois hameau de Herenthals. Je pense que la signification est forêt sacrée, forêt fermée et réservée au culte.

Auteur : Le Roy, pp. 292-295.

WILLEBROECK.

1149. *Butkens*, II, 60, W. DE WELDEBROEC. Donation à l'église de Grimbergen.
1264. *Cart. de S'-Michel*, 93, WILDEBROEC. Acte des échevins de Malines.

1323. *Inv. des Ch. de Flandre*, 1407, WILTBROUC. Charte de Marie de Vianen, duchesse de Termonde.

1560. *Miraeus*, I, 610, WILLEBROECK. Bulle de Pie IV.

1661. *Butkens*, IV, 108, WILLEBROECK. Érection en baronnie.

Broeck est une prairie marécageuse, inondée. WILLE me semble venir d'un nom propre, *Willebrod*, *Willehelm*, *Willebald*, etc.

Auteurs : *Butkens*, IV, p. 107. — *Gramaye*, *Brux.*, p. 36. — *Demunck*, p. 427.

ARRONDISSEMENT DE TURNHOUT.

ARENDONCK.

1212. *Butkens*, I, *Pr.*, 62, ARENDONC. Charte de Henri I^{er}.

1212. *Miraeus*, I, 409, ARENDONC. — —

1560. — II, 914, ARENDONCK. Bulle de Pie IV.

Gramaye dérive AREN de l'aigle romaine, et dit DONCK, *locum e palustribus emergentem*. La quantité de tourbe qui se trouve près d'Arendonck semble établir que le mot DONCK signifie élévation dans un marais, ce qui se justifie même par les noms des hameaux qui l'entourent, terminant tous en BROECK, DONCK ou BERGH. Quant à AREN, il me semble pouvoir se dériver plus justement de AA, A, rivière, que d'AAR, aigle; il est plus que probable, ainsi que l'établit assez bien Gramaye, que l'Aa avait autrefois un cours bien différent de celui qu'elle suit aujourd'hui, et qu'elle inondait presque tous ces environs. Cette commune est très-ancienne et était comptée, au XIII^e siècle, au nombre des villes du Brabant.

Auteurs : *Le Roy*, p. 409. — *Butkens*, II, p. 27. — *Gramaye*, *Antv.*, p. 42.

BAELEN.

1334. *Cart. de St-Michel*, 59, BALEN. Délimitation de Meerle.

1487. *Le Roy*, 281, BALEN. Relief de fief.

1560. *Miraeus*, II, 914, BAELEN. Bulle de Pie IV.

Gramaye traduit *Balenum*. Étymologie inconnue qu'il faut probablement chercher dans un nom propre, par exemple, lieu de Balduin, Baudouin, etc.

Auteurs : Le Roy, p. 274. — Gramaye, *Antv.*, p. 30.

BAERLE-DUC.

992. *Miraeus*, I, 146, BAERLE. Fondation de l'abbaye de Thorn.
1243. *Gramaye, Breda*, 33, BAERLE. Vente par l'abbesse de Thorn.
1246. *Miraeus*, I, 764, HENRI DE BAERLE. Testament de Godefroid de Breda.
1261. — II, 862, BAERLE. Donation de l'abbesse de Thorn.
1334. *Cart. de S'-Michel*, 59, BAERLE. Délimitation de Meerle.
Le Roy, 403, BAERLE-ONDER-DEN-HERTOCH. Extrait d'un ancien manuscrit.

DANS un ancien registre de Brabant, cité par Gramaye, il est question du fleuve dit BAEREL. Il dit que *Oudenbosch*, connu autrefois sous le nom de *Baerlebosch*, en tire son nom. Il ajoute : *ex nota apud nautas BAREN*.

Dans une charte de 1282, on trouve *palum stentem super Barlake*. Il signifie probablement territoire nu. Il faut écrire Baerle-Duc et non Baer-le-Duc. Les mots duc ou DEN HERTOCH n'ont été ajoutés qu'au XVI^e siècle, pour la distinguer de la partie restée à Breda et qui prit le nom de Baerle-Nassau.

Auteurs : Le Roy, p. 418 et 464. — Gramaye, *Antv.*, p. 44; *Breda*, p. 4, 10, 23, 33, 39.

BEERSE.

1251. *Cart. de S'-Michel*, 53, BEERSE. Délimitation de Merxplas.
1251. — 59, BEERSE. —
1311. — 49 v°, BEERSE. Charte du duc Jean II.
1330. *Le Roy*, 414, BAERSE. Charte du duc Jean III.
1353. *Cart. de S'-Michel*, 105 v°, BEERSE. Acte notarié.
1356. *Clericus*, II, 19, BEERSE. Charte de Wenceslas.
1441. *Cart.* n° 23, 273, BEERSE. Acte notarié.
1560. *Miraeus*, I, 477, BEERSE. Bulle de Pie IV.

Gramaye fait dériver ce nom d'ours. Signifie demeure des sangliers ou des ours.

Auteurs : Le Roy, p. 419. — Gramaye, *Antv.*, p. 44.

BOUWEL.

1286. <i>Miraeus</i> ,	IV, 418,	BOUWELE. Fondation de l'hôpital de Gheel.
1335. <i>Le Roy</i> ,	212,	BOUDELE. Charte du duc Jean III.
1374. —	212,	BOUDELE. Charte de Jeanne et Wenceslas.
1390. —	216,	BOUWEL. Relief de fief de Grobbendonck.
1397. —	213,	BOUDELE. Charte de la duchesse Jeanne.
1429. —	227,	BOUDELE. Fondation de l'église.
1485-87.—	228-29,	BOUWEL. Relief de fief.
1500. —	228,	BAUWEL. Tombeau.
1508. —	228,	BOUWELE. —
1630. —	282,	BOUWEL. —

Ancienne seigneurie, signifie probablement château construit en partie en pierres.

Auteur : Le Roy, p. 227.

CASTERLE.

1231. <i>Cart. de S'-Michel</i> ,	19 v°,	CASTERLE. Testament de Lutgarde de Breda.
1294. —	21,	KESTERLE. Charte du duc Jean II.
1307. —	75 v°,	A. VAN CASTERLE. Acte des échevins d'Anvers.
1400. <i>Le Roy</i> ,	295,	CASTERLE. Relief de fief.
1505. —	294,	CASTERLE. —

Gramaye : *ager*, *Castellano assignatus*. Je pense qu'il faut prendre passage au château, ou plutôt à un camp romain. Un autre Casterle ou Castrele se trouve près de Baerle-Nassau. On a d'ailleurs généralement admis que des camps romains ont dû exister dans ces environs, surtout vers Hoogstraeten.

Auteurs : Le Roy, p. 294. — Gramaye, *Antv.*, p. 31-40.

DESSCHEL.

1560. <i>Miraeus</i> ,	II, 914,	DESSCHEL. Bulle de Pie IV.
1670. <i>Le Roy</i> ,	273,	DESSSEL. Tombeau.
TOME III.		

Étymologie inconnue. Dessel, d'après Kilian, signifie *dolabra* (*houe*). Il signifie aussi timon. Il peut venir de DESTEL, chardon.

Auteurs : Le Roy, p. 274. — Gramaye, *Antv.*, p. 30.

EYNTHOUT.

1252. *Butkens*, II, 67, INDHOUT. Donation de W. Berthout.
1560. *Miraeus*, I, 477, EYNHOUT. Bulle de Pie IV.
1649. *Le Roy*, 311, EYNTHOUT. Relief de fief de Gheel.

Ce nom aurait été donné, d'après Gramaye, au village, parce qu'il formait les limites du territoire dépendant au spirituel de Tongerlo. La signification de fin du bois est la plus probable; elle est corroborée par le mot ENDERT, nom dont on appelle quelquefois cette commune. Ce serait alors la fin des bois de *Vorst* ou *Meerhout*.

Auteurs : Le Roy, p. 289 et 318. — Gramaye, *Antv.*, p. 36.

GHEEL.

1155. *Miraeus*, IV, 380, GHELA. Donation de Nicolas, évêque de Cambray.
1227. — I, 744, GHELE. — d'Eg. Berthout.
1251. — I, 767, GELE. — de B. Berthout.
1286. — IV, 416, GHELE. Fondation de l'hôpital.
1293. — I, 769, GELA. Donation de Henri Berthout.
1294. — III, 613, GEEL. — de J., s' de Berlaer.
1319. *Cart. 23*, 68, GHEELE. Charte de H. Berthout, s' de Duffel et Gheel.
1518. *Le Roy*, 326, GHEELE. Acte des échevins.

Gramaye dit *Villae autem (verba sunt historiae), antiquum nomen Gelae erat impositum a flavo colore regionis*. Gheel veut dire aussi bien fertile que jaune. Comme anciennement déjà Gheel était une espèce d'oasis au milieu des bruyères, cette dernière signification est probable.

Auteurs : Le Roy, p. 307. — Butkens, II, 27. — Gramaye, *Antv.*, 35.

GIERLE.

1259. *Cart. de S'-Michel*, 57^r, G. DE GIERLE. Acte de l'abbé de S'-Michel.
1286. *Miraeus*, IV, 416, GIERLE. Fondation de l'hôpital de Gheel.

1356. *Clericus*, II, 19, GHYRLE. Charte du duc Wenceslas.
 1390. *Le Roy*, 392, GOIRLE. Charte de la duchesse Jeanne.
 1400. — 301, GHERLE. Relief de fief.
 1533. — 284, GIERLE. Tombeau.
 1567-1647. *Le Roy*, 284, GHIERLE. —
 1628. *Le Roy*, 279, GIERLE. —

Gramaye dit *Geriliam*. La signification de lieu des vautours est possible.

Auteurs : *Le Roy*, p. 430. — Gramaye, *Antv.*, 44.

GROBBENDONCK.

1219. *Cart. de S'-Michel*, 40, SEBAST., MILES DE GREBENDUNC. Charte de Lutgarde, dame de Schooten.
 1219. *Le Roy*, 212, MILES DE GREBENDUNC. Donation de la dame de Schooten.
 1220. *Clericus*, I, 18, B. DE GROBBENDUNC. Charte du duc Henri I^{er}.
 1230. *Diercxsens*, I, 207, N. DE GROBBENDONCK. Donation —
 1246. — 267, N. DE GROBBENDONCK. Acte de vente.
 1250. *Cart. de S'-Michel*, 57, DOMINUS DE GROBBENDONCK. Vente de la dime de Meer.
 1330. *Le Roy*, 212, OUDEN. Charte du duc Jean III.
 1349. *Cart. de S'-Michel*, 99, OUDEN. Acte notarié.
 1374. *Le Roy*, 212, GROBBENDONCK et OUDEN. Charte de Jeanne et Wenceslas.
 1414. *Miraeus*, I, 452, GROBBENDONCK. Fondation du couvent le Trône.
 1434. *Le Roy*, 214, GROBBENDONCK et OUDEN. Acte de succession à la seigneurie.
 1485. — 229, GROBBENDONCK. Relief de fief.
 1560. *Miraeus*, I, 477, GROBBENDONCK. Bulle de Pie IV.
 1560. *Le Roy*, 217, GROBBENDONCK. Vente de la seigneurie.

La commune s'appelait autrefois *Ouwen*; elle prit ensuite le nom du château de *Grobbendonck* dont elle dépendait. Le château était fort ancien. Sa position, les noms des lieux qui l'entourent, appelés *Eussel*, *Donck*, etc., diverses prairies portant des noms en *bempd*, *donc* et *worp*; en outre, le *Vorschen bempd*, les *Moeshove*, l'*Aa*, la *Nèthe*, tout prouve qu'ici *DONCK* veut dire une élévation au-dessus des marais. Quant à *GROBB*, je pense qu'il faut plutôt l'interpréter par fier, fort, puissant, que par fossés, et traduire puissant et élevé, et non fortifié.

Auteurs : Le Roy, p. 211. — Butkens, II, 266; III, 363. — Gram., *Antv.*, 35.

HERENTHALS.

1150. *Miraeus*, IV, 20, HERENTHALS. Bulle d'Eugène III.
1209. — I, 197, HERENTALS. Charte pour la construction de la ville.
1212. *Butkens*, I, *Pr.*, 62, HERENTALS. Charte du duc Henri I^{er}.
1233. *Miraeus*, I, 579, HERENTALS. Donation — —
1235. *Inv. des Ch. de Fl.* 50, H. DE HERREHALS. Lettres.
1236. *Diercxsens*, I, 229, HENRI DE HERENTHALS. Donation du duc Henri II.
1293. *Cart. de S'-Michel*, 56, J. DE HERENTALS. Compromis pour des biens à Wortel.

Gramaye : *ducum vallis*. Cette interprétation est certaine, la traduction vallée du seigneur est plus littérale. On ne saurait en admettre une autre, cette ville ayant toujours fait partie du domaine des ducs.

Auteurs : Le Roy, p. 269. — Butkens, I, 175 et 499; II, 21. — Gram., *Antv.*, 29.

HERENTHOUT.

1186. *Miraeus*, I, 550, HERENTHOLT. Bulle d'Urbain III.
1349. *Cart. de S'-Michel*, 99 v^o, HERENTHOUT. Acte notarié.
1462. *Le Roy*, 291, HERENTHOUT. Charte de Philippe-le-Bon.
1495-1505. *Le Roy*, 291, HERENTHOUT. Relief de fief.

Gramaye : *ducum nemus*; ne peut se traduire que par bois du seigneur.

Auteurs : Le Roy, p. 290. — Gramaye, *Antv.*, p. 29.

HERSSELT.

1280. *Miraeus*, I, 209, HARSELE. Donation de G. de Wesemale.
1305. *Le Roy*, 288, HERSSEL. Charte du duc Jean II.
1365. — 280, HERZELE. Charte de Pierre, évêque de Cambray.
1429. *Miraeus*, I, 228, HARSSEL. Fief de Mérode.
1560. — 447, HERSSELT. Bulle de Pie IV.
1628. *Le Roy*, 322, HERSSEL. Relief de Westerloo.

Doit se traduire par demeure du seigneur, quoique son histoire ne donne rien pour justifier cette étymologie.

Auteurs : Le Roy, p. 280. — Butkens, III, p. 341. — Gramaye, *Antv.*, p. 36.

HOOGSTRAETEN.

1212. *Butkens*, I, Pr., 62, HOOCHSTRATEN. Charte du duc Henri I^{er}.
1256. *Cart. de S'-Michel*, 74, HOESTRATEN. Acte des échevins de Gertruydenberg.
1286. *Diercxsens*, I, 319, HOECHSTRATEN. Donation de la dame du lieu.
1287. *Cart. de S'-Michel*, 50, HOECHSTRATEN. Donation d'une redevance.
1287. — 55, HOECHSTRATEN. Délimitation de la paroisse.
1293. — 53^v, HOECHSTRATEN. Acte des échevins d'Anvers.
1293. — 56, HOECHSTRATEN. Compromis pour des biens à Wortel.
1310. — 56, HOESTRATEN. Acte des échevins du lieu.
1338. *Butkens*, II, 58, HOOGSTRAETEN. Donation de J. de Cuyck et autres.
1345. *Cart. de S'-Michel*, 59^v, HOESTRATEN. Acte du s^r du lieu.
1353. — 106, HOECHSTRATEN. Acte des échevins d'Anvers.
1363. *Cart.* 23, n° 157^a, HOESTRATEN. Lettres des échevins du lieu.
1365. *Butkens*, II, 58, HOOGSTRAETEN. Donation de W. de Cuyck et autres.
1403-09. *Cart.* 23, 31^a, 31^c, HOESTRATEN. Acte des échevins du lieu.
1410. — 31^d, HOESTRATEN. — — de Bergen-op-Zoom.
1421. — 31^e, HOECHSTRATEN. — — d'Anvers.
1518. *Le Roy*, 337, HOOCHSTRATE. Érection en comté.

Id nomen eminens inter palustria stratum vico dedit (Gramaye). Le nom vient incontestablement de la grande voie romaine qui y existait autrefois, et je n'hésiterais pas à traduire : à la grande route.

Auteurs : Le Roy, p. 333. — Butkens, II, p. 25, 145, 258; III, 342. — Gramaye, *Antv.*, p. 37.

HOUTVENNE.

1435. *Le Roy*, 332, HOUTVEN. Relief de fief.

mallem ego dicere, aspiratione omissa, MEER OUT id est vetus mare (Gramaye). L'étymologie de bois du marécage ne saurait être douteuse. Le sol la justifie suffisamment, quoi qu'en dise Gramaye; car il y a trois cours d'eau, et les prairies qui les bornent sont nombreuses et inondées.

Auteurs : Le Roy, p. 152. — Gramaye, *Lov.*, p. 70.

MEERLE.

1261. *Miraeus*, II, 862, MEERLE. Donation de l'abbesse de Thorn.
 1334. *Cart. de S'-Michel*, 58 v°, MEERLE. Délimitation de la paroisse.
 1358. *Butkens*, I, 479, MEERLE. Donation en fief de la duchesse Jeanne.
 1518. *Le Roy*, 339, MERLE. Érection de Hoogstraeten en comté.
 1560. *Miraeus*, I, 477, MEERL. Bulle de Pie IV.

Mierleum nemore conspicuum (Gramaye). Le bois de Meerle m'est inconnu; je ne le trouve sur aucune carte. Les hameaux et communes voisines se terminent en MEER, DYCK, GEEST, LEYN, LAEY OU EUSSEL, ce qui me semble prouver qu'il faut traduire passage par le marais, traduction corroborée par la circonstance que quatre ruisseaux parcourent la commune.

Auteurs : Le Roy, p. 347. — Butkens, I, p. 479. — Gramaye, *Antv.*, p. 38; *Breda*, p. 10.

MERXPLAS.

1148. *Diercxsens*, I, 177, }
 1148. *Cart. de S'-Michel*, 1, } MARXBLAS. Bulle d'Eugène III.
 1148. — 8, MARCBLAS. Charte de Nicolas, évêq. de Cambray.
 1155. — 9 v°, MARESCLAS. — —
 1155. — 50 v°, MERXBLAS. — —
 1157-79. — 1 v° et 2 v°, MARCBLAS. Bulle d'Adrien IV, d'Alexandre III, etc.
 1179. — 51, MERXBLAS. Charte du duc Godefroid III.
 1181. — 51, MERCBLAS. Charte de Rogier, évêque de Cambray.
 1250. — 50 v°, MERXBLAES. Délimitation de la paroisse.
 1251. — 53, MERXBLAS. — —

1282. *Cart. de S'-Michel*, 10, MERCSPLAES. Charte d'Emguerrand, évêque de Cambrai.
 1282-99. — 104, MERXBLAES. Chartes des ducs Jean I et II.
 1286. — 50 v°, MERXBLAES. Délimitation de la paroisse.
 1311. — 49 v°, MARXBLAS et MERXBLAS. Charte du duc Jean II.
 1353. — 106, MERXBLAS. Acte devant les échevins d'Anvers, sur la transaction passée pour le droit de première nuit.
 1400. *Le Roy*, 349, MARXBLAS. Relief de fief.

Marchiae locum; notatum ex MARCA fluvio (Gramaye). On peut donc choisir entre l'étymologie de frontière ou de la rivière MARCA. Comme le nom de la rivière vient incontestablement du mot MARKA, limite, l'une et l'autre étymologie se correspondent et s'expliquent.

La topographie de la commune ne permettrait plus aujourd'hui de traduire PLAS ou BLAS par marais. Mais le voisinage de la Mark, qui y prend sa source, et de l'Aa rend cependant cette étymologie très-probable, comme l'établit très-bien Gramaye dans les premiers chapitres de sa *Description de Breda*. Faire venir *blas* et *blaes* de PLAETS semble peu justifié par l'histoire et la langue; je préférerais alors le traduire par plaine de BLAZ, PLAZ, sol égal, de niveau; mais la circonstance que la Mark prend sa source dans un marais à Merxplas (*Merka amnis in agro Turnhoutano ortus ex palude haud procul a pago Mercxplas*), me semble de nature à ne justifier que la traduction de marais de la Mark.

Auteurs : Le Roy, p. 423. — Gramaye, *Antv.*, p. 44; *Breda*, p. 4.

MINDERHOUT.

1237. *Cart. de S'-Michel*, 49, MINREHOUT. Donation de Rogier de Ligne.
 1245. — 51 v°, MINREHOUT. Accord entre S^t-Michel et Liège pour le patronat de la commune.
 1247. — 3, MINDERHOUT. Bulle d'Innocent IV.
 1256. — 12 v°, MINREHOUT. Lettre des échevins de Gertruydenberg.
 1263. — 55, MINREHOUT. Vente par S^t-Michel.
 1282. — 104, MINDERHOUT. Charte du duc Jean I^{er}.
 1287. — 55, MINREHOUT. Délimitation de la paroisse.
 1334. — 58 v°, MINREHOUT. — —

1353. *Cart. de S'-Michel*, 106, MINDERHOUT. Acte des échevins d'Anvers.
1363. *Cart.* 23, n° 157^a, MINDERHOUT. Acte des échevins de Hoogstraeten.
1393. — 157^c, MINDERHOUT. Testament notarié.
1404. — 151^b, MINDERHOUT. Acte des échevins de Wesemael.
1405. — 157^b, MINDERHOUT. Acte des échevins d'Anvers.
1416. *Butkens*, II, 58, MINDERHOUT. Nom cité plusieurs fois.

Lignum minus (vieille traduction). *Minderholtum venationes ipso proferens nomine* (Gramaye). Je traduirais petit bois, en comparaison des bois de Hoogstraeten. Un bois voisin s'appelant bois de MUNDE, embouchure, on peut, peut-être, traduire bois de l'embouchure des deux branches de la Mark. La traduction de bois de l'amour (*Minre-hout*) est peu justifiable.

Auteurs : Le Roy, p. 348. — Gramaye, *Antv.*, p. 38.

MOLL.

1173. *Miraeus*, I, 709, MOLLE. Fondation de Postel.
1299. *Le Roy*, 158, AGIDIUS DE MOLLE. Charte du duc Jean II.
1331. — 274, MOLLE. Charte du duc Jean III.
1487. — 281, MOLLE. Relief de fief.
1560. *Miraeus*, II, 914, MOL. Bulle de Pie IV.

Molla a talpibus nomen, dit Gramaye. Commune très-ancienne. L'étymologie de Gramaye est peu probable; il me paraît plus rationnel de prendre Mall, le *mallum*, *placitum*. Le nom d'un animal ne se donne pas à un endroit sans y ajouter une syllabe indiquant une qualité locale quelconque, par exemple, *en*, *el*, etc.

Auteurs : Le Roy, p. 272. — Gramaye, *Antv.*, p. 30.

MORCKHOVEN.

1286. *Miraeus*, IV, 418, MORCHOVEN. Fondation de l'hôpital de Gheel.
1505-51. *Le Roy*, 278, MORCHOVEN. Relief de fief.
1624. — 275, MORCKHOVE. Érection en comté sous le nom de Coupigny.

Je pense que si on examine la position de Morckhoven et de Norderwyck, on sera convaincu qu'il faut traduire plutôt par terre de la frontière que par terre au matin.

C'étaient probablement les limites entre les comtés appelés *Bratuspan* (Brabant) et celui d'Antwerf, plus tard le marquisat du S^t-Empire ou bien de l'église de Tongerlo. L'étymologie de ferme d'un seul journal (*morgen*), petite ferme, est encore moins probable que celle de mense dans un marécage sans fond, putride.

Auteurs : Le Roy, p. 275. — Butkens, II, p. 260; III, 360.

NORDERWYCK.

- | | | | |
|------------------------|-----------|--------------|----------------------------------|
| 974. <i>Miraeus</i> , | I, 49, | NORDREWIC. | Donation de l'empereur Othon II. |
| 1286. — | IV, 418, | NOERDERWYCK. | Fondation de l'hôpital de Gheel. |
| 1560. <i>Butkens</i> , | I, 488, | NORDERWYCK. | Extrait d'une charte de Gueldre. |
| 1505. <i>Le Roy</i> , | 278, | NORDERWYCK. | Relief de fief. |
| 1505. <i>Butkens</i> , | III, 361, | NOORDERWYCK. | — |
| 1553. <i>Le Roy</i> , | 280, | NOORDERWYCK. | — |

Vicus meridionalis Bussidianorum (Gramaye). Son nom viendrait de ce qu'il formait probablement la limite septentrionale du Brabant et du marquisat du S^t-Empire ou de l'église de Tongerlo. Il veut dire hameau du Nord.

Auteurs : Le Roy, p. 278-279. — Butkens, I, p. 488; III, p. 361. — Gramaye, *Antv.*, p. 36.

OEVEL.

- | | | | |
|------------------------|---------------------|--------|----------------------------------|
| 1186. <i>Miraeus</i> , | I, 550, | OVELE. | Bulle d'Urbain III. |
| 1254. <i>Butkens</i> , | I, <i>Pr.</i> , 93, | OELVE. | Charte d'Arnold de Wesemale. |
| 1286. <i>Miraeus</i> , | IV, 418, | OVELE. | Fondation de l'hôpital de Gheel. |
| 1560. — | II, 914, | OVEL. | Bulle de Pie IV. |

Le Roy dit qu'il s'appelait autrefois *Oevelo*. Il faut, semble-t-il, traduire par élévation de la ferme (*hoeve-loo*), passage à la ferme (*hoeve-le*), passage au désert (*oeve-le*), ou bien demeure des moutons (*oi-sele*), etc. D'après Grimm, III, 418, *uodil*, *uodal*, signifie *praedium*.

Auteurs : Le Roy, p. 318. — Gramaye, *Antv.*, p. 36.

OLMEN.

- | | | | |
|-----------------------|------|--------|-------------------------------|
| 1397. <i>Le Roy</i> , | 213, | OLMEN. | Charte de la duchesse Jeanne. |
|-----------------------|------|--------|-------------------------------|

- | | | |
|------------------------|---------|--|
| 1434. <i>Le Roy</i> , | 214, | OLMEN. Relief de fief de Grobbendonck. |
| 1487. — | 281, | OLMEN. Relief de fief. |
| 1560. <i>Miraeus</i> , | I, 477, | OLMEN. Bulle de Pie IV. |
| 1641. <i>Le Roy</i> , | 282, | OLMEN. Tombeau. |

Ancienne terre dont le nom est tiré de *olm*, il signifie donc : aux ormes.

Auteurs : *Le Roy*, p. 281. — *Butkens*, II, p. 653 v°.

OOLEN.

- | | | |
|------------------------|---------|--------------------------------------|
| 1186. <i>Miraeus</i> , | I, 550, | OLENCHEM. Bulle d'Urbain III. |
| 1253. — | I, 424, | OELUE. Donation à Tongerlo (2 fois). |
| 1429. — | I, 228, | OELVE. Fief de Mérode. |
| 1560. — | I, 477, | OELLEN. Bulle de Pie IV. |

Vicus ab Olla habitatrice denominatus (Gramaye). *Le Roy* dit qu'il s'appelait autrefois *Oulo*. Il portait déjà dans des temps reculés le nom de comté. On peut, je pense, traduire par vieille demeure, vieux séjour.

Auteurs : *Le Roy*, p. 325. — *Butkens*, III, p. 340. — *Gramaye*, *Antv.*, p. 36.

POEDERLE.

- | | | |
|-----------------------------------|----------|--|
| 1179. <i>Cart. de S'-Michel</i> , | 2 v°, | BODERLE. Bulle d'Alexandre III. |
| 1221. <i>Le Roy</i> , | 301, | W. DE POEDERLE. Donation à Tongerlo. |
| 1259. <i>Cart. de S'-Michel</i> , | 57, | W. DE PODERLO. Acte de St-Michel. |
| 1281. — | 64 v°, | W. DE PODERLE. Acte des échevins d'Anvers. |
| 1282. — | 104, | EG. DE PUDERLE. Charte du duc Jean I ^{er} . |
| 1286. — | 50 v°, | EG. DE POEDERLE. Délimitation de Merxplas. |
| 1324. <i>Miraeus</i> , | IV, 592, | G. VAN POEDERLE. Achat des dimes de Rethy. |
| 1457. <i>Le Roy</i> , | 301, | POEDERLE. Concession de haute justice. |
| 1460. — | 301, | POEDERLE. Relief de fief. |
| 1653. — | 298, | POEDERLE. Érection en baronnie. |
| 1717. <i>Butkens</i> , | IV, 188, | POEDERLE. Confirmation de baronnie. |

Ce nom se prononce aussi Poeyel ou Poerlo. Il signifie, je pense, passage à travers le sable, la poussière ou élévation de poussière. La probabilité du voisinage d'une route plaide pour la première, la nature du sol, pour la seconde étymologie.

Auteurs : Le Roy, p. 297. — Butkens, IV, p. 63, 188.

POPPEL.

726. <i>Miraeus</i> ,	1, 12,	PIEPLO. Testament de saint Willebrod.
726. <i>Le Roy</i> ,	418,	PEPLO.
1211. —	417,	PUBLO. Donation à Tongerlo.
1296. —	411,	POPPELS. Charte du duc Jean II.
1330. —	414,	POPPEL. Charte du duc Jean III.

On l'appelle aussi Poepel, *Popularia* (dit Gramaye). Poppel, Pappel, signifie peuplier (mais c'est une formation nouvelle du latin). Je préférerais le faire dériver directement du mot *POPULUS* et traduire demeure du peuple (*castrum* romain), ce qui est très-possible. Pieplo et Peplo paraissent, il est vrai, avoir très-peu de rapports avec cette racine; il ne resterait alors qu'à traduire par terrain inégal, de PIP, PEP, rond, accidenté.

Auteurs : Le Roy, p. 418. — Gramaye, *Antv.*, p. 43; *Breda*, p. 7.

RAEVELS.

1165. <i>Le Roy</i> ,	417,	RAVENSLO. Vente de Tongerlo.
1211. —	417,	RAVENSLO. Donation à Tongerlo.
1296. —	411,	RAVELS. Charte du duc Jean II.
1418. —	288,	RAEVELS. Charte du duc Jean IV.
1419. —	417,	RAVELS. —
1647. —	415,	RAVELS. Pleins pouvoirs de Léopold-Guillaume, archiduc d'Autriche.
1653. —	412,	RAVELS. Vente du village.
1654. —	416,	RAVELS. Sentence du grand conseil.

Gramaye : *Ravelini curiam et corvi curia*. Le Roy dit que cette terre est ancienne et s'appelait *Ravelslo*, ce que l'on pourrait traduire par demeure de Ravel, élévation ou demeure des corbeaux. Je pense qu'il faut plutôt prendre champ élevé, désert vide, abandonné, sans culture.

Auteurs : Le Roy, p. 414. — Gramaye, *Antv.*, p. 43.

RETHY.

1260. *Miraeus*, I, 428, JOANNES DE RETHIE. Donation de Jean d'Aerschot.
 1264. *Le Roy*, 306, ECCLESIA S. MARTINI IN RETHY. Donation à Tongerlo.
 1269. *Cart. de S'-Michel*, 51, W. DE RETHIE. Acte de l'abbaye de Tongerlo.
 1286. *Miraeus*, IV, 418, RETHY. Fondation de l'hôpital de Gheel.
 1309. *Le Roy*, 306, RETHY. Chronique de Tongerlo.
 1324. *Miraeus*, IV, 592, RETHY. Achat des dimes.
 1425. *Le Roy*, 323, RETHY. Tombeau.
 1518. — 326, RETHY. Actes des échevins de Gheel.

A retationibus (chasse au filet) *apertum nomen habens*, dit Gramaye. Je pense qu'il faut plutôt traduire bruyère cultivée, terrain essarté, séparé de la bruyère.

Auteurs : *Le Roy*, p. 305. — Gramaye, *Antv.*, p. 30, 36.

RYCKEVORSEL.

1194. *Miraeus*, I, 289, FORSELA. Donation de Jean, évêque de Cambrai.
 1294. *Cart. de S'-Michel*, 52 v°, VORSELE. Acte des échevins de Hoogstraeten.
 1367. *Le Roy*, 348, VORSELE. Vente à S'-Michel.
 1397. *Cart.* 23, 158^a, VORSELE. Acte des échevins de Hoogstraeten.
 1400. *Le Roy*, 349, RYKEVORSELE. Relief de fief.
 1407. *Cart.* 23, 158^c, VORSELE. Acte des échevins de Hoogstraeten.
 1443. — 243^a, VORSELE. Acte des échevins du lieu.
 1447. — 243^b, RYKEVORSELE. Actes des échevins d'Anvers.
 (L'entête porte seulement Vorsel, le second acte est d'ailleurs la conséquence du premier.)
 1518. *Le Roy*, 339, RYCKVORSEL. Érection de Hoogstraeten en comté.
 1560. *Miraeus*, I, 477, RYCKEVORSEL. Bulle de Pie IV.

Vorsselarium Richardi (Gramaye). Cette commune s'appelait autrefois *Vorssel*, ce qui peut se traduire par séjour des grenouilles. Quant à *Ryk*, il est probable que sa signification est puissant, en opposition avec la commune de Vorsselaer. Il est nécessaire de faire observer que Vons et Voss se confondent fréquemment dans les noms de communes, de manière que Vorselaer et Vosselaer ne se distinguent pas chez *Le Roy*.

Dans Ryckevorsel on a divers lieux appelés VORSEL et VOSSEN, comme Vossenryt, etc.

Auteurs : Le Roy, p. 348. — Gramaye, *Antv.*, p. 38.

THIELEN.

- | | | |
|------------------------|----------|--|
| 1286. <i>Miraeus</i> , | IV, 418, | THIELEN. Fondation de l'hôpital de Gheel. |
| 1370. <i>Butkens</i> , | II, 141, | THIELEN. Reconnaissance de H. de Duffel. |
| 1392. — | 142, | J. VAN DUFFEL, HEER VAN THIELEN. Acte cité. |
| 1454. <i>Le Roy</i> , | 283, | THIELEN. Accord de l'église avec le s ^r de Ranst. |
| 1533. — | 284, | TYELEN. Tombeau. |
| 1628. — | 279, | THIELEN. — |

Étymologie inconnue. Je pense que c'était un passage au *Castrum* comme *Casterlé*, et que ce nom doit se traduire par allée fréquentée. TH aurait alors la même étymologie que DIELE en allemand, c'est-à-dire endroit fréquemment foulé, battu. LEN viendrait de LEYDE.

Auteur : Le Roy, p. 283.

TONGERLOO.

- | | | |
|--|----------|---|
| 1133. <i>Miraeus</i> , | I, 97, | TONGERLO. Fondation de l'abbaye. |
| 1133. — | 686, | TUNGERLO. Donation d'Alpeda. |
| 1150. — | 536, | TONGERLOO. — duc Godefroid III. |
| 1186. — | 550, | TONGERLOO. Bulle d'Urbain III. |
| 1219. <i>Cart. de S^t-Michel</i> , | 17, | TUNGERLO. Donation à S ^t -Michel. |
| 1267. — | 50, | TONGHERLO. Vente de la dime de Meir. |
| 1278. — | 50, | TONGERLO. — — — |
| 1399. <i>Miraeus</i> , | IV, 426, | TONGELRE. Charte de Jean de Bavière, évêque de Liège. |

Manifeste Colonia Tungrorum donat (Gramaye). Je crois qu'on ne saurait admettre d'autre étymologie pour les premières syllabes du nom de cette commune que celle de TUNGRI, d'où vient aussi le nom de TONGRES. Loo me semble devoir être ici une plaine sablonneuse et élevée.

Auteurs : Le Roy, p. 136, 284. — Gramaye, *Antv.*, p. 31.

VAERENDONCK.

- | | | |
|---------------------------|---------|---|
| 1243. <i>Diercxsens</i> , | I, 256, | COLINUS DE VARENDONCK. Donation du châtelain de Gand. |
|---------------------------|---------|---|

1255. *Miraeus*, IV, 380, VARENDUNC. Donation de Nicolas, évêque de Cambray.
1266. *Heylen*, 78, VARENRYT. Charte relative au droit de mariage.
1370. — 78, VARENDONC. Énumération de serfs.

Érigé en commune vers 1780; autrefois dépendance de Westerloo. Signification très-obscur, que je pense devoir traduire par *donck* (élévation dans les marais) couverte de fougère, de FARN, VARM.

VEERLE.

1286. *Miraeus*, IV, 418, VERLE. Fondation de l'hôpital de Gheel.
1400. *Le Roy*, 322, VERLE. Tombeau.
1649. — 311, VEERLE. Relief de Gheel.

Pagi (OEVEL et VEERLE) *ab armentis et insitionibus appellationem sortiti* (Gramaye). La signification est double passage par terre et par eau (*veer-lee*). Ce qui se rapportait probablement aux passages de la Nèthe et des trois Laek, appelés ici *groot*, *kleine* et *roode Laek*, ainsi qu'à une route, peut-être de Diest à Hoogstraeten, Herenthals, Turnhout, etc.

Auteurs : Le Roy, p. 318. — Gramaye, *Antv.*, p. 36.

VLIMMEREN.

1400. *Le Roy*, 349, VLIMMERLE. Relief de fief.
1411-24. *Cart.* 23, 76, 77, VLYMERLE. Acte des échevins d'Anvers et autres.
1427. — 78, VLYMERLE. — — et autres actes postérieurs.
1433. — 83, VLYMERE. Acte des échevins d'Anvers et autres actes postérieurs.
1560. *Miraeus*, I, 477, VLIMMEREN. Bulle de Pie IV.

Ancien village que quelques-uns croient être le Flemere dont il question dans les lois saliques, ce que le voisinage de Oost- et Westmalle rend très-possible; alors on pourrait faire rapporter son origine à celle de FLEMING, VLAEMING, Flamand. La signification littérale est reluire, étinceler.

Auteurs : Le Roy, p. 420. — Gramaye, *Antv.*, p. 44.

VORSSELAER.

- | | | |
|--------------------------|-----------------------|--|
| 726. <i>Diercxsens</i> , | I, 40, | FURGALARUS. Testament de saint Willebrod. |
| 1125. <i>Miraeus</i> , | I, 89, | WIL. DE VORSELAER. Donation de Baudouin d'Alost. |
| 1230. — | IV, 718, | VORSELAER. Charte du duc Henri II. |
| 1307. <i>Cart. 23</i> , | n° 158 ^a , | VORSSSEL (peut-être aussi RYCKEVORSSSEL. (Acte des échevins de Hoogstraeten. |
| 1390. <i>Le Roy</i> , | 217, | VORSLAER. Relief de fief de Grobbendonck. |
| 1425. — | 328, | VORSSELAER. Tombeau. |
| 1443. <i>Cart. 23</i> , | 241 ^a , | VORSELAER. Acte des échevins d'Anvers. |
| 1447. — | 241, | VOIRSELAER. — — |
| 1497. <i>Le Roy</i> , | 327, | VORSSELAIR. Relief de fief. |
| 1518 — | 327, | VORSSELAER. Acte des échevins de Gheel. |

Rana (ancienne traduction) *ab ranis dictus pagus* (Gramaye). La topographie semble prouver que *laer* est un commun (des sujets de Grobbendonck); elle ne justifie pas aussi bien la signification de *vors*, *rana*. Au reste, Le Roy et Ferraris appellent Vosselaer et Vosselaer tous deux Vosselaer, et c'est sous ce nom que les anciennes chartes les désignent le plus généralement. Le premier auteur ajoute que, pour distinguer ce village-ci de l'autre, on l'appelait *Op 't zand*, ce qui est assez contraire au séjour des grenouilles. Je préfère les versions de *vorst*, prince ou forêt, et de FULCK, VURST, etc., noms propres.

Auteurs : Le Roy, p. 326. — Butkens, II, 187. — Gramaye, *Ant.*, p. 36 et 38.

VORST.

- | | | |
|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|
| 1186. <i>Miraeus</i> , | I, 550, | VORSTA. Bulle d'Urbain III. |
| 1291. <i>Cart. de S-Michel</i> , | 36, | VORST. Acte des échevins d'Erps. |
| 1304. <i>Clericus</i> , | I, n° 105, | VUERST. Charte du duc Jean II. |
| 1304. <i>Butkens</i> , | I, <i>Pr.</i> , 139, | VORST. — |
| 1560. <i>Miraeus</i> , | I, 477, | VORST. Bulle de Pie IV. |

Signifie forêt du prince.

Auteur : Gramaye, *Lov.*, p. 70.

VOSSELAER.

- | | | |
|-------------------------------------|---------|--|
| 1356. <i>Clericus</i> , | II, 19, | VOSSELAER. Charte du duc Wenceslas. |
| 1382. <i>Butkens</i> , | II, 58, | VOSTERLAER. Acte cité. |
| 1447. <i>Cart. 23³</i> , | 213, | VOIRSSELAER. Acte des échevins d'Anvers. |
| 1560. <i>Miraeus</i> , | I, 477, | VOSSELAER. Bulle de Pie IV. |
| 1649. <i>Le Roy</i> , | 311, | VOSSELAER. Relief de Gheel. |

Le Roy, Ferraris et plusieurs chartes désignent ce village sous le nom de Vorselaer, et le premier auteur ajoute que, pour les distinguer, Vorselaer était appelée OP 'T ZAND. Le nom actuel signifie le pré commun des renards.

Auteurs : Le Roy, p. 419. — Gramaye, *Antv.*, p. 44.

WECHELDERZANDE.

- | | | | |
|-------------------------|--------------------|--|-------------|
| 1418. <i>Cart. 23</i> , | 262 ³ , | WECHELREZANDE. Acte des échevins d'Anvers. | |
| 1441. — | 220, | WECHELDERSANDE. | — — |
| 1443. — | 228, | WESELDERZANDE. | — — |
| 1446. — | 238 ³ , | WESCHELDERSANDE. | — — |
| 1449. — | 242 ^c , | WECHELREZANDE. | — du lieu. |
| 1462. — | 262 ³ , | WECELE. | — d'Anvers. |
| 14.... — | 262 ^c , | WECHELDERZANDE. | — — |

Gramaye l'appelle WECHEL. Il faut l'expliquer par WECHEL-TER-ZANDE, c'est-à-dire, je pense, grand chemin à travers le sable, car je crois que la route romaine se dirigeait sur Herenthals, Lille, Wechelderzande, Vlimmeren, Ryckevorsel, Hoogstraeten, etc.

Auteurs : Le Roy, p. 420. — Gramaye, *Antv.*, p. 44.

WEELDE.

- | | | |
|-----------------------------------|-------------------|--|
| 1251. <i>Cart. de S'-Michel</i> , | 53 ^v , | WEELDE. Délimitation de Merxplas. |
| 1260. <i>Le Roy</i> , | 410, | WEELDE. Donation à Averbode. |
| 1296. — | 411, | WEELDE. Charte du duc Jean I ^{er} . |
| 1330. — | 414, | WEELDE. Charte du duc Jean III. |
| 1560. <i>Miraeus</i> , | I, 477, | WEELDEN. Bulle de Pie IV. |

1653. *Le Roy*, 412, **WEELDE**. Vente du village.

Je pense qu'il faut l'interpréter par demeure à la fontaine, l'une des branches de l'Aa prenant son origine à ce village. La signification de richesse, luxe, me paraît peu probable.

Auteurs : *Le Roy*, p. 410. — *Gramaye, Antv.*, p. 43.

WESTERLOO.

994. *Miraeus*, I, 52, **WESTERLO**. Donation d'Aufride, évêque d'Utrecht.
 1161. *Cart. de S'-Michel*, 11, **GODEFREDI DE WESTERLA**. Charte de Godefroid III.
 1161. — 11, **GODEFREDI DE WESTERLE**. Charte de Godefroid III et autres.
 1237. *Clericus*, I, n° 38, **WESTERLE**. Charte d'Arnold de Wesemaele.
 1240. *Miraeus*, I, 580, **WESTERLO**. Donation d'Arnold de Wesemaele.
 1253. — I, 424, **WESTERLO**. Donation à Tongerlo (2 actes).
 1254. *Butkens*, I, *Pr.*, 93, **WESTERLO**. Charte d'Arnold de Wesemaele.
 1305. *Le Roy*, 288, **WESTERLE**. Charte du duc Jean II.
 1418. — 288, **WESTERLOO**. Charte du duc Jean IV.

Vicus occidentalis (Gramaye). Westerloo doit être pris en opposition avec Oosterloo; ils se trouvent aussi placés dans la même direction que Oostmalle et Westmalle. Ils semblent avoir fait autrefois un tout avec Tongerlo, peut-être aussi avec Oevel (*Oeve-lo*) et Oolen (*Ou-lo*), réunis par Zammel (réunion). Le sol de Tongerlo et de Westerloo est trop sablonneux pour croire que Loo pût signifier primitivement bois. Les bois qui s'y trouvent aujourd'hui sont presque tous des sapinières récentes. La signification de marais est tout aussi impossible; demeure est seule admissible, à moins qu'on ne prenne la traduction que je propose : plaine sans valeur, vide, unie, située à l'ouest.

Auteurs : *Le Roy*, p. 320. — *Butkens*, II, p. 257; III, p. 313. — *Gramaye, Antv.*, p. 36.

WESTMEERBEECK.

994. *Miraeus*, I, 52, **MIERBEKE**. Donation d'Aufride, évêque d'Utrecht.
 1247. *Cart. de S'-Michel*, 3, **MORBEKE**. Bulle d'Innocent IV.

1272. *Cart. de S'-Michel*, 15, MEERBEKE. Charte de Nicolas, évêque de Cambray.
 1290. — 33 v°, MEERBEKE. Acte des échevins du lieu.
 1467. *Le Roy*, 331, WOESTMEERBEKE. Relief de fief.
 1505. — 331, WOESTMEERBEKE. —
 1591-94. — 330, WOESTMEERBEKE. —

La topographie justifie l'étymologie de ruisseaux du marais dans le pays sauvage. Je pense que WOEST a été l'ajoute primitive et non WEST, ouest, aucun village de même nom ne se trouvant dans les environs.

Auteurs : Le Roy, p. 329. — Gramaye, *Breda*, p. 8, 64.

WORTEL.

1155. *Diercxsens*, I, 172, WURTELAM. Donation de Nicolas, évêque de Cambray.
 1157-79. *Cart. de S'-Michel*, 1 v°, 2 v°. WORTELE. Bulles d'Adrien IV et d'Alexandre III.
 1161. — 11, VUERTHELE. Charte du duc Godefroid III.
 1353. — 32 v°, WORTELE. Convention entre St-Michel et le curé de Wortel.
 1245. — 100, WORTELA. Charte du duc Henri II.
 1287. — 50, WORTELE. Donation d'une rente.
 1293. — 53 v°, WORTELE. Acte des échevins d'Anvers.
 1345. — 59 v°, WORTELE. Donation de Jean de Cuyck, s' de Hoogstraeten.
 1400. *Le Roy*, 349, WORTTELE. Relief de fief.

Radix (ancienne traduction), *Wortelanum* (Gramaye). Cette commune est très-ancienne. Je pense que son nom ne doit pas être cherché dans WORTEL, racine, mais dans WURT, WAHREN, garder, d'où vient aussi WURTENBERG, et traduire *wortel* par lieu de garde, château gardé; peut-être petit château dépendant de Hoogstraeten, dont il formait l'avant-garde.

Auteurs : Le Roy, p. 347. — Gramaye, *Antv.*, p. 38.

ZOERLE-PARWYS.

1286. *Miraeus*, IV, 418, ZUERLE. Fondation de l'hôpital de Gheel.
1560. — I, 477, SOERLE. Bulle de Pie IV.
1649. *Le Roy*, 311, SOERLE. Relief de fief de Gheel.

Sorilia (Gramaye). Pour le premier mot, l'étymologie est inconnue, mais elle vient probablement de marais, quoique celle de passage des cochons ne soit pas impossible. Parwys est Perwez, terre appartenant à une famille de descendants des ducs de Brabant, venue ensuite aux Berthout, Grimberge, Hornes, etc. Une partie des terres des anciens seigneurs de Perwez venue aux Berthout a été, pendant quelque temps, réunie à celles d'Arckel par le mariage de Jeanne de Gueldre, héritière du pays de Malines avec Jean d'Arckel. Séparées ensuite, elles continuèrent cependant à être unies par plusieurs intérêts; ainsi que toutes les terres connues sous le nom de VAN 'T RECHT DER DIVISIE OU DIVISEN RECHTEN ¹. On ajouta alors le mot PARWYS à plusieurs communes, Duffel, Zoerle, etc., pour distinguer la partie unie au Brabant de celle restée au pays de Malines, appelé pays d'Arckel ou de Clèves, qu'il faut bien se garder de confondre avec la province, le district ou la seigneurie de Malines.

Auteurs : Le Roy, p. 319. — Butkens, III, p. 343. — Gramaye, *Antv.*, p. 36.

¹ Voir Coutumes de Malines, titre 6.

N ^o D'ORDRE.	NOMS ACTUELS des VILLES ET COMMUNES.	MANIÈRE DONT LE N		
		DANS LE DÉNOMBREMENT de 1496, déposé aux archives de LA VILLE D'ANVERS.	DANS LE DÉNOMBREMENT de 1536, existant aux archives de LA VILLE D'ANVERS.	DANS LES COUTUMES homologuées, d'après la collection générale imprimée.
27	Norderwyck.	Noorderwyck	Norderwyck.	Noorderwyck , Norderwyck
28	Oevel.	Oevele	Oevele	Ouwel
29	Olmen	Olmen	Olmen	Olmen
30	Oolen.	Oelen.	Oelen.	(Pas nommé)
31	Poederlé.	Poederle	Poederle	Poederle
32	Poppel	Poppels	Poupele	(Pas nommé)
33	Raevels	Ravels	Ravels	Idem
34	Rethy.	Rethie	Rethy.	Rethy.
35	Ryckevorsel	Ryckevorssele	Ryckevorssel	Ryckevorsel
36	Thielen	Thielen	Thielen	Thielen
37	Tongerloo	Tongerloe	Tongerloo	Tongerlo , Tungerlo
38	Vaerendonck	"	"	"
39	Veerle	Veerle	Veerle	Veerle
40	Vlimmeren	Vlymmerle	Vlymeren recensé avec Wechelderzande.	Vlimmeren
41	Vorsselaer	Vorsselaer aen 't Sand	Vorsselaer op 't Sand	Vorsselaer
42	Vorst	Vorst.	Vorst sous Aerschot	Vorst.
43	Vosselaer.	Vosselaer.	Vosselaer onder Turnhout	Vosselaer
44	Wechelderzande	Wecheldersande	Wechelzande avec Vlimmeren.	Wechelderzande , Wecheldersande.
45	Weelde	Weelde	Weelde avec Poppel et Ravels.	Welde , Weelde.
46	Westerloo	Westerle.	Westerle, Zoerle et Gelindele, met Hulten.	Westerlo , Westerloo
47	Westmeerbeeck.	Wuestmeerbeke.	Wuestmeerbeke	Wustmeerbeke
48	Wortel	Wortel	Wortele	Wortel
49	Zoerle-Parwys	Zoerle	Zoerle onder Perwys	Soerle

ÉTÉ ORTHOGRAPHIÉ			ORTHOGRAPHE adoptée par la COMMISSION PROVINCIALE de statistique.	MOTIFS DE CETTE DÉCISION et OBSERVATIONS.
DANS L'ARRÊTÉ des Communes du 23 pluviôse an X. (Bulletin n° 1240.)	DANS LA LOI du 22 décembre 1828. (Bulletin n° 77.)	DANS L'ARRÊTÉ ROYAL du 22 avril 1836. (Bulletin n° 149.)		
Norderwyk. . . .	Norderwyk. . . .	Norderwyck . . .	Norderwyck.	
Oevel	Oevel	Oevel	Oevel.	
Olmen	Olmen	Olmen	Olmen.	
Oolen	Oolen	Oolen	Oolen.	
Poederle	Poederlé	Poederlé.	Poederle.	L'accent étant entièrement inutile.
Poppel	Poppel	Poppel	Poppel.	
Raevels	Raevels	Raevels	Raevels.	D'après l'usage.
Rethy	Rethy	Rethy	Rethy.	
Ryckevorsel . . .	Ryckevorsel . . .	Ryckevorsel . . .	Ryckevorsel.	
Thielen	Thielen	Thielen	Thielen.	
Tongerloo	Tongerloo	Tongerloo	Tongerloo.	
"	Vaerendonck . . .	Varendonck . . .	Vaerendonck.	Autrefois dépendance de Westerloo, érigée en commune en 1780.
Veerle	Veerle	Veerle	Veerle.	
Vlimmeren	Vlimmeren	Vlimmeren	Vlimmeren.	
Vorselaer	Vorselaer	Vorselaer	Vorselaer.	
Vorst	Vorst	Vorst	Vorst.	
Vosselaer	Vosselaer	Vosselaer	Vosselaer.	
Wechelderzanden .	Wechel-der-Zanden .	Wechelderzande . .	Wechelderzande.	L'usage constant a rendu le main- tien du s nécessaire, quoique contraire à l'orthographe suivie pour les autres noms avec sand.
Weelde	Weelde	Weelde	Weelde.	
Westerloo	Westerloo	Westerloo	Westerloo.	
Westmeerbeek . . .	Westmeerbeek . . .	West-Meerbeek . . .	Westmeerbeek.	
Wortel	Wortel	Wortel	Wortel.	
Zoerle-Parwys . . .	Zoerle-Parwys . . .	Zoerleparwys . . .	Zoerle-Parwys.	En français plutôt Zoerle-Perwez.

STATISTIQUE

DES

SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES DE LA BELGIQUE ,

DU DUCHÉ DE LIMBOURG ET DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ,

D'APRÈS UN RECENSEMENT OPÉRÉ EN 1835;

PAR M. LE DOCTEUR D. SAUVEUR , MEMBRE DE LA COMMISSION CENTRALE.

CHAPITRE PREMIER.

DES SOURDS-MUETS.

I. ROYAUME DE BELGIQUE.

I. La surdité congéniale et la surdité acquise dans la première enfance, ont fait, depuis vingt ans, l'objet de recherches assez nombreuses, entreprises dans le triple but de connaître l'étendue de cette infirmité, d'en sonder les causes et d'étudier les questions que soulève l'éducation à donner aux malheureux qui en sont atteints. La Belgique est restée étrangère à ces investigations jusqu'en 1835, époque à laquelle M. de Theux, Ministre de l'intérieur, fit opérer, sur ma demande, un recensement spécial des sourds-muets du royaume, en prescrivant de recueillir des données aussi exactes que possible sur l'âge, le sexe et la condition sociale de chacun d'eux, sur la cause originelle de leur infirmité, sur les maladies ou les imperfections congéniales dont elle est accompagnée ou qui existent dans la famille, etc. Les principaux résultats de ce recensement forment les éléments du tableau suivant, dressé d'après des  tats nominatifs formés dans toutes les com-

munes par les administrations locales, et transmis au Gouvernement par les soins de MM. les Gouverneurs des provinces ¹.

PROVINCES.	SOURDS-MUETS						En			POPULATION au 31 décemb. 1835.	RAPPORT ENTRE LE NOMBRE		
	de			PAR MALADIE OU ACCIDENT.			GÉNÉRAL.				des	des	des
	NAISSANCE.										SOURDS-MUETS de naissance et LA POPULATION.	SOURDS-MUETS par maladie ou accident ET LA POPULATION.	SOURDS-MUETS et LA POPULATION.
	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.		Nombre d'habitants pour un sourd-muet.	Nombre d'habitants pour un sourd-muet.	Nombre d'habitants pour un sourd-muet.
Anvers . . .	46	33	79	11	12	23	57	45	102	356,893	4,518	15,518	3,499
Brabant . .	109	74	183	29	30	59	138	104	242	583,896	3,191	9,897	2,413
Flandre occ.	115	96	211	41	29	70	156	125	281	621,816	2,942	8,883	2,213
— or.	138	112	250	39	26	65	177	138	315	753,161	3,012	11,589	2,391
Hainaut . .	136	129	265	35	31	66	171	160	331	630,782	2,380	9,557	1,906
Liège . . .	87	78	165	16	14	30	103	92	195	584,795	2,332	12,823	1,973
Limbourg . .	37	25	62	13	5	18	50	30	80	164,099	2,647	9,116	2,051
Luxembourg	29	13	42	9	9	18	38	22	60	166,693	3,969	9,261	2,778
Namur . . .	60	59	119	13	8	21	73	67	140	223,373	1,877	10,635	1,595
LE ROYAUME.	757	619	1,376	206	164	370	963	783	1,746	5,885,507	2,824	10,502	2,226

Il résulte de ce tableau :

1° Qu'en 1835, il y avait dans notre pays 1,746 sourds-muets de l'un et de l'autre sexe (963 hommes et 783 femmes), ou 1 sur 2,226 habitants;

¹ Les bulletins imprimés que l'administration a envoyés dans toutes les communes indiquent, en 19 colonnes : 1° les nom, prénoms, l'âge et le sexe de chaque sourd-muet; 2° la profession du père et de la mère, leur âge au moment de la naissance de leur enfant sourd-muet, s'ils sont ou non atteints eux-mêmes de mutisme ou de quelque autre infirmité, et s'ils ont ou s'ils ont eu des sourds-muets dans leur famille; 3° l'âge auquel la surdité est survenue chez chaque individu, la maladie ou l'accident à la suite duquel l'infirmité s'est déclarée, si la perte de l'ouïe est assez forte pour empêcher l'audition de la parole, et si le sourd-muet est atteint d'une autre infirmité congéniale ou accidentelle; 4° le nombre d'enfants dont chaque famille se compose, et combien il y en a d'atteints de surdité; 5° si le sourd-muet vit ou non avec ses parents, et, dans la négative, l'établissement où il est placé; 6° si la commune où le sourd-muet est né, est située dans un pays plat, montagneux ou marécageux, et si elle se trouve exposée à l'humidité ou à quelque autre influence insalubre; 7° si la position des parents du sourd-muet leur permet ou non de subvenir en tout ou en partie aux frais de son  ducation.

2° Que le nombre des garçons sourds-muets excède d'un cinquième environ celui des filles sourdes-muettes. Rapport = 10 : 8.13;

3° Que les cas de surdité congéniale, parmi lesquels il en est, sans doute, qui doivent se rapporter à la surdité acquise dans la première année de la vie, sont plus nombreux que ceux où l'infirmité s'est déclarée après l'âge où l'enfant commence à parler. Rapport = 3,72 : 1 ;

4° Qu'en comparant au chiffre de la population le nombre total des sourds-muets de naissance, on voit que sur 2,824 habitants, il s'en trouve un dont le sens de l'ou  ie s'est altéré dans le sein de sa mère ou dans les premiers temps de son existence extra-utérine;

5° Qu'un individu sur 10,502 environ, perd l'ou  ie par suite de maladies ou d'accidents survenus après la naissance;

6° Qu'en comparant entre elles les provinces du royaume, il en est qui présentent des différences assez marquées, sous le rapport du nombre relatif des sourds-muets de l'un et de l'autre sexe.

Je dois ajouter ici que la Belgique renfermait, en 1835, vingt-neuf muets proprement dits, dont 18 hommes et 11 femmes, répartis comme il suit dans les provinces :

	hommes.	femmes.	total.		hommes.	femmes.	total.
Anvers	»	»	»	Liège	1	»	1
Brabant	5	3	8	Limbourg	»	»	»
Flandre occidentale . .	5	1	6	Luxembourg	2	»	2
— orientale	1	6	7	Namur	4	»	4
Hainaut	»	1	1	TOTAL	18	11	29

II. Le Gouvernement prussien a fait exécuter plusieurs recensements des sourds-muets de la monarchie. Le premier date de 1825; les autres ont eu lieu en 1827, 1828, 1834, 1837 et 1843. Les résultats du dernier de ces dénombrements et de ceux qui ont été successivement opérés dans d'autres pays, sont consignés dans le tableau suivant, dont l'examen servira à éclairer quelques-unes des questions liées au sujet dont je m'occupe.

ÉTATS.	DATES des recensements des sourds-muets	SOURDS-MUETS.			RAPPORT entre LES SEXES.	POPULATION.	RAPPORT des SOURDS-MUETS à la population.
		Hommes.	Femmes.	TOTAL.			
Altenbourg (duché de Saxe-) ¹ .	1836	»	»	103	»	120,514	1 : 1,170
Bade (duché de) ²	1824	»	»	470	»	954,300	1 : 1,988
Bavière ³	1843	»	»	2,149	»	4,440,527	1 : 2,066
Belgique ⁴	1835	963	783	1,746	1 : 0,81	3,885,507	1 : 2,226

¹ Lachmann, *Ueber die Nothwendigkeit einer zweckm  ssigen Einrichtung und Verwaltung von Blinden-Unterrichts-Erziehungsinstituten*. Brunswick, 1843.
² *Annalen für die Ges. Heilk. red. v. d. Bad. Sanit  ts-Commission*. Karlsr., 1824.—*Zeitschrift für die Staatsartzneykunde*, von Henke. Erlangen, 1829.
³ *Allgemeine Darmst. Schulzeitung*, Heft. VII, 1843.
⁴ Les chiffres que je donne ici pour la Belgique, ne concordent pas tout à fait avec ceux qui ont été publiés dans

ÉTATS.	DATES des recensements des sourds-muets	SOURDS-MUETS.			RAPPORT entre LES SEXES.	POPULATION.	RAPPORT des SOURDS-MUETS à la population.
		Hommes.	Femmes.	TOTAL.			
Brunswick (duché de) ¹	1859	"	"	184	"	259,774	1 : 1,411
Danemarck ²	1854	357	293	650	1 : 0,87	1,223,807	1 : 1,942
Hanovre ³	1853	"	"	1,111	"	1,642,807	1 : 1,478
Hollande ⁴	"	"	"	1,250	"	2,500,000	1 : 2,000
Limbourg (duché de) ⁵	1853	55	35	90	1 : 0,64	105,704	1 : 1,841
Luxembourg (grand-duché de) ⁶	1853	57	30	67	1 : 0,81	153,801	1 : 2,295
Modène (duché de) ⁷	1858	212	151	363	1 : 0,71	479,191	1 : 1,520
Norvège ⁸	1853	598	493	1,091	1 : 0,82	1,065,825	1 : 977
Prusse ⁹	1843	6,460	5,037	11,497	1 : 0,77	15,471,765	1 : 1,546
Sardaigne ¹⁰	1854	2,825	1,953	4,778	1 : 0,69	3,675,327	1 : 760
Saxe ¹¹	1857	"	"	1,179	"	1,652,114	1 : 1,401
Suède ¹²	1840	1,061	958	1,999	1 : 0,88	3,054,726	1 : 1,528
Toscane ¹³	1843	590	307	697	1 : 0,78	1,513,820	1 : 2,171
Suisse : Canton d'Argovie ¹⁴	1856	"	"	960	"	182,000	1 : 189
— de Berne ¹⁵	1856	1,045	912	1,955	1 : 0,87	401,707	1 : 306
— du Léman ¹⁶	1856	"	"	152	"	155,000	1 : 1,019
— de Vaud ¹⁷	1854	"	"	160	"	177,958	1 : 1,112
— de Zurich ¹⁸	1840	145	121	266	1 : 0,83	231,574	1 : 870
				32,897		45,587,528	

L'Annuaire de l'Observatoire royal de Bruxelles pour l'année 1856, dans la troisième circulaire de l'Institut des Sourds-Muets de Paris, et le Bulletin de l'Académie royale de médecine. Cette différence tient à ce que j'ai soustrait des tableaux dont je viens de parler, les sourds-muets appartenant aux parties du Limbourg et du Luxembourg détachées de la Belgique en 1839, et à ce que j'ai substitué à la population du 1^{er} janvier 1834, celle du 31 décembre 1835, année où le recensement a été opéré.

¹ Lachmann, ouvrage cité. — Morel, *Annales de l'éducation des sourds-muets*, vol. III, pag. 106.

² Mémoire manuscrit, envoyé à l'Institut de Paris par la direction de l'Institution de Copenhague, et inséré par M. Morel, dans la quatrième circulaire publiée par le premier de ces établissements. Les chiffres indiqués ne comprennent que les sourds-muets des provinces danoises proprement dites, c'est-à-dire moins les duchés de Schleswig-Holstein et de Lauenbourg, de même que l'Islande et les îles de Feroë. M. Morel augmente de 50, le chiffre que nous avons donné ci-dessus des sourds-muets du Danemarck, pour tenir compte, dit-il, des enfants qui n'ont pas encore été enregistrés.

³ Lachmann et Morel, ouvrages cités.

⁴ MM. Guyot, *Liste littéraire philosophique ou Catalogue d'étude sur les sourds-muets*, etc. Groningue, 1842.

⁵ La ville de Maestricht ne figure point dans le chiffre que nous donnons des sourds-muets qui existaient, en 1853, dans la partie de la province de Limbourg qui constitue aujourd'hui le duché de ce nom.

⁶ La ville de Luxembourg n'est point non plus comprise dans le chiffre des sourds-muets recensés, en 1853, dans la partie du Luxembourg qui a été détachée de la Belgique en 1839.

⁷ Mémoire de M. Fabiani; Morel, *Annales*, etc., vol. II, pag. 110.

⁸ Holst, *Om antallet af Sindsvage, Blinde og Døvstumme i Norge i 1835*. — De la Roquette, *Notice sur l'Institut des sourds-muets de Trondheim*, en 1835, lue à l'Académie royale des sciences morales et politiques de Paris, le 29 juin 1839.

⁹ *Die statistischen Tabellen des Preussischen Staats nach der amtlichen Aufnahme des Jahres 1843*, herausgegeben von W. Dieterici. Berlin, 1845.

¹⁰ *Sui sordo-muti, sulla loro istruzione ed il loro numero, memoria del Direttore del reale Istituto di Genova*, 1834. — *Biblioteca italiana*, 1837 et 1838.

¹¹ Lachmann et Morel, ouvrages cités.

¹² Ch. de Forsell, *Statistik öfver Sveriges Sjerde Upplagan*. Stockholm, 1844; Morel, *Annales*, etc., vol. III, pag. 57. Le chiffre que nous donnons des sourds-muets de la Suède ne comprend pas ceux qui existaient à Stockholm et dans l'Institution de cette ville, et dont M. Borg évalue le nombre à 101. Le chiffre total des sourds-muets de la Suède serait donc de 2,100, ou un sur 1,455 habitants.

¹³ *Tavole statistiche dei sordo-muti esistenti nel gran-ducatto di Toscana al termine dell' anno 1843*, compilato da Pendola. Siena, 1844.

¹⁴ *Compte-rendu de l'Institut des sourds-muets d'Argovie pour 1856-1857*. Le chiffre que j'indique ici est plus élevé que celui donné par M. Morel dans ses *Annales*, etc., vol. II, pag. 47.

¹⁵ Lettre de M. le docteur Schneider, de Berne. — Morel, *Annales*, etc., vol. II, pag. 47.

¹⁶ Morel, *Annales*, etc., vol. II, pag. 47.

¹⁷ *Enquête sur le paupérisme dans le canton de Vaud*. Lausanne, 1841.

¹⁸ Rapport de l'Institut de Zurich; Morel, *Annales*, etc., vol. II, pag. 43.

Telles sont les indications qu'il m'a été possible de réunir pour arriver à connaître quel est, pour l'Europe, le rapport des sourds-muets à la population totale.

Si l'on peut ajouter foi à ces données, il s'ensuit, en ne tenant point compte des résultats fournis par les dénombrements de la Suisse, de la Sardaigne et de la Norvège, pays dont la position est tout exceptionnelle, que, sur une population de 37,498,157 habitants recensés, on trouve en moyenne, pour l'Europe, 1 sourd-muet sur 1,593 individus.

Il est fâcheux que la France n'ait pas encore fait procéder à un recensement de ses sourds-muets, dont on évalue le nombre à 25,000 environ, ou 1 sur 1,369 habitants, la population de ce pays étant de 34,230,178 âmes. La même lacune existe pour l'Angleterre. D'après des renseignements que je reçois de M. Fallati, professeur à l'université de Tubingue, M. le docteur Rösch de Urach a constaté, dans le Wurtemberg, l'existence de 498 sourds-muets de naissance (268 hommes et 230 femmes), sur une population de 1,646,871 âmes, ou 1 sur 3,307 habitants. Je m'abstiens de consigner ici les résultats du dénombrement qui a été opéré, en 1840, dans les États-Unis de l'Amérique du Nord, ce recensement présentant une foule d'inexactitudes qui ont été signalées dans l'*American almanac*, publié à Boston en 1845.

III. L'homme doit à son organisation et à son intelligence l'avantage de pouvoir vivre sous toutes les latitudes ; mais il ne peut, quoi qu'il fasse, se soustraire aux modifications plus ou moins profondes qui finissent par s'opérer en lui, sous l'influence des climats, ni échapper entièrement aux maladies et aux accidents qui naissent de l'action des causes physiques particulières aux localités qu'il habite.

Ces considérations, si importantes pour le physiologiste et pour le médecin, se représentent naturellement à l'esprit, lorsqu'on cherche à s'expliquer les différences que l'on observe entre le nombre des sourds-muets d'une contrée comparée à une autre.

La Suisse renferme, comme nous l'avons vu, beaucoup plus de sourds-muets qu'aucun autre État de l'Europe. Cette inégalité résulte évidemment, comme le fait remarquer M. le docteur Ménière¹, de la condition misérable où vit une partie de la population de ce pays, habitant dans des vallées profondes, humides, n'ayant pour demeure que des chalets bas, obscurs, où l'air et la lumière pénètrent à peine, et se nourrissant presque exclusivement de laitage, de bouillies visqueuses préparées avec des farineux, d'un pain grossier, de quelques légumes et de l'eau qu'ils obtiennent par la fonte de la neige, ou qu'ils vont puiser dans les torrents qui s'échappent des glaciers. C'est par l'effet de ces causes débilitantes, jointes à l'influence

¹ *Recherches sur l'origine de la surdi-mutité*. Morel, *Ann.*, etc., vol. III, 1846.

du climat, que se développent les affections scrofuleuses, les goîtres, les engorgements lymphatiques et le crétinisme, si répandu dans plusieurs cantons, notamment dans le Valais, où il est endémique. On sait que la muti-surdité est un des attributs du crétinisme, qui se retrouve, du reste, dans les vallées étroites des grandes chaînes de montagnes de plusieurs autres contrées. Il est fréquent en Piémont, dans la Savoie, le Wurtemberg, etc. Ramond a observé des crétins en grand nombre dans les Pyrénées, le Béarn, les deux Navarres. D'après un dénombrement opéré en 1836 dans le canton de Berne, il y existait, sur une population de 400,000 âmes, 1,955 sourds-muets (1,043 hommes, 912 femmes), un sur 204 habitants; 256 aveugles (158 hommes, 98 femmes), un sur 1,562 habitants, et enfin, 1,306 idiots ou crétins (690 hommes, 616 femmes), un sur 307 habitants. Parmi les sourds-muets, 957 étaient âgés de moins de vingt ans. Je dois ces indications à l'obligeance de M. le docteur Schneider, de Berne. Une lettre que ce savant vient de m'écrire, m'annonce qu'un nouveau recensement des malheureux atteints de ces trois infirmités a eu lieu l'année dernière dans le canton de Berne. Les résultats n'en ont pas encore été publiés.

La Belgique est, au contraire, le pays où le nombre des sourds-muets est le moins élevé. On peut aisément se rendre compte de cette différence, quand on considère que le sol de nos provinces est généralement plat, peu accidenté, très-fertile; que quelques cantons, dont les terres ont été conquises sur les eaux de la mer et des fleuves, présentent seuls des causes d'insalubrité réelle; enfin, que la classe pauvre, celle où la surdi-mutité est le plus répandue, trouve presque toujours dans son travail et dans la bienfaisance publique, les moyens de se procurer les choses les plus nécessaires à la vie et de se faire soigner en cas de maladie.

Ce parallèle indique que je place la misère et l'habitation dans des localités insalubres, au premier rang des causes occasionnelles de la surdité, en ce que le défaut de soins et la détérioration de la constitution dans le jeune âge, prédisposent à une foule de maux et rendent infiniment plus dangereuses les maladies propres à l'enfance. J'admets toutefois que la constitution des parents n'est point, dans beaucoup de cas, étrangère au développement de l'infirmité, et, par conséquent, que les enfants peuvent puiser dans le sein de leur mère, le germe du mal qui altère plus tard chez eux l'appareil de l'ouïe.

En comparant entre elles les provinces de notre pays, sous le rapport du nombre relatif des sourds-muets, on trouve que celle d'Anvers, où la température est sujette à des variations fréquentes et subites, amenées par le voisinage de la mer et de l'Escaut, et dont le territoire est uni, généralement sablonneux, mais humide dans quelques parties où les fièvres intermittentes sont endémiques, est la

plus favorisée, puisqu'elle ne renferme qu'un sourd-muet sur 3,499 habitants.

La province de Namur, où le ciel est plus pur, l'air moins humide, le sol plus élevé, plus sec, assez montueux, et qui, sous ces divers points, diffère peu du Luxembourg dont elle est voisine, est, au contraire, la partie du royaume où l'on rencontre le plus de sourds-muets. Elle en compte un sur 1,595 habitants.

On obtient un résultat opposé quand on compare le Luxembourg belge aux deux Flandres et au Brabant, provinces qui se rapprochent le plus de celle d'Anvers par la configuration et la nature de leur sol ¹.

¹ La majeure partie du sol de la Belgique est formée de terrains primaires et de terrains tertiaires. Les premiers occupent le Luxembourg et les parties méridionales des provinces de Liège, de Namur et de Hainaut. Les seconds s'étendent des parties septentrionales des trois dernières provinces, dans celles de Limbourg, de Brabant, d'Anvers et des deux Flandres.

M. le professeur Dumont, auteur de la *Carte géologique du royaume* et mon collègue à l'Académie des sciences, divise les terrains primaires en terrains ardennais ou ardoisier inférieur, rhénan ou ardoisier supérieur, anthraxifère et houiller.

Les terrains ardennais et rhénan constituent presque entièrement l'Ardenne proprement dite, plateau élevé qui atteint à la croix de Botrengé, entre Verviers et Malmedy, une hauteur absolue de 695 mètres, et qui se prolonge jusqu'aux environs de Duren, dans la Prusse rhénane. Ces terrains sont déchirés par des vallées profondes. Ils occupent la partie septentrionale de la province de Luxembourg et la partie méridionale des provinces de Hainaut, de Namur et de Liège.

Les terrains anthraxifère et houiller forment le sol du Condroz, région moins élevée que l'Ardenne et qui s'étend, au Nord de cette contrée, dans les provinces de Hainaut, de Namur et de Liège. Le Condroz est sillonné par des vallées de plissement dirigées de l'Ouest à l'Est, et du Sud-Ouest au Nord-Est, et par des vallées transversales de dislocation.

Les terrains secondaires de la Belgique se divisent en terrains triasique, jurassique et crétacé. Les deux premiers se rattachent au sol de la Lorraine; on ne les rencontre qu'à l'extrémité méridionale de la province de Luxembourg et au Sud de l'Ardenne. Le terrain crétacé, situé au Nord du Condroz, est presque entièrement recouvert par le terrain tertiaire.

Les terrains tertiaires constituent le sol des provinces de Limbourg, d'Anvers, de Brabant et des deux Flandres; ils forment une plaine légèrement ondulée qui s'abaisse progressivement vers la mer. Ces terrains ont fait l'objet d'un travail intéressant, lu par M. Dumont à l'Académie, dans sa séance du 7 décembre 1839.

Enfin, les terrains modernes forment, le long des côtes, depuis Furnes jusqu'à Anvers, une bande argileuse plus ou moins large, dont la nature et l'aspect tranchent fortement avec ceux du sol campinien. Le système campinien s'étend jusqu'à Noordschote, Dixmude, Ghistelles, Bruges, Bouchaute, Assenede, Overslag et la Tête-de-Flandre, située sur la rive gauche de l'Escaut, en face d'Anvers. Les dépôts modernes des Flandres consistent particulièrement en une argile plus ou moins plastique, grisâtre, calcarifère, quelquefois sableuse, et renfermant des objets d'arts et des coquilles analogues à celles qui vivent encore sur nos côtes. Ce terrain a, en certains endroits, plus de trois mètres de puissance.

Ces détails sont puisés dans les travaux de M. Dumont; je les consigne ici pour les savants qui, à l'exemple de M. Schneider, voudraient s'occuper de l'étude de la surdi-mutité envisagée

MALADIES signalées COMME AYANT OCCASIONNÉ LA SURDI-MUTITÉ.	BELGIQUE.		ÉTATS de Modène.		HOLLANDE.	Institut de HARTFORD.	Pays DIVERS.	TOTAL
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	hom. et fem.	Hom. et fem.	hom. et fem.	
REPORT	121	100	36	20	106	121	215	719
Empoisonn ^t par l'eau de laurier-cerise.	"	"	"	"	"	"	1	1
Hydropisie	"	"	"	"	"	5	"	5
Scarlatine	10	5	"	"	34	90	77	216
Rougeole	9	10	4	2	7	12	36	80
Erysipèle	1	"	1	"	"	"	"	2
Variole	9	6	2	1	"	2	8	28
Dartres	1	"	"	"	4	"	"	5
Gale	"	"	"	"	"	"	2	2
Teigne	"	1	"	"	"	"	"	1
Syphilis	"	"	"	"	"	"	1	1
Scrofules.	"	"	"	"	11	"	12	23
Rhumatisme	1	"	"	"	18	"	1	20
Ulcères	"	"	"	"	"	"	2	2
Chutes	10	9	1	1	"	12	19	52
Chutes dans l'eau	"	"	"	"	"	"	3	3
Corps étrangers dans les oreilles . . .	"	"	"	"	"	"	2	2
Bruit du canon	"	"	"	"	"	"	1	1
Mauvais traitements	"	1	"	"	"	"	"	1
Maladies non spécifiées	57	51	8	4	21	180	407	728
TOTAUX.	219	185	52	28	201	422	787	1,892

On voit par ce tableau, aux éléments duquel on peut joindre les résultats fournis par la statistique des sourds-muets dans le Grand-Duché de Toscane, dressée, en 1843, par M. Pendola ¹, que la surdité dans l'enfance est particulièrement occasionnée par les maladies qui affectent primitivement le cerveau ou ses dépendances,

¹ Surdité congéniale ou d'origine inconnue	432
— suite d'affections du système gastro-intestinal	69
— — du système cérébro-spinal	91
— — du système lymphatico-glandulaire	81
— par causes traumatiques	22
— par anomalies de l'organe de l'ouïe	2

TOTAL 697

Morel, *Annales*, etc., vol. III, pag. 221.

ou qui réagissent le plus facilement sur ces organes dans le premier âge, époque de la vie où l'impressionnabilité du système nerveux est la plus vive dans l'état de maladie. Ces données physiologiques conduisent à admettre que le nombre des surdités congéniales, proprement dites, n'est pas aussi considérable qu'on l'a cru jusqu'à présent.

Les premiers jours après la naissance et le temps de la première dentition, dont la durée s'étend du sixième ou du septième mois jusqu'à deux ans et même plus, sont les époques où les enfants sont plus particulièrement sujets aux affections convulsives. Celles-ci s'observent plus rarement depuis la fin de la première dentition jusqu'à la seconde.

J'insère ici, comme pouvant servir à éclairer la question dont je viens de m'occuper, un relevé des âges auxquels la surdité s'est montrée chez 401 enfants de notre pays, qui ont contracté cette infirmité par des maladies ou des accidents survenus depuis la naissance jusqu'à l'âge de quinze ans :

ÂGE.	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.
Première année.	57	17	54
2 ^e —	45	59	84
3 ^e —	52	50	62
4 ^e —	54	55	67
5 ^e —	19	19	38
6 ^e —	12	11	25
7 ^e —	19	16	35
8 ^e —	10	2	12
9 ^e —	2	5	5
10 ^e —	4	2	6
11 ^e —	3	"	3
12 ^e —	2	3	5
13 ^e —	3	1	4
14 ^e —	1	1	2
15 ^e —	1	"	1
TOTAL.	224	177	401

Ces données montrent qu'en négligeant la première année, dans le cours de laquelle il est difficile de reconnaître si un enfant est atteint de surdité, les trois années suivantes sont celles où cette infirmité survient le plus fréquemment.

Les indications recueillies à l'Institut des sourds-muets de Hartford, présentent le même résultat; les voici :

Enfants ayant perdu l'ouïe :

Avant l'âge de un an	70
Entre 1 et 2 ans	103
— 2 et 3 —	79
— 3 et 4 —	25
— 4 et 5 —	31
— 5 et 6 —	12
— 6 et 7 —	9
— 7 et 8 —	6
— 8 et 9 —	1
— 9 et 10 —	1
A un âge inconnu	16

IV. La surdité congéniale, c'est-à-dire celle que nous apportons en naissant, peut dépendre d'un arrêt dans le développement du cerveau ou des organes de l'ouïe, et des maladies dont l'enfant a été atteint dans le sein de sa mère. Mais, comment se fait-il que l'on rencontre dans presque tous les pays, des familles composées de plusieurs enfants nés alternativement sourds-muets et entendant-parlants; que la surdité se propage rarement par une succession héréditaire immédiate, tandis que les enfants issus d'un père et d'une mère doués de tous leurs sens, mais ayant des frères ou des sœurs atteints de surdi-mutisme, procrètent presque toujours un ou plusieurs enfants affligés de cette infirmité? Ces faits, sur lesquels nous reviendrons plus tard, sont certes bien remarquables. Ils répondent, suivant nous, d'une manière péremptoire, à l'opinion émise par M. Du Pujet, à savoir : qu'il n'existe point de sourd-muet de naissance.

La surdité est fort difficile à constater dans la première année de la vie. Tous les dénombrements des sourds-muets présentent, à cet égard, une lacune dont on doit tenir compte. C'est ce qu'a fait M. le docteur Schmalz, de Dresde, pour le dénombrement des sourds-muets opéré en Saxe pendant l'année 1832¹. Voici comment cet auteur s'exprime sur ce point, d'après M. Éd. Morel, dont les utiles et intéressants travaux facilitent beaucoup l'accomplissement de la tâche que je me suis imposée.

« On voit, par un dénombrement de la population opéré en 1832, qu'il existe en Saxe, sur une population de 1,558,153 habitants, 1,168 sourds-muets; en sorte que l'on compte 1 sourd-muet sur 1,334 habitants, ou 750 sur un million. M. Schmalz, de Dresde, à qui nous empruntons ces documents, ajoute une observation qui tend encore à augmenter le nombre réel des sourds-muets. En effet, si l'on considère que le recensement n'a pu atteindre le nombre réel des sourds-muets entre l'âge de 1 à 5 ans, parce que les parents n'ont pas toujours pu reconnaître, dans la première année, la surdité de leurs enfants, ou du moins ne l'ont pas déclarée; si, d'un autre côté, l'on admet pour point de comparaison, les dénombre-

¹ Éd. Schmalz, *Ueber Taubstumme*. Dresden, 1834.

ments des sourds-muets faits en Prusse, on l'en ne compte que 295 sourds-muets entre 1 et 5 ans, tandis que, dans chacune des périodes suivantes de 5 à 10 ans et de 10 à 15 ans, on trouve 1,094 sourds-muets: et, si l'on réfléchit que de l'âge de 1 à 5 ans, il doit se trouver au moins autant de sourds-muets que dans les autres périodes de 5 ans, puisque beaucoup d'enfants meurent avant d'entrer dans les périodes suivantes, il faut augmenter le nombre des sourds-muets recensés en Saxe d'un huitième, c'est-à-dire de 146. Alors, au lieu de 1,168 sourds-muets, on obtient 1,314 comme nombre probable, ce qui donne 1 sourd-muet sur 1,186 habitants ou 845 sur un million ¹.

L'observation de M. Schmalz est fort juste, mais je pense que le nombre des sourds-muets (un huitième du chiffre total, qu'il propose d'ajouter aux recensements pour remplir la lacune dont il s'agit, est trop élevé, en égard au chiffre de la mortalité générale dans la première année de la vie. C'est ce que me semblent prouver les calculs suivants; on doit se rappeler, en les consultant, que la Suisse et la Sardaigne fournissent un plus grand nombre de sourds-muets que la plupart des autres pays. Je dois faire observer de plus, que le nombre de sourds-muets indiqué pour chaque État compris dans le tableau, est augmenté d'un huitième sur le chiffre total.

ÂGE.	BELGIQUE. (1,964 s. m.)	PRUSSE 1828. 9,351 s. m.	SWISSE. canton de Zurich. 299 s. m.
De 0 à 5 ans . . .	Nombre 272 p. %, 13.70	Nombre 1,303 p. %, 14.09	Nombre 44 p. %, 14.71
5 à 10	168 . 8.55	1,118 . 12.09	54 . 11.04
10 à 15	226 . 11.50	1,400 . 15.15	52 . 17.40
ÂGE.	BELGIQUE. (1,964 s. m.)	PRUSSE. En 1837. 12,092 s. m. En 1845. 12,954 s. m.	
De 0 à 5 ans . . .	Nombre 272 p. %, 13.70	Nombre 1,770 p. %, 14.17	Nombre 1,767 p. %, 15.06
5 à 15	394 . 20.06	5,156 . 25.27	2,750 . 21.18
15 à 30	698 . 35.34	4,206 . 33.67	4,009 . 36.89
ÂGE.	BELGIQUE. (1,964 s. m.)	ÉTATS SARDES (Piémont). (5,375 s. m.)	TOSCANE. 704 s. m.
De 0 à 10 ans . . .	Nombre 440 p. %, 22.50	Nombre 1,465 p. %, 27.26	Nombre 170 p. %, 21.64
10 à 20	455 . 23.05	1,489 . 27.70	305 . 25.81
20 à 30	491 . 25.00	1,255 . 23.51	154 . 19.64

¹ Quatrième circulaire de l'Institut royal des sourds-muets de Paris, pag. 205.

Un autre fait ressort encore des calculs qui précèdent : c'est la concordance remarquable qui existe entre les résultats du dernier recensement des sourds-muets de la Prusse et de celui de notre pays, relativement aux époques de la vie où la muti-surdité survient.

Voici le tableau des sourds-muets du royaume, par catégories d'âges avec la distinction des sexes :

ÂGES.	ANVERS.		BRABANT.		FLAND. OCC.		FLAND. OR.		HAINAUT.		LIÈGE.		LIMBOURG.		LUXEMB.		NAMUR.		TOTAL PAR SEXE		TOTAL GÉNÉRAL.
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Masculin.	Féminin.	
De 5 ans et au-dessous.	3	4	3	2	4	3	5	3	7	5	1	5	3	»	»	1	3	2	20	25	54
5 — à 10 ans. .	4	6	11	7	25	15	18	18	15	20	6	4	4	2	2	4	7	4	90	78	168
10 — 15 — . .	10	9	18	15	27	14	15	30	15	18	12	10	8	5	5	5	9	113	115	228	
15 — 20 — . .	8	4	16	16	15	11	28	17	20	17	21	8	3	7	5	5	5	121	86	207	
20 — 25 — . .	15	8	29	22	20	21	51	9	35	21	21	19	5	4	10	4	11	9	175	117	290
25 — 30 — . .	6	3	22	15	24	20	16	15	24	16	6	7	8	1	3	2	7	8	116	85	201
30 — 35 — . .	4	4	10	7	13	13	16	9	15	11	8	11	2	2	3	2	10	4	81	63	144
35 — 40 — . .	2	2	8	2	11	7	14	7	15	8	5	2	4	2	»	1	4	6	61	37	98
40 — 45 — . .	2	1	6	5	4	6	10	10	7	14	10	8	4	2	1	1	7	5	51	52	103
45 — 50 — . .	2	1	6	4	6	3	5	7	6	5	3	8	2	1	4	»	7	5	41	34	75
50 — 55 — . .	1	»	»	1	5	4	9	6	4	7	2	3	1	2	3	»	2	4	27	27	54
55 — 60 — . .	»	2	2	5	2	3	5	»	5	9	3	3	2	»	1	»	3	2	23	24	47
60 — 65 — . .	1	»	1	1	1	3	3	4	3	5	2	2	2	1	»	»	1	1	14	17	31
65 — 70 — . .	»	1	3	2	»	»	2	2	3	3	3	»	»	1	1	1	1	1	15	11	24
70 — 75 — . .	»	»	2	»	1	4	»	1	3	»	»	2	1	»	»	»	3	7	10	17	17
75 — 80 — . .	»	»	1	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	2	3
80 — 85 — . .	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	2	2	2
Age inconnu . . .	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	2	»	2
	57	45	138	104	156	125	177	138	171	160	103	92	50	30	38	22	75	67	965	785	1,746
	102		242		281		315		331		195		80		60		140		1,746		

V. Les naissances masculines sont plus nombreuses que les naissances fémi-

nines; mais, dans la première année de l'existence, il meurt plus de garçons que de filles, et à quelque époque qu'on observe la population, on retrouve presque toujours plus de femmes que d'hommes. On doit s'étonner, d'après cela, que le chiffre des hommes sourds-muets excède d'une manière sensible celui des femmes sourdes-muettes. Les données manquent pour se rendre compte de cette différence. On peut l'attribuer, en partie, à ce que dans leur jeune âge, comme dans les autres époques de leur vie, les garçons s'exposent davantage aux intempéries de l'air et à l'action des autres causes qui engendrent les maladies ou les infirmités. Le nombre total des hommes sourds-muets, est à celui des femmes sourdes-muettes, savoir :

En Belgique	: : 10 : 8,13
En Danemarck	: : 10 : 8,7
En Norwége	: : 10 : 8,2
En Prusse	: : 10 : 7,7
En Suède	: : 10 : 8,2
En Toscane.	: : 10 : 7,8
Dans le duché de Modène	: : 10 : 7,1

En opérant séparément sur les cas de surdité congéniale et accidentelle, le rapport se présente comme il suit, pour notre pays :

1° *Surdité de naissance,*

Sourds-muets : Hommes, 757; Femmes, 619. = : : 10 : 8,18

2° *Surdité accidentelle,*

Sourds-muets : Hommes, 206; Femmes, 164. = : : 10 : 7,96

VI. Les recherches de M. Fabriani sur les sourds-muets du duché de Modène ¹, indiquent que la surdi-mutité prédomine dans les campagnes. Il en est de même dans le Danemarck ² où la population des villes, comparée à celle des communes rurales, fournit ces rapports : 1 sur 1,889 d'une part, et 1,791 d'autre part. En Belgique, le nombre des sourds-muets est aussi moins élevé dans les villes que dans les campagnes. C'est ce que prouve le tableau suivant, qui représente le chiffre des sourds-muets recensés, en 1835, dans chacune des villes du royaume et dans les arrondissements ruraux.

¹ Morel, *Annales*, etc., vol. II, pag. 113.

² Quatrième circulaire de l'Institut de Paris, pag. 215.

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS ADMINISTRATIFS.	VILLES.	SOURDS-MUETS					
			DANS LES VILLES.			DANS LES CAMPAGNES.		
			Masculins.	Féminins.	TOTAL.	Masculins.	Féminins.	TOTAL.
Anvers.	Anvers.	Anvers	11	10	21	11	6	17
		Malines	5	5	10	11	13	24
		Lierre	4	1	5			
		Turnhout	3	1	4	12	11	23
			23	15	38	34	30	64
Brabant	Bruxelles.	Bruxelles.	10	15	25	45	35	80
		Hal	1	1	2			
		Aerschot.	"	1	1			
		Diest	1	"	1			
		Louvain	10	5	15	30	21	51
		Tirlemont	5	"	5			
		Nivelles	2	"	2			
		Wavre	1	"	1	55	26	81
			30	22	52	108	82	190
Flandre occidentale .	Bruges	Bruges	10	4	14	9	7	16
		Thourout	3	3	6			
		Courtrai	2	1	3	36	17	53
		Menin	3	1	4			
		Dixmude.	1	1	2	9	2	11
		Furnes	1	2	3	5	4	9
		Nieuport.	"	1	1			
		Ostende	4	4	8	9	8	17
		Roulers	2	4	6	39	18	57
		Iseghem	6	4	10			
		Thielt	3	2	5	12	14	26
		Ypres.	5	3	8			
		Poperinghe	2	3	5	12	18	30
		Warneton	1	1	2			
		Werwicq.	"	3	3			
			45	37	82	111	88	199

AVRIL 1835			POPULATION AU 31 DÉCEMBRE 1833			RAPPORT DES SOURDS-MUETS A LA POPULATION		
DANS LES VILLES ET LES CAMPAGNES réunies.			Dans LES VILLES.	Dans LES CAMPAGNES.	DANS LES VILLES et les campagnes réunies.	Dans LES VILLES.	Dans LES CAMPAGNES.	DANS LES VILLES et les campagnes réunies.
Masculins.	Féminins.	TOTAL.						
21	16	38	75,448	87,590	163,038	3,593	5,475	4,299
20	17	37	25,019	69,766	105,916	2,781	2,907	2,863
15	12	27	13,131	74,847	87,939	2,618	5,254	3,257
57	45	102	124,690	232,205	356,895	5,281	5,629	5,490
54	51	105	103,568	191,299	300,741	4,055	2,453	2,864
46	27	73	6,074	110,333	153,710	1,967	2,163	2,106
38	26	64	3,722	116,565	129,445	4,295	1,916	2,023
133	104	242	7,154	418,197	583,896	5,186	2,201	2,413
22	14	36	42,979	55,441	106,227	2,559	3,465	2,951
21	19	50	7,807	116,707	145,098	3,770	2,714	2,862
10	3	13	18,997	41,457	44,699	1,631	3,707	3,457
6	7	13	7,594	22,413	29,917	1,876	2,490	2,501
13	12	25	3,262	27,141	39,302	1,520	1,596	1,573
27	26	63	4,502	67,509	86,103	1,162	1,436	1,567
17	16	33	3,002	60,591	72,251	1,666	2,215	2,189
20	28	48	12,161	65,585	100,219	2,035	2,119	2,088
			9,982					
			8,612					
			15,064					
			10,182					
			5,852					
			5,538					
125	281	281	166,994	454,822	621,816	2,056	2,286	2,213

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS ADMINISTRATIFS.	VILLES.	SOURDS-MUET						
			DANS LES VILLES.			DANS LES CAMPAGNES.			
			Masculins.	Féminins.	TOTAL.	Masculins.	Féminins.	TOTAL.	
Flandre orientale	Alost.	Alost	6	1	7	46	33	79	
		Grammont	2	"	2				
	Audenarde . . .	Ninove	1	1	2	19	15	34	
		Audenarde . . .	2	1	3				
	Eecloo	Renaix	2	1	3	7	9	16	
		Eecloo	2	2	4				
	Gand.	Deynze	2	1	3	36	31	67	
		Gand	17	21	38				
	St-Nicolas . . .	Lokeren	"	3	3	16	5	21	
		St-Nicolas . . .	5	"	5				
Termonde . . .	Termonde . . .	3	"	3	11	14	25		
			42	31	73	135	107	242	
Hainaut	Ath	Ath	5	1	6	28	22	50	
		Chièvres	1	"	1				
	Charleroy . . .	Charleroy	2	"	2	22	21	43	
		Châtelet	"	"	"				
		Fontaine-l'Évêque .	1	"	1				
	Mons.	Gosselies	"	"	"	32	37	69	
		Mons	4	8	12				
		St-Ghislain	1	"	1				
	Soignies . . .	Braine-le-Comte . .	"	"	"	12	15	27	
		Enghien	"	1	1				
		Lessines	"	"	"				
		Rœulx	"	1	1				
		Soignies	"	"	"				
	Thuin	Beaumont	"	"	"	16	18	34	
		Binche	1	3	4				
		Chimay	1	"	1				
	Tournay . . .	Thuin	"	1	1	29	23	52	
		Antoing	2	"	2				
		Leuze	2	2	4				
		Peruwelz	4	3	7				
			8	6	14				
			52	26	58	139	154	293	

AVRIL 1835			POPULATION AU 31 DÉCEMBRE 1835			RAPPORT DES SOURDS-MUETS A LA POPULATION		
DANS LES VILLES ET LES CAMPAGNES réunies.			Dans LES VILLES.	Dans LES CAMPAGNES.	DANS LES VILLES et les campagnes réunies.	Dans LES VILLES.	Dans LES CAMPAGNES.	DANS LES VILLES et les campagnes réunies.
Hommes.	Féminins.	TOTAL.						
55	35	90	14,774 7,245 4,446	107,675	134,158	2,466	1,363	1,196
25	17	40	5,559 12,520	92,085	109,942	2,977	2,708	2,748
9	11	20	8,750	45,770	52,509	2,182	2,756	2,652
55	55	108	3,640 88,201	164,835	256,766	2,242	2,460	2,378
21	8	29	16,153 17,000	75,275	108,426	4,144	3,584	3,740
14	14	28	7,653	83,727	91,580	2,551	3,349	3,264
177	158	315	185,789	567,572	753,161	2,545	2,344	2,391
34	23	57	8,852 3,165	81,517	93,552	1,535	1,876	1,641
25	21	46	5,926 2,641 2,842 4,525	85,510	101,242	5,244	1,988	2,201
37	45	82	23,231 1,715	110,044	134,990	1,910	1,595	1,646
12	15	27	4,234 3,746 4,880 2,586 6,411	65,955	87,812	10,028	2,658	3,251
18	22	40	1,952 4,995 2,768 5,843	61,199	74,757	2,266	1,800	1,868
45	34	79	1,072 5,592 6,955 25,665	98,287	138,469	1,488	1,888	1,753
100	100	200	128,270	502,512	630,782	2,211	1,842	1,906

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS ADMINISTRATIFS.	VILLES.	SOURDS-MUETS																																																																																																																																																																	
			DANS LES VILLES.			DANS LES CAMPAGNES.																																																																																																																																																														
			Masculins.	Féminins.	TOTAL.	Masculins.	Féminins.	TOTAL.																																																																																																																																																												
Liège.	Huy	Huy	2	5	7	15	14	29																																																																																																																																																												
		Stavelot	"	"	"																																																																																																																																																															
	Liège	Liège.	14	9	23	34	32	66																																																																																																																																																												
		Visé	"	"	"																																																																																																																																																															
	Verviers	Herve.	"	"	"	19	21	40																																																																																																																																																												
		Limbourg	"	"	"																																																																																																																																																															
	Waremmes	Verviers	2	2	4	17	9	26																																																																																																																																																												
Waremmes	Waremmes	"	"	"					18	16	34	85	76	161	Limbourg	Hasselt	Hasselt	8	3	11	12	7	19	S ^t -Trond.	1	2	3	Maeseyck	"	"	"	7	6	13	Tongres	"	1	1	22	11	33				9	6	15	41	24	65	Luxembourg	Arlon	Arlon.	2	"	2	4	5	9	Bastogne.	"	"	"	4	2	6	Bastogne	Houffalize	"	"	"	8	4	12	Durbuy	"	"	"	Marche	La Roche.	"	"	"	9	5	14	Marche	"	"	"	Neufchâteau	Bouillon	2	1	3	7	5	12	Neufchâteau.	"	"	"	Virton	S ^t -Hubert	"	"	"	7	5	12	Chiny	1	"	1				1	"	1	32	21	53	Namur	Dinant	Dinant	4	"	4	14	19	33	Andenne.	1	3	4	Namur	Fosse.	"	"	"	34	25	59	Namur	3	2	5	Philippeville	Philippeville.	"	1	1	17	17	34				8	6	14	65	61
			18	16	34	85	76	161																																																																																																																																																												
Limbourg	Hasselt	Hasselt	8	3	11	12	7	19																																																																																																																																																												
		S ^t -Trond.	1	2	3																																																																																																																																																															
		Maeseyck	"	"	"				7	6	13																																																																																																																																																									
		Tongres	"	1	1				22	11	33																																																																																																																																																									
				9	6	15	41	24	65																																																																																																																																																											
Luxembourg	Arlon	Arlon.	2	"	2	4	5	9																																																																																																																																																												
		Bastogne.	"	"	"				4	2	6																																																																																																																																																									
	Bastogne	Houffalize	"	"	"	8	4	12																																																																																																																																																												
		Durbuy	"	"	"																																																																																																																																																															
	Marche	La Roche.	"	"	"	9	5	14																																																																																																																																																												
		Marche	"	"	"																																																																																																																																																															
	Neufchâteau	Bouillon	2	1	3	7	5	12																																																																																																																																																												
		Neufchâteau.	"	"	"																																																																																																																																																															
	Virton	S ^t -Hubert	"	"	"	7	5	12																																																																																																																																																												
		Chiny	1	"	1																																																																																																																																																															
			1	"	1	32	21	53																																																																																																																																																												
Namur	Dinant	Dinant	4	"	4	14	19	33																																																																																																																																																												
		Andenne.	1	3	4																																																																																																																																																															
	Namur	Fosse.	"	"	"	34	25	59																																																																																																																																																												
		Namur	3	2	5																																																																																																																																																															
	Philippeville	Philippeville.	"	1	1	17	17	34																																																																																																																																																												
			8	6	14	65	61	126																																																																																																																																																												

AVRIL 1855			POPULATION AU 31 DÉCEMBRE 1855			RAPPORT DES SOURDS-MUETS A LA POPULATION		
DANS LES VILLES ET LES CAMPAGNES réunies.			Dans LES VILLES.	Dans LES CAMPAGNES.	DANS LES VILLES et les campagnes réunies.	Dans LES VILLES.	Dans LES CAMPAGNES.	DANS LES VILLES et les campagnes réunies.
Masculins.	Féminins.	TOTAL.						
17	19	36	{ 7,472 3,795 }	{ 58,135 }	69,402	1,610	2,005	1,917
48	41	89	{ 60,448 2,028 }	{ 115,228 }	177,704	2,716	1,740	1,907
21	23	44	{ 3,070 2,185 }	{ 68,281 }	92,796	6,129	1,707	2,109
17	9	26	{ 19,260 " }	{ 44,893 }	44,893	"	1,727	1,727
105	92	195	98,258	286,537	384,795	2,890	1,780	1,973
21	12	33	{ 7,553 8,563 }	{ 50,677 }	66,573	2,271	2,667	2,017
7	6	13	{ 4,008 }	{ 27,935 }	51,943	"	2,149	2,457
22	12	34	{ 5,144 }	{ 60,439 }	65,583	5,144	1,851	1,929
59	30	89	25,048	139,051	164,099	1,663	2,140	2,051
6	5	11	{ 5,705 2,111 }	{ 19,264 }	22,969	1,852	2,140	2,088
4	2	6	{ 1,018 309 }	{ 25,478 }	28,607	"	4,249	4,768
8	4	12	{ 1,250 1,875 }	{ 50,937 }	54,549	"	2,578	2,822
11	6	17	{ 2,470 1,525 }	{ 36,654 }	42,379	1,908	2,617	2,495
9	5	14	{ 1,730 1,075 }	{ 35,673 }	38,589	1,358	2,975	2,742
58	22	80	18,687	148,006	166,693	2,669	2,793	2,778
19	19	37	{ 5,055 4,514 }	{ 54,667 }	59,700	1,258	1,657	1,614
10	30	68	{ 2,722 20,176 }	{ 92,165 }	119,575	3,024	1,562	1,756
17	18	35	{ 1,127 }	{ 45,170 }	44,207	1,127	1,270	1,266
5	67	140	55,372	190,000	225,372	2,585	1,508	1,595

RÉCAPIT

PROVINCES.	SOURDS-MUETS					
	DANS LES VILLES.			DANS LES CAMPAGNES.		
	Masculins.	Féminins.	TOTAL.	Masculins.	Féminins.	TOTAL.
Anvers.	23	15	38	54	50	64
Brabant	30	22	52	108	82	190
Flandre occidentale.	45	37	82	111	88	199
— orientale	42	31	73	135	107	242
Hainaut	52	26	58	139	154	273
Liège	18	16	34	85	76	161
Limbourg.	9	6	15	41	24	65
Luxembourg.	6	1	7	32	21	53
Namur.	8	6	14	65	61	126
LE ROYAUME.	213	160	573	750	623	1,373

Ce tableau montre, comme je l'ai dit tout à l'heure, que le nombre des sourds-muets est un peu moindre dans les villes que dans les campagnes. La différence se présente dans le rapport de 3,9 sourds-muets par mille habitants dans les villes, et de 4,7 dans les campagnes. On obtient un résultat opposé si l'on sépare les cas de surdi-mutité native, de ceux où l'infirmité est postérieure à la naissance. Ce dernier fait découle de la circonstance que le séjour des villes est, pour les indigents, la source d'une foule de maux résultant de l'insalubrité de leurs demeures et des lieux où elles sont situées, car on ne les rencontre guère que dans des rues basses, étroites, humides, infectées par les eaux ménagères et les miasmes qui se dégagent des égouts et des dépôts de matières organiques en fermentation. Chaque maison, chaque chambre est, pour ainsi dire, un foyer d'émanations délétères.

A la campagne, les familles pauvres, sans être plus largement logées et mieux nourries, respirent un air généralement plus pur, plus vivifiant. Leurs enfants, aussi plus heureux sous ce rapport que ceux des villes, puisent dans l'air des champs, sous l'influence du soleil et dans les jeux plus actifs auxquels ils se livrent, des éléments de force que les autres ne peuvent avoir dans la position où ils se trouvent, car il est rare, dans le premier âge surtout, qu'ils sortent des localités insalubres où ils sont nés.

ATION.

AVRIL 1835			POPULATION AU 31 DÉCEMBRE 1835			RAPPORT DES SOURDS-MUETS A LA POPULATION		
DANS LES VILLES ET LES CAMPAGNES réunies.			Dans LES VILLES.	Dans LES CAMPAGNES.	DANS LES VILLES et les campagnes réunies.	Dans LES VILLES.	Dans LES CAMPAGNES.	DANS LES VILLES et les campagnes réunies.
Hommes.	Féminins.	TOTAL.						
57	45	102	124,690	252,203	356,893	3,281	3,629	3,499
138	104	242	165,699	418,197	583,896	3,186	2,201	2,413
156	125	281	166,994	454,822	621,816	2,036	2,286	2,213
177	138	315	185,789	567,372	753,161	2,545	2,344	2,391
171	160	331	128,270	502,512	630,782	2,211	1,842	1,906
103	92	195	98,258	286,557	384,795	2,890	1,780	1,973
59	50	80	25,048	139,051	164,099	1,663	2,140	2,051
38	22	60	18,687	148,006	166,693	2,669	2,793	2,778
73	67	140	53,372	190,000	223,372	2,383	1,508	1,595
963	783	1,746	946,807	2,938,700	3,885,507	2,540	2,140	2,226

Ces considérations expliquent pourquoi les scrofules prédominent dans les villes. Or, comme on l'a vu, cette affection est celle qui occasionne le plus fréquemment la surdi-mutité dite accidentelle.

Les épidémies sont également plus communes dans les villes que dans les campagnes; elles y sont aussi généralement plus graves, surtout dans la classe indigente, à cause de l'agglomération des populations et des conditions d'insalubrité inhérentes à l'atmosphère dans laquelle elles vivent, à la qualité des substances dont elles se nourrissent, à leurs habitudes, etc. Ce point de mon travail concerne particulièrement la scarlatine, la variole et les autres maladies de l'enfance qui affectent primitivement ou sympathiquement les organes de l'audition et ceux de la vue, car la cécité consécutive à ces maladies n'est point non plus très-rare.

Au 31 décembre 1835, la Belgique renfermait 3,885,507 habitants. Les données me manquent pour établir une distinction exacte entre les sexes, mais les résultats du recensement de la population opéré le 15 octobre 1846, indiquent que le nombre des femmes n'excède celui des hommes que de 10,000. En partant de cette évaluation, le rapport des hommes sourds-muets à ceux qui entendent et qui parlent était, en 1835, comme 1 : 2,013, et pour les femmes comme 1 : 2,487.

VII. L'indication des familles ayant plusieurs enfants sourds-muets, rentre nécessairement dans le cadre de mes recherches. J'expose ici les données que j'ai recueillies sur ce point. Il est à regretter que le même tableau n'existe pas pour les autres pays¹.

PROVINCES.	FAMILLES AYANT					
	2 enfants sourds-muets	3 enfants sourds-muets	4 enfants sourds-muets	5 enfants sourds-muets	6 enfants sourds-muets	7 enfants sourds-muets
Anvers	2	1	2	»	»	»
Brabant	20	5	2	»	»	»
Flandre occidentale . .	22	4	1	»	»	1
— orientale	25	10	3	2	»	»
Hainaut	27	18	3	1	»	»
Liège	20	8	2	1	»	»
Limbourg	8	2	»	»	»	»
Luxembourg	6	»	»	»	»	»
Namur	17	6	1	»	»	»
TOTAUX	147	54	14	4	»	1

Tous les sourds-muets provenant de ces 220 familles, figurent dans les états dont j'ai fait le dépouillement comme ayant perdu l'ouïe avant la naissance.

Voici maintenant ce que je puis donner pour 194 familles, quant au nombre des sourds-muets de l'un et de l'autre sexe appartenant aux familles qui en comptent plusieurs parmi leurs enfants :

PROVINCES.	FAMILLES AYANT									
	2 enfants sourds-muets.		3 enfants sourds-muets.		4 enfants sourds-muets.		5 enfants sourds-muets.		7 enfants sourds-muets.	
	garç.	filles.	garç.	filles.	garç.	filles.	garç.	filles.	garç.	filles.
Anvers	5	1	1	2	7	1	»	»	»	»
Brabant	23	21	6	6	3	1	»	»	»	»
Flandre occidentale . .	21	21	6	6	»	»	»	»	»	»
— orientale	19	17	8	10	5	7	6	4	»	»
Hainaut	23	31	11	19	4	»	»	»	»	»
Liège	17	23	10	14	4	4	»	»	»	»
Limbourg	10	8	»	»	»	»	»	»	»	»
Luxembourg	5	4	»	»	»	»	»	»	»	»
Namur	13	19	7	8	2	2	»	»	»	»
TOTAUX	138	145	49	65	25	15	6	4	»	»
	(143 familles.)		(38 familles.)		(40 familles.)		(3 familles.)		(1 famille.)	

¹ Dans le nombre des familles dont les enfants sourds-muets ont été reçus à l'institution de Hartford, de 1817 à 1843, il s'en est trouvé :

720 ayant chacune 1 sourd-muet.	
77 — 2 —	
27 — 3 —	
11 — 4 —	

5 ayant chacune 5 sourds-muets.	
2 — 6 —	
2 — 7 —	

Sur les 142 familles ayant chacune deux enfants sourds-muets, on en trouve 71 dans lesquelles l'infirmité se partage également entre les deux sexes; 34 où elle ne s'observe que chez les garçons, et 37 où elle est exclusive aux filles.

Quant aux familles ayant de trois à cinq enfants sourds-muets, les rapports se présentent comme il suit :

Familles à trois enfants sourds-muets :

1 garçon, 2 filles.	19 familles.
2 filles, 1 garçon	12 —
3 garçons	2 —
3 filles	5 —

Familles à quatre enfants sourds-muets :

2 garçons, 2 filles	3 familles.
3 — 1 —	2 —
1 — 3 —	1 —
4 — » —	3 —
» — 4 —	1 —

Familles à cinq enfants sourds-muets :

3 garçons, 2 filles	1 famille.
2 — 3 —	1 —

Les indications me manquent pour une troisième famille. Il en est de même, comme on l'a vu, pour une famille que j'ai signalée comme ayant sept sourds-muets.

Les documents où j'ai puisé les éléments des deux tableaux qui précèdent, m'ont offert, en outre, plusieurs particularités qui montrent combien le sujet que je traite est digne de l'attention des physiologistes. C'est ainsi que dans une famille du Hainaut, composée de neuf enfants, 5 filles et 4 garçons, ces derniers sont tous sourds-muets. Dans une autre famille de la même province se trouvent dix enfants nés alternativement sourds-muets et entendant-parlants. Des faits semblables ont été observés dans d'autres pays. Dans un de ses écrits sur l'institution de Modène, M. Fabriani parle d'une famille de cinq enfants, où toutes les filles sont nées sourdes et les garçons doués de tous leurs sens¹. Le rapport de l'institut de New-York pour 1837, cite une famille de quatorze enfants issus d'une même mère, dont sept sont nés alternativement sourds-muets et doués de l'ouïe et de la voix². MM. Le Bouvryer-

¹ Quatrième circulaire de l'Institut de Paris, pag. 232.

² *Eighteenth annual report of the Directors of the New-York institution for the instruction of the deaf and dumb, etc., New-York, 1837.*

Desmortier¹ et Hubell, de l'État d'Ohio², ont observé le même fait dans deux familles composées, l'une de dix enfants, 5 filles et 5 garçons, et l'autre de douze enfants. M. Le Bouvyer-Desmortier rapporte également avoir connu une famille de quatorze enfants, dont quatre, le troisième, le sixième, le neuvième et le douzième sont nés sourds-muets de trois en trois. On lit dans Fernel³, qu'un père et une mère, tous deux d'une santé parfaite et d'une organisation des sens irréprochable, n'engendraient que des sourds-muets. M. Poilroux cite un exemple semblable, dans ses Recherches sur les maladies chroniques.

VIII. La différence d'âge entre les époux exerce-t-elle une influence directe sur la production de la surdité congéniale? Cette question se lie naturellement au point que j'examine; mais, pour la résoudre, il faudrait des éléments qui me font défaut : ce sont des indications exactes relatives aux conjoints qui étaient parents entre eux avant leur mariage, à ceux qui avaient des sourds-muets dans leur famille, et enfin, des données plus certaines que celles que l'on possède aujourd'hui sur la loi d'hérédité dans la procréation de l'homme.

Voici pour 940 familles belges, l'âge des père et mère au moment de la naissance de leurs enfants sourds-muets.

ÂGE DE L'HOMME.	NOMBRE d'hommes d'après les âges.	ÂGE DES FEMMES.								
		20 ans et au dess.	21 à 25 ans.	26 à 30 ans.	31 à 35 ans.	36 à 40 ans.	41 à 45 ans.	46 à 50 ans.	51 à 55 ans.	56 à 60 ans.
De 20 ans et au-dessous.	9	1	7	"	"	1	"	"	"	"
21 — à 25 ans . .	97	6	51	31	8	1	"	"	"	"
26 — 30 — . .	203	6	45	107	29	14	1	1	"	"
31 — 35 — . .	206	1	26	75	85	17	1	1	"	"
36 — 40 — . .	202	3	5	43	67	69	11	3	"	1
41 — 45 — . .	106	"	6	12	19	45	21	3	"	"
46 — 50 — . .	72	"	2	8	7	26	21	7	1	"
51 — 55 — . .	26	"	1	5	5	4	5	4	2	"
56 — 60 — . .	13	"	1	1	2	5	3	"	"	1
61 — 65 — . .	5	"	"	"	"	3	2	"	"	"
66 — 70 — . .	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"
	940	18	144	282	222	185	65	19	3	2

IX. On sait aujourd'hui que les enfants provenant d'un mariage entre deux per-

¹ *Considérations sur les sourds-muets de naissance, etc.*, Paris, an VIII.

² *Eighteenth annual report, etc.*

³ *Patholog.*, lib. V, cap. VI.

sonnes atteintes de muti-surdité congéniale, naissent fort rarement sourds-muets, et qu'il en est presque généralement de même des enfants procréés par des parents dont l'un est sourd-muet et l'autre entendant. D'un autre côté, l'observation montre que les enfants, issus d'un père et d'une mère doués de l'audition, mais ayant l'un ou l'autre des sourds-muets dans leur famille, procréent presque toujours un ou plusieurs enfants atteints de l'infirmité de leurs ascendants ou de leurs collatéraux. Ce fait, qu'il faut renoncer à expliquer, est certainement, comme je l'ai dit ailleurs, un des plus curieux et des plus importants qui découlent de l'histoire de la surdi-mutité. Les documents que j'ai sous les yeux offrent sept exemples de sourds-muets mariés à des femmes jouissant de l'ouïe, dont tous les enfants sont exempts de l'infirmité de leur père, et un exemple où tous les enfants nés d'un père et d'une mère sourds-muets de naissance, sont doués de tous leurs sens. On lit dans le rapport de l'institution de Hartford pour 1843, que sur les quatre-vingt-onze familles formées par des élèves de cet établissement, mariés entre eux, il ne s'en trouve que quatre ayant des enfants atteints de surdi-mutisme. Je ne connais qu'un seul cas où cette infirmité s'est montrée dans trois générations successives : c'est celui dont parle le compte-rendu de la même institution pour l'année 1829. Il concerne deux sœurs qui ont quatorze cousins ou cousines affectés comme elles, de surdi-mutité. Ces mêmes individus descendent tous d'une seule et même bis-aïeule, et ce qui rend la chose encore plus remarquable, c'est que les enfants et les petits-enfants de cette dernière jouissent complètement du sens de l'ouïe et de la parole ¹. Nous ajouterons que MM. Guyot ² connaissent une famille où la surdi-mutité s'est communiquée en ligne directe : le père et la mère, anciens élèves de l'institut des sourds-muets de Groningue, ont eu quatre enfants nés alternativement sourds-muets et entendants-parlants.

Les indications suivantes sont relatives à mes recherches propres sur les sourds-muets existant dans les familles où l'infirmité se retrouve dans la branche paternelle ou maternelle.

Sourds-muets ayant des cousins germains atteints de la même infirmité : du côté du père, un exemple; du côté de la mère, deux exemples; sans indication de la branche, un exemple. — Le père ayant une sœur sourde-muette, deux exemples. — La mère ayant un frère sourd-muet, un exemple; une sœur sourde-muette, un exemple. — Le père ayant une tante sourde-muette, un exemple. — Le père ayant un cousin germain sourd-muet, un exemple. — Sourds-muets dans la famille du père, un exemple; dans la famille de la mère, deux exemples.

Je regrette de ne pouvoir rien ajouter à ces faits pour la Belgique. Parmi nos

¹ Troisième circulaire de l'Institut des sourds-muets de Paris, pag. 134.

² Morel, *Annales*, etc., vol. II, pag. 165.

1,376 sourds-muets de naissance ou considérés comme tels, se trouvent trente-deux enfants illégitimes.

X. Les sourds-muets appartiennent pour la plupart à la classe pauvre. Ce fait trouve son explication dans des considérations que j'ai déjà exposées, à savoir : que l'habitation dans des lieux ou dans des demeures insalubres, une mauvaise nourriture, l'absence de soins hygiéniques, etc., détériorent la constitution, prédisposent à une foule d'incommodités plus ou moins graves, rendent les maladies plus dangereuses et favorisent, dans le jeune âge, le développement des scrofules. De là, chez les enfants du peuple, le carreau, les engorgements glandulaires et les otites chroniques, si souvent suivies de la perte de l'appareil auditif.

Ce que je dis ici explique pourquoi beaucoup de sourds-muets succombent avant l'âge de l'adolescence ou vers cette dernière époque que tant de filles traversent avec peine à cause de la révolution qui s'opère en elles quand elles deviennent nobiles. La phthisie pulmonaire en enlève relativement un grand nombre. C'est pour avoir ignoré l'influence qu'une mauvaise constitution congéniale ou acquise exerce sur le développement de cette maladie, que plusieurs auteurs attribuent sa fréquence chez les sourds-muets, à l'inaction de leurs organes pulmonaires. Je suis loin de prétendre que cette inaction des poumons ne soit pour rien dans le mal dont il s'agit, mais là n'est point pour moi sa cause principale. Il est à regretter que les médecins n'aient pas répondu à l'appel que l'institut royal des Pays-Bas à Amsterdam, leur avait fait naguère sur ce sujet¹.

XI. Un assez grand nombre de sourds-muets sont atteints de maladies ou d'accidents inhérents à leur mauvaise constitution physique. Il en est aussi beaucoup dont les facultés intellectuelles sont très-peu développées. Ce dernier fait se rattache plus particulièrement à la catégorie des enfants dont l'infirmité est congéniale, l'inaptitude mentale dépendant souvent chez eux de la même cause que le surdi-mutisme, c'est-à-dire d'un arrêt dans le développement du cerveau ou d'une autre lésion de cet organe. C'est ce que démontrent les cas nombreux

¹ La question que cette célèbre compagnie avait mise au concours en 1857, est ainsi conçue :

« 1° L'expérience montre-t-elle que les sourds-muets et les aveugles de naissance succombent plus fréquemment à la phthisie pulmonaire que les autres enfants de leur âge? — 2° Dans l'affirmative, la fréquence de la phthisie doit-elle être attribuée à des causes accidentelles ou bien à un état organique qui, dans l'espèce, peut faire considérer le développement de cette affection et la cécité ou le surdi-mutisme congénial ou non congénial, comme tenant à une seule et même cause? — 3° Quels sont les moyens à employer pour prévenir la phthisie chez les sourds-muets et les aveugles, sans préjudicier au but qu'on veut atteindre en les plaçant dans les établissements créés pour leur instruction? »

de folie, d'idiotisme, de paralysie et d'épilepsie observés sur les sourds-muets de naissance. Ces affections, qui dénotent toutes une lésion profonde de l'appareil cérébral, sont comparativement bien plus rares parmi les enfants dont la perte de l'ouïe n'est survenue qu'après la naissance. Le tableau suivant résume les recherches que j'ai faites sur ce point dans les documents qui servent de base à mon travail. Dans plusieurs cas, l'aliénation mentale est accompagnée de paralysie ou de cécité.

INFIRMITÉS COEXISTANTES avec LA MUTI-SURDITÉ.	SOURDS-MUETS de naissance.		SOURDS-MUETS par maladies ou accidents.		TOTAUX.		TOTAL GÉNÉRAL.
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	
Idiotisme ou aliénation mentale . .	50	28	7	5	57	53	90
Paralysie	15	10	3	6	16	16	52
Épilepsie	7	5	3	1	10	6	16
Cécité	2	1	1	1	3	2	5
Perte d'un œil.	4	2	1	1	5	3	8
Faiblesse de la vue	»	1	2	1	2	2	4
Asthme.	1	1	»	»	1	1	2
Rachitisme.	1	2	»	»	1	2	3
Claudication	4	2	1	1	5	3	8
Goître	2	4	»	»	2	4	6
Hernie	2	»	»	»	2	»	2
Maladies indéterminées	6	1	3	1	9	2	11
TOTAUX. . .	92	57	21	17	113	74	187

On voit par ce tableau, qu'un grand nombre de sourds-muets sont incapables à recevoir l'instruction. Je ferai remarquer en outre, que, parmi ces malheureux, il s'en trouve cinq frappés à la fois de cécité et de surdi-mutisme. La réunion de ces deux infirmités est presque toujours liée à un vice du cerveau. Une fille de vingt-deux ans, sourde-muette et aveugle, fait son éducation dans l'institution de Bruges, dirigée par M. l'abbé Carton. La statistique de la plupart des États de l'Europe mentionne des cas semblables à ceux que j'indique ici. La Suède en compte à elle seule 90, d'après les indications fournies par M. Borg.

II. DUCHÉ DE LIMBOURG.

Sur les quatre-vingt-dix sourds-muets recensés en 1835 dans la partie de la province de Limbourg qui a été détachée de la Belgique en 1839 (la ville de Maestricht

On voit par ces chiffres que la surdité native ou congéniale prédomine encore ici sur la surdité accidentelle. Le rapport des sourds-muets du sexe masculin est à ceux du sexe féminin : : 10 : 8.10.

Les dix-sept sourds-muets dont l'audition s'est perdue après la naissance, ont éprouvé cette infirmité à la suite de maladies plus ou moins graves :

- 5 cas de surdité ont été produits par des affections cérébrales;
- 4 — par la variole ou la rougeole;
- 1 — par la frayeur;
- 2 — par des chutes;
- 5 — par des maladies non spécifiées.

Quant à l'âge auquel ces individus sont devenus sourds, les bulletins fournissent les indications suivantes :

4	ont perdu l'ouïe dans la 1 ^{re} année.
3	— dans la 2 ^e —
1	— dans la 3 ^e —
3	— dans la 4 ^e —
1	— dans la 5 ^e —
2	— dans la 6 ^e —
1	— dans la 7 ^e —
2	— au delà de cet âge.

Sur les soixante sourds-muets de naissance recensés en 1835, dans les communes du Luxembourg formant aujourd'hui le Grand-Duché, vingt appartiennent à des familles ayant plusieurs enfants atteints de la même infirmité. Deux enfants d'une même famille sont l'un et l'autre sourds-muets. Six familles ont également chacune deux sourds-muets, mais avec deux ou trois enfants qui entendent et qui parlent. Dans une famille de sept enfants, six sont frappés de mutité, cinq filles et un garçon. L'enfant entendant-parlant est le deuxième né. Deux sourds-muets de naissance, originaires, l'un du Luxembourg belge, l'autre du Luxembourg néerlandais, et mariés à des femmes douées de l'ouïe, ont procréé chacun trois enfants jouissant de tous leurs sens.

Ces données ne se rapportent qu'à un nombre de faits très-limité; mais elles trouvent leur importance, quand on les rapproche des renseignements recueillis dans les autres pays. On a vu par tout ce qui précède que plusieurs points de l'histoire du surdi-mutisme sont encore fort obscurs, et, sous ce rapport, les matériaux que je me suis décidé à mettre en œuvre ont une grande valeur.

Ici finit la première partie de ma tâche. Je vais maintenant aborder la statistique de la cécité.

CHAPITRE II.

DES AVEUGLES.

I. ROYAUME DE BELGIQUE.

I. A son retour de la cinquième croisade, l'armée de saint Louis ramena de la Palestine un grand nombre d'officiers et de soldats aveugles, victimes de la maladie qui, cinq siècles plus tard, devait encore ravager les rangs de l'armée que la France avait jetée en Égypte pour en faire la conquête.

En 1260, saint Louis, touché du triste sort de ses anciens compagnons d'armes, ouvrit à Paris une maison destinée à loger trois cents aveugles, et qui fut, à cause de ce nombre, appelée hôpital ou hospice des Quinze-Vingts.

Quarante-cinq ans après, en 1305, Robert de Béthune, comte de Flandre, érigeait à Bruges ¹ un établissement semblable, en témoignage de sa gratitude pour le courage que les Brugeois avaient montré à la bataille de Mons-en-Puelle, qu'il prétendait avoir gagnée sur Philippe-le-Bel ². L'église de cet ancien établissement existe encore aujourd'hui.

Un autre hospice également destiné aux aveugles indigents, fut créé dans notre pays au XIV^e siècle (vers 1370). Son fondateur, Pierre Van der Leyen ³, de Gand, l'avait établi dans sa ville natale. L'histoire ne nous dit point quand on a changé sa destination.

C'est en France que s'ouvrit aussi le premier asile consacré à l'éducation des

¹ Sanderus, *Flandria illustrata*, tom. II. — *Jaer-Boecken der stad Brugge*, 1765. — *Oorsprong van het blinden lieden gasthuis*, etc.; Bruges, 1815.

² C'est à l'occasion de cette même bataille que les Français élevèrent à Philippe-le-Bel la statue équestre que l'on voyait autrefois dans l'église Notre-Dame de Paris.

³ *Kenlic*, etc., dat Pieter van der Leyen ende Marguerite syn wettelic wyf, by der gratie Ons Heeren t'beginsel zyn van der godthhuuse dat men eet t'Onser Vrouwen der blinder lieden huus in Gendt staende up het Nieulant, over de Muudebrughe: t'welcke godthhuus sy hebben ghesticht ende ghedaen maken met al sulcken goede als hun Godt verleent heeft, ende dat zy ghecreghen hebben van der goeder lieden aelmoessen, ende hebben by raede van schepenen van der keure, als oppervoochden van den voerseiden Godthhuuse ghecoren voochden ende bestierers van het voerseide huus, omme dat te helpene bestierene ende regierene ten nuutscepe ende proufite van den Godthhuuse voorseit, te weten: Jan de Langhe ende Jan Medelbandre, etc. 5 decemb. 1384. *Jaer-reg.* 61, 41. (Diericx, *Mémoires sur la ville de Gand*, tom. II, pag. 579.)

jeunes aveugles. Cette institution date de 1784. Dès l'année suivante, elle renfermait déjà vingt-cinq élèves entretenus aux frais de la société philanthropique, et confiés aux soins éclairés de l'abbé Valentin Haüy, frère du célèbre minéralogiste, qui s'occupait déjà depuis quelque temps de l'instruction des aveugles-nés. Les noms des comtes de Vergennes et de Breteuil, de Bailly, de Laroche foucault-Liancourt, de M^{me} Dumenil, de Planoy, de Stael, etc., figurent parmi ceux des bienfaiteurs de cet établissement, qu'un décret de l'Assemblée Constituante du 28 septembre 1791, a mis à la charge de l'État.

Les succès que l'abbé Haüy obtint de ses élèves ne tardèrent pas à fixer l'attention générale. On se rappela bientôt que, dans tous les temps, il y avait eu des aveugles distingués par leur science et leurs talents. Parmi ceux dont l'histoire nous a légué les noms, figurent deux Belges, Nicaise de Voerda, de Malines¹, docteur de l'Université de Louvain, professeur de droit canon et de droit civil à l'Université de Cologne, et Jean Fernand, qui fut à la fois poète, logicien, philosophe et musicien².

L'Angleterre suivit, la première, l'exemple de la France, car c'est à 1791 que remonte la création des instituts des aveugles de Londres et de Liverpool, dont l'importance a toujours été croissante. L'Europe et les États-Unis de l'Amérique du Nord possèdent aujourd'hui soixante établissements consacrés à la même œuvre. Sur ce nombre, cinq se trouvent en Belgique, dont deux à Bruxelles et un dans les villes de Liège, de Bruges et de Maeseyck. Ces dernières institutions renferment quatre-vingt-cinq élèves de l'un et de l'autre sexe, âgés de huit à vingt ans.

On doit s'étonner, d'après ce qui précède, que l'on soit resté jusqu'à ces dernières années sans penser à dresser une statistique de la cécité.

Le tableau suivant relate les indications que j'ai recueillies sur ce point; mais, comme on le verra bientôt, les dénombrements auxquels elles se rapportent, n'ont pas été tous opérés avec l'exactitude convenable.

¹ *Nicasius de Voerda, mechliniensis, captus a tertio aetatis suae anno oculis, secundum nostra aetate Dydimum Alexandrinum exhibuit, dum in omni doctrina et scientia, tam divina quam humana, eruditissimus evasit; nam in Gymnasio Coloniensis jura publicè docuit, libros utriusque juris, quos nunquam vidit, auditu didicit, tenuit mente, apertè recitavit. Obiit Coloniae, anno 1492. Trithemius, de Scriptoribus Ecclesiae.*

² *Joannes Fernandus, patre Hispano in Belgio ortus, teste Fulgoso et Philippo Camerario, caecus a nativitate fuit ac inops. His duabus superatis, quae permultum obstant doctrinae, poeta tamen, logicus, philosophus, musicusque tam excellens evasit, ut solus, memoriter quatuor vocum carmen componeret. Id quod alii vix scribendo consequi possent, praeterquam quod aliis musicis instrumentis tam peritè sonos modularetur, ut audientium aures non solum suavitate maxima demulceret, sed etiam artificii magnitudine veluti captas detineret. Zahn, Visus imminutionis, depravationis et caecitatis exempla mirabilia, pag. 114.*

ÉTATS.	DATES des recensements des aveugles.	AVEUGLES.			RAPPORT entre LES SÈRES.	POPULATION.	RAPPORT des AVEUGLES à la population.
		Hommes.	Femmes.	TOTAL.			
Bade (duché de) ¹	1839	"	"	700	"	1,205,000	1 : 1,721
Bavière ²	1839	"	"	2,054	"	4,520,000	1 : 1,628
Belgique ³	1835	2,462	1,430	3,892	10 : 5,82	5,885,507	1 : 998
Brunswick (duché de) ⁴	1842	143	134	277	10 : 9,37	264,252	1 : 954
Danemarck ⁵	"	"	"	2,441	"	1,950,000	1 : 954
Hollande ⁶	1840	1,563	867	2,230	10 : 6,56	2,893,716	1 : 1,298
Limbourg (duché de) ⁷	1835	118	50	168	"	105,704	1 : 969
Luxembourg (grand-duché de) ⁸	1835	59	26	85	"	153,801	1 : 1,809
Nassau (duché de) ⁹	1841	"	"	288	"	386,221	1 : 1,341
Prusse ¹⁰	1843	5,222	4,930	10,152	10 : 9,44	15,471,765	1 : 1,524
Saxe ¹¹	1834	176	148	324	10 : 8,41	1,595,668	1 : 4,925
Wurtemberg ¹²	1831	"	"	360	"	1,500,000	1 : 4,167
Norwége ¹³	1835	3,463	2,090	6,153	10 : 7,77	1,065,825	1 : 173
Suède ¹⁴	1840	1,219	1,420	2,639	10 : 11,65	3,654,726	1 : 1,385
Suisse : Canton de Berne ¹⁵	1836	158	98	256	10 : 6,20	400,000	1 : 1,562
— de Zurich ¹⁶	1840	90	73	163	10 : 8,11	231,574	1 : 1,421

¹ Gazette de Fribourg, 1839, n° 271.

² Gazette de Fribourg, et Lachmann, *Ueber die Nothwendigkeit der Blinden-Unterrichts-Erziehungs-Instituten*, etc. Brunswick, 1843, pag. 20. Cet auteur pense que les aveugles âgés de plus de trente ans ne sont pas compris dans le chiffre que nous donnons ici.

³ Ce recensement des aveugles de notre pays a été fait au moyen de tableaux analogues à ceux qui ont servi au recensement des sourds-muets opéré dans la même année.

⁴ Lachmann, *Annales*, etc.

⁵ Dufau, *Essai sur l'état physique, moral et intellectuel des aveugles-nés*. Paris, 1837, pag. 166.

⁶ Lachmann, *Ouvr. cité*, pag. 21.

⁷ La ville de Maestricht n'est point comprise dans le recensement fait, en 1835, des aveugles qui existaient alors dans la partie du Limbourg qui a été détachée de la Belgique en 1839.

⁸ La remarque précédente s'applique à la ville de Luxembourg.

⁹ Lachmann, *Ouvr. cité*, pag. 21.

¹⁰ *Die Statistischen Tabellen des Preussischen Staats nach der amtlichen Aufnahme des Jahres 1843*, herausgegeben von W. Dieterici. Berlin, 1845.

¹¹ Bernoulli, *Handbuch der Populationistik*. Ulm, 1841, pag. 86.

¹² Jäger, voir Lachmann, *Ouvr. cité*, pag. 21.

¹³ Holst, *Om antallet af sindsvage Blinde og døvstumme i Norge i 1835*.

¹⁴ Morel, *Annales*, etc., vol. III, pag. 57.

¹⁵ Schneider, *Lettre du 31 mars 1847*.

¹⁶ *Rechenschaft über die in Zürich errichtete Anstalt für Blinde*, 1840, pag. 15.

On voit en examinant ce tableau que la cécité est très-inégalement répandue en Europe. Les différences que l'on remarque à cet égard seraient certainement moins grandes, si les dénombrements des aveugles eussent été faits partout avec les soins

nécessaires, car je ne puis admettre, par exemple, que les chiffres posés par MM. Jäger et Bernoulli indiquent même approximativement le nombre de ces malheureux existant en Saxe et dans le Wurtemberg. On peut inférer des documents que j'utilise et des résultats du dernier recensement fait en Prusse, que la cécité est plus fréquente qu'on ne l'a pensé jusqu'à ce jour. Elle devait l'être encore davantage dans les siècles précédents, où la police de la salubrité publique était fort négligée et où les maladies oculaires étaient moins bien connues.

Je vais maintenant rechercher quelles sont les circonstances qui rendent cette infirmité plus commune dans certains pays que dans d'autres.

II. La cécité ne constitue pas une maladie spéciale; elle n'est, comme on l'a dit, qu'un symptôme des diverses affections des yeux qui la déterminent, soit en s'opposant à l'entrée de la lumière dans ces organes, soit en privant la rétine de sa sensibilité, c'est-à-dire de la faculté de recevoir l'impression de ce fluide. Elle est tantôt congéniale et tantôt accidentelle.

La cécité congéniale, infiniment plus rare que la cécité accidentelle, peut tenir à une altération du tissu propre de l'œil, à la conformation anormale de cet organe, au vice des humeurs qu'il renferme, à une affection du nerf optique ou de la portion du cerveau à laquelle ce nerf correspond et à plusieurs autres causes que je m'abstiens d'énumérer ici.

Parmi les maladies qui occasionnent la cécité consécutive à la naissance, les plus évidentes et les plus communes sont : la cataracte, le glaucome, l'amaurose et l'ophthalmie, affection généralement plus redoutable par ses suites que par elle-même, et qui est la source des trois quarts au moins des maladies de l'appareil visuel; celles qu'elle n'engendre pas, elle les complique comme accident ou leur succède comme résultat.

M. le docteur Lachmann, de Brunswick ¹, qui s'est beaucoup occupé de la cécité considérée sous le rapport où je l'envisage dans mes recherches, ramène cette infirmité à quatre causes principales : la variole ou petite vérole, l'amaurose ou goutte sereine, l'ophthalmie des nouveau-nés et les autres ophthalmies.

On comprend qu'avant d'aborder l'étude de ce point de l'histoire de la cécité, il est nécessaire que j'indique l'âge auquel cette infirmité est survenue chez les individus compris dans le recensement qui fait l'objet de mon travail.

¹ *Ueber die Nothwendigkeit, etc.*, pag. 45.

ÂGES.	ANVERS.		BRABANT.		FLAND. OCC.		FLAND. OR.		HAINAUT.		LIÈGE.		LIMBOURG.		LUXEMB.		NAMUR.		LE ROYAUME.		
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	TOTAL GÉNÉRAL.
De naissance	16	12	17	10	34	18	35	17	24	23	11	6	4	4	3	2	11	9	153	101	256
1 à 15 jours. . . .	1	1	1	»	2	»	2	4	4	»	1	3	»	»	1	»	»	»	12	8	20
15 jours à 1 mois . .	»	»	»	»	»	»	1	1	1	»	»	1	»	»	»	»	1	»	3	2	5
1 à 6 mois	2	2	2	1	2	2	1	1	7	1	1	»	1	2	»	2	»	»	16	11	27
6 mois à un an. . . .	»	6	3	4	4	3	6	2	3	5	3	3	1	»	3	2	3	1	26	26	52
1 à 2 ans	8	9	5	6	3	3	10	10	7	3	5	1	2	1	»	4	2	1	42	38	80
2 - 5 —	5	7	13	10	6	7	17	17	15	23	12	4	3	4	5	3	5	2	83	77	160
5 - 10 —	12	7	13	14	15	11	28	20	20	26	15	16	3	4	4	3	12	6	122	107	229
10 - 15 —	6	6	7	11	13	5	5	5	15	8	6	5	»	1	2	1	4	2	58	44	102
15 - 20 —	28	»	29	8	26	12	43	11	30	16	17	7	13	1	3	1	4	3	193	61	254
20 - 25 —	60	2	79	9	53	6	140	12	124	14	41	7	44	5	8	3	16	5	565	66	631
25 - 30 —	36	5	26	11	30	20	54	16	42	11	25	7	6	6	10	3	10	4	239	91	330
30 - 35 —	9	13	20	13	15	16	39	20	28	14	13	3	5	2	2	3	12	6	143	83	226
35 - 40 —	14	6	16	10	13	23	16	28	24	16	14	4	6	6	1	3	11	1	115	100	215
40 - 45 —	3	9	19	9	13	17	23	22	20	11	7	13	3	3	3	6	4	3	95	92	187
45 - 50 —	6	8	9	14	16	13	24	9	12	13	14	15	11	4	1	1	7	4	100	79	179
50 - 55 —	6	6	14	13	18	12	17	15	13	11	16	13	3	9	3	2	9	3	99	86	185
55 - 60 —	6	8	6	21	18	12	17	11	22	20	11	19	5	3	2	6	4	6	91	110	201
60 - 65 —	4	12	4	13	13	12	26	8	17	6	15	6	2	»	2	1	10	3	95	58	153
65 - 70 —	4	9	7	11	11	12	13	13	13	13	5	11	2	2	3	3	8	4	66	76	142
70 - 75 —	4	7	5	5	8	10	11	9	7	5	5	3	2	3	1	»	5	5	48	44	92
75 - 80 —	3	4	6	9	4	2	8	6	6	6	3	1	1	1	1	1	4	2	38	32	70
80 - 85 —	»	4	1	»	3	2	6	2	1	3	2	2	2	»	1	»	3	»	19	9	28
85 - 90ans et au delà.	1	»	»	1	»	»	1	1	»	2	»	1	»	1	»	»	2	»	4	6	10
Age non indiqué . . .	»	4	5	4	5	2	15	2	1	3	6	4	2	1	1	3	»	»	35	23	58
	234	147	307	307	327	220	558	262	456	253	250	153	123	63	60	53	147	70	2,462	1,430	3,892
	381		514		547		820		709		403		186		113		217		3,892		

Ce tableau est certainement plus complet que tous ceux que l'on a publiés jusqu'à ce jour. Je dois attendre, pour discuter utilement les données qu'il fournit, que j'aie exposé la part que prennent au développement de la cécité, les causes qui la produisent le plus fréquemment.

DE L'OPHTHALMIE. — Cette maladie dont les causes sont extrêmement nombreuses, puisqu'elle peut succéder à l'irritation même la plus légère de la conjonctive, est surtout très-répandue dans les pays équatoriaux et sous le climat glacé du Nord.

Elle dépend, dans les premiers, abstraction faite des causes qui se retrouvent dans les autres régions du globe, de la vivacité et de l'intensité des rayons du soleil, de l'action irritante qu'exercent aussi sur les yeux les tourbillons de sable et de poussière que les vents entraînent presque incessamment dans l'atmosphère, et enfin, des suppressions subites de la transpiration, si communes dans ces pays, où elles sont amenées par les alternatives d'un air sec et brûlant pendant le jour, humide et froid pendant la nuit.

Dans les régions septentrionales, la maladie est particulièrement due soit à la réflexion de la lumière par les neiges dont le sol est couvert, soit à l'irritation que détermine sur les yeux, la fumée qui s'élève des brasiers que les habitants entretiennent au milieu de leurs cabanes ou de leurs tentes pendant la plus grande partie de l'année, et qui n'a d'ordinaire pour toute issue qu'une ouverture étroite pratiquée dans le toit de leurs tristes et insalubres demeures.

C'est sous l'influence de ces causes que naissent et se propagent, d'un côté, l'ophtalmie de l'Égypte, du littoral de la Mer Rouge¹, de la Crimée²; et, de l'autre, l'ophtalmie des Lapons, des Samoyèdes³ et des autres peuplades voisines du pôle nord. Les voyageurs, Osbeck⁴ entre autres, rapportent que cette maladie est très-fréquente en Chine.

L'ophtalmie est beaucoup plus rare dans les régions tempérées du globe; il y existe cependant des contrées où elle est endémique. Je me borne à citer la Rivera⁵ et les villages de Crevillente et d'Albatera⁶, dans l'ancien royaume de Valence.

L'ophtalmie est aussi quelquefois épidémique; quand elle revêt cette forme, elle est parfois très-grave.

Parmi les ophtalmies épidémiques mentionnées dans les archives de la science,

¹ Aubert Roche, *Essai sur l'acclimatement des Européens dans les pays chauds*; ANN. D'HYGIÈNE, tom. 35.

² Voïenno-Meditsinski journal, tom. III, 1824.

³ *Encyclopédie méthodique*, tom. XI, 1824.

⁴ *Dagbok öfver en Ostindisk Resa*, åren 1750-1752; Stockholm, 1757.

⁵ Escobar, *Annales d'oculistique de M. le docteur Cunier*, tom XIII.

⁶ M. Peters, qui exerce en Espagne la profession d'oculiste, attribue la fréquence de l'ophtalmie dans ces deux villages, aux émanations que répandent les figuiers que l'on y cultive en grand nombre et sous lesquels les habitants passent souvent la nuit. Cette opinion de M. Peters me parait sujette à controverse. Je dois la connaissance du fait dont je parle ici à l'obligeance de M. le docteur Cunier.

j'indiquerai celles : de la Flandre, survenue en 1499 ¹; de Lisbonne, en 1560 ²; de la Hollande, en 1565 ³; de la Hesse, en 1695 ⁴; de Berlin, en 1696 ⁵; de Rome, en 1703 ⁶; de Breslau, en 1720 ⁷; de Ferrare, en 1722 (Lanzoni); d'Aurillac, en 1746 ⁸; de Londres, en 1772 ⁹; de Vienne, en 1789 et 1798 ¹⁰; de la France, en 1807 ¹¹; de la Gallicie, en 1837 ¹²; d'Alger, en 1840 ¹³; et enfin, l'ophthalmie que les armées française et anglaise ont contractée en Égypte à la fin du siècle dernier, et qui est devenue le germe de celle qui existe encore aujourd'hui dans les armées de quelques-uns des États de l'Europe. Ce fléau est cause que la Belgique compte, en ce moment, un nombre d'aveugles supérieur à celui de la plupart des autres pays du continent.

Le dénombrement de 1835 fait connaître, en effet, que le quart environ de ces aveugles ont perdu la vue par l'ophthalmie militaire dont ils ont été atteints soit avant, soit depuis 1830. Voici comment ils se trouvaient répartis dans les provinces :

Anvers.	126
Brabant.	122
Flandre occidentale.	82
Flandre orientale.	219
Hainaut.	181
Liège	63
Limbourg.	62
Luxembourg.	17
Namur.	36
TOTAL.	908

¹ Elle régnait particulièrement dans les hameaux de Saint-Pierre-Adegem, de Saint-Pierre-Alost, et dans les communes limitrophes de Swynaerde, Seeverghem et Saint-Denis-Westrem. D'autres ophthalmies épidémiques sévirent encore à Gand en 1547, 1564, 1594 et 1612. (Ed. De Caelemaeker, *Notice sur les lunettes et les verres optiques*. Gand, 1845.)

² Amatus Lusitanus, cent. VII, cur. 80.

³ Forestus, *Obs. et cur. med.*, lib. II.

⁴ Valentini, *Historia epidemica Germaniæ in Sydenhami Op.*; Venetæ, 1762.

⁵ Cas. Garliep, *Histor. epid. Germaniæ, etc.*

⁶ Baglivi, *Diss. varii argumenti, etc.*, cap. I, *vid. Opera omnia*; Lugduni, 1710.

⁷ Erndtel, *Annal. vratislav.*, Tentam, 14, 1720.

⁸ Arnauld de Nobleville, *Histoire de l'Académie royale des sciences*, année 1747.

⁹ Sims, *Observations on epidemic disorders, etc.*; London, 1772.

¹⁰ *Encyclopédie méthodique*, partie médicale, tom. XI, art. ophthalmie.

¹¹ *Journal général de médecine*, tom. VIII.

¹² Cette affection s'est déclarée en 1832. Elle a successivement régné à Saint-Petersbourg, à Moscou, à Varsovie, dans la Volhynie, etc. (Slawikowski, *Oesterreichische Medizinische Jahrbücher*, 1845).

¹³ Furnari, *Voyage médical dans l'Afrique septentrionale*; Paris, 1845.

Tous ces aveugles étaient âgés de dix-huit à soixante ans. Dans le nombre figurent dix femmes qui ont contracté la maladie en vivant avec des soldats renvoyés du service.

Les autres ophthalmies ne sont guère aussi graves, en les envisageant au point de vue des recherches dont je m'occupe, mais leurs suites sont cependant souvent désastreuses pour les personnes de la classe pauvre, qui négligent généralement de recourir assez tôt aux soins que leur état réclame.

J'emprunte à une publication récente de M. le docteur Cunier ¹, un tableau dans lequel cet oculiste énonce la nature des 2,464 cas d'ophthalmie qu'il a observés sur 7,510 malades qui se sont confiés à ses soins.

NATURE DES OPHTHALMIES.	NOMBRE de CAS OBSERVÉS.	NATURE DES OPHTHALMIES.	NOMBRE de CAS OBSERVÉS.
Ophthalmies scrofuleuses. . . .	1,248	REPORT . . .	2,378
— catarrhales	598	Ophthalmies intermittentes . . .	13
— des armées. . . .	240	— dartreuses	10
— rhumatismales. . . .	160	— puerpérales. . . .	8
— des nouveau-nés . . .	122	— varioleuses	8
— gonorrhéiques. . . .	71	— arthritiques	7
— morbillieuses	54	— érysipélateuses. . . .	6
— des nourrices	45	— scorbutiques	2
— scarlatineuses	23	— psoriques	1
— des vidangeurs	17	— traumatiques	31
A REPORTER	2,378	TOTAL	2,404

On voit encore ici que le mal scrofuleux est très-répanu dans la population pauvre de notre pays. Un autre fait résulte du même tableau, c'est que la cécité due à la variole est aujourd'hui très-rare dans nos provinces. Un troisième fait, que je ne dois pas non plus passer sous silence, est la fréquence des cas de cécité, suite des maladies exanthémateuses de la peau chez les enfants.

DE LA CATARACTE. Cette affection qui consiste, comme on le sait, dans l'opacité du cristallin, de ses enveloppes ou de l'une des humeurs de l'œil, celle de Morgagni, est la cause la plus fréquente de la cécité. On l'observe surtout chez les vieillards

¹ *Recherches statistiques sur la nature et les causes des maladies oculaires observées en Belgique, et en particulier dans la province de Brabant ; Bruxelles, 1847.*

et chez les individus qui, par état, sont habituellement exposés à une vive lumière, tels que les fondeurs de métaux, les joailliers, les lapidaires, les forgerons, les agriculteurs, les jardiniers. Elle est rare chez les adultes et encore davantage chez les enfants. Ceux-ci l'apportent quelquefois en venant au monde.

Les causes internes de cette maladie ne sont qu'imparfaitement connues. Celle qui arrive par les progrès de l'âge, commence à apparaître vers l'âge de cinquante ans. Quelques auteurs prétendent qu'elle est plus fréquente dans le Nord que dans le Midi; d'autres disent le contraire. Suivant M. Furnari ¹, le petit nombre de cataractes que l'on rencontre dans les pays chauds, et la fréquence de cette affection dans les pays froids, sont dus, non à l'action d'une vive lumière, mais aux habitudes nuisibles des populations, à leur manière de vivre et aux altérations consécutives que subissent les parties réfringentes de l'œil, par suite d'ophtalmies intenses, négligées ou opiniâtres.

La cataracte est plus commune chez les personnes qui ont l'iris gris-clair ou d'un gris bleuâtre, que chez celles dont l'iris est de couleur foncée. Les femmes y sont plus sujettes après la cessation de la menstruation.

DU GLAUCOME. — Les auteurs sont partagés d'opinion sur la nature de cette maladie, que la plupart considèrent comme le résultat d'une choréïdite chronique. Elle se manifeste ordinairement vers l'âge de quarante à cinquante ans, chez les personnes qui exercent les professions sédentaires susceptibles d'occasionner une stase du sang veineux abdominal, telles que les dentelières, les couturières, les tailleurs, etc. M. le docteur Cunier a observé 92 cas de glaucomes sur les 7,510 malades qu'il a traités à l'institut ophthalmique de Bruxelles, depuis le 1^{er} juillet 1840 jusqu'au 31 décembre 1845. Dans soixante-neuf cas, le glaucome existait aux deux yeux et avait entraîné la perte totale de la vue.

DE L'AMAUROSE. — Cette affection est le résultat de causes très-variées. Un certain nombre d'enfants l'apportent en naissant. Elle peut survenir instantanément dans un accès de colère, dans la contemplation fixe du soleil ou d'un feu ardent, etc., mais le plus souvent elle est précédée de symptômes qui annoncent l'abolition plus ou moins prochaine de la sensibilité des nerfs optiques et de la rétine. Il paraît qu'elle est très-commune dans les Indes. L'exercice des professions qui exigent un travail constant sur des objets très-fins qu'il faut regarder fixement à une vive lumière, celles où l'homme est presque incessamment soumis aux intempéries atmosphériques, etc., favorisent le développement de l'amaurose.

¹ *Ouvr. cité*, pages 113-118.

Il en est de même pour les ouvriers exposés à l'éclat du feu ainsi qu'à l'action des vapeurs ou des gaz qui se forment pendant la fonte ou la manipulation de certains métaux, le plomb, le cuivre, le mercure et l'antimoine.

Est-ce à une amaurose sympathique ou à une simple névrose de l'œil, que l'on doit rapporter la cécité épidémique observée en 1798, dans le corps de l'armée française qui faisait le siège d'Ehrenbreitstein? Cette cécité survenait instantanément. Les soldats se plaignaient d'avoir le jour et la nuit devant les yeux, un brouillard épais qui les privait entièrement de la vue; d'autres n'éprouvaient cette affection que pendant le jour; d'autres enfin n'en étaient incommodés que pendant la nuit ¹. J'ai connu à Namur une demoiselle qui devenait amaurotique lorsqu'elle éprouvait du trouble dans les fonctions menstruelles. La cécité était complète; elle se prolongeait quelquefois pendant une quinzaine de jours et même plus. Stock ² et Pechlin ³ rapportent des faits semblables.

J'ai dit tout à l'heure que M. le docteur Lachmann ramène la cécité à quatre causes principales : la petite vérole, l'amaurose, les ophthalmies scrofuleuse, catarrahale, herpétique, traumatique et l'ophthalmie des nouveau-nés.

Voici les données que ce savant a publiées sur ce point, d'après les recensements des aveugles opérés dans le duché de Brunswick, en 1838 et 1842 :

MALADIES AYANT OCCASIONNÉ LA CÉCITÉ.	DATES des recensements	NOMBRE D'AVEUGLES.		
		Hommes.	Femmes.	TOTAL.
Petite vérole	1838	13	14	27
	1842	10	8	18
Amaurose	1838	49	59	108
	1842	47	43	90
Ophthalmie des nouveau-nés.	1838	42	35	77
	1842	41	35	76
Autres ophthalmies	1838	45	38	83
	1842	45	48	93

Ces indications montrent, en opérant sur les chiffres des deux recensements réunis ou séparés, que, dans l'opinion de M. le docteur Lachmann, le plus grand nombre des cas de cécité serait la suite de l'ophthalmie des nouveau-nés, car il

¹ *Gazette médico-nationale. Bibliothèque germanique*, tom. II, Paris, an VII.

² *Commercium Norimbergæ*, ann. 1782.

³ *Obs. phys. medicæ*, lib. I, obs. 42.

faut nécessairement tenir compte de la mortalité qui survient dans le premier âge, et l'on sait qu'elle est surtout très-forte dans la classe pauvre, qui est celle où la cécité est la plus répandue. L'amaurose viendrait ensuite, puis l'ophtalmie des adultes, et enfin celle produite par la petite vérole, maladie dont la fréquence diminue chaque jour davantage, grâce à l'heureuse découverte de la vaccine.

Je regrette de ne trouver dans les documents qui servent de base à mon travail, qu'une énonciation incomplète des causes qui ont entraîné la perte de la vue chez les aveugles de notre pays. Les données suivantes sont puisées dans ces documents :

CAUSES DE LA CÉCITÉ.	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
I. CÉCITÉ CONGÉNIALE.			
Causes diverses.	155	101	256
II. CÉCITÉ ACCIDENTELLE.			
Amaurose	7	1	1
{ Pendant la grossesse		3	10
{ Par autres causes			
Apoplexie	4	4	8
Blessures des yeux	13	1	14
{ Par armes à feu		1	9
{ Par autres causes	8		
Cataracte	4	11	15
Cécité subite		1	1
		1	1
	2	"	2
	2	"	2
Cholera	"	1	1
Chutes et coups sur la tête	2	1	3
Coqueluche	1	"	1
Corps étrangers dans les yeux	3	"	3
Couches (suite de).	"	12	12
Coups de soleil	3	1	4
Dartres	1	"	1
Erysipèle	"	1	1
Fièvre cérébrale	1	"	1
Ophthalmie militaire	892	10	902
Rougeole	"	3	3
Retour de l'âge	"	2	2
Scarlatine	1	1	2
Syphilis	3	1	4

Ces données sont, comme on le voit, fort incomplètes; mais les renseignements

que je dois à l'obligeance de MM. les docteurs Van Roosbroeck, Cunier et Stiévenart, me permettent de remplir cette lacune jusqu'à certain point.

En 1844, le premier de ces médecins a été chargé par M. le Ministre de la justice de se rendre dans les provinces pour y opérer les personnes aveugles qui voudraient se confier à ses soins. M. Van Roosbroeck a successivement parcouru les provinces d'Anvers, de Liège, de Limbourg, de Luxembourg et les deux Flandres. Je suis heureux de pouvoir consigner ici les résultats de ses observations :

NATURE de LA CÉCITÉ.	NATURE des MALADIES QUI ONT AMENÉ LA CÉCITÉ.	PROVINCES.							TOTAUX.
		ANVERS.	FLANDRE OCC.	FLANDRE ORL.	LIÈGE.	LIMBOURG.	LUXEMBOURG.	NAMUR.	
I. CÉCITÉ CONGÉNIALE.	Cataracte	1	1	3	5	1	"	"	11
	Amaurose.	"	"	3	8	"	"	"	11
	Staphylome transparent . .	"	"	"	1	"	"	"	1
	Amaurose.	44	47	70	80	14	9	18	282
II. CÉCITÉ ACCIDENTELLE.	Atrophie des yeux	1	3	6	5	"	1	2	18
	Cataracte	50	65	120	101	54	21	26	457
	Ectropion et Trichiasis . .	8	9	44	20	40	1	"	122
	Fongus hématode	1	1	"	"	"	"	"	2
	Glaucome.	4	4	4	8	4	2	1	27
	Ophthalmie militaire . . .	19	20	49	34	9	12	9	152
	— des nouveau-nés	2	6	12	14	1	3	4	42
	— violente (iritis, choroidites, staphylomes).	32	40	102	78	59	10	21	542
	— varioleuse	2	10	6	12	"	5	1	34
		164	206	419	366	182	62	82	1481

Le tableau suivant, qui se rapporte au 1^{er} juillet 1846, n'est pas moins précieux pour moi. Les 621 cas de cécité qu'il mentionne ont été relevés sur les registres de

l'Institut ophthalmique de Bruxelles, dirigé par M. le docteur Cunier. Tous ces aveugles appartiennent à la province de Brabant.

NATURE de LA CÉCITÉ.	NATURE des MALADIES QUI ONT AMENÉ LA CÉCITÉ.	NOMBRE.	Observations.
I. Cécité CONGÉNIALE.	Cataracte	14	Colobome de l'iris, iridérémie, corectopie, imperforation pupillaire, microphthalmie, megalophthalmie. Dont 69 glaucomes. Dans 11 cas, suite d'ophthalmie gonorrhéique; dans 16 cas, suite d'iritis syphilitique. Dans ce nombre 21 hommes et 15 filles ou femmes ont contracté la maladie en vivant avec des soldats congédiés du service.
	Amaurose	9	
	Vices de conformation	17	
	Affection scrofuleuse.	72	
	— catarrhale	16	
	— rhumatismale	29	
	— arthritique et abdominale. . .	105	
	— vénérienne.	29	
	Ophthalmie des nouveau-nés . .	12	
	— militaire	157	
II. Cécité ACCIDENTELLE.	— des nourrices	3	Chez un amputé. Dont 6 saturnines.
	— varicelleuse	12	
	— érysipélateuse	2	
	— traumatique	3	
	— psorique.	1	
	— phlébétique.	1	
	Amaurose	57	
	Cataracte	98	
	Fongus médullaire de la rétine .	1	
	Synchisis du corps vitré. . . .	3	
TOTAL.		621	

Je n'attache pas moins de prix aux données suivantes que m'a fournies M. le docteur Stiévenart, médecin de l'Institut ophthalmique de Mons. Elles comprennent les 1,495 cas de cécité complète que M. Stiévenart a constatés dans les visites cantonales qu'il a faites successivement dans la province de Hainaut, depuis l'année 1856 jusqu'à ce jour. Parmi ces aveugles ne figurent pas ceux qui ont été reçus à l'Institut ophthalmique, sans avoir été visités dans les inspections annuelles.

NATURE de LA CÉCITÉ.	NATURE DES MALADIES QUI ONT AMENÉ LA CÉCITÉ.	NOMBRE.
I. CÉCITÉ CONGÉNIALE.	Amaurose	2
	Cataracte	17
	Amaurose	144
	Aquo-capsulite (descemetitis)	5
	Cataracte	201
	Choroidite	18
	Conjonctivite catarrho-purulente	35
	Contraction permanente et convulsive des orbiculaires	1
	Ectropion et trichiasis, suites d'ophtalmies graves et anciennes ayant désorganisé les cornées	21
	Épanchements plastiques avec occlusion pupillaire, suite d'irito-capsulite	10
	Glaucome	20
	Hydrophthalmie	7
	Kératite ulcéreuse profonde dépendant des vices dartreux, scrofuleux, etc.	75
	Kératite vasculaire	9
II. CÉCITÉ ACCIDENTELLE.	Lésions externes (explosions de mines, brûlures, coups, etc.)	31
	Lésions secondaires, dont la cause n'a pas pu être précisée	60
	Atrophie des yeux	22
	Désorganisation des cornées	36
	Pannus de différentes espèces	2
	Cutisation des cornées	20
	Staphylomes des cornées	54
	Occlusion de l'iris	7
	Ophthalmie blennorrhagique	335
	— militaire	22
	— des nouveau-nés	4
	— phlegmoneuse	41
	Variole	
TOTAL		1,195

Les trois tableaux qui précèdent comprennent, comme on le voit, 3,297 aveugles, dont 82 ayant une cécité congéniale et 3,215 ayant une cécité accidentelle.

L'examen d'un autre tableau que j'ai donné, celui qui relate les âges auxquels les aveugles de notre pays ont perdu la vue, indique aussi que la cécité congéniale envisagée quant au chiffre total de la population, est beaucoup plus rare que la cécité causée par les maladies que l'homme contracte en dehors du sein de sa mère. La surdi-mutité native est, au contraire, plus commune que la surdi-mutité acci-

dentelle. Cette fréquence plus marquée dans l'oreille que dans l'œil, des vices de conformation première, tient, sans doute, à la complication plus grande de la structure de l'appareil auditif, et surtout au nombre également supérieur des bases organogénétiques qui concourent à son développement. Les recherches embryologiques apprennent, en effet, que la forme du globe de l'œil ne repose que sur trois bases, savoir :

- 1° La vésicule ophthalmique, qui devient le nerf optique avec la rétine;
- 2° Une partie du squelette interne qui se transforme en sclérotique et en cornée
- 3° Un repli cutané qui devient le cristallin, etc.

Pour la formation de l'oreille, il faut le concours des cinq bases suivantes :

- 1° La vésicule acoustique qui devient le nerf acoustique avec son épanouissement dans le labyrinthe ;
- 2° Une partie du squelette interne qui se transforme en labyrinthe osseux avec les canaux secondaires ;
- 3° La cavité pharyngienne qui, en se prolongeant, devient la trompe d'Eustachi, la caisse du tympan et les cellules mastoïdiennes ;
- 4° Le deuxième arc branchial qui devient la chaîne des osselets ;
- 5° Un repli du système cutané qui devient le conduit auditif externe et constitue la membrane du tympan.

On sait par ce qui précède, qu'au 1^{er} avril 1835, il y avait dans notre pays 3,892 aveugles de l'un et de l'autre sexe, ou 1 sur 998 habitants. En défalquant de ce chiffre les 908 individus qui ont perdu la vue par l'ophthalmie militaire, on trouve que les cas de cécité native sont aux cas de cécité accidentelle dans le rapport de 1 à 10,66. Ce rapport établit, pour la cécité, des résultats entièrement opposés à ceux que j'ai obtenus pour le surdi-mutisme, puisqu'il résulte de mes recherches, qu'il existait en 1835 dans le royaume, 1,376 sourds-muets de naissance sur 370 dont l'infirmité a succédé aux maladies ou aux accidents qui surviennent dans le cours ordinaire de la vie. C'est dans la multiplicité des causes qui peuvent altérer l'œil dans l'exercice de ses fonctions qu'il faut chercher la raison de la différence que je signale ici, quant à la fréquence de la cécité non congéniale comparée au surdi-mutisme accidentel.

La nature de mon travail ne me permet point de me livrer à l'examen comparatif des tableaux de MM. Van Roosbroeck, Cunier et Stiévenart, considérés sous le rapport de la fréquence et de la nature des maladies qui ont entraîné la cécité. Les différences qu'ils présentent à cet égard, proviennent de la manière dont leurs auteurs ont envisagé les affections oculaires qu'ils ont observées, et de ce que quelques-unes de ces affections, celles surtout qu'engendrent des influences professionnelles spéciales, se représentent nécessairement plus souvent dans certaines provinces que dans d'autres.

Parmi les 82 cas de cécité congéniale reconnus par MM. Van Roosbroeck, Cunier et Stiévenart, 42 proviennent de la cataracte, 22 de l'amaurose et 18 d'autres vices organiques de l'œil.

La première de ces affections doit donc être considérée comme la cause la plus commune de la cécité native. Il en est de même pour la cécité accidentelle, puisque le nombre des aveugles dont l'infirmité est le résultat de cataractes qu'ils ont contractées après leur naissance, forme un peu plus du quart des cas de la cécité accidentelle occasionnée par les autres affections oculaires.

Quant à l'amaurose, les mêmes tableaux montrent que la perte de la vue amenée par cette maladie, est près des deux cinquièmes moins fréquente que celle qui est déterminée par la cataracte.

Comme je ne puis consigner ici les considérations que l'examen médical de ces faits m'a suggérées, je me borne à énoncer les propositions suivantes :

1° La cataracte est quelquefois héréditaire, mais moins fréquemment que l'amaurose;

2° Le mode de formation du cristallin explique pourquoi l'on ne peut faire dépendre la cataracte congéniale simple d'un vice organique du cerveau;

3° L'amaurose congéniale dépend souvent au contraire d'un vice dans la conformation première de cet organe, vice auquel se lie généralement une déformation du crâne plus ou moins considérable, déjà signalée par M. le professeur d'Ammon, de Dresde¹, et une perversion ou un affaiblissement plus ou moins marqué des facultés mentales;

4° L'amaurose due à une conformation vicieuse du cerveau, à une affection morbide de cet organe préexistant à la naissance, ou à un arrêt dans le développement du nerf optique, est presque toujours accompagnée d'une lésion plus ou moins profonde des parties principales de l'œil et notamment de la conicité de la cornée;

5° La cataracte congéniale coïncide assez souvent avec des affections ou des accidents qui reconnaissent pour cause un trouble survenu dans l'évolution du fœtus; tels sont : le bec-de-lièvre, le pied-bot, etc.

Les limites assignées à mon travail ne me permettent pas d'en dire davantage sur ce sujet que je recommande à l'attention des physiologistes. Les deux planches jointes à mon mémoire représentent quelques-uns des cas de déformations du crâne que M. le professeur d'Ammon et moi avons observées sur des aveugles atteints d'amaurose congéniale.

Je me borne, en ce qui concerne la cécité produite par l'ophthalmie militaire, à

¹ *Zeitschrift für Ophthalm.*, B. II, pag. 410. — *Klinische Darstellungen der angeborenen Krankheiten des Auges und der Augenlider*, etc. Berlin, 1841.

rappeler que le quart environ des aveugles du royaume ont contracté leur infirmité à la suite de cette terrible maladie. On sait qu'elle a fait aussi beaucoup de ravages à diverses époques dans les armées de plusieurs autres États du continent, surtout pendant la guerre qui a précédé la chute de l'empire français. J'ai précédemment indiqué comment les 908 cas de cécité amenés par l'ophthalmie militaire étaient répartis, en 1835, dans nos provinces.

Je ne puis abandonner cette partie de mon mémoire sans faire remarquer que les indications de MM. Van Roosbroeck, Cunier et Stiévenart, relatives à la nature des maladies oculaires qui ont occasionné la cécité, ne concordent pas avec celles de M. le docteur Lachmann. Je dirai d'abord que cet auteur a sans doute confondu dans le même chiffre les cas de cataracte et ceux d'amaurose, puisqu'il ne mentionne pas la première de ces affections parmi celles qui entraînent la perte de la vue. D'un autre côté, si l'on peut ajouter foi aux renseignements qu'il publie sur l'ophthalmie des nouveau-nés, il faut admettre que cette maladie est beaucoup plus commune dans le duché de Brunswick que dans notre pays. Je sais qu'elle est fréquente en Allemagne, et qu'on doit y rapporter un certain nombre de cas de cécité portés dans les dénombrements comme appartenant à la cécité congéniale proprement dite ; mais la différence que présentent à cet égard les recherches des trois ophthalmologistes belges et celles de M. Lachmann, est trop marquée pour que je n'aie pas des doutes sur l'exactitude des indications recueillies sur les causes qui ont entraîné la perte de la vision chez les aveugles recensés en 1838 et 1842 dans le duché de Brunswick. Sur les 3,215 cas de cécité accidentelle reconnus par MM. Van Roosbroeck, Cunier et Stiévenart, 76 sont attribués à l'ophthalmie des nouveau-nés, soit 1 sur 42.29. Ce rapport est de 1 sur 3.64, d'après les documents produits par M. le docteur Lachmann.

III. En étudiant la grande question de l'hérédité dans les maladies, les auteurs ont nécessairement recherché s'il arrive aux aveugles d'engendrer des aveugles ou des enfants destinés à le devenir comme eux.

Il ne peut y avoir aucun doute sur ce point, en présence des faits rapportés par Lanzoni ¹, Venette ², Portal ³, J. Adams ⁴, Burdin ⁵, etc.

¹ *Cæcus est hic Ferrariæ pauperculus elemosynis vivens, qui a conjuge quatuor masculos ac unam fœminam suscepit, qui omnes quinque gnati orbat lumine orti sunt.* Ephemerid. Acad. natur. curiosorum, dec. III, ann. 4, obs. 67.

² *La Génération de l'homme*, tom. II.

³ *Considérations sur les maladies de famille*, etc.

⁴ *A philosophical dissertation on the hereditary peculiarities of the human constitution.*

⁵ *Mémoires de la Société médicale d'émulation de Paris*, tom. II.

« Pierre-Joseph Brunet, dit le dernier de ces auteurs, est mort aveugle à l'hospice des Quinze-Vingts; sa vue s'était affaiblie insensiblement et il avait cessé de voir à vingt-cinq ans.

» Il eut vingt-deux enfants, dont quatre seulement lui restèrent, les autres étant morts en bas âge.

» L'ainé de ses fils, Jean-François Brunet, avait la vue faible dès ses premières années; elle alla toujours en diminuant et s'éteignit complètement à l'âge de vingt-cinq ans. Aujourd'hui ses yeux sont en partie fondus et la cornée est opaque.

» Les trois autres fils de Pierre-Joseph Brunet n'eurent jamais mal aux yeux.

» Jean-François Brunet a eu sept enfants; cinq sont morts en bas âge; les deux fils qui lui sont restés sont devenus aveugles et demeurent aux Quinze-Vingts, savoir: Pierre-Joseph Brunet, qui avait la vue très-faible dans ses premières années, et qui est devenu tout à fait aveugle à l'âge de cinq ans. Aujourd'hui, ses yeux présentent une cataracte large, épaisse et jaunâtre; il n'existe plus que quelques lambeaux de la pupille; la cornée devient opaque de la circonférence au centre.

» Le second fils de Jean-François Brunet, François-Noël, a perdu la vue insensiblement; c'est à l'âge de trente ans seulement qu'il est devenu complètement aveugle. La cornée transparente est légèrement trouble; la prunelle, éraillée et rougeâtre, ne se contracte plus, et le fond de l'œil, qui conserve sa couleur noire, laisse présumer une cataracte de cette couleur ou un épaissement de l'humeur vitrée.

» Ces deux fils de Jean-François Brunet se sont mariés et ont eu des enfants.

» L'ainé, Pierre-Joseph, a eu six enfants dont cinq sont morts avant l'âge de sept ans sans avoir eu mal aux yeux. Le garçon qu'il a conservé, Jean-Nicolas Brunet, a l'œil droit dans le même état que ceux de son père. Le cristallin de l'œil gauche est légèrement opaque; la pupille ne se contracte plus que faiblement et paraît s'altérer. Ce dernier œil ne lui procure qu'une faible lumière qui s'éteindra bientôt.

» Le second fils de Jean-François Brunet, François-Noël, s'est marié et a eu quatorze enfants, dont treize sont morts avant l'âge de cinq ans. Il lui reste un garçon de quinze ans qui a toujours eu la vue faible; son œil gauche est fondu en partie; la cornée, légèrement trouble, laisse voir le cristallin solide; la pupille est entièrement détruite. L'œil droit est encore assez bon. »

M. Balivier, ancien chirurgien en chef de l'hospice des Quinze-Vingts, a vu aussi des aveugles dans la famille desquels la cécité était héréditaire depuis plus de deux cents ans ¹.

L'hérédité de la cataracte ne peut pas non plus être contestée, d'après les observa-

¹ *Considérations sur la cécité*; Paris, an XII.

tions de Maitre-Jan ¹, de Deshayes-Gendron ², de MM. Maunoir ³, Velpeau ⁴, etc.

M. Lucas rapporte avoir été consulté pour cinq enfants d'une même famille, tous atteints de cette affection en venant au monde ⁵. M. Gibson a vu les enfants de deux sœurs, au nombre de cinq ou six, que des cataractes compliquées d'amaurose rendaient entièrement aveugles ⁶. M. Sanson aîné parle d'une famille dans laquelle tous les enfants sont nés avec des cataractes; il en a connu une autre dont tous les enfants sont devenus cataractés vers l'âge de vingt-quatre ans. Dans ces deux familles, le père ou la mère avaient été atteints de cette affection ⁷. M. Saunders a eu l'occasion d'observer différents cas de ce genre. Dans une famille, deux frères étaient affectés de cataracte; dans une autre, deux frères jumeaux devinrent aveugles à l'âge de vingt et un mois et à quelques jours de distance l'un de l'autre. Ces quatre cataractés présentaient exactement les mêmes caractères. La sœur aînée n'avait la maladie qu'à un œil, mais la jeune sœur et le frère avaient les deux yeux affectés. Dans une quatrième famille, trois frères et une sœur étaient tous atteints de cataractes congéniales ⁸. J'ai pu, dit M. Maunoir ⁹, constater le cas assez curieux d'une femme dont le grand-père, un oncle, deux tantes, deux cousines, tous du côté paternel, avaient été opérés de la cataracte. Elle-même avait contracté cette maladie à l'âge de trente ans; enfin, des enfants qu'elle avait eus, l'un était né avec une cataracte; son père et sa mère n'avaient jamais présenté aucune trace de cette affection.

M. Théodore Maunoir a observé sur trente-neuf personnes cataractées, que dix appartenaient à des familles dans lesquelles plusieurs autres de leurs membres avaient été atteints de cette maladie. D'après M. Velpeau ¹⁰, la cataracte est héréditaire vingt fois sur deux cents.

Je ne connais qu'un seul exemple d'une famille où les enfants sont nés alternativement cataractés. Je le puise dans un des écrits de M. Lusardi ¹¹. Le premier né de cette famille, composée de quatorze enfants, était aveugle; le deuxième n'avait aucun défaut dans la vue; le troisième était cataracté, et ainsi de suite jus-

¹ *Maladies de l'œil*, obs. 8, pag. 176.

² *Maladies des yeux*, tom. II, p. 252.

³ *Essai sur quelques points de l'histoire de la cataracte*. Paris, 1833.

⁴ *Clinique chirurgicale*. Paris, 1840.

⁵ *Medic. observ and inquiries*, vol. VI.

⁶ *Edimburg medical and surgical journal*, tom. VIII.

⁷ *Leçons sur les maladies des yeux*, Paris, 1838.

⁸ *On the diseases of the eye*, etc.

⁹ Ouvrage cité.

¹⁰ *Clinique chirurgicale*. Paris, 1840.

¹¹ *Mémoire sur la cataracte congéniale*. Paris, 1827.

qu'au douzième. De deux enfants provenant d'une même couche, un seul avait la cataracte.

Les documents que j'ai sous les yeux me permettent d'ajouter quelques nouveaux faits à ceux que je viens de citer.

M. le docteur Cunier connaît à Goyck, une famille dont les trois enfants étaient cataractés en venant au monde. Ils sont tous morts hydrocéphales. A Wambeke, existe une famille de quatorze enfants, huit filles et six garçons. Toutes les filles ont la vue bonne; des six garçons, l'un est décédé en bas âge; les cinq autres ont une cataracte congéniale qui les prive entièrement de la vue. Le père et la mère ne présentent aucune trace de la maladie, mais une sœur de la mère, morte il y a deux ans, en était atteinte. Un vieillard de soixante-dix-neuf ans, le sieur Dirickx, de Glabbeek, porte une cataracte lenticulaire double; son fils, âgé de quarante-deux ans, est cataracté de l'œil droit; une opacité commençante se remarque à l'œil gauche. A Hal, se trouve une fille ayant une cataracte congéniale double; son grand-père est mort aveugle et son père était déjà cataracté à quarante et un ans. Je ne citerai plus qu'un seul fait que je dois aussi à M. Cunier. Une femme de Bruxelles, dont la mère est morte aveugle, est devenue cataractée à l'âge de cinquante-cinq ans. Son fils a été opéré de la même maladie, et l'enfant de l'une de ses filles qui a la vue bonne, en est atteint depuis sa naissance.

Les écrits publiés sur l'amaurose contiennent, au sujet de cette affection, différents cas analogues à ceux que je viens de citer. M. Sanson ¹ rapporte une observation où l'on voit que le père, deux filles et deux garçons sont tous devenus amaurotiques à l'âge de vingt et un ans. Dans un cas recueilli par Brown ², les membres de la famille Lecomte voyaient clairement jusqu'à l'âge de seize à dix-sept ans; à cet âge, sans cause apparente, quelques-uns d'entre eux s'apercevaient d'un obscurcissement dans la vue, et cet obscurcissement croissait graduellement au point d'amener une cécité complète. C'est ce qui est arrivé pendant trois générations pour plusieurs individus de ces deux familles; tous ceux qui avaient passé l'âge critique conservaient la vue pendant le reste de leurs jours. Fabrice de Hilden a vu la cécité poursuivre ainsi sa marche pendant cinq générations dans la même famille ³.

A côté de ces cas d'hérédité du type continu de la cécité absolue, viennent se placer des faits relatifs à l'hérédité du type intermittent de la perte complète de la vision.

La principale forme de ce type d'anæsthésie est l'héméralopie, affection qui ne

¹ *Leçons sur les maladies des yeux*. Paris, 1838.

² *Baltimore Med. and phys. regist.* 1819.

³ *Centur. V. obs.* 3.

permet pas de distinguer les objets avant le lever et après le coucher du soleil. La perception commence avec l'apparition de cet astre et cesse aussitôt qu'il s'abaisse au-dessous de l'horizon.

L'héméralopie est endémique dans certains pays. Le docteur Dupont, ancien chirurgien de l'armée de Sambre-et-Meuse, l'a observée sous cette forme sur les côtes de l'Afrique, dans les Antilles et dans les deux Amériques ¹. Le médecin anglais Bampffield l'a rencontrée fréquemment parmi les marins et les soldats, dans les Indes orientales et occidentales, sur la Méditerranée et dans tous les climats chauds ².

En 1785, l'héméralopie a régné épidémiquement dans les villages français de St-Martin, de Guerne et de Folainville, près de la Roche-Guyon ³. Guyetand, Lombard et Dupont l'ont observée à plusieurs reprises dans les garnisons de Strasbourg, d'Embrun, de Mont-Dauphin, de Briançon, de Lille, de Besançon, de Schelestat. Le régiment de Picardie auquel M. Dupont était attaché, l'a éprouvée pendant cinq années consécutives dans chacune des garnisons où il avait été envoyé.

Les journaux allemands font aussi mention de plusieurs héméralopies épidémiques. L'une des dernières a régné en 1829 dans une des institutions de bienfaisance de la ville de Berlin, où elle reparut tous les étés pendant cinq ans consécutifs. Trente-deux enfants sur cent en furent atteints pendant les mois d'avril, de mai et de juin 1833. Elle se dissipa spontanément en août chez le plus grand nombre. Trois enfants l'éprouvaient pour la cinquième fois depuis 1829, et douze pour la quatrième fois ⁴.

Laserre ⁵ rapporte l'observation d'une fille de dix-huit ans, qui perdait chaque année la vue par la même cause, vers l'époque du printemps.

Un médecin allemand, Ovelgün, cite le fait suivant, qui est relatif à une famille dont tous les membres devenaient aussi aveugles pendant la nuit ⁶. « Nuncius Gesmaria, pado quodam, Francobergensi oppido vicino, a Pastore illic loci aegrotante, ad me missus, inter alia quoque mentionem fecit filiae suae, illamque per diem optimè videre, eo autem in vesperam inclinante et prima luce nihil planè dignoscere posse refert. Penitùs inquirenti mihi respondebat, infantem suum duorum annorum, sicuti illa quatuordecim annos nata, Nyctalopia laborare, adjiciens simul, morbum hunc esse haereditarium, non ex ejus sed uxoris parte. Hanc ipsam qui-

¹ *Journal général de médecine*. Tom. II.

² *Med. chirurg. transact.* Vol. V.

³ *Journal général, etc.* Tom. II.

⁴ Casper, *Wochenschrift, etc.*, n° 14, 1834.

⁵ *Ephemerides Acad. Caesareo Leopoldinae*, dec. II, obs. 79.

⁶ *Acta physico-medica Acad. Leopoldino-Carolinae*, vol. VII, obs. 27.

dem hoc morbo non adfligi, attamen ex eo malo se habuisse filios duorum fratrum patris a prima statim juventute, haud secus ac liberi ipsorum. »

La science possède plusieurs autres exemples de la reproduction par hérédité, de la même affection ¹. L'un des plus remarquables est celui rapporté par M. le docteur Cunier ², où l'on voit une commune entière, celle de Vendémian, près de Montpellier, infectée en quelque sorte, depuis six générations, de ce vice héréditaire dans la descendance d'un nommé Nougaret. La maladie affecte, dès la naissance, les descendants de cet homme, soit qu'ils continuent à habiter Vendémian, soit qu'ils aillent s'établir ailleurs; elle se propage beaucoup moins par les hommes que par les femmes. Dès qu'un individu de la race en a été délivré, il ne l'a plus transmise à ses enfants. Voici le tableau synoptique de cette hérédité remarquable :

1 ^{re} génération	sur	3 enfants, 3 héméralopes.			
2 ^{me}	»	»	16	»	10
3 ^{me}	»	»	81	»	14
4 ^{me}	»	»	208	»	23
5 ^{me}	»	»	218	»	24
6 ^{me} commençante	»	»	103	»	11

Ainsi sur 629 descendants ³, il y a eu 85 héméralopes; le rapport est de 1 sur 9 pour les trois dernières générations.

Voici un second exemple d'héméralopie héréditaire qui m'a été communiqué par M. le docteur Stiévenart.

L'aïeule maternelle de M. X..., morte à l'âge de soixante-quatre ans, était atteinte d'héméralopie. Elle a eu dix enfants dont cinq sont nés avec cette même affection. Un de ces cinq héméralopes, la mère de M. X..., s'est mariée et a vécu jusqu'à soixante-quatorze ans. De ses trois enfants, le premier et le dernier qui existent encore, cessent de voir à l'arrivée du crépuscule. L'un d'eux, M^{me} S..., n'a pas eu d'enfants; sa sœur, qui était la seconde née, avait la vue très-bonne.

¹ Rees, *Cyclopaedia of practical medicine*, art. *nyctalopia*.—Parham, *med. observat. and inquiries*. — Vogel, *Loders Journal für Chirurgie, Geburtshülfe*. — Richter (*H. C. Ed.*), *Diss. exhibens tres hemeralopiae seu coecitatis nocturnae congenitae casus*. Jenae, 1828.

² *Bulletin de la Société de médecine de Gand*, année 1828; et *Annales d'oculistique et de gynécologie*, tom. I.

³ Une erreur de chiffres s'est glissée dans la publication que M. le docteur Pétrequin a faite de ce tableau, dans la relation de son voyage en Italie, le nombre des naissances dans la sixième génération étant de 103 et non de 123. Je relève cette erreur d'après M. Cunier, parce que le tableau de M. Pétrequin a été reproduit dans plusieurs recueils scientifiques étrangers.

M. X... s'est marié deux fois. Sa première femme, morte en couches, lui a donné un garçon affecté comme lui d'héméralopie. Il a eu de sa seconde femme quatre enfants. Les deux premiers sont morts d'une angine couenneuse à peu de jours d'intervalle. Le troisième enfant, âgé aujourd'hui de quatre ans, est atteint de l'infirmité de son père; le quatrième, né il y a deux ans, n'a aucun défaut dans la vue.

M. Stiévenart a constaté que l'héméralopie des quatre membres encore vivants de ces deux familles, existe au même degré. Ils cessent de voir à la chute du jour, mais la vision se rétablit au moment où ils entrent dans un appartement bien éclairé. Au spectacle, ils voient comme tout le monde; leur vue est toutefois un peu courte. Les yeux ne présentent rien d'anormal, ni dans leur forme, ni dans leur volume, ni dans le diamètre de la pupille, ni enfin dans la mobilité de cette dernière.

Je dois ajouter, pour compléter cette observation, que l'aïeule de M. X... n'a jamais mis au monde, de suite, deux enfants atteints d'héméralopie. Cette particularité s'est aussi représentée pour les enfants de son petit-fils. La lésion oculaire dont je parle ne s'est point montrée parmi les enfants issus des garçons et des filles de cette dame, qui n'en étaient point affectés.

Je ne dirai que quelques mots de la nyctalopie, autre mode d'intermittence de la vision, qui ne permet de voir qu'à partir du crépuscule ou de la chute du jour. Cette affection est beaucoup plus rare que la précédente; elle est presque toujours sympathique. Thymigius parle d'un musicien fort habile, qui ne voyait rien le jour et dont la vue était très-bonne pendant la nuit ¹. En 1787, Larrey eut occasion d'observer un cas de nyctalopie chez un vieillard détenu au bagne de Brest, où il avait été renfermé dans un cachot souterrain pendant trente-trois ans. La longue privation de la lumière avait produit sur les yeux de cet homme un effet tel qu'il ne pouvait voir que dans l'obscurité; il était tout à fait aveugle pendant le jour ². M. Cunier connaît à Gonrieux, commune voisine de Couvin, une famille dont tous les enfants sont nyctalopes; comme ils sont albinos, l'état anormal de leur vision doit être plutôt considéré comme l'héliophobie qui est propre aux individus appartenant à cette variété singulière de l'espèce humaine. Le père et la mère de ces enfants n'offrent rien de particulier dans leur constitution. On a observé des albinos chez presque tous les peuples de l'Europe, mais ils sont beaucoup plus communs en Afrique, dans l'Océan Indien, la nouvelle Guinée, etc.

Avant d'aller plus loin, je crois utile de consigner ici un tableau où l'on verra comment les aveugles de notre pays recensés en 1855, étaient répartis dans les villes et dans les arrondissements ruraux de toutes les provinces.

¹ *Kraezer, Philosoph. natur.*, § 688.

² *Mémoires de chirurgie militaire*. Tom. I.

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS administratifs.	VILLES.	AVEUGLES																	
			DANS LES VILLES.									DANS LES CAMPAGNES.								
			de NAISSANCE.		Par OPHTHALMIE militaire.		Par D'AUTRES causes.		Total PAR SEXE.		TOTAL GÉNÉRAL.	De NAISSANCE.		Par OPHTHALMIE militaire.		Par D'AUTRES causes.		Total PAR SEXE.		
			Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.		Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	
Anvers.	{	Anvers	1	1	23	"	37	47	61	48	109	5	5	21	2	18	21	42	28	
		Malines	Lierre	3	2	0	"	3	2	15	4	19	1	"	22	"	12	21	33	21
			Malines	4	1	12	"	3	12	10	15	32	4	2	34	"	19	21	57	23
		Turnhout	Turnhout	"	1	3	"	2	9	5	10	15	8	7	77	2	49	63	134	72
			8	5	47	"	45	70	100	75	175									
Brabant.	{	Bruxelles . .	Bruxelles	4	4	29	"	35	50	88	54	122	8	2	30	"	44	55	88	57
			Hal	"	"	1	3	"	"	1	3	4	3	2	30	"	44	55	88	57
		Louvain . . .	Aerschot	"	"	"	2	2	"	2	2	4	3	2	16	"	27	50	46	32
			Diest	"	"	1	"	5	1	4	1	5	3	2	16	"	27	50	46	32
			Louvain	"	"	5	"	12	19	17	10	36	2	1	23	"	43	32	70	33
			Tirlemont . . .	"	"	1	"	5	4	6	4	10	2	1	23	"	43	32	70	33
		Nivelles . . .	Nivelles	"	"	3	"	2	1	5	1	6	2	1	23	"	43	32	70	33
			Wavre	"	1	"	"	"	"	"	1	1	13	5	77	"	114	117	204	122
			4	5	40	5	59	75	103	85	188									
Flandre occidentale.	{	Bruges	Bruges	2	2	9	"	20	22	31	24	55	3	3	8	1	13	12	24	10
			Thourout	1	"	5	"	1	1	7	1	8	3	3	8	1	13	12	24	10
		Courtrai . . .	Courtrai	1	1	4	"	12	6	17	7	24	5	2	15	"	38	56	58	38
			Menin	"	"	1	"	"	2	1	2	3	5	2	15	"	38	56	58	38
		Dixmude . . .	Dixmude	2	1	"	"	"	1	2	2	4	3	1	2	"	13	10	18	11
			Furnes	"	"	1	"	5	3	4	3	7	3	1	2	"	13	10	18	11
		Furnes	Nieuport	1	"	"	"	3	3	4	3	7	"	1	1	"	9	4	10	5
			Ostende	1	2	1	"	2	2	4	4	8	"	"	2	"	9	6	11	6
		Roulers	Roulers	"	"	1	"	5	3	6	3	9	2	1	5	"	50	32	57	33
			Iseghem	"	"	"	"	6	5	6	5	11	2	1	5	"	50	32	57	33
		Thielt	Thielt	1	"	8	"	4	"	13	"	13	7	"	7	"	15	15	29	13
			Ypres	2	"	4	"	4	5	10	5	15	1	2	6	"	19	26	26	28
		Ypres	Poperinghe . . .	"	1	"	"	5	3	5	4	9	1	2	6	"	19	26	26	28
			Warneton	1	1	1	"	1	2	3	3	6	1	2	6	"	19	26	26	28
Wervicq	1		"	"	"	"	2	1	2	3	1	2	6	"	19	26	26	28		
			13	8	35	"	66	60	114	68	182	21	10	46	1	146	141	213	135	

AVRIL 1835.									POPULATION			RAPPORT		
DES VILLES ET LES CAMPAGNES RÉUNIES.									AU 31 DÉCEMBRE 1835			DES AVEUGLES A LA POPULATION		
DE FRANCE.	Par OPHTHALMIE militaire.		Par D'AUTRES causes.		Total PAR SEXE.		TOTAL GÉNÉRAL.	Dans LES VILLES.	Dans LES CAMPAGNES.	DANS LES VILLES et les campagnes réunies	Dans LES VILLES.	Dans LES CAMPAGNES.	DANS LES VILLES et les campagnes réunies	
	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.								
6	44	2	55	68	103	76	179	75,448	87,590	165,058	692	1,251	967	
5	43	"	18	55	69	38	107	13,151	60,706	105,916	700	1,246	990	
3	37	"	21	30	62	33	95	23,019						15,092	74,847	87,939	873	956	936
12	124	2	94	153	254	147	581	124,690	252,205	356,895	712	1,127	937	

6	66	5	79	105	157	114	271	{	105,368	191,299	300,741	868	1,319	1,110	
								{	6,074						
2	25	2	40	54	75	58	133	{	5,722	110,333	153,710	971	1,415	1,156	
								{	7,154						
								{	24,513	116,505	129,445	1,840	1,132	1,177	
2	28	"	45	55	75	35	110	{	7,988						
								{	7,883	165,699	418,197	583,896	882	1,282	1,136
								{	4,997						
10	117	5	173	192	507	207	514								

5	22	1	34	35	62	41	103	{	42,979	55,441	106,227	806	1,386	1,031	
								{	7,807						
5	20	"	50	44	76	47	123	{	18,997	110,707	143,098	978	1,216	1,103	
								{	7,394						
2	2	"	13	11	20	13	33	{	3,262	41,437	44,699	816	1,429	1,354	
								{	4,502						
1	2	"	15	10	18	11	29	{	3,002	22,413	29,917	536	1,494	1,031	
								{	12,161						
2	5	"	11	8	15	10	25	{	9,982	27,141	39,592	1,520	1,596	1,572	
								{	8,612						
1	6	"	41	40	49	41	90	{	11,660	67,509	86,103	930	964	957	
								{	15,064						
	15	"	19	15	42	15	57	{	10,182	60,591	72,251	897	1,377	1,269	
								{	5,852						
4	11	"	29	38	45	42	87	{	5,558	65,583	100,219	1,110	1,177	1,152	
								{							
10	81	1	212	201	327	220	547			166,994	454,822	621,816	918	1,246	1,137

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS administratifs.	VILLES.	AVEUGLES																
			DANS LES VILLES.									DANS LES CAMPAGNES.							
			de NAISSANCE.		Par OPHTHALMIE militaire.		Par D'AUTRES causes.		Total PAR SEXE.		TOTAL GÉNÉRAL.	de NAISSANCE.		Par OPHTHALMIE militaire.		Par D'AUTRES causes.		Total PAR SEXE.	
			Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.		Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.
Flandre orientale.	Alost.	Alost	1	"	8	"	6	6	15	0	21	4	1	39	"	42	46	85	47
		Grammont	"	"	3	"	2	2	5	2	7								
		Ninove	"	"	"	"	1	2	1	2	3								
	Audenarde	Audenarde	"	1	1	"	5	"	6	1	7	5	3	34	"	39	34	78	57
		Renaix	"	"	2	"	14	10	16	10	26								
	Eecloo	Eecloo	2	"	2	"	3	4	7	4	11	"	"	15	"	9	9	24	9
	Gand	Deynze	"	"	"	"	3	1	3	1	4								
		Gand	4	1	25	"	52	20	81	21	102	11	5	28	"	62	46	101	51
	St-Nicolas	Lokeren	1	1	2	"	9	10	12	11	23								
		St-Nicolas	1	"	6	"	7	5	14	5	19	2	4	25	"	27	23	54	27
Termonde	Termonde	"	"	0	"	8	5	14	5	19	4									1	23	"	15	22	42	23
			9	3	55	"	110	65	174	68		242	26	14	164	"	194	180	384								191
Hainaut.	Ath	Ath	"	"	2	"	1	4	3	4	7	1	5	22	1	39	33	62	29
		Chièvres	"	"	1	"	1	"	2	"	2								
		Charleroy	1	1	"	"	3	1	4	2	6								
	Charleroy	Châtelet	"	"	2	"	"	2	2	2	4	2	1	25	"	27	12	54	15
		Fontaine-l'Évêque.	"	1	1	"	3	1	4	2	6								
		Gosselies	2	"	2	"	3	"	7	"	7								
	Mons	Mons	2	1	11	"	17	22	30	23	53	5	3	34	"	34	33	73	36
		St-Ghislain	"	"	"	"	"	"	"	"	"								
	Soignies	Braine-le-Comte . .	"	"	1	"	2	1	3	1	4	1	1	24	3	34	31	59	33
		Enghien	1	"	2	"	1	2	4	2	6								
		Lessines	"	"	2	"	10	4	12	4	16								
		Rœulx	"	"	"	"	1	1	1	1	2								
		Soignies	"	"	5	"	3	3	8	3	11								
	Thuin	Beaumont	"	"	"	"	"	1	"	1	1	2	1	16	1	17	9	35	"
		Binche	1	"	4	"	1	3	6	3	9								
		Chimay	"	"	"	"	1	"	1	"	1								
		Thuin	"	"	"	"	1	1	1	1	2								
Tournay	Antoing.. . . .	"	"	"	"	"	3	"	3	3	5	6	15	"	44	40	64	"	
	Leuze.	"	"	2	"	"	"	2	"	2									
	Peruwelz.	"	1	1	"	1	2	2	3	5									
	Tournay	1	2	4	"	12	16	17	18	35									
			8	6	40	"	61	67	109	73	182	16	17	136	5	195	158	347	161

1 ^{er} AVRIL 1835.										POPULATION			RAPPORT		
DANS LES VILLES ET LES CAMPAGNES RÉUNIES.										AU 31 DÉCEMBRE 1835			DES AVEUGLES A LA POPULATION		
De naissance.		Par OPHTHALMIE militaire.		Par D'AUTRES causes.		Total PAR SEXE.		TOTAL GÉNÉRAL.		Dans LES VILLES.	Dans LES CAMPAGNES.	DANS LES VILLES et les campagnes réunies	Dans LES VILLES.	Dans LES CAMPAGNES.	DANS LES VILLES et les campagnes réunies
M.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.								
3	1	50	»	51	56	106	57	163	{	14,774 7,243 4,446	{	107,675		134,138	854 816 823
3	4	37	»	58	44	100	48	148	{	5,539 12,520	{	92,083		109,042	541 801 743
2	»	17	»	12	13	31	13	44	{	8,750	{	43,779		52,509	794 1,327 1,193
3	6	53	»	117	67	185	75	258	{	3,040 88,201	{	164,835		256,766	867 1,084 995
4	5	33	»	43	58	80	45	123	{	16,153 17,000	{	75,273		108,426	789 929 881
4	1	29	»	23	27	56	28	84	{	7,053	{	83,727		91,380	403 1,288 1,088
5	17	319	»	304	245	558	262	820	{	185,789	{	567,572		753,161	768 981 918
1	5	25	1	41	37	67	43	110	{	8,852 3,163	{	81,517		93,532	1,335 807 850
3	30	»	30	16	71	19	90		{	5,926 2,641 2,842 4,323	{	85,510		101,242	684 1,277 1,125
4	45	»	51	55	105	59	162		{	23,231 1,715 4,254 3,746	{	110,044		134,990	471 1,010 833
1	34	3	51	42	87	46	133		{	4,880 2,586 6,411 1,932	{	65,955		87,812	560 702 660
1	20	1	20	14	43	16	59		{	4,995 2,768 3,843 1,972	{	61,199		74,737	1,041 1,330 1,266
9	22	»	37	61	85	70	155		{	5,592 6,953 25,665	{	98,287		138,469	893 893 894
23	176	5	256	225	456	253	709		{	128,270	{	502,512		630,782	705 953 890

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS administratifs.	VILLES.	AVEUGLES																	
			DANS LES VILLES.								DANS LES CAMPAGNES.									
			De NAISSANCE.		Par OPHTHALMIE militaire.		Par D'AUTRES causes.		Total PAR SEXE.		TOTAL GÉNÉRAL.	de NAISSANCE.		Par OPHTHALMIE militaire.		Par D'AUTRES causes.		Total PAR SEXE.		
			Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.		Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	
Liège.	Huy . . .	Huy	1	"	3	"	5	1	9	1	10	2	"	8	"	31	16	41	16	5
		Stavelot	"	"	"	"	4	"	4	"	4									
	Liège . . .	Liège	3	2	14	"	15	21	32	23	55	3	1	10	"	54	50	73	51	12
		Visé	"	"	"	"	1	"	1	"	1									
	Verviers . .	Herve	"	"	1	"	3	2	4	2	6	2	1	7	"	24	31	33	32	0
		Limbourg	"	"	"	"	2	"	2	"	2									
Waremmes . .	Verviers	"	1	6	"	14	3	20	4	24	"	1	8	"	23	25	31	26	5	
	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"										"
			4	3	24	"	44	27	72	30	102	7	3	50	"	152	122	178	125	54
Limbourg.	Hasselt . . .	Hasselt	"	1	5	1	3	13	8	15	23	3	2	17	1	13	12	33	15	4
		St-Trond	"	"	3	"	1	7	4	7	11									
	Moeseyck . .	Moeseyck	"	"	2	"	"	"	2	"	2	"	"	10	"	"	"	"	"	"
		Tongres	"	"	2	"	1	1	3	1	4	1	1	21	"	33	16	55	17	2
				"	1	12	1	5	21	17	23	40	4	3	48	1	54	36	106	40	14
Luxembourg.	Arlon . . .	Arlon	"	"	"	"	2	5	2	5	7	"	1	3	"	4	10	7	11	1
		Bastogne	"	"	"	"	"	1	"	1	1									
	Bastogne . .	Houffalize . . .	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"	4	"	4	3	10	3	1
		Durbuy	"	"	"	"	"	"	"	"	"									
	Marche . . .	Laroche	"	"	"	"	1	"	1	"	1	1	1	1	"	11	5	13	6	1
		Marche	"	"	"	"	2	3	2	3	5									
	Neufchâteau.	Bouillon	"	"	1	"	1	1	2	1	3	"	"	2	"	6	7	8	7	1
		Neufchâteau . .	"	"	"	"	"	"	"	"	"									
	Virton . . .	St-Hubert	"	"	1	"	"	1	1	1	2	"	"	5	"	7	14	12	14	5
		Chiny	"	"	"	"	1	"	1	"	1									
				"	"	"	"	1	1	1	1	2	"	"	"	"	"	"	"	"
			"	"	2	"	8	12	10	12	22	3	2	15	"	32	39	50	41	5

1 ^{er} AVRIL 1833.										POPULATION			RAPPORT		
DANS LES VILLES ET LES CAMPAGNES RÉUNIES										AU 31 DÉCEMBRE 1833			DES AVEUGLES A LA POPULATION		
de l'ANNÉE.		Par OPHTHALMIE militaire.		Par D'AUTRES causes.		Total PAR SEXE.		Total GÉNÉRAL.	Dans	Dans	DANS LES VILLES et les campagnes réunies	Dans	Dans	DANS LES VILLES et les campagnes réunies	
Mas.	Fém.	Mas.	Fém.	Mas.	Fém.	Mas.	Fém.		LES VILLES.	LES CAMPAGNES.	LES VILLES.	LES CAMPAGNES.	LES VILLES.	LES CAMPAGNES.	LES VILLES.
3	11	40	17	54	17	71	71	{	7,472 3,795	58,135	69,402	805	1,020	977	
6	30	70	71	106	74	180	180	{	60,448 2,028	115,228	177,704	1,116	929	987	
9	14	43	56	59	38	97	97	{	3,070 2,185	68,281	92,796	766	1,050	956	
1	8	23	23	51	26	57	57	{	19,200 "	44,893	44,893	"	788	788	
1	65	176	140	250	155	405	405	{	98,258	286,537	384,795	963	946	950	
5	25	2	17	52	45	37	82	{	7,555 8,563	50,677	66,573	467	1,056	812	
"	12	"	8	8	20	8	28	{	4,008	27,935	31,943	2,004	1,074	1,140	
1	23	"	54	17	58	18	76	{	5,144	60,459	65,583	1,286	839	863	
4	60	2	59	57	125	63	186	{	25,048	139,031	164,099	626	952	882	
1	5	"	6	15	9	16	25	{	3,705	19,264	22,969	529	1,070	919	
"	4	"	4	4	10	4	14	{	2,111 1,018	25,478	26,607	3,129	1,950	2,043	
1	1	"	14	8	16	9	25	{	309 1,230	30,957	34,549	569	1,628	1,574	
"	4	"	7	9	11	9	20	{	1,873 2,470	36,654	42,579	1,145	2,404	2,119	
"	5	"	9	15	14	15	29	{	1,730 1,073	35,673	38,589	905	1,572	1,523	
2	17	"	40	51	60	53	113	{	1,643	18,687	148,006	166,693	849	1,626	1,475

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS administratifs.	VILLES.	AVEUGLES																	
			DANS LES VILLES.								DANS LES CAMPAGNES.									
			De NAISSANCE.		Par OPHTHALMIE militaire.		Par D'AUTRES causes.		Total PAR SEXE.		Total général.	De NAISSANCE.		Par OPHTHALMIE militaire.		par D'AUTRES causes.		Total PAR SEXE.		
			Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.		Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	
Namur.	{	Dinant . . .	Dinant	"	"	1	"	"	"	1	"	1	2	7	"	21	14	29	16	
		Andenne. . . .	"	"	1	"	1	1	2	1	3	{	7	4	10	"	36	21	55	25
		Namur	"	"	2	"	1	1	3	1	4		1	1	2	"	19	7	22	8
		Namur	2	2	12	"	23	16	37	18	55		9	7	19	"	76	42	104	49
		Philippeville.	Philippeville. . .	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	2	"	19	7	22	8
			2	2	16	"	25	18	43	20	63	9	7	19	"	76	42	104	49	
RÉCAPITULATION																				
Anvers.			8	5	47	"	45	70	100	73	173	8	7	77	2	49	65	154	72	
Brabant			4	3	40	5	59	75	105	85	188	13	5	77	"	114	117	204	122	
Flandre occidentale.			13	8	35	"	66	60	114	68	182	21	10	46	1	146	141	215	152	
Flandre orientale			0	3	55	"	110	65	174	68	242	26	14	164	"	194	180	384	194	
Hainaut			8	6	40	"	61	67	109	73	182	16	17	156	5	195	158	347	180	
Liège			4	3	24	"	44	27	72	30	102	7	3	59	"	132	122	178	125	
Limbourg.			"	1	12	1	5	21	17	23	40	4	3	48	1	54	56	106	40	
Luxembourg.			"	"	2	"	8	12	10	12	22	5	2	15	"	32	39	50	41	
Namur.			2	2	16	"	25	18	43	20	63	9	7	19	"	76	42	104	49	
LE ROYAUME.			48	33	271	6	423	415	742	454	1196	107	68	621	9	992	898	1720	975	

Il résulte de ce tableau, en déduisant du nombre de nos aveugles ceux dont on attribue l'infirmité à l'ophtalmie militaire :

1° Qu'au 1^{er} avril 1835, la Belgique renfermait 2,984 individus atteints de cécité (1,570 hommes et 1,414 femmes) ou 1 sur 1,302 habitants;

2° Que le chiffre des hommes aveugles excède d'un dixième celui des femmes aveugles;

3° Que, contrairement à ce que l'on observe pour le surdi-mutisme, les cas de cécité congéniale parmi lesquels il s'en trouve, comme je l'ai dit, qu'il faut rapporter

1 ^{er} AVRIL 1835.									POPULATION			RAPPORT		
DANS LES VILLES ET LES CAMPAGNES RÉUNIES									AU 31 DÉCEMBRE 1835			DES AVEUGLES A LA POPULATION		
de naissance.	Par OPHTHALMIE militaire.		Par D'AUTRES causes		Total PAR SEXE.		Total général.		Dans LES VILLES.	Dans LES CAMPAGNES.	DANS LES VILLES et les campagnes réunies	Dans LES VILLES.	Dans LES CAMPAGNES.	DANS LES VILLES et les campagnes réunies
	M.	Fém.	M.	Fém.	M.	Fém.								
1	2	8	1	21	14	30	17	47	5,035	54,667	59,700	5,035	1,215	1,270
2	6	25	•	61	39	95	45	150	4,314	92,163	119,375	439	1,182	918
3	1	2	•	19	7	22	8	30	2,722	43,170	44,297	•	1,459	1,477
4	9	35	1	101	60	147	70	217	20,176	33,372	223,572	550	1,242	1,029
									1,127					

ATION.														
1	12	124	2	94	133	234	147	381	124,090	232,203	356,893	712	1,127	937
2	10	117	5	173	192	307	207	514	165,699	418,197	583,896	882	1,415	1,156
3	18	81	1	212	201	327	220	547	166,994	454,822	621,816	918	1,246	1,137
4	17	219	•	304	245	558	262	820	185,789	567,372	753,161	768	981	918
5	25	176	5	256	225	456	255	709	128,270	502,512	630,782	705	953	890
6	6	63	•	176	149	250	155	405	98,258	286,537	384,795	905	946	950
7	4	60	2	59	57	123	63	186	25,048	139,051	164,099	626	952	882
8	2	17	•	40	51	60	53	113	18,687	148,006	166,693	849	1,026	1,475
9	9	35	1	101	60	147	70	217	33,372	190,000	223,372	550	1,242	1,029
10	101	892	16	1415	1315	2462	1430	3892	946,807	2,958,700	3,885,507	792	1,091	998

aux affections oculaires des premiers jours de la naissance, sont moins nombreux que ceux où la perte de la vue dépend des maladies ou des accidents qui surviennent dans le cours ordinaire de la vie;

4° Qu'en 1835 il y avait dans notre pays un aveugle de naissance sur 15,177 habitants;

5° Qu'à la même époque on y comptait, sur 1,424 habitants, un individu atteint de cécité accidentelle;

6° Que le nombre des aveugles varie assez sensiblement d'une province à une autre;

7° Que la cécité est moins répandue dans les campagnes que dans les villes ;

8° Que cette infirmité est relativement plus commune dans quelques arrondissements ruraux, et particulièrement dans ceux où la classe pauvre est la plus misérable.

IV. Le rapport des aveugles à la population était, en 1843, de 1 à 1,524, pour la Prusse, et en 1842, de 1 à 954, pour le duché de Brunswick. Ce rapport est, comme je l'ai dit, de 1 à 1,302 pour notre pays, en se rapportant au 1^{er} avril 1835 et en faisant abstraction des cas de cécité, suite de l'ophthalmie militaire. Je me borne à ces seules indications, parce que j'ai des doutes sur l'exactitude des recensements des aveugles opérés dans la plupart des autres États.

V. On sait par les considérations que j'ai présentées sur le surdi-mutisme, que le nombre des hommes atteints de cette infirmité excède d'un cinquième celui des femmes sourdes-muettes. La différence entre les sexes est généralement moins marquée pour la cécité ;

Elle se présente :

Pour la Belgique ¹ , dans le rapport de	10 à 9.0
Pour la Prusse, —	10 à 9.4
Pour le duché de Brunswick, —	10 à 9.3

Je ne connais qu'un seul État dans lequel la cécité prédomine chez les femmes : c'est la Suède, si l'on peut s'en rapporter au dénombrement des aveugles de ce pays publié par M. Borg.

En Belgique, les cas de cécité native chez les hommes excèdent d'un tiers ceux qui s'observent chez les femmes.

VI. Mes recherches établissent que la cécité de naissance, quelle qu'en soit la cause, est beaucoup plus rare que celle qui dépend des altérations que l'œil contracte dans l'exercice de ses fonctions ou sous l'influence des maladies auxquelles l'homme est exposé dans le cours de la vie. On se rend trop aisément compte de cette différence pour que je m'attache à l'expliquer. On comprend aussi facilement pourquoi l'appareil de la vision est sujet à plus de maladies ou d'accidents que l'appareil auditif, en d'autres termes, pourquoi la cécité accidentelle est plus fréquente que la surdi-mutité non congéniale. Le rapport de la cécité de naissance à la cécité accidentelle est, pour notre pays, comme 1 : 10,66.

¹ Déduction faite des aveugles par ophthalmie militaire.

VII. En consultant le dernier tableau que j'ai publié, on voit encore que la cécité est plus répandue dans quelques provinces que dans d'autres, et que le rapport du nombre de leurs aveugles à la population, en ne tenant point compte des individus dont l'infirmité provient de l'ophthalmie militaire, présente les résultats suivants :

Province d'Anvers	1 aveugle sur 1,399 habitants.
— de Brabant	— 1,489 —
— de la Flandre occidentale	— 1,337 —
— de la Flandre orientale	— 1,255 —
— de Hainaut	— 1,193 —
— de Liège	— 1,125 —
— de Limbourg	— 1,324 —
— de Luxembourg	— 1,736 —
— de Namur	— 1,234 —

Nos provinces diffèrent trop peu sous le rapport de la configuration des terrains, pour qu'on puisse attribuer à cette cause le fait que le Luxembourg, province élevée et assez montueuse, renferme un nombre d'aveugles moindre que la province d'Anvers, dont le sol est entièrement plat, et situé, sur certains points, au-dessous du niveau de la mer. Ces lignes touchent, comme on le voit, la question de géographie médicale que MM. les docteurs Schneider et Lachmann ont soulevée, celle de l'antagonisme qui existe entre le nombre proportionnel des sourds-muets et des aveugles.

D'après ces savants, les pays à montagnes très-élevées sont ceux où le nombre des sourds-muets est le plus considérable et le nombre des aveugles le plus limité. Le contraire a lieu dans les pays de plaines, et, entre ces extrêmes, viennent se placer les contrées ou les provinces dans lesquelles les montagnes ne s'élèvent qu'à une hauteur moyenne.

Les recherches de M. Lachmann l'ont conduit à formuler ainsi son opinion relativement à l'antagonisme du surdi-mutisme et de la cécité :

1° Régions alpines ou pays à montagnes ayant de 2,000 à 8,000 pieds d'élévation au-dessus du niveau de la mer (cantons de Berne, d'Argovie, de Zurich, du Leman, la Sardaigne);

Sourds-muets	1 sur 561 habitants.
Aveugles	1 sur 1,500 —

2° Pays à montagnes de hauteur moyenne (Wurtemberg, duchés d'Altenbourg

et de Nassau, Hesse-Électorale; parties montagneuses de la Saxe, de la Prusse, du duché de Brunswick);

Sourds-muets	1 sur 1,477 habitants.
Aveugles	1 sur 1,340 —

3° Pays de plaines (la Belgique, le Danemarck, la Lombardie, le Hanovre, une partie de la Saxe, de la Prusse, du duché de Brunswick);

Sourds-muets	1 sur 1,500 habitants.
Aveugles	1 sur 950 —

La fréquence du surdi-mutisme en Sardaigne, dans certaines parties de la Suisse, etc., se lie, comme je l'ai dit, à l'existence du crétinisme, infirmité propre aux pays formés de hautes montagnes et de vallées profondes, et qui est accompagnée, dans la plupart des cas, d'une perversion complète ou d'un affaiblissement des facultés mentales, qui est évidemment le résultat d'un vice organique du cerveau. Un des membres les plus distingués de l'ancienne Académie de Turin, Malacarne, attribue le crétinisme à un resserrement des os du crâne qui ne permet pas à l'appareil cérébral d'acquiescer ses dimensions et son activité naturelles. Cette opinion concorde avec celle de M. le professeur Spring, car les observations de mon collègue le portent à croire qu'il faut chercher la cause principale du crétinisme dans une affection primitive ou acquise du système osseux.

En résumé, je pense, comme je l'ai déjà laissé pressentir, que c'est à des causes toutes locales qu'il faut attribuer les différences que nos provinces présentent relativement au nombre des aveugles. Il est incontestable que la maladie scrofuleuse est en quelque sorte endémique dans certaines communes; que la cécité, suite des lésions externes de l'œil, est plus répandue dans les provinces de Liège, de Hainaut et de Namur, où se trouvent un grand nombre d'exploitations de mines, de carrières, etc.; que la cataracte et l'amaurose sont plus fréquentes dans les localités où existent des verreries, des fonderies de fer, etc. Je dois ajouter que le service ophthalmique des pauvres est bien organisé dans quelques provinces et tout à fait négligé dans d'autres.

VII. J'ai déjà fait remarquer que les causes d'insalubrité de toute nature qui environnent les pauvres dans les grandes villes, deviennent pour eux la source de maladies plus nombreuses et plus graves que celles auxquelles l'indigent est exposé dans les campagnes. On comprend donc que la cécité doit être généralement plus rare dans les campagnes que dans les villes. C'est ce qu'indiquent, en effet, les

recherches que j'ai faites sur ce point. Les villes de notre pays renfermaient, en 1835, 1 aveugle sur 1,030 habitants, et les campagnes, 1 sur 1,423. La différence est, comme on le voit, de près du quart.

VIII. D'après les indications que j'ai recueillies relativement aux âges auxquels la cécité est survenue chez les aveugles compris dans le dénombrement dont je publie les résultats, je trouve comme on va le voir, qu'en ne tenant point compte des aveugles de naissance, de ceux dont l'âge est inconnu, et enfin des aveugles dont l'infirmité a été produite par l'ophthalmie militaire, la perte de la vue est relativement plus fréquente avant l'âge de quinze ans et après celui de quarante ans, qu'aux autres époques de la vie.

Les aveugles de cette catégorie se classent ainsi qu'il suit :

	Hommes.	Femmes.
De 1 jour à 15 ans	362	313
15 à 30 ans.	256	212
30 - 45 »	238	273
45 - 60 »	282	273
60 ans et au delà.	270	225
D'âges non indiqués	32	8

Les données de ce tableau concordent avec ce que la médecine enseigne; car les affections oculaires, et partant la cécité, sont plus fréquentes chez les enfants dans les contrées où la maladie scrofuleuse n'est point rare. C'est, comme je l'ai dit, vers l'âge de quarante-cinq ans que survient la cécité que les progrès de l'âge amènent.

II. DUCHÉ DE LIMBOURG.

La partie de la province de Limbourg qui a été détachée de la Belgique en 1839, et qui forme aujourd'hui le duché de Limbourg, avait, en 1835, la ville de Maestricht exceptée, une population de 165,704 habitants, parmi lesquels il s'en trouvait 168 atteints de cécité, ou 1 sur 969 habitants. Le tableau suivant résume les renseignements que j'ai recueillis sur ces aveugles.

INDICATIONS DES ÂGES.	NOMBRE des AVEUGLES EN 1835, époque du recensement.			NOMBRE DES AVEUGLES classés suivant les âges auxquels la cécité s'est déclarée.								
	Hommes.	Femmes.	Total.	DE NAISSANCE.			par OPHTHALMIE MILITAIRE.			par D'AUTRES CAUSES.		
				Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.
De 0 à 5 ans .	1	"	1	7	1	8	"	"	"	1	1	2
5 - 10 " .	"	1	1	"	"	"	"	"	"	1	1	2
10 - 15 " .	4	1	5	"	"	"	"	"	"	1	1	2
15 - 20 " .	3	3	6	"	"	"	"	"	"	4	1	5
20 - 25 " .	17	2	19	"	"	"	10	"	10	1	2	3
25 - 30 " .	26	3	29	"	"	"	27	"	27	2	3	5
30 - 35 " .	11	2	13	"	"	"	10	"	10	2	2	4
35 - 40 " .	14	4	18	"	"	"	3	"	3	8	1	9
40 - 45 " .	8	3	11	"	"	"	3	"	3	4	5	9
45 - 50 " .	6	6	12	"	"	"	1	"	1	6	8	14
50 - 55 " .	5	6	11	"	"	"	"	"	"	5	6	11
55 - 60 " .	6	2	8	"	"	"	"	"	"	5	2	7
60 - 65 " .	10	6	16	"	"	"	"	"	"	7	7	14
65 - 70 " .	4	5	9	"	"	"	"	"	"	5	4	9
70 - 75 " .	3	4	7	"	"	"	"	"	"	3	3	6
au delà de cet âge.	"	2	2	"	"	"	"	"	"	2	2	4
TOTAUX. .	118	50	168	7	1	8	54	"	54	57	49	106

La forme que j'ai donnée à ce tableau et les détails dans lesquels je suis entré dans les pages précédentes, doivent me dispenser d'en dire davantage sur ce point de mon travail. J'ajouterai toutefois qu'en comparant à la population du Limbourg néerlandais, le nombre des aveugles de cet État, dont la cécité a été amenée par des causes autres que l'ophthalmie militaire, on trouve qu'il comptait, en 1835, 1 aveugle sur 1,453 habitants. Le rapport est, pour le Limbourg belge, de 1 sur 1,523 habitants.

III. GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Le grand-duché de Luxembourg, circonscrit dans les limites que le traité de Londres du 19 avril 1839 lui a assignées, renfermait, en 1835, sur une population

de 153,804 habitants, 85 aveugles de l'un et de l'autre sexe, ou 1 sur 1,800 habitants.

Ce rapport montre que la cécité est moins répandue dans cet État que dans nos provinces. Il est à remarquer, du reste, comme je l'ai déjà dit, qu'il en est de même pour le Luxembourg belge, comparé aux autres parties de notre pays.

Je donne ici, comme je l'ai fait pour le duché de Limbourg, le tableau indicatif des aveugles du grand-duché de Luxembourg, distribués d'après les causes occasionnelles de la cécité, les âges auxquels l'infirmité s'est déclarée, et l'âge qu'avaient tous ces aveugles au moment du recensement.

INDICATIONS DES ÂGES.	NOMBRE des AVEUGLES EN 1855, époque du recensement.			NOMBRE DES AVEUGLES classés suivant les âges auxquels la cécité s'est déclarée.								
				DE NAISSANCE.			par OPHTHALMIE MILITAIRE.			par D'AUTRES CAUSES.		
	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.
De 0 à 5 ans .	"	"	"	10	"	10	"	"	"	9	8	17
5 - 10 " .	"	3	3	"	"	"	"	"	"	5	"	5
10 - 15 " .	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4	"	4
15 - 20 " .	7	"	7	"	"	"	1	"	1	2	1	3
20 - 25 " .	5	1	6	"	"	"	7	"	7	"	1	1
25 - 30 " .	9	4	13	"	"	"	3	"	3	"	3	3
30 - 35 " .	3	1	4	"	"	"	1	"	1	"	"	"
35 - 40 " .	7	"	7	"	"	"	1	"	1	3	3	6
40 - 45 " .	3	3	6	"	"	"	"	"	"	2	1	3
45 - 50 " .	6	2	8	"	"	"	"	"	"	"	2	2
50 - 55 " .	4	1	5	"	"	"	"	"	"	"	1	1
55 - 60 " .	3	1	4	"	"	"	"	"	"	4	2	6
60 - 65 " .	3	"	3	"	"	"	"	"	"	6	4	10
65 - 70 et au delà	9	10	19	"	"	"	"	"	"	1	"	1
TOTAUX. .	59	26	85	10	"	10	13	"	13	36	26	62

En rapprochant les résultats que ce tableau fournit de ceux que j'ai obtenus pour le Luxembourg belge, on voit que les aveugles dont l'infirmité n'est point due à l'ophthalmie militaire, se présentent sous les rapports suivants :

Grand-Duché de Luxembourg : 1 aveugle sur 2,137 habitants.

Province de Luxembourg : 1 aveugle sur 1,736 habitants.

Ici se termine ma tâche. Je pense que quelques-unes des considérations que je

viens d'émettre sur le surdi-mutisme et sur la cécité, ne seront pas inutiles pour éclairer l'étude de deux infirmités, dont on ne s'est point suffisamment occupé jusqu'à ce jour au point de vue où je les ai envisagées.

EXPLICATION DES PLANCHES.

PLANCHE I.

AVEUGLES DE M. D'AMMON.

Figures 1-2. Garçon de quatorze ans, affecté d'une amaurose congéniale double avec conicité des cornées. Cet enfant montre des dispositions pour l'étude de la musique. Il est le seul aveugle de la famille; ses parents étaient bien portants.

Figures 3-4. Fille aveugle de naissance, très-sujette à des convulsions épileptiformes; conicité des cornées. Une des sœurs de cette fille était également atteinte de cécité congéniale.

Figure 5. Amaurose et cataracte congéniales; conicité très-prononcée des cornées. Deux des frères de cet aveugle sont nés comme lui privés de la vue. Le père était rachitique et la mère scrofulreuse.

Figure 6. Jeune homme de quatorze ans; amaurose congéniale et conicité des cornées. Cet aveugle portait toujours la tête très-basse.

PLANCHE II.

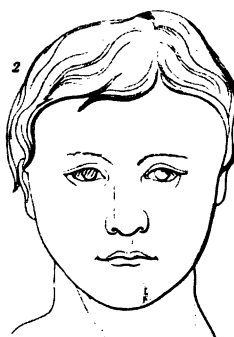
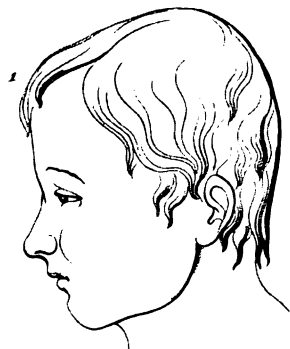
AVEUGLES DES INSTITUTIONS DE BRUXELLES.

Figures 1-2. Garçon de dix-huit ans; amaurose congéniale avec conicité des cornées. Les facultés intellectuelles de cet aveugle étaient très-développées dans son jeune âge. Elles baissent graduellement depuis plusieurs années.

Figures 3-4. Garçon de dix-neuf ans; amaurose congéniale. Les facultés intellectuelles de cet aveugle baissent de plus en plus, mais il conserve de grandes dispositions pour la musique qu'il cultive depuis plusieurs années.

Figures 5-6. Fille de quinze ans, atteinte d'amaurose congéniale et d'une altération de la cornée de l'œil gauche, qui est très-saillant. L'œil droit est entièrement fondu. Les facultés mentales de cette aveugle sont peu développées.

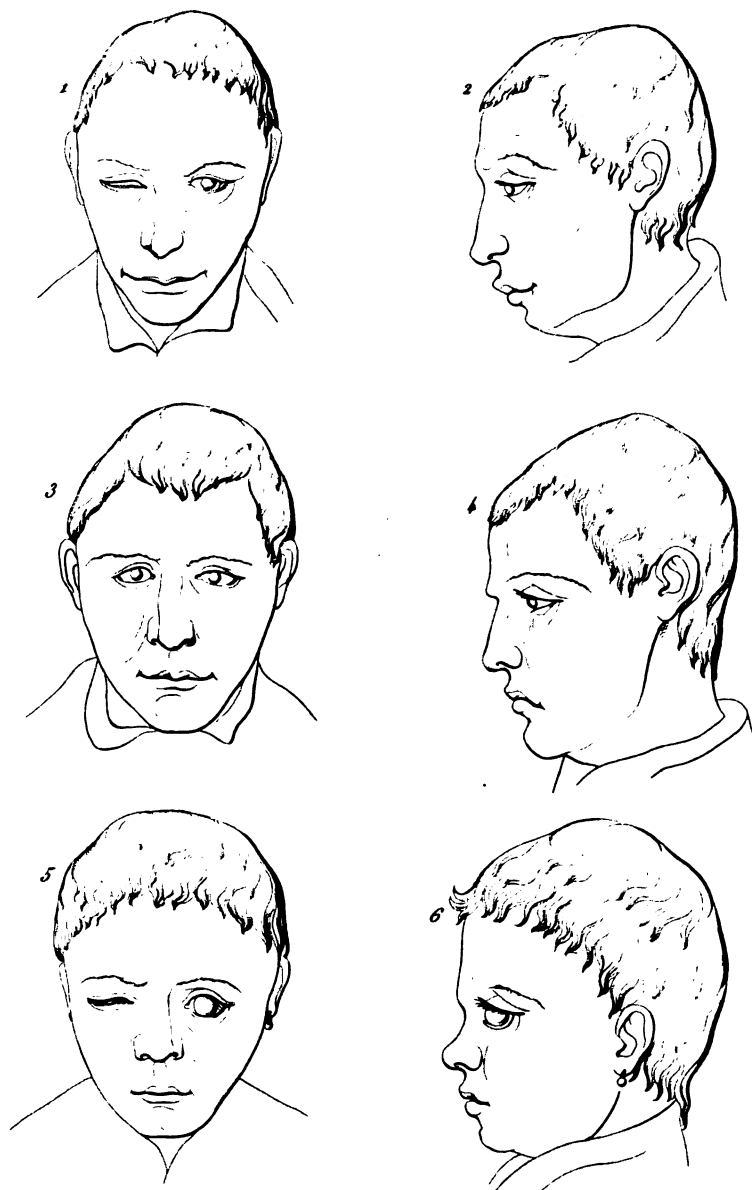
Planche 1.

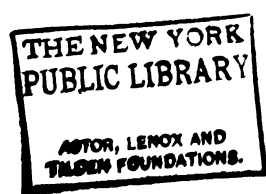


THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY

ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS.

Planche 2.





SUR LES

OCTROIS COMMUNAUX DE BELGIQUE.

NOTICE

PAR M. ED. STEVENS, MEMBRE DE LA COMMISSION CENTRALE.

La question de l'abolition des taxes communales, connues sous le nom de *droits d'octroi*, et qui frappent principalement les denrées alimentaires consommées à l'intérieur des villes, a été vivement agitée dans ces derniers temps.

La sollicitude de la représentation nationale et du Gouvernement, éveillée par les doléances de quelques industries, et surtout par les charges que les droits d'octroi imposent aux contribuables de la classe moyenne et ouvrière, s'en est vivement préoccupée.

Cette préoccupation a pris un plus haut degré d'intensité lors du renchérissement de toutes les denrées alimentaires, et l'administration a dû fixer son attention particulière sur une question aussi importante au double point de vue de l'intérêt du contribuable et des nécessités financières des communes.

La suppression des octrois, véritables barrières qui séparent les villes des campagnes, lignes intérieures de douane, présente quelque chose de séduisant. D'autre part, il n'est point d'esprit généreux qui n'accueille avec joie la perspective d'une amélioration dans le sort des malheureux ouvriers. Qui ne voudrait que les bois-

sons de toute nature, les comestibles, les combustibles qu'ils consomment, ne soient exempts de droits, et par suite ne subissent une forte diminution de prix ?

Ce vœu philanthropique est tout aussi vivement partagé par les administrateurs que par les économistes ; les uns et les autres ne peuvent qu'être animés des mêmes sentiments à cet égard. Mais l'expérience administrative ne peut se laisser aller aux entraînements du cœur, et elle doit d'abord écarter toute cause de perturbation.

L'abolition des droits d'octroi soulève les difficultés les plus ardues, et en premier lieu, la question fondamentale de savoir si elle aurait pour conséquence *une réduction exactement proportionnelle du prix des denrées*, but principal que l'on assigne à la mesure.

Or, les doutes les plus sérieux sont permis sur ce point, si l'on considère qu'à Gand, où l'impôt sur les farines produit annuellement plus de deux cent mille francs, qu'à Anvers, où la même taxe rapporte par an environ cent soixante-quinze mille francs, le prix du pain n'est pas plus élevé qu'à Bruxelles, qu'à Liège, où il n'existe aucun droit sur les grains. La suppression des droits sur les bières aurait-elle une influence sensible sur le prix de celles que consomment par petites quantités les ménages peu aisés ? Encore une fois rien n'est moins certain.

D'un autre côté, qui répondrait que si l'octroi sur le bétail était supprimé, des coalitions pour maintenir le prix de la viande aux taux antérieurs ne se formeraient point aussitôt après ?

Une certitude bien absolue que l'abolition des droits d'octroi porterait les fruits qu'on en attend, serait indispensable avant de tarir la source des revenus la plus féconde des villes.

Cette certitude devrait reposer, non sur des appréciations plus ou moins théoriques et spéculatives, mais sur la possession de moyens préventifs et répressifs d'une grande énergie. Des questions de légalité, peut-être même de constitutionnalité, ne manqueraient pas de surgir à cette occasion. D'autre part, les économistes viendraient, au nom des principes, faire une rude guerre aux moyens auxquels nous faisons allusion.

Nous n'avons indiqué jusqu'à présent que l'un des côtés de la difficulté, examinons brièvement l'autre.

Deux points doivent fixer l'attention, savoir : une somme équivalente au produit actuel des droits d'octroi, est-elle indispensable aux villes pour les mettre à même de faire face à leurs besoins ? Dans l'affirmative, la transformation en droits directs des droits perçus indirectement, est-elle possible ?

Chacun sait que les lois organiques ont imposé aux villes ainsi qu'aux autres communes un nombre considérable de dépenses obligatoires, auxquelles il est im-

possible qu'elles se soustraient. De là, nécessité de maintenir les recettes à un chiffre fort élevé. A ces dépenses obligatoires de par la loi viennent s'en joindre d'autres qui ont le même caractère, au moins moralement. Dans les villes secondaires comme dans les plus grandes, « les habitants deviennent de jour en jour plus exigeants à » l'endroit de la propreté et de la salubrité publique; il faut élargir les rues, les » paver toutes, les balayer, les éclairer. Il faut construire des monuments publics » et les entretenir à grands frais, veiller au bien-être moral et matériel des classes » indigentes et donner l'enseignement gratuit à leurs enfants. » Ce tableau fidèle des exigences et des besoins de l'époque est extrait d'un document officiel. Il en résulte que l'on ne peut songer à réduire les recettes des villes à octroi, qui demandent annuellement à cette source d'imposition, la somme énorme d'environ neuf millions de francs. (Rapport de M. Nothomb, du 28 janvier 1845.)

Ayant résolu négativement la première question, passons à l'autre.

On lit dans un opuscule très-remarquable, publié en mai 1844, *Sur la réforme des impôts en Belgique*, par l'un de nos collègues, M. Heuschling, Secrétaire de la Commission centrale de statistique, ce qui suit : « La maxime que l'impôt de con- » sommation est un des meilleurs, parce que le peuple le paye sans s'en apercevoir, » est rangée aujourd'hui au nombre des idées surannées qu'un homme sérieux » n'oserait plus produire. »

Notre estimable collègue peut avoir parfaitement raison au point de vue de la doctrine, mais nous pensons qu'il n'en est pas de même si l'on se renferme dans les régions moins élevées de la pratique.

Il serait puéril de demander si l'ouvrier, en consommant un objet soumis à la taxe indirecte, songe qu'en ce moment il acquitte un impôt, et qu'au bout de l'an ce même ouvrier faisant la revue rétrospective de ce qu'il a consommé pendant l'année, calcule qu'il a acquitté ainsi une taxe de 15 ou 20 francs. Une pareille supposition est évidemment inadmissible.

Que si, au contraire, l'on vient demander à ce même ouvrier le paiement d'une somme de cinq ou six francs en espèces, il sentira l'atteinte douloureuse du fisc communal. Il devra consacrer tout ou partie du labeur d'une semaine à l'acquit de sa cote de contribution. Cet homme, certes, ne bénira point le changement de système et ne payera point, sans murmures, une taxe nouvelle pour lui.

Nous disons donc, contrairement à l'avis de M. Heuschling, et malgré notre profond respect pour les principes économiques, qu'il est préférable d'adoucir, de déguiser même l'amertume du sacrifice que le fisc communal ne pourra que difficilement se dispenser d'exiger de chacun en proportion de ses facultés. Nous disons que l'impôt sur les choses consommables étant payé petit à petit, offre le mode de paiement le moins sensible.

mauvais moments à traverser depuis 1830, et à Bruges, centre du pays où l'industrie linière a le plus souffert, la moyenne de la consommation a diminué. Pourtant, dans la première de ces villes, la moyenne tend depuis plusieurs années à se relever.

Nous ajouterons à ces appréciations le tableau des villes dans l'ordre de la moyenne de leur consommation décennale :

Relevé par ordre décroissant des moyennes comparatives de la consommation.

VILLES.	1828.	1836 à 1840.	1841 à 1845.	1836 à 1845,
Arlon.	0,51.03	0,30.55	0,09.19	0,18.54
Mons.	0,06.50	0,10.46	0,10.22	0,10.54
Liège.	0,07.45	0,08.27	0,07.30	0 07.75
Bruxelles . . .	0,08.83	0,06.50	0,07.99	0,07.18
Namur	0,04.75	0,06.58	0,06.08	0,06.51
Tournay. . . .	0,05.57	0,06.76	0,05.46	0,06.11
Louvain	0,05.05	0,04.25	0,05.51	0,04.89
Anvers	0,04.65	0,04.74	0,04.92	0,04.84
Verviers. . . .	0,02.02	0,04.54	0,04.71	0,04.65
Courtrai. . . .	0,05.74	0,05.54	0,03.33	0,04.32
Malines	0,05.18	0,04.28	0,04.15	0,04.20
Gand.	0,04.75	0,04.08	0,03.44	0,03.74
Bruges	0,04.57	0,03.66	0,03.69	0,03.68

Les comparaisons qui précèdent portent uniquement sur l'état de la consommation présumée du vin dans les treize villes principales du royaume; l'état ci-joint, *sub. litt. B*, expose dans le même ordre la comparaison des sommes qu'a produites, dans ces treize villes, la perception des droits d'octroi sur le même article.

Les produits de 1828 ont été de	421,871 fr.
— de 1836 à 1840, 2,265,305 fr. Moyenne	453,061
— de 1841 à 1845, 2,753,358	— 550,672
— de 1836 à 1845, 5,018,663	— 501,866

Ainsi, pendant la période quinquennale de 1836 à 1840, la moyenne des produits a dépassé les recettes de 1828 de 31,190 francs.

Pendant la période quinquennale de 1841 à 1845, il y a eu, relativement à 1828, un accroissement de produits de 128,801 francs.

Enfin, la moyenne des produits obtenus pendant la période décennale de 1836 à 1845, a excédé le chiffre de 1828 de 79,995 francs, c'est-à-dire de $18 \frac{96}{100}$ p. 0/0.

timés avec quelque apparence d'exactitude, cette taxe ne donne point lieu à de grands inconvénients dans les communes peu peuplées. Mais que la population atteigne un chiffre assez élevé, de nombreuses erreurs, commises de bonne foi à la vérité, seront inévitables. On comprend aussi que les évaluations ne peuvent être dégagées de tout esprit de partialité.

Que serait-ce donc s'il fallait confier dans une ville telle que Bruxelles, la répartition de la taxe à des commissaires spéciaux auxquels il serait impossible de fournir des bases rationnelles d'évaluation et qui ne connaîtraient que peu, ou pas, les contribuables compris dans le cercle de leurs opérations?

Une dernière considération ne peut être omise et fera apprécier une difficulté d'un autre genre : Sous le régime de l'impôt indirect, le produit des droits d'octroi est en raison directe de la consommation. Il n'y a de non-valeur que ce qui échappe à la surveillance des préposés.

Sous l'empire d'une taxe perçue directement, les non-valeurs ou cotes irrécouvrables atteindraient, on n'oserait le nier, un chiffre extrêmement élevé, le cinquième et peut-être même le quart de la taxe totale. Le déficit devrait être reporté sur les contribuables ayant des ressources suffisantes. Nouvelle aggravation de charges pour ces derniers.

De ce qui précède, nous concluons que la suppression du système des droits d'octroi compromettrait essentiellement l'équilibre financier des villes; que, malgré les inconvénients graves dont ce système est entaché, on ne pourrait lui substituer un mode d'impositions directes, sans occasionner un bouleversement dangereux au plus haut degré.

Nous n'entendons point toutefois qu'il faille maintenir les tarifs d'octroi tels qu'ils existent. Nous pensons, au contraire, et nous croyons être d'accord en cela avec les personnes versées dans cette branche de l'administration financière, qu'il est nécessaire *de soumettre les tarifs à une révision profonde et systématique.*

Cette révision aura pour objet principal de les ramener au but de leur institution, but essentiellement fiscal, d'écarter avec le plus grand soin tout droit qui pourrait avoir un *caractère protecteur*, conséquemment de maintenir une égalité relative entre les objets fabriqués dans l'intérieur et les objets similaires provenant du dehors.

Nous croyons aussi qu'il faut ramener, autant que possible, la tarification à des bases uniformes sous le rapport des *droits eux-mêmes* et sous celui *des poids et mesures.*

On sait que le ministère de l'intérieur a publié, sous les auspices de M. Nothomb, chef de ce département, aujourd'hui Ministre plénipotentiaire du Roi, à Berlin, un travail intitulé : *Rapport sur les octrois communaux.* Notre intention n'est pas de

donner une analyse de cette publication ; nous nous bornerons à y puiser quelques données propres à constater s'il est vrai, comme on l'affirme généralement, que l'augmentation ou la diminution des droits d'octroi agit sensiblement et directement sur la consommation, ou s'il faut attribuer les fluctuations de celle-ci à des causes étrangères au système des octrois.

Le rapport sur les octrois embrasse tous les articles soumis à la tarification. Nous en extrairons ceux qui sont frappés de droits dans toutes les villes. Ce sont :

Les vins.

Les bières.

Les eaux-de-vie et genièvres.

La viande.

Les tableaux de consommation annexés à la publication officielle comprennent les années 1828 et 1829 antérieures à la révolution, et les années postérieures de 1838 à 1844.

Un premier travail sur les octrois, publié sous le ministère de M. le comte de Theux, en 1839, nous a permis de consulter les résultats de l'année 1836. D'autre part, ceux de 1845, non publiés jusqu'à ce jour, ont été mis à notre disposition.

Nous avons pu ainsi établir pour point de comparaison l'année 1828, marquée par un calme parfait et un développement général de prospérité, et la période décennale de 1836 à 1845 dont la moyenne paraît pouvoir être considérée, comme offrant une situation normale.

Nous avons pensé aussi qu'il ne serait pas inutile de diviser ces dernières années en deux périodes quinquennales et de les comparer entre elles.

En outre, lorsqu'une cause accidentelle pouvait exercer une influence directe sur la consommation, les années ont été groupées de manière à faire ressortir cette cause. La principale consiste dans les changements apportés au tarif des douanes par les traités avec des puissances étrangères.

Les grandes villes ou les chefs-lieux de province étant les localités où la tarification est en général la plus élevée et où l'exagération des droits d'octroi peut en même temps être plus préjudiciable aux finances communales, à celles de l'État, aux consommateurs et à l'industrie elle-même, nous ne comprendrons dans notre travail que les villes d'Anvers, Arlon, Bruges, Bruxelles, Courtrai, Gand, Liège, Louvain, Malines, Mons, Namur, Tournay et Verviers, en regard desquelles nous plaçons la population existante aux époques prises pour bases des comparaisons :

VILLES.	1828.	1836 A 1840. MOYENNES.	1841 A 1845. MOYENNES.	1856 A 1845. MOYENNES.
Anvers	77,199	77,611	85,974	81,792
Arion	5,058	5,965	5,080	4,522
Bruges	42,198	44,906	49,009	46,958
Bruxelles	98,279	105,229	114,650	109,970
Courtrai.	19,056	19,218	19,841	19,529
Gand	85,220	93,584	107,637	100,510
Liège	58,087	64,055	74,563	69,209
Louvain.	25,643	24,792	25,556	25,174
Malines	24,436	23,774	26,327	25,050
Mons	23,019	23,441	22,948	23,194
Namur	21,571	20,776	23,750	22,263
Tournay	28,737	26,117	26,386	26,251
Verviers.	19,592	19,795	20,738	20,266

Les quantités consommées seront décomposées par habitant, pour obtenir un élément comparatif et uniforme.

Un pareil sujet ne peut se traiter qu'au moyen de tableaux assez étendus et dont l'étude est peu attrayante. Nous essaierons toutefois d'en donner une analyse succincte, laissant aux lecteurs le soin de recourir, pour les renseignements complémentaires, soit à ces tableaux mêmes, soit aux sources officielles où leurs éléments ont été puisés.

VINS.

Le tableau litt. A offre l'état comparatif des vins consommés en 1828 et dans chacune des années 1836 à 1845 inclusivement, avec l'indication des changements survenus dans le chiffre des droits et les moyennes de consommation ¹.

¹ La consommation totale du pays, d'après les tableaux du commerce de la Belgique avec les pays étrangers, a été comme il suit :

1836.	73,208 hectolitres.
1837.	70,466 —
1838.	86,676 —
A REPORTER	230,350 —

Il peut se résumer ainsi qu'il suit :

Moyennes par année.

1828				¹	30,827.78
1836 à 1840	159,299.49		Moyenne		31,859.90
1841 à 1845	170,833.23		—		34,166.65
1836 à 1845	330,132.72		—		33,013.27

Il résulte de ces chiffres :

A. Que la consommation moyenne des années de la première période quinquennale a dépassé la consommation de 1828 de 1,032.12;

B. Que la consommation moyenne dans la seconde période quinquennale a dépassé la consommation de 1828 de 3,338.87;

C. Que la moyenne de la seconde période quinquennale, comparée à celle de la première, présente une différence en plus de 2,306.75;

D. Que la moyenne générale de la période décennale offre, avec l'année 1828, une différence en plus de 2,185.49, soit $7\frac{8}{100}$ p. %.

Ces chiffres montrent que la marche de la consommation a été constamment ascendante.

Cette augmentation de consommation d'un article de luxe doit être attribuée pour la plus grande part à la consolidation du pays et au développement industriel et commercial; cependant les effets de la réduction de 25 p. % sur les droits d'accises opérés par la convention conclue avec la France le 16 juillet 1842, ne peuvent

	REPORT	230,350 hectolitres.
1839.	71,473	—
1840.	77,555	—
1841.	90,754	—
1842.	72,129	—
1843.	103,647	—
1844.	71,297	—
1845.	91,294	—
	TOTAL.	808,499 hectolitres.

La moyenne de la période décennale est donc de 80,850 hectolitres. La moyenne de 1836 à 1840 a été de 75,875 hectolitres, et celle des années 1841-1845, de 85,824 hectolitres.

¹ Les quantités sont indiquées en hectolitres.

être méconnus. Ils ressortent de la comparaison de la consommation pendant les trois années antérieures à la convention et les trois années suivantes :

De 1840 à 1842 la consommation a été de	98,317.30
De 1843 à 1845 elle a été de	106,049.11
Différence en plus en faveur des trois dernières années.	7,731.81
Soit 7 $\frac{86}{100}$ p. %.	

L'année 1839 est celle pendant laquelle la consommation a été la moins élevée; elle a été seulement de 30,005.77 dans les villes du mouvement desquelles nous nous occupons, bien que l'armée ait été portée alors à près de 100,000 hommes. Mais la situation politique du pays, l'imminence de la guerre et la crise industrielle de l'époque expliquent facilement ce fait.

L'année 1843, qui a suivi immédiatement le traité avec la France, offre sur la précédente une augmentation de 7,388.48.

On voit combien est grande l'influence des événements et des variations des tarifs sur la consommation et en même temps la difficulté de tirer des conséquences justes de la comparaison entre des points qui sont toujours plus ou moins dissimilaires.

On doit aussi ne pas perdre de vue que la qualité des vins influe beaucoup sur la consommation, ou tout au moins sur les achats, le chiffre de ceux-ci s'élevant rapidement à la suite d'une bonne récolte de vins.

Les années de la période décennale sont rangées ci-dessous dans l'ordre ascendant de la consommation :

1. 1839.	30,005.77
2. 1837.	31,085.74
3. 1842.	31,392.90
4. 1844.	31,686.52
5. 1838.	32,159.26
6. 1836.	32,515.52
7. 1841.	33,391.22
8. 1840.	33,533.20
9. 1845.	35,581.21
10. 1843.	38,781.38

Nous avons montré que la marche de la consommation générale a été constamment en augmentant. Cependant comme une réduction s'est fait sentir dans plusieurs villes, nous devons les diviser en deux catégories, savoir :

Moyenne par habitant.

En 1828, la moyenne par tête s'est élevée pour les cinq villes au sujet desquelles nous possédons des données complètes, à hect. 0,04.22
de 1836 à 1840, la moyenne prise sur les neuf villes inscrites au tableau a atteint le chiffre de 0,09.68
de 1841 à 1845, la moyenne a été de 0,06.26
et pendant la période décennale, de 0,07.88

Comparée au chiffre de 1828, la moyenne de la première période présente donc une augmentation de 5 litres 46 centilitres, ou de 129 p. %. Pour la seconde période, cette augmentation se réduit à 3 litres 66 centilitres, soit 86 p. %.

Ces résultats s'expliquent par les circonstances que nous avons exposées plus haut au sujet des chiffres bruts de la consommation.

Années rangées dans l'ordre ascendant des moyennes.

1828.		hect.	0,04.22	
1843.		—	0,05.42	} Législation de 1842.
1845.		—	0,05.59	
1844.		—	0,06.05	
1842.		—	0,06.25	
1841.		—	0,08.05	} Législation de 1837.
1840.		—	0,08.60	
1839.		—	0,08.68	
1838.		—	0,09.33	
1837.		—	0,09.77	} Législation de 1833.
1836.		—	0,12.13	

Ce relevé montre qu'après avoir atteint un chiffre à peu près triple de celui obtenu en 1828, la consommation a fléchi graduellement et de telle sorte, qu'elle s'est rapprochée de très-près de son point de départ. Nous sommes porté à penser que le retour successif des droits d'accise vers des taux plus élevés n'est pas la seule cause de cette diminution de la consommation ; le renchérissement qui se manifeste depuis quelques années dans le prix des céréales doit y avoir eu également part.

Si nous faisons porter la comparaison des moyennes isolément sur les villes, nous trouvons que, sauf pour Bruges, elles accusent uniformément une augmentation.

VILLES.	1828.	1836-1840.		1841-1845.		1856-1845.	
	Quantité IMPOSÉES.	Quantité IMPOSÉES.	Augmentation p. %.	Quantité IMPOSÉES.	Augmentation p. %.	Quantité IMPOSÉES.	Augmentation p. %.
	hect.	hect.		hect.		hect.	
Bruxelles. . . .	0,05.75	0,10.20	77	0,06.64	15	0,08.35	45
Liège.	0,04.58	0,09.09	98	0,04.41	"	0,06.58	44
Gand.	0,02.26	0,07.60	256	0,05.28	135	0,06.56	181
Anvers.	0,01.97	0,10.73	445	0,06.10	209	0,08.76	345

A Bruges, la moyenne de la période décennale est inférieure de 61 p. % au chiffre constaté en 1828. Cette exception peut s'expliquer par la stagnation complète du commerce et de l'industrie dans le chef-lieu de la Flandre occidentale. On sait d'ailleurs qu'en temps ordinaire, le chiffre de la population secourue y est à celui de la population totale, approximativement dans le rapport de 1 à 2.50.

Nous avons dit au commencement de ce travail que nous ne possédions pas de renseignements sur la quotité des boissons distillées en 1828, dans le rayon de l'octroi des villes de Courtrai, Louvain, Malines et Namur. Nous n'avons donc pour points de comparaison que les années de 1836 à 1845. Cet examen confirme entièrement tout ce que nous avons dit concernant l'influence de l'élévation des droits. Si l'on excepte Malines, où l'usage des boissons alcooliques a éprouvé, dans la période de 1841 à 1845, un mouvement ascensionnel, circonstance qui doit être attribuée à l'établissement dans cette localité, de diverses usines nouvelles et à la proximité des ateliers du chemin de fer, la consommation a subi dans ces dernières années une dépression remarquable, ainsi que le constate le rapprochement suivant :

VILLES.	MOYENNE PAR HABITANT.		DIMINUTION p. %.
	1836-1840.	1841-1845.	
	hectol.	hectol.	
Namur.	0,20.48	0,10.92	46
Louvain.	0,18.56	0,10.28	44
Courtrai.	0,02.45	0,00.93	62

On pourra remarquer que, pour Namur et Louvain, la moyenne de la consommation apparente est très-élevée comparativement à celle des autres localités. Cette différence provient de ce que dans ces deux villes les droits d'octroi ne sont pas

restitués en cas d'exportation; de sorte que les moyennes ci-dessus représentent une partie de la consommation locale, plus la partie de la fabrication locale qui est exportée et consommée hors du rayon de l'octroi. Du reste, cette circonstance n'affaiblit en rien ce que nous avons dit plus haut concernant l'influence de l'augmentation des droits.

BOISSONS DISTILLÉES INDIGÈNES, DE FABRICATION EXTRA-URBAINE.

La première remarque que fait naître l'examen de l'état litt. D, porte sur ce point, que la consommation des boissons alcooliques dans les villes s'alimente principalement des produits de la fabrication locale : en effet, la moyenne décennale de la consommation est pour ceux-ci de plus de 39,000 hectol. par an, tandis que celle des autres genièvres indigènes n'excède guère 21,000 hect.

La marche de la consommation pour ces derniers produits a été comme suit :

1828	21,358 hectol.	1841 à 1843 .	Moyenne.	22,216 hectol.
1836 à 1840 . Moyenne.	20,386 —	1836 à 1843 .	— .	21,301 —

On voit que, comparée aux résultats obtenus en 1828, la moyenne de la période décennale ne présente qu'une différence peu sensible.

Si l'on dispose les années de cette période dans l'ordre ascendant, on obtient l'échelle suivante :

1836	18,282 hectol.	1843	21,530 hectol.
1837	18,722 —	1844	21,580 —
1842	20,255 —	1840	23,689 —
1838	20,258 —	1844	23,827 —
1839	20,977 —	1843	23,890 —

On voit par ce rapprochement que la consommation des boissons distillées au dehors des villes a suivi un mouvement régulier et qu'elle n'offre pendant la période de 1836-1843 aucune perturbation anormale.

Un autre fait digne de remarque c'est que les changements de la législation sur la fabrication des eaux-de-vie sont demeurés sans influence sur l'importation dans les villes des boissons distillées au dehors.

Moyenne par habitant.

En 1828, la moyenne par tête a été de	0.04.06 hectol.
1836 à 1840	0.03.73 —
1841 à 1845	0.03.69 —
1836 à 1845 . . (période décennale). . .	0.03.71 —

Sauf pour ce qui concerne la moyenne de 1828, qui est un peu plus élevée que celle des périodes suivantes, nous n'avons à constater dans ces chiffres que leur remarquable uniformité.

BOISSONS DISTILLÉES A L'ÉTRANGER : RHUM, ARAK, LIQUEURS, ETC.

La consommation des boissons alcooliques venant de l'étranger, étant de peu d'importance relativement à celle des eaux-de-vie indigènes, nous nous bornerons à résumer ici les résultats généraux de l'état litt. *E*.

La moyenne de la consommation générale pour les 13 villes dont nous avons fait choix s'est élevée :

En 1828 à.	2,553 hectol.
Pendant la période de 1836 à 1840.	3,882 —
— — 1841 à 1845.	3,626 —
— — 1836 à 1845.	3,747 —

Ce qui correspond aux moyennes individuelles ci-après :

En 1828.	0.00.49
Pendant la période de 1836-1840.	0.00.71
— — 1841-1845.	0.00.60
— — 1836-1845.	0.00.65

Nous passons à l'examen de l'état litt. *F* qui présente l'ensemble des tableaux *C*, *D* et *E*, c'est-à-dire la totalité de la consommation des boissons distillées, quelle qu'en soit la provenance ou l'origine.

BOISSONS DISTILLÉES INDIGÈNES ET ÉTRANGÈRES.

L'état litt. *F* nous fait voir que la consommation générale des eaux-de-vie, gé-

nièvres, rhum et liqueurs a suivi dans les treize villes principales du royaume la marche ci-après :

En 1828	39,712 hectol.
Période de 1836-1840	70,151 —
— 1841-1845	59,258 —
— 1836-1845	64,704 —

De sorte que :

La moyenne de la 1^{re} période quinquennale excède la consommation de 1828 de 30,439 hect. ou d'un peu plus de 76 p. %;

La moyenne de la 2^{me} période quinquennale a dépassé les résultats de 1828 de 19,546 hect., c'est-à-dire d'environ 50 p. %;

Et enfin, la moyenne décennale de 1836-1845 offre sur 1828 un excédant de 24,992 hect., ou d'environ 63 p. %.

Années dans l'ordre ascendant de la consommation.

1828	39,712 hectol.	1841	67,378 hectol.
1843	53,928 —	1837	67,740 —
1842	56,854 —	1838	68,499 —
1845	57,774 —	1840	70,203 —
1844	60,355 —	1836	77,582 —
1839	66,730 —		

La consommation des boissons indigènes entrant pour la plus large part dans ces chiffres, on croit devoir se référer, quant aux causes probables des variations indiquées ci-dessus, aux explications qui se trouvent consignées plus haut dans le paragraphe relatif au tableau litt. C.

Voici la comparaison des moyennes par tête de la consommation aux mêmes époques :

1828	0.07.55 hectol.
1836 à 1840	0.12.82 —
1841 à 1845	0.09.83 —
1836 à 1845 (période décennale).	0.11.26 —

Si l'on examine ensuite les faits particuliers à chaque ville, on trouve que, depuis 1828, la consommation s'est accrue partout, sauf à Mons, à Courtrai et à Tournay,

où elle est restée à peu près stationnaire; cet accroissement s'est manifesté dans la proportion suivante :

VILLES.	1828.	1836. — 1840.		1841. — 1845.		1836. — 1845.	
	— QUANTITÉS.	QUANTITÉS.	AUGMENTATION p. %.	QUANTITÉS.	AUGMENTATION p. %.	QUANTITÉS.	AUGMENTATION p. %.
		hectolitres.		hectolitres.		hectolitres.	
Namur	841	4,881	480	5,411	305	4,146	595
Louvain	1,248	5,187	315	5,282	165	4,234	259
Gand	5,288	7,760	156	6,264	90	7,012	115
Bruxelles.	8,477	16,242	92	15,328	81	15,785	86
Liège.	5,712	10,612	86	8,777	54	9,695	70
Malines	1,099	1,531	59	1,990	80	1,761	60
Arlon	437	577	52	762	76	670	55
Bruges	3,975	5,320	54	4,702	18	5,011	26
Anvers	6,482	9,447	46	6,762	4	8,105	25
Verviers	2,304	2,432	5	2,595	12	2,512	8

On a vu que l'ensemble de la consommation présente, pour la période décennale, une moyenne de 64,704 hectolitres.

Nous croyons qu'il n'est pas sans intérêt de rechercher dans quelle proportion chacune des villes comprises au tableau litt. F participe à cette consommation présumée. Nous en écarterons Louvain et Namur, où, ainsi que nous l'avons déjà dit, on n'a pas tenu compte des quantités exportées :

Arlon	1.19 p. %
Courtrai	2.05 —
Mons.	2.95 —
Malines	3.12 —
Verviers	4.46 —
Tournay	5.26 —
Bruges	8.90 —
Gand	12.45 —
Anvers	14.40 —
Liège.	17.25 —
Bruxelles	28.03 —
TOTAL	100.00 —

L'accroissement énorme de la consommation du genièvre peut être attribué

sans hésitation à la réduction du prix de cet article, résultant de l'abaissement exagéré du droit d'accise.

Il est évident que l'excitation artificielle que procure l'usage habituel et immodéré des boissons spiritueuses affaiblit peu à peu l'intelligence et énerve les forces de la classe ouvrière. Ces ravages moraux et physiques ne nous semblent pas compensés par l'utilité que l'agriculture retire du développement des distilleries.

On ne peut plus nier que les craintes manifestées sur les résultats des lois qui ont abaissé outre mesure les droits sur les boissons spiritueuses, ne soient confirmées. L'ivrognerie et son fatal cortège de maux ont fait d'immenses progrès; le chiffre des délits de coups et blessures, conséquences de ce vice, a augmenté dans une proportion effrayante. Les autorités administratives sont d'un avis unanime à cet égard. Nous lisons dans le rapport de la députation permanente d'Anvers pour l'année 1842 ce qui suit : « Les délits de cette espèce (coups et blessures) se sont encore accrus pendant l'exercice 1841 d'une manière assez sensible; les tribunaux s'efforcent, par une répression sévère, d'arrêter cette progression, mais les causes des rixes sont permanentes; la principale de toutes est l'abus des boissons enivrantes chez les individus de la classe inférieure. »

Les rapports des autres provinces contiennent presque chaque année des déclarations analogues. Les rapports du département de la justice sur la justice criminelle confirment la déplorable influence du bas prix des boissons alcooliques sur les crimes.

Le rapport de 1835 est très-explicite sur ce point. Il dit (page 8) :

« En 1835, les poursuites du chef de coups et blessures sont plus nombreuses et, d'après les rapports des autorités judiciaires, il est difficile de contester l'intime liaison qui existe entre ces délits et l'habitude de l'intempérance encouragée dans les classes inférieures *par le bas prix des boissons enivrantes.* »

Est-il permis de conserver le moindre doute à cet égard lorsque l'on rapproche les chiffres de la consommation appartenant à deux époques, l'une antérieure, l'autre postérieure au changement de législation de 1833?

En 1828, la consommation a été de 39,712 hectolitres; moyenne, 7 litres, 55 centilitres par tête.

En 1836, la première année de la période décennale que nous avons passée en revue, la consommation a atteint le chiffre de 77,582 hectolitres, ce qui répond à une moyenne de 14 1/2 litres par tête.

Nous sortirions de la tâche que nous nous sommes imposée en insistant sur les funestes conséquences de la législation en vigueur sur la distillation, mais nous ne pouvons nous empêcher de former le vœu ardent qu'elle soit profondément mo-

diffiée. Toute loi, contenant un germe évident d'immoralité doit disparaître du code d'une nation éclairée, conséquemment morale et religieuse.

BIÈRES.

BIÈRES BRASSÉES DANS LE RAYON DE L'OCTROI DES VILLES.

Le tableau litt. G concerne les bières qui, ayant été brassées sur le territoire des villes à octroi, y ont acquitté les droits de consommation. On croit devoir faire observer que les chiffres fournis dans cet état ne sont que des évaluations : les droits perçus par les villes sur la fabrication de la bière sont basés généralement, non sur les quantités de bière fabriquée, mais sur la contenance de la cuve matière. Il en résulte que l'administration ne connaît pas le nombre exact d'hectolitres de bière qui sont réellement brassés, et que, pour se rendre compte des faits de la fabrication, elle doit calculer quel est le rendement de la cuve matière. Ce rendement n'est pas uniformément le même dans toutes les localités : il oscille entre 4 hectol. 18 litres et 3 hectol. 60 litres de bière potable pour chaque hectolitre de la cuve matière. C'est d'après les résultats constatés à ce sujet dans chaque ville par les agents de l'administration des accises, que l'on a calculé approximativement quel est le chiffre des quantités fabriquées. On a eu soin d'en déduire les quantités exportées hors des villes et sur lesquelles les droits d'octroi ont été restitués. Cette déduction n'a pu avoir lieu pour Bruxelles, parce que, d'après le système d'imposition admis dans la capitale, l'exportation des bières ne donne pas lieu à la restitution, et que, par compensation, les bières importées y sont assujetties à un droit élevé; ainsi les chiffres déclarés pour cette ville représentent, indépendamment des quantités livrées à la consommation locale, celles qui ont été expédiées dans d'autres localités.

Les comparaisons que l'on peut tirer de l'examen des quantités de bières livrées à la consommation ne peuvent offrir d'intérêt que si on les fait porter à la fois sur les bières provenant des brasseries urbaines et sur celles qui sont dues à l'importation. Nous croyons donc pouvoir nous dispenser d'analyser le tableau litt. G.

Il est d'ailleurs une remarque qu'il n'est pas hors de propos de présenter à ce

sujet : c'est que les variations que subissent les droits d'octroi sur la bière sont, en général, sans influence sur la consommation, à moins que ces variations ne soient assez considérables. Ainsi, une augmentation d'un franc par hectolitre de la cuve matière, envisagée, sous le rapport fiscal, comme importante, répond à peine à 75 centimes par hectolitre de bière fabriquée; on concevra sans peine qu'elle ne doit exercer aucune influence sensible sur le mouvement de la consommation.

Ceci posé, nous passons au tableau litt. *H*, qui nous offre la comparaison de la consommation des bières *importées*.

Enfin, nous réunissons dans un seul état, litt. *I*, les résultats constatés dans les deux tableaux précédents; cet état offre donc, sauf pour Bruxelles, qui a déjà fait l'objet d'une remarque spéciale, l'ensemble de la consommation de la bière dans les villes principales du royaume.

Nous y voyons que la consommation a marché ainsi qu'il suit :

En 1828, elle a été de	1,086,912 hectol.
De 1836 à 1840, en moyenne, de	933,630 —
De 1841 à 1845, —	829,979 —
Enfin, de 1836 à 1845 (période décennale), de	881,804 —

D'où il résulte que, comparée à celle de 1828 :

- 1° La consommation de la période de 1836 à 1840 a baissé de $14 \frac{1}{10}$ p. 0/0;
- 2° La consommation de 1841 à 1845 a fléchi de $25 \frac{82}{100}$ p. 0/0;
- 3° De 1836 à 1845, la moyenne de cette consommation présente une diminution de $18 \frac{87}{100}$ p. 0/0.

Il ressort de ces chiffres que, depuis 1828, la consommation de la bière semble être soumise à un mouvement rétrograde, d'autant plus remarquable que le chiffre de la population a marché dans un sens inverse. Le relevé suivant, qui présente les années dans l'ordre décroissant de la consommation, rendra ce fait plus sensible.

1828.	1,086,912 hectolit.
1836.	985,396 —
1837.	953,159 —
1838.	933,009 —
1840.	899,572 —
1839.	897,012 —
1841.	867,138 —
1842.	857,195 —
1843.	815,840 —
1844.	813,854 —
1845.	795,870 —

Ce rapprochement montre que si la diminution de la consommation peut paraître

insensible d'une année à l'autre, elle est cependant uniforme et continue; d'ailleurs, il est permis de croire qu'elle n'est pas encore parvenue à son point d'arrêt. Nous l'attribuons en grande partie à l'accroissement de la consommation des boissons distillées, ainsi que nous le démontrerons ultérieurement.

Moyennes par habitant.

La moyenne de la consommation de la bière, comparée à la population, a été :

Pour 1828, de	2.54 hectol. par tête.
Pour la période de 1836-1840, de.	2.11 —
— de 1841-1845, de.	1.70 —
— décennale de 1836-1845, de	1.89 —

Ainsi, eu égard à l'état de la population, la consommation a baissé, pendant la première période quinquennale, d'environ 17 p. $\frac{0}{100}$; pendant la seconde, de 33 p. $\frac{0}{100}$, et enfin, pendant la période décennale, de 25 $\frac{59}{100}$ p. $\frac{0}{100}$; on voit donc que la diminution est en réalité plus considérable que ne l'annonçaient les chiffres bruts de la consommation. De plus, elle est constante et non interrompue, comme l'indique le relevé ci-après :

1828.	Moyenne par tête.		2.54 hectolit.
1836.	—		2.29 —
1837.	—		2.18 —
1838.	—		2.11 —
1839.	—		2.01 —
1840.	—		1.98 —
1841.	—		1.84 —
1842.	—		1.79 —
1843.	—		1.68 —
1844.	—		1.64 —
1845.	—		1.58 —

De sorte que, comparé à 1828, 1845 présente une différence en moins de 37 $\frac{19}{100}$ p. $\frac{0}{100}$.

Si de ces données générales, on passe aux faits particuliers à chacune des villes inscrites dans l'état I, on trouve que la consommation a diminué partout, à l'exception de Louvain et d'Arlon, localité où l'usage de la bière a pris plus d'extension depuis que la perte du Luxembourg allemand a privé les consommateurs de cette ville des petits vins de cette ancienne partie de la province.

Du reste, le rapprochement suivant donne la mesure exacte de cette diminution pour chacune des localités dont il s'agit :

VILLES.	MOYENNES		DIMINUTION p. o/o.	MOYENNES de 1841-1845.	DIMINUTION p. o/o.	MOYENNES de 1856-1845.	DIMINUTION p. o/o.
	DE 1828.	de 1836-1840.					
	hectolit.	hectolit.		hectolit.		hectolit.	
Mons	4.09	2.75	32.76	2.10	48.65	2.45	40.58
Anvers	3.06	2.04	33.33	1.69	44.77	1.86	59.21
Verviers	1.88	1.56	17.01	1.06	43.61	1.31	30.52
Gand	2.25	1.75	22.22	1.49	33.77	1.61	28.44
Liège	1.89	1.63	13.75	1.20	36.50	1.39	26.46
Tournay	2.54	2.25	11.41	1.61	36.61	1.95	24.01
Courtrai	2.16	1.93	10.64	1.66	23.15	1.80	16.66
Malines	3.89	3.67	5.65	2.85	26.75	3.25	16.45
Namur	3.46	3.72	"	2.92	15.60	3.29	4.91
Bruges	1.08	1.08	"	1.01	6.48	1.04	0.92

Nous avons fait connaître plus haut notre opinion sur la cause réelle de la diminution qui se manifeste d'une manière si remarquable dans la plupart des grandes villes du royaume, quant à la consommation de la bière. Nul doute, selon nous, que ce résultat ne soit dû, au moins en partie, à une plus grande consommation des eaux-de-vie et genièvres. La classe ouvrière semble en effet délaisser depuis quelques années l'usage de la bière pour celui des boissons alcooliques. Ce qui le prouve c'est que, dans chacune des villes où la consommation de la bière a subi un mouvement rétrograde, celle du genièvre a marché en sens inverse, sauf cependant à Courtrai et à Tournay, où, ainsi que nous l'avons vu plus haut, cette dernière consommation est demeurée stationnaire.

L'état I. constate qu'à Louvain et à Arlon, il y a, depuis 1828, une certaine augmentation dans les quantités de bière consommées. Voici quelle est la proportion de cet accroissement :

VILLES.	MOYENNES		AUGMENTAT. p. o/o.	MOYENNES de 1841-1845.	AUGMENTAT. p. o/o.	MOYENNES de 1856-1845.	AUGMENTAT. p. o/o.
	DE 1828.	de 1836-1840.					
	hectolit.	hectolit.		hectolit.		hectolit.	
Arlon	0.52	1.39	167.30	0.82	57.69	1.07	105.76
Louvain	3.43	3.93	14.58	3.57	4.08	3.75	9.33

Pour Arlon, l'augmentation est considérable; mais on se rappellera qu'elle n'est

que la conséquence d'une diminution marquée dans la consommation du vin, depuis la perte du Luxembourg allemand.

L'état I montre que, pendant la période décennale de 1836 à 1845, la consommation générale s'est élevée, en moyenne, sauf pour Bruxelles que nous exceptons pour le motif que nous avons fait connaître plus haut, au chiffre total de 881,805 hectolitres de bière.

Voici la part pour laquelle chacune des villes comprises au tableau entre dans ce chiffre :

Arlon	0.54 p. %.
Verviers	3.04 —
Courtrai	3.97 —
Bruges.	5.53 —
Tournay	5.74 —
Mons.	6.39 —
Namur.	8.31 —
Malines	9.21 —
Louvain	10.70 —
Liège	10.97 —
Anvers	17.23 —
Gand	18.37 —
TOTAL	100.00 —

BÉTAIL ET VIANDE DÉPECÉE.

L'état litt. J présente les faits relatifs à la consommation de la viande. Avant de les résumer, il n'est pas hors de propos d'entrer dans quelques explications sur la manière dont on a procédé à la formation de cet état.

Les chiffres qui figurent dans ce tableau représentent les quantités de viande imposées ; mais ces quantités n'ont été obtenues qu'au moyen d'un calcul d'évaluation. En effet, dans les villes de Bruxelles, de Liège et de Verviers, les droits sont perçus d'après le *poids du bétail vivant* ; dans les autres localités, que nous avons adoptées comme points de comparaison, ils sont perçus *par tête*. Pour obtenir des chiffres qui représentassent les quantités de viande livrées à la consommation, il a fallu, pour les trois premières villes, déduire du poids du bétail vivant le déchet présumé qui résulte de l'abatage. Pour les autres, il a fallu d'abord multiplier par le poids moyen des bestiaux de chaque catégorie, le nombre des têtes de bétail imposées,

puis déduire du produit obtenu le déchet présumé. On a joint au résultat de toutes ces opérations les quantités introduites en ville à l'état de viande dépecée, et l'on a obtenu ainsi des nombres qui indiquent d'une manière approximative la consommation réelle.

Ceci posé, nous passons à l'analyse du tableau *J*.

Cet état est complet, quant aux années qui forment la période décennale de 1836 à 1845, mais il n'en est pas de même quant à l'année 1828.

Pour les villes de Gand, Liège, Louvain, Malines, Mons, Namur, Tournay et Verviers, les résultats de 1828 sont inconnus, parce qu'à cette époque les droits d'octroi sur le bétail se percevant assez généralement sous forme de centimes additionnels au droit d'accise sur l'abatage, le recouvrement s'en faisait simultanément avec celui de ce dernier droit et par les agents des accises. Il en résultait que les administrations locales ne tenaient pas régulièrement compte des quantités sur lesquelles les droits étaient prélevés.

L'état litt. *J* se divise donc en villes, dont la consommation de 1828 est connue, et en villes où la même consommation n'a pas été constatée.

Commençant par les premières, qui sont celles d'Anvers, Bruges, Bruxelles et Courtrai, nous voyons que la consommation présumée de la viande s'élevait dans ces quatre localités réunies :

En 1828 à	10,902,987 kilogr.
Pendant la période de 1836-1840 à une moyenne de.	12,085,999 —
— — 1841-1845.	12,345,308 —
— — 1836-1845.	12,215,654 —

La comparaison de ces chiffres nous apprend que, mise en rapport avec celle de 1828 et abstraction faite de l'augmentation de la population, la consommation a progressé, pendant la 1^{re} période quinquennale dans la proportion de $10 \frac{8}{10}$ p. %; pendant la 2^e période quinquennale, de $13 \frac{5}{10}$ p. %, et enfin, pendant la totalité de la période de 1836-1845, de 12 p. %.

Pour les villes à l'égard desquelles il a été impossible de constater la consommation de 1828, nous nous bornerons à comparer entre eux les résultats moyens des deux périodes quinquennales de 1836 à 1840 et de 1841 à 1845.

Pendant la première, la moyenne de la consommation présente un chiffre de 10,477,626 kilogr.;

Pendant la seconde, un total de 10,221,324 kilogr.

Il y a donc pour la seconde période une différence en moins de $2 \frac{4}{10}$ p. %, abstraction faite du mouvement progressif du chiffre de la population.

Si l'on écarte les résultats de 1828 et que l'on réunisse pour chacune des années

1836 à 1845 la consommation des villes des *deux* catégories, on trouve dans l'ordre décroissant l'échelle suivante, qui ne présente que des différences peu sensibles :

1845.		23,702,640 kilogr.
1838.		23,549,986 —
1842.		22,736,670 —
1844.		22,705,520 —
1837.		22,462,475 —
1839.		22,406,916 —
1840.		22,208,949 —
1836.		22,189,802 —
1843.		22,138,835 —
1841.		21,549,489 —

Ainsi, depuis dix ans, le nombre des bestiaux abattus pour la consommation dans les douze villes dont il s'agit, est demeuré à peu près le même; mais comme la population s'est constamment accrue dans le même espace de temps, il s'en suit qu'en fait la consommation a diminué.

Les nombres que nous venons de donner n'ont toute leur signification que si on les met en rapport avec les chiffres des populations imposées; nous nous hâtons, par conséquent, de passer à l'examen des moyennes de la consommation par d'habitant.

L'état litt. *J* nous montre que, dans les villes de la première catégorie, c'est-à-dire dans celles où les faits ont pu être constatés en 1828, la moyenne de la consommation est, pour cette même année, de 38 kilogr. 76 décagr. par habitant; que cette moyenne s'est élevée à 41 $\frac{1}{2}$ kilogr. pendant les années 1836 à 1840, et qu'elle a fléchi jusqu'à 39 kilogr. 5 décagr. pendant la période de 1841 à 1845; qu'enfin, prise sur l'ensemble de la période décennale de 1836-1845, la moyenne de la consommation a été de 40 kilogr. 22 décagr. par personne.

Ces différences correspondent à un accroissement de 7.07 p. % pour la première époque; de 0.74 p. % pour la deuxième et de 3.76 p. % quant à la période décennale.

Dans les villes de la deuxième catégorie, où la comparaison ne peut porter que sur les années 1836 à 1845, on voit que la moyenne par habitant, après s'être élevée pendant les cinq premières années à kilogr. 41.59, est descendue pendant les cinq années suivantes à kilogr. 36.37, c'est-à-dire qu'elle a fléchi de 12.54 p. %.

Une chose digne de remarque, c'est que dans les villes de la première catégorie la comparaison des mêmes époques amène aussi une diminution, bien qu'à un moindre degré; en effet, la moyenne de la consommation étant pour 1836-1840 de kilogr. 41.50 et pour 1841-1845 de kilogr. 39.05, il y a, en définitive, pendant les cinq dernières années, une diminution de 3.49 p. %.

Si l'on fait ensuite abstraction des résultats de l'année 1828, pour ne faire porter la comparaison que sur les deux moitiés de la période décennale de 1836 à 1845, on trouve que sur les douze villes comprises au tableau, il en est neuf où la consommation a déchu pendant les cinq dernières années. Les trois autres villes, Courtrai, Mons et Verviers, présentent un résultat opposé; mais cette augmentation est si peu importante qu'on peut considérer la consommation comme y étant stationnaire. Cet état de choses, comparativement favorable, s'explique quant à Mons et à Verviers, par la situation florissante des industries spéciales de ces deux villes. Nous devons avouer que nous ne saurions rien préciser quant à Courtrai.

Le rapprochement suivant indique le degré d'importance relative de la décroissance de la consommation pour chacune des neuf autres villes :

VILLES.	MOYENNE DE LA CONSOMMATION.		DIMINUTION p. %.
	1836-1840.	1841-1845.	
	kilogr.	kilogr.	
Bruges	31.89	30.57	4.10
Tournay.	56.79	54.24	4.40
Anvers	56.04	54.13	5.29
Bruxelles.	49.02	45.45	7.28
Louvain	40.14	37.11	7.54
Malines	42.55	38.22	10.01
Liège.	56.25	51.32	15.60
Namur	57.10	52.02	15.69
Gand	45.80	36.36	16.00

On voit que les villes où la diminution s'est manifestée avec le plus d'intensité sont Malines, Liège, Namur et Gand.

On est porté en général à juger du degré d'aisance et de bien-être des populations par le plus ou le moins d'activité de la consommation. Bien que nous reconnaissons en principe l'exactitude de cette observation, nous ne savons s'il serait juste de l'appliquer à la consommation de la viande.

La comparaison suivante, qui indique pour chacune des douze villes comprises dans l'état, la moyenne par tête de la consommation pendant la période décennale de 1836 à 1845, prouve en effet qu'il serait dangereux d'appliquer cette observation d'une manière trop rigoureuse :

Tournay	kil. de viande	55.51	par tête.
Mons	—	55.11	—
Bruxelles	—	47.16	—
Malines	—	40.26	—
Gand	—	39.81	—
Louvain	—	38.60	—
Anvers	—	35.03	—
Namur	—	34.39	—
Liège	—	33.60	—
Courtrai	—	33.56	—
Bruges	—	31.20	—
Verviers	—	28.87	—

On peut expliquer, jusqu'à un certain point, l'activité de la consommation dans des villes telles que Mons, Bruxelles, Malines, ainsi que l'état languissant de cette même consommation à Courtrai et à Bruges; mais n'a-t-on pas lieu de s'étonner en voyant, par exemple, que la ville de Verviers, qui est souvent citée pour la prospérité de ses fabriques, est reléguée au bas de l'échelle? Et comment se rendre compte de l'énorme différence qui existe, quant à la consommation de la viande, entre cette localité et celles de Tournay et de Mons, différence qui est de près de moitié?

Pendant la période décennale de 1836 à 1845, les quantités annuelles de viande imposée présentent une moyenne de 22,565,129 kilogr.

Voici la proportion d'après laquelle ce total se répartit entre les douze villes dont les noms figurent au tableau.

Verviers	2.59	p. ‰.
Courtrai	2.90	—
Namur	3.39	—
Louvain	4.31	—
Malines	4.47	—
Mons	5.67	—
Tournay	6.46	—
Bruges	6.49	—
Liège	10.31	—
Anvers	12.70	—
Gand	17.73	—
Bruxelles	22.98	—
		100.00 p. ‰.

LITT. A.

VINS. — État comparatif de la population et de la moyenne des qua

ANNÉES.	ANVERS.				ARLON.				BRUGES.			
	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.
1828	francs. 17.99	77,199 (1)	hectolit. 3,577.54	hectol. 0.04.63	francs. 8.98 1.90	3,038	hectolit. 942.74	hectol. 0.31.03	francs. 13.33	42,198	hectolit. 1,929.77	0.1
PREMIÈRE PÉR												
1836	14.00	76,005	3,809.76	0.05.01	3.20	3,094	1,314.00	0.42.47	12.00	43,670	1,537.33	0.1
1837	14.00	77,162	3,795.38	0.04.92	3.20	4,083	820.00 (2)	0.12.74	12.00	44,374	1,651.62	0.1
1838	14.00	77,634	3,673.96	0.04.73	3.20	4,157	1,416.74	0.34.08	13.00	44,719	1,658.10	0.1
1839	14.00	78,225	3,207.91	0.04.10	3.20	4,185	1,400.85 (2)	0.33.47	13.00	45,528	1,713.89	0.1
1840	14.00	79,029	3,922.76	0.04.90	3.20	4,308	1,400.85	0.32.52	13.00	46,240	1,666.87	0.1
TOTAUX	70.00	388,055	18,409.77	0.04.74	16.00	19,827	6,052.44	0.30.53	63.00	224,531	8,227.61	0.1
Moyennes quinquennales . .	14.00	77,611	3,681.95		3.20	3,965	1,210.49		12.60	44,906	1,645.56	
DEUXIÈME PÉR												
1841	14.00	83,054	4,134.60	0.04.98	3.20	4,828	410.17	0.08.50	13.00	47,032	1,782.90	0.1
1842	14.00	84,812	3,799.02	0.04.48	3.20	4,913	329.21	0.06.70	13.00	48,596	2,067.86	0.1
1843	14.00	85,599	4,421.04	0.05.16	6.00	5,105	631.27	0.12.17	13.00	49,383	1,910.76	0.1
1844	14.00	87,480	4,067.96	0.04.65	6.00	5,221	512.88	0.09.22	13.00	49,764	1,584.96	0.1
1845	14.00	88,924	4,732.57	0.05.32	6.00	5,331	461.61	0.08.66	13.00	50,272	1,708.09	0.1
TOTAUX	70.00	429,869	21,155.19	0.04.92	24.40	25,398	2,335.14	0.09.19	65.00	245,047	9,054.50	0.1
Moyennes quinquennales . .	14.00	85,974	4,231.04		4.88	5,080	467.03		13.00	49,009	1,810.90	
TOTAUX GÉNÉRAUX	140.00	817,924	39,564.96	0.04.84	40.40	45,225	8,387.58	0.18.54	128.00	469,578	17,282.31	0.1
Moyennes décennales	14.00	81,792	3,956.50		4.04	4,522	838.76		12.80	46,958	1,728.23	

(1) Il n'existe pas de population officielle pour 1828; c'est la population au 31 décembre 1829 qui figure sur cette ligne et qui sert de base par une capitation ou contribution directe sur les habitants. — (2) La perception de l'octroi a été mise en ferme pendant les 10

pris en 1828 et pendant la période décennale de 1836 à 1845.

BRUXELLES.				COURTRAI.				GAND.				LIÈGE.			
POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.
96,379	8,678.92	0.08.83	8.57	19,036	711.27	0.03.74	16.93	85,220	4,048.25	0.04.75	10.58 10.66	58,087	4,326.79	0.07.45	

QUENNALE.

1840	104,161	5,946.93	0.05.71	8.50	19,110	1,820.49	0.07.96	13.00	89,950	4,468.39	0.04.97	10.50	61,601	5,210.58	0.08.46
1850	104,509	5,976.49	0.05.72	8.50	19,149	1,141.25	0.05.96	13.00	91,792	3,500.48	0.03.81	10.50	62,854	5,764.85	0.09.17
1860	104,713	7,492.31	0.07.15	8.50	19,152	725.15	0.03.79	13.00	93,421	3,022.66	0.03.23	10.50	64,084	5,344.91	0.08.34
1870	106,143	6,716.41	0.06.33	8.50	19,248	720.72	0.03.74	15.00	94,865	3,614.17	0.03.81	10.50	65,273	5,065.07	0.07.76
1880	106,921	7,048.41	0.06.59	8.50	19,429	1,025.31	0.05.28	15.00	96,890	4,439.67	0.04.58	10.50	66,464	5,107.56	0.07.68
1890	526,447	33,180.55	0.06.30	42.50	96,088	5,132.90	0.05.34	69.00	466,918	19,045.37	0.04.08	52.50	320,276	26,492.97	0.08.27
1900	105,289	6,636.11		8.50	19,218	1,026.58		13.80	93,384	3,809.07		10.50	64,055	5,298.59	

QUENNALE.

1840	111,650	8,192.79	0.07.34	8.50	19,690	933.19	0.04.74	15.00	102,723	3,361.59	0.03.27	10.50	71,228	5,759.26	0.08.09
1850	113,276	7,983.42	0.07.05	12.00	19,682	403.46	0.02.05	17.00	105,004	3,651.40	0.03.48	10.50	72,455	5,192.03	0.07.17
1860	114,582	9,842.52	0.08.59	12.00	19,829	524.72	0.02.65	17.00	107,665	4,235.57	0.04.86	10.50	74,409	6,222.29	0.08.37
1870	116,279	9,587.20	0.08.07	12.00	19,978	680.53	0.03.41	17.00	109,982	3,467.06	0.03.15	10.50	76,135	4,623.39	0.06.07
1880	117,462	10,411.10	0.08.86	12.00	20,025	765.74	0.03.82	17.00	112,810	3,818.04	0.03.38	10.50	77,587	5,325.97	0.06.86
1890	573,249	45,817.03	0.07.99	56.50	99,204	3,307.64	0.03.33	83.00	538,184	18,533.66	0.03.44	52.50	371,814	27,128.94	0.07.30
1900	114,650	9,163.41		11.30	19,841	661.53		16.60	107,637	3,706.73		10.50	74,363	5,425.79	
1840	1,099,696	78,997.58	0.07.18	99.00	195,292	8,440.54	0.04.32	152.00	1,005,102	37,579.03	0.03.74	105.00	692,090	53,021.91	0.07.75
1850	109,970	7,899.76		9.90	19,529	844.05		15.20	100,510	3,757.90		10.50	69,909	5,362.19	

b. — (3) Le peu d'élévation de ce chiffre provient de ce que, pendant plusieurs mois de l'année 1837, l'octroi a été temporairement remplacé et 1840 : les chiffres produits pour ces deux années ont été fournis par l'adjudicataire et doivent être considérés comme fictifs.

LITT. A (suite).

ANNÉES.	LOUVAIN.				MALINES.				MONS.		
	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUME- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUME- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUME- TION.
	francs.		hectolit.	hectol.	francs.		hectolit.	hectol.	francs.		hectolit.
1828	9.53	25,643	1,296.09	0.05.05	9.53	24,436	776.37	0.03.18	14.81	23,010	1,517.26
PREMIÈRE PÉRIODE											
1836	11.00	24,788	1,015.39	0.04.10	4.76	23,168	1,090.82	0.04.41	10.00	23,497	2,734.71
1837	11.00	24,934	1,158.39	0.04.65	4.76	23,215	1,291.81	0.05.56	10.00	23,368	2,579.60
1838	11.00	24,911	1,004.90	0.04.03	10.00	23,584	1,116.57	0.04.73	17.00	23,396	2,657.08
1839	11.00	24,704	1,048.54	0.04.24	10.00	24,284	781.15	0.03.22	17.00	23,404	1,866.14
1840	11.00	24,624	1,037.62	0.04.21	10.00	24,619	874.12	0.03.55	17.00	23,541	2,427.11
TOTAUX	55.00	123,961	5,264.84	0.04.25	39.52	118,870	5,084.47	0.04.28	71.00	117,206	12,254.64
Moyennes quinquennales	11.00	24,792	1,052.97		7.90	23,774	1,016.89		14.20	23,441	2,450.93
DEUXIÈME PÉRIODE											
1841	11.00	25,779	1,093.12	0.04.24	10.00	25,575	1,015.42	0.03.97	18.00	22,617	2,802.26
1842	11.00	25,287	1,257.60	0.04.97	10.00	25,949	1,232.45	0.04.75	18.00	22,793	2,045.97
1843	11.00	25,440	1,653.22	0.06.50	10.00	26,197	1,048.27	0.04.00	18.00	23,045	3,430.91
1844	11.00	25,586	1,463.55	0.05.72	10.00	26,679	1,044.64	0.03.92	18.00	23,068	1,452.99
1845	11.00	25,689	1,573.72	0.06.13	10.00	27,234	1,089.21	0.04.00	18.00	23,165	1,968.74
TOTAUX	55.00	127,781	7,041.21	0.05.51	50.00	131,634	5,420.99	0.04.13	90.00	114,738	11,720.87
Moyennes quinquennales	11.00	25,556	1,408.24		10.00	26,327	1,086.00		18.00	22,948	2,544.17
TOTAUX GÉNÉRAUX	110.00	251,742	12,306.05	0.04.89	89.52	250,504	10,514.46	0.04.20	161.00	231,944	23,975.51
Moyennes décennales	11.00	25,174	1,230.60		8.95	25,050	1,051.45		16.10	23,194	2,397.53

NAMUR.			TOURNAY.			VERVIERS.			TOTAUX.				
POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMATION	MOYENNES.
21,571	1,025.48	0.04.75	13.33	28,737	1,601.08	0.05.57	1.78 12.70	19,592	396.25	0.03.02	526,046	30,827.78	0.05.86

QUENNALE.

22,334	1,291.73	0.06.35	12.00	25,784	1,687.40	0.06.54	9.00	19,735	967.99	0.04.90	534,897	32,615.52	0.06.08
20,490	1,300.20	0.06.33	12.00	26,106	1,525.37	0.05.84	9.00	19,590	880.30	0.04.51	541,546	31,085.74	0.05.72
20,608	1,386.67	0.06.73	12.00	26,062	1,721.49	0.06.61	9.00	19,846	938.74	0.04.73	546,287	32,159.26	0.05.89
20,335	1,479.18	0.07.06	12.00	26,235	1,506.96	0.05.74	9.00	19,802	884.78	0.04.47	552,851	30,005.77	0.05.43
21,505	1,379.02	0.06.41	12.00	26,386	2,384.30	0.09.03	9.00	20,071	819.60	0.04.80	560,037	33,533.20	0.05.99
103,882	6,836.80	0.06.58	60.00	130,583	8,825.52	0.06.76	45.00	98,974	4,491.41	0.04.54	2,735,618	159,299.49	0.05.82
20,776	1,367.36		12.00	26,117	1,765.10		9.00	19,795	896.28		547,124	31,839.90	

QUENNALE.

23,157	1,492.58	0.06.45	15.00	26,143	1,369.47	0.05.24	9.00	19,609	1,043.87	0.05.32	583,117	33,391.22	0.05.75
23,412	1,319.29	0.05.64	15.00	26,438	1,378.34	0.04.84	9.00	19,998	832.85	0.04.16	592,615	31,592.90	0.05.30
23,795	1,759.19	0.07.39	15.00	26,401	2,043.14	0.07.74	9.00	20,670	1,062.48	0.05.14	602,120	38,781.38	0.06.44
24,026	1,309.91	0.05.43	15.00	26,379	1,186.56	0.04.50	9.00	21,231	904.87	0.04.26	611,828	31,686.52	0.05.18
24,362	1,333.41	0.05.47	15.00	26,568	1,328.53	0.05.00	9.00	22,183	1,044.57	0.04.71	621,612	33,581.21	0.05.72
118,752	7,214.38	0.06.08	75.00	131,931	7,206.04	0.05.46	45.00	103,691	4,888.64	0.04.71	3,011,292	170,833.23	0.05.67
23,750	1,442.88		15.00	26,586	1,441.21		9.00	20,738	977.73		602,258	34,166.65	
22,634	14,061.18	0.06.31	135.00	262,514	16,051.56	0.06.11	90.00	202,665	9,380.05	0.04.63	5,746,910	330,132.72	0.05.74
22,263	1,405.12		13.50	26,251	1,603.16		9.00	20,266	958.00		574,691	33,013.27	

LITT. B.

VINS. — État comparatif de la population

ANNÉES.	ANVERS.				ARLON.				BRUGES.			
	POPULA- TION.	TAUX du TARIF.	Produits DES DROITS d'octroi.	MONTANTS par habitant.	POPULA- TION.	TAUX du TARIF.	Produits DES DROITS d'octroi.	MONTANTS par habitant.	POPULA- TION.	TAUX du TARIF.	Produits DES DROITS d'octroi.	MONTANTS par habitant.
1826	77,199	francs. 17.99	francs. 64,230	francs. 0.83	3,038	francs. 8.96 1.90	francs. 4,579	francs. 1.51	42,198	francs. 13.33	francs. 25,786	francs. 0.61
PREMIÈRE PÉRIODE.												
1836	76,005	14.00	83,337	0.70	3,094	3.20	4,674	1.51	43,670	12.00	18,707	0.43
1837	77,162	14.00	53,135	0.69	4,083	3.20	1,800	0.44	44,374	12.00	20,788	0.47
1838	77,634	14.00	81,436	0.64	4,157	3.20	4,534	1.09	44,719	13.00	21,838	0.49
1839	78,225	14.00	44,911	0.50	4,185	3.20	4,184	1.00	45,528	13.00	22,549	0.50
1840	79,029	14.00	54,919	0.69	4,308	3.20	4,483	1.04	46,240	13.00	22,021	0.48
TOTAUX	388,055	70.00	257,738	0.66	19,827	16.00	19,675	0.99	234,531	63.00	105,913	0.45
Moyennes quinquennales	77,611	14.00	51,548		3,965	3.20	3,935		44,906	12.60	21,183	0.47
DEUXIÈME PÉRIODE.												
1841	83,054	14.00	57,884	0.69	4,828	3.20	1,472	0.30	47,032	13.00	23,052	0.49
1842	84,812	14.00	53,186	0.62	4,913	3.20	2,495	0.53	48,596	13.00	27,305	0.56
1843	85,599	14.00	61,895	0.72	5,105	6.00	4,229	0.82	49,383	13.00	25,239	0.51
1844	87,480	14.00	56,952	0.65	5,221	6.00	3,499	0.67	49,764	13.00	20,299	0.41
1845	88,924	14.00	66,256	0.70	5,331	6.00	3,148	0.59	50,372	13.00	22,579	0.45
TOTAUX	429,869	70.00	296,173	0.69	25,398	24.40	14,843	0.58	245,047	63.00	118,374	0.48
Moyennes quinquennales	85,974	14.00	59,235		5,080	4.88	2,969		49,009	13.00	23,675	0.48
TOTAUX GÉNÉRAUX	817,924	140.00	553,911	0.68	45,225	40.40	34,518	0.76	489,578	126.00	224,287	0.46
Moyennes décennales	81,792	14.00	53,391		4,522	4.04	3,452		46,958	12.80	22,429	0.48

Produits des droits d'octroi perçus sur les vins.

BRUXELLES.				COURTRAI.				GAND.				LIÈGE.			
POPULA- TION.	Taux du TARIF.	Produits DES DROITS d'octroi.	MOYENNES par habitant.	POPULA- TION.	Taux du TARIF.	Produits DES DROITS d'octroi.	MOYENNES par habitant.	POPULA- TION.	Taux du TARIF.	Produits DES DROITS d'octroi.	MOYENNES par habitant.	POPULA- TION.	Taux du TARIF.	Produits DES DROITS d'octroi.	MOYENNES par habitant.
8,279	12.70	110,308	1.12	19,036	8.57	6,081	0.32	85,220	16.93	68,542	0.83	58,087	10.58 10.66	45,829	0.77

BOUENNALE.

1,161	24.00	142,726	1.36	19,110	8.50	13,393	0.70	89,950	13.00	61,686	0.68	61,601	10.50	54,714	0.89
1,509	24.00	143,456	1.36	19,149	8.50	10,097	0.53	91,792	13.00	48,972	0.53	62,854	10.50	60,534	0.96
1,715	24.00	179,815	1.72	19,152	8.50	6,555	0.34	93,421	13.00	40,872	0.43	64,064	10.50	56,131	0.87
1,143	24.00	161,194	1.51	19,248	8.50	6,518	0.34	94,865	15.00	57,296	0.60	65,273	10.50	53,183	0.81
1,921	24.00	169,162	1.58	19,429	8.50	9,310	0.48	96,890	15.00	72,078	0.74	66,464	10.50	53,632	0.81
1,447	120.00	796,333	1.51	96,088	42.50	45,873	0.48	466,918	69.00	280,904	0.60	320,276	52.50	278,194	0.87
1,289	24.00	159,267		19,218	8.50	9,175		93,384	13.80	56,181		64,055	10.50	55,639	

BOUENNALE.

1,530	24.00	196,771	1.76	19,690	8.50	9,578	0.57	102,723	15.00	56,179	0.54	71,222	10.50	60,472	0.84
1,376	24.00	191,602	1.69	19,682	12.00	5,148	0.26	105,004	17.00	64,527	0.61	72,455	10.50	54,516	0.75
1,583	24.00	236,220	2.05	19,829	12.00	6,550	0.33	107,665	17.00	74,682	0.74	74,409	10.50	65,398	0.87
1,379	24.00	225,293	1.92	19,978	12.00	8,461	0.42	109,982	17.00	61,466	0.60	76,135	10.50	48,545	0.63
1,482	24.00	249,866	2.12	20,025	12.00	9,512	0.47	112,810	17.00	67,626	0.60	77,587	10.50	54,001	0.70
1,319	120.00	1,099,752	1.92	99,204	56.50	39,249	0.40	538,184	83.00	324,480	0.60	371,814	52.50	282,932	0.76
1,250	24.00	219,950		19,841	11.30	7,850		107,637	16.60	64,896		74,363	10.50	56,586	
1,286	240.00	1,896,065	1.72	195,292	99.00	85,122	0.44	1,005,102	152.00	605,384	0.60	692,090	105.00	561,126	0.81
1,178	24.00	189,608		19,529	9.90	8,512		100,510	15.20	60,538		69,209	10.50	56,113	

LITT. B (suite).

ANNÉES.	LOUVAIN.				MALINES.				MONS.			
	POPULA- TION.	TAUX du TARIF.	Produits DES DROITS d'octroi.	Moyennes par habitant.	POPULA- TION.	TAUX du TARIF.	Produits DES DROITS d'octroi.	Moyennes par habitant.	POPULA- TION.	TAUX du TARIF.	Produits DES DROITS d'octroi.	Moyennes par habitant.
1828	25,643	francs. 9.53	francs. 12,332	francs. 0.48	24,436	francs. 9.52	francs. 7,394	francs. 0.30	25,010	francs. 14.81	francs. 25,825	francs. 1.03
PREMIÈRE PÉRIODE												
1836	24,788	11.00	11,174	0.45	23,168	4.76	4,861	0.20	23,497	10.00	28,883	1.23
1837	24,934	11.00	12,775	0.51	23,215	4.76	6,151	0.26	23,368	10.00	27,345	1.17
1838	24,911	11.00	11,054	0.44	23,584	10.00	9,352	0.39	23,396	17.00	31,659	1.35
1839	24,704	11.00	11,534	0.46	24,284	10.00	8,515	0.35	23,404	17.00	28,029	1.20
1840	24,624	11.00	11,432	0.46	24,619	10.00	9,366	0.37	23,541	17.00	41,729	1.77
TOTAUX	123,961	55.00	57,969	0.47	118,870	39.52	38,245	0.32	117,206	71.00	161,645	1.38
Moyennes quinquennales	24,792	11.00	11,594		23,774	7.90	7,649		23,441	14.20	32,389	1.38
DEUXIÈME PÉRIODE												
1841	25,779	11.00	12,024	0.42	25,575	10.00	10,230	0.40	22,647	18.00	51,579	2.28
1842	25,287	11.00	13,834	0.54	25,949	10.00	12,325	0.43	22,793	18.00	37,373	1.64
1843	25,440	11.00	18,185	0.71	26,197	10.00	10,482	0.40	23,045	18.00	62,409	2.71
1844	25,586	11.00	16,099	0.62	26,679	10.00	10,446	0.39	23,088	18.00	26,738	1.16
1845	25,689	11.00	17,311	0.67	27,224	10.00	10,892	0.39	23,165	18.00	36,794	1.59
TOTAUX	127,781	55.00	77,453	0.61	131,634	50.00	54,395	0.41	114,738	90.00	214,693	1.88
Moyennes quinquennales	25,556	11.00	15,491		26,327	10.00	10,879		22,948	18.00	42,939	1.88
TOTAUX GÉNÉRAUX	251,742	110.00	135,422	0.54	250,504	89.52	92,640	0.37	231,944	161.00	376,338	1.63
Moyennes décennales	25,174	11.00	13,542		25,050	8.95	9,264		23,194	16.10	37,634	1.63

NAMUR.				TOURNAY.				VERVIERS.				TOTAUX.		
POPULA- TION.	TAUX du TARIF.	Produits DES DROITS d'octroi.	MOYENNES par habitant.	POPULA- TION.	TAUX du TARIF.	Produits DES DROITS d'octroi.	MOYENNES par habitant.	POPULA- TION.	TAUX du TARIF.	Produits DES DROITS d'octroi.	MOYENNES par habitant.	POPULATION.	Produits DES DROITS d'octroi.	MOYENNES.
12,371	francs. 19.06	francs. 19,546	francs. 0.90	28,737	francs. 13.33	francs. 21,346	francs. 0.74	19,592	francs. 12.70 1.78	francs. 12,213	francs. 0.61	596,046	francs. 421,871	francs. 0.80

MOYENNALE.

12,334	10.50	14,476	0.61	25,784	12.00	20,240	0.78	19,733	9.00	8,637	0.43	534,897	437,517	0.82
12,400	10.50	14,814	0.72	26,106	12.00	18,304	0.72	19,520	9.00	7,875	0.40	541,546	426,034	0.78
12,688	10.50	15,542	0.75	26,062	12.00	20,658	0.79	19,846	9.00	8,405	0.42	546,287	457,851	0.84
12,855	10.50	16,457	0.78	26,235	12.00	18,084	0.68	19,802	9.00	7,928	0.40	552,851	444,382	0.80
12,565	10.50	15,436	0.71	26,396	12.00	22,612	1.08	20,071	9.00	7,341	0.36	560,037	499,521	0.89
12,982	52.50	76,725	0.74	130,583	60.00	105,907	0.81	98,974	45.00	40,184	0.41	2,735,618	2,265,305	0.83
12,776	10.50	15,345		26,117	12.00	21,181		19,795	9.00	8,037		547,124	453,061	

MOYENNALE.

12,157	10.50	16,515	0.71	26,145	15.00	20,542	0.78	19,609	9.00	9,338	0.47	583,117	525,476	0.90
12,412	10.50	14,690	0.62	26,458	15.00	19,175	0.76	19,998	9.00	7,488	0.37	592,615	503,564	0.85
12,783	10.50	18,427	0.77	26,401	15.00	30,647	1.12	20,670	9.00	9,529	0.45	602,190	623,892	1.04
12,926	10.50	14,457	0.60	26,379	15.00	17,798	0.67	21,231	9.00	8,127	0.38	611,828	518,180	0.85
12,562	10.50	14,943	0.61	26,568	15.00	19,927	0.75	22,183	9.00	9,391	0.42	621,612	582,246	0.94
12,732	52.50	79,032	0.67	131,931	75.00	108,089	0.82	103,691	45.00	43,883	0.42	3,011,292	2,753,358	0.91
12,750	10.50	15,806		26,586	15.00	21,618		20,738	9.00	8,779		602,238	530,672	
12,634	103.00	155,757	0.70	262,514	135.00	213,996	0.82	202,663	90.00	84,077	0.41	5,746,910	5,018,063	0.87
12,865	10.50	15,576		26,251	13.50	21,400		20,266	9.00	8,408		574,631	501,866	

LITT. C.

BOISSONS DISTILLÉES D'ALCOOL

État comparatif de la population et de la moyenne des quantités consommées

ANNÉES.	ANVERS.				ARLON.				BRUGES.			
	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUME- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUME- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUME- TION.	MOY- ENNES.
1828	francs. 12.70	77,199 (1)	hectolit. 1,521.90	hectol. 0.01.97	francs. »	»	hectolit. »	hectol. »	francs. 10.15	42,198	hectolit. 3,479.09	hectol. 0.08
PREMIÈRE PÉRIODE												
1836	6.91	76,005	9,945.32	0.13.09	»	»	»	»	3.64	43,670	3,075.43	0.07
1837	6.00	77,162	7,400.63	0.09.59	»	»	»	»	3.64	44,374	2,818.80	0.06
1838	4.73	77,634	5,117.09	0.06.59	»	»	»	»	3.64	44,719	4,583.10	0.11
1839	3.64	78,225	8,950.70	0.11.44	»	»	»	»	3.64	45,528	3,844.11	0.08
1840	3.64	79,029	10,230.06	0.12.94	»	»	»	»	3.64	46,240	4,189.13	0.09
TOTAUX	24.92	388,055	41,643.79	0.10.73	»	»	»	»	18.20	224,531	18,481.57	0.08
Moyennes quinquennales	4.98	77,611	9,328.76		»	»	»		3.64	44,908	3,696.31	
DEUXIÈME PÉRIODE												
1841	3.64	83,054	7,857.79	0.09.46	»	»	»	»	3.64	47,032	3,960.00	0.09
1842	4.55	84,812	6,365.42	0.07.51	»	»	»	»	4.54	48,596	3,174.63	0.08
1843	5.45	85,599	5,679.68	0.06.64	»	»	»	»	5.45	49,383	3,196.05	0.08
1844	5.45	87,480	4,895.93	0.05.60	»	»	»	»	5.45	49,764	3,814.19	0.09
1845	5.45	88,924	5,241.83	0.05.90	»	»	»	»	5.45	50,272	3,225.80	0.08
TOTAUX	24.54	429,869	30,040.65	0.06.10	»	»	»	»	24.53	215,047	17,378.69	0.08
Moyennes quinquennales	4.91	85,974	6,006.13		»	»	»		4.91	49,009	3,474.14	
TOTAUX GÉNÉRAUX	49.46	817,924	71,684.44	0.08.76	»	»	»	»	52.73	469,578	35,852.26	0.08
Moyennes décennales	4.95	81,792	7,168.44		»	»	»		5.27	46,958	3,385.23	

(1) Il n'existe pas de population officielle pour 1828; c'est la population au 31 décembre 1829 qui figure sur cette ligne, et qui a servi de base aux calculs.

LE RAYON DE L'OCTROI.

posées en 1828 et pendant la période décennale de 1836 à 1845.

BRUXELLES.				COURTRAI.				GAND.				LIÈGE.			
POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.
98,379	5,647.25	0.05.75	»	»	»	»	»	21.33	85,220	1,930.00	0.02.26	10.15	58,087	2,658.61	0.04.58

QUENNALE.

1830	104,161	16,937.80	0.16.26	2.00	19,110	587.30	0.03.07	10.00	89,960	6,095.36	0.06.77	3.50	61,601	9,081.30	0.14.74
1831	104,509	9,650.32	0.09.23	2.00	19,149	583.58	0.03.05	10.00	91,792	5,815.61	0.06.34	3.50	62,854	8,988.53	0.14.30
1832	104,713	9,760.41	0.09.32	2.00	19,152	458.49	0.02.39	3.64	93,421	9,248.58	0.09.90	3.64	64,084	4,459.07	0.06.96
1833	106,143	8,004.37	0.07.54	2.00	19,248	400.08	0.02.08	3.64	94,865	7,417.58	0.07.82	3.64	65,273	4,243.90	0.06.50
1834	106,921	9,363.49	0.08.76	2.00	19,429	327.08	0.01.68	3.64	96,890	6,905.71	0.07.13	3.64	66,464	2,350.84	0.03.54
1835	106,447	53,716.39	0.10.20	10.00	96,088	2,356.53	0.02.45	30.92	406,918	35,480.84	0.07.60	17.92	320,276	29,13.64	0.09.09
1836	105,289	10,743.28	»	2.00	19,218	471.31	»	6.18	93,384	7,096.17	»	3.58	64,055	5,824.73	»

QUENNALE.

1837	111,630	9,473.14	0.08.48	2.82	19,690	327.11	0.01.66	4.82	102,723	7,988.94	0.07.77	3.64	71,228	3,282.85	0.04.61
1838	113,376	7,694.73	0.06.79	3.64	19,682	13.58	0.00.07	6.00	105,004	5,225.24	0.04.97	3.64	72,455	3,154.25	0.04.33
1839	114,582	6,409.24	0.05.59	3.64	19,829	54.82	0.00.28	6.00	107,663	4,687.70	0.04.35	3.64	74,409	2,445.18	0.03.29
1840	116,279	7,637.34	0.06.60	3.64	19,978	183.79	0.00.92	6.00	109,982	4,809.46	0.04.59	3.64	76,135	4,267.48	0.05.61
1841	117,462	6,847.62	0.05.83	3.64	20,025	342.86	0.01.61	6.00	112,810	5,724.46	0.05.07	3.64	77,587	3,282.44 (2)	0.04.23
1842	573,249	38,062.07	0.06.64	17.38	99,204	922.16	0.00.93	28.82	538,184	28,433.80	0.05.28	18.20	371,814	16,412.20	0.04.41
1843	114,650	7,612.41	»	3.48	19,841	184.43	»	5.76	107,637	5,686.76	»	3.64	74,563	3,282.44	»
1844	1,099,696	91,778.46	0.08.33	27.38	195,292	3,278.69	0.01.68	59.74	1,005,102	63,914.64	0.06.56	36.12	692,090	45,535.84	0.06.58
1845	109,970	9,177.85	»	2.74	19,829	327.87	»	5.97	100,510	6,391.46	»	3.61	69,209	4,553.58	»

1. — (2) Ce chiffre est fictif; c'est la moyenne des 4 années précédentes; l'état de Liège, pour 1845, ne se trouvant pas dans les archives.

LITT. C (suite).

ANNÉES.	LOUVAIN.				MALINES.				MONS.			
	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUME- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUME- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUME- TION.	MOY- ENNES.
1836	francs.		hectolit.	hectol.	francs.		hectolit.	hectol.	francs.		hectolit.	hectol.
1837	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1838	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1839	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1840	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
TOTAUX	3.65	123,961	23,010.06	0.18.56	33.75	118,870	4,322.95	0.03.64	»	»	»	»
Moyennes quinquennales	0.73	24,792	4,602.01		6.75	23,774	864.59		»	»	»	»
PREMIÈRE PÉRIODE												
1841	0.73	25,779	3,541.53	0.13.74	4.50	25,573	1,279.79	0.03.00	»	»	»	»
1842	0.73	25,287	2,769.71	0.10.95	3.93	25,949	1,609.27	0.06.20	»	»	»	»
1843	0.73	25,440	2,158.45	0.08.48	3.38	26,197	1,574.09	0.06.01	»	»	»	»
1844	0.73	25,586	2,418.60	0.09.45	3.38	26,679	1,666.93	0.06.66	»	»	»	»
1845	0.73	25,689	2,255.86	0.08.77	3.38	27,234	1,412.68	0.05.19	»	»	»	»
TOTAUX	3.65	127,781	13,142.15	0.10.28	18.57	131,634	7,542.76	0.03.73	»	»	»	»
Moyennes quinquennales	0.73	25,556	2,628.43		3.71	26,327	1,508.55		»	»	»	»
TOTAUX GÉNÉRAUX	7.30	251,742	36,152.21	0.14.36	52.32	250,504	11,865.71	0.04.74	»	»	»	»
Moyennes décennales	0.73	25,174	3,615.22		5.23	25,050	1,186.57		»	»	»	»

(1) Afin de ne pas fausser la comparaison des deux périodes quinquennales, on n'a pas compris dans ces deux colonnes les chiffres

NAMUR.				TOURNAY.				VERVIERS.				TOTAUX.		
POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULATION.	CONSUMMATION	MOYENNES.
	hectolit.	hectol.	francs.		hectolit.	hectol.	francs.		hectolit.	hectol.	francs.	360,983	hectolit. 15,236.21	hectolit. 0.04.22

MOYENNE ANNUELLE.

1	20,534	4,926.35	0.24.23	»	»	»	»	»	»	»	»	462,787	56,149.90	0.12.13
2	20,480	5,162.24	0.25.21	»	»	»	»	»	»	»	»	468,469	45,778.61	0.09.77
3	20,608	4,389.91	0.21.30	»	»	»	»	»	»	»	»	472,826	44,116.13	0.09.33
4	20,955	3,586.29	0.16.97	»	»	»	»	»	»	»	»	479,225	41,602.02	0.08.68
5	21,505	3,243.85	0.15.08	»	»	»	»	»	»	»	»	485,721	41,767.75	0.08.60
6	103,882	21,278.64	0.20.48	»	»	»	»	»	»	»	»	2,360,028	229,414.41	0.09.68
7	20,776	4,255.73		»	»	»	»	»	»	»	»	475,806	45,882.88	

MOYENNE ANNUELLE.

1	23,157	3,334.94	0.14.49	3.64	26,145	182.93	0.00.70	»	»	»	»	509,888	41,066.09	0.08.03
2	23,412	2,443.16	0.10.44	3.64	26,438	334.34	0.01.34	»	»	»	»	518,473	32,430.01	0.06.25
3	23,795	2,363.90	0.09.94	3.64	26,401	371.04	0.01.41	»	»	»	»	526,899	28,569.11	0.03.42
4	24,026	2,728.13	0.11.35	8.18	26,379	680.57	0.02.58	»	»	»	»	535,909	32,421.85	0.06.05
5	24,362	2,073.98	0.08.52	12.73	26,568	660.88	0.02.49	»	»	»	»	544,365	30,405.53	0.05.59
6	118,752	12,966.11	0.10.92	31.83	131,931	2,249.76	0.01.71	»	»	»	»	2,635,534	164,892.59	0.06.26
7	23,750	2,593.22		6.37	26,386	449.95		»	»	»	»	527,107	32,978.52	
8	22,634	34,244.75	0.15.38	»	»	»	»	»	»	»	»	5,004,582	394,507.00	0.07.88
9	22,263	3,424.47		»	»	»	»	»	»	»	»	500,457	39,430.70	

(1)

lation et de la consommation de la ville de Tournay.

LITT. D.

GENIÈVRES INDIGÈNES DISTILLÉS

État comparatif de la population et de la moyenne des quantités

ANNÉES.	ANVERS.				ARLON.				BRUGES.		
	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUME- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUME- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUME- TION.
1828	francs. 10.98 22.48	77,199 (1)	hectolit. 4,688.04	hectol. 0.06.07	francs. 4.22	3,038	hectolit. 379.88	hectol. 0.12.50	francs. 10.15	42,196	hectolit. 314.05
PREMIÈRE PÉRIODE.											
1836	10.00	76,005	1,615.71	0.02.13	8.50 4.25	3,094	496.50	0.16.05	6.00	43,670	1,107.11
1837	10.00	77,162	902.07	0.01.17	4.50 8.50	4,083	901.00	0.04.92	6.00	44,374	2,571.08
1838	7.00 10.00	77,634	517.89	0.00.67	4.50	4,157	719.01	0.17.30	6.00	44,719	1,190.38
1839	7.00	78,223	558.44	0.00.71	4.50	4,185	706.00	0.16.87	6.00	45,528	1,467.00
1840	7.00	79,029	483.60	0.00.63	4.50	4,308	627.90	0.14.58	6.00	46,240	1,689.25
TOTAUX	42.50	388,055	4,087.71	0.01.05	26.24	19,827	2,750.41	0.13.87	30.00	224,531	8,049.92
Moyennes quinquennales	8.50	77,611	817.54		5.25	3,963	550.08		6.00	44,906	1,608.18
DEUXIÈME PÉRIODE.											
1841	7.00	83,054	544.73	0.00.66	4.50 5.00	4,828	518.09	0.10.73	6.00	47,032	1,875.82
1842	7.00 9.00	84,812	444.63	0.00.52	4.50 5.00	4,913	849.58	0.17.29	6.00 9.00	48,596	978.47
1843	9.00	85,599	362.83	0.00.42	5.00	5,105	1,247.90	0.24.44	9.00	49,383	1,079.34
1844	9.00	87,480	495.27	0.00.57	5.00 10.00	5,221	393.78	0.07.54	9.00	49,764	1,076.44
1845	9.00	88,924	315.49	0.00.33	10.00 20.00	5,351	707.33	0.15.27	9.00	50,272	1,042.31
TOTAUX	42.00	429,869	2,162.95	0.00.50	37.00	25,398	3,716.68	0.14.63	40.50	245,047	6,052.58
Moyennes quinquennales	8.40	85,974	432.59		7.40	5,080	743.34		8.10	49,009	1,210.52
TOTAUX GÉNÉRAUX	84.50	817,924	6,250.66	0.00.76	63.24	45,225	6,467.09	0.14.50	70.50	469,578	14,093.50
Moyennes décennales	8.45	81,792	625.07		6.32	4,522	646.71		7.05	46,958	1,409.35

(1) Il n'existe pas de population officielle pour 1828; c'est la population au 31 décembre 1829 qui figure sur cette ligne, et qui a servi de base. NB. Les totaux des colonnes Taux du tarif, ne présentent pas toujours les chiffres exacts de l'addition; cela provient de ce que l'on a

DRS DU RAYON DE L'OCTROI.

posés en 1828 et pendant la période décennale de 1836 à 1845.

BRUXELLES.				COURTRAI.				GAND.				LIÈGE.			
POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.
98,379	1,572.38	0.01.60	4.65	19,036	1,116.21	0.03.87	10.58	85,220	1,353.80	0.01.59	11.42	58,087	2,841.51	0.04.89	

QUENNALE.

100	104,161	2,483.68	0.02.38	5.30	19,110	1,106.98	0.05.79	13.00	89,950	679.60	0.00.76	10.00	61,601	2,689.52	0.04.37
100	104,509	2,403.53	0.02.30	5.30	19,149	1,093.18	0.05.71	13.00	91,792	679.60	0.00.74	10.00	62,854	3,258.14	0.05.18
100	104,713	2,374.00	0.02.27	5.30	19,152	846.16	0.04.42	13.00 15.00	93,421	438.39	0.00.47	6.00	64,084	5,239.32	0.08.21
100	106,143	3,037.80	0.02.86	5.30	19,248	804.09	0.04.18	15.00	94,865	762.74	0.00.80	6.00	65,273	5,535.50	0.08.48
100	106,921	3,806.70	0.03.56	5.30	19,429	918.95	0.01.73	15.00	96,890	623.96	0.00.64	6.00	66,464	5,964.78	0.08.97
100	536,447	14,105.71		26.50	96,088	4,769.36		70.00	466,918	3,184.29		38.00	320,276	22,707.26	
100	105,289	2,821.14	0.02.68	5.30	19,218	953.87	0.04.96	14.00	93,384	636.86	0.00.68	7.60	64,053	4,541.45	0.07.09

QUENNALE.

100	111,650	3,695.74	0.03.31	5.70 7.60	19,690	732.25	0.03.72	15.00	102,723	696.10	0.00.61	6.00	71,228	5,478.16	0.07.69
100	113,376	3,758.75	0.03.32	7.60	19,682	582.88	0.02.96	15.00	105,004	538.80	0.00.51	6.00	72,455	4,624.36	0.06.38
100	114,582	4,754.90	0.04.15	7.60	19,829	604.38	0.03.03	15.00	107,668	553.62	0.00.51	6.00	74,409	4,795.03	0.06.44
100	116,279	6,685.33	0.05.75	7.60	19,978	615.74	0.03.08	15.00	109,982	552.14	0.00.50	6.00 7.50	76,135	6,020.12	0.07.91
100	117,462	7,643.38	0.06.51	7.60	20,025	650.13	0.03.25	15.00	112,810	527.28	0.00.47	6.00 7.50	77,587	5,229.42	0.06.74
100	573,249	26,538.10		36.85	99,204	3,185.38		75.00	538,184	2,797.94		31.50	371,814	26,147.09	
100	114,650	5,307.62	0.04.63	7.37	19,841	637.08	0.03.21	15.00	107,637	559.59	0.00.52	6.30	74,363	5,229.42	0.07.03
100	1,099,696	40,643.81		63.35	195,392	7,954.74		145.00	1,005,102	5,982.23		69.50	692,090	48,854.35	
100	109,970	4,064.38	0.05.69	6.33	19,529	795.47	0.04.08	14.50	100,510	598.22	0.00.52	6.95	69,209	4,885.43	0.07.06

calculs.

Nir la moyenne chaque fois que, pendant une même année, plusieurs taux des droits avaient servi de bases à la perception.

LITT. D (suite).

ANNÉES.	LOUVAIN.				MALINES.				MONS.			
	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.
1828	francs. 5.07	25,643	hectolit. 1,069.70	hectol. 0.04.17	francs. 12.70	24,436	hectolit. 1,023.03	hectol. 0.04.19	francs. 19.04	23,010	hectolit. 1,745.33	hectol. 0.07
PREMIÈRE PÉRIODE												
1836	5.00	24,788	572.97	0.02.31	10.50	23,168	435.93	0.01.88	18.00	23,497	925.02	0.05
1837	5.00	24,934	463.57	0.01.86	10.50	23,215	554.97	0.02.39	18.00	23,368	425.47	0.01
1838	5.00	24,911	548.64	0.02.20	6.50	23,584	777.38	0.03.29	18.00	23,396	1,376.67	0.05
1839	5.00	24,704	365.18	0.01.48	6.50	24,284	602.18	0.02.48	18.00	23,404	1,631.22	0.06
1840	5.00	24,624	424.28	0.01.72	6.50	24,619	610.49	0.02.48	18.00	23,541	1,924.12	0.08
TOTAUX	25.00	123,961	2,374.64		40.50	118,870	2,980.95		90.00	117,206	6,222.30	
Moyennes quinquennales	5.00	24,792	474.93	0.01.91	8.10	23,774	596.19	0.02.51	18.00	23,441	1,256.30	0.03
DEUXIÈME PÉRIODE												
1841	5.00	25,779	452.28	0.01.73	6.50	25,575	558.83	0.02.19	20.00	22,647	1,809.32	0.07
1842	5.00	25,287	467.44	0.01.83	6.50	25,949	411.18	0.01.58	20.00	22,793	1,805.52	0.07
1843	5.00	25,440	567.16	0.02.23	6.50	26,197	312.93	0.01.19	20.00	23,045	1,667.31	0.07
1844	5.00	25,586	796.37	0.02.84	6.50	26,679	383.32	0.01.44	20.00	23,088	1,562.36	0.04
1845	5.00	25,689	545.80	0.02.12	6.50	27,234	416.49	0.01.53	20.00	23,165	1,681.20	0.07
TOTAUX	25.00	127,781	2,758.75		32.50	131,634	2,082.75		100.00	114,738	8,525.91	
Moyennes quinquennales	5.00	25,556	551.75	0.02.16	6.50	26,327	416.55	0.01.58	20.00	22,948	1,705.12	0.07
TOTAUX GÉNÉRAUX	50.00	251,742	5,133.39		73.00	250,504	5,063.70		100.90	231,944	14,808.41	
Moyennes décennales	5.00	25,174	513.34	0.02.04	7.30	25,050	506.37	0.02.02	10.09	23,194	1,480.84	0.04

NAMUR.				TOURNAY.				VERVIERS.				TOTAUX.		
AN- DE REV.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAXE du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAXE du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMATION.	MOTENNES.
1870	21,571	hectolit. 253.49	hectol. 0.01.17	francs. 16.83	28,737	hectolit. 2,751.09	hectol. 0.09.56	francs. 8.77	19,592	hectolit. 2,247.47	hectol. 0.11.47	536,046	hectolit. 21,358.18	hectolit. 0.04.06

WUQUENNALE.

1870	20,334	488.99	0.02.40	19.00	25,784	3,258.64	0.12.64	10.90	19,735	2,421.98	0.12.37	534,897	18,282.63	0.03.42
1870	20,480	397.64	0.01.94	19.00	26,106	3,485.82	0.13.32	10.90	19,520	2,280.26	0.11.68	541,546	18,722.33	0.03.46
1870	20,608	441.35	0.02.14	19.00	26,062	3,206.62	0.12.30	10.90	19,846	2,562.62	0.12.91	546,287	20,258.75	0.03.71
1870	20,953	549.24	0.02.62	19.00	26,233	2,648.52	0.10.10	10.90	19,802	2,309.51	0.11.66	552,851	20,977.42	0.03.79
1870	21,505	637.44	0.02.96	19.00	26,396	3,517.05	0.13.32	10.90	20,071	2,441.07	0.12.16	560,037	23,689.57	0.04.25
1870	103,882	2,514.86	0.02.42	95.00	130,583	16,116.65	0.12.34	51.00	96,974	12,015.44	0.12.14	2,733,618	101,930.70	0.03.73
1870	20,776	502.97		19.00	26,117	3,223.33		10.90	19,795	2,403.09		547,124	20,386.14	

WUQUENNALE.

1870	23,157	765.99	0.03.31	19.95	26,145	2,181.77	0.08.34	10.90	19,609	2,341.26	0.11.94	583,117	21,580.34	0.03.70
1870	23,412	736.56	0.03.15	19.95	26,438	2,519.33	0.09.53	10.90	19,998	2,537.60	0.12.69	592,615	20,255.10	0.03.42
1870	23,795	593.10	0.02.49	19.95	26,401	2,237.14	0.08.48	10.90	20,670	2,754.47	0.13.33	602,120	21,530.31	0.03.57
1870	24,026	734.20	0.03.03	19.95	26,379	2,048.30	0.07.77	10.90	21,231	2,534.54	0.11.94	611,828	23,827.91	0.03.89
1870	24,362	621.58	0.02.55	19.95	26,568	1,888.75	0.07.11	10.90	22,183	2,621.15	0.11.82	621,612	23,890.21	0.03.84
1870	118,732	3,451.43	0.02.91	99.75	131,931	10,875.29	0.08.24	51.00	103,691	12,789.02	0.12.33	3,011,222	111,083.87	0.03.69
1870	23,750	690.29		19.95	26,386	2,175.06		10.90	20,738	2,537.81		602,258	22,216.77	
1870	22,634	5,966.20	0.02.68	194.75	262,514	26,991.94	0.10.22	102.00	202,665	24,804.46	0.12.24	5,746,910	213,014.57	0.03.71
1870	22,263	596.63		19.47	26,251	2,699.19		10.90	20,266	2,480.43		574,691	21,301.46	

LITT. E.

GENIÈVRES ET EAUX-DE-VIE ÉTR

État comparatif de la population et de la moyenne des quan

ANNÉES.	ANVERS.				ARLON.				BRUGES.			
	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.
1828	francs 20.32 à 54.39	77,199 (1)	hectolit. 272.67	hectol. 0.00.35	francs. 4.22	3,058	hectolit. 57.94	hectol. 0.01.91	francs. 16.93	42,198	hectolit. 190.53	hectol. 0.00.00
PREMIÈRE PÉRIODE												
1836	25.00 50.00	76,005	404.15	0.00.53	4.25 à 10.00	3,094	57.00	0.01.84	6.00 17.00	43,670	11.84	0.00.00
1837	25.00 50.00	77,162	301.41	0.00.39	4.50 à 10.00	4,083	18.50	0.00.45	6.00 à 17.00	44,374	15.16	0.00.00
1838	25.00 50.00	77,634	285.87	0.00.37	4.50 10.00	4,157	11.10	0.00.27	6.00 13.00	44,719	14.52	0.00.00
1839	25.00 50.00	78,225	205.53	0.00.26	4.50 10.00	4,185	16.00	0.00.38	6.00 13.00	45,528	18.92	0.00.00
1840	25.00 50.00	79,029	310.00	0.00.39	4.50 10.00	4,308	35.06	0.00.81	6.00 13.00	46,240	16.22	0.00.00
TOTAUX		388,055	1,506.96	0.00.39		19,827	137.66	0.00.69		224,531	76.66	0.00.00
Moyennes quinquennales		77,611	301.39			3,965	27.53			44,906	15.33	
DEUXIÈME PÉRIODE												
1841	25.00 50.00	83,054	282.23	0.00.34	10.00 15.00	4,828	46.07	0.00.95	13.00	47,032	18.16	0.00.00
1842	25.00 50.00	84,812	342.18	0.00.40	4.50 5.00	4,913	(2)	"	6.00 à 13.00	48,596	17.15	0.00.00
1843	25.00 50.00	85,599	362.45	0.00.42	10.00	5,105	4.74	0.00.09	9.00 13.00	49,383	19.84	0.00.00
1844	25.00 50.00	87,480	310.96	0.00.36	5.00 20.00	5,221	46.59	0.00.89	9.00 13.00	49,764	11.01	0.00.00
1845	25.00 à 60.00	88,924	307.66	0.00.35	"	5,331	"	"	9.00 13.00	50,272	20.52	0.00.00
TOTAUX		429,869	1,605.48	0.00.37		25,398	97.40	0.00.38		245,047	86.28	0.00.00
Moyennes quinquennales		85,974	321.10			5,080	32.47 moyenne triennale.	0.00.64		49,009	17.28	
TOTAUX GÉNÉRAUX		817,924	3,112.44	0.00.38		45,225	235.06	0.00.52		469,578	163.04	0.00.00
Moyennes décennales		81,792	311.24			4,522	23.51			46,958	16.30	

(1) Il n'existe pas de population officielle pour 1828; c'est la population au 31 décembre 1829 qui figure sur cette ligne et qui sert de base.

LES IMPORTÉS, RHUM, ARAC, ETC.

mesurés en 1828 et pendant la période décennale de 1836 à 1845.

BRUXELLES.				COURTRAI.				GAND.				LIÈGE.			
POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.
98,279	hectolit. 1,257.64	hectol. 0.01.28	francs. 15.24 21.16	19,036	hectolit. 42.08	hectol. 0.00.22	francs. 10.55 31.74	85,220	hectolit. 4.65	hectol. 0.00.01	francs. 16.93 29.63	58,087	hectolit. 212.87	hectol. 0.00.37	

DÉCADE.

104,161	1,950.06	0.01.85	6.00 20.00	19,110	35.11	0.00.18	15.00 22.00	89,950	26.67 Rectif.	0.00.03	17.00 30.00	61,601	232.52	0.00.38	
104,509	2,102.55	0.02.01	6.00 20.00	19,140	34.51	0.00.18	15.00 22.00	91,702	26.67	0.00.03	17.00 30.00	62,854	228.35	0.00.36	
104,713	2,875.68	0.02.75	6.00 20.00	19,152	28.63	0.00.15	15.00 22.00	93,421	25.70	0.00.03	17.00 30.00	64,084	267.29	0.00.42	
106,143	2,966.65	0.02.79	6.00 20.00	19,248	27.52	0.00.14	15.00 22.00	94,865	27.08	0.00.03	17.00 30.00	65,273	285.48	0.00.44	
106,921	3,515.87	0.03.39	6.00 20.00	19,429	40.71	0.00.21	15.00 22.00	96,890	32.02	0.00.03	17.00 30.00	66,464	216.75	0.00.33	
526,447	13,390.81	0.02.54	. .	96,088	166.28	0.00.17	. .	466,918	138.14	0.00.03	. .	320,376	1,230.37	0.00.38	
105,289	2,678.16	. .	. .	19,218	35.26	. .	. .	93,584	27.63	. .	. .	64,055	246.07	. .	

DÉCADE.

111,650	3,345.61	0.03.00	8.00 20.00	19,690	20.52	0.00.10	15.00 22.00	102,723	14.65	0.00.01	17.00 30.00	71,228	261.75	0.00.37	
113,376	2,635.97	0.02.53	8.00 20.00	19,682	22.28	0.00.11	15.00 22.00	105,004	15.64	0.00.01	17.00 30.00	72,455	277.60	0.00.38	
114,582	2,177.92	0.01.90	8.00 20.00	19,829	38.56	0.00.19	15.00 22.00	107,665	18.79	0.00.02	17.00 30.00	74,409	297.43	0.00.40	
116,370	2,206.85	0.01.90	8.00 20.00	19,978	24.86	0.00.12	15.00 22.00	109,982	16.25	0.00.01	17.00 30.00	76,135	224.93	0.00.50	
117,462	1,672.21	0.01.42	8.00 20.00	20,025	31.94	0.00.16	15.00 22.00	112,810	26.22	0.00.02	17.00 30.00	77,587	265.43 Rectif.	0.00.54	
573,340	12,040.56	0.02.10	. .	99,204	138.16	0.00.14	. .	538,184	91.53	0.00.02	. .	371,814	1,327.14	0.00.56	
114,650	2,408.11	. .	. .	19,841	27.63	. .	. .	107,637	18.31	. .	. .	74,363	265.43	. .	
1,099,606	25,431.37	0.02.31	. .	195,292	304.44	0.00.16	. .	1,005,102	229.67	0.00.02	. .	692,090	2,557.51	0.00.37	
100,970	2,543.14	. .	. .	19,529	30.44	. .	. .	100,510	22.97	. .	. .	69,209	255.75	. .	

a — (2) Confondu avec les boissons distillées extra-muros.

LITT. E (suite).

ANNÉES.	LOUVAIN.				MALINES.				MONS.			
	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.
1826	francs. 13.54		hectolit. 25,645	hectol. 178.69	francs. 16.83 25.40		hectolit. 24,456	hectol. 74.76	francs. 27 51 50.00		hectolit. 23,010	hectol. 24.79
PREMIÈRE PÉRIODE												
1836	14.00 20.30	24,788	142.50	0.00.57	8.47 12.70	23,168	39.86	0.00.17	18.00 32.00	23,497	54.64	0.00.17
1837	14.00 20.30	24,934	115.16	0.00.45	8.47 12.70	23,215	73.90	0.00.32	18.00 32.00	23,368	69.61	0.00.32
1838	14.00 20.30	24,911	139.98	0.00.56	8.47 16.93	23,584	94.17	0.00.40	18.00 33.92	23,396	142.13	0.00.40
1839	14.00 20.30	24,704	78.10	0.00.32	10.00 16.00	24,284	82.30	0.00.34	18.00 32.00	23,404	207.89	0.00.34
1840	14.00 20.30	24,624	79.13	0.00.32	10.00 16.00	24,619	64.72	0.00.26	18.00 32.00	23,541	205.82	0.00.26
TOTAUX		123,961	552.87	0.00.45		118,870	354.95	0.00.30		117,206	678.09	0.00.30
Moyennes quinquennales		24,792	110.57			23,774	70.99			23,441	156.62	
DEUXIÈME PÉRIODE												
1841	14.00 20.30	25,779	79.22	0.00.31	10.00 16.00	25,575	91.10	0.00.36	20.00 32.00	23,617	214.70	0.00.36
1842	14.00 20.30	25,287	98.98	0.00.59	10.00 16.00	25,949	72.86	0.00.28	20.00 32.00	23,793	178.94	0.00.28
1843	14.00 20.30	25,440	146.16	0.00.57	10.00 16.00	26,197	46.72	0.00.18	20.00 32.00	23,045	182.70	0.00.18
1844	14.00 20.30	25,586	89.08	0.00.33	10.00 16.00	26,679	58.57	0.00.22	20.00 32.00	23,086	268.91	0.00.22
1845	14.00 20.00	25,689	95.63	0.00.37	10.00 16.00	27,234	59.34	0.00.22	20.00 32.00	23,165	163.30	0.00.22
TOTAUX		127,781	509.07	0.00.40		131,634	328.39	0.00.25		114,736	1,027.65	0.00.25
Moyennes quinquennales		25,556	101.81			26,327	65.68			22,946	205.53	
TOTAUX GÉNÉRAUX		251,742	1,061.94	0.00.42		250,504	683.34	0.00.27		231,944	1,705.74	0.00.27
Moyennes décennales		25,174	106.19			25,050	68.33			23,194	170.57	

(1) Non compris le rhum et l'arac, qui sont confondus avec les vins en bouteilles. — (2) Confondu avec les boissons distillées extra-mu-

NAMUR.			TOURNAY.				VERVIERS.				TOTAUX.		
POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION. (1)	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMATION	MOYENNES.
31,571	hectolit. 25.77	hectol. 0.00.11	francs. 23.70	28,737	hectolit. 166.68	hectol. 0.00.58	francs. 8.78 12.70	19,592	hectolit. 56.74	hectol. 0.00.29	526,046	hectolit. 2,553.81	hectolit. 0.00.49

QUENNALE.

30,334	111.20	0.00.55	15.24	26,784	86.63	0.00.34	5.70 12.00	19,735	18.18	0.00.09	534,897	3,150.38	0.00.39
30,480	136.25	0.00.67	15.24	26,106	79.85	0.00.31	5.70 12.50	19,520	39.23	0.00.20	541,546	3,239.15	0.00.60
30,608	105.31	0.00.51	15.24	26,062	85.90	0.00.33	5.70 12.50	19,846	48.55	0.00.24	546,287	4,124.83	0.00.76
30,953	132.04	0.00.63	15.24	26,235	80.07	0.00.31	5.70 12.50	19,802	24.03	0.00.12	552,851	4,151.41	0.00.75
31,505	130.14	0.00.61	15.24	26,396	83.99	0.00.32	5.70 12.50	20,071	17.84	0.00.09	560,037	4,746.25	0.00.85
103,882	614.94		.	130,383	416.46		.	98,974	147.83		2,735,618	19,412.02	
30,776	122.99	0.00.59	.	26,117	83.29	0.00.32	.	19,795	29.57	0.00.15	547,124	3,862.40	0.00.71

QUENNALE.

23,157	138.76	0.00.60	19.95	26,143	(2)	»	5.70 12.50	19,609	36.63	0.00.19	583,117	4,549.42	0.00.78
23,412	135.73	0.00.58	19.95	26,438	id.	»	5.70 12.50	19,998	18.13	0.00.09	592,615	3,815.46	0.00.64
23,785	117.64	0.00.49	19.95	26,401	id.	»	5.70 12.50	20,670	45.55	0.00.22	602,120	3,458.50	0.00.57
24,026	105.58	0.00.44	19.95	26,379	id.	»	5.70 12.50	21,231	40.83	0.00.19	611,822	3,425.30	0.00.56
24,362	139.47	0.00.57	19.95	26,568	id.	»	12.00 25.00	22,183	36.22	0.00.17	621,612	2,817.64	0.00.45
118,732	627.18		.	131,931	»	»	.	103,691	177.38		3,011,292	18,066.32	
23,750	127.44	0.00.54	.	26,386	»	»	.	20,738	35.48	0.00.17	602,258	3,626.27	0.00.60
222,634	1,252.12		.	262,514	416.46 5 ans.		.	202,665	325.21		5,746,910	37,478.34	
22,263	125.21	0.00.56	.	26,251	41.63	0.00.16	.	20,266	32.52	0.00.16	574,691	3,747.83	0.00.65

LITT. F.

BOISSONS DISTILLÉES

État comparatif de la population et de la moyenne des quantités

ANNÉES.	ANVERS.			ARLON.			BRUGES.		
	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.
1836	77,199 (1)	hectolit. 6,481.97	hectol. 0.08.39	3,038	hectolit. 437.82	hectol. 0.14 41	42,198	hectolit. 3,973 65	hectol. 0.09 41
PREMIÈRE PÉRIODE (1836-1840)									
1836	76,005	11,965.18	0.15.74	3,094	553.50	0.17.89	43,670	4,194.58	0.09 41
1837	77,162	8,604.11	0.11.15	4,083	219.50	0.05 38	44,374	5,411.04	0.12 38
1838	77,634	5,920.85	0.07.62	4,157	730.11	0.17.56	44,719	5,798.12	0.12 38
1839	78,225	9,714.67	0.12.42	4,185	722 00	0.17.25	45,528	5,330.05	0.11 38
1840	79,029	11,033.65	0.13.96	4,308	662.96	0.15 39	46,240	5,265.58	0.11 38
TOTAUX	388,055	47,258.46	0.12.17	19,827	2,888.07	0.14.57	224,551	26,599.15	0.11 38
Moyennes quinquennales	77,611	9,447.69		3,965	577.61		44,906	5,319.83	
DEUXIÈME PÉRIODE (1841-1845)									
1841	83,054	8,684.75	0.10.46	4,823	564.16	0.11.69	47,032	5,833.98	0.11 38
1842	84,812	7,152.23	0.08.43	4,913	849.58	0.17.29	48,596	4,170.27	0.09 41
1843	85,599	6,404.96	0.07.48	5,105	1,252.64	0.24.54	49,383	4,295.25	0.10 41
1844	87,480	5,702.16	0.06.52	5,221	440.37	0 08.44	49,764	4,901.64	0.11 38
1845	88,924	5,864.98	0.06.60	5,351	707.33	0.13 27	50,272	4,288.53	0.10 41
TOTAUX	429,869	33,809.08	0.07.86	25,398	3,814.08	0.15 02	245,047	25,509.65	0.11 38
Moyennes quinquennales	85,974	6,761.82		5,080	762.82		49,009	4,701.93	
TOTAUX GÉNÉRAUX	817,924	81,047.54	0.09.91	45,225	6,702.15	0.14.82	469,578	50,108.80	0.11 38
Moyennes décennales	81,792	8,104.75		4,522	670.21		46,958	5,010.88	

(1) Il n'existe pas de population officielle pour 1836; c'est la population au 31 décembre 1829 qui figure sur cette ligne et qui sert de base aux calculs.

PAR DISTINCTION D'ORIGINE.

faits en 1828 et pendant la période décennale de 1836 à 1845.

BRUXELLES.			COURTRAI.			GAND.			LIÈGE.		
POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.
98,279	8,477.27	0.08.62	19,036	1,158.29	0.06.08	85,220	3,288.45	0.03.85	58,087	5,712.99	0.09.83

DÉCAENNALE.

94,161	21,351.54	0.20.50	19,110	1,729.39	0.09.06	89,960	6,799.63	0.07.56	61,601	12,003.34	0.19.49
94,509	14,156.40	0.13.55	19,149	1,711.27	0.08.94	91,792	6,521.88	0.07.11	62,854	12,475.02	0.19.85
94,713	15,010.09	0.14.33	19,152	1,333.28	0.06.96	93,421	9,712.67	0.10.40	64,084	9,985.68	0.15.58
94,143	14,008.82	0.13.20	19,248	1,231.49	0.06.39	94,868	8,207.40	0.08.65	65,273	10,064.88	0.15.42
94,921	16,686.06	0.15.61	19,429	1,226.74	0.06.62	96,890	7,561.69	0.07.80	66,464	8,532.35	0.12.84
95,447	21,942.91	0.15.43	96,088	7,292.17	0.07.59	466,918	38,803.27	0.08.31	320,276	53,061.27	0.16.57
95,209	16,242.58		19,218	1,458.43		93,384	7,760.65		64,055	10,612.25	

DÉCAENNALE.

11,650	16,514.49	0.14.79	19,690	1,079.88	0.05.48	102,723	8,629.69	0.08.40	71,228	9,022.76	0.12.67
12,576	14,089.45	0.12.44	19,682	618.74	0.03.14	105,004	5,777.68	0.05.50	72,455	8,036.21	0.11.09
12,582	13,342.06	0.11.64	19,829	697.76	0.03.52	107,665	5,260.11	0.04.89	74,409	7,537.64	0.10.13
12,579	16,531.52	0.14.22	19,978	824.39	0.04.13	109,982	5,377.83	0.04.89	76,135	10,512.53	0.13.81
12,462	16,163.21	0.13.76	20,025	1,024.93	0.05.12	112,810	6,277.96	0.05.57	77,587	8,777.29	0.11.31
12,940	76,640.73	0.13.37	99,304	4,245.70	0.04.28	538,184	31,323.27	0.05.82	371,814	43,886.43	0.11.80
12,650	15,228.15		19,841	849.14		107,637	6,264.65		74,365	8,777.29	
12,086	157,853.64	0.14.35	195,292	11,537.87	0.05.91	1,005,102	70,126.54	0.06.97	692,090	96,947.70	0.14.01
12,970	15,785.36		19,529	1,153.79		100,510	7,012.65		69,209	9,694.77	

deuts.

LITT. F (suite).

ANNÉES.	LOUVAIN.			MALINES.			MONS.		
	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.
1838	25,643	hectolit. 1,248.39	hectol. 0.04.86	24,436	hectolit. 1,089.79	hectol. 0.04.50	23,010	hectolit. 1,770.34	hectol. 0.04.50
PREMIÈRE PÉRIODE									
1836	24,788	5,295.24	0.21.35	23,168	1,401.06	0.06.05	23,497	979.66	0.04.50
1837	24,934	5,349.88	0.21.46	23,315	1,314.62	0.05.23	23,868	406.08	0.04.50
1838	24,911	6,053.81	0.24.31	23,584	1,595.84	0.06.77	23,396	1,518.80	0.04.50
1839	24,704	4,810.11	0.19.47	24,284	1,502.64	0.06.19	23,404	1,829.11	0.04.50
1840	24,624	4,430.53	0.17.99	24,619	1,944.69	0.07.90	23,541	2,127.94	0.04.50
TOTAUX	123,961	25,937.57	0.20.92	118,870	7,658.85	0.06.44	117,906	6,969.59	0.04.50
Moyennes quinquennales	24,792	5,187.51		23,774	1,531.67		23,441	1,392.12	
DEUXIÈME PÉRIODE									
1841	25,779	4,075.05	0.15.79	25,575	1,929.72	0.07.54	22,647	2,024.02	0.04.50
1842	25,287	3,356.13	0.13.19	25,949	2,093.31	0.06.07	22,793	1,984.46	0.04.50
1843	25,440	2,871.77	0.11.29	26,197	1,933.74	0.07.38	23,045	1,850.21	0.04.50
1844	25,586	3,234.05	0.12.64	26,679	2,108.62	0.07.90	23,068	1,840.37	0.04.50
1845	26,689	2,894.99	0.11.27	27,234	1,888.51	0.06.94	23,165	1,844.50	0.04.50
TOTAUX	127,781	16,469.97	0.13.23	131,634	9,953.90	0.07.56	114,738	9,553.56	0.04.50
Moyennes quinquennales	25,556	3,281.99		26,327	1,990.78		22,948	1,910.71	
TOTAUX GÉNÉRAUX	251,742	42,347.54	0.16.82	250,504	17,612.75	0.07.03	231,944	16,514.15	0.04.50
Moyennes décennales	25,174	4,234.75		25,050	1,761.27		23,194	1,651.41	

(1) Non compris le rhum et l'arack, qui sont confondus avec les vins en bouteilles.

NAMUR.			TOURNAY.			VERVIERS.			TOTAUX.		
RELATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION. (1)	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.
21,571	hectolit. 841.26	hectol. 0.03.89	28,737	hectolit. 2,917.77	hectol. 0.10.15	19,592	hectolit. 2,304.21	hectol. 0.11.76	526,046	hectolit. 39,712.20	hectol. 0.07.55

MOUENNALE.

10,334	5,526.54	0.27.18	25,784	3,345.29	0.13.03	19,735	2,440.16	0.12.36	534,897	77,582.91	0.14.54
10,400	5,696.13	0.27.81	26,106	3,565.67	0.13.66	19,590	2,319.49	0.11.88	541,546	67,740.09	0.12.51
10,608	4,936.77	0.23.96	26,062	3,292.52	0.12.63	19,846	2,611.17	0.13.16	546,287	68,499.71	0.12.54
10,953	4,237.57	0.20.22	26,235	2,728.59	0.10.40	19,802	2,333.54	0.11.78	552,851	66,730.85	0.12.07
11,385	4,011.43	0.18.65	26,396	3,601.04	0.13.64	20,071	2,458.91	0.12.23	560,037	70,203.57	0.12.54
11,882	34,406.44	0.23.49	130,583	16,533.11	0.12.62	98,974	12,163.27	0.12.29	2,735,618	330,757.13	0.12.82
11,776	4,881.69		26,117	3,306.62		19,795	2,432.65		547,124	70,151.43	

MOUENNALE.

11,157	4,259.69	0.18.39	26,145	2,364.70	0.09.04	19,609	2,377.91	0.12.13	583,117	67,378.78	0.11.55
11,412	3,317.45	0.14.17	26,438	2,873.67	0.10.87	19,998	2,533.73	0.12.78	592,615	56,854.91	0.09.59
11,795	3,074.64	0.12.92	26,401	2,608.18	0.09.88	20,670	2,800.02	0.13.55	602,120	53,928.96	0.08.96
11,926	3,567.91	0.14.85	26,379	2,728.87	0.10.34	21,231	2,575.37	0.12.13	611,828	60,355.63	0.09.86
12,203	2,833.05	0.11.64	26,568	2,549.65	0.09.59	22,183	2,657.37	0.11.98	621,612	57,774.26	0.09.30
12,732	17,054.72	0.14.36	131,931	13,125.05	0.09.91	103,691	12,966.40	0.12.50	3,011,292	296,292.54	0.09.83
12,730	3,410.94		26,386	2,625.01		20,738	2,593.23		602,258	59,258.51	
13,534	41,463.16	0.18.62	262,514	29,638.16	0.11.29	202,665	23,129.67	0.12.39	5,746,910	647,049.67	0.11.26
13,263	4,146.32		26,231	2,963.82		20,266	2,512.97		574,691	64,704.97	

LITT. G.

BIÈRES BRASSÉES DA

État comparatif de la population et de la moyenne des qua

ANNÉES.	ANVERS.				ARLON.				BRUGES.		
	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOT- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOT- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.
	par hect. de la cuve matière		hectolit.	hect.	par hect. de la cuve matière		hectolit.	hect.	par hect. de la cuve matière		hectolit.
1828	1.89	77,199 (1)	147,746.96	1.91	0.63	3,038	1,351.73	0.44	1.59	42,198	33,713.28
PREMIÈRE PÉRIODE											
1836	1.89	76,003	78,805.06	1.04	0.65	3,094	2,100.00	0.68	1.60	43,670	37,198.16
1837	1.89	77,162	76,923.54	1.00	0.65	4,063	1,411.30	0.35	1.60 1.70	44,574	37,515.16
1838	1.89	77,634	74,725.66	0.96	0.65	4,157	5,600.00	1.35	1.70	44,719	39,732.34
1839	1.89	78,225	66,313.32	0.85	0.65	4,185	7,050.00	1.68	1.70	45,528	42,405.23
1840	1.89	79,029	68,512.28	0.87	0.65	4,308	7,080.00	1.64	1.70	46,240	40,532.97
TOTAUX		388,055	365,279.86			19,827	23,241.20			224,531	197,404.95
Moyennes quinquennales		77,611	73,055.97	0.94		3,965	4,648.24	1.17		44,906	39,408.99
DEUXIÈME PÉRIODE											
1841	1.89	83,054	67,405.04	0.81	0.65 2.00	4,828	2,404.64	0.50	1.70	47,032	40,063.02
1842	1.89	84,812	62,874.29	0.74	2.00	4,913	3,195.52	0.65	1.70	48,596	40,129.79
1843	1.89	85,599	61,091.00	0.71	2.00	5,105	3,965.76	0.78	1.70	49,383	47,323.87
1844	1.89	87,480	57,044.80	0.63	2.00	5,221	3,504.05	0.67	1.70	49,764	41,977.63
1845	1.89	88,924	54,882.06	0.62	2.00	5,331	4,264.55	0.80	1.70	50,272	37,720.09
TOTAUX		429,869	305,295.19			25,398	17,532.52			245,047	207,326.39
Moyennes quinquennales		85,974	60,659.04	0.71		5,080	3,466.50	0.68		49,009	41,465.26
TOTAUX GÉNÉRAUX		817,924	668,575.05			45,225	40,573.72			469,578	404,821.25
Moyennes décennales		81,792	66,857.50	0.82		4,522	4,057.37	0.90		46,958	40,482.12

(1) Il n'existe pas de population officielle pour 1828; c'est la population au 31 décembre 1829 qui figure sur cette ligne et qui a servi de base.

RAYON DE L'OCTROI.

mesurées en 1828 et pendant la période décennale de 1836 à 1845.

BRUXELLES.				COURTRAI.				GAND.				LIÈGE.			
POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.
96,379	419,434.34	4.37	per hect. de la cuve matière 1.19	19,036	36,654.63	1.93	per hect. de la cuve matière 1.78	85,230	172,745.03	2.03	per hect. de la cuve matière 2.52	58,067	108,035.20	1.86	per hect. de la cuve matière 2.52

QUENNALE.

104,161	506,398.14	4.86	2.00	19,110	34,165.39	1.79	1.90	89,960	184,806.25	1.72	2.50	61,601	114,718.54	1.86	2.50
104,509	525,110.51	5.03	2.00	19,149	35,003.37	1.83	1.90	91,792	143,803.45	1.57	2.50	62,864	112,731.	1.79	2.50
104,713	527,799.36	5.04	2.00	19,152	32,708.40	1.71	1.90	93,421	151,724.27	1.62	2.50	64,084	104,459.67	1.63	2.50
106,143	500,122.54	4.71	2.00	19,248	34,475.25	1.79	1.90	94,865	158,140.60	1.67	2.50	65,273	84,570.17	1.30	2.50
106,921	511,294.94	4.78	2.00	19,429	32,770.03	1.69	1.90 2.05	96,890	166,834.53	1.72	2.50	66,464	94,487.43	1.42	2.50
525,447	2,570,734.79	4.88	.	96,088	169,120.46	1.76	.	466,918	775,309.10	1.66	.	320,276	510,966.81	1.60	.
105,989	514,144.96	.	.	19,218	33,824.09	.	.	93,384	155,061.82	.	.	64,055	102,195.36	.	.

QUENNALE.

111,650	497,097.13	4.45	2.00 2.35	19,690	30,835.48	1.57	2.05	102,723	164,049.98	1.60	2.50	71,228	96,487.09	1.35	2.50
113,376	477,726.94	4.22	2.35	19,682	29,792.93	1.51	2.05	105,004	154,584.81	1.47	2.50	72,455	97,948.28	1.35	2.50
114,582	526,970.89	4.60	2.35	19,829	28,333.63	1.42	2.05	107,665	147,654.64	1.37	2.50	74,409	72,837.56	1.98	2.50
116,379	514,329.59	4.42	2.35	19,978	29,183.93	1.46	2.05	109,982	150,401.29	1.37	2.50	76,135	80,158.15	1.05	2.50
117,462	496,854.76	4.25	2.35	20,025	26,723.32	1.33	2.05	112,810	144,400.44	1.28	2.50	77,587	85,432.19	1.10	2.50
573,249	2,544,978.61	4.39	.	99,204	144,769.26	1.46	.	538,184	761,091.16	1.41	.	371,814	432,863.27	1.16	.
114,650	502,995.72	.	.	19,841	28,953.85	.	.	107,637	152,218.23	.	.	74,363	86,572.65	.	.
1,099,696	5,085,705.40	4.62	.	195,292	313,889.72	1.61	.	1,005,102	1,336,400.26	1.53	.	692,090	943,830.08	1.36	.
109,970	508,570.34	.	.	19,529	31,388.97	.	.	100,510	153,640.03	.	.	69,209	94,383.01	.	.

LITT. G (suite).

ANNÉES.	LOUVAIN.				MALINES.				MONS.			
	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.
1828	par hectol. de bière. 1.10	25,643	hectolit. 82,476.68	hect. 3.22	par hect. de la cuve matière 1.19	24,436	hectolit. 85,982.58	hect. 3.52	par hect. de la cuve matière 1.17	23,010	hectolit. 78,778.40	hect. 3.41
PREMIÈRE PÉRIODE												
1836	1.30	24,788	86,196.40	3.48	1.19	23,168	87,314.45	3.77	1.17	23,497	60,189.37	2.91
1837	1.30	24,934	90,592.70	3.63	1.19	23,215	82,442.49	3.55	1.17	23,368	53,630.22	2.91
1838	1.30	24,911	93,839.30	3.77	1.19 1.20	23,584	74,110.32	3.14	1.17 1.70	23,396	48,522.61	2.91
1839	1.30	24,704	95,054.90	3.85	1.20	24,284	72,940.34	3.00	1.70	23,404	47,189.59	2.91
1840	1.30	24,624	89,965.40	3.65	1.20	24,619	70,920.36	2.88	1.70	23,541	56,725.24	2.91
TOTAUX	. .	123,961	455,648.70	3.68	. .	118,870	387,727.99	3.26	. .	117,206	266,457.05	2.91
Moyennes quinquennales	. .	24,792	91,129.74	. .	. .	23,774	77,545.60	. .	. .	23,441	53,291.41	. .
DEUXIÈME PÉRIODE												
1841	1.30	25,779	88,107.70	3.42	1.20	25,575	65,836.28	2.57	1.70	22,647	43,646.57	2.91
1842	1.30	25,287	87,263.90	3.45	1.20	25,949	69,023.24	2.66	1.70	22,793	44,210.54	2.91
1843	1.30	25,440	81,933.30	3.22	1.20	26,197	68,487.11	2.61	1.70	23,045	39,919.58	2.91
1844	1.30	25,586	83,091.50	3.23	1.20	26,679	70,747.06	2.65	1.70	23,088	36,319.14	2.91
1845	1.30	25,689	82,753.10	3.22	1.20	27,254	65,932.09	2.42	1.70	23,165	32,130.96	2.91
TOTAUX	. .	127,781	425,149.50	3.31	. .	131,634	340,045.78	2.58	. .	114,738	196,226.79	2.91
Moyennes quinquennales	. .	25,556	84,629.90	. .	. .	26,327	68,009.16	. .	. .	22,948	39,245.36	. .
TOTAUX GÉNÉRAUX	. .	251,742	878,798.20	3.49	. .	250,504	727,773.77	2.91	. .	231,944	462,683.82	2.91
Moyennes décennales	. .	25,174	87,879.82	. .	. .	25,050	72,777.38	. .	. .	23,194	46,268.38	. .

NAMUR.				TOURNAY.				VERVIERS.				TOTAUX, non compris la ville de Bruxelles.		
POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULATION.	CONSUMMATION	MOYENNES.
	hectolit.	hect.	par hect. de la cuve matière		hectolit.	hect.	par hect. de la cuve matière		hectolit.	hect.	par hect. de la cuve matière		hectolit.	hectolit.
21,571	72,663.97	3.37	2.00	28,737	66,635.76	2.32	1.01	19,592	36,660.00	1.87		427,767	925,443.53	2.16

QUENNALE.

20,334	81,198.70	3.99	2.00	25,784	55,483.80	2.15	2.50	19,735	44,032.78	2.23		430,736	836,208.93	1.94
20,480	80,093.47	3.92	2.00	26,106	58,320.56	2.23	2.50	19,520	35,992.26	1.84		437,037	808,559.42	1.85
20,608	76,366.05	3.71	2.00	26,062	54,320.01	2.08	2.50	19,846	33,971.28	1.71		441,574	789,990.41	1.79
20,955	71,573.77	3.42	2.00	26,255	53,661.86	2.05	2.50	19,802	20,580.47	1.04		446,708	753,934.09	1.69
21,505	63,966.69	2.97	2.00	26,396	52,098.61	1.97	2.50	20,071	18,893.77	0.94		453,116	762,907.33	1.68
105,823	373,198.68	3.59	.	130,583	273,684.84	2.10	.	98,974	153,470.56	1.55		2,209,171	3,951,600.18	1.79
26,776	74,639.74		.	26,117	54,736.97		.	19,795	30,694.11			441,834	790,320.04	

QUENNALE.

23,157	64,569.15	2.79	2.00	26,145	50,457.73	1.93	2.50	19,609	21,114.11	1.08		471,467	735,004.76	1.56
23,412	68,264.48	2.92	2.00	26,438	41,917.42	1.59	2.50	19,998	21,240.89	1.06		479,339	720,454.09	1.50
23,795	65,821.80	2.76	2.00	26,401	36,805.89	1.39	2.50	20,670	22,515.90	1.09		487,538	676,662.04	1.39
24,026	66,071.42	2.75	2.00	26,379	35,160.77	1.33	2.50	21,231	21,402.79	1.01		495,549	675,062.52	1.36
24,562	63,732.55	2.62	2.00	26,568	33,744.66	1.27	2.50	22,183	21,830.43	0.98		504,150	653,566.35	1.30
118,732	328,459.40	2.77	.	131,931	198,086.47	1.50	.	103,691	108,104.12	1.04		2,438,043	3,460,749.76	1.42
23,750	65,691.88		.	26,586	39,617.29		.	20,738	21,620.82			487,609	692,149.95	
222,634	701,658.08	3.15	.	262,514	471,771.31	1.80	.	202,665	261,574.68	1.29		4,647,214	7,412,349.94	1.59
22,263	70,165.81		.	26,251	47,177.13		.	20,266	26,157.47			464,721	741,234.99	

LITT. H.

BIÈRES BRASSÉES HO

État comparatif de la population et de la moyenne des quant

ANNÉES.	ANVERS.				ARLON.				BRUGES.			
	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	
1828	francs. 2.43 7.26	77,199 (1)	hectolit. 88,708	hectol. 1.15	francs. 2.85	3,028	hectolit. 248	hectol. 0.08	francs. 2.75	42,198	hectolit. 9,670	
PREMIÈRE PÉRIODE												
1836	2.44	76,005	87,570	1.15	2.95	3,094	1,396	0.45	1.90 2.50	43,670	10,027	
1837	2.44	77,162	84,824	1.10	2.95	4,083	490	0.12	2.00 2.50	44,374	7,910	
1838	2.44	77,634	85,520	1.10	2.95	4,157	858	0.21	2.00 2.50	44,719	8,136	
1839	2.44	78,225	85,774	1.10	2.95	4,185	998	0.24	2.00 2.50	45,528	8,877	
1840	2.44	79,029	84,233	1.07	2.95	4,308	715	0.17	2.00 2.50	46,240	9,089	
TOTAUX		388,055	427,921	1.10		19,827	4,447	0.22		224,531	44,009	
Moyennes quinquennales		77,611	85,584			3,965	889			44,906	8,802	
DEUXIÈME PÉRIODE												
1841	2.44	83,054	81,662	0.98	2.95	4,828	591	0.12	2.00 2.50	47,032	7,786	
1842	2.44	84,812	84,537	1.00	2.50	4,913	627	0.13	2.00 2.50	48,596	7,776	
1843	2.44	85,599	85,561	1.00	2.50	5,105	782	0.15	2.00 2.50	49,383	7,975	
1844	2.44	87,480	84,111	0.96	2.50	5,221	778	0.15	2.00 2.50	49,764	7,756	
1845	2.44 2.84	88,924	87,164	0.98	2.50	5,331	687	0.13	2.00 2.50	50,272	7,129	
TOTAUX		429,869	423,035	0.98		25,398	3,465	0.14		245,047	38,422	
Moyennes quinquennales		85,974	84,607			5,080	693			49,009	7,684	
TOTAUX GÉNÉRAUX		817,924	850,956	1.04		45,225	7,912	0.17		469,578	82,431	
Moyennes décennales		81,792	85,095			4,522	791			46,958	8,243	

(1) Il n'existe pas de population officielle pour 1828; c'est la population au 31 décembre 1829 qui figure sur cette ligne et qui a servi de

RAYON DE L'OCTROI.

mes en 1828 et pendant la période décennale de 1836 à 1845.

BRUXELLES.				COURTRAI.				GAND.				LIÈGE.			
POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.
96,379	23,601	0.24	0.72	19,036	4,292	0.23	1.00	85,320	18,258	0.22	0.84 1.19 1.45	58,087	1,923	0.03	

QUENNALE.

104,161	11,987	0.12	2.35	19,110	3,195	0.17	2.38	89,950	9,373	0.10	2.00	61,601	1,543	0.03	
104,509	12,418	0.12	2.33	19,149	3,545	0.19	2.38	91,792	9,197	0.10	2.00	62,854	1,588	0.03	
104,713	11,657	0.11	2.35	19,152	3,082	0.16	2.38	93,421	9,121	0.10	2.00	64,064	2,136	0.03	
106,143	11,217	0.11	2.35	19,248	3,592	0.18	2.38	94,865	8,474	0.09	2.00	65,273	2,397	0.04	
106,921	10,053	0.09	2.35	19,420	3,379	0.17	2.38 2.60	96,890	7,127	0.07	2.00	66,464	2,305	0.03	
526,447	57,332	0.11	. .	96,088	16,593	0.17	. .	466,918	43,292	0.09	. .	3,200,276	9,969	0.03	
105,389	11,466		. .	19,218	3,319		. .	93,384	8,658		. .	64,055	1,994		

QUENNALE.

111,650	10,688	0.10	2.35 2.50	19,690	3,678	0.19	2.60	102,723	7,605	0.07	2.00	71,222	2,591	0.04	
113,276	9,321	0.08	2.50	19,682	4,004	0.20	2.60	105,004	7,849	0.07	2.00	72,455	3,091	0.04	
114,582	8,093	0.07	2.50	19,829	4,334	0.22	2.60	107,665	8,036	0.07	2.00	74,409	2,907	0.04	
116,279	8,317	0.07	2.50	19,978	4,192	0.21	2.60	109,982	8,402	0.08	2.00	76,135	2,244	0.03	
117,462	8,653	0.07	2.50	20,025	4,094	0.20	2.60	112,810	8,758	0.08	2.00	77,587	2,708	0.03	
573,249	45,072	0.08	. .	99,204	20,302	0.20	. .	538,184	40,650	0.08	. .	371,814	15,541	0.04	
114,650	9,014		. .	19,841	4,060		. .	107,637	8,130		. .	74,363	2,708		
1,099,696	102,404	0.09	. .	195,292	36,895	0.19	. .	1,051,102	83,942	0.08	. .	692,090	23,510	0.03	
109,970	10,240		. .	19,529	3,689		. .	100,510	8,394		. .	69,209	2,351		

hectols.

LITT. H (suite).

ANNÉES.	LOUVAIN.				MALINES.				MONS.			
	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.
	francs.		hectolit.	hectol.	francs.		hectolit.	hectol.	francs.		hectolit.	hectol.
1828	1.10	25,645	5,307	0.21	1.22	24,436	9,119	0.37	1.00	25,010	15,373	0.
PREMIÈRE PÉRIODE												
1836	1.30	24,788	5,280	0.21	1.19	23,168	10,771	0.46	1.50 1.75	23,407	13,181	0.
1837	1.30	24,934	6,082	0.27	1.19	23,215	10,731	0.46	1.50 1.75	23,368	12,200	0.
1838	1.30	24,911	7,024	0.28	1.19 2.00	23,584	10,007	0.42	1.50 1.75	23,396	10,322	0.
1839	1.30	24,704	7,092	0.29	2.00	24,284	8,732	0.36	2.00	23,404	10,193	0.
1840	1.30	24,624	5,106	0.21	2.00	24,619	7,994	0.32	2.00	23,541	9,765	0.
TOTAUX	. .	123,961	31,186	0.25	. .	118,870	48,235	0.41	. .	117,206	56,491	0.
Moyennes quinquennales	. .	24,792	6,237		. .	23,774	9,647		. .	23,441	11,298	
DEUXIÈME PÉRIODE												
1841	1.30	25,779	4,810	0.19	2.00	25,575	7,827	0.31	2.00	23,617	8,860	0.
1842	1.30	25,287	5,130	0.20	2.00	25,949	7,633	0.29	2.00	23,793	8,876	0.
1843	1.30	25,440	6,319	0.25	2.00	26,197	7,043	0.27	2.00 0.20	23,045	9,287	0.
1844	1.30	25,586	8,484	0.33	2.00	26,679	6,747	0.25	2.00 0.20	23,088	9,054	0.
1845	1.30	25,689	9,097	0.35	2.00	27,234	6,753	0.25	2.00 0.20	23,163	8,984	0.
TOTAUX	. .	127,781	33,840	0.26	. .	131,634	36,003	0.27	. .	114,738	46,841	0.
Moyennes quinquennales	. .	25,556	6,768		. .	26,327	7,201		. .	23,948	9,008	
TOTAUX GÉNÉRAUX	. .	251,742	65,026	0.26	. .	250,504	84,238	0.34	. .	231,944	101,332	0.
Moyennes décennales	. .	25,174	6,502		. .	25,050	8,423		. .	23,194	10,133	

NAMUR.				TOURNAY.				VERVIERS.				TOTAUX, non compris la ville de Bruxelles.		
TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	TAUX du TARIF.	POPULA- TION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMATION	MOYENNES.
		hectolit.	hectol.	francs.		hectolit.	hectol.	francs.		hectolit.	hectol.		hectolit.	hectolit.
1.90	21,571	2,007	0.09	1.90	28,737	6,453	0.22	0.98	19,592	111	0.01	427,767	161,469	0.38

BOUENNALE.

20,334	2,303	0.11	2.50 3.00	25,784	4,325	0.17	1.00	19,735	234	0.01	430,736	149,188	0.36
20,489	2,591	0.13	2.50 3.00	26,106	4,036	0.15	1.00	19,529	206	0.01	437,037	144,600	0.33
20,608	2,697	0.13	2.50 3.00	26,062	3,756	0.14	1.00	19,846	130	0.01	441,574	143,019	0.32
20,953	3,003	0.14	2.50 3.00	26,233	3,883	0.15	1.00	19,802	963	0.01	446,708	143,078	0.32
21,303	2,605	0.12	2.50 3.00	26,396	3,798	0.14	1.00	20,071	579	0.03	453,116	136,665	0.30
103,882	13,197			120,583	19,798			98,974	1,412		2,209,171	716,550	
20,776	2,639	0.13		26,117	3,959	0.15		19,795	282	0.01	441,834	143,310	0.32

BOUENNALE.

23,157	2,823	0.12	2.50 3.00	26,145	3,349	0.13	1.00	19,609	532	0.03	471,467	132,134	0.28
23,412	3,470	0.15	2.50 3.00	26,438	3,348	0.13	1.00	19,998	400	0.02	479,339	136,741	0.29
23,795	3,935	0.17	2.50 3.00	26,401	2,629	0.10	1.00	20,670	370	0.02	487,538	139,178	0.29
24,026	3,983	0.17	2.50 3.00	26,379	2,743	0.10	1.00 1.50	21,231	316	0.01	495,549	138,792	0.28
24,362	3,875	0.16	2.50 3.00	26,568	2,810	0.11	1.50	22,183	243	0.01	504,150	142,304	0.28
118,732	18,086			131,931	14,881			103,691	1,883		2,438,043	689,149	
23,750	3,617	0.15		26,386	2,976	0.11		20,738	377	0.02	487,609	137,830	0.28
222,634	31,283			262,514	34,679			202,665	3,295		4,647,214	1,405,699	
22,263	3,128	0.14		26,251	3,467	0.13		20,266	329	0.02	464,721	140,570	0.30

LITT. I.

BIÈRES SANS DI

État comparatif de la population et de la moyenne des qua

ANNÉES.	ANVERS.			ARLON.			BRUGES.		
	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOT- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOT- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOT- ENNES.
1828	77,199 (1)	hectolit. 236,454.26	hectol. 3.06	3,038	hectolit. 1,599.75	hectol. 0.52	42,198	hectolit. 45,383.28	hectol. 1.07
PREMIÈRE PÉRIODE									
1836	76,005	166,375.06	2.19	3,094	3,486.00	1.13	43,670	47,225.16	1.08
1837	77,162	161,747.54	2.10	4,083	1,901.20	0.47	44,374	45,425.16	1.02
1838	77,634	160,245.66	2.06	4,157	6,458.00	1.56	44,719	47,858.84	1.07
1839	78,225	152,067.32	1.95	4,185	8,048.00	1.92	45,523	51,222.22	1.12
1840	79,029	152,745.28	1.94	4,308	7,795.00	1.81	46,240	49,711.97	1.07
TOTAUX	388,055	795,200.86	2.04	19,827	27,688.20	1.39	224,531	241,205.95	1.07
Moyennes quinquennales	77,611	158,640.17	2.04	3,965	5,537.64	1.39	44,906	48,300.79	1.07
DEUXIÈME PÉRIODE									
1841	83,054	149,065.04	1.79	4,828	2,995.64	0.62	47,032	47,879.02	1.02
1842	84,812	147,411.29	1.74	4,913	3,820.52	0.78	48,596	47,915.79	0.99
1843	85,599	146,652.00	1.71	5,105	4,747.76	0.93	49,583	55,370.87	1.12
1844	87,480	141,155.80	1.61	5,221	4,282.05	0.82	49,764	49,733.62	1.00
1845	88,924	142,046.06	1.60	5,331	4,951.55	0.93	50,372	44,849.00	0.89
TOTAUX	429,869	726,330.19	1.69	25,398	20,797.52	0.82	245,047	245,748.30	1.00
Moyennes quinquennales	85,974	145,266.04	1.69	5,080	4,159.50	0.82	49,009	49,169.66	1.00
TOTAUX CÉNÉRAUX	817,924	1,519,531.05	1.86	45,225	48,485.72	1.07	469,578	487,252.25	1.03
Moyennes décennales	81,792	151,953.10	1.86	4,522	4,848.57	1.07	46,958	48,725.22	1.03

(1) Il n'existe pas de population officielle pour 1828; c'est la population au 31 décembre 1829 qui figure sur cette ligne et qui a servi de b

ITION D'ORIGINE.

posées en 1828 et pendant la période décennale de 1836 à 1845.

BRUXELLES.			COURTRAI.			GAND.			LIÈGE.		
POPULATION.	CONSUMMA-TION.	MOY-ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA-TION.	MOY-ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA-TION.	MOY-ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA-TION.	MOY-ENNES.
94,379	hectolit. 443,033.24	hectol. 4.51	19,036	hectolit. 40,946.62	hectol. 2.16	85,220	hectolit. 191,003.03	hectol. 2.25	58,087	hectolit. 109,958.20	hectol. 1.89

INQUENNALE.

104,161	518,383.14	4.96	19,110	37,360.39	1.96	89,950	164,179.25	1.82	61,601	116,361.54	1.89
104,509	537,528.51	5.15	19,149	38,548.37	2.02	91,792	153,000.45	1.67	62,854	114,319.00	1.82
104,713	539,456.36	5.15	19,152	35,790.40	1.87	93,421	160,845.27	1.72	64,084	106,595.67	1.66
106,143	511,339.54	4.82	19,248	37,865.25	1.97	94,865	166,614.60	1.76	65,273	86,967.17	1.34
106,321	521,347.24	4.87	19,429	36,149.05	1.86	96,890	173,961.53	1.79	66,464	96,792.43	1.45
326,447	2,628,056.79	4.99	96,068	185,713.46	1.93	466,918	818,601.10	1.75	320,376	520,935.81	1.63
105,389	525,611.36		19,218	37,142.69		93,384	163,730.22		64,055	104,187.16	

INQUENNALE.

111,630	507,785.13	4.53	19,690	34,513.45	1.76	102,723	171,634.98	1.67	71,228	99,078.09	1.39
113,276	487,047.24	4.30	19,682	33,796.93	1.71	105,004	162,433.81	1.54	72,455	101,039.28	1.39
114,583	535,063.89	4.67	19,829	32,567.63	1.64	107,665	155,690.64	1.44	74,409	75,744.56	2.02
116,379	522,646.59	4.49	19,978	33,375.95	1.67	109,982	158,803.29	1.45	76,135	82,402.15	1.08
117,462	507,507.76	4.32	20,025	30,817.32	1.53	112,810	153,158.44	1.36	77,587	88,140.19	1.13
573,340	2,560,050.61	4.47	99,204	165,071.26	1.66	538,184	801,741.16	1.49	371,814	446,404.27	1.20
114,650	512,010.12		19,841	33,014.25		107,637	160,348.25		74,363	89,220.85	
109,606	5,188,107.40	4.71	195,222	350,784.72	1.80	1,005,102	1,620,342.26	1.61	692,090	967,340.08	1.39
109,970	518,810.74		19,529	35,078.47		100,510	162,034.25		69,209	96,734.01	

LITT. I (suite).

ANNÉES.	LOUVAIN.			MALINES.			MONS.		
	POPULATION.	CONSUMMATION.	MOYENNES.	POPULATION.	CONSUMMATION.	MOYENNES.	POPULATION.	CONSUMMATION.	MOYENNES.
1828	25,645	hectolit. 87,783.68	hectol. 3.43	24,436	hectolit. 95,101.58	hectol. 3.89	25,010	hectolit. 94,151.40	hectol. 4.4
PREMIÈRE PÉRIODE									
1836	24,798	91,476.40	3.69	23,168	98,085.48	4.23	25,497	73,370.37	3.1
1837	24,934	97,274.70	3.90	23,215	93,173.49	4.01	23,368	66,630.22	2.8
1838	24,911	100,883.30	4.03	23,584	84,117.32	3.56	23,396	59,074.01	2.5
1839	24,704	102,126.90	4.14	24,284	81,672.34	3.36	23,404	57,322.59	2.4
1840	24,628	98,073.40	3.86	24,619	78,914.36	3.20	23,541	66,490.34	2.8
TOTAUX	123,961	486,834.70		118,870	435,962.99		117,206	322,948.03	
Moyennes quinquennales	24,792	97,366.94	3.93	23,774	87,192.60	3.67	23,441	64,589.61	2.7
DEUXIÈME PÉRIODE									
1841	25,779	92,917.70	3.61	25,575	73,663.28	2.88	22,647	52,506.57	2.3
1842	25,287	92,393.90	3.65	25,949	76,636.24	2.95	22,793	53,066.54	2.3
1843	25,440	88,252.30	3.47	26,197	75,530.11	2.88	23,043	49,206.53	2.1
1844	25,586	91,575.50	3.58	26,679	77,494.06	2.90	23,088	45,353.14	1.9
1845	25,689	91,850.10	3.57	27,234	72,705.09	2.67	23,168	41,114.96	1.7
TOTAUX	127,781	456,989.50		131,634	376,048.78		114,738	241,267.79	
Moyennes quinquennales	25,556	91,397.90	3.57	26,327	75,209.76	2.85	22,946	48,253.56	2.1
TOTAUX GÉNÉRAUX	251,742	945,824.20		250,504	812,011.77		231,944	564,215.82	
Moyennes décennales	25,174	94,582.42	3.75	25,050	81,201.18	3.25	23,194	56,421.58	2.1

NAMUR.			TOURNAY.			VERVIERS.			TOTAUX, non compris la ville de Bruxelles.		
POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMATION	MOYENNES.
	hectolit.	hectol.		hectolit.	hectol.		hectolit.	hectol.		hectolit.	hectol.
21,571	74,670.97	3.46	28,737	73,088.76	2.54	19,892	36,771.00	1.88	427,767	1,086,912.53	2.54

INQUENNALE.

20,334	83,501.70	4.10	25,784	59,808.80	2.32	19,735	44,266.78	2.24	430,736	985,396.93	2.29
20,490	82,684.47	4.05	26,106	62,256.56	2.38	19,590	36,198.26	1.85	437,037	953,159.42	2.18
20,608	79,063.08	3.84	26,002	57,976.01	2.22	19,846	34,101.28	1.72	441,574	933,009.41	2.11
20,935	74,576.77	3.56	26,235	57,544.86	2.20	19,802	20,843.47	1.05	446,708	897,012.09	2.01
21,505	66,569.69	3.09	26,396	55,896.61	2.11	20,071	19,472.77	0.97	453,116	899,572.33	1.98
103,882	386,395.68	3.72	130,583	293,482.84	2.25	98,974	154,882.56	1.56	2,209,171	4,668,150.18	2.11
20,776	77,279.14		26,117	58,696.87		19,795	30,976.51		441,834	933,630.04	

INQUENNALE.

23,157	67,392.15	2.91	26,145	53,806.73	2.06	19,609	21,666.11	1.11	471,467	867,138.76	1.84
23,412	71,734.48	3.07	26,438	45,265.42	1.72	19,998	21,640.89	1.08	479,339	857,195.09	1.79
23,795	69,756.80	2.93	26,401	39,434.89	1.49	20,670	22,885.90	1.11	487,538	815,840.04	1.68
24,026	70,054.42	2.92	26,379	37,905.77	1.43	21,231	21,718.79	1.02	495,549	813,854.52	1.64
24,362	67,607.55	2.78	26,568	36,554.66	1.38	22,183	22,075.43	0.99	504,150	795,870.35	1.58
118,752	346,545.40	2.92	131,931	212,967.47	1.61	103,691	109,987.12	1.06	2,438,043	4,149,898.76	1.70
23,750	69,309.08		26,396	42,593.49		20,738	21,997.42		487,609	829,979.75	
22,634	732,941.08	3.29	202,514	506,450.31	1.93	202,665	264,969.68	1.31	4,647,214	8,818,048.94	1.89
22,263	73,294.11		26,251	59,645.03		20,266	26,486.97		464,721	881,804.89	

LITT. J.

BÉTAIL ET VIAND

État comparatif de la population et de la moyenne des quant

ANNÉES.	ANVERS.			BRUGES.			BRUXELLES.		
	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.
1828	77,199 (1)	kilogr. 3,000,721	kilogr. 38.87	42,198	kilogr. 1,053,748	kilogr. 24.97	98,279	kilogr. 4,316,139	kilogr. 43.98
PREMIÈRE PÉRIODE									
1836	76,005	2,810,193	36.97	43,670	1,327,313	30.39	104,161	5,100,637	46.97
1837	77,162	2,774,831	35.96	44,374	1,425,324	32.12	104,509	5,257,736	50.03
1838	77,634	2,900,086	37.36	44,719	1,438,533	32.17	104,713	5,419,000	51.73
1839	78,225	2,806,254	35.87	45,528	1,501,333	32.98	106,143	4,863,311	45.84
1840	79,029	2,693,383	34.08	46,240	1,466,636	31.72	106,921	5,163,373	48.34
TOTAUX	388,055	13,984,747	36.04	224,531	7,159,139	31.89	526,447	25,808,837	49.02
Moyennes quinquennales . . .	77,611	2,796,949		44,906	1,431,828		105,229	5,161,607	
DEUXIÈME PÉRIODE									
1841	83,054	2,775,947	33.40	47,032	1,460,354	31.05	111,630	5,021,589	44.98
1842	84,812	2,963,524	34.94	48,596	1,530,262	31.49	113,276	5,148,639	45.48
1843	85,599	2,904,120	33.93	49,383	1,530,501	30.79	114,582	5,013,572	43.79
1844	87,480	2,935,080	33.53	49,764	1,505,406	30.25	116,279	5,242,967	45.08
1845	88,924	3,094,038	34.79	50,272	1,474,200	29.32	117,462	5,624,240	47.88
TOTAUX	429,869	14,670,709	34.13	245,047	7,490,723	30.57	573,249	26,051,607	45.48
Moyennes quinquennales . . .	85,974	2,934,142		49,009	1,498,145		114,650	5,210,321	
TOTAUX GÉNÉRAUX	817,924	28,655,456	35.03	469,578	14,649,862	31.20	1,099,696	51,859,644	47.25
Moyennes décennales	81,792	2,865,546 32.70 p. ‰		46,958	1,464,986 31.69 p. ‰		109,970	5,185,964 22.96 p. ‰	

(1) Il n'existe pas de population officielle pour 1828; c'est la population au 31 décembre 1829 qui figure sur cette ligne et qui sert de base.

PECÉES (RÉDUITS EN KILOGRAMMES).

posées en 1828 et pendant la période décennale de 1836 à 1845.

COURTRAI.			GAND.			LIÈGE.			LOUVAIN.		
POPULATION.	CONSUMMATION.	MOYENNES.	POPULATION.	CONSUMMATION.	MOYENNES.	POPULATION.	CONSUMMATION.	MOYENNES.	POPULATION.	CONSUMMATION.	MOYENNES.
19,036	kilogr. 592,272	kilogr. 31.11	85,220	kilogr. »	kilogr. »	58,087	kilogr. »	kilogr. »	25,643	kilogr. »	kilogr. »

QUINQUENNALE.

19,110	556,571	29.12	89,950	3,978,895	44.24	61,601	2,598,246	42.18	24,788	945,147	38.13
19,149	650,521	33.97	91,792	4,162,783	45.36	62,854	2,248,631	35.78	24,854	1,000,815	40.14
19,152	649,600	33.92	95,421	4,139,963	44.32	64,084	2,367,171	36.94	24,911	1,064,420	42.73
19,348	665,935	34.60	94,865	4,166,580	43.92	65,273	2,266,325	34.72	24,704	1,043,912	42.26
19,429	661,369	34.04	96,890	4,001,028	41.30	66,464	2,150,018	32.05	24,624	921,420	37.42
26,088	3,183,996	33.14	466,918	20,440,249	43.80	320,276	11,610,391	36.25	123,961	4,975,714	40.14
19,218	636,799		95,584	4,089,850		64,055	2,322,078		24,792	995,143	

QUINQUENNALE.

19,690	678,324	34.45	102,723	3,559,136	34.65	71,228	2,170,901	30.48	25,779	930,219	36.08
19,682	711,596	36.15	105,004	3,934,849	37.47	72,455	2,259,804	31.19	25,287	976,987	38.64
19,829	696,327	35.12	107,665	3,824,639	35.52	74,409	2,254,884	30.30	25,440	920,036	36.16
19,978	659,463	33.01	109,982	3,799,977	34.55	76,135	2,695,176	35.40	25,586	950,257	36.36
20,025	623,819	31.15	112,810	4,447,298	39.42	77,587	2,263,022	29.17	25,689	983,958	38.30
29,204	3,369,531	33.97	538,184	19,565,899	36.56	371,814	11,643,787	31.32	127,781	4,741,467	37.11
19,841	673,906		107,637	3,913,180		74,563	2,328,757		25,556	948,201	
25,292	6,553,527	33.56	1,003,102	40,015,148	39.81	692,090	23,254,178	33.60	251,742	9,717,171	38.60
19,529	655,353 2.90 p. ‰		100,510	4,001,515 17.75 p. ‰		69,209	2,325,418 10.24 p. ‰		25,174	971,717 4.94 p. ‰	

calculs.

LITT. J (suite).

ANNÉES.	MALINES.			MONS.			NAMUR.		
	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	M.
1828	24,436	kilogr. »	kilogr. »	23,010	kilogr. 1,264,850	kilogr. 54.97	21,571	kilogr. 675,237	12 30
PREMIÈRE PÉRIODE									
1836	25,168	963,887	42.47	23,497	1,105,386	47.04	20,334	718,672	35
1837	23,215	949,665	40.91	23,368	1,137,258	48.67	20,480	769,068	37.
1838	23,584	1,045,613	44.34	23,396	1,588,504	67.90	20,608	768,411	37.
1839	24,284	1,024,491	42.19	23,404	1,269,948	54.26	20,953	822,417	38
1840	24,619	1,061,329	42.70	23,541	1,338,871	56.87	21,505	775,543	38
TOTAUX	116,870	5,084,985	42.53	117,906	6,439,967	54.93	105,882	3,884,111	37
Moyennes quinquennales . . .	23,774	1,010,997		23,441	1,287,993		20,776	770,822	
DEUXIÈME PÉRIODE									
1841	25,575	962,584	38.42	23,647	1,233,482	54.47	23,157	740,961	38
1842	25,949	968,875	38.11	23,793	1,587,281	60.86	23,412	776,299	38
1843	26,197	973,698	37.13	23,045	1,235,947	53.63	23,795	787,854	38
1844	26,679	992,395	37.20	23,088	1,257,037	54.44	24,026	720,155	38
1845	27,234	1,093,242	40.14	23,165	1,227,632	53.00	24,362	777,223	38
TOTAUX	131,634	5,030,794	38.22	114,738	6,341,379	55.27	118,782	3,902,592	38
Moyennes quinquennales . . .	26,327	1,006,159		22,948	1,268,276		23,750	780,518	
TOTAUX GÉNÉRAUX	250,504	10,065,779	40.26	231,944	12,781,346	55.11	222,634	7,686,703	38
Moyennes décennales	25,050	1,006,578 4.67 p. ‰.		23,194	1,278,135 5.67 p. ‰.		22,263	765,670 3.20 p. ‰.	

TOURNAY.			VERVIERS.			TOTAUX pour les villes dont la consommation est inconnue en 1928.			TOTAUX pour les villes dont la consommation est connue en 1928.		
POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.	POPULATION.	CONSUMMA- TION.	MOY- ENNES.
28,737	kilogr. »	kilogr. »	19,592	kilogr. »	kilogr. »	241,715	kilogr. »	kilogr. »	281,293	kilogr. 10,902,987	kilogr. 38.76

ENQUENNALE.

25,784	1,463,090	56.74	19,735	601,765	30.49	245,026	10,571,030	43.14	286,777	11,618,772	40.52
26,106	1,509,216	57.81	19,520	576,627	29.54	248,421	10,447,737	42.06	289,042	12,014,738	41.57
26,062	1,564,493	60.03	19,846	604,112	30.44	251,908	10,785,772	42.82	290,222	12,764,214	43.20
26,335	1,415,832	53.97	19,802	558,578	28.21	255,163	10,475,718	41.06	293,503	11,931,198	40.65
26,396	1,463,973	55.46	20,071	540,106	26.91	259,064	10,107,874	39.02	296,665	12,101,075	40.79
130,383	7,416,604	50.79	98,974	2,881,188	29.11	1,259,582	52,388,131	41.59	1,456,209	60,429,997	41.60
26,117	1,483,321		19,795	576,258		251,916	10,477,626		291,242	12,085,999	

ENQUENNALE.

26,145	1,456,282	55.70	19,609	539,710	27.52	271,059	9,638,832	35.56	307,230	11,910,657	38.77
26,438	1,489,994	56.36	19,998	568,560	28.43	275,131	10,219,069	37.14	312,571	12,517,601	40.05
26,401	1,406,744	53.29	20,670	600,513	29.05	280,782	9,980,514	35.55	316,233	12,158,321	38.45
26,379	1,360,792	51.59	21,251	608,813	28.68	285,992	10,387,410	36.32	320,615	12,318,110	38.42
26,568	1,441,408	54.25	22,183	651,866	29.39	292,071	10,880,794	37.25	324,210	12,821,852	39.55
31,931	7,155,220	54.24	103,691	2,969,462	28.64	1,405,035	51,106,619	36.37	1,580,859	61,726,541	39.05
26,396	1,431,044		20,738	593,892		281,007	10,221,324		316,172	12,345,308	
62,514	14,571,824	55.51	202,665	5,880,650	28.87	2,664,617	103,494,750	38.84	3,037,068	122,156,538	40.22
26,251	1,457,182 6.46 p. ‰		20,266	585,065 2.59 p. ‰		266,462	10,349,475		303,707	12,215,684	

RÉSUMÉ

DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE LA COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE.

N° 111. — *Séance du 21 novembre 1845.*

M. le Ministre de l'intérieur transmet :

1° De la part de M. le Ministre de la justice, et accompagnés d'un projet de rapport au Roi, des tableaux destinés à former l'appendice de la statistique de la justice civile, pendant les quatre années de 1839-40 à 1842-43. — Commissaires : MM. Faider, Putzeys, Quetelet et Heuschling;

2° La réponse de M. le Ministre de la guerre, à la demande de renseignements sur la statistique médicale militaire, demande qui lui a été faite par suite de la résolution prise dans la séance du 1^{er} août dernier. — Renvoi à la même sous-commission que précédemment;

3° Une correspondance de M. le Gouverneur du Hainaut, sur une question relative au numérotage des maisons. — Renvoi à la sous-commission du recensement général;

4° Le travail rectifié de la commission provinciale de Namur, sur la nomenclature et l'orthographe des noms des communes. — Renvoi à la sous-commission du territoire;

5° Le résultat de la discussion ouverte au sein de la commission provinciale du Luxembourg, sur les causes locales de la criminalité. — Renvoi à la sous-commission;

6° De la part de la commission provinciale de statistique du Brabant, un inventaire analytique des documents relatifs à la statistique provinciale ou locale. — Renvoi au commissaire précédemment nommé.

Le Secrétaire communique à l'assemblée le projet de budget du département de l'intérieur concernant l'exercice de 1846, lequel comprend une demande de fonds pour l'exécution, dans le cours de l'année 1846, du recensement général appliqué à la fois à la population, à l'agriculture et à l'industrie.

Par suite de cette communication, MM. Quetelet, Visschers et Ducpetiaux déposent la proposition suivante :

« Nous avons l'honneur de proposer à la Commission de mettre à profit le temps qui s'écoulera avant le recensement général, pour faire quelques essais de recensement, tant sur la population

que sur l'industrie agricole ou manufacturière, dans un petit nombre de communes à déterminer ultérieurement. »

Cette proposition, développée par ses auteurs, est prise en considération et renvoyée à la sous-commission du recensement de la population, chargée de présenter les moyens d'exécution.

M. Quetelet propose ensuite d'adresser à M. le Ministre de l'intérieur un rapport général sur les travaux de la Commission centrale et sur ceux des commissions provinciales jusqu'à la fin de l'année 1845. Cette proposition étant adoptée, le Secrétaire est chargé de rédiger le rapport et de le présenter dans une des séances du mois de janvier prochain.

Les changements suivants sont apportés à la répartition du travail relatif au résumé à faire des exposés de la situation administrative des provinces, répartition arrêtée dans la séance du 7 février dernier.

Titre VI. — *Cultes* : M. Faider, en remplacement de M. Ducpetiaux;

Titre VIII. — *Beaux-arts* : M. Smits, en remplacement de M. Faider, qui reste chargé des sciences et des lettres;

Titre XIV. — *Voies de communication*, sections 3^e et 4^e (routes, rivières et canaux, ports et côtes) : M. Heuschling, en remplacement de M. Visschers.

N^o 112. — Du 12 décembre 1845.

M. le Ministre de l'intérieur envoie des exemplaires de la publication qui vient d'être faite sur le mouvement de l'état civil dans le royaume, pendant l'année 1844.

Il transmet également :

1^o Le travail destiné à la publication, et accompagné du projet de rapport au Roi, concernant le tableau général du commerce de la Belgique avec les pays étrangers pendant l'année 1844. — Ces pièces, vu l'urgence, ont été remises à la sous-commission qui s'est occupée précédemment du commerce extérieur;

2^o Les documents de l'enquête sur la maladie des pommes de terre dans la province d'Anvers. — Renvoi à la sous-commission nommée dans la séance du 12 septembre dernier;

3^o Les documents qui, dans les provinces de Hainaut et de Namur, ont servi à dresser les tableaux relatifs à l'orthographe des noms des communes, documents demandés par suite de la résolution de la Commission, du 25 octobre dernier. — Renvoi à la sous-commission du territoire.

Des procès-verbaux de séances des commissions provinciales sont communiqués pour deux provinces, savoir : Namur (séances du 1^{er} et du 9 octobre 1845) et Limbourg (séance du 20 février de la même année).

M. le colonel Trumper présente le rapport suivant, au nom de la sous-commission à laquelle a été renvoyée, dans la séance précédente, la réponse de M. le Ministre de la guerre à une demande de renseignements concernant la statistique médicale militaire ¹.

¹ La sous-commission était composée de MM. Quetelet, Ducpetiaux, Smits, Perrot, Sauveur, Stevens, Heuschling, Trumper, rapporteur.

« MESSIEURS,

» Vous vous rappelez, sans doute, que la Commission centrale, qui s'occupe de la grande et utile question de la statistique médicale de l'armée, a en sa possession les tableaux du mouvement des hôpitaux militaires à partir du 1^{er} janvier 1844, que le département de la guerre est convenu d'adresser tous les trois mois à celui de l'intérieur.

» Ces tableaux, pour avoir une valeur réelle, doivent nécessairement être mis en rapport non-seulement avec le chiffre de l'armée, mais avec l'âge moyen des hommes présents sous les armes et leur qualité distincte de volontaire, milicien, substituant ou remplaçant.

» Selon les désirs que vous avez exprimés, M. le Ministre de l'intérieur a demandé, en conséquence, au département de la guerre de lui faire connaître :

» 1^o L'âge des militaires présents sous les armes, établi pour l'armée tout entière et non par garnison, comme on l'avait demandé précédemment;

» 2^o La position des militaires traités dans les hôpitaux, envisagés au point de vue de la loi sur le recrutement, c'est-à-dire leur distinction en volontaires, miliciens, substituants ou remplaçants.

» Le département de la guerre était prié de fournir ces renseignements d'une manière régulière à l'avenir, et de les donner même pour les années 1844 et 1845, période pour laquelle, comme je l'ai dit plus haut, la Commission centrale possède les tableaux du mouvement des hôpitaux militaires.

» Par sa lettre du 14 octobre 1845, M. le Ministre de la guerre a répondu qu'il trouvait des difficultés à établir l'âge des militaires de l'armée; que, pour ce qui regarde la position des militaires traités dans les hôpitaux, il offrait de faire indiquer, sur les billets d'entrée à l'hôpital, mais à partir du 1^{er} janvier 1846 seulement, si le malade est volontaire, milicien, substituant ou remplaçant, et de faire reporter ces indications sur les tableaux statistiques qu'il transmet tous les trois mois au département de l'intérieur.

» Si la décision de M. le Ministre de la guerre était irrévocable, la Commission centrale devrait renoncer à faire la statistique médicale de l'armée. Les tableaux du mouvement des hôpitaux militaires, qu'elle possède pour les années 1844 et 1845, ne lui seraient d'aucune utilité.

» La sous-commission, dont j'ai l'honneur d'exprimer l'opinion unanime, a été amenée à penser que les difficultés opposées par le département de la guerre, n'étaient qu'apparentes, et qu'elles provenaient principalement de ce que la demande de renseignements, faite par la Commission centrale, avait été formulée d'une manière trop sommaire et sans indication de moyens d'exécution.

» Partant de cette idée, la sous-commission est arrivée à établir un modèle de tableau indiquant, par régiment, l'âge des militaires présents sous les armes au 1^{er} de chaque mois, et dans lequel ceux-ci sont répartis en six catégories distinctes : volontaires ordinaires, volontaires en vertu de l'article 168 de la loi sur la milice, volontaires dans le sens de l'article 171 de la même loi, miliciens, substituants et remplaçants.

» Une expérience, qu'il lui a été possible de faire, lui a donné la conviction qu'un travail de cette nature ne donnerait pas aux corps de l'armée une besogne bien considérable, puisqu'il n'a fallu, en moyenne, que vingt-cinq minutes de temps pour remplir le tableau d'une compagnie. Celui-ci étant rempli, il n'y a plus que quelques additions à faire pour obtenir le tableau du bataillon ou du régiment.

» Ce travail, appliqué aux années écoulées de 1844 et 1845, demande, à la vérité, la confection de vingt-quatre tableaux par régiment, mais la même expérience a démontré qu'il ne faudrait que deux jours de travail à une seule personne pour remplir les tableaux d'une compagnie. Il ne se présente donc, de ce côté, aucune difficulté insurmontable.

» La crainte d'imposer aux corps un travail trop considérable étant désormais écartée, il y a lieu de croire que M. le Ministre de la guerre, en présence de l'immense intérêt qui s'attache, surtout pour son département, à une statistique médicale bien faite, consentira à faire remplir par les régiments de l'armée, le petit tableau dont votre sous-commission soumet le modèle à votre approbation éclairée.

» Ce tableau serait rempli le 1^{er} de chaque mois par les divers corps de l'armée, à partir du 1^{er} février 1846. Des imprimés en nombre suffisant seraient mis à la disposition du département de la guerre, pour être répartis dans les régiments. Afin d'épargner une besogne fastidieuse à ce département, M. le Ministre de la guerre serait prié de transmettre les tableaux originaux dressés par MM. les chefs de corps. Le dépouillement en serait fait par la Commission centrale de statistique.

» Les mouvements fréquents qui ont lieu dans le personnel de l'armée, par suite du système militaire adopté en Belgique, ainsi que le chiffre variable de l'effectif présent sous les drapeaux à diverses époques de l'année, exigent que ce tableau soit fourni tous les mois. La moyenne des nombres qu'ils renfermeront, donnera les éléments avec lesquels le mouvement des hôpitaux pourra être mis en rapport.

» Les tableaux du mouvement des hôpitaux, pendant les années 1844 et 1845, ne renferment pas les indications réclamées, qui intéressent la position des militaires malades; mais elles pourraient être obtenues si M. le Ministre de la guerre consentait à envoyer successivement les tableaux dont il s'agit aux divers régiments de l'armée. Au moyen des registres matricules qui sont en leur possession, ils pourront indiquer pour chacun des militaires envoyés à l'hôpital, s'il est volontaire, milicien, etc. Cette opération ne demande qu'un peu de bonne volonté pour être menée à bonne fin. On accorderait, du reste, tout le temps nécessaire pour l'exécuter.

» Si ces propositions adoptées par vous, Messieurs, et par M. le Ministre de l'intérieur, étaient ensuite accueillies favorablement par M. le Ministre de la guerre, il y aurait lieu, mais dans ce cas seulement, d'accepter l'offre qu'il a faite au département de l'intérieur de compléter les billets d'entrée à l'hôpital par l'indication si le malade qui en est porteur, est volontaire ordinaire, volontaire en vertu des articles 168 ou 171 de la loi sur la milice, milicien, substituant ou remplaçant.

» Mais si, contre toute attente, elles étaient repoussées, la Commission centrale devrait nécessairement abandonner la statistique médicale de l'armée dont elle avait l'intention de s'occuper; et, faute de pouvoir être mis en œuvre, il serait inutile que le département de la guerre transmitt à l'avenir les tableaux du mouvement des hôpitaux militaires. »

RÉGIMENT D

Récapitulation catégorique des sous-officiers et soldats appartenant à l'effectif en solde (hommes présents sous les armes, détenus et aux hôpitaux), au 1^{er} 184 .

	A G E.												TOTAL GÉNÉRAL.	Observations.
Volontaires ordinaires														
Idem (art. 168)														
Idem (art. 171)														
Miliciens														
Substituants														
Remplaçants														
Totaux														

Ce rapport, mis en discussion, est adopté; copie en sera transmise à M. le Ministre de l'intérieur.

M. Perrot, organe de la sous-commission, qui a eu à examiner les pièces communiquées, dans la séance de ce jour, relativement au tableau général du commerce de la Belgique avec les pays étrangers, pendant l'année 1844, présente un rapport ainsi conçu ¹ :

« MESSIEURS,

» M. le Ministre de l'intérieur a renvoyé à votre examen les feuilles du tableau du commerce de la Belgique avec les pays étrangers, pendant l'année 1844, avec la notice analytique qui le précède et un projet de rapport au Roi, pièces qui lui avaient été transmises par M. le Ministre des finances.

» L'impression de ce document important avait été retardée par le prédécesseur de M. le Ministre des finances, dans l'espoir de rectifier dès à présent les principales évaluations officielles établies en 1833 et encore en usage; cette espérance n'ayant pu se réaliser, M. le Ministre des finances actuel s'est empressé de faire reprendre le travail, mais à cause de ce retard, il demande dans sa lettre d'envoi, que les pièces lui soient retournées le plus promptement possible.

» Pour répondre à ce désir, la sous-commission qui, les années précédentes, a été chargée de l'examen de ces mêmes tableaux, s'est occupée de l'examen de ceux-ci dès le jour même de leur réception.

» Sa tâche a du reste été facile, car les feuilles du tableau de 1844 diffèrent fort peu de celles de l'année antérieure. La seule modification que nous ayons à vous signaler, est une amélioration dont nous avons eu déjà à vous entretenir l'année dernière. Il s'agit de la réunion en un seul état, par puissance, des comptes de marchandises qui se trouvaient reproduits dans deux parties de la publication.

» Cette modification a pour effet de simplifier les tableaux et même d'en augmenter l'intérêt, parce qu'on a pu mettre en regard du mouvement général des marchandises pendant l'année, objet de la publication, le mouvement de l'année antérieure.

» Lors de la première proposition qui vous fut faite pour l'adoption de ce changement dans les tableaux, votre sous-commission avait pensé que le nouveau régime de droits différentiels que la législature venait d'adopter, exigerait que de nombreuses modifications fussent apportées dans les tableaux du commerce, et par ce motif, nous avions proposé l'ajournement de celle qui nous était soumise. Mais, jusqu'à présent, il parait possible d'indiquer, au moyen de simples notes dans les colonnes relatives à l'application des droits, les effets du régime différentiel, de sorte que la modification projetée a pu être introduite.

» Toutefois, Messieurs, votre sous-commission a pensé qu'avant l'application des nouvelles valeurs officielles que le département des finances cherche maintenant à établir, il conviendrait de soumettre à une révision générale des différentes parties du tableau du commerce.

» Cette opinion a été partagée par celui de nos honorables collègues qui est plus particulièrement chargé de la confection et de la direction de ce travail.

» En résumé, nous avons l'honneur de vous proposer d'approuver en entier les tableaux de la publication du mouvement de 1844. »

¹ Composition de la sous-commission : MM. Partoes, Bertaut, Detournay, Heuschling, Perrot, rapporteur.

Conformément aux conclusions du rapport, l'assemblée approuve les tableaux, ainsi que le projet de rapport au Roi qui les accompagne.

M. Heuschling présente, au nom de la sous-commission, un rapport sur la proposition faite, par trois membres, dans la séance précédente, de mettre à profit le temps qui s'écoulera avant le recensement général, pour faire quelques essais de recensement, tant sur la population que sur l'industrie agricole ou manufacturière, dans un petit nombre de communes. Les principales conclusions du rapport sont les suivantes :

1° Un premier essai du recensement général, appliqué aux trois objets à la fois (population, agriculture, industrie), aurait lieu exactement d'après toutes les prescriptions contenues dans les projets d'actes officiels qui ont été arrêtés dans la séance du 21 juin dernier.

2° Comme il importe que la Commission centrale puisse elle-même, avant tout, bien se rendre compte du mécanisme du travail, comme aussi prévoir les difficultés qui pourraient survenir dans le cours de l'opération et trouver les moyens de les résoudre, l'essai se ferait sous la surveillance et la direction de la Commission centrale, représentée auprès de l'autorité communale par des délégués réunis en sous-commission.

3° On ferait choix, pour ce premier essai, d'une commune des environs de Bruxelles, commune qui serait autant que possible agricole et industrielle.

4° Cette commune serait celle de Molenbeek-S^t-Jean (10 à 11 mille habitants). La commune n'aurait point de frais à supporter de ce chef, ces frais pouvant être imputés sur l'allocation spéciale portée au budget du département de l'intérieur pour le recensement général.

Les conclusions qui précèdent sont successivement mises en discussion et adoptées. En conséquence, ces propositions seront soumises à M. le Ministre de l'intérieur.

M. Visschers donne lecture du rapport suivant de la sous-commission ¹, à laquelle a été renvoyée, dans la séance précédente, la correspondance de M. le Gouverneur du Hainaut, sur une difficulté relative au numérotage des maisons, difficulté soulevée dans la commune de Cambron-Casteau.

« MESSIEURS,

» Par lettres du 18 septembre et du 17 novembre 1845, M. le Gouverneur de la province de Hainaut consulte M. le Ministre de l'intérieur sur la question suivante, que ce haut fonctionnaire a renvoyée à votre examen, par apostille du 20 novembre.

» L'on a demandé si plusieurs maisons distinctes, construites dans un enclos appartenant à un même propriétaire, devaient porter un numéro séparé, ou bien si la porte seule de cet enclos devait être numérotée. »

» M. le Gouverneur, dans sa dépêche du 18 septembre, dit qu'il lui semble : « que, dans l'intérêt de l'ordre, de la police et de la perception des impôts, il convient de numérotter chaque habitation séparée; ce qui sera aussi dans l'intérêt du propriétaire, puisque les foyers devant être imposés séparément (et non cumulativement), il ne devra pas payer les contributions personnelles pour tous les locataires, comme occupant une partie des bâtiments. »

» M^{me} la comtesse D... de B..., dont l'opposition a soulevé cet incident (9 novembre 1845),

¹ MM. Quetelet, Ducpetiaux, Smits, Ferrot, Sauveur, Stevens, Heuschling, Visschers, rapporteur.

fonde sur les *droits et privilèges attachés à la propriété*, son refus de laisser numéroté séparément chacune des maisons qu'elle a fait construire dans son parc de Cambron. Elle prie le Gouverneur d'observer « que l'ancienne abbaye, aujourd'hui plus connue sous le nom de château » ou parc de Cambron, est clôturée de tous les côtés; qu'elle ne renferme aucune enclave qui ne » soit pas sa propriété, et que l'on n'y communique avec l'extérieur que par deux portes, à la » garde de chacune desquelles se trouve un portier préposé par elle à cette fin exclusivement. » Dans cet état de choses, elle se trouve chez elle dans son domaine, et personne n'a le droit » d'y entrer que de son consentement. Mais que j'accède, dit M^{me} la comtesse D.... de B..., à la » prétention de l'administration de Cambron, qui pourrait me garantir que, dès ce moment, » il ne deviendra libre au premier venu de circuler, même malgré moi, par toute ma pro- » priété, sous le prétexte de l'accomplissement d'une mission administrative, ou de police, ou » autre, relativement à l'habitation de l'enclos marqué de tel ou tel numéro? »

» Avant d'aller plus loin, faisons remarquer que la réclamante attache une trop grande importance au numérotage des habitations construites dans son parc. Elle ne soutient pas que ces constructions dépendent d'une seule exploitation rurale; elle admet que ce sont des habitations distinctes. Elle ne prétend sans doute pas, en s'entourant d'une nouvelle barrière féodale, arrêter, à la porte de son enclos, l'action des lois et règlements de police, des contributions, même l'action des lois civiles. Nous n'avons pas pour mission de faire ressortir ce que sa théorie nous semble avoir de trop absolu; mais ses *droits et privilèges de propriétaire* seraient bien mal sauvegardés s'ils ne dépendaient que de la peinture à l'huile de quelques numéros.

» Précisons le débat. Il ne s'agit point ici de déclarer applicables à l'intérieur du parc de Cambron les lois et règlements relatifs à la voirie. Nous reconnaissons que l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} février 1844, sur la police de la voirie, serait ici inapplicable. Cet article considère comme faisant partie de la voirie urbaine « les rues, ruelles, passages et impasses établis à travers les propriétés » particulières, et aboutissant à la voie publique, dans les villes ou dans les portions agglomérées » de communes rurales de deux mille habitants et au-dessus. » Lors même que la commune de Cambron compterait cette population, il ne s'agirait pas de l'application des lois sur la voirie. Cependant on a soulevé la question de savoir si la loi du 1^{er} février 1844 ne devait pas s'appliquer aux constructions que l'on nomme *bataillons carrés*, dans quelques villes (observation de M. Malou, à la séance de la Chambre des Représentants, du 27 novembre 1843). M. le Ministre de l'intérieur a répondu que s'il était constaté que l'on avait construit ces maisons par spéculation, dans le but de les louer à la classe ouvrière, et qu'on y eût mis une porte se fermant le soir, uniquement pour se soustraire à l'action de la police, il n'était pas douteux que ce passage ne dût être considéré comme une impasse tombant sous l'application de la loi. (Même séance.)

» Le but de la loi du 1^{er} février 1844 était uniquement de donner aux conseils communaux des pouvoirs suffisants pour surveiller l'ouverture de nouvelles communications, les alignements, les constructions nouvelles ou les réparations, dans les villes ou dans les communes rurales populeuses. La question que nous examinons a une autre portée. Elle ne concerne pas la voirie proprement dite; elle rentre dans les questions d'intérêt général et local.

» Le numérotage des maisons est, en première ligne, une mesure d'ordre et de police. Mais elle intéresse en même temps les administrations financières pour la perception des impôts, l'administration de la guerre pour les logements militaires, le service de la poste aux lettres, le régime hypothécaire, la police judiciaire ou répressive. Elle est donc d'intérêt général, et sous ce rapport elle est du domaine du pouvoir exécutif central. Mais elle est en même temps d'intérêt local,

comme mesure d'ordre qui facilite l'administration intérieure. Sous ce dernier rapport, elle est aussi du domaine des conseils communaux.

» ART. 75 de la loi communale : « Le conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal... »

» ART. 78. Le conseil fait les règlements communaux d'administration intérieure et les ordonnances de police communale. »

» Supposons qu'il n'y eût pas de désignation suffisamment distincte pour les habitations d'une commune : les impositions seraient frappées en masse, sauf répartition des conseils communaux ; il en serait de même des logements militaires. M^{me} la comtesse D.... de B... y a-t-elle bien pris garde ? Il suivrait de ses prétentions qu'étant seule propriétaire dans le parc de Cambron, toutes les impositions devraient être mises en son nom, sauf la répartition qu'elle aurait à opérer ; mais elle seule serait responsable. On en agirait de même pour les logements militaires, voire même pour les lettres à domicile et ainsi de suite. Mais les lois d'impôts, les règlements sur les logements militaires atteignent directement les chefs de famille ou de ménage, ayant une habitation distincte. Tout intermédiaire doit être écarté.

» Si nous consultons la législation française, nous trouvons un décret impérial du 15 pluviôse an XIII, réglant le numérotage des maisons à Paris. Une ordonnance du 23 avril 1823 a rendu les dispositions des art. 9 et 11 de ce décret applicables à toutes les communes du royaume, où le numérotage serait jugé nécessaire. Ces dispositions, étrangères à la Belgique, n'offrent aucun moyen de résoudre la présente question. Mais comme le texte en est peu connu, nous croyons toutefois devoir l'annexer à ce rapport.

» En l'absence d'un règlement soit local, soit général, l'on ne peut contraindre M^{me} la comtesse D.... de B... à la mesure contre laquelle elle s'élève. Faut-il inviter l'administration communale de Cambron à porter ce règlement ? Il convient de prévoir le cas où des influences extérieures feraient rejeter cette proposition. De semblables difficultés peuvent se présenter ailleurs ; sous ce rapport, un règlement général, émané du Roi, paraîtrait préférable. On le fonderait sur les mesures législatives existantes relativement au recensement de la population, ou sur des considérations d'ordre public.

» En aucun cas, le sens de la solution ne peut être douteux. »

Le rapport est mis en discussion ; l'assemblée arrête, ainsi qu'il suit, l'avis à transmettre à M. le Ministre :

1^o Il y a en Belgique absence de législation générale, en matière de numérotage des maisons : la Commission centrale ignore s'il existe à cet égard des dispositions locales.

2^o Dans cet état de choses, et en présence de l'importance qu'a le numérotage des maisons, puisque c'est une mesure d'ordre qui intéresse en même temps l'État et chaque commune en particulier, il serait désirable que le pouvoir exécutif l'ordonnât et en fixât les bases par voie de règlement général.

3^o Pour ce qui concerne le cas spécial à la commune de Cambron-Casteau, si, comme il parait, il n'existe pas dans cette commune de règlement local sur le numérotage des maisons, l'administration communale pourrait être invitée à en faire un, qui appliquât le numérotage à toute habitation distincte.

N^o 113. — Du 26 décembre 1845.

M. le Ministre de l'intérieur fait connaître qu'il approuve la proposition de la Commission cen-

TOME III.

trale, de faire un *essai* du recensement général dans la commune de Molenbeek-St-Jean; il a prié M. le Gouverneur du Brabant de donner, à cet effet, l'autorisation nécessaire au bourgmestre de cette commune.

M. le Ministre transmet ensuite :

1° Les tableaux complétés et rectifiés de la nomenclature des communes des arrondissements de Liège et de Huy. — Renvoi à la sous-commission du territoire;

2° Les documents sur la maladie des pommes de terre dans les deux Flandres. — Renvoi à la sous-commission précédemment nommée;

3° Une correspondance relative à la présentation de candidats pour remplir quelques places vacantes dans la commission de statistique de la province de Luxembourg.

L'ordre du jour appelle le rapport de la sous-commission ¹, à laquelle ont été renvoyés, dans la séance du 21 novembre dernier, les tableaux destinés à former l'appendice de la statistique de la justice civile, pendant les quatre années de 1839-40 à 1842-43. Ce rapport, présenté par M. Faider, est ainsi conçu :

« MESSIEURS,

» Vous m'avez confié l'examen de l'*Appendice* du compte de l'administration de la justice civile pendant les années judiciaires 1839 à 1843. Cet appendice traite des objets suivants :

» N° 1. L'état du personnel des tribunaux, tel qu'il est fixé par les lois et arrêtés actuellement en vigueur en Belgique ;

» N° 2. L'indication comparée des traitements de l'ordre judiciaire sous les quatre législations qui se sont succédé, dans notre pays, depuis 1806, y compris la dernière fixation faite par la loi du 20 mars 1843;

» N° 3. Le taux moyen des émoluments des juges de paix et greffiers, tel qu'il vient d'être fixé par arrêté royal ;

» Nos 4 à 16. Les mutations opérées dans le personnel de la magistrature et du notariat pendant les années 1832 à 1843 comprise, plus deux tableaux de récapitulation ;

» N° 17 à 21. L'indication durant les douze années 1832 à 1843, par périodes de quatre années et pour les justices de paix et tribunaux de première instance, de la qualité qu'avaient les magistrats avant leur nomination, plus un tableau d'ensemble pour les douze années ;

» Nos 22 et 23. Les mêmes indications, et d'après les mêmes divisions, pour les Cours d'appel et de cassation ;

» N° 24 à 32. Le nombre et la durée des audiences des tribunaux de première instance et des Cours d'appel, jugeant en matières civile, correctionnelle et criminelle, pendant les années 1838 à 1843 ;

» N° 33. Le tableau général des naturalisations accordées depuis 1830, tant par le Gouvernement provisoire que par les Chambres, avant et après la loi du 27 septembre 1835;

» N° 34. Le tableau des autorisations d'établir domicile en Belgique, depuis 1831 jusqu'à 1843 inclus;

» N° 35. Les dispenses d'âge pour contracter mariage, depuis 1831 ;

» Nos 36 et 37. Les dispenses de parenté pour le même objet et durant la même période ;

» Nos 38 à 40. Le tableau des sursis.

¹ Elle était composée de MM. Quetelet, Putzeys, Heuschling, et Faider, rapporteur.

» Tous ces tableaux vous sont communiqués par dépêche de M. le Ministre de la justice, en date du 12 novembre, avec un projet de rapport au Roi. M. le Ministre fait remarquer dans cette dépêche que la partie relative aux faillites n'étant pas terminée, il en fera l'objet d'une communication ultérieure.

» Le projet de rapport au Roi, que j'ai lu avec attention, m'a paru résumer d'une manière complète et convenable les 40 tableaux dont je viens de donner l'indication. Ce que ces rapports doivent avoir surtout en vue, c'est de fournir au lecteur une idée exacte du mouvement des choses pendant une période donnée, et cela sans entrer dans des détails trop longs ou trop minutieux qui équivaldraient en définitive à une répétition pure et simple des tableaux que l'on résume. J'y ai remarqué des indications historiques qui ont pour résultat de rappeler, à partir de l'organisation française, divers faits relatifs à l'organisation externe et au personnel des tribunaux. Parmi les tableaux consignés dans le rapport, comme rassemblant par groupes les chiffres les plus intéressants, je crois devoir signaler à votre attention les suivants :

» 1^o Celui qui offre la proportion du traitement des membres des cours et tribunaux, en prenant comme traitement régulateur celui des conseillers et des juges;

» 2^o Celui qui résume distinctement le total des 555 nominations faites dans le notariat pendant les années 1832 à 1843;

» 3^o Celui qui indique, par années moyennes, dans les cours et tribunaux : *A*, le nombre des audiences; *B*, leur durée, et la part moyenne prise par chaque magistrat aux travaux du corps;

» 4^o Enfin, celui qui donne l'ensemble, de 1831 à 1843, des dispenses de diverses espèces accordées pour faciliter des mariages.

» Vous remarquerez, Messieurs, que l'appendice, surtout en y ajoutant les tableaux relatifs aux faillites que nous examinerons plus tard, offre des augmentations et des améliorations remarquables, comparativement à ce qui s'est fait jusqu'aujourd'hui. De plus, les documents mis en usage pour de certaines parties, remontent jusqu'à l'origine du Gouvernement qui nous régit : il faut applaudir à cette tendance de faire porter sur les exercices antérieurs, les recherches relatives à des objets que l'on n'avait pas traités jusqu'ici. On arrivera ainsi à posséder un ensemble de documents à partir de 1830, ce qui nous manque aujourd'hui.

» M'étant engagé, dans mon rapport verbal du 16 mai dernier, à présenter diverses réflexions et propositions, lorsque j'aurais à examiner la nouvelle publication officielle en vertu du n^o 7 de l'art. 1^{er} de l'arrêté royal du 20 octobre 1841, je crois devoir me borner aux indications qui précèdent, et qui signalent les améliorations déjà introduites dans les tableaux, ainsi que les points les plus intéressants du rapport qui les résume : notre examen a moins pour objet d'indiquer, me semble-t-il, les changements à apporter à des tableaux dressés, que de vérifier, aux termes du n^o 5 de l'article 1^{er} de l'arrêté cité plus haut, si ces tableaux en eux-mêmes sont clairement et convenablement dressés, et si le rapport qui les précède n'offre pas de lacunes considérables ou des minuties sans intérêt : sur ces divers points, il m'a paru que la Commission centrale pouvait donner un avis favorable, persuadé que les personnes qui s'intéressent à tout ce qui se rattache à l'exercice du pouvoir judiciaire, pourront puiser dans le nouveau compte de l'administration de la justice des notions essentielles, que l'on néglige trop souvent lorsqu'on parle de la justice et des corps qui en ont reçu le précieux dépôt.

» Certes, il y a bien des choses utiles à connaître encore et que l'on n'a point indiquées jusqu'ici; j'espère pouvoir, dans peu de temps, en fournir une nomenclature qui, sans doute, ne sera pas complète, mais qui, se rattachant au plan général des travaux statistiques que vous aurez bientôt arrêté, permettra d'accomplir chaque année des progrès qui ne s'arrêteront pas. »

Ces pièces sont approuvées, ainsi que le projet de rapport au Roi qui les accompagne. Il en sera donné connaissance à M. le Ministre de l'intérieur.

N° 114. — Du 7 janvier 1846.

M. le Ministre de l'intérieur transmet :

1° Le travail de la commission provinciale du Luxembourg sur la question des mort-nés. — Renvoi à la sous-commission de population;

2° Les pièces qui, dans la Flandre orientale, ont servi à établir l'orthographe des noms des communes. — Renvoi à la sous-commission du territoire.

M. Visschers donne lecture du rapport de la sous-commission ¹, à laquelle ont été renvoyés, dans la séance du 11 juillet dernier, les nouveaux modèles de tableaux proposés pour la statistique des mines, usines minéralurgiques et machines à vapeur.

« MESSIEURS,

» Par lettre du 27 juin 1845, M. le Ministre des travaux publics a adressé à M. le Ministre de l'intérieur une série de tableaux et une dépêche de M. l'inspecteur général des mines, relatifs à la formation, pour l'avenir, d'une nouvelle statistique des mines, établissements minéralurgiques et machines à vapeur. Ces documents ont été renvoyés à notre examen par apostille de M. le Ministre de l'intérieur, du 30 juin 1845.

» La première publication officielle, faite en Belgique sur l'industrie minérale et sur l'industrie métallurgique, ne date que du 1^{er} juin 1842. Avant cette époque, la commission générale de statistique créée par arrêté du roi des Pays-Bas, du 3 juillet 1826, n° 52, avait bien publié quelques renseignements sur l'exploitation du combustible minéral dans l'arrondissement de Mons et dans la province de Namur; mais ces renseignements, dépourvus de généralité pour tout le royaume, étaient fort incomplets. Bien plus imparfaits étaient encore les documents que l'on trouve sur l'industrie minérale et sur l'industrie métallurgique des Départements-réunis, dans une statistique de la France, publiée en l'an XII, par une société de gens de lettres ². La publication de 1842, contenant le tableau de l'industrie minérale et de l'industrie métallurgique dans le royaume, pour l'année 1838, avec des documents analogues pour les deux années qui ont précédé, renferme sans doute des renseignements précieux; mais l'on peut y remarquer plus d'une lacune.

» Le département des travaux publics prépare, en ce moment, une publication qui comprendra les six années 1839 à 1844. L'on aura ainsi, avec les trois années dont on connaît déjà les résultats, une série non interrompue de documents depuis 1836. C'est peu sans doute; il est étonnant que, pour une industrie qui ne peut s'exercer qu'au moyen de concessions ou de permissions, l'on ne puisse avoir des documents certains pour le passé, au moins depuis la création du royaume des Pays-Bas ou la réorganisation du corps des ingénieurs des mines en 1823. La publication, dont tous les matériaux sont préparés, ne tardera pas à paraître; mais à dater de l'année 1845, l'on pourra obtenir des renseignements plus étendus.

¹ Composée de MM. Perrot, Sauveur, Quetelet, Heuschling, Visschers, rapporteur.

² *Statistique générale et particulière de la France et de ses colonies*, par une société de gens de lettres et de savants. Paris, an XII.

» Vos commissaires, Messieurs, ont comparé les tableaux dressés par ordre de M. le Ministre des travaux publics, non-seulement avec la publication de 1842, mais encore avec les documents du même genre publiés par les Gouvernements prussien et français. La publication belge sera bien plus complète que les tableaux très-abrégés, publiés par le Gouvernement prussien. Les *Comptes rendus des travaux des ingénieurs des mines* de France paraissent, au contraire, bien plus détaillés que la publication projetée. Mais nous avons préféré, pour divers motifs, les cadres des nouveaux tableaux.

» Il est téméraire quelquefois, Messieurs, de vouloir entrer dans des détails trop minutieux; d'autres fois ces détails sont inutiles. L'on peut ne pas trouver d'intérêt à connaître exactement le nombre de feux et d'ateliers que renferme chaque usine, avec le nombre de ses appareils accessoires, et servant au lavage, au grillage, etc. Les tableaux français entrent dans des détails sur la perte au lavage, au grillage, à la fonte, à la fabrication du fer; sur les augmentations de valeur produite par chaque opération; sur la quantité de matière première employée, sur la quantité de combustible, sur le total du rendement. Mais en même temps pour chaque opération, ils distinguent minutieusement entre les méthodes ou les procédés; ils distinguent les ateliers de débouillage des lavoirs à bras; ces derniers des lavoirs à cheval, puis des lavoirs à machine. Ils indiquent chaque fois si ces appareils sont actifs ou inactifs. Pour la fabrication du gros fer, les tableaux français ont dû introduire des distinctions nombreuses, fondées sur les différentes méthodes de traiter le fer suivies en France, telles que les méthodes *catalane, corse, comtoise, wallonne, nivernaise, comtoise modifiée, champenoise, anglaise*.

» En Belgique, les procédés suivis peuvent être décrits avec plus de simplicité. L'on n'a pas cru devoir empiéter sur le domaine de l'industrie privée. L'on peut se fier à elle sur les économies à apporter sans cesse dans les procédés d'exploitation, de fonderie ou de fabrication. Elle verrait, avec anxiété, les ingénieurs des mines vouloir scruter avec trop de minutie ces secrets qui corrigent les inconvénients résultant de la concurrence. L'ingénieur des mines a un mandat précieux : il doit veiller sur la conservation des propriétés de la surface, sur l'établissement des travaux, sur la sûreté des ouvriers mineurs, enfin sur la conservation de la mine; ses attributions sont moins étendues quant à ce qui concerne les usines minéralurgiques. Mais si l'ingénieur des mines est le conseiller en même temps que le surveillant de l'exploitant ou de l'usinier, l'État n'a aucun intérêt à connaître les résultats exacts de tel ou tel procédé, de tel ou tel genre de fabrication. Cela regarde l'industrie, c'est-à-dire les particuliers. Les livres et surtout les comptes rendus n'apprennent rien à cet égard; mais l'État doit exiger qu'on lui rende compte de toutes les forces actives et industrielles que renferme le pays, avec les résultats de la production, c'est-à-dire les ressources qu'elles créent pour la consommation des habitants et pour le commerce extérieur. Il y a ensuite certains autres faits qu'il est essentiel de noter comme appartenant à l'économie politique, et non-seulement à l'économie privée; tels sont les salaires. Ces derniers ne peuvent être indiqués que par approximation : à moins d'entrer dans des détails minutieux et tracassiers, l'on ne peut savoir exactement, en fait, quel a été le salaire des différents ouvriers d'un établissement. Il faudrait connaître le nombre d'heures de travail, le nombre des journées d'entretien, etc. Il suffit, avons-nous pensé, qu'annuellement les ingénieurs procèdent pour chaque établissement, et ensuite pour le district, par des approximations qui, à distance, paraîtront assez rigoureuses. Nous pouvons ajouter que les renseignements donnés par les ingénieurs, pour les années précédentes, nous ont paru posséder ce caractère d'exactitude.

» Sans vouloir entrer dans un examen détaillé et où l'on ne pourrait nous suivre qu'en prenant

connaissance des tableaux eux-mêmes, nous allons vous décrire, Messieurs, les bases de la publication projetée. D'abord, l'administration a jugé utile, une première fois, de publier des documents nominatifs et détaillés, c'est-à-dire des renseignements sur chaque mine ou chaque usine, etc. Dorénavant, si ce n'est peut-être à des époques distantes l'une de l'autre, cette reproduction sera inutile. On se bornera donc à des tableaux synoptiques, par districts et par divisions des mines. Vous aurez à examiner plus tard ces tableaux, lorsqu'ils vous seront communiqués, conformément au n° 5 de l'art. 1^{er} de l'arrêté royal du 20 octobre 1841, qui fixe les attributions de la Commission centrale de statistique.

» La publication contient cinq grandes divisions :

- » I. *Mines de houille* ;
- » II. *Mines métalliques* ;
- » III. *Établissements minéralurgiques* ;
- » IV. *Machines à vapeur* ;
- » V. *Accidents*.

» Les tableaux qui vous sont soumis ne sont pas ceux que l'administration destine plus tard à la publication. Ce sont des tableaux préparatoires. Chaque partie, outre des subdivisions nécessaires, comprend donc presque chaque fois un tableau de détail et un tableau de récapitulation.

» Une première amélioration, dans les tableaux des *Mines de houille*, est la description exacte, pour chaque mine, du combustible qui en est extrait. En France, les comptes rendus des ingénieurs ont distingué six espèces de houille, en y comprenant l'anthracite et le lignite. En Belgique, l'anthracite peut être confondu avec les houilles très-maigres. On n'y exploite point de lignite. La division proposée s'applique aux charbons de terre belges ; elle a été débattue dans des réunions d'ingénieurs. Voici l'énumération projetée, avec la description succincte des éléments qui distinguent chaque qualité.

» 1^o *Houille maigre brillant presque sans flamme* :

» Sentend de toute houille qui ne donne point de coke, c'est-à-dire dont les éléments fixes ne
» s'agglutinent pas sensiblement par la calcination brusque en vase clos, ou par la carbonisa-
» tion en grand ; qui donne, abstraction faite des cendres, au moins 85 p. % de résidu fixe par la
» calcination en vase clos. Cette espèce trouve plus spécialement son emploi dans la cuisson des
» briques et de la chaux.

» 2^o *Houille sèche à courte flamme* :

» A coke frité ou légèrement boursoufflé, donnant au moins 75 p. % de coke par la calcina-
» tion en vase clos ; se ramollissant peu dans un foyer à grille ; donnant lieu à un grand brasier
» de coke en ignition ; peu propre aux feux de maréchaux, trouvant plus spécialement son emploi
» pour le chauffage domestique.

» 3^o *Houille maigre à longue flamme* :

» A coke toujours frité, rendant généralement moins de 60 p. % de coke en vase clos ; donnant

- » sur la grille un faible brasier de coke en ignition; d'un mauvais usage pour les feux de maré-
- » chaux; trouvant indistinctement son emploi pour la grille, les foyers domestiques ouverts et
- » pour la fabrication du gaz éclairant.

» 4° *Houille grasse à longue flamme:*

- » A coke toujours un peu boursoufflé, donnant généralement 65 à 70 p. % de coke en vase
- » clos; se ramollissant sur la grille, mais sans obstruer; développant une flamme vive et laissant
- » un médiocre brasier de coke en ignition; propre aux feux de maréchaux; trouvant sa principale
- » consommation dans les feux de grille, et accessoirement dans le chauffage domestique à feu ouvert.

» 5° *Houille grasse maréchale:*

- » A coke boursoufflé, rendant moyennement 70 à 75 p. % de coke en vase clos; se ramollis-
- » sant beaucoup et formant voûte dans les foyers à grille; trouvant plus spécialement son emploi
- » dans la fabrication du coke, dans la production du gaz éclairant et dans le travail des forges.

» Une seconde amélioration, ce sont les renseignements exacts que l'on recueillera sur les ouvriers employés, dans chaque mine, à l'intérieur ou à la surface, en distinguant chaque fois les sexes et les âges, c'est-à-dire les adultes de seize ans ou au-dessus, des jeunes ouvriers. Le salaire moyen de chacune de ces catégories sera indiqué.

» Pour chaque mine, on mentionnera le montant total des dépenses, pendant l'année écoulée, en main-d'œuvre et en autres frais. Une colonne à part indiquera les dépenses consacrées à des travaux préparatoires.

» De ces renseignements, les uns pourront être totalisés pour les tableaux de récapitulation; les autres devront être appréciés en moyenne; d'autres, enfin, ne seront point destinés à la publication, et profiteront exclusivement à l'ingénieur et à l'administration.

» Des renseignements analogues seront recueillis sur les *Mines métalliques*. L'on y a préparé des tableaux à part pour les minières de fer qui, non concessibles sous le régime actuel, sont exploitées en vertu de simples déclarations.

» Les tableaux les plus défectueux de la publication de 1842 étaient ceux qui se rapportaient aux *Usines minéralurgiques*. Si les tableaux des *mines de houille* et des *mines de fer* ont été tracés avec d'amples développements, il était nécessaire aussi d'entrer dans des développements pour cette autre branche importante de la richesse du pays, les *usines sidérurgiques*.

» On y a distingué :

- » 1° Les établissements où l'on fabrique la fonte (les hauts-fourneaux);
- » 2° Les établissements où l'on élabore la fonte (les fonderies);
- » 3° Les fabriques de fer proprement dites;
- » 4° Les usines à ouvrir le fer.

» Chaque tableau renferme les détails qui lui appartiennent et qui sont propres à l'industrie du pays. L'on a dû renoncer ici à obtenir des renseignements détaillés sur les ouvriers, les salaires. La quantité, la qualité et la valeur des produits seront chaque fois décrits avec exactitude.

» Des tableaux spéciaux suivront sur les usines à ouvrir le cuivre et le laiton, sur la fabrication du zinc (les fonderies) et sur les usines à ouvrir le zinc; enfin sur les verreries et cristalleries, et sur les manufactures de glaces.

» Aucun changement n'est proposé aux tableaux qui concernent les *Machines à vapeur*.

» Il en est de même pour les tableaux qui concernent les *Accidents* arrivés dans les mines et minières. Seulement les ingénieurs se borneront à envoyer annuellement des tableaux de récapitulation.

» Il nous reste, Messieurs, à vous faire connaître un petit nombre d'observations que nous avons cru devoir présenter sur cette collection de tableaux.

» MINES DE BOUILLE. — Le tableau de récapitulation ne mentionne pas le nombre des mines concédées et de celles qui ne sont encore exploitées qu'en vertu de permissions anciennes. Cette lacune peut être comblée dans le rapport qui accompagnera chaque publication.

» Le nombre des ouvriers, le montant des salaires ne pourront être donnés qu'en moyenne, par approximation. Il y a lieu d'appeler sur cet objet l'attention de MM. les ingénieurs.

» *Moyens d'épuisement*. — On y a indiqué le mode d'épuisement, mais on ne peut y découvrir d'une manière assez sûre la nature du moteur. — L'indiquer par une lettre.

MINES MÉTALLIQUES. — La perte au lavage, dans les mines métalliques concédées, est indiquée sous une fausse rubrique. — Corriger cette légère erreur.

» *Minières de fer*. — Y distinguer l'exploitation qui se fait à ciel ouvert de l'exploitation souterraine.

» USINES MINÉRALURGIQUES. — *Hauts-fourneaux*. — Indiquer le charbon de bois au lieu du *bois*, pour une catégorie de hauts-fourneaux.

» Distinguer, dans la production des hauts-fourneaux, la fonte au coke de la fonte au charbon de bois.

» Même distinction pour la valeur de ces produits.

» *Fonderies*. — Indiquer qu'il ne s'agit ici que des fonderies en activité.

» *Fabriques de fer*. — Valeur par nature. — Cette estimation suppose qu'il faudra souvent plusieurs lignes pour chaque établissement. — Ne trouverait-on pas, en formant plusieurs colonnes, une disposition plus facile?

Usines à ouvrir le fer. — Même observation.

Si l'on ne peut donner des renseignements détaillés, pour chaque usine, sur le salaire moyen payé aux ouvriers, on pourrait, dans les rapports joints à chaque publication, y insérer au moins quelques indications.

» L'on a oublié dans ces tableaux les *aciéries*, ou les établissements où l'on fabrique l'acier.

» Au lieu de *verreries* et *glaceries*, nous croyons qu'il serait plus exact et plus correct de dire : *verreries, cristalleries et manufactures de glaces*.

» ACCIDENTS. — Les mots *coups de feu* (explosion de *grisou*) et *explosions de mines* (pétards) se ressemblant trop, nous croyons que l'on emploierait plus convenablement à l'avenir, pour la dernière de ces causes d'accidents, les mots : *emploi de la poudre*.

» Enfin, Messieurs, nous avons remarqué dans la publication de 1842 un chapitre intéressant intitulé : *De l'intervention des sociétés financières dans l'exploitation*. Dans les tableaux de 1838, auxquels la publication de 1842 se réfère principalement, cette question était prématurée peut-être : cette intervention peut avoir produit des résultats funestes comme des résultats avantageux; nous croyons que la somme de ces derniers surpasse le total des inconvénients. Mais puisque l'on a donné naissance au procès, il faut le juger; il convient d'achever la démonstration par des chiffres. Nous concluons en demandant à l'administration de vouloir bien continuer encore ce parallèle pendant quelques années. Les changements introduits en 1834, et pendant les années suivantes dans l'exploitation des mines et dans les établissements minéralurgiques, ont ouvert une

nouvelle ère; l'industrie émancipée a eu ses journées de folle illusion, ses moments critiques, ses retours à la prospérité. Toutes ces phases méritent d'être étudiées.

» Nous vous proposons le renvoi de ces tableaux à M. le Ministre de l'intérieur avec les observations ci-dessus. »

Les conclusions de ce rapport sont mises aux voix et adoptées. Copie en sera transmise à M. le Ministre de l'intérieur.

Le Secrétaire annonce qu'il a adressé, sous la date du 6 janvier, à chacun de MM. les membres de la Commission centrale, deux exemplaires imprimés (extraits du tome II du *Bulletin*) des trois rapports approuvés par la Commission centrale les 29 mars 1844, 27 novembre de la même année et 7 février 1845, et relatifs au résumé à faire des exposés de la situation administrative des provinces.

Plusieurs membres prennent successivement la parole sur les moyens d'exécuter ce travail. La discussion se termine par le dépôt sur le bureau de différentes propositions, qui sont renvoyées à l'ancienne sous-commission, composée de MM. Stevens, Perrot, Trumper, Smits, Heuschling.

N° 115. — *Du 19 janvier 1846.*

M. le Ministre de l'intérieur assiste à une partie de la séance.

Il est donné lecture de quatre questions concernant le recensement général; ces questions, sur lesquelles M. le Ministre désire connaître l'avis de la Commission centrale, sont ainsi conçues :

1° En cas de disjonction de l'agriculture et de l'industrie, en d'autres termes, si l'on faisait deux opérations distinctes, l'une pour la population, l'autre pour l'agriculture et l'industrie, à quelle somme s'élèverait l'augmentation de la dépense totale ?

2° Quelle serait, en cas de disjonction, la somme à porter au budget de cette année, pour effectuer immédiatement le recensement de la population seule ?

3° Si le recensement de la population seule se faisait à la fin de l'année courante, serait-il possible d'en connaître le résultat dans le délai de deux mois, afin que le Gouvernement puisse présenter en temps utile un projet de loi pour servir de base aux élections qui devront avoir lieu au mois de juin 1847 ? Le Gouvernement pourrait-il prendre un engagement à cet égard ? Quelle serait la dépense à porter au budget de l'année 1846 ?

4° Dans le cas où l'on procéderait dès à présent au triple recensement d'après les projets élaborés par la Commission centrale, quel serait le chiffre à porter au budget ?

L'assemblée délibère sur chacune de ces questions, et arrête les réponses suivantes, que le bureau est chargé de transmettre à M. le Ministre :

1° La Commission centrale évalue à 148,400 francs l'augmentation probable, d'après les détails ci-après indiqués :

	Population.	Agriculture et industrie.
	Fr.	Fr.
Bulletins.	20,000	25,000
Agents de recensement	100,000	80,000
Secrétaire du jury communal	"	100,000
Registre de population	42,000	"
Dépouillement du recensement agricole	"	6,250
— de la population.	18,000	"
	6,250	"
Dépouillement général	100,000	100,000
Secrétariat	18,000	12,000
Déplacement	10,000	10,000
	314,250	355,250
	647,500	
Montant du devis établi dans l'hypothèse de l'exécution simulta- née des trois opérations	499,100	
Différence en plus	148,400	

Indépendamment de cette augmentation de la dépense totale, il est à remarquer que la disjonction aurait pour effet de priver le Gouvernement des garanties d'exactitude résultant de la simultanéité des trois opérations, qui pourront se contrôler réciproquement. C'est aussi un inconvénient non moins grand de remuer les populations à deux reprises différentes, lorsqu'il est possible d'effectuer les opérations convenablement en une seule fois.

2° La dépense totale, pour la population seule, pourra s'élever, d'après les estimations données ci-dessus sous le n° 1, mais non compris toutefois les frais de publication, à 314,250 francs, qui pourront être imputés, savoir : 200,000 francs (dont 15,000 sont déjà alloués au budget de 1845) sur le budget de 1846, et 114,250 francs sur le budget de 1847.

3° La Commission centrale est d'avis qu'il lui est impossible d'obtenir les résultats du recensement dans les deux mois; le Gouvernement ne peut donc pas prendre d'engagement à cet égard. Il suffirait de porter au budget de l'année 1846 une somme de 40,000 francs, la première dépense devant se borner à la fourniture d'une partie du matériel.

4° La totalité de la dépense serait d'environ 500,000 francs, montant intégral du devis, mais à répartir par moitié (250,000 francs) sur chacun des exercices 1846 et 1847.

Après mûre délibération, la Commission centrale déclare insister sur l'utilité de procéder simultanément aux trois opérations.

Si le Gouvernement désire faire usage des résultats du recensement de la population pour les élections du mois de juin 1847, il faut que ce recensement puisse se faire dans un délai aussi rapproché que possible; ce n'est qu'à cette condition que les résultats en pourront être exactement connus dans les premiers mois de l'année 1847.

N° 116. — Du 30 janvier 1846.

M. le Ministre de l'intérieur transmet les documents relatifs à la maladie et à la récolte des

pommes de terre dans les provinces de Limbourg et de Brabant. — Renvoi à la sous-commission.

Il transmet également des documents destinés à dresser une statistique détaillée de la milice; ces documents, qui concernent les provinces d'Anvers, de la Flandre orientale, du Hainaut, de Liège, de Limbourg et de Luxembourg, seront complétés ultérieurement pour les trois autres provinces. — Commissaires : MM. Trumper, Quetelet et Sauveur.

M. le Ministre communique, en troisième lieu, une correspondance de MM. les Gouverneurs du Limbourg et du Luxembourg, relative au remplacement de membres démissionnaires des commissions de statistique de ces deux provinces.

M. le Ministre de la justice fait parvenir des exemplaires de la première partie du compte de l'administration de la justice civile en Belgique pendant les années judiciaires 1839-40, 1840-41, 1841-42 et 1842-43.

M. Stevens dépose sur le bureau un exemplaire du rapport imprimé de M. le Ministre de l'intérieur sur les octrois communaux de Belgique.

Le Secrétaire présente le rapport général sur les travaux de la Commission centrale et des commissions provinciales, conformément à la décision prise dans la séance du 21 novembre dernier ¹.

M. Perrot donne lecture du rapport de la sous-commission à laquelle ont été renvoyées, dans l'avant-dernière séance, les propositions relatives au résumé à faire des exposés de la situation administrative des provinces ².

« MESSIEURS,

» Dans votre séance du 27 novembre 1844, vous avez émis le vœu de voir continuer la publication du résumé général des rapports sur la situation administrative des provinces et des communes; et dans votre séance du 7 février suivant, vous avez décidé que la Commission centrale se chargerait elle-même de la confection de ce travail, pour la période quinquennale de 1841-1845, en le répartissant entre ses divers membres.

» Le moment est venu de s'occuper de la confection du résumé général. A ce sujet, plusieurs motions ont été faites dans le cours de l'avant-dernière séance; vous les avez renvoyées à l'examen de la sous-commission, qui déjà s'était occupée de la question.

» Il ne nous a pas paru, Messieurs, que la sous-commission eût à revenir de nouveau sur les décisions antérieurement prises. Nous avons pensé que notre mandat se bornait à la recherche des moyens de faciliter le travail, afin qu'il pût présenter la plus grande somme d'intérêt possible, sans imposer aux membres de la Commission une besogne matérielle trop considérable.

» Un membre de la sous-commission a exprimé l'opinion qu'il conviendrait, comme mesure préalable, de demander la confection d'un résumé partiel par province, et cette idée ayant rencontré parmi nous une adhésion unanime, c'est cette proposition que nous venons vous soumettre.

» L'utilité d'un résumé quinquennal des exposés particuliers de la situation de chaque province n'est pas contestable. Ce résumé sera souvent d'un grand secours pour les administrations provinciales, qui trouveront ainsi groupés des faits épars dans une série de documents; l'utilité de ce résumé ne sera pas moindre pour les membres des conseils provinciaux, auxquels, d'ailleurs, le

¹ Voir ce rapport plus loin, après les procès-verbaux.

² Composition de la sous-commission : MM. Stevens, Perrot, Trumper, Smits et Menschling.

temps manque souvent pour faire les recherches nécessaires. Ce n'est donc pas seulement quant à la facilité qu'il donnera pour la confection du résumé général de la situation du royaume que nous proposons la confection de ce travail, c'est aussi au point de vue de son utilité spéciale et locale. »

La discussion, commencée sur ce rapport, sera continuée à la prochaine séance.

N° 117. — *Du 4 février 1846.*

M. le Ministre de l'intérieur transmet :

1° Le tableau révisé de la nomenclature des communes du Limbourg, accompagné des pièces qui ont servi à l'établir. — Renvoi à la sous-commission;

2° Les documents relatifs à la maladie des pommes de terre dans les provinces de Hainaut et de Luxembourg, ainsi que le complément des mêmes pièces pour la Flandre orientale. — Renvoi à la sous-commission;

3° Deux états des crimes et délits constatés par la gendarmerie pendant l'année 1845. — Commissaires : MM. Putzeys et Faider, déjà désignés pour le même objet dans la séance du 21 février 1845;

4° Les avis parvenus jusqu'à présent pour six provinces, relativement à la constitution des bureaux des commissions de statistique pendant l'année 1846. Les anciens titulaires sont maintenus dans les six provinces, savoir :

Province d'Anvers : vice-président : M. Laurent Veydt; secrétaire : M. Kreglinger;

Brabant : MM. le comte Arrivabene et le docteur Dieudonné;

Flandre occidentale : MM. le vicomte de Croeser et Auguste Goethals;

Hainaut : MM. Corbisier et Fauconnier;

Liège : MM. Arnould et Hennau;

Limbourg : MM. Jaminé et Van Caubergh.

Pris pour information.

L'assemblée reprend son ordre du jour de la séance précédente; elle continue la discussion sur le résumé à faire des exposés de la situation administrative des provinces. A la suite de cette discussion, M. Ducpetiaux dépose la proposition suivante :

« J'ai l'honneur de proposer qu'on écrive à M. le Ministre de l'intérieur que la Commission centrale de statistique, arrivée au moment de s'occuper du résumé quinquennal des exposés de la situation des provinces, demande que le travail préliminaire de copie et de coordination des matériaux destinés à la rédaction de ce résumé, soit exécuté dans les bureaux du Ministère, et renvoyé ensuite à chacun des membres de la Commission pour être définitivement mis en œuvre, conformément aux résolutions prises par celle-ci dans sa séance du 7 février 1845. » Cette proposition, développée par son auteur et appuyée par plusieurs membres, est mise aux voix et adoptée.

N° 118. — *Du 27 février 1846.*

M. le Ministre de l'intérieur transmet :

1° Les tableaux indiquant les résultats détaillés des opérations de la milice dans la province

de Hainaut pour l'année 1845. — Renvoi aux commissaires désignés dans la séance précédente ;

2° Les documents sur la maladie des pommes de terre dans les provinces de Namur et de Hainaut.

— Renvoi à la sous-commission ;

3° Une lettre du Gouverneur de la province de Namur, annonçant que la commission provinciale de statistique a réélu M. Poncelet, vice-président, et M. Delmarmol, secrétaire, pour l'année 1846.

M. Adrien Balbi écrit de Milan pour remercier de sa nomination de correspondant de la Commission centrale.

Le Secrétaire dépose trois tableaux de dépouillement du recensement de la population dans la commune de Molenbeek-S'-Jean.

Le premier tableau présente, par section et par rue, le nombre des maisons, des ménages et des habitants des deux sexes, la division de ces derniers sous le rapport du séjour, de l'état civil, de l'origine, de la langue parlée habituellement et de la communion religieuse, avec des distinctions spéciales pour les enfants qui fréquentent les écoles, ainsi que pour les personnes secourues par le bureau de bienfaisance.

Le second indique, par section, la classification des habitants sous le rapport de l'âge, avec la distinction des sexes et de l'état civil.

Dans le troisième tableau, qui est également dressé par section, les habitants sont classés suivant leur profession.

La discussion est ouverte sur ce travail.

Il est décidé qu'indépendamment du nombre des personnes secourues par le bureau de bienfaisance, on indiquera, dans une colonne spéciale, le nombre de familles que ces personnes composent.

Les pièces sont adoptées ; il sera statué ultérieurement sur leur destination, lorsque la Commission aura reçu le travail analogue sur l'agriculture et l'industrie de la même commune.

Sur la proposition de plusieurs membres, l'assemblée prend connaissance d'un passage du rapport de la section centrale de la Chambre des Représentants sur le budget des dépenses du département de l'intérieur, pour l'exercice 1846, d'après lequel la Commission centrale de statistique publierait des travaux émanant des commissions provinciales, sans en indiquer l'origine.

Un membre déclare qu'il a pris des informations auprès de M. le rapporteur de la section centrale, et auprès de l'honorable représentant de Liège, qui a présenté cette observation. Elle est due à des propos tenus par un membre de la commission de statistique de la province de Liège, depuis lors démissionnaire.

La Commission proteste contre toute imputation de la nature de celle que contient le rapport de la section centrale, et décide que cette protestation sera portée à la connaissance de M. le Ministre de l'intérieur.

M. Ducpetiaux rappelle la proposition faite par M. Perrot, dans la séance du 27 novembre 1844, concernant les améliorations à introduire dans les rapports annuels des communes urbaines et rurales, et demande que la sous-commission soit invitée à s'occuper de cet objet, de manière à présenter son rapport le plus promptement possible. Cette motion est adoptée. M. Ducpetiaux fera partie de cette sous-commission.

N° 119. — *Du 27 mars 1846.*

M. le Ministre de l'intérieur transmet :

1° Les documents sur la maladie des pommes de terre dans la province de Liège, ainsi que le complément des pièces concernant les provinces de Namur et de Luxembourg, et les pièces rectifiées pour la Flandre orientale et le Limbourg;

2° Quatre tableaux détaillés des opérations de la levée de 1845 de la milice nationale dans la province de Namur;

3° Les tableaux de nomenclature des communes, rédigés par la commission provinciale de statistique du Luxembourg;

4° Le rapport de la commission provinciale de la Flandre orientale, concernant les causes locales de la criminalité;

5° Des observations des Gouverneurs de la Flandre occidentale, de Liège et du Hainaut, relativement à la nouvelle nomenclature des exposés de la situation administrative des provinces.

Ces divers objets sont renvoyés aux sous-commissions qu'ils concernent.

M. le Ministre communique également la réponse de M. le Gouverneur du Limbourg, relative au remplacement, dans la commission provinciale, de M. le capitaine Trumper, démissionnaire par suite de changement de résidence.

M. Melsens écrit pour proposer diverses modifications dans le bulletin du recensement agricole. — Renvoi à la sous-commission de l'état agricole et industriel; M. Quetelet en fera partie.

Il est donné communication des procès-verbaux des séances des commissions provinciales de statistique, savoir :

Anvers : séances du 6 avril 1844, 14 décembre 1845 et 12 janvier 1846;

Brabant : 3 juin 1843;

Flandre occidentale : 21 août 1843, 15 avril 1844, 24 septembre, 26 novembre et 31 décembre 1845;

Flandre orientale : 30 janvier, 1^{er} mars, 26 juin, 10 octobre et 18 décembre 1845;

Hainaut : 22 février et 6 mai 1844;

Liège : 24 avril 1844, 26 novembre 1845 et 28 janvier 1846;

Limbourg : 25 janvier 1844, 20 février et 4 décembre 1845, et 12 janvier 1846;

Luxembourg : 9 mai et 13 novembre 1844, 26 août et 10 décembre 1845;

Namur : 18 août 1843, 7 mai, 1^{er} et 9 octobre et 3 décembre 1845.

Le Secrétaire présente la suite des résultats du recensement général de Molenbeek-S^t-Jean : ces documents, accompagnés d'un projet de rapport au Ministre de l'intérieur sur la triple opération, comprennent :

1° La statistique agricole, divisée en quatre parties, qui se rapportent : la première, à la population agricole à partir de l'âge de 12 ans; la seconde, au dénombrement des chevaux et bestiaux; la troisième, à l'étendue totale des biens en exploitation, avec la distinction des biens exploités en propriété ou en usufruit, ou par location; la quatrième, à la nature, à l'étendue, à la division et aux produits des cultures;

2° La statistique industrielle en deux tableaux : le premier tableau indique, pour chaque profession, le nombre des industriels, le nombre des ouvriers qu'ils emploient, avec la distinction des sexes et des âges, le nombre et la force des moteurs en activité, le nombre et l'espèce de fourneaux et de forges dont on fait usage, ainsi que la nature du combustible employé, la nature et la quantité des matières premières mises en œuvre pendant l'année, et enfin la nature et la quantité ou la valeur des produits fabriqués; dans le second tableau, les ouvriers sont repris, pour chaque profession, sous le rapport des salaires, en séparant les ouvriers âgés de plus de 16 ans des enfants qui n'ont pas atteint cet âge.

Toutes ces pièces, ainsi que celles qui concernent la population, présentées dans la séance précédente, sont renvoyées à l'examen de la sous-commission du recensement général.

N° 120. — *Du 24 avril 1846.*

M. Quetelet étant absent, M. Visschers remplit les fonctions de président.

Il est donné communication de la correspondance.

M. le Ministre de l'intérieur transmet :

1° La suite des documents sur la maladie des pommes de terre dans la province de Liège, les documents rectifiés et complétés pour la province d'Anvers, et le complément des pièces rectifiées de la Flandre orientale. — Renvoi à la sous-commission ;

2° Les documents sur la milice, pour plusieurs années, dans les provinces d'Anvers, Hainaut, Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur. — Renvoi à la sous-commission ;

3° Une lettre par laquelle M. le Gouverneur de la Flandre orientale fait connaître que MM. J.-B. d'Hane et Ph. Derote ont été continués dans leurs qualités respectives de vice-président et de secrétaire de la commission de statistique de cette province pour l'année 1846 ;

4° Des observations du Ministre des finances et des Gouverneurs du Limbourg et de Namur, concernant la nomenclature des exposés de la situation des provinces. — Renvoi à la sous-commission ;

5° Une lettre de M. le Gouverneur d'Anvers, laquelle contient des observations sur les demandes multipliées des renseignements statistiques aux administrations communales. La Commission, après en avoir délibéré, décide qu'il sera répondu à M. le Ministre que le défaut d'ensemble signalé dans la lettre de M. le Gouverneur d'Anvers, ne se présenterait pas si les départements ministériels prenaient préalablement l'avis de la Commission centrale sur les demandes de renseignements qu'ils se proposent d'adresser aux autorités provinciales ou communales. La Commission proposera au Ministre de soumettre des observations dans ce sens à ses collègues des autres départements.

Des procès-verbaux des séances des commissions provinciales sont communiqués pour les provinces du Hainaut (16 décembre 1844) ; Anvers (23 juin 1845) ; Luxembourg (17 janvier et 11 décembre 1844) ; Flandre occidentale (28 janvier 1846).

M. le Gouverneur du duché de Limbourg fait parvenir des tableaux manuscrits sur le mouvement de l'état civil dans le duché.

M. Trumper présente le rapport de la sous-commission chargée d'examiner les tableaux relatifs à la nomenclature des communes des provinces de la Flandre orientale, de Hainaut et de Liège ¹.

« MESSIEURS,

» La sous-commission du territoire, à laquelle vous avez renvoyé les tableaux des communes des provinces de la Flandre orientale, Hainaut et Liège, a l'honneur de vous faire connaître le résultat de l'examen auquel elle s'est livrée.

¹ La sous-commission était composée de MM. Quetelet, Visschers, Sauveur, Heuschling, Trumper, rapporteur.

Flandre orientale.

» Par suite d'une décision que vous avez prise, le tableau des communes de cette province a été renvoyé à la commission de statistique de la Flandre orientale, le 14 juin dernier, afin de le compléter dans le sens des instructions données.

» Le 21 novembre, la commission provinciale a été invitée à faire parvenir au département de l'intérieur les documents et renseignements fournis par les administrations communales, qui constituent les éléments du travail sur la nomenclature des communes.

» Ces documents nous ont été communiqués; mais comme la commission provinciale n'en avait pas encore fait usage, et qu'elle les réclamait, ils ont été renvoyés à la province avec prière de nous les adresser de nouveau avec le travail définitif.

» Un coup d'œil rapide jeté sur ces pièces a donné la conviction qu'elles renferment des renseignements très-intéressants, qui formeront un complément remarquable au mémoire de M. Willems.

Hainaut.

» Le tableau des communes de cette province a été provisoirement admis par la Commission centrale de statistique, dans sa séance du 30 mai 1845. Comme suite à ce travail, la communication des documents fournis par les administrations communales a été également demandée à la province. Ces documents vous ont été envoyés; mais les renseignements qu'ils contiennent n'offrent pas tout à fait le même intérêt que ceux qui ont été recueillis dans la province de la Flandre orientale. Ils pourront toutefois être déposés aux archives de la Commission centrale, pour être consultés lorsqu'il s'agira d'arrêter définitivement l'orthographe officielle des noms des communes.

Liège.

» Les tableaux des communes des quatre arrondissements administratifs de cette province ont été renvoyés une première fois au Gouverneur, le 14 octobre 1844.

» Les observations auxquelles ils avaient donné lieu, portaient sur des changements d'orthographe contraires à la dénomination actuelle, que la commission provinciale de statistique avait introduits à tort, semblait-il, dans son travail, et sur l'absence des variantes ou synonymies dans les tableaux des communes appartenant aux arrondissements de Liège et de Huy.

» La commission provinciale n'ayant pris en considération qu'une partie de ces observations, il a paru à la sous-commission du territoire qu'on pouvait convenablement lui demander son opinion sur les observations auxquelles elle n'a pas eu égard. Elle vous propose, en conséquence, de renvoyer à la commission provinciale les tableaux des communes des arrondissements de Liège et de Huy, accompagnés d'une copie des deux notes qui sont jointes au présent rapport. Des explications lui seraient demandées sur la valeur de nos remarques, et on la prierait de rectifier son travail, s'il y a lieu, et de le compléter par des renseignements étymologiques et synonymiques.

» M. l'archiviste Polain ne faisait pas partie de la commission de statistique de la province de Liège lors de la première rédaction des tableaux dont il est ici question. La commission provinciale peut profiter aujourd'hui des lumières spéciales de ce savant écrivain. Cette circonstance heureuse permet à votre sous-commission de vous proposer de renvoyer également à la commis-

sion provinciale de Liège les tableaux des communes des arrondissements de Verviers et de Warremme, bien que ces tableaux aient déjà été admis provisoirement par la Commission centrale. L'exemple de ce qui a été fait dans la province de Hainaut, et surtout dans la province de la Flandre orientale, pourrait être invoqué auprès de la commission de statistique de Liège.

» Les difficultés que l'on trouve à établir l'orthographe la plus vraie du nom d'un grand nombre de localités du royaume, jointes à la responsabilité que le travail de la nomenclature officielle des communes fera peser un jour sur la Commission centrale, ont amené la sous-commission, dont je suis l'organe, à vous proposer, Messieurs, de faire une publication provisoire des listes des communes, avec les hameaux, dépendances, etc., lorsque les tableaux de toutes les provinces auront été complétés. Les noms dont l'orthographe nous paraîtra probable, seraient les seuls que nous adopterions; les noms douteux seraient imprimés dans un autre caractère ou accompagnés d'un point d'interrogation (?). Ces listes seraient destinées à provoquer les observations définitives des commissions provinciales et des personnes compétentes en cette matière. Il paraît convenable et prudent d'appeler l'attention publique sur cet objet, avant de procéder à la publication officielle qui doit couronner l'œuvre. »

Les conclusions de ce rapport sont adoptées. En conséquence :

1^o Les documents qui ont servi à dresser l'état des communes de la Flandre orientale, seront examinés ultérieurement, lorsque la Commission centrale aura reçu le travail primitif, renvoyé à la commission provinciale pour être rectifié et complété;

2^o Le tableau des communes de la province de Hainaut ayant été provisoirement admis dans la séance de la Commission centrale du 30 mai 1845, les documents fournis par les administrations communales seront déposés aux archives de la Commission centrale, pour être consultés lorsqu'il s'agira d'arrêter définitivement l'orthographe officielle des noms des communes;

3^o Les tableaux relatifs aux communes des arrondissements de Liège et de Huy seront envoyés à la commission provinciale, pour être de nouveau examinés et complétés; on y joindra également les tableaux des deux autres arrondissements de la province, adoptés provisoirement dans la séance du 30 mai.

Il est en outre décidé, conformément aux conclusions du rapport, que lorsque les tableaux de toutes les provinces auront été complétés, il sera formé une liste générale des communes avec les hameaux et dépendances; les noms dont l'orthographe ne laisse aucun doute, seront seuls adoptés, et quant aux noms douteux, on provoquera des observations définitives de la part des commissions provinciales et des personnes compétentes.

Copie du rapport et des notes qui l'accompagnent sera adressée à M. le Ministre de l'intérieur.

N^o 121. — Du 8 mai 1846.

M. le Ministre de l'intérieur fait parvenir un travail supplémentaire de la commission provinciale de Liège sur les causes locales de la criminalité, ainsi que des documents rectifiés sur la maladie des pommes de terre dans les provinces de Luxembourg, Namur et Hainaut. — Renvoi aux sous-commissions.

M. Varrentrapp, de Francfort, communique les observations suivantes sur la statistique des morts violentes et des suicides :

« Dans l'étude de la statistique des suicides, la catégorie des noyés est celle qui laisse le plus d'incertitude et de vague dans les conséquences qu'on est amené à tirer des chiffres. Il est difficile, en effet, dans un grand nombre de cas, de déterminer si la mort est due à un suicide, ou si elle est le résultat d'un accident.

» On a généralement observé que, pendant l'été, les suicides sont bien plus fréquents qu'à toute autre époque de l'année, surtout que pendant l'hiver. On a cru pouvoir expliquer ce fait par l'influence physique qu'exerce la chaleur sur le cerveau; au point de vue physiologique je n'ai jamais su me rendre parfaitement compte de cette influence.

» Dans mes recherches sur le suicide, j'ai été souvent porté à attribuer au nombre des noyés l'accroissement qui se faisait remarquer dans le nombre de suicides pendant l'été; il eût été intéressant d'examiner si, abstraction faite des noyés, le nombre des suicides se trouvait être à peu près dans les mêmes proportions pour toutes les saisons. Mais pour faire cette appréciation, il nous manque les éléments nécessaires. Les rapports sur l'administration de la justice criminelle en Belgique, qui, cependant, fournissent des tableaux plus détaillés sur les suicides que les rapports d'aucun autre pays, manquent même de renseignements sur ce point, et il serait désirable qu'on complétât ces renseignements par un tableau où les suicides seraient classés par *mois* et par *moyens employés*.

» Sans doute, s'il était même prouvé (ce qui peut-être ne le sera pas) qu'à l'exception des cas de submersion, les suicides se représentent dans la même proportion dans toutes les saisons, il resterait encore douteux :

» Si un certain nombre de noyés, classés jusqu'ici parmi les suicides, ne devraient pas plutôt être rangés dans les cas de mort par accident, d'où il résulterait que les saisons n'ont aucune influence sur la fréquence des suicides;

» Ou bien si la répugnance contre l'eau froide en hiver ne fait pas préférer d'autres moyens de suicide.

» Un tableau, formé d'après ces éléments, nous enseignerait quelle est la proportion d'augmentation des noyés pendant l'été, comparativement à d'autres époques de l'année, et pourrait peut-être aider à expliquer l'influence des saisons sur les autres moyens de suicide. »

M. Ducpetiaux, au nom de la sous-commission, à laquelle a été renvoyée sa proposition, faite dans la séance du 27 février dernier, concernant les améliorations à introduire dans les rapports annuels sur la situation administrative des communes, présente le rapport suivant ¹ :

« MESSIEURS,

» Vous avez adopté, dans votre séance du 29 mars 1844, une nomenclature destinée à introduire de l'uniformité dans les exposés de la situation administrative des provinces.

» Pour compléter ce premier travail et faciliter sa rédaction, il vous a paru nécessaire de dresser une nomenclature analogue pour les exposés de la situation administrative des villes et des communes rurales.

¹ La sous-commission était composée de MM. Stevens, Perrot, Smits, Trumper, Henschling, Ducpetiaux, rapporteur. — La nomenclature qui fait suite au rapport, comprend les modifications qui y ont été apportées d'après la discussion qui a eu lieu dans la séance du 3 juillet 1846. (Voyez plus loin le procès-verbal n° 125.)

» Ces exposés, rendus obligatoires par l'art. 70 de la loi communale du 30 mars 1836, sont presque tous dressés d'après un cadre différent; quelques-uns se distinguent par l'ordre et la méthode qui président à leur rédaction, mais la plupart laissent, sous ce rapport, beaucoup à désirer. Dans plusieurs, les objets les plus importants sont passés sous silence; dans d'autres, les renseignements, quoique plus nombreux, sont encore incomplets. Ce défaut d'homogénéité, ces nombreuses lacunes, enlèvent aux exposés une grande partie de leur utilité et de leur intérêt, ils rendent pour ainsi dire impossible la comparaison que l'on devrait pouvoir établir entre les diverses communes.

» Le cadre uniforme que nous venons, Messieurs, soumettre à votre appréciation, a surtout pour but de remédier à l'inconvénient signalé. — Il se divise en deux parties : l'une concerne les villes ayant une population de plus de 5,000 habitants; l'autre, les communes rurales et les villes ayant une population de moins de 5,000 habitants.

» Cette division est en quelque sorte commandée par la diversité des objets à traiter dans les exposés, eu égard à la population, au degré d'importance et au caractère distinct et très-tranché des villes et des communes rurales. En assimilant à ces dernières les villes ayant moins de 5,000 habitants, nous n'avons fait que nous conformer à l'esprit de l'art. 132 de la loi provinciale, qui établit une classification analogue en ce qui concerne le cercle des attributions des commissaires d'arrondissement.

» En dressant la nomenclature pour les exposés des villes, nous avons pris comme type la Capitale. Il est évident que plusieurs renseignements qui peuvent concerner celle-ci, devront être omis dans les exposés des villes de 2^e et de 3^e ordre. Aussi nous a-t-il paru inutile d'insister sur ce point en indiquant d'une manière spéciale les différences qui résulteront naturellement de la nature, de l'importance et de l'organisation intérieure des localités.

» La même remarque s'applique aux communes rurales et aux petites villes. Nous avons adopté le cadre le plus large, de manière à ne négliger aucun renseignement essentiel, tout en reconnaissant que ce cadre devra être plus ou moins circonscrit en ce qui concerne les communes de peu d'importance.

» C'est, en définitive, aux autorités locales qu'il appartiendra de décider de l'extension à donner à leurs rapports annuels, en ayant toutefois égard aux règles que pourront leur poser à ce sujet les autorités provinciales. Quant au Gouvernement, il n'a en tout ceci d'autre intérêt que de substituer l'ordre et l'homogénéité à la confusion et au décousu, de compléter et d'améliorer une série de documents administratifs et statistiques d'une haute valeur et dont l'utilité ne pourra manquer de s'accroître encore par la mise à exécution des mesures que nous proposons. »

A. VILLES AYANT UNE POPULATION DE PLUS DE 5,000 HABITANTS.

TITRE PREMIER.

POPULATION.

Section I^{re}. — ÉTAT DE LA POPULATION.

Section II. — MOUVEMENT DE L'ÉTAT CIVIL.

§ 1^{er}. Naissances, décès, mariages, divorces, adoptions, légitimations.

§ 2. Changements de domicile.

- § 3. *Observations sur la tenue des registres de l'état civil.*
- § 4. *Vérification des naissances et des décès.*

TITRE II.

ADMINISTRATION COMMUNALE.

- Section I^{re}. — CONSEIL COMMUNAL.*
- Section II. — COLLÈGE DES BOURGEMESTRE ET ÉCHEVINS.*
- Section III. — PERSONNEL ET ORGANISATION DES BUREAUX.*
- Section IV. — LISTES ÉLECTORALES. — LISTE DU JURY. — ÉLECTIONS.*
- Section V. — MOUVEMENT DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES.*
- Section VI. — ARCHIVES COMMUNALES.*
- Section VII. — BIENS COMMUNAUX.*
 - § 1^{er}. *Biens meubles.*
 - § 2. *Biens immeubles.*
 - § 3. *Acquisitions, aliénations, échanges.*
- Section VIII. — CONTENTIEUX.*
- Section IX. — ACTES ET RÈGLEMENTS COMMUNAUX.*

TITRE III.

FINANCES COMMUNALES¹.

- Section I^{re}. — RECETTES ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES.*
 - § 1^{er}. *Revenus des propriétés.*
 - § 2. *Perceptions autorisées pour divers services.*
 - § 3. *Centimes additionnels.*
 - § 4. *Octroi.*
 - § 5. *Produits de l'abattoir.*
 - § 6. *Produits de l'entrepôt.*
 - § 7. *Produits des halles et marchés.*
 - § 8. *Taxes personnelles.*
 - § 9. *Produits des amendes.*
 - § 10. *Impositions diverses.*
 - § 11. *Recettes extraordinaires.*

¹ Voyez, pour les développements à donner, le titre III correspondant de la nomenclature pour les communes rurales. — En ce qui concerne l'exercice financier, les rapports annuels contiendront l'analyse du compte de l'exercice écoulé et une appréciation du budget de l'année suivante.

Section II. — DÉPENSES ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES.

Section III. — EMPRUNTS.

Section IV. — DETTES.

Section V. — COMPTABILITÉ.

§ 1^{er}. *Budgets.*

§ 2. *Comptes.*

Section VI. — CAISSE DE PENSIONS.

TITRE IV.

INSTITUTIONS DE BIENFAISANCE.

Section I^{re}. — BUREAUX DE BIENFAISANCE ET COMITÉS DE CHARITÉ.

§ 1^{er}. *Administration.*

§ 2. *Biens meubles et immeubles.*

§ 3. *Legs et donations.*

§ 4. *Acquisitions, aliénations, échanges.*

§ 5. *Remboursements et emplois de capitaux.*

§ 6. *Comptabilité.*

§ 7. *Statistique de l'indigence.*

§ 8. *Distributions de secours.*

§ 9. *Contentieux.*

Section II. — HOSPICES ET HÔPITAUX.

§ 1^{er}. *Administration.*

§ 2. *Biens meubles et immeubles.*

§ 3. *Legs et donations.*

§ 4. *Acquisitions, aliénations, échanges.*

§ 5. *Remboursements et emplois de capitaux.*

§ 6. *Comptabilité.*

§ 7. *Contentieux.*

§ 8. *Statistique des hospices des vieillards, des incurables, des orphelins, etc.*

§ 9. *Statistique des hôpitaux.*

§ 10. *Statistique de l'hospice de maternité.*

§ 11. *Aliénés.*

§ 12. *Aveugles et sourds-muets.*

§ 13. *Enfants trouvés et abandonnés.*

§ 14. *Hospices particuliers.*

Section III. — MONTS-DE-PIÉTÉ.

§ 1. *Opérations.*

§ 2. *Comptabilité.*

Section IV. — DÉPÔT DE MENDICITÉ.

Section V. — OUVROIRS, ATELIERS DE CHARITÉ.

Section VI. — CAISSES D'ÉPARGNE, DE PRÉVOYANCE EN FAVEUR DES OUVRIERS, ASSOCIATIONS DE SECOURS MUTUELS.

Section VII. — CRÈCHES POUR LA PREMIÈRE ENFANCE.

Section VIII. — ASSOCIATIONS ET INSTITUTIONS CHARITABLES PARTICULIÈRES, EXPOSITIONS D'OBJETS D'ART, ETC., FAITES DANS UN BUT DE BIENFAISANCE, ETC.

TITRE V.

CULTES.

Section I^{re}. CULTE CATHOLIQUE.

- § 1^{er}. *Clergé.*
- § 2. *Traitements et suppléments de traitements.*
- § 3. *Églises et presbytères.*
- § 4. *Fabriques d'églises.*
- § 5. *Biens meubles et immeubles appartenant aux fabriques.*
- § 6. *Legs et donations.*
- § 7. *Acquisitions, aliénations, échanges.*
- § 8. *Remboursements et emplois de capitaux.*
- § 9. *Contentieux.*
- § 10. *Couvents et corporations religieuses.*

Section II. — CULTES PROTESTANT, ANGLICAN ET ISRAËLITE.

Section III. — CIMETIÈRES.

TITRE VI.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Section I^{re}. ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

- § 1^{er}. *École primaire supérieure.*
- § 2. *Écoles primaires communales*

{	<i>subsidiées.</i>
{	<i>non subsidiées.</i>
- § 3. *Écoles primaires privées* . .

{	<i>subsidiées.</i>
{	<i>non subsidiées.</i>
{	<i>adoptées par la commune.</i>
- § 4. *Écoles gardiennes.*
- § 5. *Écoles d'adultes.*
- § 6. *Écoles dominicales.*

- § 7. *Écoles d'industrie , d'arts et métiers , d'apprentissage.*
- § 8. *Écoles et cours normaux.*
- § 9. *Personnel de l'enseignement , traitement des instituteurs. — Conférences. — Caisse de prévoyance.*
- § 10. *Bâtiments d'écoles.*
- § 11. *Subsides en faveur de l'enseignement primaire.*

Section II. — ENSEIGNEMENT MOYEN.

- § 1^{er}. *Athénée royal (collège communal).*
- § 2. *Collèges et pensionnats particuliers.*

Section III. ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. — UNIVERSITÉ. — SUBSIDES. — BOURSES D'ÉTUDES, ETC.

Section IV. ÉCOLES SPÉCIALES.

TITRE VII.

BEAUX-ARTS, SCIENCES ET LETTRES.

- Section I^{re}. — BEAUX-ARTS : ACADEMIE DES BEAUX-ARTS. — ÉCOLES SPÉCIALES DE DESSIN, DE PEINTURE, DE GRAVURE, DE SCULPTURE, ETC. — MUSÉE. — COLLECTIONS PARTICULIÈRES. — EXPOSITIONS D'OBJETS D'ART. — MONUMENTS. — CONSERVATOIRE. — ÉCOLES ET SOCIÉTÉS MUSICALES ET DRAMATIQUES. — THÉÂTRES, SOCIÉTÉS D'AGRÉMENT. — FÊTES PUBLIQUES.**
- Section II. — SCIENCES ET LETTRES : ACADEMIES ET SOCIÉTÉS SCIENTIFIQUES. — BIBLIOTHÈQUES. — AUTRES ÉTABLISSEMENTS SCIENTIFIQUES ET LITTÉRAIRES.**
-

TITRE VIII.

HYGIÈNE ET SALUBRITÉ PUBLIQUES.

- Section I^{re}. — COMMISSION MÉDICALE.**
- Section II. — PERSONNEL MÉDICAL : DOCTEURS EN MÉDECINE, EN CHIRURGIE ET EN ACCOUCHEMENTS. — PHARMACIENS. — SAGES-FEMMES.**
- Section III. — CONSEIL DE SALUBRITÉ.**
- Section IV. — DISPENSAIRES. — SECOURS AUX NOYÉS ET AUX ASPHYXIÉS.**
- Section V. — ÉTAT SANITAIRE.**
- Section VI. — VACCINE.**
- Section VII. — PROSTITUTION.**
- Section VIII. — PROPRIÉTÉ DES RUES. — FERME DES BOUES ET VIDANGES. — CHANTIER D'ÉQUARRISSAGE.**
- Section IX. — ASSAINISSEMENT DES QUARTIERS ET AMÉLIORATION DES HABITATIONS AFFECTÉES A LA CLASSE OUVRIÈRE.**
- Section X. — ÉCOLE DE NATATION.**

- Section XI.* — BAINS ET LAVOIRS PUBLICS.
Section XII. — ENSEIGNEMENT ET EXERCICES GYMNASTIQUES.
Section XIII. — INHUMATIONS, MAISONS MORTUAIRES, ETC.
Section XIV. — SINISTRES ET ACCIDENTS (orages, grêles, inondations, incendies, maladies épidémiques et contagieuses, etc.).

TITRE IX.

SURETÉ PUBLIQUE, JUSTICE ET PRISONS.

- Section I^{re}.* — POLICE : ORGANISATION ET PERSONNEL, ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS.
Section II. — ARRESTATIONS, CRIMES, DÉLITS ET CONTRAVENTIONS.
Section III. — SINISTRES ET ACCIDENTS. — SUICIDES.
Section IV. — ACTES DE COURAGE ET DE DÉVOUEMENT.
Section V. — PRISON ET MAISON DE DÉPÔT MUNICIPALE.
Section VI. — SECOURS CONTRE L'INCENDIE.
 a. Dispositions réglementaires préservatrices.
 b. Compagnies d'assurances. — Maisons assurées.
 c. Corps de sapeurs-pompiers.
 d. Matériel de secours.
Section VII. — PASSE-PORTS.
Section VIII. — LIVRETS DES OUVRIERS ET DES DOMESTIQUES.
Section IX. — BUREAUX DE PLACEMENT.
Section X. — AFFICHAGE. — CRIEURS PUBLICS.

TITRE X.

GARDE CIVIQUE, MILICE, GARNISON.

- Section I^{re}.* GARDE CIVIQUE : ORGANISATION LOCALE. — INSCRIPTION DES GARDES. — CONSEIL CANTONAL. — ÉLECTIONS ET RÉÉLECTIONS. — NOMINATIONS D'OFFICIERS PAR LE GOUVERNEMENT. — EFFECTIF DES LÉGIONS. — CONSEIL DE DISCIPLINE. — SERVICES AUXQUELS LA GARDE CIVIQUE A ÉTÉ APPELÉE PENDANT L'ANNÉE.
Section II. — MILICE : CONTINGENT. — RÉSULTATS DES OPÉRATIONS DU CONSEIL DE MILICE. — NOMBRE ET MOTIFS DES RÉFORMES ET DES AJOURNEMENTS. — DEGRÉ D'INSTRUCTION DES MILICIENS.
Section III. — GARNISON : CASERNEMENT. — LOGEMENTS MILITAIRES, ETC.

TITRE XI.

CONTRIBUTIONS PUBLIQUES.

- Section I^{re}.* — CONTRIBUTION FONCIÈRE.

- § 1^{er}. *Cadaastre.*
- § 2. *Contingent.*

Section II. — CONTRIBUTION PERSONNELLE.

- § 1^{er}. *Nombre des imposés.*
- § 2. *Montant des rôles.*
- § 3. *Valeur locative.*
- § 4. *Portes et fenêtres.*
- § 5. *Foyers.*
- § 6. *Mobilier.*
- § 7. *Domestiques.*
- § 8. *Chevaux . .*

{	<i>de luxe.</i>
}	<i>autres.</i>

Section III. — CONTRIBUTION DES PATENTES.

- § 1^{er}. *Nombre et classement des patentables.*
- § 2. *Montant des rôles.*

Section IV. — IMPÔT COMMUNAL ET PROVINCIAL SUR LES CHIENS.

TITRE XII.

TRAVAUX PUBLICS.

Section I^{re}. — PERSONNEL, ORGANISATION DU SERVICE.

Section II. — GRANDE ET PETITE VOIRIES.

- § 1^{er}. *Plans généraux et spéciaux d'alignement.*
- § 2. *Nivellement.*
- § 3. *Entretien des rues, pavage.*
- § 4. *Égouts publics et particuliers.*
- § 5. *Trottoirs et urinoirs publics.*

Section III. — DISTRIBUTION D'EAU POTABLE, POMPES, FONTAINES PUBLIQUES.

Section IV. — DISTRIBUTION DU GAZ, ÉCLAIRAGE PUBLIC.

Section V. — HALLES ET MARCHÉS PUBLICS.

Section VI. — ABATTOIR.

Section VII. — CANAUX ET RIVIÈRES. — CURAGE. — INONDATIONS.

Section VIII. — CASERNES.

Section IX. — CONSTRUCTION, RÉPARATION, ENTRETIEN ET RECONSTRUCTION DES ÉDIFICES COMMUNAUX.

Section X. — OUVERTURES DE PLACES ET RUES NOUVELLES.

Section XI. — EXPROPRIATIONS.

Section XII. — PROJETS D'EMBELLISSEMENT EN D'ASSAINISSEMENT.

Section XIII. — PROMENADES PUBLIQUES, BOULEVARDS, JARDIN BOTANIQUE.

Section XIV. — CONSTRUCTIONS PARTICULIÈRES; APPLICATION DES RÈGLEMENTS SUR LA POLICE DES BATIMENTS.

TITRE XIII.

INDUSTRIE, COMMERCE.

- Section I^{re}.* — ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS, MACHINES A VAPEUR, AUTORISATIONS ACCORDÉES. — USINES ET ATELIERS INCOMMODES, INSALUBRES OU DANGEREUX. — ENQUÊTES DE COMMODO ET INCOMMODO.
- Section II.* — COMMERCE. — MOUVEMENT DE LA NAVIGATION. — MOUVEMENT DE L'ENTREPÔT. — BAZARS.
- Section III.* — TRANSPORTS PUBLICS, MESSAGERIES, CHEMINS DE FER.
- Section IV.* — FOIRES ET MARCHÉS.
- Section V.* — EXPOSITIONS ET CONCOURS DE PRODUITS DE L'INDUSTRIE, DE BESTIAUX, DE PRODUITS D'HORTICULTURE, ETC.
- Section VI.* — SUBSISTANCES. — APPROVISIONNEMENTS. — MERCURIALES. — TAXE DU PAIN. — BOULANGERIE ET BOUCHERIE COMMUNALES. — AGENCE DES SUBSISTANCES. — PRIX MOYEN DE LA VIANDE ET DES PRINCIPALES DENRÉES.
- Section VII.* — TRIBUNAL, CHAMBRE ET BOURSE DE COMMERCE.
- Section VIII.* — CONSEIL DE PRUD'HOMMES.
- Section IX.* — SITUATION COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE, SURSIS, FAILLITES.

TITRE XIV.

OBJETS DIVERS.

- Section I^{re}.* — RÉUNION DES FAUBOURGS A LA VILLE, ETC.

B. COMMUNES RURALES ET VILLES AYANT UNE POPULATION DE MOINS DE 5,000 HABITANTS.

TITRE PREMIER.

POPULATION.

- § 1^{er}. *État de la population.*
- § 2. *Naissances, décès, mariages, divorces.*

§ 3. *Changements de domicile.*

§ 4. *Observations sur la tenue des registres de l'état civil.*

TITRE II.

ADMINISTRATION COMMUNALE.

§ 1^{er}. *Personnel.*

§ 2. *Listes électorales. — Nombre des électeurs. — Élections.*

§ 3. *Archives communales.*

§ 4. *Biens communaux. — Acquisitions, aliénations, échanges. — Répartition de fruits et mode de jouissance.*

§ 5. *Actes et règlements communaux.*

TITRE III.

FINANCES COMMUNALES.

§ 1^{er}. *Recettes.*

A. ORDINAIRES.

- | | | |
|---------------------------------|---|--|
| a. Revenus patrimoniaux . . . | { | Produits de rentes { sur l'état ou sur les établissements publics.
sur les particuliers. |
| | | Intérêts de fonds placés au trésor. |
| b. Perceptions autorisées . . . | { | Produits de location d'emplacements dans les marchés, droits de mesurage, pesage et jaugeage. Produits de droits de péage, chaussage et passage. |
| | | |
| c. Contributions et taxes . . . | { | Centim. additionnels aux contributions de l'État { ordinaires.
extraordinaires. |
| | | |
| | | Taxe sur les chiens. |
| d. Produits divers. | | Impositions communales, rôles d'abonnement, répartitions. |

B. EXTRAORDINAIRES.

- e. Reliquats de comptes antérieurs, emprunts, ventes, remboursements de capitaux, dons, legs, etc.
f. Subsidés sur les fonds du trésor ou de la province.

§ 2. *Dépenses.*

A. ORDINAIRES.

1. OBLIGATOIRES.

- a. Frais d'administration. — Personnel et matériel, loyer et contributions des bâtiments communaux.
- b. Subventions et secours { aux établissements de charité, entretien des aliénés, des aveugles, des sourds-muets, des reclus dans les dépôts de mendicité. pour les enfants trouvés.
- c. Garde civique et milice.
- d. Instruction publique.
- e. Culte { Subsidés aux fabriques d'églises.
Supplément pour les desservants.
Traitements des vicaires.
- f. Travaux publics. — Entretien de la voirie et des chemins vicinaux.
- g. Dette communale, services d'intérêts. { Emprunts.
Dette arriérée.
Id. exigible.
Id. constituée et pensions.

2. FACULTATIVES.

B. EXTRAORDINAIRES.

- 1. Obligatoires. — Dettes communales liquidées et exigibles, telles que remboursement, amortissement d'emprunts, paiement de constructions autorisées, etc.
- 2. Facultatives { Acquisitions.
Dépenses de simple agrément et dépenses imprévues.
- C. EXCÉDANTS { des recettes.
des dépenses.
- D. EMPRUNTS { Sommes empruntées.
Remboursements effectués.
Reste dû.
- E. AUTRES DETTES COMMUNALES { Dette constituée.
Id. arriérée.
Id. exigible (non compris les emprunts).

TITRE IV.

INSTITUTIONS DE BIENFAISANCE.

§ 1^{er}. *Bureau de bienfaisance.*

- a. Administration.
- b. Biens meubles et immeubles.
- c. Legs et donations.
- d. Acquisitions, aliénations, échanges.
- e. Remboursements et emplois de capitaux.

f. Budgets et comptes.

g. Statistique de l'indigence. — Distributions de secours.

§ 2. *Hospices et autres établissements de bienfaisance.*

§ 3. *Atelier de travail, comité d'industrie.*

TITRE V.

CULTE.

§ 1^{er}. *Clergé.*

§ 2. *Églises et presbytères.*

§ 3. *Fabriques d'églises.*

§ 4. *Biens meubles et immeubles appartenant aux fabriques.*

§ 5. *Legs et donations.*

§ 6. *Acquisitions, aliénations, échanges.*

§ 7. *Remboursements et emplois de capitaux.*

§ 8. *Cimetières.*

TITRE VI.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

§ 1^{er}. *Écoles communales.*

§ 2. *Écoles privées.*

§ 3. *Traitements des instituteurs communaux. — Caisse de prévoyance. — Subsidés. — Bâtiments d'écoles.*

TITRE VII.

SURETÉ ET HYGIÈNE PUBLIQUES.

§ 1^{er}. *Police. — Gardes champêtres. — Brigade de gendarmerie. — Patrouilles et veilleurs de nuit.*

§ 2. *Arrestations. — Contraventions.*

§ 3. *Maison de dépôt et de passage.*

§ 4. *Secours contre l'incendie, personnel, matériel.*

§ 5. *Éclairage public.*

§ 6. *État sanitaire, personnel médical.*

§ 7. *Vaccine.*

§ 8. *Sinistres et accidents (orages, grêles, inondations, incendies, maladies épidémiques et contagieuses, etc).*

TITRE VIII.

GARDE CIVIQUE ET MILICE.

§ 1^{er}. *Organisation locale de la garde civique. — Élections et nominations des officiers. — Effectif.*

§ 2. *Contingent de milice. — Résultat du tirage et des opérations de la levée.*

TITRE IX.

CONTRIBUTIONS PUBLIQUES.

Comme au titre XI de la nomenclature des villes.

TITRE X.

VOIES DE COMMUNICATION. — RÉGIME DES EAUX.

§ 1^{er}. *Voirie vicinale.*

a. *Statistique des chemins pavés et empierrés.*

b. *Plans d'alignement des chemins vicinaux.*

c. *Ouvertures, suppressions, changements de direction des chemins.*

d. *Mode et dépenses d'entretien et d'amélioration des chemins.*

e. *Piqueurs, cantonniers.*

f. *Allocations sur les revenus ordinaires. — Centimes additionnels. — Autres ressources diverses. — Prestations. — Prix de la journée de travail des hommes et du matériel. — Conversion des prestations en tâches et en argent. — Recouvrement des rôles.*

§ 2. *Polders et Wateringues.*

TITRE XI.

AGRICULTURE.

- § 1^{er}. *Qualité et productions du sol.*
- § 2. *État de la récolte.*
- § 3. *Produits.*
- § 4. *Plantations et défrichements.*
- § 5. *État des chevaux et du bétail. — Recensement. — Amélioration des races. — Épizooties. — Service vétérinaire.*
- § 6. *Foires et marchés.*
- § 7. *Police rurale. — Droit de vaine pâture. — Échenillage.*

TITRE XII. — OBJETS DIVERS.

Ce rapport est mis en discussion. L'assemblée renvoie à une autre séance la décision à prendre sur cet objet.

M. Stevens fait ensuite un rapport verbal sur les observations parvenues, dans les séances précédentes, de la part de M. le Ministre des finances et de MM. les Gouverneurs des provinces de la Flandre occidentale, de Hainaut, de Liège, de Limbourg et de Namur, relativement à la nomenclature uniforme des exposés de la situation administrative des provinces.

En ce qui concerne la dépêche de M. le Ministre des finances, la sous-commission a pensé que les paragraphes sur lesquels M. le Ministre a élevé particulièrement des objections (le produit des accises et des douanes, le commerce), sont traités, depuis plusieurs années, avec quelques développements, principalement les deux premières branches, dans les exposés des provinces d'Anvers, des deux Flandres et de Hainaut. Ces indications ne sont donc pas nouvelles, comme M. le Ministre des finances semble le croire; sous ce rapport, comme sous beaucoup d'autres, du reste, on s'est très-peu écarté du cadre actuellement suivi : on a plutôt régularisé et généralisé qu'élargi la classification des matières. La sous-commission propose de répondre dans ce sens à M. le Ministre de l'intérieur, en le priant d'engager son collègue des finances à prescrire aux agents de son département de fournir aux députations permanentes les renseignements qui leur sont nécessaires pour la rédaction de leurs rapports. — Ces conclusions sont adoptées.

Relativement aux observations faites par les Gouverneurs des cinq provinces ci-dessus nommées, la sous-commission, espérant que le résultat qu'on s'était proposé sera atteint avec le temps, s'il ne l'est pas immédiatement, est d'avis de maintenir la nomenclature telle qu'elle a été arrêtée, sans avoir égard aux objections qui ont été faites. Ces conclusions sont combattues par plusieurs membres, qui demandent qu'il soit immédiatement répondu aux objections faites; d'autres croient qu'il est plus prudent d'attendre que les exposés aient été publiés pour la prochaine session des

conseils provinciaux. M. le Président résume la discussion ; il met aux voix les deux opinions : la majorité se prononce pour l'ajournement ¹.

N° 122. — *Du 22 mai 1846.*

MM. Nassau Senior, de Londres, correspondant de la Commission centrale, et le comte Arrivabene, vice-président de la commission provinciale de statistique du Brabant, assistent à la séance.

M. le Ministre de l'intérieur renvoie, rectifiée et complétée, une partie des documents sur la maladie des pommes de terre dans la province de Brabant.

La Société de médecine pratique de la province d'Anvers, à Willebroeck, envoie ses publications, et propose d'établir un échange avec la Commission centrale. — Cette offre est acceptée.

Le Secrétaire, au nom de la sous-commission à laquelle ont été renvoyés, dans les séances précédentes, les documents relatifs à la maladie des pommes de terre, donne lecture d'un projet de rapport au Ministre de l'intérieur, accompagné d'un tableau indiquant les résultats pour quatre provinces, savoir : la Flandre orientale, le Limbourg, le Hainaut et Namur ². La discussion étant ouverte sur ce travail, plusieurs membres sont d'avis qu'il pourrait y avoir quelque inconvénient à évaluer en argent la perte d'une partie de la récolte des pommes de terre ; d'autres pensent que différentes circonstances ont pu porter à forcer le chiffre des quantités perdues. Ces observations sont prises en considération, et la sous-commission est chargée de reviser le travail avant qu'il soit transmis au Ministre ³.

L'ordre du jour appelle l'examen des résultats du triple recensement fait à titre d'essai dans la commune de Molenbeek-S^t-Jean.

Le Secrétaire, au nom de la sous-commission nommée dans la séance du 21 novembre 1845, présente un projet de rapport à l'appui des tableaux qui ont été produits dans les séances du 27 février et du 27 mars derniers. Ce rapport, mis aux voix, est adopté, et sera, ainsi que les pièces qui l'accompagnent, transmis à M. le Ministre de l'intérieur ⁴.

Il est ensuite donné lecture d'une dépêche, par laquelle M. le Ministre de l'intérieur, après avoir rappelé que la Chambre des Représentants a voté une première allocation de 250,000 francs pour le recensement général, exprime le désir, en attendant le vote de ce crédit par le Sénat, que les mesures préliminaires soient prises pour avancer les travaux autant qu'il sera possible, en ayant soin de prendre toutes les précautions nécessaires pour l'exactitude de l'opération et de chacune de ses parties. — Cette dépêche est renvoyée à la sous-commission du recensement.

N° 123. — *Du 3 juin 1846.*

M. le Ministre de l'intérieur transmet les bulletins rectifiés concernant la maladie des pommes de terre pour les deux communes de l'arrondissement de Bruxelles, qui étaient en retard de fournir les renseignements demandés, ainsi qu'une lettre du Gouverneur de la province de Luxembourg, relative au même objet.

¹ Voir plus loin le procès-verbal de la séance du 30 décembre.

² Ainsi que les provinces d'Anvers et de la Flandre occidentale. (Voy. plus loin le procès-verbal n° 124.)

³ Voir ce rapport plus loin à la suite des procès-verbaux.

⁴ Voir ces pièces dans la première partie de ce volume, pages 75 et suivantes.

Le Ministre communique également une note de M. Melsens, pour être consultée lors de la rédaction des propositions définitives pour la formation de la statistique agricole. — Renvoi à la sous-commission désignée dans la séance du 27 mars dernier.

Le Secrétaire présente le manuscrit de la première partie du mouvement de l'état civil dans le royaume pendant l'année 1845 : cette première partie comprend les relevés par commune, par arrondissement administratif et par province. — Renvoi à la sous-commission de population.

Il communique ensuite le résultat des délibérations de la sous-commission à laquelle a été renvoyée, dans la séance précédente, la dépêche de M. le Ministre de l'intérieur, demandant que les mesures préliminaires soient prises pour avancer les travaux du recensement général. La sous-commission, guidée par les circonstances qui ont dicté la dépêche de M. le Ministre, propose, et la Commission centrale arrête ainsi qu'il suit les bases des modifications à apporter aux projets primitifs :

1^o L'époque du triple recensement sera fixée au 15 octobre, et les renseignements relatifs à l'agriculture et à l'industrie se rapporteront à l'année entière;

2^o Il y aura au moins un agent de recensement pour cent ménages, à cause du délai restreint dans lequel le travail devra se faire;

3^o L'action des jurys communaux, formés principalement en vue de la statistique agricole et industrielle, s'étendra également à la population. Ces jurys exerceront surtout une surveillance active en ce qui concerne les opérations des agents de recensement, et contrôleront les bulletins au fur et à mesure de leur rentrée;

4^o Les bulletins seront distribués dans toutes les communes à partir du 1^{er} octobre, et devront être retirés pour le 25 du même mois;

5^o Les bulletins de la population seulement, vérifiés par le jury communal, seront adressés au chef-lieu de la province avant le 10 novembre;

6^o Il sera formé, avant le 15 décembre, un relevé numérique de la population; ce relevé sera établi par sexe, par rue et par section, afin d'avoir un moyen de contrôle qui garantisse l'exactitude des opérations, et prévienne les omissions dans le travail;

7^o Indépendamment des instructions écrites ou imprimées, des délégués des commissions provinciales seront invités à se rendre dans le sein de la Commission centrale, afin de recevoir toutes les explications verbales que comportent des opérations si compliquées, et de lever d'avance les difficultés qu'ils pourraient être eux-mêmes appelés à résoudre dans le cours des opérations;

8^o Immédiatement après ces travaux préliminaires, on s'occupera de toutes les autres opérations relatives à chacune des branches du triple recensement, conformément aux instructions.

La sous-commission modifiera, d'après ces bases, les projets pour être présentés dans la prochaine séance.

N^o 124. — *Du 19 juin 1846.*

M. le Ministre de l'intérieur renvoie à la Commission centrale des états rectifiés concernant la maladie des pommes de terre dans les provinces de Luxembourg, de la Flandre occidentale et d'Anvers. — Renvoi à la sous-commission.

Il transmet également des documents statistiques sur la milice dans la Flandre orientale, pour l'année 1845. — Renvoi à la sous-commission.

Il est donné communication du procès-verbal de la séance de la commission provinciale de Liège, du 11 avril 1846.

TOME III.

M. le Président fait connaître que la sous-commission de population a pris connaissance de la première partie des documents sur le mouvement de l'état civil dans le royaume pendant l'année 1845, et que le bureau a ensuite adressé ces pièces à M. le Ministre de l'intérieur, pour être livrées à l'impression.

L'ordre du jour appelle l'examen des projets d'actes officiels relatifs au recensement général dans toutes les communes du royaume.

Il est donné lecture de ces actes, modifiés par la sous-commission de population, ainsi que par celle de l'état industriel, principalement en ce qui concerne la statistique agricole, et en partie par suite des observations soumises par M. Melsens.

Une discussion s'élève au sujet des deux dernières questions du bulletin industriel; elles sont relatives aux matières premières mises en œuvre, et aux objets fabriqués pendant l'année. Le rapport arrêté par la Commission centrale, dans sa séance du 22 mai dernier, constate que ces renseignements n'ont pu être obtenus d'une manière suffisamment complète lors de l'essai fait dans la commune de Molenbeek-S'-Jean. Il est décidé, par huit voix contre deux, que les questions qui concernent les matières premières et les objets fabriqués, seront effacées du modèle de bulletin industriel.

Le travail, modifié conformément aux propositions des deux sous-commissions, est approuvé et sera adressé à M. le Ministre de l'intérieur; il comprend les projets suivants :

- 1° Rapport au Roi;
- 2° Arrêté royal fixant les principes du recensement, appliqué à la fois à la population, à l'agriculture et à l'industrie;
- 3° Instruction générale, accompagnée de cinq modèles de tableaux, en exécution de l'arrêté qui précède;
- 4° Circulaire aux Gouverneurs ¹.

Le Secrétaire présente ensuite le tableau résumé des résultats de la maladie des pommes de terre dans les provinces d'Anvers et de la Flandre occidentale. Sur la proposition de M. le Président, l'assemblée décide que ces deux provinces seront comprises dans le rapport adressé au Ministre le 29 mai dernier.

N° 125. — Du 3 juillet 1846.

M. le Ministre de l'intérieur transmet les renseignements rectifiés sur la maladie des pommes de terre dans une commune du Luxembourg.

L'ordre du jour appelle le renouvellement du comité de publication du tome III du *Bulletin*. Il est ouvert un scrutin qui donne pour résultat la nomination de MM. Quetelet, Perrot, Visschers et Heuschling.

L'assemblée reprend ensuite la discussion commencée dans la séance du 8 mai dernier, concernant les améliorations à introduire dans les rapports annuels sur la situation administrative des communes.

M. Stevens propose quelques changements dans les formules de la nomenclature. — Adopté.

Sur la proposition de MM. Sauveur et Quetelet, il est ajouté au titre VII de la nomenclature

¹ Voir ces documents dans la première partie de ce volume, pages 59 et suivantes. Le rapport au Roi a été inséré, avec les premiers projets, dans le second volume, page 159 de la seconde partie.

des communes rurales, et au titre VIII de celle des villes, un paragraphe pour les sinistres et accidents (orages, grêles, inondations, incendies, maladies épidémiques et contagieuses, etc.).

M. Bertaut fait observer qu'il existe un titre pour les contributions publiques, dans la nomenclature des villes, et qu'il n'y en a pas dans la nomenclature des communes rurales. Il propose de combler cette lacune, ce qui aurait pour résultat de fournir des éléments à la rédaction d'une statistique financière du royaume par ville et par commune rurale. Cette proposition est adoptée; les contributions publiques formeront le titre IX de la nomenclature des communes rurales.

L'assemblée est d'avis de développer le titre III de la nomenclature des villes, concernant les finances communales, dans le sens du titre III de la nomenclature pour les communes rurales, et d'appeler sur ce point l'attention des administrations urbaines.

En ce qui concerne l'exercice financier, les instructions à donner aux administrations communales feront comprendre que les rapports annuels contiendront l'analyse du compte de l'exercice écoulé, et une appréciation du budget de l'année suivante.

Le travail, ainsi modifié, sera soumis au Ministre de l'intérieur ¹.

N° 126. — Du 17 juillet 1846.

M. le Ministre de l'intérieur transmet des états rectifiés concernant la maladie des pommes de terre dans la province de Liège.

Le Secrétaire fait observer que les renseignements manquent encore pour cinq communes de la province de Liège et pour trois communes de la province de Brabant; plusieurs lettres de rappel ont été faites sans résultat, et il est à craindre que le retard apporté jusqu'à présent dans l'achèvement du travail général ne se prolonge encore. En conséquence, il propose d'établir les données relatives aux huit communes en retard, en prenant pour bases les renseignements constatés dans les communes limitrophes. Cette manière de procéder paraît présenter d'autant moins d'inconvénient, que la Commission centrale se borne à publier les résumés généraux par arrondissement et par province. Cette motion est adoptée, avec la réserve qu'il sera fait mention de cette circonstance lors de la publication des résultats de la suite de l'enquête.

Le Ministre communique ensuite des observations qui lui ont été faites par le directeur de la division de l'instruction publique au ministère sur la nouvelle nomenclature des exposés de la situation administrative des provinces. — Renvoi à la sous-commission.

Il transmet également l'information donnée par M. le Gouverneur du Luxembourg, relativement à la constitution du bureau de la commission provinciale pour l'année 1846. M. Jacquelart, directeur des contributions directes, a été nommé vice-président, et M. Nothomb, commissaire d'arrondissement, secrétaire.

M. Stevens fait connaître que, sur sa proposition, M. le Ministre a décidé que le travail préliminaire de copie et de coordination des matériaux destinés à la rédaction du résumé quinquennal des exposés de la situation administrative des provinces sera fait dans les diverses divisions du ministère, chacune pour la partie qui la concerne. M. Stevens se mettra en rapport avec les chefs de division pour l'exécution de ce travail.

M. Quetelet, au nom de la sous-commission des relations scientifiques, propose de conférer le titre de correspondant aux savants étrangers dont les noms suivent :

¹ Voir ce travail ci-dessus, pag. 27 et suiv.

MM. le D^r CASPER, professeur à l'université de Berlin;
Le professeur Ch. RITTER, géographe, à Berlin;
Le BARON DE REDEN, directeur au Ministère des affaires étrangères, à Berlin;
Le D^r BOWRING, membre de la Chambre des communes, à Londres;
Joseph FLETCHER, secrétaire de la commission d'enquête sur le travail des enfants, etc., à Londres.

BANNFIELD, membre de la société de statistique de Londres;
Pascal MADON, géographe et statisticien, à Madrid;
OSIANDER, économiste, à Stuttgart;
Le D^r George VARRENTAPP, directeur de la *Revue des prisons*, à Francfort;
LOBATTO, membre de l'institut des Pays-Bas, à La Haye.

Cette proposition est adoptée. — Les diplômes seront soumis à l'approbation de M. le Ministre de l'intérieur, conformément à l'article 4 de l'arrêté royal du 20 octobre 1841.

M. le Président fait connaître qu'à la suite d'une conférence de la sous-commission du recensement général, M. le Ministre de l'intérieur a adressé une circulaire à MM. les Gouverneurs, pour les engager à réunir, sous leur présidence, les membres des commissions provinciales de statistique, ainsi que MM. les commissaires d'arrondissement et les bourgmestres ou échevins des principales villes. Des délégués de la Commission centrale, désignés par M. le Ministre, assisteront à ces réunions, où les détails d'exécution du recensement général seront examinés et discutés ¹.

N^o 127. — Du 14 août 1846.

M. le Ministre de l'intérieur transmet une expédition d'un arrêté royal du 14 juillet 1846, qui nomme membre de la commission provinciale de statistique du Luxembourg, M. Geoffroy (Edouard), membre de la députation du conseil provincial, en remplacement de M. Orban, et M. Dutreux, ingénieur en chef des ponts et chaussées, en remplacement de M. Van Caillie. — Pris pour information ².

Le Ministre renvoie, revêtus de son approbation, les dix diplômes de membres correspondants de la commission centrale, qui lui ont été soumis conformément à la décision prise dans la séance précédente. — Pris également pour information.

Il communique de plus le travail qui lui est parvenu de la part des commissions provinciales du Hainaut et du Luxembourg, sur les documents de statistique qui existent dans ces provinces, une information du Gouverneur d'Anvers, relative à un mémoire sur l'étymologie et l'orthographe des noms des communes, et une lettre par laquelle ce même fonctionnaire demande une décision sur les observations faites par la commission provinciale, relatives à la statistique des maladies traitées dans les hôpitaux. — Renvoi aux commissaires que ces objets concernent.

M. le Ministre communique des correspondances des Gouverneurs d'Anvers et de la Flandre orientale, relatives au remplacement de membres décédés des commissions de statistique de ces deux provinces, ainsi qu'une lettre par laquelle M. Caters, appelé à une autre résidence, demande à être remplacé dans la commission du Limbourg. — L'assemblée délibère immédiatement sur cet objet.

¹ Voir cette circulaire à la suite des procès-verbaux.

² Voir l'arrêté plus loin aux *Actes officiels*.

Il est donné communication des procès-verbaux des séances des commissions provinciales d'Anvers du 9 février 1846; de Namur des 4 février, 11 et 24 juillet; de Liège du 8 juin; de la Flandre occidentale du 27 mai, et de la Flandre orientale du 24 janvier et du 13 juillet.

L'ordre du jour appelle l'examen du complément du travail relatif à la maladie des pommes de terre.

Les résultats de l'enquête pour les provinces de Brabant, de Liège et de Luxembourg sont classés par arrondissement administratif, et résumés dans un tableau faisant suite à celui qui était annexé au rapport du 29 mai.

Il est donné lecture d'un projet de rapport au Ministre. Ce rapport est mis en discussion et adopté, ainsi que le tableau qui l'accompagne; ils seront adressés à M. le Ministre de l'intérieur ¹.

Un autre rapport est fait par M. le colonel Trumper, au nom de la sous-commission chargée de rechercher les améliorations à apporter aux exposés de la situation administrative des provinces :

« MESSIEURS,

» Vous avez renvoyé à la sous-commission qui a été chargée précédemment d'établir de l'uniformité dans les exposés de la situation administrative des provinces, une note remise à M. le Ministre de l'intérieur par le directeur de la quatrième division de son département.

» Cette note renferme des observations sur les renseignements demandés aux provinces quant à la situation de l'enseignement public.

» D'après l'ensemble de ces observations, il paraîtrait que c'est la première fois qu'il s'agit d'introduire des données sur l'instruction publique dans les exposés administratifs des provinces. Or, il suffit d'ouvrir la collection de ces rapports annuels pour se convaincre qu'il n'en est pas ainsi; les trois branches de l'instruction publique y ont toujours été traitées avec plus ou moins de développement, et les lois de 1835 et de 1842, loin d'avoir porté obstacle à cette publication, semblent plutôt avoir été, pour les députations permanentes, l'occasion d'étendre et de compléter encore davantage cette partie de leur travail.

» La Commission centrale, dans les études auxquelles elle s'est livrée, a reconnu que les renseignements publiés chaque année dans les exposés manquaient d'uniformité, et qu'il était nécessaire qu'ils fussent présentés de manière à pouvoir former un tout homogène et être groupés en résultats généraux. C'est uniquement à cela que s'est borné le travail de la Commission centrale, travail de coordination, dans lequel elle s'est surtout attachée à ne pas laisser incomplets pour le royaume des renseignements fournis par les exposés de plusieurs provinces, et qui manquaient dans les exposés d'un petit nombre d'entre elles; on s'est d'ailleurs très-peu écarté du cadre suivi jusque-là : on a plutôt régularisé, généralisé, qu'élargi la classification des matières.

» Le directeur de l'instruction publique, dans ses observations, propose de n'admettre dans les exposés des provinces que les renseignements déjà rendus publics dans les rapports aux Chambres législatives.

» Cette proposition, si elle était admise, serait contraire à ce qui s'est pratiqué jusqu'à présent dans la plupart des provinces, même depuis les deux lois ci-dessus citées. Au reste, c'est, pensons-

¹ Voir à la suite des procès-verbaux.

nous, aux députations permanentes, chargées par la loi provinciale de la rédaction des exposés, qu'il appartient de décider quelles sont les matières qui doivent y entrer.

» Pour nous, Messieurs, nous pensons qu'il est convenable que le cadre des exposés, tel qu'il a été adopté, soit maintenu, et que M. le Ministre de l'intérieur soit prié de ne pas donner suite aux projets de circulaire mentionnés à la fin de la note à laquelle nous avons l'honneur de répondre. » Ces conclusions sont adoptées.

Par suite des mesures préparatoires du recensement général, confiées à la sous-commission désignée à cet effet, l'assemblée s'ajourne indéfiniment.

N° 128. — *Du 2 octobre 1846.*

M. le Ministre de l'intérieur transmet :

1° Les états régularisés concernant la maladie des pommes de terre dans trois communes de la province de Liège;

2° Un mémoire historique et étymologique sur les noms des communes de la province d'Anvers, par M. Kreglinger, secrétaire de la commission provinciale de statistique. — Renvoi à la sous-commission;

3° Une lettre par laquelle M. le Gouverneur de la Flandre orientale propose le remplacement, dans la commission de statistique de cette province, de M. Willems, décédé.

MM. le docteur Bowring, de Londres; le professeur Lobatto, de Delft; le docteur George Varentrapp, de Francfort-sur-Mein, et le baron de Reden, de Berlin, écrivent pour remercier de leur nomination comme correspondants de la Commission centrale. M. de Reden fait parvenir en même temps un exemplaire de ses publications.

Il est donné communication des procès-verbaux des séances des commissions provinciales, savoir :

Liège, séance du 10 et du 24 juillet, et du 14 août;

Limbourg, 23 juillet;

Luxembourg, 24 juin et 25 août;

Flandre orientale, 1^{er} et 8 août;

Hainaut, 5 août;

Brabant, 14 août;

Flandre occidentale, 13 août.

M. Quetelet, au nom de la sous-commission de population, fait un rapport verbal sur la seconde partie des pièces relatives à la statistique du mouvement de l'état civil dans le royaume pendant l'année 1845. — Il est donné lecture du projet de rapport au Roi; ce rapport est adopté et sera transmis à M. le Ministre, avec les pièces qu'il concerne.

Il résulte de ce travail que, pour la première fois depuis cinq ans, les nombres des changements de domicile en 1845 ont été moins élevés à l'entrée qu'à la sortie; ces excédants ont été constatés surtout dans les deux Flandres, le Hainaut et le Luxembourg: les différences se résument, pour tout le royaume, en un chiffre d'environ 500 habitants. A ce sujet, le Secrétaire fait observer que le procès-verbal ci-dessus mentionné de la commission provinciale du Luxembourg du 24 juin, contient la mention de documents communiqués par M. le Gouverneur sur les émigrations; cette enquête a lieu par suite de la proposition consignée dans le procès-verbal de la Commission centrale du 5 septembre 1845.

Le Secrétaire met sous les yeux de l'assemblée les pièces qui contiennent les différentes mesures prises depuis la séance du 19 juin dernier, relativement au recensement général.

29 août. — Rapport de la Commission centrale au Ministre de l'intérieur, sur les résultats des conférences dans les provinces, ensuite de la circulaire du 13 juillet dernier ¹;

1^{er} septembre. — Instruction supplémentaire aux Gouverneurs ²;

14 septembre. — Circulaire aux Gouverneurs et arrêté royal du 15 du même mois, relatifs à l'indemnité des agents de recensement, des secrétaires des jurys communaux et des bureaux temporaires dans les gouvernements provinciaux; instructions sur les travaux de dépouillement, avec modèles de tableaux ³;

14 septembre. — Dépêche au Ministre de la justice, demandant que des mesures spéciales soient prises pour le recensement des établissements et des corps collectifs, conformément au n° 9 de l'instruction générale du 30 juin, ainsi que pour la poursuite des contraventions;

15 septembre. — Même dépêche au Ministre de la guerre, pour le dénombrement des militaires casernés;

15 septembre. — Circulaire aux Gouverneurs donnant avis de l'intervention des départements de la justice et de la guerre;

15 septembre. — Circulaire prescrivant un modèle uniforme de tableau à tenir par les agents de recensement pour l'annotation des bulletins distribués et retirés ⁴;

18 septembre. — Circulaire demandant aux Gouverneurs un rapport sur les mesures préparatoires prises dans les provinces. — Réponses des Gouverneurs, celui de Liège excepté;

19 septembre. — Envoi aux Gouverneurs, d'exemplaires du mémoire de M. Quetelet sur les anciens recensements de la population;

21 septembre. — Circulaire concernant des craintes manifestées sur l'application des résultats du recensement aux charges publiques ⁵;

23 septembre. — Réponse du Ministre de la justice à la dépêche du 14;

28 septembre. — Circulaire rappelant les principaux points à recommander à l'attention des agents de recensement et des jurys communaux ⁶;

30 septembre. — Circulaire relative à la tenue du registre de population ⁷;

30 septembre. — Dépêche au Gouverneur de la Flandre orientale, autorisant l'ajournement du recensement à Buggenhout, par suite d'une maladie épidémique qui règne dans cette commune.

M. Detournay annonce le prochain envoi, au département de l'intérieur, des documents du commerce de la Belgique avec les pays étrangers, pendant l'année 1845; il demande qu'aussitôt après l'arrivée de ces pièces, la sous-commission chargée de les examiner soit convoquée d'urgence, et que M. Bellefroid fasse partie de cette sous-commission. — Adopté.

¹ Voir ce rapport à la suite des procès-verbaux.

² Voyez à la page 65 de la première partie de ce volume.

³ Voir après les procès-verbaux.

⁴ *Idem.*

⁵ *Idem.*

⁶ *Idem.*

⁷ *Idem.*

N° 129. — Du 16 octobre 1846.

M. le Ministre de l'intérieur communique, de la part du Ministre des finances, le projet de rapport au Roi et les feuilles imprimées du tableau général du commerce de la Belgique avec les pays étrangers pendant l'année 1845. Ces pièces ont été remises à la sous-commission, conformément à la résolution prise dans la dernière séance.

Il communique une dépêche du Ministre de la justice, relative à la publication de tableaux statistiques sur les faillites et la contrainte par corps, tableaux accompagnés d'un projet de rapport au Roi. — Renvoi à l'ancienne sous-commission composée de MM. Faider, Putzeys, Quetelet et Heuschling.

Il demande ensuite l'avis de la Commission centrale sur un vœu émis par le conseil provincial du Luxembourg, tendant à rendre obligatoires les assurances contre l'incendie, et à en attribuer le monopole à l'État. — Commissaires : MM. Quetelet, Stevens, Ducpetiaux, Putzeys et Heuschling.

M. le Secrétaire général du Ministère de l'intérieur fait connaître qu'à la suite d'une décision de M. le Ministre, des instructions ont été données, par circulaire du 22 juillet dernier, à MM. les inspecteurs provinciaux de l'enseignement primaire et à MM. les administrateurs-inspecteurs des universités de Gand et de Liège, conformément à la note communiquée à la Commission centrale dans sa séance du 17 juillet dernier.

L'assemblée délibère immédiatement sur cette communication, qui donne lieu à plusieurs observations.

La Commission centrale apprend avec regret que M. le Ministre ait cru devoir prendre cette mesure avant de connaître l'avis qu'il lui avait demandé; le système d'information qu'elle a proposé ne diffère pas de celui qui a été constamment suivi dans les exposés de la situation des provinces, même avant l'exécution des lois organiques de l'instruction supérieure et de l'instruction primaire, en 1835 et en 1842.

Elle croit devoir insister sur sa proposition, tendante à ce que les exposés continuent à donner pour l'instruction publique, comme pour les autres branches de service, les renseignements qui se rapportent à chaque session du conseil provincial. La Commission centrale, dans le mode qu'elle a proposé, s'est attachée à rendre ces renseignements comparables d'une année à l'autre, tandis que cette comparaison est très-difficile à l'aide des seuls rapports annuels sur l'enseignement supérieur.

Relativement à la communication de cette seconde note à la Commission centrale, celle-ci aurait désiré que, dans cette circonstance, on ne se fût pas écarté de l'article 2 de l'arrêté royal du 20 octobre 1841, d'après lequel la Commission correspond avec le Ministre de l'intérieur.

Cette résolution sera portée à la connaissance de M. le Ministre.

Des procès-verbaux des séances des commissions provinciales sont communiqués pour les provinces de Hainaut (séance du 24 septembre) et de Namur (séance du 6 août).

M. le Président rend compte des tournées qu'il est chargé de faire avec le Secrétaire pour la surveillance du recensement général.

Le Secrétaire communique ensuite les pièces suivantes :

1^{er} octobre. — Lettre du Gouverneur de la Flandre occidentale, informant qu'il a délégué des membres de la commission provinciale de statistique pour surveiller l'exécution du recensement ;

3 octobre. — Réponse du Gouverneur de Liège à la circulaire du 18 septembre, concernant les mesures préparatoires du recensement ;

7 octobre. — Envoi aux Gouverneurs d'exemplaires du rapport sur l'essai de recensement fait à Molenbeek-S^t-Jean ;

8 octobre. — Circulaire aux Gouverneurs relative à une question posée sur le dénombrement des chevaux et bestiaux ¹ ;

9 octobre. — Délégation du Ministre de l'intérieur au Président et au Secrétaire de la Commission centrale, avec faculté de s'adjoindre d'autres membres de la Commission, pour se rendre partout où il sera nécessaire, à l'effet de faciliter les opérations du recensement général ;

9 octobre. — Circulaire aux Gouverneurs relative à une surveillance spéciale à exercer dans quelques communes sur l'exécution de la statistique agricole ² ;

9 octobre. — Information du Gouverneur de la Flandre orientale, de l'ajournement du recensement dans une seconde commune de cette province par suite de l'épidémie ;

10 octobre. — Circulaire aux Gouverneurs relative à des cas d'absence à mentionner au bulletin de population ³ ;

11 et 12 octobre. — Observations du Gouverneur du Hainaut au sujet de la mesure spéciale concernant la statistique agricole, recommandée dans la circulaire du 9 ;

12 octobre. — Communication par le Gouverneur de la Flandre occidentale des rapports de deux membres de la commission provinciale de statistique, spécialement chargés de la surveillance du recensement ;

13 octobre. — Réponse du Ministre de la guerre à la dépêche du 13 septembre, relative aux mesures à prendre pour le recensement des garnisons ;

14 octobre. — Circulaire aux Gouverneurs relative à de légères modifications apportées au registre de population ⁴.

L'ordre du jour appelle le rapport de la sous-commission, chargée d'examiner les documents sur le commerce en 1843.

Ce rapport, présenté par M. Perrot, est ainsi conçu :

« MESSIEURS,

» Par sa dépêche du 7 de ce mois, M. le Ministre des finances a transmis à M. le Ministre de l'intérieur, et ce dernier vous a renvoyé le projet de rapport au Roi et de notice analytique ainsi que les feuilles tirées du tableau général du commerce de la Belgique avec les pays étrangers, pendant l'année 1843.

» La sous-commission ⁵ que vous avez chargée d'examiner ces différentes pièces, doit vous informer qu'aucun changement n'a été apporté, cette année, aux tableaux de développements, lesquels, au reste, laissent fort peu à désirer, excepté seulement en ce qui concerne le tarif des évaluations officielles, objet dont nous parlerons plus bas.

» Le rapport au Roi est également conçu à peu près dans les mêmes termes que celui de l'année dernière, et ne comportait pas de grandes modifications.

¹ Voir après les procès-verbaux.

² *Idem.*

³ *Idem.*

⁴ *Idem.*

⁵ La sous-commission était composée de MM. Partoes, Bertaut, Detournay, Bellefroid, Heuschling, Perrot, rapporteur.

» Quant à la notice, différentes améliorations y ont été introduites par celui de nos honorables collègues qui est chargé de la direction de ce travail au Département des Finances (M. Detournay). Le résumé des relations de la Belgique avec chaque pays séparément, a été resserré de manière à éviter quelques doubles emplois avec les détails renfermés dans les tableaux récapitulatifs du mouvement du commerce avec ces pays. D'autre part, les chiffres des tableaux mensuels des principales marchandises importées et exportées ont été réunis dans un même cadre et mis en regard les uns des autres, et ce relevé présentera plus tard un véritable intérêt, en montrant à quelles époques de l'année le mouvement commercial est le plus actif.

» Le résumé du commerce entre la Belgique et la Prusse, distinct autrefois dans les états récapitulatifs de celui qui a lieu entre la Belgique, la Saxe et quelques autres États du *Zoll-Verein*, est groupé maintenant avec raison dans un seul et même tableau relatif à l'Association commerciale allemande tout entière. Un membre de votre sous-commission a fait observer qu'il devra en être de même à l'avenir du Texas vis-à-vis des États-Unis, à présent que ce premier pays est annexé à l'Union américaine.

» Dans sa dépêche, M. le Ministre des finances exprime ses regrets de ce que le défaut de concours de quelques chambres de commerce n'a pas permis de réaliser encore la réforme du tarif des évaluations officielles, arrêté en 1833; il dit qu'il est bien décidé à faire tous ses efforts pour amener à bonne fin la révision de ce tarif, et qu'à cet effet il se propose de livrer prochainement les matériaux déjà recueillis à l'examen d'une commission spéciale.

» Votre sous-commission ne peut, Messieurs, que s'associer à ces regrets, et elle vous engage à insister pour l'adoption des nouvelles mesures indiquées par M. le Ministre des finances, car la révision du tarif des évaluations officielles lui paraît devenue d'une indispensable nécessité. Dans une foule de circonstances très-graves, les intérêts du pays ont eu véritablement à souffrir des erreurs qu'entraîne l'application forcée du tarif de 1833; il donne une idée très-fausse, dans quelques cas, de l'importance réelle du commerce de la Belgique avec certains pays voisins. Il semble notamment, d'après les calculs basés sur ces évaluations, que la somme des exportations de Belgique en France excède dans une proportion énorme celle des importations de France en Belgique, tandis qu'en réalité il y a tout au moins égalité, et quoiqu'il soit loin de notre pensée de vouloir préconiser le système de la balance commerciale, il est constant que ces chiffres erronés ont souvent exercé une fâcheuse influence.

» Sans doute la révision du tarif des évaluations est une œuvre difficile; mais votre sous-commission ne peut admettre que ce soit au point de rendre ce travail impossible, d'autant plus qu'il ne s'agit pas en définitive d'arriver à un compte d'une exactitude mathématique, mais seulement d'établir des moyennes qui approchent le plus possible de la vérité. Nous sommes persuadés qu'une commission composée d'hommes dévoués, intelligents, ayant le sentiment de l'importance du travail qui leur serait demandé et qui le répartiraient entre eux, chacun s'attachant à porter ses investigations et ses recherches sur les articles qu'il est le mieux à même de connaître, nous sommes persuadés, disons-nous, qu'une semblable commission pourrait aisément présenter, au bout de quelques mois, à la sanction du Gouvernement, un projet de révision très-satisfaisant, surtout à l'aide des précieux renseignements déjà fournis par plusieurs chambres de commerce. »

Ces conclusions sont adoptées.

N° 130. — Du 30 octobre 1846.

M. le Ministre de l'intérieur transmet une correspondance de M. le Gouverneur du Limbourg, relative au remplacement de deux membres de la commission provinciale de statistique, démissionnaires par suite de changement de résidence.

Il demande de faire tirer à part, d'après le *Bulletin de la Commission centrale*, des exemplaires du projet de rapport sur la situation administrative des villes et des communes rurales, projet arrêté en séance de la Commission centrale, le 3 juillet dernier. — Renvoi au comité de publication.

M. le Ministre adresse des exemplaires du mouvement de l'état civil dans le royaume pendant l'année 1845, et publié par son département.

M. le Ministre des finances adresse également des exemplaires du tableau général du commerce de la Belgique avec les pays étrangers pendant la même année.

Il est donné communication des procès-verbaux des séances des commissions de statistique des provinces de Luxembourg (séance du 5 août 1846), de Liège (17 août et 10 octobre), de Namur (1^{er} octobre), et de Limbourg (11 août).

Le Secrétaire communique les principales dépêches parvenues au Ministère de l'intérieur ou émanées de ce département, concernant le recensement général, savoir :

16 octobre. — Observations du Gouverneur d'Anvers sur la circulaire du 9 octobre, concernant une surveillance spéciale à exercer dans quelques communes sur l'exécution de la statistique agricole;

17 octobre. — Dépêche du Gouverneur de la Flandre occidentale faisant connaître les noms des personnes qui ont consenti à surveiller l'exécution de la statistique agricole dans une commune de chaque canton;

17 octobre. — Observations sur le même objet par le Gouverneur du Limbourg;

19 octobre. — Dépêche au bourgmestre de Gand sur l'exécution du recensement dans cette ville;

22 octobre. — Dépêches aux Gouverneurs de la Flandre orientale et du Luxembourg, en réponse à des observations faites relativement à la révision des règlements de police sur les changements de domicile;

22 octobre. — Question posée au Ministre de la justice, relativement à l'inscription au registre de population des pensionnaires des hospices et autres établissements analogues;

23 octobre. — Rapport du Gouverneur de Liège, relatif à la surveillance de l'exécution de la statistique agricole par un délégué spécial;

23 octobre. — Rapport du bourgmestre de Gand, en réponse à la dépêche du 19, sur l'exécution du recensement dans cette ville;

25 octobre. — Rapport du Gouverneur du Hainaut sur les travaux du recensement.

M. Faider présente le rapport de la sous-commission à laquelle ont été renvoyés, dans la séance précédente, les tableaux statistiques qui forment l'appendice du compte de l'administration de la justice civile pendant les années judiciaires 1839-1840 à 1842-1843.

« MESSIEURS,

» Votre sous-commission a pris connaissance du projet de rapport au Roi, qui résume les travaux compris dans l'*Appendice du compte de l'administration de la justice civile*, pendant les années

judiciaires 1839-1840 à 1842-1843. Aux termes du § 5 de l'art. 1^{er} de l'arrêté royal du 20 octobre 1841, elle m'a chargé de vous soumettre le résultat de son examen.

Au vœu de la dépêche de M. le Ministre de la justice, en date du 14 de ce mois, troisième division, n° 55, vœu qui s'accorde d'ailleurs avec la disposition de l'arrêté mentionné plus haut, votre sous-commission s'est bornée à l'appréciation du rapport au Roi, considéré comme analyse substantielle des tableaux formés sur les documents officiels : vous vous rappellerez, Messieurs, que dans votre séance du 17 mai 1845, votre rapporteur a exprimé l'intention, que vous avez approuvée, de vous soumettre un travail plus étendu sur les résultats généraux et sur l'appréciation intrinsèque des documents officiels, aussitôt qu'ils auront été régulièrement publiés : cette intention est, du reste, conforme au § 2 de l'article déjà cité de l'arrêté de 1841.

» Le rapport au Roi comprend les objets suivants :

» 1^o L'aperçu du personnel de l'ordre judiciaire, en y comprenant les officiers ministériels et les notaires;

» 2^o L'exposé comparé aux diverses époques depuis le régime français, des traitements des magistrats;

» 3^o Le relevé des nominations et mutations des magistrats et des notaires;

» 4^o Le nombre et la durée des audiences des cours et des tribunaux;

» 5^o Le relevé des naturalisations et des autorisations accordées aux étrangers d'établir leur domicile en Belgique;

» 6^o Les dispenses d'âge, de parenté et d'alliance pour contracter mariage;

» 7^o L'état des sursis de paiement;

» 8^o La statistique des faillites;

» 9^o Des renseignements sur l'exercice de la contrainte par corps.

» Vous remarquerez, Messieurs, en comparant la présente publication avec celle de 1840, qu'elle renferme des documents en grand nombre qui n'avaient jamais fait l'objet d'investigations officielles : la plupart des résultats consignés dans l'*appendice* qui nous occupe en ce moment sont nouveaux; aussi M. le Ministre de la justice s'est efforcé de les faire remonter à l'année 1830, et, autant que cela a été possible, ils se rapportent à une période de quinze années (1830 à 1844). Si les documents fournis pour une période aussi longue étaient complets, on en pourrait tirer des conclusions sans doute plus certaines; mais, comme le fait observer M. le Ministre, par cela même que les cadres sont nouvellement dressés, il a été difficile de les remplir tous au moyen de documents qui n'avaient pas, depuis notre réorganisation politique, l'utile destination qu'on leur donne aujourd'hui : toutefois, les résultats obtenus et les faits signalés dans le rapport sont assez nombreux et assez significatifs pour qu'il ne soit permis à personne d'en nier la haute portée.

» Cette réflexion sera confirmée par une remarque qui n'est pas dépourvue d'importance : en statistique, il y a des chiffres qui doivent être complets pour produire un résultat positif; ainsi, pour tirer un exemple du recensement général qui s'opère en ce moment, il faut que le chiffre de la population du pays soit aussi exact que possible, pour servir de base à la réforme parlementaire dont il a été question durant la dernière législature. Mais tous les faits politiques ou administratifs ne nécessitent pas cette rigueur : par exemple, dans le rapport qui nous occupe, il est beaucoup parlé des faillites; cet objet est d'une haute importance; la législation des faillites va être modifiée et les renseignements statistiques seront d'un grand secours pour éclairer le législateur sur la valeur des principes aujourd'hui en vigueur, et sur la nécessité de les changer; il serait certes à désirer que tout ce qui concerne les faillites, que tout ce qui s'est passé depuis quinze ans en

matière de faillites, fût exactement établi et connu ; mais parce que, comme nous le lisons dans le rapport, tous les renseignements relatifs aux faillites n'ont pu être complétés depuis quinze ans, les documents publiés perdront-ils toute valeur ? Nous ne le pensons nullement : nous croyons, au contraire, que les appréciations moyennes resteront les mêmes ; les lacunes se répartissent en quelque sorte sur toutes les subdivisions, et les résultats, atténués d'après les mêmes proportions, ne cessent pas de rester vrais dans leurs rapports respectifs : inexacts en sens absolu, ils ont cependant une signification vraie dans les conclusions générales qu'on en tire. Ainsi, pour citer un exemple, sur 698 faillites terminées pendant quinze ans, 93 seulement ont été terminées en trois mois, 54 n'ont été terminées qu'après plus de cinq ans : que ces chiffres soient exacts ou qu'ils ne le soient pas, il n'en est pas moins établi que la liquidation d'un nombre connu et important de faillites a traîné pendant plus de cinq ans, et qu'un pareil résultat accuse un vice radical dans une législation ; et il reste vrai, comme nous le disions, que dans de certaines circonstances données, des documents, quoique incomplets mais sincères, conservent cependant une valeur incontestable.

» D'après ce qui vient d'être dit, il n'y avait aucun danger à déclarer, comme l'a fait M. le Ministre dans son rapport au Roi, que, pour de certaines parties, les documents n'étaient pas complets : vous devez même applaudir à la franchise de cette déclaration. Avant tout, la statistique doit être sincère ; et en Belgique particulièrement, où l'administration de la statistique est largement organisée, c'est par la sincérité des publications officielles qu'il faut fermer la bouche aux détracteurs d'une science qui, malgré sa nouveauté, a déjà fait beaucoup de bien : il est donc juste et indispensable que le public, que les hommes d'État, que les savants, connaissent les bases sur lesquelles on a travaillé ; ces bases s'élargissant, se consolidant chaque jour, offriront une assiette chaque jour plus solide et plus large aux calculs et aux résultats ; mais il faut dire ce qui a manqué au passé, pour compléter dans l'avenir ; et par cela même que les lacunes auront été annoncées lorsqu'elles existaient, la confiance sera plus grande quand on déclarera que les documents assemblés sont complets. Non pas que l'on puisse arriver jamais en statistique, à une exactitude mathématique : cela n'est pas possible dans les sciences sociales et économiques ; et reprocher à la statistique de laisser des lacunes, c'est reprocher des erreurs à la nature humaine ou des vices à l'organisation politique ; c'est vouloir la perfection et l'absolu là où ils ne peuvent pas exister. Mais, en faisant une juste part aux imperfections inévitables, on croira aux documents officiels parce qu'ils émaneront d'hommes probes et sincères, et ainsi nos lois recevront des perfectionnements qu'aura dictés une expérience vraie.

» Votre sous-commission n'a pas considéré comme oiseuses les réflexions qui précèdent : elle a vu que l'appendice résumé dans le rapport au Roi offre des renseignements d'une importance toute spéciale ; sachant que des avant-projets de lois sur les *faillites*, les *sursis*, la *contrainte par corps* ont été élaborés par des commissions spéciales et envoyés à l'examen des corps judiciaires et des facultés de droit, elle a pensé que les documents statistiques seraient d'une immense utilité pour arriver à la solution des graves et difficiles questions que ces projets soulèvent ; elle a cru devoir, en conséquence, démontrer que, quoique ne présentant pas des chiffres complets, les tableaux fournis et le rapport qui les résume n'en conservaient pas moins une signification et une valeur qu'il n'est pas permis de révoquer en doute.

» Passant à l'examen du rapport même, votre sous-commission n'a pas tardé à se convaincre qu'il offrait beaucoup d'intérêt et que, indépendamment de divers renseignements historiques, sur le personnel et la position des magistrats, les résultats statistiques y étaient classés avec une remarquable intelligence.

» Nous allons en signaler quelques-uns, et nous y ajouterons les remarques qu'ils comportent :	
» Le personnel des tribunaux de première instance, présidents, juges, officiers du parquet et greffiers est de	337
» Celui des cours d'appel est de	113
» Celui de la cour de cassation est de	25
» Le nombre effectif des avocats à la cour de cassation et des avoués près les cours d'appel et les tribunaux est de	346
» Celui des notaires de toutes les classes est de	991
» Celui des huissiers est de	446
» Le nombre des juges de paix est de	223
» Resterait les membres des tribunaux de commerce dont le nombre n'est pas indiqué.	

» Dans les renseignements spéciaux sur les lois relatives au personnel de la cour d'appel de Bruxelles, nous avons signalé, page IX, une erreur qu'il sera bon de corriger : la loi du 10 février 1836 ne s'est pas bornée à augmenter le personnel de cette cour de trois conseillers, y compris un président, elle a encore créé une place d'avocat général qui complète une troisième chambre civile.

» Les traitements de l'ordre judiciaire ont subi de nombreuses variations que nous trouvons indiquées dans un tableau spécial page XII : les chefs de corps étaient, avant nos lois actuelles, infiniment mieux traités qu'aujourd'hui ; en revanche, les conseillers et juges ont vu doubler et quelquefois tripler leurs appointements : la ridicule parcimonie que l'on employait à l'égard de ces derniers était un grief réel que la loi du 20 mai 1845 a fait disparaître en partie ; peut-être remarquera-t-on que, dans le système actuel, les chefs de corps ne sont pas assez rétribués, et que la distance qui les tenait au-dessus de leurs collègues d'un rang inférieur est trop effacée ; il faudra, pour expliquer ce changement remarquable, songer au caractère général de nos institutions, aux progrès des idées d'égalité et à cet esprit de nos sociétés, qui tend à passer un niveau, peut-être trop uniforme, sur toute supériorité concédée : un tableau inséré à la page XIII donne la proportion des traitements aux diverses époques, en les rapprochant du chiffre régulateur 100, et permet de se rendre d'un coup d'œil compte des remarquables différences qu'il accuse.

» Les nominations et mutations ont été nombreuses dans la magistrature : depuis le 15 octobre 1832, elles ont été de 586 ; il faut y ajouter 555 notaires, 217 avoués et 247 huissiers ; ce qui forme un total de 1605. Parmi ces nominations figure l'élection faite, au sein des cours d'appel, de trois premiers présidents et de quatre présidents de chambre, élection que nous voulons mentionner d'une façon spéciale, parce qu'elle marque à quel degré nos lois ont assuré l'indépendance de la haute magistrature, en accordant aux cours souveraines la faculté de choisir elles-mêmes et dans leur sein les chefs appelés à les présider : cette remarque se rattache à celle que nous venons de faire à propos des traitements, et explique pourquoi il n'est plus possible désormais de les séparer autant que sous un régime moins libéral que le nôtre.

» Un grand tableau, inséré à la page XVIII, indique les fonctions antérieures à chaque nomination.

» Les indications relatives au nombre et à la durée des audiences et à la part moyenne que chaque magistrat a prise aux travaux du corps auquel il appartient, offrent beaucoup d'utilité : on y voit quels sont les tribunaux qui ont le plus de besogne ; dans quels tribunaux les magistrats donnent le plus de temps aux audiences ; et en rapprochant ces données des travaux réellement accomplis et des causes jugées, on arrivera à des chiffres de répartition que nous ne sommes pas appelés à établir aujourd'hui, mais qui pourront servir de base certaine au règlement sur la durée des au-

diencces civiles qu'autorise la loi du 25 mars 1841. Ces tableaux ont du reste une utilité immédiate; ils prouvent, ce nous semble à toute évidence, que les magistrats chez nous ne sont pas oisifs, comme semblaient l'insinuer naguère quelques détracteurs; les quatre dernières colonnes du tableau inséré à la page XXII indiquent la durée du travail d'audience et ce travail sera jugé considérable, si l'on y ajoute d'abord celui des délibérations en chambre du conseil (votre rapporteur en pourrait citer qui ont duré quinze heures et plus) dont on pourrait facilement faire le relevé, ensuite celui du cabinet, qui certes est le plus considérable pour un magistrat qui veut non-seulement être équitable juge, mais aussi savant juge, et qui, s'abstenant de trancher les affaires, se rappelle, en les examinant, cette célèbre maxime de Loisel : « Sage est le juge qui » écoute et tard juge; car de fol juge, briefve sentence. » (*Inst. Coutum.* VI, 3, 13.)

» Nous passons rapidement sur les naturalisations : de 1830 à 1843, il en a été accordé 12 grandes et 408 ordinaires. — Durant la même période, 121 étrangers ont été autorisés à établir leur domicile en Belgique, et, par conséquent, à y jouir des droits civils. — Treize personnes d'origine belge ont recouvré leur nationalité perdue.

» Les dispenses ont été nombreuses : il a été accordé, de 1831 à 1843, 32 dispenses d'âge, 128 dispenses de parenté (oncle et nièce, tante et neveu), 1492 dispenses d'alliance (beau-frère et belle-sœur). — Il serait, semble-t-il, assez intéressant de connaître aussi le nombre total des demandes formées, afin de pouvoir apprécier le nombre des demandes rejetées. Nous croyons savoir que, surtout en matière d'alliance, les refus sont extrêmement rares, parce que les demandes sont faites, la plupart du temps, dans des circonstances telles qu'un rejet est presque impossible. S'il en était ainsi, mieux vaudrait que la loi autorisât les mariages sans exiger des préliminaires qui imposent à l'administration une besogne inutile. C'est surtout pour arriver à des appréciations de ce genre que la statistique est utile, et c'est pour pouvoir les faire qu'il faut en compléter les éléments.

» Nous abordons la partie essentielle de l'*appendice*, nous voulons parler des sursis, des faillites, de la contrainte par corps : en treize ans (de 1831 à 1843), il y a eu 85 demandes de sursis, dont 58 ont été accordées. En divisant cette période en deux séries, on a constaté que de 1831 à 1836 on a demandé 52 sursis; il n'en a pas été demandé en 1837; de 1838 à 1843, leur nombre s'est réduit à 33. Le rapport observe que la concession des sursis n'a été faite que dans des cas très-exceptionnels, de telle sorte que le nombre des sursis accordés est à celui des faillites comme 4 est à 100 : six des sursis accordés ont été suivis de la mise en état de faillite. Tels sont les principaux faits résumés dans le rapport : ajoutons que c'est dans les arrondissements de Bruxelles et de Liège qu'ont été formées le plus grand nombre de demandes; elles figurent pour 48 dans le chiffre total. — Vous n'ignorez pas, Messieurs, que la législation actuelle des sursis est très-vicieuse, très-incomplète, et que, dans la pratique, on a été forcé de sortir des limites précises tracées par l'arrêté-loi du 25 novembre 1814. On est généralement d'accord pour reconnaître que la concession des sursis a été de peu d'efficacité pour la réparation des désastres commerciaux, et c'est par ce motif que, dans le projet de révision, on a proposé des dispositions sévères et détaillées, propres à éviter les abus possibles aujourd'hui. Votre sous-commission eût désiré trouver dans les détails statistiques quelques indications sur le sort des sursis accordés, c'est-à-dire sur le point de savoir si un certain nombre de sursis ont été suivis du rétablissement des affaires du commerçant favorisé : ce point eût été important, ce semble, à l'effet de bien apprécier ce que vaut un sursis, et de ce que six sursis seulement ont été suivis de la déclaration de faillite, il ne s'ensuit nullement que tous les autres ont amené la réparation complète du crédit et la cessation des embarras de la personne admise au sursis.

» Le résumé relatif aux faillites est la partie la plus intéressante et la mieux élaborée du rapport; il sera fort utile pour l'examen et la discussion du projet de loi dont il a déjà été parlé, et nous devons émettre le vœu que les documents statistiques et le rapport qui les résume soient adressés à tous ceux auxquels ce projet a été communiqué. De 1830 à 1844 il y a eu 1423 faillites ouvertes: la moyenne de 1830 à 1834 a été, par année, de 68; de 1835 à 1839, elle a été de 95; de 1840 à 1844, elle a été de 144; toutefois, tandis que de 1832 à 1839, leur nombre a suivi une progression annuelle constante de 55 à 118, ce nombre tend légèrement à diminuer de 1840 à 1844: il n'en est pas moins certain que la moyenne des cinq dernières années dépasse de beaucoup celle des périodes antérieures, ce que le rapport attribue à l'extension des opérations commerciales et au développement de l'esprit d'entreprise. A l'appui de cette observation, le rapport fait remarquer que le nombre des contestations en matière commerciale a subi le même accroissement que celui des faillites: le tableau, inséré à la page XXIX, fournit sur ce point des données intéressantes. Ajoutons ce correctif résultant du tableau qui indique l'importance des faillites et qui est inséré à la page XXXVI, que dans la dernière période, si le nombre des faillites a augmenté, le chiffre de leur passif a diminué d'une façon assez notable.

Nous remarquons dans le tableau de répartition des faillites entre les diverses provinces, que tandis que le Brabant présente une faillite sur 1,533 habitants, le Limbourg n'en fournit une que sur 25,573 habitants, différence remarquable, qui montre combien les résultats de la concurrence, du luxe, des charges d'une grande ville, combinés avec l'extrême activité du commerce, offrent de chances fâcheuses.

» Les détails sur les *résultats des faillites* donnent des enseignements précieux: aujourd'hui près de la moitié de faillites (43 sur 100) restent impoursuivies faute d'actif suffisant pour couvrir les frais énormes que nécessite leur liquidation, ou parce que l'actif était absorbé par les créances hypothécaires ou privilégiées; ce chiffre annonce des désastres complets, et il mérite de fixer l'attention du législateur, car, comme l'observe le rapport, il accuse les défauts de la loi. — Quant à la durée des liquidations, nous avons déjà fait remarquer qu'il en est un assez grand nombre qui ont duré plus de 5 ans; un certain nombre ont exigé 2, 3, 4 et 5 ans, et il est très-remarquable que sur 698 faillites indiquées comme terminées, en déduisant 101 faillites sur la liquidation desquelles on n'a pas pu obtenir de renseignements certains, on en trouve 298 qui n'ont été terminées qu'après plus d'une année (de un à cinq ans et plus), ce qui, sur le chiffre connu de 597, donne précisément 50 p. %. — Assurément de pareils abus appellent un prompt et énergique remède; il ne faut plus que l'on voie désormais des faillites, au nombre de 15, ouvertes avant 1830, et qui n'étaient pas terminées en 1844, comme l'établit un relevé fort curieux à la page XXXI du rapport.

» Parmi les 1,002 faillis dont on a pu connaître l'origine, il se trouvait environ $\frac{1}{10}$ d'étrangers: on n'a pu jusqu'à présent, notions très-désirables, savoir à quels pays ils appartiennent et après quel temps de résidence ils sont tombés; ces données devront être fournies à l'avenir. — Il est à remarquer que $\frac{1}{3}$ environ des faillis appartient aux communes rurales: un grand tableau, qui remplit la page XXXIV, indique le rapport des faillites à la population, en distinguant les chefs-lieux, les villes non chefs-lieux et les communes rurales; ce tableau prête à beaucoup d'inductions intéressantes. C'est à Bruxelles, Charleroy, Gand, Anvers et Verviers que, eu égard à la population, il y a eu le plus de faillites: quant aux communes rurales, c'est dans l'arrondissement de Verviers que le plus grand nombre de faillites ont éclaté; c'est dans les arrondissements d'Audenarde, Turnhout et Louvain qu'il y en a eu le moins.

» Les données relatives au passif des faillites et aux dividendes qu'elles ont rendus sont d'un haut intérêt; deux tableaux que nous trouvons aux pages xxxviii et xxxix constatent que, en général, ce sont les faillites les plus considérables qui ont offert le moins de perte. — Le nombre des faillites dont le passif n'atteignait pas 10,000 francs a été de 454; de 10,000 à 50,000, il a été de 454; de 50,000 et au-dessus, il a été de 202; le passif de 433 faillites est resté inconnu : ces chiffres combinés comme on l'a fait dans le rapport, ont sans aucun doute beaucoup d'importance; toutefois, ne semble-t-il pas qu'il eût fallu indiquer sur quelles bases on a calculé ce passif? Nous sommes persuadés que l'on a pris non pas le chiffre du passif établi par les bilans si souvent fautifs, mais celui du passif constaté par les syndics au moyen de la vérification des créances; or, pour bannir toute équivoque sur ce point, ne serait-il pas utile de le mentionner? — En général, nous aimons à le répéter, il est bon d'indiquer catégoriquement les bases des données recueillies : elles ont pour excellent effet de donner plus de certitude et d'autorité aux calculs. — Vous remarquerez, Messieurs, qu'il n'a pas été possible de déterminer le montant des frais de liquidation : cette lacune est regrettable, mais il est de notoriété que ces frais sont excessifs, et qu'il est de la dernière urgence d'en diminuer la charge, qui retombe sur les créanciers, lesquels, comme le remarque le rapport, ont en général subi des pertes considérables.

» Le tableau de la condamnation des faillis poursuivis comme banqueroutiers simples ou frauduleux (page xl) est d'une haute importance : de 1836 à 1844 il y a eu 243 prévenus de banqueroute simple, dont 177 condamnés et 66 acquittés; ici la répression peut, à la rigueur, paraître satisfaisante, quoique plus de $\frac{1}{3}$ des personnes poursuivies aient obtenu leur acquittement; mais en matière de banqueroute frauduleuse, la répression est complètement illusoire; sur 69 accusés qui ont comparu devant le jury, 54 ont été acquittés, 15 seulement condamnés : n'y a-t-il pas là un vice évident, résultant soit de la sévérité des peines pour de certains faits qualifiés par nos lois pénales, soit des difficultés inhérentes à quelques affaires compliquées et que le jury ne peut surmonter, soit d'une appréciation trop indulgente? Quelle qu'en soit la cause, le fâcheux résultat que nous signalons existe et c'est au législateur à y parer.

» Les documents relatifs à la contrainte par corps ont été déjà publiés en partie comme annexes à l'avant-projet de loi que M. le Ministre a soumis à l'examen des corps judiciaires : ici ils sont plus complets, et ils embrassent la période de 1830 à 1844. Durant ces 15 années, 1,406 débiteurs ont été incarcérés pour dettes civiles ou commerciales, y compris les étrangers non domiciliés. Sur ce nombre 50 débiteurs (4 p. $\frac{0}{10}$) ont été incarcérés pour des dettes de moins de 100 francs, et 519 (37 p. $\frac{0}{10}$) pour des dettes de 100 à 500 : voilà plus des $\frac{4}{10}$ des contraintes par corps appliquées à des dettes inférieures à 500 francs, ce qui semble vraiment exorbitant.

» Un tableau inséré à la page xlvii indique la durée de la détention des débiteurs incarcérés : 41 sur 100 ont subi un emprisonnement de moins d'un mois; l'emprisonnement a duré 5 ans et plus pour 6 débiteurs; 73 sur 100 ont été élargis du consentement du créancier, ce qui fait supposer soit le paiement de la dette, soit un arrangement : il serait important, après ces données, d'offrir dans le rapport, les chiffres combinés du montant de la dette avec la durée de l'emprisonnement et avec la cause de l'élargissement; il y aurait, croyons-nous, à tirer beaucoup d'enseignements de cette corrélation de chiffres.

» Votre sous-commission croit devoir borner là les réflexions que lui a suggérées l'examen du remarquable travail qui lui a été soumis : sa lecture intéressera tous ceux, et ils sont nombreux, qui attachent du prix à la réforme de lois dont l'influence s'étend au crédit public et particulier, à la prospérité du commerce et au sort des créanciers dans les faillites. Nous avons cru devoir

signaler quelques lacunes qu'il serait facile de combler, et qui donneraient aux conclusions une valeur plus grande et une signification plus précise; nous sommes heureux de reconnaître que les documents nouveaux sur lesquels le rapport a été élaboré constituent un progrès réel dans les travaux statistiques du département de la justice. »

Ce rapport est approuvé.

M. Visschers, de retour d'un voyage qu'il vient de faire en Allemagne, présente une notice sur l'organisation de la statistique en Autriche, et offre de la part de M. Charles Czœrnig, conseiller aulique, directeur de la statistique administrative à Vienne, un volume de documents concernant cette monarchie.

« MESSIEURS,

» Dans un voyage récent que j'ai fait dans l'Allemagne méridionale, j'ai eu l'occasion de faire la connaissance personnelle de M. Charles Czœrnig, conseiller aulique et directeur du bureau de la statistique administrative à Vienne; j'ai organisé avec lui les moyens de correspondre régulièrement, et nous pouvons compter dès maintenant sur un correspondant aussi instruit qu'actif et bienveillant.

» Je me suis adressé à M. Czœrnig sous le patronage de M. le professeur Mittermaier, de Heidelberg, président de la seconde chambre du grand-duché de Bade, qui avait eu l'obligeance de me remettre une lettre. M. le directeur Czœrnig ne connaissait qu'une partie de nos publications; j'ai promis de lui en envoyer la collection complète. M. Czœrnig connaissait en particulier les ouvrages de notre président M. Quetelet, pour lequel il professe la plus haute estime. Il m'a parlé entre autres, avec beaucoup d'éloges, des *Lettres à S. A. R. le duc régnant de Saxe-Cobourg et Gotha, sur la théorie des probabilités*. Il a loué également l'organisation de notre Commission centrale et des commissions provinciales qui lui sont affiliées.

» M. Czœrnig, que je n'ai pu voir qu'une fois, la veille de mon départ de Vienne, revenait d'un voyage qu'il avait fait dans diverses provinces de l'empire autrichien, pour s'assurer par lui-même de la valeur des renseignements qu'il avait recueillis de toutes parts sur l'industrie.

» Ne croyez pas, Messieurs, que ces renseignements aient été recueillis d'une manière officielle, au moyen des rouages administratifs ordinaires. En Autriche on ne peut procéder par cette voie. Je vais vous rendre compte des procédés auxquels recourt le chef de la statistique administrative. Mais avant cela, j'ai l'honneur de vous remettre, de la part de M. Czœrnig, un exemplaire d'une première publication qu'il a faite, cette année même, avec l'autorisation du Gouvernement impérial. Elle est intitulée : *Tafeln zur Statistik der österreichischen Monarchie für das Jahr 1842; zusammengestellt von der kaisertl. königl. Direction der administrativen Statistik*. — Wien, 1846. Cette publication, dont je vais vous indiquer le sommaire, ne contient pas uniquement des tableaux; elle présente encore un texte avec des développements, des rapprochements statistiques des années antérieures. Elle est signée à la fin du volume par MM. Charles Czœrnig, conseiller aulique (*K. K. Hofcommissionsrath*) et directeur, et Ignace Engelhardt, secrétaire (*K. K. Hofsecretär*) du bureau de statistique. Je ferai remarquer, en passant, que le bureau de la statistique administrative, pour tout l'empire, se compose exclusivement de ces deux personnes. Le volume que je vous présente a été écrit en entier de la main de ces messieurs; cependant M. Charles Czœrnig a encore d'autres fonctions : comme *Hofcommissionsrath*, il rédige, chaque année, les comptes rendus des finances pour la cour des comptes (*Allgemeine Rechnungs-Kammer*); il est en outre

administrateur d'une société d'assurances sur la vie (*Allgemeine wechselseitige Capitalien-und Renten-Versicherungsanstalt*), etc.

» Depuis environ quinze années, le Gouvernement autrichien fait recueillir, dans toutes les parties de l'empire, des renseignements statistiques; ces documents lithographiés, et se composant uniquement de tableaux, étaient remis aux chefs des principales branches d'administration, mais n'étaient pas publiés. Un rescrit de l'Empereur, du 18 octobre 1845, a autorisé la publication des documents à partir de l'année 1842 : on en a excepté la partie des finances, comme *n'intéressant pas le public*. La publication des documents est due, en grande partie, à M. le directeur Czernig, chargé de cette branche importante d'administration depuis environ cinq années. C'est lui également qui y a ajouté les développements qui manquent aux comptes rendus antérieurs.

» Les *Tableaux de statistique pour 1842* contiennent quatre grandes divisions :

» 1^o Sous le titre du territoire et de ses habitants, des documents sur l'étendue en superficie des différentes provinces de l'empire, sur sa population, avec le nombre des villes, bourgs et villages, des maisons, des familles, etc.; sur le mouvement de la population, mariages, naissances et décès;

» 2^o Sous le titre général allemand de *Cultur*, des renseignements sur le clergé des différents cultes, les établissements d'instruction et d'éducation; les institutions pour les beaux-arts; les établissements hygiéniques et charitables; les institutions de prévoyance; les caisses d'épargne; les assurances contre l'incendie; l'agriculture, le bétail, les haras; les mines; les usines minéralurgiques (qui y portent le nom de *Montanistische Fabriken*); l'industrie manufacturière, pour les années 1841 et 1842; le commerce des États renfermés dans la ligne de douanes autrichienne; la navigation et le commerce maritime, pour les années 1839 à 1841 et 1840 à 1842; les ponts et chaussées et les digues; la navigation à vapeur et les chemins de fer, depuis l'époque de leur établissement jusqu'à la fin de l'année 1841, et ensuite pendant l'année 1842; enfin, les opérations de la banque nationale;

» 3^o Sous le titre d'administration de la justice, des documents sur l'administration de la justice civile et criminelle ordinaire, et sur la justice militaire; enfin, sur les délits de police correctionnelle;

» 4^o Sous le titre de *Provinzial-Uebersichten*, des tableaux présentant pour chaque province, et en résumé, les documents donnés plus haut sous une autre forme.

» Le volume est terminé par un relevé des mercuriales de l'empire, pour la plupart des denrées de consommation, en 1841 et 1842.

» Cette publication, Messieurs, est officielle et faite au nom du Gouvernement; mais je ne puis trouver que d'un bon exemple la mesure qui permet aux auteurs de la publication d'y mettre au bas leur nom; c'est un stimulant en même temps qu'une récompense.

» L'état civil, vous le savez, est confié aux ministres des différents cultes, dans tous les États qui composent la monarchie autrichienne. L'organisation administrative n'a que des rapports éloignés avec l'organisation française que nous avons adoptée et améliorée; elle manque d'ailleurs d'uniformité. J'ai interrogé soigneusement M. Czernig sur les moyens dont le bureau de statistique dispose. Voici ce qu'il m'a indiqué.

» Dans les provinces de l'Autriche proprement dite et en Bohême, on fait un recensement de la population, tous les trois ans, en y comprenant le bétail. Les curés du culte catholique, les ministres des autres cultes, concourent à cette opération, en la facilitant au moyen des registres des naissances. Le recensement se fait ici surtout en vue du recrutement. Dans le royaume Lombard,

Vénitien et dans le Tyrol, on fait un recensement annuel de la population, pour servir de base à un impôt de capitation. En Hongrie et en Transylvanie, il n'y a aucun genre de recensement; on a recours à des moyens indirects. Tous les trois ans ou environ, les évêques publient des tableaux ou aperçus de la situation de leurs diocèses; on y trouve des renseignements sur la population, dans laquelle sont compris même les non-catholiques. M. Reesch de Lewald a publié, à Bude, un tableau général de la Hongrie à l'usage du clergé, pour l'année 1842 à 1845 (*Universalis Schemasticus ecclesiasticus*); il y indique, d'après des documents fournis par le clergé, la population de chaque paroisse. Il y a joint un état de récapitulation; mais M. Czœrnig s'est assuré qu'il s'y trouve quelques erreurs. C'est avec ces documents que le bureau de statistique parvient à rédiger ses tableaux.

» La manière de constater le mouvement annuel de la population est fort simple: on envoie chaque année aux ministres des différents cultes un tableau ou formulaire, qu'ils sont tenus de remplir. C'est d'après leurs réponses que l'on dresse les tableaux des naissances, des mariages, des décès, avec les détails que vous trouverez dans les *Tableaux de statistique*. Mais cette publication ne renferme que les résultats généraux groupés par grandes divisions, tandis que ces mêmes documents sont lithographiés avec plus d'étendue, avec les indications par provinces et par cercles. Je n'ai pas reçu ces documents, mais si nous en avons besoin, nous pourrions les obtenir de la complaisance de M. le directeur.

» M. Czœrnig a pu remarquer que les résultats généraux sur le mouvement de la population, observés dans différents pays, se reproduisent en Autriche. On a eu soin dans les naissances d'indiquer à part les *mort-nés*; mais ici on trouve une grande divergence dans les différentes parties de l'empire; on n'a pas constaté partout vraisemblablement d'une manière uniforme le nombre des mort-nés; les parents, en certains endroits, ont pu aussi faire des déclarations fausses, afin d'obtenir pour leurs rejetons les honneurs de la sépulture ecclésiastique. M. Czœrnig a consigné dans des courbes systématiques les résultats du mouvement de la population depuis quinze années. On y voit, à deux reprises, l'influence du choléra; le nombre des naissances illégitimes s'accroît surtout dans certaines provinces, celles qui possèdent des tours. En général, dans toute l'étendue de l'empire, la population s'est augmentée d'un pour cent par an, pendant les dernières années. J'ai demandé à M. Czœrnig s'il avait groupé les renseignements sur la population par races d'habitants ou par grandes divisions naturelles du territoire; il m'a répondu affirmativement, mais n'a trouvé aucune différence sensible dans les résultats.

» J'étais curieux de savoir comment M. le directeur s'y était pris pour la statistique industrielle; et remarquez, Messieurs, qu'il ne borne pas ses renseignements au nombre et à la nature des établissements, et aux agents de la production; mais il suit chaque branche de l'industrie dans ses phases principales, dans les transformations que subit la matière première, et entre dans beaucoup de détails sur la partie financière, sur la valeur des produits.

» M. Czœrnig s'est adressé, soit comme ami, soit comme s'occupant de statistique, aux banquiers des villes manufacturières, afin de connaître l'importance des affaires des fabricants. Il ne s'est pas contenté de leurs réponses; il a interrogé également les banquiers de la capitale, avec lesquels ces mêmes fabricants sont en relation d'affaires. Dans le voyage dont il revient, il s'est assuré de l'exactitude des documents publiés pour les années 1841 et 1842, ce qui l'enhardit à continuer de la même manière.

» Outre la publication que vous avez sous les yeux, il en est une autre émanée du ministère des finances, et qui est parvenue à sa cinquième année; ce sont les tableaux généraux du commerce

extérieur, avec le titre de : *Ausweise über den Handel von Oesterreich*. Ces documents sont envoyés, chaque année, aux différentes cours d'Europe : si la Commission centrale ne les possède pas, M. Czernig s'est offert pour nous servir d'intermédiaire et nous les faire parvenir.

» Vous voyez, Messieurs, que, par mes efforts, des relations fructueuses pour nous ont été entamées avec le chef du bureau de la statistique administrative d'Autriche; le choix de M. Czernig, comme membre correspondant de la Commission centrale, ne peut être qu'avantageux à nos travaux, et j'ai l'honneur de vous proposer de lui décerner ce titre. »

L'assemblée vote des remerciements à M. Visschers pour cette communication. Elle décerne ensuite le titre de membre correspondant à M. CZERNIG, ainsi qu'à M. Frédéric-Guillaume SCHUBERT, conseiller intime, professeur de statistique à l'université de Königsberg. Ces deux nominations seront soumises à l'approbation de M. le Ministre de l'intérieur.

M. Quetelet présente un mémoire ayant pour titre : *Statistique morale. De l'influence du libre arbitre de l'homme sur les faits sociaux, et particulièrement sur le nombre des mariages*. — Renvoi au comité de publication.

Le Secrétaire dépose des modèles de tableaux, modifiés par suite du recensement général, et destinés à recueillir les renseignements relatifs au mouvement de l'état civil dans le royaume, pendant l'année 1846. — Renvoi à la sous-commission de population.

Il est procédé à la formation d'une liste de candidats, pour le second renouvellement partiel des membres des commissions provinciales de statistique, dont le mandat expire au 31 décembre prochain, ou à remplacer par suite de décès ou de démission.

L'assemblée arrête cette liste, qui sera adressée à M. le Ministre de l'intérieur.

N° 131. — Du 20 novembre 1846.

M. le Ministre de l'intérieur renvoie, revêtus de son approbation, les diplômes des membres correspondants nommés dans la séance précédente.

Il est donné communication à l'assemblée de procès-verbaux de séances des commissions provinciales : Flandre occidentale (21 et 30 septembre 1846); Brabant (3 janvier, 13 juillet et 3 octobre 1846); Liège (16 octobre 1846); Flandre orientale (12 octobre 1846).

Le Secrétaire continue à communiquer les principales dépêches relatives au recensement général :

29 octobre. — Réponse du Ministre de la justice à la question posée le 22 octobre, relativement à l'inscription au registre de population des pensionnaires des hospices et autres établissements analogues;

30 octobre. — Circulaire demandant aux Gouverneurs un rapport sur l'organisation des bureaux temporaires. — Réponses des Gouverneurs;

30 octobre. — Circulaire aux Gouverneurs et communication de leurs rapports, faisant connaître la situation générale des travaux à la date du 15 novembre¹;

31 octobre. — Circulaire contenant diverses solutions relatives au recensement de la population et à la statistique agricole²;

31 octobre. — Circulaire relative aux biens dont le locataire partage la récolte avec le propriétaire³;

¹ Voir cette circulaire à la suite des procès-verbaux.

² *Idem*.

³ *Idem*.

9 et 14 novembre. — Rapports des délégués de la commission provinciale de statistique de la Flandre orientale, chargés de la surveillance du recensement dans la province.

M. Quetelet annonce que la sous-commission qui a examiné les modèles de tableaux pour le mouvement de l'état civil en 1846, propose d'introduire, dans l'état général, une modification consistant à diviser, pour les naissances, les décès et les changements de domicile, le mois d'octobre en deux périodes : la première du 1^{er} au 15, et la seconde du 16 au 31. Cette modification a paru nécessaire, afin de pouvoir établir la population à la fin de l'année, en prenant pour base le chiffre constaté par le recensement général. Il ne serait apporté aucun changement aux états des décès par âge. — Adopté.

M. Faider, rapporteur de la sous-commission chargée de rédiger la cinquième partie du plan général, présente ce travail, accompagné d'un rapport dont il donne lecture.

Ce travail est adopté. M. Faider ayant dressé un cadre préliminaire embrassant l'état politique du pays depuis 1830, on examinera s'il n'y aurait pas lieu de remonter à la même époque pour les autres parties du plan général ¹.

D'après la décision prise dans la séance du 28 juin 1844, les rapporteurs des cinq parties du plan général se constitueront en sous-commission, à l'effet de coordonner les différents rapports partiels et d'en former un ensemble. Le Secrétaire est adjoint à cette sous-commission.

M. Faider propose de donner un format uniforme à la publication annuelle des rapports des députations permanentes et des collèges échevinaux. — Commissaire : M. Stevens.

N° 132. — Du 11 décembre 1846.

M. le Ministre de l'intérieur transmet :

1° Un projet de tarif d'assurances contre l'incendie, communiqué par le sieur Vanderhoost, agent d'affaires à Leupegthem. — Renvoi à la sous-commission nommée dans la séance du 16 octobre dernier ;

2° Des observations sur la statistique agricole, présentées par MM. les bourgmestres et présidents des jurys de quelques communes du canton de Dhuy, province de Namur. — Renvoi à la sous-commission de la statistique agricole et industrielle ;

3° Une note de M. Gravez, ancien inspecteur principal du cadastre, relative au même objet. — Renvoi à la sous-commission ;

4° Une lettre par laquelle M. le comte du Chastel offre différents renseignements pour servir à la statistique générale du royaume, notamment sur les fossiles et les plantations de routes. — L'assemblée est d'avis que les renseignements géologiques offerts par M. du Chastel sont étrangers à l'objet de ses travaux. Il n'en est pas de même des documents relatifs aux plantations des routes ; ces documents, s'ils sont exacts et complets, seront sans doute fort utiles, et pourront trouver place dans la statistique générale du royaume. — Il sera répondu dans ce sens à M. le Ministre de l'intérieur.

Il est donné communication des procès-verbaux des séances des commissions provinciales du Brabant (1^{er} et 2 août, 24 octobre et 7 novembre) et d'Anvers (12 octobre et 23 novembre).

¹ La publication de ce rapport est ajournée jusqu'à l'achèvement du plan général, dont la Commission s'occupe à coordonner les diverses parties, en les faisant précéder d'une introduction.

Le Secrétaire communique également une lettre par laquelle le Gouverneur du Brabant fait connaître les mesures spéciales qu'il a prises concernant la statistique agricole.

M. Arnould, vice-président de la commission de statistique de la province de Liège, offre un exemplaire de son ouvrage sur la situation des monts-de-piété en Belgique, et envoie un mémoire sur le même sujet. — Renvoi au comité de publication.

M. Faider présente le rapport de la sous-commission qui a eu à examiner les réponses parvenues, jusqu'à ce jour, des commissions provinciales de statistique sur les causes locales de la criminalité¹.

« MESSIEURS,

» L'un de nos collègues, M. Visschers, a consigné, dans une note, portant la date du 8 juillet dernier, le résultat de l'examen qu'il a fait des réponses, parvenues jusqu'à ce jour, des commissions provinciales de statistique sur les causes locales de la criminalité; les appréciations que cette note renferme, nous les partageons et nous pensons qu'il y a lieu de s'y référer purement et simplement. Il est bon de faire imprimer dans le *Bulletin de la Commission centrale* les travaux remarquables dus aux commissions provinciales, et, à ce titre, les rapports rédigés par M. Hennau, secrétaire de la commission provinciale de Liège, nous paraissent offrir assez d'intérêt pour être publiés et pour servir ainsi de type à d'autres travaux semblables : non pas que nous considérions le travail de M. Hennau comme parfait; il était impossible qu'il le fût, dans l'état présent de la question, et en l'absence d'une foule de documents nécessaires; mais de toutes les réponses qui sont parvenues à la Commission centrale, celle de la commission de Liège est à coup sûr la moins incomplète sous tous les rapports. Nous pensons donc qu'il y a lieu de faire insérer cette réponse au bulletin; mais il sera indispensable de revoir les rapports de M. Hennau dans le but de les coordonner et leur imprimer un cachet d'unité dont ils sont dépourvus aujourd'hui. En effet, le premier rapport de M. Hennau est du 28 juillet 1845; sous la date du 11 avril 1846, cet honorable collègue a rédigé un mémoire supplémentaire; enfin, il résulte du procès-verbal de la séance de la commission provinciale de Liège, du 8 juin 1846, que l'attention de cette commission s'est portée sur les jeux de roulette et autres, et que l'honorable secrétaire de cette commission a été prié de procéder à des vérifications qui feraient l'objet d'un nouveau supplément à son travail. Il est donc évident que, dans l'intérêt de la question, il importe de revoir ces rapports et de les compléter. M. Hennau ayant déclaré à M. Visschers qu'il désirait que la Commission centrale indiquât elle-même les changements dont nous parlons, nous avons pensé que le comité de publication pourrait se charger de la révision.

» Nous avons lu le rapport fait le 23 avril 1845 à la commission provinciale d'Anvers, par MM. Matheyssens et Veydt, sur la prostitution dans la ville d'Anvers; ce rapport a été transmis au département de l'intérieur par une dépêche en date du 12 juillet 1845, dans laquelle M. le Gouverneur de la province exprime le désir de le voir inséré dans notre bulletin. Nous convenons, Messieurs, que ce rapport renferme des notions utiles et quelques appréciations remarquables, mais il ne peut, ce nous semble, convenablement figurer dans le bulletin; il y aura lieu de le mettre à profit et d'en donner une analyse substantielle, lorsque vous serez mis à même d'arrêter, sur les causes de la criminalité, un rapport général, dans lequel seront résumés les divers rapports des

¹ Composition de la sous-commission : MM. Visschers, Quetelet, Trumper, Ducpetiaux, Sauveur, Smits, Perrot, Stevens, Heuschling, Faider, rapporteur.

commissions provinciales : mais, tant à cause de sa spécialité même, qu'à cause de certains détails techniques, nous ne pouvons considérer comme opportune l'insertion de ce travail dans notre recueil.

» C'est l'opinion déjà exprimée par M. Visschers, et nous nous y associons; nous croyons également inutile de répéter ce que dit cet honorable collègue sur le parti qu'on peut tirer des rapports des autres commissions. Quelques-uns de ces rapports sont sans importance; d'autres, quoique très-sommaires, fournissent certaines notions intéressantes; des recherches ultérieures doivent compléter les renseignements et même en donner de nouveaux, qui pourront être mis en œuvre. Celui d'entre nous qui sera chargé de ce vaste travail, sans espérer pouvoir le rendre parfait, aurait à en réunir les éléments, à proposer à la Commission le plan qu'il croirait pouvoir adopter, et, d'après les bases indiquées, il se mettrait à l'œuvre et aurait soin de restituer à chacune des commissions provinciales le contingent qu'elle aurait fourni.

» Ces idées, conformes d'ailleurs à celles déjà émises par M. Visschers, nous conduisent à formuler les conclusions suivantes :

- » 1° Il conviendrait d'imprimer dans le bulletin le rapport de M. le professeur Hennau ;
- » 2° La Commission centrale se contenterait des rapports qu'elle a reçus, sauf à en compléter les éléments par d'autres moyens; on réclamerait seulement les documents que possèdent les commissions provinciales et qui n'ont pas été communiqués ;
- » 3° La commission provinciale de la Flandre occidentale serait priée de nouveau d'envoyer sa réponse sans délai ;
- » 4° Une nouvelle demande de rapport serait faite à la commission provinciale du Hainaut, en ce qui concerne *le mauvais gré ou la haine de cense* ;
- » 5° Enfin, M. Faider, désigné définitivement comme rapporteur, rédigerait un rapport général qui résumerait, en les complétant par tous les moyens qu'il a à sa disposition, les travaux des commissions provinciales. »

Ces conclusions, mises aux voix, sont adoptées.

M. Stevens fait un rapport verbal sur la proposition de M. Faider, tendante à donner un format uniforme aux rapports des députations permanentes et des collèges échevinaux. Le Gouvernement a déjà fait à cet effet des tentatives restées sans résultat.

L'assemblée insiste sur l'utilité de donner un format uniforme à ces publications, ainsi qu'aux mémoriaux administratifs; elle renvoie l'examen de cette question à une sous-commission composée de MM. Faider, Visschers, Detournay, Stevens, Perrot et Heuschling.

N° 133. — Du 23 décembre 1846.

Il est donné communication du procès-verbal de la séance de la commission provinciale du Luxembourg, du 7 octobre dernier.

Le Secrétaire communique également deux circulaires du Ministre de l'intérieur aux Gouverneurs : l'une contient des instructions spéciales sur la formation du tableau des renseignements relatifs aux assurances contre l'incendie; l'autre renferme la solution de diverses questions qui se rapportent à la formation des registres de population ¹.

¹ On trouvera ces circulaires à la suite des procès-verbaux.

M. le Président annonce que le relevé sommaire de la population au 15 octobre 1846, d'après le recensement général, est terminé. La sous-commission l'a accompagné d'un projet de rapport au Ministre de l'intérieur.

Le Secrétaire donne lecture de ce rapport, qui est mis en discussion.

Plusieurs membres demandent qu'à côté des nouveaux nombres, le tableau reproduise les résultats qui se rapportent à l'année 1831.

D'autres membres proposent de mettre en regard des nouveaux résultats, ceux qui ont été constatés par le mouvement de l'état civil au 31 décembre 1845.

D'autres enfin soutiennent que, dans ce travail provisoire, la Commission centrale doit se borner à présenter les résultats constatés au 15 octobre.

M. le Président résume la discussion et met aux voix les questions suivantes :

1^o Mentionnera-t-on les nombres qui se rapportent à une époque antérieure? Huit membres répondent oui; quatre membres répondent non;

2^o Ces nombres seront-ils ceux de 1831? Résolu négativement par six voix contre quatre; deux membres s'abstiennent;

3^o Se rapporteront-ils à l'année 1845? La majorité se prononce pour l'affirmative; un membre s'abstient.

En conséquence cette adjonction sera faite au tableau, qui est ensuite adopté, ainsi que le rapport qui l'accompagne. Ces pièces seront adressées à M. le Ministre de l'intérieur ¹.

N^o 134. — Du 30 décembre 1846.

Il est donné communication du procès-verbal de la séance du 15 octobre dernier de la commission provinciale de statistique de Namur.

M. Perrot, au nom de la sous-commission nommée dans l'avant-dernière séance, fait le rapport suivant sur la proposition de M. Faider relative à l'uniformité à introduire dans le format des documents émanés des administrations provinciales (*Mémorial administratif, Exposé de la situation de la province et Procès-verbaux des séances du conseil provincial*), et des rapports sur la situation des villes.

« MESSIEURS,

» La sous-commission à laquelle vous avez renvoyé l'examen de la proposition de notre honorable collègue, M. Faider, relative à l'adoption d'un format uniforme pour les rapports des députations permanentes et des collèges échevinaux, a été d'accord pour reconnaître l'avantage que présenterait cette uniformité.

» Mais elle ne s'est pas dissimulé les difficultés qu'il y aurait à l'adoption d'une règle absolue; on doit tenir compte en effet des habitudes, des circonstances locales et même jusqu'à un certain point de l'état du matériel des ateliers chargés des impressions des administrations provinciales.

» Avant de formuler aucune conclusion, votre sous-commission a voulu se rendre un compte exact de l'état actuel des choses sous le double rapport des différentes publications provinciales de la province même et des différentes provinces entre elles.

¹ Elles sont également reproduites plus loin.

- » La proposition s'applique principalement à trois documents :
- » 1° Le *Mémorial administratif* ;
- » 2° Les *Exposés de la situation administrative* ;
- » 3° Les *Procès-verbaux des séances du conseil provincial*.
- » Une comparaison attentive nous a conduits à constater en premier lieu qu'il n'y a pas de différence sensible dans la justification. Ainsi, dans les provinces d'Anvers, des deux Flandres et de Limbourg, les trois documents ont la même justification.
- » Dans le Luxembourg, il y a une différence d'un couple de millimètres ; dans la province de Namur et le Brabant, les Exposés et le Mémorial sont semblables, les Procès-verbaux diffèrent d'un demi-centimètre en moins. Dans le Hainaut, le Mémorial et les Procès-verbaux sont égaux, tandis que l'Exposé est moins haut et moins large de cinq millimètres.
- » Dans la province de Liège, le Mémorial a un demi-centimètre de plus de hauteur que l'Exposé, mais il a la même justification.
- » Le recueil des Procès-verbaux a seulement 3 millimètres de plus que l'Exposé, et sa justification a 15 millimètres en moins.
- » Remarquons en passant qu'il s'agit ici du cadre imprimé et non de la marge, qui n'y est pas comprise.
- » En envisageant ensuite les publications des différentes provinces entre elles, nous avons constaté que la hauteur des pages varie de 15 centimètres (Namur) à 16 $\frac{1}{4}$ (Luxembourg) ; la largeur de 8 $\frac{1}{2}$ (Luxembourg) à 10 (Liège).
- » Les différences qui se remarquent à l'œil proviennent particulièrement des différences dans le papier, la largeur des marges, et elles ne sont pas telles que ces publications, confiées à des relieurs intelligents, ne puissent être réunies.
- » Néanmoins, votre sous-commission a pensé que, sans rien prescrire d'une manière impérative, en tenant compte des usages, du matériel employé, la Commission centrale pourrait cependant prier M. le Ministre de l'intérieur d'inviter les administrations provinciales où les différences sont le plus sensibles, à porter leur attention sur les avantages de l'uniformité, et de les engager à se rapprocher du format adopté pour les provinces, qu'on peut considérer comme ayant un format moyen.
- » Ainsi, en prenant comme moyenne 15 $\frac{1}{2}$ à 16 centimètres de hauteur (Brabant, Hainaut et Liège), on devrait diminuer d'une ou de deux lignes le format des Exposés d'Anvers, de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale, du Limbourg, du Luxembourg, et l'on devrait au contraire augmenter du même nombre de lignes l'Exposé de Namur.
- » Pour la largeur, en adoptant comme moyenne, 9 à 9 $\frac{1}{2}$ centimètres, qui est celle des provinces de Brabant, de la Flandre occidentale, de Hainaut, de Limbourg et de Namur, il y aurait un cadratin à ajouter aux Exposés des provinces d'Anvers, de Flandre orientale et Luxembourg, et Liège devrait en retrancher un.
- » Le Brabant et le Hainaut sont les provinces où se remarquent les différences les plus grandes entre les trois documents dont nous nous sommes occupés ; il faudrait donc insister plus particulièrement auprès de ces administrations pour obtenir plus d'uniformité entre leurs publications.
- » Quant aux Rapports sur l'administration des communes, on y trouve la plus grande diversité de format ; chaque ville ou commune a presque adopté un format particulier, qui varie depuis l'in-folio jusqu'à l'in-18.
- » Le format du *Mémorial administratif* a paru à votre sous-commission le plus convenable, et elle vous propose, par conséquent, de prier M. le Ministre de l'intérieur d'inviter les autorités locales à adopter ce format.

» Une occasion toute naturelle se présente d'ailleurs pour faire cette recommandation ; c'est l'envoi aux Gouverneurs des exemplaires imprimés de la nomenclature qui a été adoptée dans votre séance du 3 juillet dernier, et qui est destinée à apporter dans les Rapports des villes et des communes rurales la même uniformité que dans les Exposés de la situation des provinces. »

Les conclusions de ce rapport sont adoptées.

M. Perrot présente ensuite une note ainsi conçue :

« La nomenclature destinée à introduire de l'uniformité dans les exposés de la situation administrative des provinces, que vous avez adoptée dans votre séance du 29 mars 1844, a été communiquée à MM. les Gouverneurs par M. le Ministre de l'intérieur.

» Le résultat que la Commission s'était proposé, s'il n'est pas encore entièrement atteint, ne manquera pas de l'être avec le temps. Déjà les exposés de 1846 constatent des améliorations réelles apportées à la composition et au classement des matières, qui se rapprochent beaucoup du cadre général dressé par la Commission centrale.

» Nous avons parcouru les exposés de cette année, et voici quelques indications sommaires sur le mode de classement des matières qui a été suivi dans chaque province :

» *Anvers.* — Désirant seconder les vues utiles de la Commission centrale de statistique et du Gouvernement, la députation de cette province a adopté le plan arrêté par eux, et l'a, autant que possible, littéralement suivi, en conservant même, pour mémoire, dans la classification des matières, les divisions et subdivisions qui ne sont pas applicables à sa province.

» *Brabant.* — Le cadre proposé a été suivi en ce qui concerne les grandes divisions des titres ; mais il a été impossible de comprendre, dès cette année, dans la nomenclature, toutes les matières que la Commission a désiré y voir traiter.

» *Flandre occidentale.* — La division proposée étant, à très-peu de chose près, celle adoptée depuis plusieurs années, la députation de cette province s'est empressée de se conformer au désir de la Commission centrale. Cependant, comme il a été matériellement impossible de recueillir en temps utile toute la série de renseignements et de détails statistiques que l'on voudrait obtenir, l'exposé de la Flandre occidentale n'a pu être entièrement complet à cet égard.

» *Flandre orientale.* — La députation de cette province a suivi en grande partie la nomenclature arrêtée par la Commission. Les divisions générales de l'exposé sont les mêmes ; seulement, on remarque que les matières ne sont pas divisées en titres, sections et paragraphes, comme dans le rapport de la Commission centrale, mais bien en chapitres et paragraphes.

» *Hainaut.* — On a suivi dans la rédaction de cet exposé la même nomenclature que dans celui de la session précédente. Il est du reste à remarquer que les matières traitées sont à peu près les mêmes que celles proposées par la Commission centrale ; seulement elles ne sont pas placées dans le même ordre.

» *Liège.* — La nomenclature de la Commission a été assez exactement suivie ; on remarque

quelques lacunes qu'il n'a sans doute pas été possible de remplir dès la première année, mais qui disparaîtront probablement les années suivantes.

» *Limbourg.* — On n'a pas entièrement suivi, dans cette province, la nomenclature proposée, en ce qui concerne les sous-divisions; mais on s'en est très-peu écarté sous le rapport de la classification des titres généraux.

» *Luxembourg.* — La députation de cette province a suivi dans tous ses détails le cadre soumis par la Commission centrale.

» *Namur.* — La nomenclature suivie dans cette province est la même que celle adoptée depuis 1841; on n'y a apporté aucune modification par suite du travail de la Commission.

» Le défaut d'homogénéité, les lacunes n'ont donc pas entièrement disparu des exposés de 1846; mais nous ne doutons point que les exposés publiés pour la prochaine session des conseils provinciaux ne rentrent plus complètement dans le cadre adopté.

» Au surplus, la nomenclature, telle qu'elle a été arrêtée par la Commission, n'est pas tellement absolue qu'elle ne puisse être modifiée si l'expérience en démontrait la nécessité, et un examen approfondi des exposés de 1847 fera juger des modifications qu'il serait possible de faire subir au cadre adopté : jusque-là, il ne serait pas prudent d'y apporter des changements. »

Sur l'observation faite par plusieurs membres qu'un arrêté royal, publié au *Moniteur* de ce jour, institue au ministère des finances une commission spéciale pour préparer un projet de loi sur les assurances par l'État, l'assemblée décide qu'il sera écrit à M. le Ministre de l'intérieur pour lui demander si, par suite de la création de cette commission spéciale, la Commission centrale doit se considérer comme dessaisie de la même question, que, par sa dépêche du 5 octobre dernier, il l'a chargée d'examiner.

M. le Président fait connaître que la sous-commission chargée de coordonner les diverses parties du plan général s'occupe de ce travail.

M. Sauveur annonce que son travail sur le dénombrement des sourds-muets et des aveugles en 1835, ainsi que des aliénés en 1835 et en 1842, est sur le point d'être terminé, et demande qu'il soit dès à présent renvoyé au comité de publication. — Adopté.

N° 155. — Du 22 janvier 1847.

M. le Ministre de l'intérieur transmet :

1° Un arrêté royal du 9 de ce mois, portant renouvellement partiel de la Commission centrale : MM. Sauveur, Smits et Detournay, membres sortants, sont continués dans leurs fonctions, et M. J.-H. Quoilin, inspecteur en chef au ministère des finances, est nommé en remplacement de M. Bertaut, membre sortant;

2° Un arrêté royal de la même date, qui renouvelle également les commissions provinciales de statistique¹;

3° L'avis d'une mesure adoptée, de commun accord, par les chefs des six départements ministériels, par suite de laquelle la Commission centrale sera à l'avenir préalablement consultée sur

¹ Voir cet arrêté et le précédent aux *Actes officiels*.

L'opportunité des demandes de renseignements statistiques à adresser aux administrations provinciales ou communales. — La dépêche est ainsi conçue :

Bruxelles, le 21 janvier 1847.

« MESSIEURS,

» Par votre lettre du 7 mai dernier, n° 36, en réponse à des observations faites par M. le Gouverneur de la province d'Anvers, vous m'avez proposé d'engager MM. les chefs des autres départements ministériels, lorsqu'ils voudront à l'avenir recueillir des renseignements auprès des administrations provinciales et communales, à ne le faire que sur l'avis de la Commission centrale, afin de prévenir les demandes en double emploi, ou les disparates que le travail isolé de chaque département doit nécessairement occasionner.

» L'objet de cette proposition rentre entièrement dans mes vues; c'est également un des principaux motifs de l'institution de la Commission centrale. Je me suis donc empressé de communiquer votre proposition à mes collègues, et j'ai l'honneur de vous faire part de leurs réponses.

» MM. les Ministres de la justice, des finances et des travaux publics adhèrent sans réserve à la proposition; chaque fois que leurs départements se trouveront dans le cas de réclamer des documents statistiques auprès des administrations communales, ils me feront connaître l'objet des renseignements qu'ils se proposent de demander, et j'aurai soin de renvoyer leur correspondance à votre avis.

» M. le Ministre des affaires étrangères annonce que son département n'est point dans l'usage de s'adresser aux administrations communales pour se procurer des renseignements statistiques. Il se trouve parfois dans le cas d'avoir à apprécier la situation, les besoins d'une branche de l'industrie ou du commerce, d'avoir à éclaircir une question de douane ou de tarif. Les indications qui lui sont nécessaires à cet effet, c'est ordinairement aux chambres de commerce et, d'autres fois, mais plus rarement, aux Gouverneurs de province qu'il les demande. Ces indications sont presque toujours destinées à un emploi immédiat, et leur utilité souffrirait du moindre retard qui serait apporté dans leur communication. La nécessité de recourir à l'intermédiaire de la Commission centrale de statistique nuirait donc, dans la plupart des circonstances, à la bonne et prompt expédition des affaires qui se traitent dans son département. M. le Ministre des affaires étrangères ajoute, en terminant, qu'il a appris avec intérêt qu'un commencement d'exécution a été donné au projet de former une statistique agricole, et que l'industrie sera prochainement l'objet d'un travail analogue.

» Enfin, M. le Ministre de la guerre fait observer que lorsque les demandes de renseignements statistiques n'ont d'autre but que celui d'enrichir les collections historiques, les retards qu'on met à y satisfaire ne tirent pas à conséquence; mais qu'il peut arriver telle circonstance où il serait peut-être dangereux que les renseignements dont le département de la guerre aurait besoin, ne pussent être demandés que par l'intermédiaire de la Commission centrale de statistique, et dès lors quelque puissantes que paraissent à M. le Ministre de la guerre les considérations que j'ai fait valoir pour centraliser en quelque sorte les demandes de renseignements statistiques, il est d'avis que son département ne doit pas prendre, par les motifs qui précèdent, un engagement absolu. D'un autre côté, les reconnaissances militaires, exécutées chaque année, par des officiers d'état-major, comprennent des renseignements statistiques à recueillir auprès des autorités communales, mais ces demandes étant faites dans le but de servir à l'instruction de ceux qui sont chargés des reconnaissances, on n'atteindrait plus ce résultat essentiel en se servant de l'intermédiaire de la Commis-

sion centrale. Du reste, et sauf les cas particuliers qui viennent d'être signalés, M. le Ministre de la guerre ne voit aucun inconvénient à se rallier à la mesure que je lui ai soumise.

» De ce qui précède, il résulte, Messieurs, que dans tous les départements ministériels l'on a reconnu l'utilité de la mesure proposée, et que leur concours lui est assuré, sauf pour quelques exceptions qui me paraissent d'ailleurs suffisamment motivées.

» De son côté, la section centrale de la Chambre des Représentants, dans son rapport sur le budget de mon département pour l'exercice de 1847, a émis le vœu que MM. les Ministres se montrassent, à l'avenir, plus sobres de demandes de renseignements statistiques, et qu'afin de prévenir les doubles emplois, aucune demande de cette nature ne fût faite sans qu'elle eût été soumise à l'avis de la Commission centrale.

» En présence de cette unanimité d'opinions sur une mesure destinée à diminuer et à simplifier à la fois les travaux statistiques dans le royaume, je crois, Messieurs, devoir vous exprimer de nouveau le désir de recevoir le plan de statistique générale que l'arrêté royal du 16 mars 1841 vous a chargés de proposer; veuillez, Messieurs, vous en occuper immédiatement, afin de me mettre à même d'arrêter, de concert avec mes collègues, la nomenclature et le cadre général des travaux périodiques à exécuter par chaque département. »

Pris pour notification.

Le Ministre transmet en outre :

Le rapport de la commission de la Flandre occidentale, sur les documents statistiques de la province. — Commissaire : M. Heuschling;

Les tableaux, rectifiés et complétés, relatifs à la nomenclature des communes de la province de Liège. — Renvoi à la sous-commission;

Des documents statistiques sur la milice, tableaux A, B et C de la Flandre occidentale pour les années 1842, 1844 et 1845, et de la province d'Anvers, années 1842 et 1843. — Renvoi à la sous-commission;

Un rapport de la commission provinciale de la Flandre occidentale sur les causes locales de la criminalité. — Renvoi au commissaire, M. Faider.

Le Secrétaire communique les procès-verbaux des séances des commissions de la Flandre orientale (4 novembre 1846) et de la Flandre occidentale (14 et 28 octobre, 25 novembre, 2 et 5 décembre).

M. le professeur Dumont, membre de l'Académie royale de Belgique, dans une lettre adressée à M. le Président de la Commission centrale, exprime le désir que le travail sur la nomenclature officielle des communes soit terminé le plus promptement possible, afin qu'il puisse en profiter pour la carte géologique du royaume, qu'il publie sous les auspices de l'Académie.

M. le professeur Rau, de Heidelberg, correspondant de la Commission centrale, envoie la notice suivante sur la statistique agricole de la Styrie.

Statistique agricole de la Styrie, par HLUBEK.

« La réunion annuelle des amis de l'économie agricole et forestière en Allemagne a eu lieu, en 1846, à Grätz, capitale de la Styrie. On y comptait 1,500 membres d'après les inscriptions prises. La présidence de l'assemblée avait été dévolue à S. A. R. l'archiduc Jean, oncle de l'empereur

régnant. La sollicitude éclairée de ce prince pour les sciences, principalement pour les études qui ont rapport à la nature, est aussi bien connue que le vif intérêt qu'il prend aux progrès des différentes branches de l'industrie; sa protection s'étend aux travaux des mines, à l'agriculture comme à l'industrie manufacturière, et il serait difficile de dire quelle est celle de ces branches de la richesse publique de la Styrie qui lui doit le plus; aussi, il est à la fois président effectif des deux sociétés styriennes de l'agriculture et des arts manufacturiers.

» C'est sous les auspices de ce prince éclairé que s'est préparé un travail dont le résultat a été offert aux membres de la réunion, et dont l'objet ne pouvait être mieux choisi pour l'instruction des membres, venus en grande partie de points très-divers et très-éloignés. C'est une statistique agricole de la Styrie, dont la rédaction a été confiée à M. Hlubek, professeur d'agriculture à l'académie dite *Joanneum*, à Grätz, et dont les matériaux ont été recueillis en partie par les relations de la société d'agriculture du pays. Cet ouvrage porte le titre : *Die Landwirthschaft des Herzogthums Steiermark*, c'est-à-dire l'Agriculture du duché de Styrie, Grätz, 1846, par le docteur F.-X. Hlubek, 146 pages grand in-4°, avec 17 tableaux lithographiés, représentant les instruments et les machines employés dans la culture des terres ou dans les granges et étables, ainsi que les races de chevaux et de bêtes à cornes particulières à ce pays.

» Nous connaissons peu de livres qui contiennent des renseignements si intéressants sur la statistique agricole d'un pays, et sur les rapports numériques qui existent dans les différentes branches de production et de consommation agricole.

» En communiquant quelques extraits de cet ouvrage, dont presque chaque ligne contient un fait, nous avons d'abord à faire remarquer qu'il s'agit d'un pays de montagnes, traversé par la chaîne des Alpes Noriques. La partie supérieure ou septentrionale (*Obersteiermark, das Oberland*), qui se compose des deux cercles de Bruck et de Judenbourg, contient 43 p. c. de la surface et seulement 18 p. c. de la population, c'est-à-dire 168 milles carrés géogr. ou 368,⁷ lieues carrées belg. avec 185,000 habitants. Le granit, le gneiss, le micaschiste, le schiste-chlorite, occupent la moitié du sol. Ils sont bordés pour la plupart d'un schiste traumatique, qu'avoisine vers le Nord une chaîne calcaire.

» La partie méridionale, ou les cercles de Grätz, Marbourg et Cilly, s'étend du Nord au Sud entre la Hongrie et la Carinthie. Les trois fleuves qui la sillonnent, la Mur, la Drave et la Save, suivent une direction à peu près parallèle au Sud-Est et entrent dans la Hongrie. Une partie considérable du terrain appartient à la formation tertiaire; les élévations y sont moindres, et le climat plus doux cause une fertilité plus grande qui influe favorablement sur la population. Ces trois cercles embrassent une étendue de 222 milles carrés géogr. = 487,⁸ lieues carrées belg. avec 817,375 hab. ou 1677 hab. par lieue carrée belg.

» On a calculé que les plaines ne forment que 10 p. c. de la surface entière, et il n'y a pas d'autres plaines de quelque étendue que les vallées élargies des trois fleuves indiqués et de quelques autres. Cependant plusieurs de ces plaines n'ont pas la fertilité ordinaire du terrain d'alluvion des vallées, parce que le sol y contient peu d'humus, mais d'autant plus de galets et de sable grossier, ce qui fait qu'on y laisse reposer les champs six à huit années après les récoltes.

» Nous ignorons les motifs qui ont fait omettre à l'auteur, toujours si exact, de parler des élévations du pays. Il n'indique la hauteur d'aucun point, et se contente de distinguer quatre régions représentant autant de couches d'élévation : 1° de la vigne; 2° du maïs : le blé sarrasin y réussit comme second produit, la récolte du blé arrive au milieu de juillet; 3° région des blés, mais d'un été trop court pour admettre des seconds produits; la récolte se fait en août ou septembre; 4° région des pâturages et prés, au delà de 2,000 pieds d'élévation : le blé ne mûrit qu'à la fin de septembre.

» La température moyenne de l'année est de 7,¹⁰ R. à Grätz, 5,⁶⁷ à Marbourg (mais seulement d'après les observations de cinq années). La hauteur annuelle de la pluie à Grätz est de 30 pouces de Vienne = mètre 0,⁷⁶⁹.

» La partie inférieure (méridionale) souffre beaucoup de la grêle; les orages y sont fréquents. On compte par an, d'après les observations du docteur Gintl (Gintt) :

22 orages avec grêle dans le cercle de Grätz.			
17	—	—	de Marbourg.
12	—	—	de Gilly.
5	—	—	de Bruck et Judenburg.

» L'opinion de quelques-uns, que la quantité considérable d'usines à feu sert de préservatif contre la grêle, n'est pas confirmée par l'expérience, mais on a remarqué que la direction dominante des orages à grêle est de l'Ouest ou du Nord-Ouest, comme celle des nuages.

» Quant aux époques de la végétation, nous indiquerons les moyennes suivantes, tirées des observations de 1826-1845 :

Floraison des cerisiers	20 avril.	
— du froment	5 juin	} 39 jours.
Récolte —	14 juill.	
Floraison des vignes	9 juin	} 126 jours.
Vendange	13 oct.	

» Un chemin de fer traverse le pays dans toute son étendue du N. au S. C'est celui qui doit réunir Vienne et Trieste. Sa partie méridionale n'est pas encore achevée, aussi existe-t-il une interruption à la frontière septentrionale de la Styrie, où le passage du mont Semering se fait sur une belle chaussée, de Aürzzuschlag à Gloggnitz en Autriche.

» La propriété territoriale se divise en 4,469 possessions seigneuriales ou domaniales, et en 132,926 de paysans, parmi lesquels 45,688 possèdent 2,^s hectares et au delà, et 87,238 qui possèdent moins que cette contenance.

» Avec une paire de bœufs on peut cultiver 3,⁴⁴ à 4,⁶ hectares, et 8 à 9,³ avec deux chevaux.

» Dans les montagnes, l'ancien assolement triennal s'est conservé, et dans le sixième des champs qui y sont soumis, on conserve la jachère pure. Les parties plus basses du pays au contraire montrent des exemples d'un assolement très-bon, comme celui-ci : 1^o maïs, 2^o blé, 3^o trèfle, 4^o froment avec des navets comme seconde récolte. Contre la règle générale des agriculteurs, on fait entrer le trèfle dans une rotation triennale, et l'on s'en trouve fort bien : 1^o maïs, 2^o froment, 3^o trèfle. Ceci prouve qu'il y a des circonstances où cette règle de laisser un intervalle de quatre ans entre deux récoltes de trèfle admet une exception, et il sera nécessaire de rechercher les causes de cette diversité.

» Dans les régions élevées, où le sol a une forte disposition à produire des herbes, on observe un assolement très-répandu dans les différents pays des Alpes, et même dans la Forêt-Noire (*Schwarzwald*), chaîne de montagnes appartenant au Wurtemberg et au grand-duché de Bade. C'est cet

assolement, que les Allemands nomment *Feldgraswirthschaft*, assolement de champs et prés alternatifs. On cultive dans un champ les blés pendant trois ans à peu près, puis on le laisse en friche. Il se couvre d'herbes avec une rapidité étonnante, les racines des graminées n'étant pas détruites par le labour, et le champ étant engraisé pour la troisième récolte de blé. L'herbe est fauchée. Au bout de trois ans, on défriche cette prairie artificielle pour recommencer le même mode de culture. L'expression vulgaire employée en Suisse, en Bavière et dans les provinces autrichiennes pour désigner un champ exploité de cette manière, est *Eggarten*.

» La grande étendue des forêts a donné lieu à une méthode très-imparfaite pour exploiter les taillis. On les coupe de trente à quarante ans, on brûle le gazon et les petites branches, on sème du seigle, et après avoir tiré une récolte, on laisse paître les bestiaux six à dix ans, et ce n'est qu'après ce laps de temps qu'on laisse les arbres se développer.

» Parmi les plantes cultivées dans les champs, le maïs occupe un rang assez important, car la récolte du maïs surpasse celle du froment et du seigle, et le cède seulement à celle de l'avoine. On récolte sur 1 hectare 32 hectol. de maïs, et à peu près 52 quint. métr. de paille, et le prix courant est de 0,⁸¹⁹ de celui du seigle.

» Les besoins de la consommation par tête consistent en 8^{2/5} metzen = 5,¹⁵⁷ hectol. de seigle, toutes les autres substances étant rapportées à cette céréale. Mais comme la consommation de viande et de graisse monte à 26,⁷ kil. pour les hommes, 17,⁸ kil. pour les femmes, 8,² kil. pour les enfants, et le demi-kil. de viande équivalant à 1 kil. de pain, c'est 4,⁶ hectol. de seigle qu'il faut par tête. Le pays ne produit pas complètement cette quantité, et le déficit est comblé par des importations de blé.

» Le prix de l'hectolitre de seigle, moyenne de 1826-43, est 8,⁸⁵ francs. Le seigle supposé comme 1000; les autres substances ont les prix suivants (c'est-à-dire à volume égal) :

Viande de bœuf le kil. 0, ⁵⁸ fr.	Maïs	819
Beurre . . . le kil. 1, ³⁴ fr.	Avoine	583
Foin vieux, les 100 kil. 4, ⁵⁵ fr., foin nouveau 3, ⁵⁶ fr.	Millet	776
Froment	Blé sarrasin.	771
Orge	Pommes de terre	416
1391		
936		

Le salaire d'un laboureur est de 0, ⁸²² fr. par jour, et pour une femme.	0, ⁵⁶² fr.
L'auteur trouve qu'une journée de travail d'un valet de ferme coûte . . .	0, ⁷⁷⁹
— — — — — d'une servante	0, ⁵⁶²
— — — — — de 2 chevaux avec le valet. . .	3, ⁷⁶
— — — — — de 2 bœufs —	2, ¹⁶

» (Pour la réduction des chiffres en monnaie de France, le franc a été compté à 23 ¹ Kreutzer d'Autriche.)

» La moyenne des récoltes des plantes les plus usitées est indiquée ainsi :

Froment 16	hectolitres et 26	quint. métr. de paille par hectare.
Seigle 16	—	30 ¹ / ₂ — —
Orge 21, ³⁴	—	17 ¹ / ₂ — —
Avoine 26 ² / ₅	—	34 ² / ₅ — —
Trèfle	43 ¹ / ₂	— de foin.
Pommes de terre	173 ¹ / ₂	— de tubercules.

» La surface, d'après les genres de culture, se divise comme suit :

13, ⁰⁰	champs ;
10, ⁹	prés ;
5, ⁵	pâturages de montagnes, dites <i>Alpen</i> ;
6, ²¹	autres pâturages ;
4, ⁵	champ, qui sert alternativement comme pré (<i>Eggarten</i>) ;
3, ²	pâturages avec bois ;
41, ⁴	bois ;
5, ⁰	terrain qui donne par intervalles une récolte après l'écauage ;
7, ²	terrain improductif.

» Le reste contient les vignobles, les jardins, les propriétés bâties, etc.

» Les pâturages situés sur une grande élévation, qu'on nomme *Alpen*, sont si éloignés des habitations, que les vachères chargées de soigner les bestiaux, y vivent comme dans une solitude.

» Les animaux y passent ordinairement trois mois et demi, de juin à septembre ou octobre ; à cette époque la neige force les hommes et les bestiaux à descendre. Sur les bonnes Alpes il faut 0,⁸⁶ hectare pour nourrir une vache pendant ce temps ; sur les plus faibles 1,⁴ à 1,⁷ hect.

» Malgré l'étendue des prés et pâturages, les champs ne reçoivent pas assez de fumier. Les causes de cet inconvénient sont, selon l'auteur, celles-ci : 1° les vignobles consomment beaucoup de fumier sans en produire ; 2° pendant la pâture, les excréments sont perdus pour les autres cultures ; 3° la préparation du fumier est très-imparfaite.

» Les forêts occupent, tout compris, 45 p. c. de la surface, et même 65 p. c. dans le cercle de Bruck. D'après ces nombres on devrait supposer qu'il s'y trouve un excédant considérable de bois. Néanmoins la production suffit à peine pour la consommation, qui, du reste, pourrait probablement être réduite dans une forte proportion, si le prix du bois augmentait. La Styrie est si riche en mines et usines de fer, que cette industrie seule consomme $\frac{1}{3}$ du bois produit annuellement. La toise de 108 pieds cubes de bois de sapin et pin (dont 32 à peu près devraient être déduits, parce qu'ils forment des intervalles dans les tas), se vend de 3,² à 40 francs.

» Le nombre des chevaux de tous les âges est de 56,873, dont 24,229 dans le cercle de Grätz ; le nombre des bœufs monte à 115,000, des vaches à 249,500 ; celui des génisses et veaux n'est pas connu, mais l'auteur le calcule à 70,000. Le produit en argent d'une vache est de 66 $\frac{1}{2}$ fl. = 173 fr., là où l'on a occasion de vendre le lait, et à peu près de 64,⁹ fr., où le lait doit être converti en beurre pour trouver un débit ; il faut ajouter 23,³³ fr. pour le veau et 71,⁴ fr. pour le fumier (45 cent. pour les 50 kil.). La nourriture d'une vache, exprimée dans un équivalent de foin, consiste en 37 quint. métr. par an. — L'engraissement du bétail a fourni les expériences suivantes :

» Il faut, en moyenne, six mois pour engraisser une bête et produire une augmentation en poids de 200 livres de Vienne. La nourriture journalière, pendant cette période, en foin ou en équivalent de foin, est 33 livres, de sorte que 30 livres de foin, données à une bête pendant l'engraissement, produisent 1 livre de viande et de graisse (1 livre de Vienne = 0,⁵⁶ Kil., 1 joch = 0,⁵⁷⁵ hectare, 1 metze = 0,⁶¹⁴ hectolitre). »

L'ordre du jour appelle les rapports des sous-commissions de la population et de l'état industriel, sur la mise en œuvre et la publication des documents relatifs au recensement de la population et à la statistique agricole.

En ce qui concerne la population, la sous-commission propose de diviser le travail en quatre parties, qui comprendront : la première la population par commune et par section de commune avec la distinction des sexes; la seconde, le tableau, par commune, des maisons habitées et inhabitées, des habitants avec toutes les distinctions de séjour, d'état civil, d'origine, de langue et de culte, de l'instruction donnée aux enfants et des familles secourues par les bureaux de bienfaisance; la troisième, la population par âge, séparément pour les grandes villes et par arrondissement pour les autres villes et les communes rurales; la quatrième, la population par profession et condition, également par ville et arrondissement. Les communes et divisions de commune seront mises en rapport, autant que possible, avec les listes adoptées ou proposées concernant la nomenclature et l'orthographe des noms de communes.

Quant à la statistique agricole, la sous-commission propose de l'établir et de la publier de manière qu'une seule page d'impression présente la statistique d'une commune, avec tous les détails qu'elle comporte.

Pour cette statistique de l'agriculture, de même que pour celle de la population, les données par commune seront résumées par arrondissement et par province; en outre chacune des deux publications sera précédée d'une introduction historique et d'une analyse raisonnée.

La publication relative à la population sera tirée à quinze cents exemplaires, et celle de l'agriculture à mille; il sera fait de plus, de cette dernière, un tirage à part de mille exemplaires, qui ne comprendra que l'introduction suivie des résumés par arrondissement et par province; un autre tirage, de cinquante exemplaires seulement, sera fait des tableaux de chaque commune individuellement, pour être mis en partie à la disposition des autorités locales.

Les modèles et spécimens sont mis sous les yeux de l'assemblée, qui les adopte, ainsi que toutes les autres propositions des deux sous-commissions.

N° 136. — Du 10 février 1847.

M. le Ministre de l'intérieur adresse :

1° Une expédition de l'arrêté royal du 23 janvier, qui maintient, pour un nouveau terme de six ans, M. Vanderplancke dans ses fonctions de membre de la commission provinciale de statistique de la Flandre occidentale. — Pris pour information ¹;

2° De nouvelles observations de M. le Gouverneur de la Flandre occidentale, relatives au cadre proposé pour la rédaction uniforme des exposés de la situation des provinces. — Renvoi à la sous-commission;

3° Une lettre de M. le Gouverneur de la province d'Anvers, concernant la publication du rapport de MM. Matthyssens et Veydt sur la prostitution, envisagée comme une des causes de la criminalité. — Commissaire : M. Faider;

4° Une dépêche par laquelle M. le Ministre des finances, en réponse à une observation de la Commission centrale, fait connaître qu'il désire associer la Commission au travail qu'il a entrepris pour la rédaction d'un projet de loi sur les assurances par l'État. — Renvoi à la sous-commission nommée dans la séance du 16 octobre dernier.

M. le Ministre de l'intérieur, par dépêche du 4 février, après avoir fait remarquer qu'un concours de circonstances fatales a placé la Belgique, sous le rapport des subsistances, dans une situation extraordinaire, invite la Commission centrale à seconder le Gouvernement dans l'examen des faits

¹ Voir aux Actes officiels.

généraux relatifs à la question des denrées alimentaires. Il s'élève une discussion sur la manière d'envisager cette question, ainsi que sur les moyens à employer pour arriver à la résoudre. Il est procédé à la nomination d'une sous-commission, composée, outre le Président et le Secrétaire, de MM. Bellefroid, Stevens, Perrot, Partoes et Ducpetiaux.

Le Ministre fait également connaître la constitution du bureau des commissions de statistique des provinces d'Anvers et de Namur, pour l'année 1847. MM. Veydt et Kreglinger et MM. Poncelet et Delmarmol ont été respectivement maintenus dans leurs fonctions de vice-président et de secrétaire.

Il est donné communication des procès-verbaux des séances des commissions provinciales de Limbourg (22 octobre 1846 et 25 janvier 1847), d'Anvers (28 novembre), de Namur (19 décembre) et de Liège (29 octobre, 20 et 27 novembre et 28 décembre). Le procès-verbal de la séance du 25 janvier de la commission du Limbourg, constate que MM. Jaminé, vice-président, et Van Caubergh, secrétaire, sont réélus en leur qualité pour l'année 1847.

M. Stevens présente une *Notice sur les octrois, et spécialement sur la consommation des boissons*. — Renvoi au comité de publication.

Le Secrétaire dépose les tableaux de dépouillement de la statistique agricole des communes de l'arrondissement de Turnhout, province d'Anvers, avec les observations auxquelles leur examen a donné lieu, et l'analyse des procès-verbaux des jurys communaux. — Renvoi à la sous-commission.

M. le colonel Trumper, au nom de la sous-commission du territoire, présente le rapport suivant, sur les tableaux de la nomenclature des communes et divisions de commune, des provinces d'Anvers, Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur :

« MESSIEURS,

» Vous avez renvoyé à la sous-commission du territoire les tableaux des communes des provinces d'Anvers, Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur.

» Votre sous-commission, après avoir fait un mûr examen de ces tableaux, a l'honneur de vous proposer de les admettre provisoirement.

» Elle doit vous faire remarquer cependant que, dans la province de Luxembourg, on n'a pas suivi rigoureusement les instructions sur la matière : ainsi les villes ne sont pas placées en tête des arrondissements auxquels elles appartiennent. Mais cette irrégularité est de peu d'importance; le tableau des communes de cette province pourra être facilement rectifié lorsqu'on mettra en œuvre les renseignements qu'il renferme.

» Le tableau des communes de la province d'Anvers est accompagné de plusieurs documents fournis par M. Kreglinger, secrétaire de la commission provinciale de statistique. L'attention de la sous-commission s'est particulièrement arrêtée sur un *État comparatif de l'orthographe des noms donnés aux communes dans les anciens recensements des XV^e et XVI^e siècle, etc.*, ainsi que sur une *Notice historique et étymologique sur les noms des communes*, travail analogue à celui que feu M. Willems a fait pour la province de Flandre orientale.

» Eu égard au mérite de ces deux documents, votre sous-commission vous propose de les insérer dans le *Bulletin de la Commission centrale*, et d'en faire le renvoi préalable au comité de publication, qui jugera peut-être utile de prier M. Kreglinger de faire précéder de quelques lignes d'introduction les renseignements qu'il donne sur les anciens recensements de sa province.

» C'est avec une vive satisfaction que votre sous-commission vous informe, Messieurs, que le

but que vous vous êtes proposé, en publiant dans le Bulletin le travail étymologique de M. Willem, se trouve atteint dans la province d'Anvers par la notice de M. Kreglinger. La province de Liège est à la veille de suivre l'exemple qui lui a été donné. Dans une note de M. Fabry-Rossius, qui est jointe au dossier, cet honorable membre de la commission provinciale de statistique, promet de fournir dans le courant de cette année un *Résumé étymologique des noms des lieux de la province de Liège*, à l'instar de celui qui a été fait pour la Flandre orientale. — Il est à croire que les autres provinces fourniront successivement leur part de travail, et que nous posséderons un jour une notice étymologique complète pour tout le royaume. »

Ces conclusions sont adoptées; les deux pièces à publier au Bulletin sont renvoyées au comité de publication.

N° 137. — Du 25 février 1847.

M. le Ministre de l'intérieur communique une circulaire adressée à MM. les Gouverneurs au sujet de la surveillance de la tenue des registres de population et des tableaux de dépouillement de l'état civil ¹.

Le Ministre informe que, dans sa séance du 10 février, la commission provinciale de statistique du Luxembourg a réélu MM. Jacquelart et Nothomb comme vice-président et comme secrétaire pour l'année 1847.

Le Secrétaire communique les procès-verbaux des séances des commissions de statistique du Luxembourg (9 décembre) et de la Flandre occidentale (30 du même mois).

Il est donné lecture d'une lettre par laquelle M. Ducpetiaux fait connaître que le congrès pénitentiaire, qui s'est réuni l'an passé au mois de septembre, à Francfort, a décidé qu'il s'assemblerait de nouveau à Bruxelles vers le 20 du mois de septembre 1847. Désigné par le congrès pour organiser cette réunion, il a pensé que les corps savants de la capitale ne lui refuseraient pas leur concours. Il prie en conséquence la Commission centrale de déléguer un ou deux de ses membres pour faire partie du comité chargé de l'organisation du prochain congrès, et lui transmet un exemplaire du procès-verbal de la session tenue à Francfort.

L'assemblée délègue MM. Quetelet et Faider, pour la représenter au congrès pénitentiaire qui sera tenu à Bruxelles.

M. Faider présente le rapport suivant, sur la demande d'impression du mémoire sur la prostitution dans la ville d'Anvers :

« MESSIEURS,

» M. le Gouverneur d'Anvers a adressé, sous la date du 30 janvier dernier, à M. le Ministre de l'intérieur, une lettre que vous avez renvoyée à mon examen, à l'effet de voir quelle suite il convenait d'y donner. Vous vous rappelez que, le 12 juillet 1843, ce haut fonctionnaire vous a transmis un rapport de MM. Matthyssens et Veydt, membres de la commission de statistique de la province d'Anvers, sur la prostitution dans la ville d'Anvers, et que cet envoi était accompagné de l'expression du désir qu'avait cette commission de voir paraître ce travail dans le *Bulletin de la Commission centrale*.

• Voir à la suite des procès-verbaux.

» Vous vous rappellerez aussi que, sur le rapport de votre sous-commission, vous avez décidé, dans votre séance du 11 décembre 1846, que le mémoire sur la prostitution ne serait pas inséré dans votre Bulletin, mais qu'il serait mis à profit pour le travail général sur les causes de la criminalité dont l'un de nous a été chargé : il restait bien entendu d'ailleurs que l'honneur qui reviendrait aux auteurs de ce travail, comme à ceux des autres travaux du même genre adressés à la Commission centrale, leur sera soigneusement conservé. — Votre décision à l'égard des recherches de MM. Matthyssens et Veydt avait pour motifs principaux sa spécialité même par rapport au vaste sujet auquel il se rattachait : en outre, et surtout à cause du genre de détails techniques qu'il renfermait, vous avez pensé qu'il n'était pas opportun de le faire figurer dans votre Bulletin : vous n'avez pas nié qu'il n'y eût dans ce même mémoire des notions utiles et des appréciations remarquables, mais il ne vous a paru ni assez profondément élaboré ni assez complet. Cette appréciation, je pense qu'il y a lieu de la maintenir, et vous hésitez d'autant moins à le faire, que toutes les commissions provinciales du pays vous ont fait parvenir, sur les causes locales de la criminalité, des rapports, dont quelques-uns sont fort bien faits mais incomplets, et que nous avons réservés comme premiers éléments d'un travail plus général.

» Aujourd'hui, M. le Gouverneur d'Anvers fait connaître que la commission provinciale attache de l'importance à cette publication, et qu'elle désire savoir vos intentions à ce sujet : dans le cas où vous n'autoriseriez pas l'insertion dans votre Bulletin, elle entreprendrait elle-même l'impression du mémoire, sur les fonds mis annuellement à sa disposition. Il est intéressant dès lors d'examiner quels sont, aux termes des règlements en vigueur, les droits de la Commission centrale et ceux des commissions provinciales en matière de publication officielle de mémoires ou travaux statistiques.

» Je crois d'abord que la Commission centrale est maîtresse de son Bulletin, dans les limites de l'article 5 de son règlement, et il est naturel que personne ne puisse lui imposer l'insertion de documents quelconques. — La Commission centrale a de plus le droit de statuer sur l'admission des mémoires rédigés par les membres des commissions provinciales : l'article 19 du règlement de ces commissions, en autorisant chaque membre à présenter des mémoires sur des questions relatives à la statistique et aux sciences qui s'y rattachent, ajoute que la Commission centrale décide de leur insertion dans son Bulletin. — Ces termes sont clairs, et ils acquièrent une signification plus précise encore lorsqu'on a recours au rapport, présenté le 27 décembre 1843 par notre honorable collègue M. Partoes, sur le projet de règlement des commissions provinciales¹ : il y est dit que les mémoires de la catégorie de ceux qui nous occupent en ce moment seront renvoyés à la Commission centrale afin qu'ils puissent être insérés, s'il y a lieu, dans son Bulletin. — Il résulte en principe de la combinaison de ces textes : 1° Que la Commission centrale dispose de son Bulletin ; 2° que tout mémoire émanant d'une commission provinciale ou de l'un de ses membres ne peut être inséré dans ce Bulletin que sur la décision de la Commission centrale ; 3° que, pour obtenir cette décision, tous les mémoires à insérer doivent être soumis à la Commission centrale qui statue. — Or, vous avez décidé, par des motifs que vous maintiendrez probablement, que le mémoire de MM. Matthyssens et Veydt ne serait pas inséré ; ces motifs n'ont rien de désobligeant pour ces messieurs ; vous vous êtes déterminés en vue de vos travaux futurs ; vous avez même exprimé l'intention d'utiliser plus tard le travail soumis à notre examen ; et cette résolution est commune à d'autres rapports qui vous ont été adressés. Et ici, je placerai une remarque qui n'est pas sans importance : le travail de MM. Matthyssens et Veydt vous a été adressé pour répondre à votre demande de renseigne-

¹ *Bullet.*, tome II, 2^e part., page 24.

ments sur les causes de la criminalité; c'est donc un rapport officiel, et ce caractère même le met plus encore, comme document administratif, à l'entière disposition de la Commission centrale.

» Une telle décision, remarquez-le bien, ne peut certes pas avoir pour effet de dépouiller les auteurs du mémoire de la propriété de leur œuvre, ni du droit de la livrer en leur nom privé et par le mode ordinaire à la publicité; mais laisse-t-elle à une commission provinciale la faculté de publier officiellement ce même mémoire et d'employer pour l'imprimer les fonds mis annuellement à sa disposition? Nous ne saurions le penser: il est évident que l'affirmative aurait pour effet de neutraliser le *pouvoir de décision* de la Commission centrale, et de créer indirectement des Bulletins provinciaux, et c'est précisément ce que l'on a voulu éviter en centralisant en quelque sorte les publications statistiques, même celles qui émanaient des membres des commissions en leur qualité. Supposez un grand nombre de travaux adressés à la Commission centrale, et que celle-ci aurait rejetés: admettrait-on que les commissions provinciales pussent ensuite, par des motifs de faveur ou d'opposition, ordonner la publication officielle, et sur les fonds de l'État, de ces mêmes travaux? Évidemment cela ne peut se supposer, et c'est précisément pour éviter cet antagonisme que la Commission centrale a le droit d'examen et de décision. Si, sortant de l'hypothèse qui vient d'être posée pour indiquer le résultat possible du système que je combats, on revient au cas actuellement en discussion, il faudra reconnaître que la commission provinciale d'Anvers ne peut, en présence des règlements, entreprendre l'impression, sur les fonds tenus à sa disposition, du mémoire de MM. Matthyssens et Veydt. Elle le peut d'autant moins, que les termes mêmes de l'art. 6 de l'arrêté du 6 avril 1843, qui institue les commissions provinciales, s'opposent à une semblable application des subsides mis à la disposition des Gouverneurs pour les frais relatifs à ces commissions: elle comprendra que non-seulement les règlements, mais encore les convenances hiérarchiques s'y opposent, et il aura suffi de lui indiquer les obstacles que rencontre dans nos règlements la résolution qu'elle semble vouloir prendre, pour la décider à s'abstenir. Elle hésitera d'autant moins à se rallier à votre manière de voir, que vous venez d'ordonner l'insertion dans votre Bulletin du remarquable travail que M. Kreglinger, l'un de ses membres, vient d'achever sur l'orthographe des noms des communes de la province d'Anvers: ce fait prouve que vous n'êtes dirigés dans vos appréciations que par l'intérêt bien entendu de vos travaux, et que la commission provinciale d'Anvers, comme toutes les autres commissions, peuvent en toute confiance s'en rapporter à votre sévère impartialité dans l'appréciation que vous ferez des travaux qui vous seront communiqués, et dont le nombre et le mérite doivent donner au Bulletin une valeur scientifique que vous désirez voir s'augmenter sans cesse.

» Je pense donc, en résumé: que la Commission centrale a pu décider que le mémoire ne serait pas inséré dans son Bulletin; que cette décision s'oppose à ce que la commission provinciale fasse imprimer officiellement ce mémoire; que les auteurs du mémoire conservent sans aucun doute le droit de le publier en leur nom particulier, suivant le mode qu'ils jugeront le plus favorable.

» Comme cette discussion offrait un intérêt de principes, j'ai cru devoir consulter votre comité de publication, et c'est d'accord avec lui que je vous sou mets le présent rapport. Je pense qu'il y a lieu, pour répondre à l'apostille de M. le Ministre de l'intérieur, en date du 3 février dernier, de résumer simplement la présente discussion. »

Conformément aux conclusions de M. le Rapporteur, la Commission centrale maintient sa décision de ne pas insérer ce rapport dans son Bulletin. Il pourra être fait usage de ce document ainsi que d'autres du même genre, dans le travail général sur les causes de la criminalité.

La Commission est d'avis que sa décision doit avoir pour résultat d'empêcher la publication de ce mémoire, sur les fonds mis à la disposition de la commission provinciale. — Elle invite la sous-commission à préparer une réponse dans ce sens à M. le Ministre de l'intérieur.

M. Perrot présente le rapport de la sous-commission, à laquelle ont été renvoyées les observations de M. le Gouverneur de la Flandre occidentale, sur le nouveau cadre pour la rédaction des exposés de la situation des provinces.

La sous-commission s'est assurée que l'impression textuelle et séparée des rapports des commissaires d'arrondissement n'a pas été demandée, telle que la députation provinciale l'a faite en 1846 ; il suffit que ces rapports soient reproduits par analyse dans le corps de l'exposé de la situation de la province, comme font d'ailleurs les députations des autres provinces. Quant aux observations antérieurement faites sur le cadre même des exposés, la sous-commission propose d'attendre, pour se prononcer sur ce point, que les exposés aient été publiés pour la prochaine session des conseils provinciaux ¹.

Ces conclusions sont adoptées.

N° 138. — Du 19 mars 1847.

Il est donné communication du procès-verbal de la séance de la commission de la province d'Anvers, du 25 janvier 1847.

M. le baron de Reden, correspondant de la Commission centrale, écrit de Berlin que la société de statistique allemande qu'il a fondée, et dont il enverra le journal à la Commission centrale, a pris à tâche de déterminer le rapport qui existe entre les salaires de la classe ouvrière et les prix des objets de première nécessité. Il demande que la Commission centrale veuille bien l'aider à résoudre le même problème pour la Belgique, et pose à ce sujet une série de questions auxquelles il désire qu'il puisse être répondu.

L'assemblée délibère sur cette communication, et charge le bureau de répondre à M. de Reden, en lui donnant tous les éclaircissements possibles.

M. Faider, pour faire suite à son rapport discuté dans la dernière séance, présente un projet de lettre à adresser à M. le Ministre de l'intérieur, en réponse à la demande d'impression dans le *Bulletin de la Commission centrale*, du mémoire sur la prostitution dans la ville d'Anvers.

Après une courte discussion, ce projet de lettre est adopté.

N° 139. — Du 7 avril 1847.

M. Fallati, professeur de statistique et d'économie politique à l'université de Tubingue, assiste à la séance.

M. le Ministre de l'intérieur communique une correspondance de M. le Gouverneur de la Flandre orientale, relative à un refus des médecins de l'hôpital d'Audenarde de remplir les cadres des tableaux de statistique médicale. — Renvoi à la sous-commission.

M. Schubert, conseiller intime, professeur d'histoire et de statistique à l'université de Königsberg, adresse une lettre de remerciements pour sa nomination de membre correspondant de la Commission centrale.

¹ Voir le rapport à la page suivante.

Il est donné lecture d'une lettre de M. Fallati, demandant qu'il soit fait un tirage à part des résumés du mouvement de l'état civil, intéressant plus particulièrement les savants étrangers. — Renvoi à la sous-commission de population. A cet égard, M. le Président rappelle que, déjà dans la séance du 22 janvier dernier, une pareille mesure a été prise pour les résumés des résultats du recensement général.

L'assemblée apprend avec regret la mort d'un de ses correspondants étrangers, M. Osiander, de Stuttgart, décédé le 8 octobre 1846.

Le Secrétaire présente les résultats du dépouillement de la statistique agricole des arrondissements d'Anvers et de Malines, ainsi que des six arrondissements de la Flandre orientale. — Renvoi à la sous-commission.

L'ordre du jour appelle la lecture de rapports de sous-commissions.

M. Perrot, au nom de la sous-commission chargée d'examiner les observations de M. le Gouverneur de la Flandre occidentale, sur le nouveau cadre pour la rédaction des exposés de la situation des provinces, donne lecture du rapport suivant, rédigé sur les bases admises dans la séance du 25 février dernier ¹ :

« MESSIEURS,

» M. le Ministre de l'intérieur, par dépêche du 31 janvier dernier, a communiqué à la Commission centrale de statistique une lettre de M. le Gouverneur de la Flandre occidentale, dans laquelle ce haut fonctionnaire demande à être dispensé de publier les rapports annuels des commissaires d'arrondissement dans les exposés de la situation administrative des provinces.

» Avant de répondre à cette question, M. le Ministre de l'intérieur a désiré connaître l'avis de la Commission centrale; la sous-commission qui a été chargée de rechercher les améliorations à apporter dans les exposés de la situation des provinces, a pris connaissance des observations de M. le Gouverneur de la Flandre occidentale, et m'a confié le soin de vous communiquer le résultat de l'examen qu'elle en a fait.

» L'insertion des rapports des commissaires d'arrondissement dans les exposés a été demandée dans un but d'utilité, afin que les conseillers provinciaux pour qui les exposés sont particulièrement faits, et l'autorité supérieure, connussent l'état spécial de chaque arrondissement et les vœux qui y sont exprimés quant aux mesures administratives. L'insertion de ces rapports n'est d'ailleurs pas une innovation; la presque totalité se trouvait reproduite çà et là avant l'adoption de la nomenclature.

» D'autre part, il est évident qu'on n'a pas voulu des doubles emplois, ni l'insertion de choses qu'on pourrait supposer inutiles.

» Là où il y a des chiffres, des faits, s'ils trouvent place dans d'autres sections, ces faits ne doivent pas se reproduire au titre VIII de la nomenclature. Nous ne pouvons d'ailleurs mieux faire, pour préciser l'idée que l'on a eue, que de renvoyer aux rapports des commissaires d'arrondissement du Hainaut, dans l'exposé de 1846; nous ajouterons cependant qu'il n'y a rien d'absolu, d'impératif dans le mode à suivre. Les Gouverneurs sont juges de l'opportunité des insertions. La pensée des rédacteurs de la nomenclature, comme de la Commission centrale, a été de reproduire dans les exposés tout ce qu'il y a d'intéressant, et en demandant la publication des rapports des commissaires d'arrondissement, leur intention était de faire connaître l'expression de besoins, de

¹ La sous-commission était composée de MM. Stevens, Trumper, Smits, Heuschling, Perrot, rapporteur.

vœux qui ne peuvent guère entrer dans le cadre destiné plus particulièrement à la reproduction des faits. Votre sous-commission pense donc que, sauf la suppression des doubles emplois et des détails qui seraient reconnus véritablement inutiles, l'insertion des rapports des commissaires d'arrondissement doit être maintenue.

» Quant au second point de la lettre de M. le Ministre de l'intérieur, nous dirons que la plupart des objections dont le cadre des exposés a été l'objet, n'existent plus aujourd'hui; les difficultés disparaissent dans la pratique, et les exposés de 1846 constatent une amélioration remarquable. La sous-commission pense donc qu'il y a lieu d'ajourner encore et d'attendre la publication de 1847, avant d'examiner si quelques modifications devraient être introduites au cadre des exposés; après cette publication, on verrait quels changements on pourrait adopter. »

M. Bellefroid, au nom d'une autre sous-commission, présente le rapport suivant sur les observations de M. Gravez, concernant la statistique agricole ¹ :

« MESSIEURS,

» Par apostille en date du 8 décembre 1846, M. le Ministre de l'intérieur a renvoyé à la Commission centrale de statistique la lettre suivante, qui lui a été écrite par M. Gravez, ancien inspecteur du cadastre :

» Bruxelles, 30 novembre 1846.

» MONSIEUR LE MINISTRE,

» En qualité de principal propriétaire dans la commune de Bomal (sur Ourthe), j'ai été désigné » pour faire partie du jury communal et ai dû, en conséquence, me livrer à un examen sérieux » des instructions relatives à cette importante et utile opération qui doit, à tant de titres, solli- » citer les sympathies de tous les hommes éclairés en administration.

» Cette préoccupation m'a donné lieu de faire quelques observations dont j'ai cru, vu l'import- » tance des points qu'elles ont pour objet, devoir vous soumettre l'appréciation, suivant en cela, » au surplus, le conseil et même l'invitation pressante d'un des agents supérieurs chargé de con- » courir à ce grand travail.

» Les bornes que je dois m'imposer ici me forcent à ne signaler que les points sur lesquels il » me paraît le plus urgent d'appeler l'attention, me hâtant d'ajouter qu'il ne s'agit, pour atteindre » le but, que d'aviser à certains moyens d'exécution, sans toucher en rien aux principes des in- » structions sur la matière.

» L'article 40, chapitre III, prescrit au jury communal d'indiquer dans la colonne à ce destinée » du tableau n° 4, *les produits obtenus, par hectare, pendant l'année, pour chacune des cultures* » *désignées dans le tableau.*

» Pour fournir ces renseignements, voici probablement la marche que suivront la plupart des » jurys communaux: la quantité de produits résultant nécessairement de la fertilité des terres, ils

¹ La sous-commission était composée de MM. Perrot, Partoes, Visschers, Detournay, Quetelet, Henschling, Bellefroid, rapporteur.

» établiront ces produits par qualité ou variété de sol, bonnes, moins bonnes, médiocres et mauvaises.

» Je suppose qu'ils auront, notamment dans le Luxembourg et les parties (rive droite de la Meuse) des provinces de Namur et Liège, où le sol est très-accidenté, divisé le sol cultivé en céréales en 4 ou 5 variétés. Ils arbitreront ensuite, par hectare, les produits pour chacune de ces variétés, soit par exemple pour la 1^{re} variété 80, la 2^e 70, la 3^e 55, la 4^e 20, la 5^e 15. — Pour avoir le taux moyen des produits, ils diviseront le total des cinq variétés (240) par le nombre de ces variétés (5) et présenteront comme quantité, en hectolitres je suppose, 48 par hectare.

» Le résultat de ce mode (le seul possible pourtant si l'on n'y prend garde) sera des plus erronés. — Pour qu'il fût exact, il faudrait que, par un hasard qui n'arrive jamais, les contenance de chaque variété de sol fussent entre elles parfaitement égales.

» La commune prise pour exemple aura, je suppose, une superficie de 500 hectares de terres labourables; mais sur cette contenance, elle ne présentera en réalité que 50 hectares en 1^{re} variété des classes, 70 en 2^e, 150 en 3^e; 200 en 4^e et 50 en 5^e.

» Or, la moyenne réelle des produits ne pourra résulter que de l'évaluation de l'hectare multiplié par la contenance de chaque variété, en divisant ensuite le total de 5 variétés par la contenance générale des 500 hectares.

» En opérant autrement, l'on n'obtiendra évidemment que des données étrangement fausses et destinées, si elles devaient servir de régulateur à quelques dispositions législatives en matière de céréales, à amener les conséquences les plus funestes. Cette réflexion seule aurait suffi, Monsieur le Ministre, pour m'engager et me décider à vous transmettre les observations qui font l'objet de cette lettre, si je n'y avais été invité d'ailleurs par une des personnes qualifiées pour le travail spécial de la statistique agricole.

» Les remarques qui précèdent s'appliquent rigoureusement à l'appréciation de la valeur vénale et locative demandée par l'article 11, chapitre III de l'instruction.

» Pour obtenir des résultats qui, à ces égards, approchent, je ne dis pas de l'exactitude désirable, mais du moins d'une certaine vérité relative et possible, il faudrait, particulièrement dans les communes des provinces à sols très-variés, indiquer aux jurys communaux le moyen d'exécution suivant :

» Il existe dans les pièces cadastrales déposées (ou qui doivent l'être) dans chaque commune un tableau portant le n° 11, lequel indique la contenance par classe et par nature de propriété. Ce tableau servirait de régulateur au jury communal. Ainsi, après avoir établi, d'après ces connaissances agricoles et locales, le produit en nature par hectare de chacune des classes, il multiplierait ce produit par la contenance de chacune desdites classes; additionnant ensuite le total, il le diviserait par la contenance générale de la nature de propriété, ce qui donnerait pour quotient le produit moyen par hectare. On opérerait de la même manière pour la valeur locative et vénale.

» On ferait observer aux jurys communaux qu'en général, sous le rapport des produits bruts, il y a peu ou point de différence entre la 1^{re} et la 2^e classe des terres. Elles ne diffèrent qu'en revenu net, atténué pour la seconde classe, par les frais d'engrais et de culture plus onéreux.

» Le produit brut pour la seconde classe devra donc être, à peu près partout, notamment pour les terres labourables, égal à celui de la première classe.

» Si la crainte de vous distraire d'occupations plus actuelles ne m'eût arrêté, j'aurais pris, Monsieur le Ministre, la confiance de solliciter de vous, pour conférer sur l'objet de cette lettre, une audience particulière.

» Je suis, en tout cas et au besoin, à votre disposition, si vous jugez que ma longue expérience

» en matière de statistique agricole, et en connaissances locales de la plus grande partie du royaume à cet égard, puisse être utile en cette circonstance.

» Agréés, etc.

» (Signé) GRAVEZ,

» propriétaire, ancien inspecteur principal du cadastre, pensionné. »

« On voit, par la lettre de M. Gravez, qu'à son sens, pour arriver à une moyenne exacte de la production, il aurait fallu que les jurys communaux eussent eu égard à la classification établie par le cadastre, et qu'ils eussent fait ce raisonnement : « La commune possède autant de terres de chaque classe; les terres de chacune de ces classes produisent autant; multiplions les contenance par les produits de chaque catégorie, additionnons le tout et divisons par la contenance totale pour avoir le produit moyen. »

» M. Gravez n'a pas fait attention que les jurys ne pouvaient ni raisonner ni procéder ainsi. En effet, si, dans les communes, on sait combien il y a d'hectares de terres labourables de chaque classe, on ignore complètement quel est le nombre de ces hectares qui sont consacrés à chaque espèce de culture dans une année donnée; ces renseignements ne se trouvent nulle part, ni dans les documents cadastraux qui datent de 1826 pour la plupart, ni dans les déclarations individuelles des cultivateurs, qui ne font connaître que l'étendue des terres consacrées par eux à chaque produit spécial, sans déterminer le classement cadastral des parcelles dont ces terres se composent.

» Il faut remarquer d'ailleurs que, dans le recensement agricole, on n'a pas eu égard, comme dans le cadastre, aux limites des communes, mais à l'étendue des exploitations, et que dès lors les états n° 11, indiqués par M. Gravez, ne pouvaient servir pour calculer le produit moyen des terres dépendant du territoire de différentes localités.

» De toute manière, le procédé conseillé par M. Gravez était inexécutable; nous dirons plus : s'il avait pu être exécuté, il eût produit des résultats tout à fait inexacts.

» Dans une commune où il y a des terres de plusieurs classes, il peut arriver et il arrive assez souvent que, la même année, on consacre à la culture d'une même série de produits toutes celles qui sont comprises dans la même classe.

» Quelle lumière le tableau n° 11, indiqué comme pouvant servir à établir la moyenne de la production, eût-il pu donner dans ce cas, qui se présente fréquemment? Aucune assurément.

» Le jury, en le consultant et en voulant en appliquer les indications, se serait complètement fourvoyé : sa moyenne n'eût mérité aucune confiance.

» En résumé, les observations de M. Gravez ne nous paraissent nullement fondées; l'application de son procédé était impossible, et nous devons nous féliciter qu'on n'ait pas pu y avoir recours, car au lieu d'une appréciation intelligente d'hommes spéciaux, nous aurions peut-être, dans beaucoup de cas, des chiffres qui, sous une apparence de régularité et d'exactitude, ne recouvraient que des erreurs. »

La discussion étant ouverte sur ce rapport, M. Perrot appuie l'observation qui y est faite que si, dans les communes rurales, on connaît par le cadastre l'étendue des terres labourables de chaque classe, on ignore complètement quel est le nombre d'hectares consacrés aux différentes espèces de culture dans une année donnée; il ajoute que cette circonstance n'a pas échappé à la sous-commission chargée d'élaborer le projet de la statistique agricole. En l'absence de cet élément essentiel, l'emploi du procédé indiqué par M. Gravez n'aurait conduit à aucun résultat satisfaisant.

Les conclusions sont mises aux voix et adoptées.

Le Secrétaire expose que la sous-commission chargée d'étudier la question relative aux denrées alimentaires, n'ayant pu réunir jusqu'à présent qu'une partie des documents nécessaires à la solution complète de cette grave question, n'est pas encore à même de se prononcer avec connaissance de cause. Cependant elle croit utile de soumettre dès à présent au Ministre de l'intérieur les faits qu'elle a pu recueillir.

L'assemblée charge la sous-commission de préparer un rapport provisoire.

N° 140. — Du 21 avril 1847.

M. le baron de Reden adresse une série de questions sur les causes du prolétariat en Belgique, mis en rapport avec le vagabondage. — Commissaire : M. Ducpetiaux.

M. Van den Broeck, professeur à l'école des mines à Mons, demande des renseignements sur la statistique agricole et sur le recensement de la population. — L'assemblée décide que l'on fera connaître à M. Van den Broeck, par l'intermédiaire de M. le Ministre de l'intérieur, les sources auxquelles il peut puiser, tout en l'engageant à attendre, pour compléter ses renseignements, jusqu'à la publication des résultats du recensement de la population et de l'agriculture.

L'ordre du jour appelle le rapport provisoire sur la question des subsistances.

M. Bellefroid, au nom de la sous-commission, donne lecture de ce rapport, qui sera adressé au Ministre de l'intérieur ¹.

M. Sauveur présente une note sur les prix des grains à différentes époques, de laquelle il résulte qu'à la suite des années de disette la baisse du prix des grains ne s'opère que très-lentement, et qu'il faut deux récoltes abondantes pour les ramener à leur prix ordinaire. Cette note, dont M. Sauveur déclare avoir remis un double à M. le Ministre de l'intérieur, est renvoyée à la sous-commission, qui continue l'étude de la question.

M. Visschers fait remarquer que la récolte de 1846, qui a été au-dessous de la moyenne, est rentrée, en général, un mois plus tôt que d'ordinaire. Elle a été entamée immédiatement, par suite du manque de la récolte des pommes de terre l'année précédente. La rigueur actuelle de la température peut faire craindre que la récolte de 1847 ne soit retardée. Si ce retard était d'un mois, l'on voit que la récolte de 1846, quoiqu'insuffisante à tous égards, devrait pourvoir à une consommation de *quatorze mois*. Cette observation est de nature à fixer l'attention de la Commission et du Gouvernement.

Après une discussion sur la portée de cette observation, la commission en renvoie l'examen à la sous-commission.

Sur la proposition d'un membre, la Commission centrale décide de rappeler au souvenir de M. le Ministre des finances l'offre qu'il a faite de mettre à la disposition de la Commission, les documents propres à faciliter l'étude de la question relative aux assurances par l'État.

¹ Voir ce rapport plus loin, pages 107 et suiv. — La sous-commission était composée de MM. Quetelet, Bellefroid, Stevens, Perrot, Partoes, Ducpetiaux et Heuschling.

RAPPORT

AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

SUR LES TRAVAUX

DE LA COMMISSION CENTRALE ET DES COMMISSIONS PROVINCIALES DE STATISTIQUE.

Bruxelles, le 4 février 1846.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons eu l'honneur d'adresser à M. votre prédécesseur, en octobre 1842 et 1844, deux rapports sur les travaux de la Commission centrale et des commissions provinciales de statistique ¹. Ces deux institutions, qui remontent aux années 1841 et 1843, ont donné un nouvel essor aux travaux statistiques dans ce royaume. Nous allons essayer de les énumérer succinctement.

Permettez-nous d'abord, Monsieur le Ministre, de rappeler en peu de mots, d'une part, les principes qui ont présidé à la création de la Commission centrale et à celle des commissions provinciales; d'autre part, l'organisation actuelle de la statistique dans les différents départements ministériels.

Aux termes de l'arrêté royal du 16 mars 1841, qui institue la Commission centrale, et dont les dispositions se trouvent développées dans le rapport au Roi qui l'accompagne, cette Commission est chargée d'imprimer à la statistique une direction uniforme, de lui assigner un but précis, des bases d'investigations parfaitement déterminées : le but, tracé par l'arrêté même, consiste à substituer l'unité et l'ensemble à la divergence des publications que chaque département peut faire, de signaler les lacunes et les détails superflus, de proposer les modèles des états et des tableaux destinés à recueillir et à classer les éléments des publications elles-mêmes, de diriger en un mot la statistique générale du pays en lui assignant son véritable domaine.

La statistique générale, pour être convenablement traitée dans toutes ses parties, exige une activité, un concours de connaissances étendues et variées qui embrassent tout le royaume. Telle est, Monsieur le Ministre, la pensée qui a suggéré l'institution des commissions provinciales, dont le principe a été posé dans l'arrêté royal du 20 octobre 1841, fixant le règlement d'ordre et d'attributions de la Commission centrale. Les commissions provinciales, créées par arrêté royal du 6 avril 1843, sont établies aux chefs-lieux des neuf provinces, et placées sous la présidence des Gouverneurs; elles coopèrent aux travaux de la Commission centrale, dirigent les recherches sta-

¹ *Bullet.*, tome I^{er}, pages 17 et suiv., et tome II, 2^e part., pages 151 et suiv.

tistiques entreprises dans les provinces, examinent et discutent la valeur des matériaux avant de les transmettre à l'administration supérieure. Leur règlement d'ordre a été fixé par arrêté ministériel du 11 octobre 1844.

Les deux premiers renouvellements par tiers de la Commission centrale, au 1^{er} janvier des années 1843 et 1845, ont eu lieu par arrêtés royaux du 10 janvier 1843 et du 20 novembre 1844; le premier renouvellement par tiers de toutes les commissions provinciales, au 1^{er} janvier 1845, a été fait par arrêté royal du 22 du même mois. Les fonctions de président et de secrétaire de la Commission centrale ont été déclarées permanentes par l'arrêté du 20 novembre 1844.

La Commission centrale a établi des relations avec quelques-uns des principaux corps savants, et avec des hommes éminents de l'étranger qui s'occupent des sciences morales et politiques; elle a des correspondants en France, en Allemagne, en Angleterre, en Italie et en Espagne, qui lui font parvenir des communications souvent importantes et toujours utiles.

La Commission centrale, dont la mission principale est de poser successivement les véritables bases de tous les travaux statistiques qui se font actuellement ou se feront par la suite dans les différents départements ministériels, n'est pas chargée d'exécuter elle-même ces travaux : elle ressortit au département de l'intérieur, sans en former un bureau ou une section. Le rapport au Roi, déjà cité, mentionne expressément que chaque département continue de publier la statistique qui le concerne.

Ainsi, le département des finances publie, tous les ans, le tableau général du commerce de la Belgique avec les pays étrangers.

Le ministère de la justice continue également de publier la statistique judiciaire, civile et criminelle. En outre, il prépare en ce moment la statistique des prisons, et a reconnu la nécessité de s'occuper de la statistique des établissements de bienfaisance, des corporations religieuses, des cultes, des fondations de bourses d'étude, des pensions, des grâces, etc.

Le ministère des travaux publics livrera prochainement à l'impression un second volume de la statistique des mines, usines minéralurgiques et machines à vapeur. Le même département consigne tous les ans, dans les comptes-rendus de l'administration des chemins de fer de l'État, une foule de renseignements statistiques sur les dépenses, les produits, les accidents, etc., du *railway* national.

Au ministère de la guerre, les recherches statistiques sont bornées à un seul tableau pour les travaux de reconnaissances militaires auxquels se livrent annuellement les officiers d'état-major attachés au dépôt de la guerre. Ce département a reconnu la nécessité de s'occuper ultérieurement de la statistique du recrutement de l'armée (à l'instar du compte-rendu qu'on publie en France tous les ans), de la statistique sanitaire de l'armée, de la criminalité, des délits et des contraventions à la discipline, des pensions militaires.

Un bureau spécial pour la statistique est établi aux ministères des finances et de la justice; il n'en existe pas aux ministères des travaux publics et de la guerre, où les travaux se font dans les divisions qu'ils concernent.

Le ministère des affaires étrangères seul ne fait aucun travail qui rentre directement dans le domaine de la statistique.

Le bureau de statistique générale, au ministère de l'intérieur, a pour attributions de résumer les travaux statistiques de toute espèce, de rédiger la statistique générale du royaume, dans son ensemble et dans ses détails, d'après le plan que la Commission centrale est chargée de dresser. Jusqu'à présent ce bureau s'est occupé spécialement de la population et de la statistique agricole et industrielle, dont le service a été réuni à celui de la statistique générale, par arrêté ministériel du

15 mars 1845. Nous mentionnerons plus loin les publications de ce bureau et celles de la Commission centrale.

Une autre division du ministère de l'intérieur (direction des affaires provinciales et communales) vient de publier un travail fort important sur les octrois communaux. La direction de l'instruction publique, indépendamment des rapports annuels sur l'état de l'enseignement dans les universités, a aussi publié, en 1842 et 1843, des rapports d'un grand intérêt, renfermant des statistiques détaillées de l'instruction primaire, moyenne et supérieure. Enfin la direction de l'industrie du même ministère a publié, en 1841 et 1842, les résultats de l'enquête administrative sur l'industrie linière, et prépare en ce moment une publication analogue sur la condition des classes ouvrières et sur le travail des enfants dans les manufactures.

Population, statistique agricole et industrielle.

La population, vous le savez, Monsieur le Ministre, est un des objets sur lesquels la Commission centrale a cru devoir plus particulièrement porter son attention : après avoir organisé et mis en pratique un mode nouveau de constater le mouvement de l'état civil et d'en publier les résultats, de manière à pouvoir en déduire toutes les conclusions utiles pour la science comme pour l'administration, elle a mis en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour préparer et assurer la bonne exécution de l'immense opération du recensement général, le premier qui sera fait depuis que la Belgique est constituée en état indépendant. Éclairée par l'essai tenté en 1842 sur la population de la ville de Bruxelles, et aidée des lumières des commissions provinciales qui, toutes, se sont occupées de cette question avec l'attention qu'elle mérite, la Commission centrale a arrêté les projets qu'elle a eu l'honneur de vous soumettre, et à l'exécution desquels elle se fera un devoir de concourir, avec les commissions provinciales, aussitôt que le Gouvernement aura rendu ces projets définitifs. Le recensement général, si nos propositions sont adoptées, embrassera à la fois la population, l'agriculture et l'industrie; ce sera un vaste ensemble de travaux qui, pour la première fois, présentera, avec l'exactitude et l'étendue convenables, la force numérique des habitants du royaume, ainsi que l'importance de l'industrie agricole et manufacturière, dont la connaissance est indispensable au Gouvernement et à la législature pour pouvoir discuter avec fruit les nombreuses questions qui touchent aux intérêts matériels de la nation. Une première application du système proposé vient d'être faite, avec votre autorisation, dans une commune populeuse avoisinant la capitale (Molenbeek-S^t-Jean), et nous avons lieu de croire que les résultats en seront des plus satisfaisants; nous comptons les publier sous peu dans le *Bulletin de la Commission centrale*¹. En vertu d'une instruction ministérielle, il a été procédé, pendant l'année 1845, à la vérification du numérotage des maisons dans toutes les communes du royaume, cette mesure ayant paru propre à prévenir les omissions dans le recensement général de la population.

Anciens recensements.

Nous croyons devoir compléter ici les détails renfermés dans notre dernier rapport général, au sujet des anciens recensements de la population; à la date de ce rapport, les deux Flandres n'avaient pas encore fait parvenir les renseignements qui leur avaient été demandés.

La commission de la Flandre orientale a fourni les cinq tableaux concernant les recensements des années 1801, 1806, 1811, 1816 et 1829. Un seul de ces tableaux, celui de 1829, contient toutes

¹ Voir 1^{re} partie, page 73.

les indications demandées par la Commission centrale, à l'exception de la distinction des militaires, laquelle ne se trouve pas dans le travail relatif à cette année. Quant aux autres tableaux, la commission provinciale, faute de documents, a dû se borner uniquement à y faire figurer le chiffre total de la population des villes et communes de la province, en laissant en blanc les autres colonnes du modèle prescrit par la Commission centrale.

Les recherches faites dans la Flandre occidentale ont fait découvrir les éléments nécessaires à la confection des tableaux demandés relativement aux recensements généraux des années 1801, 1806, 1816 et 1829. La commission provinciale a, en même temps, acquis la conviction que le recensement de 1811 n'a pas eu lieu dans la Flandre occidentale; elle n'a rien trouvé non plus concernant les dénombrements particuliers, à moins, dit-elle dans son rapport, qu'on ne veuille considérer comme recensements particuliers les états de population qui se forment chaque année au 31 décembre, en vertu de l'article 24 de la loi du 8 janvier 1817, et qui sont destinés à fixer le contingent annuel des communes dans la milice nationale.

Toutes ces recherches, Monsieur le Ministre, ainsi que celles déjà signalées dans notre rapport antérieur, prouvent de nouveau le peu d'intérêt qu'en général on était dans l'habitude d'attacher à tout ce qui concerne la population : aussi avez-vous reconnu la nécessité de procéder au plus tôt à un recensement général, et d'exécuter cette opération avec tous les soins que son importance réclame.

Plan général.

Vous comprendrez, Monsieur le Ministre, que les travaux préparatoires du recensement et les études qu'ils exigent, n'ont pas permis à la Commission centrale d'imprimer une égale activité à tous ces travaux indistinctement. C'est ainsi qu'elle s'est trouvée dans la nécessité d'ajourner, plusieurs fois, la rédaction du plan général : cependant elle en a arrêté toutes les parties; il ne s'agit plus que d'en opérer la révision et d'en former un travail d'ensemble. Nous espérons pouvoir vous l'adresser très-prochainement.

Nomenclature des communes.

Les commissions provinciales continuent l'étude relative à la nomenclature des communes et de leurs dépendances, et à la manière d'en orthographier les noms. Ce genre de travaux exige des connaissances locales et historiques que peu d'hommes possèdent à un degré suffisant, quoiqu'en Belgique les sciences historiques soient, en général, cultivées avec une sorte de prédilection. D'ailleurs, Monsieur le Ministre, vous avez pu apprécier la nature de ce travail, par le mémoire sur les noms des communes de la Flandre orientale, inséré dans le tome II de notre Bulletin, et qui est dû à un membre de la commission de statistique de cette province (M. Willems). La Commission centrale n'a pu admettre que provisoirement le travail relatif à la province de Hainaut, aux arrondissements de Verviers et de Waremme (province de Liège) et à l'arrondissement de Nivelles (province de Brabant).

Causes de la criminalité.

La Commission centrale s'est aussi occupée d'une question d'un ordre élevé et touchant à l'état moral du pays : la recherche des causes locales qui favorisent, dans le royaume, les crimes et délits. A l'époque de notre dernier rapport, les commissions provinciales venaient d'être saisies de cette question, et, par conséquent, aucun résultat n'avait encore pu être obtenu : « Néanmoins,

disions-nous, la Commission centrale espère parvenir ainsi à une connaissance assez complète des causes locales de la criminalité; le Gouvernement sera mis alors sur la voie des moyens propres à les combattre avec avantage. » Nous croyons pouvoir vous annoncer, Monsieur le Ministre, que nous ne serons pas trompés dans notre attente : nos prévisions paraissent devoir se réaliser, à en juger par les travaux qui vous sont parvenus pour sept provinces ¹, et dont plusieurs comprennent des mémoires raisonnés qui seront probablement insérés dans le tome III du Bulletin. Pour faciliter la solution de cette importante question, M. le Ministre de la justice a bien voulu mettre à notre disposition des tableaux indiquant : 1° les causes présumées des grands crimes, pour les années 1842 et 1843; 2° le nombre des crimes, délits et contraventions que les tribunaux ont eu à juger pendant les années 1840, 1841, 1842 et 1843. Aussitôt que la Commission centrale aura reçu les avis de toutes les provinces, elle s'empressera de les résumer, d'en former un travail aussi complet que possible, en y ajoutant ses propres réflexions et le résultat de ses propres recherches.

Exposés de la situation administrative des provinces.

Les exposés que l'article 113 de la loi provinciale du 30 avril 1836 prescrit aux députations permanentes d'adresser annuellement aux conseils provinciaux, sont une des meilleures sources qu'on puisse consulter pour la statistique générale du royaume. Les nombreux renseignements qu'ils renferment sur toutes les parties du service public en font une véritable statistique permanente et qui se complète chaque année. La Commission centrale a porté son attention sur les moyens d'introduire de l'uniformité dans ces documents, en établissant un ordre qui permette de les comparer et d'établir des rapprochements entre eux.

Nous nous sommes donc livrés à un examen approfondi des exposés des diverses provinces, et nous vous avons soumis, Monsieur le Ministre, une distribution uniforme de ces recueils, en vous priant de la recommander à MM. les Gouverneurs.

En outre, nous avons reconnu l'utilité de la publication d'un nouveau résumé quinquennal de la situation administrative des provinces, à l'instar de celui qui a été publié par un de vos prédécesseurs (M. Liedts); ce travail devrait être exécuté dans le cours de la présente année.

Statistique médicale civile.

Déjà dans notre premier rapport général, nous avons mentionné les mesures que, sur l'avis de la Commission centrale et de l'Académie royale de médecine, le Gouvernement avait prises à l'effet de recueillir des renseignements précis sur la nature et les résultats des maladies, dans les hôpitaux civils et militaires, les hospices, les cliniques des universités, les prisons, les dépôts de mendicité. Les premiers documents fournis ont été reconnus avoir été généralement dressés avec peu de soins : ce n'est qu'avec une certaine répugnance que les médecins civils, attachés à ces établissements, semblent se soumettre à un travail nouveau pour eux, et auquel on ne les avait pas habitués jusque-là. Sur la proposition de la Commission centrale, M. votre prédécesseur a décidé qu'à l'avenir les renseignements recueillis seraient attentivement examinés par les commissions provinciales avant d'être transmis à l'administration centrale. Plusieurs commissions provinciales, en examinant les documents relatifs à l'année 1844, ont eu l'occasion de faire, sur ce travail, des observations importantes, sur lesquelles la Commission centrale délibérera prochainement.

¹ Ces provinces sont : Limbourg, Liège, Namur, Brabant, Anvers, Hainaut et Luxembourg.

Statistique médicale militaire.

Les mêmes difficultés ne se rencontrent pas pour la statistique médicale militaire, les écritures étant plus régulièrement tenues dans les hôpitaux militaires que dans les établissements civils. La Commission centrale a eu à examiner diverses questions qui se rattachent à la mise en œuvre des documents, notamment en ce qui concerne l'âge des militaires sous les drapeaux, afin de pouvoir établir le rapport entre le nombre des malades par âge et la population militaire. Une correspondance a été échangée à ce sujet entre votre département et celui de la guerre; une solution satisfaisante est vivement désirée, à cause de l'immense intérêt qui s'attache à un travail bien fait sur l'état sanitaire de l'armée.

Causes de décès.

La Commission centrale, désirant généraliser la mesure prise à l'égard des hôpitaux, a fait une proposition, par suite de laquelle une circulaire ministérielle, adressée à MM. les Gouverneurs, a recommandé l'adoption d'un bulletin pour constater tous les décès indistinctement, en suivant, dans l'indication des causes de décès, la nomenclature des maladies arrêtée par l'Académie royale de médecine. Il est à regretter, Monsieur le Ministre, que cette mesure ne s'exécute que dans quelques grandes villes qui ont institué des médecins-vérificateurs de décès. La Commission centrale, sur la proposition d'un de ses membres, examine de nouveau la question en ce moment, ainsi que les objections présentées à cet égard par les Gouverneurs des provinces d'Anvers et de Liège. On ne peut méconnaître l'utilité de recherches sur les causes de la mortalité et sur les moyens d'améliorer, sous ce rapport, le sort des populations.

Mort-nés.

Jusqu'à présent l'on ne possède que des renseignements peu complets sur le nombre des enfants mort-nés proprement dits : d'un côté, parce qu'on considère comme tels, non-seulement les enfants venus avant terme, qui périssent pendant l'accouchement, mais encore ceux qui étaient déjà morts avant cette époque ou qui meurent peu de temps après; d'un autre côté, parce qu'il n'y a pas de règle fixe pour l'inscription de tous les enfants morts avant leur naissance. Une enquête, pour cet objet, a eu lieu par les soins des commissions provinciales, chargées d'étudier cette question. Les résultats de cette enquête seront résumés par la Commission centrale, qui aura l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous proposer des mesures propres à rectifier cette cause d'erreur dans le mouvement de l'état civil.

Maladie des pommes de terre.

La Commission centrale a aussi cru devoir porter son attention sur la maladie des pommes de terre qui a désolé nos provinces pendant la seconde moitié de l'année écoulée : désirant toutefois ne pas sortir du cercle de ses attributions, elle s'est bornée à considérer la question statistique et à rechercher les moyens de constater avec exactitude l'époque de l'invasion du fléau, sa marche progressive et les ravages qu'il peut avoir exercés. Vous avez adressé une circulaire à MM. les

Gouverneurs dans le sens de nos propositions. Nous avons déjà reçu les réponses pour sept provinces ¹. La manière dont elles sont conçues fait présumer que l'ensemble en sera aussi exact et aussi complet qu'il est possible de le désirer. Le Gouvernement y trouvera les moyens d'apprécier exactement l'importance de la perte de la récolte, ainsi que les autres éléments qui lui ont manqué jusqu'ici pour la solution des questions administratives qui concernent cette partie de la question des subsistances.

Statistique de la milice.

Des améliorations importantes ont été récemment introduites dans les documents relatifs aux opérations de la milice; il en est surtout une qui mérite d'être spécialement mentionnée : elle consiste dans la désignation exacte des infirmités ou des maladies qui ont donné lieu à l'exemption du service ; précédemment on se bornait à indiquer le nombre des individus ajournés ou réformés pour infirmités corporelles. La Commission vient de recevoir de vous, Monsieur le Ministre, les états relatifs à la levée de la milice dans six provinces ²; ce sera le point de départ d'un travail nouveau et d'une grande utilité pour les départements de la guerre et de l'intérieur.

Objets divers.

Indépendamment de ses propres travaux, la Commission centrale a encore eu à donner son avis sur des modifications apportées dans les publications de différents départements, telles que le tableau général du commerce avec les pays étrangers, le compte-rendu de la justice civile, la statistique des mines. Nous pouvons encore citer l'initiative qu'elle a prise à l'égard de la révision de l'évaluation officielle du prix des marchandises, employée dans la confection des tableaux généraux du commerce; les préliminaires d'une statistique sur les incendies; l'examen de la question du numérotage des maisons au point de vue administratif; la fixation du format des publications officielles sur la statistique.

Bibliographie.

La Commission centrale a récemment publié la seconde partie du tome II de son Bulletin; ce nouveau volume comprend, comme le précédent, des mémoires de statistique, les procès-verbaux des séances, les rapports des sous-commissions, diverses propositions et communications administratives et scientifiques, les actes officiels relatifs à la statistique, et la bibliographie : parmi ces travaux, nous croyons devoir citer comme un des plus importants, le plan d'après lequel sera conçu le recensement général de la population, de l'agriculture et de l'industrie. Les publications faites jusqu'ici sur la population du royaume, consistent dans le *relevé décennal* de 1831 à 1840 et dans quatre volumes sur le *mouvement de l'état civil*, pendant les années 1841, 1842, 1843 et 1844. Vous avez pu remarquer, Monsieur le Ministre, que cette dernière publication présente chaque année de nouvelles améliorations qui en augmentent l'importance; les résultats du mouvement de l'état civil se publient régulièrement dans le cours de l'année suivante, grâce à la ponctualité apportée dans l'envoi des documents recueillis et transmis par les administrations provinciales et communales, ainsi qu'à l'activité imprimée aujourd'hui aux travaux statistiques en général.

¹ Anvers, les deux Flandres, Limbourg, Brabant, Hainaut et Luxembourg.

² Ce premier envoi concerne les provinces d'Anvers, Flandre orientale, Hainaut, Liège, Limbourg et Luxembourg.

Trois commissions provinciales¹ n'ont pas encore terminé les recherches relatives aux documents sur la statistique provinciale et locale. Ces inventaires, nous avons déjà eu l'honneur de le dire dans notre second rapport, lorsqu'ils auront été complétés pour toutes les provinces, seront fondus en un seul pour faire suite à la bibliographie de la statistique générale du royaume, imprimée à la fin du tome I^{er} du Bulletin.

La bibliothèque, entièrement créée depuis 1841, car avant cette époque pas un seul livre n'était affecté au service de la statistique générale, ne cesse de prendre des accroissements, sinon sous le rapport du nombre, du moins sous celui du mérite des ouvrages. Spécialement consacrée à la statistique et à l'économie politique, elle possède déjà, dans cette dernière branche, les principaux organes des trois écoles, mercantile, physiocratique et industrielle, ainsi que quelques interprètes des idées connues sous la dénomination de socialisme. En matière de statistique, la bibliothèque renferme, outre les publications nationales officielles ou privées, beaucoup d'ouvrages et de documents publiés dans d'autres pays. Tous les livres proviennent, soit d'acquisitions, soit de dons ou d'échanges par suite des relations établies à l'intérieur et à l'étranger.

En présence des travaux que nous venons de passer rapidement en revue, vous reconnaîtrez, Monsieur le Ministre, que la Commission centrale de statistique, ainsi que les commissions provinciales, continuent de suivre l'impulsion donnée par le Gouvernement, depuis 1841, à cette branche importante de l'administration publique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de nos sentiments respectueux.

Le Président,
QUETELET.

Le Secrétaire,
X. HEUSCHLING.

RAPPORTS AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

SUR L'ENQUÊTE RELATIVE A LA MALADIE DES POMMES DE TERRE, EN 1845.

I.

Bruxelles, le 29 mai 1846.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une circulaire du 9 octobre dernier, M. votre prédécesseur a invité MM. les Gouverneurs à faire recueillir, par les administrations communales, des renseignements statistiques sur les effets de la maladie des pommes de terre, dans le sens des propositions qui avaient été faites par la Commission centrale.

¹ Celles de la Flandre occidentale, du Hainaut et du Luxembourg.

Ces documents ont été successivement mis en œuvre par les soins du bureau de statistique générale, et nous venons, Monsieur le Ministre, vous en soumettre les premiers résultats, qui se rapportent à six provinces : Anvers, les deux Flandres, le Limbourg, le Hainaut et Namur. Quant au travail relatif aux trois autres provinces, il n'a pas encore pu être arrêté jusqu'à présent, à cause des lacunes qui ont nécessité le renvoi des bulletins de plusieurs communes; aussitôt que les documents de ces trois provinces auront été complétés, nous nous empresserons de vous en communiquer également les résultats.

Les faits constatés dans les six provinces ci-dessus nommées sont consignés dans le tableau que nous avons l'honneur de vous adresser. Ce tableau est formé par arrondissement administratif et par province; s'il ne l'a pas été par commune, c'est que nous avons pensé qu'il fallait envisager un travail de cette nature dans son ensemble, et en déduire certaines considérations générales, sans attacher trop d'importance aux détails.

Sur les 1,040,099 hectares qui, d'après le cadastre, forment l'étendue des terres labourables dans les six provinces réunies, y compris les jardins, pépinières et terrains plantés, 108,992 hectares sont consacrés à la culture des pommes de terre : c'est un peu moins d'un hectare sur dix.

La presque totalité des champs cultivés en pommes de terre a été atteinte par la maladie, puisque des 108,992 hectares cultivés jusqu'au 1^{er} août, 1,642 ont été récoltés avant l'invasion de la maladie, et que des 107,350 hectares restants, 634 seulement ont été épargnés par elle.

Le produit total de la récolte, en 1845, dans les six provinces, a été de 2,819,229 hectolitres, et comme la récolte d'une année ordinaire est évaluée à 23,009,100 hectolitres, il en résulte une différence en moins de 22,189,871 hectolitres, différence qui constitue la perte que la maladie des pommes de terre a occasionnée aux six provinces. Cette perte se serait donc élevée à un peu plus des onze douzièmes d'une récolte ordinaire. Bien que la Commission centrale n'ait aucune raison de ne pas croire à l'exactitude de ce résultat, fondé sur des renseignements recueillis dans les différentes communes, elle ne s'est cependant pas dissimulé que diverses considérations, et notamment l'espoir d'obtenir une plus grande part dans le partage des subsides du Gouvernement, n'aient pu porter, soit à forcer le chiffre de la production moyenne, soit à affaiblir la quantité récoltée.

Vous remarquerez encore, Monsieur le Ministre, que le produit moyen sur les terres récoltées avant la maladie et sur celles qu'elle a épargnées, a été généralement de beaucoup au-dessous du produit d'une année ordinaire. Un grand nombre de bulletins des communes fait connaître que les essais tentés après le 1^{er} août pour la culture des pommes de terre n'ont pas été heureux; l'étendue cultivée après le 1^{er} août n'est que de 89 hectares.

Nous espérons être bientôt à même de compléter notre travail pour les autres provinces et de vous en soumettre les résultats.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de nos sentiments respectueux.

Le Président,

QUETELET.

Le Secrétaire,

X. HEUSCHLING.

NOMS des ARRONDISSEMENTS.	Étendue en hectares des terres labourables, y compris les jardins, pépinières et ter- rains plantés, d'après le cadastre.	Nombre d'hectares cultivés en pommes de terre jusqu'au 1 ^{er} août 1845.	NOMBRE D'HECTARES			PRODUIT MOYEN en hectolitres ET PAR HECTARE				DE LA RÉCOLTE	
			Récoltes avant l'invasion de la maladie.	Atteints par la maladie.	Épargnés par la mala- die.	Dans une année ordi- naire.	Sur les terres récoltées avant la maladie.	Sur les terres envahies par la maladie.	Sur les terres épargnées par la maladie.	Dans une année ordi- naire. (Colonnes 5 et 7.)	Sur les terres récoltées avant la maladie.
1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.	10.	11.	12.
Province d'Anvers.											
Anvers	42,693	4,862	168	4,587	107	239. ³⁷	168. ⁰¹	48. ⁹⁴	119. ⁷³	1,361,047	27. ⁸⁵
Malines	37,235	5,575	120	5,562	95	261. ⁷⁷	209. ³⁰	31. ³⁰	223. ³³	1,459,407	25. ¹²
Turnhout.	43,374	4,932	266	4,553	313	234. ⁰⁰	244. ⁰³	50. ⁰⁰	148. ⁰¹	1,158,476	64. ⁰⁰
LA PROVINCE.	123,322	15,369	554	14,502	515	232. ³⁰	212. ⁰⁰	42. ⁰⁰	155. ⁰⁰	3,878,930	117. ⁹⁹
Flandre occidentale.											
Bruges	37,503	4,699	51	4,618	30	214. ⁸⁴	103	16. ⁷⁸	125	1,006,712	5. ²⁵
Courtrai	36,088	4,661	9	4,650	2	262. ⁰³	134. ³³	15. ⁰⁰	10	1,324,100	1. ³⁰
Dixmude.	19,888	2,380	42	2,338	»	206. ⁰⁰	82. ⁰⁰	8. ⁰⁰	»	492,378	3. ⁶⁰
Furnes	15,579	1,128	31	1,097	»	244. ⁰⁷	207. ⁴⁰	26. ⁸⁴	»	275,968	6. ⁰⁰
Ostende	17,249	2,241	63	2,178	»	201. ⁰⁰	122. ⁷⁰	24. ⁰⁷	»	451,908	7. ⁷⁵
Roulers	22,426	3,724	19	3,685	20	275. ⁰⁰	190. ⁰⁰	17. ⁰⁰	150	1,027,740	3. ⁰⁰
Thielt.	20,378	3,767	20	3,747	»	224. ⁰⁰	91. ¹⁰	15. ⁰⁷	»	847,030	1. ⁰⁰
Ypres.	55,584	4,282	79	4,203	»	216. ⁰⁰	100. ⁰⁰	12. ⁰⁰	»	928,422	7. ⁰⁰
LA PROVINCE.	204,495	26,882	314	26,516	52	232. ⁰⁰	119. ⁰⁰	16. ⁰⁰	150. ⁰⁰	6,254,285	37. ⁰⁰
Flandre orientale.											
Alost.	34,784	5,399	86	5,313	»	285. ⁷⁴	165. ⁰⁰	17. ⁷⁰	»	1,542,736	14. ³⁰
Audenarde	29,361	4,347	19	4,322	0	238. ⁷⁸	216. ⁰⁰	9. ⁰⁰	217. ⁰⁰	1,037,867	4. ¹⁰
Eecloo	27,477	3,503	14	3,289	»	207. ⁰⁷	164	22. ⁰⁰	»	635,924	2. ⁰⁰
Gand	61,275	8,725	109	8,604	12	232. ⁰¹	136	23. ⁰¹	154. ¹⁷	2,031,570	16. ⁰⁰
Saint-Nicolas	38,244	3,654	79	3,564	11	217. ⁰⁰	156. ¹⁰	29. ⁰⁰	63. ⁰⁰	836,414	12. ⁰⁰
Termonde	25,540	3,887	60	3,827	»	271. ⁰⁰	245	20. ⁰⁰	»	1,054,940	14. ⁷⁰
LA PROVINCE.	216,681	29,315	367	28,919	29	245. ⁰⁰	170. ⁰⁰	20. ⁷⁰	133	7,189,451	62. ⁰⁰
Hainaut.											
Ath	36,666	3,014	13	3,001	»	258. ⁰⁰	93. ⁴⁰	7. ⁰⁰	»	779,122	1. ⁰⁰
Charleroy	37,097	2,634	20	2,614	»	219	94. ⁰⁰	13. ⁰⁷	»	577,406	1. ⁰⁰
Mons	42,386	1,984	33	1,951	»	211	133. ¹⁰	26. ⁰⁰	»	418,762	4. ⁰⁰
Soignies	40,102	1,050	29	1,021	»	195. ⁰⁰	99. ⁰⁰	15. ⁰⁰	»	381,063	2. ⁰⁰
Thuin.	40,911	2,014	21	1,990	3	175	84. ⁰⁰	25. ⁰⁰	68. ³³	353,130	1. ⁷⁰
Tournay	47,090	3,564	40	3,524	»	222	84. ⁰⁰	7. ⁰⁷	»	792,579	3. ⁰⁰
LA PROVINCE.	244,252	15,160	156	15,001	3	217. ⁰¹	99. ¹⁰	14. ⁴⁰	68. ³³	3,302,062	15. ⁰⁰
Limbourg.											
Hasselt	39,031	4,133	88	4,044	1	221. ⁰⁰	147	34. ⁰⁰	65	915,292	12. ⁰⁰
Maaseyck	21,179	1,568	39	1,508	21	140	92. ⁰¹	42. ⁰⁰	142. ⁰¹	220,035	3. ⁰⁰
Tongres	40,440	3,316	38	3,278	»	218. ⁰⁰	107. ⁰⁰	39. ⁰⁰	»	724,560	4. ⁰⁰
LA PROVINCE.	100,620	9,017	165	8,830	22	206	125. ¹⁰	37. ⁷⁷	139. ⁰⁰	1,859,887	20. ⁰⁰
Namur.											
Dinant	48,681	4,573	27	4,539	7	182. ⁷⁸	130. ⁰⁷	17. ⁰⁰	48. ⁰⁰	835,580	5. ⁰⁰
Namur	66,761	6,264	36	6,222	6	201. ⁰⁰	110. ³⁵	21. ⁰⁰	53. ⁰⁰	1,362,530	2. ⁰⁰
Philippeville	35,287	2,412	23	2,387	2	176. ⁷⁰	163. ⁴⁰	25. ⁰⁰	25	426,355	5. ⁰⁰
LA PROVINCE.	150,729	13,249	86	13,148	15	190. ⁰⁴	130. ⁰⁰	20. ⁰⁰	47. ⁰⁷	2,524,465	11. ⁰⁰
LES SIX PROVINCES.	1,040,099	108,992	1,642	106,716	634	220. ⁰⁰	161. ⁰⁰	25. ⁰⁰	149. ¹⁰	28,009,100	205. ⁰⁰

ÉTALONS.				ÉVALUATION des quantités de tu- bercules estimés sains et propres à être conservés.		DATE	NOMBRE
par la maladie. (Colonnes 8 et 9.)		Sur les terres épargnées par la maladie. (Colonnes 6 et 10.)				de	D'HECTARES CULTIVÉS
						L'INVASION DE LA MALADIE.	en pommes de terre après le 1 ^{er} août.
13.	14.	15.	16.	17.	18.	19.	20.
				Nombre d'hectolitres par hectare.	Quantité totale en hectolitres. (Col. 5, 6 et 17.)		H. A. C.
14,531	12,817	265,203	995,842	36. ⁰⁰	172,809	Du 1 ^{er} juin (Wustwezel), au 10 août (Loenhout)	» 82 92
17,845	20,770	215,750	1,245,657	22. ⁰¹	124,982	Du 10 juin (Thisselt), au 25 août (Wiekevorst).	1 05 60
11,831	46,539	333,152	825,324	40. ⁰⁰	191,217	Du 15 juin (Veerie), au 15 août (Meerie).	» 52 »
14,207	79,976	812,107	3,066,823	73. ⁰¹	489,008		2 40 32
17,539	3,750	86,359	930,373	10. ⁰⁰	51,031	Du 1 ^{er} juin (Zedelghem), au 1 ^{er} août (Aertrycke)	2 87 30
12,967	20	74,186	1,149,914	5. ⁰¹	26,073	Du 1 ^{er} juin (Heule), au 1 ^{er} août (Vive-St-Elloi).	6 » 30
10,862	»	24,532	468,046	2. ⁴⁷	5,773	Du 15 juin (Wercken), au 31 juillet (Dixmude)	1 15 10
10,550	»	35,980	240,008	13. ⁴⁷	12,928	Du 10 juin (Hoogstaede), au 1 ^{er} août (Saint-George).	» » »
12,423	»	60,157	391,749	13. ⁰⁰	29,584	Du 15 juin (St-Pierre-Cappelle), au 10 août (Mariakerke)	5 32 20
14,619	3,000	71,259	956,501	4. ⁰⁰	17,910	Du 1 ^{er} juin (Roulers), au 1 ^{er} août (Cachtem)	5 90 10
12,459	»	58,282	728,787	6. ¹⁰	25,074	Du 10 juin (Swezezele), au 26 juillet (Ousselghem).	1 86 »
12,069	»	59,989	868,433	2. ⁰¹	11,102	Du 10 juin (Becelaere), au 2 août (Oostvleteren)	4 90 20
15,278	6,770	470,504	5,783,781	6. ⁰⁰	177,475		28 01 20
1,352	»	108,615	1,434,121	7. ³⁴	39,003	Du 1 ^{er} juillet (Audenhove-St-Géry, Goefferdinge, Grammont, Grootenberge, Gysegem, Lede, Wanzele), au 7 août (Vlierzele).	» 51 »
5,173	1,305	48,595	989,272	3. ¹³	15,554	Du 10 juin (Segelsem), au 7 août (Nokere)	4 68 76
2,555	»	74,850	611,074	5. ⁷⁰	18,761	Du 20 juin (Bassevelde), au 31 juillet (Ertvelde)	» 90 »
5,756	1,850	222,426	1,809,144	11. ⁰⁰	96,829	Du 1 ^{er} juin (Baelegem, Desteldonck, Oostacker), au 1 ^{er} août (Gand, Ledeberg, Machelen, Melle, Olsene).	18 12 35
5,488	700	118,525	717,889	6. ⁰⁰	22,487	Du 27 juin (Beveren), au 29 juillet (Basel)	1 68 75
1,688	»	94,588	960,532	7. ¹⁰	27,148	Du 15 juin (Hamme), au 5 août (Audegem, Grembergen).	3 47 »
1,012	3,835	667,399	6,522,052	7. ¹³	217,782		29 37 86
1,504	»	25,719	755,403	1. ²³	3,684	Du 15 juin (Basècles), au 6 août (Isières)	5 36 »
1,471	»	37,362	540,044	6. ²⁵	16,518	Du 15 juin (Leernes, Roux, Saint-Amand), au 5 août (Buzet, Rèves).	2 17 50
1,632	»	57,024	361,738	10. ⁰⁰	20,063	Du 15 juin (Blaregnies, Frameries), au 15 août (Aulnois, Baisieux, Baudour).	» 05 »
1,997	»	32,882	348,201	8. ⁰⁰	15,475	Du 10 juin (Strépy), au 8 août (Papignies)	» 47 75
1,785	205	52,766	300,364	11. ⁷⁷	23,451	Du 1 ^{er} juin (Buvrines), au 15 août (Espinois)	» 35 »
1,901	»	28,264	764,515	1. ⁷⁴	6,133	Du 15 juin (Laplagne, Ramignies-Chin), au 15 août (Pipaix).	5 74 75
1,290	205	232,017	3,070,065	5. ⁰⁷	85,124		14 16 »
1,072	65	153,074	762,218	19. ⁰⁷	79,557	Du 1 ^{er} juin (Beverloo, Oostham), au 15 août (Niel, près de Saint-Trond).	6 21 »
1,276	2,998	70,888	149,147	33. ¹¹	50,623	Du 30 juin (Maeseyck), au 15 août (Kessenich, Ophoven).	» 25 »
1,152	»	133,249	591,511	21. ³²	69,870	Du 15 juin (Henis, Heur-le-Tiexhe, Mall, Nederheim, Neerrepn, Sluse), au 15 août (Heers, Looz).	» 37 »
1,500	3,064	357,211	1,502,676	22. ⁰⁰	200,030		6 83 »
1,408	342	82,362	755,218	8. ¹⁰	37,098	Du 1 ^{er} juin (Dions, Nettiinne, Sommière, Wancennes), au 30 août (Sart-Custinne, Wanlin).	3 35 50
935	320	138,228	1,124,302	7. ⁴⁷	46,523	Du 10 juin (Waret-la-Chaussée), au 15 août (Falissolle, Rhisne).	4 51 96
591	50	59,401	366,954	9. ⁰⁷	21,654	Du 6 juin (Fagnolle), au 15 août (Samart)	» 15 »
925	712	279,991	2,244,474	8	105,275		8 02 46
512	94,582	2,819,229	22,189,871	11. ⁰⁷	1,274,714		88 81 04

II.

Bruxelles, le 14 août 1846.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons eu l'honneur de vous soumettre, le 29 mai, un premier résumé des renseignements que votre prédécesseur a fait recueillir sur la maladie dont les pommes de terre ont été affectées l'année dernière : ce résumé n'avait été fait que pour six provinces. Depuis cette époque, les documents relatifs aux provinces de Brabant, de Liège et de Luxembourg nous ont aussi été transmis, et aujourd'hui nous sommes en mesure de vous exposer les résultats de l'enquête tout entière.

Cinq communes de la province de Liège¹ n'ont, à la vérité, pas encore répondu aux questions qui leur ont été adressées; mais comme il est à craindre que leur silence ne se prolonge, et qu'il est d'ailleurs facile d'y suppléer avec exactitude, par les réponses recueillies dans les localités voisines, la Commission centrale a cru qu'elle ne devait pas retarder davantage la publication d'un travail dont le mérite dépend en partie de l'opportunité. Elle a pensé que cette manière de procéder devait présenter d'autant moins d'inconvénient qu'elle se borne à vous soumettre des résultats généraux sur lesquels ne saurait avoir d'influence sensible une lacune insignifiante, comblée d'ailleurs par des évaluations qui ne peuvent guère s'écarter de la réalité.

Le tableau que la Commission a l'honneur de vous présenter, est le complément de celui qui était annexé à son rapport du 29 mai : il résume, comme ce dernier, les renseignements par arrondissement administratif et par province. De l'ensemble des données qui sont indiquées dans tous les deux, il résulte qu'en 1845, 163,760 hectares ont été consacrés à la culture des pommes de terre; c'est, en moyenne, pour tout le royaume, un hectare sur neuf hectares et un quart des terres labourables, y compris les jardins, les pépinières et les terrains plantés.

Cette proportion paraît très-considérable, si on la compare à celle qui a été constatée dans d'autres pays. Des relevés, dont l'exactitude peut, à la vérité, être contestée, établissent, en effet, qu'en France la culture des pommes de terre n'absorbe qu'un hectare sur vingt-six et dans les départements français dont le système cultural se rapproche le plus du nôtre, dans ceux du Nord-Est, c'est à peine si le rapport s'élève à 1 hectare sur 19. Il est possible que l'événement, à la suite duquel les renseignements ont été recueillis en Belgique, ait contribué à faire exagérer les déclarations dans certaines localités; nous ne pensons pas cependant que ces erreurs soient de nature à fausser les résultats généraux que nous avons l'honneur de vous soumettre. Des membres de la Commission centrale ont en effet pu se convaincre, par leur propre expérience, de l'exactitude des documents relatifs à un grand nombre de communes.

Il y a, d'ailleurs, une circonstance qui paraît avoir contribué, dans quelques parties du pays,

¹ Ces communes sont Beyne-Heusay, Fléron, Nessonvaux, Clermont et Tenven.

à donner, en 1845, à la culture des pommes de terre une extension qu'elle n'y a peut-être pas d'habitude; les gelées survenues au printemps de cette année ont fait manquer la récolte du colza dans beaucoup de localités, et c'est en semant des pommes de terre que les cultivateurs ont utilisé les champs, dont le produit, auquel ils étaient destinés, a été détruit.

Quoi qu'il en soit, les documents qui nous ont été soumis prouvent que la culture des pommes de terre, très-considérable dans tout le royaume, varie d'étendue de province à province. Ainsi, tandis que, pour tout le pays, la moyenne en est de 1 hectare sur 9,23, on trouve qu'elle absorbe :

Dans la province de la Flandre orientale.	1 hectare sur	7,08
— — occidentale	—	7,60
— Anvers.	—	8,02
— Luxembourg	—	8,03
— Brabant	—	8,33
— Liège	—	9,34
— Limbourg.	—	11,15
— Namur.	—	11,37
— Hainaut	—	16,11

Quelle est la cause de ces variations? Faut-il les attribuer à la nature du sol qui, différant dans les diverses parties du royaume, oblige les cultivateurs d'employer une étendue variable de terrain pour obtenir une même quantité de produits? On pourrait le croire au premier abord et en ne consultant que les données fournies par la théorie; mais en fait, il ne semble pas qu'il en soit ainsi : des renseignements que nous avons eu à examiner, il résulte en effet que c'est souvent dans les provinces où le rendement est le plus grand, que la culture des pommes de terre est le plus considérable. Anvers, le Brabant, les deux Flandres, figurent au premier rang sous les deux rapports, de sorte qu'on serait plutôt porté à dire que l'étendue des plantations est en raison directe de la quantité des produits récoltés, si des faits nombreux ne venaient démontrer que cette seconde hypothèse n'est pas plus fondée que la première. La densité de la population paraît avoir une influence plus constante sur les variations qui s'observent à cet égard dans les différentes parties du royaume : nous ne prétendons pas qu'elle en soit la véritable cause, et surtout la cause unique; mais quand nous voyons que les provinces où il se cultive le plus de pommes de terre, sont celles où le rapport des habitants à l'étendue des terres labourables est le plus grand, il doit nous être permis de conclure de cette coïncidence remarquable, qu'il y a entre ces deux faits une corrélation intime. Il n'y a d'ailleurs que deux exceptions à cette règle : le Hainaut qui, en égard à la concentration de la population, se place immédiatement après le Brabant, se trouve relégué au dernier rang, quant à la culture des pommes de terre, et dans le Luxembourg, où la proportion des habitants aux terres cultivées n'est guère plus forte que dans les provinces de Limbourg et de Namur, il se plante à peu près autant de ces tubercules que dans celle d'Anvers, qui, sous ce dernier rapport, se range immédiatement après les Flandres. Ces deux exceptions s'expliquent en partie par la différence de l'alimentation qui, plus variée dans le Hainaut, se rapproche davantage chez les habitants de cette province, de ce qu'elle est en France, et surtout par des habitudes locales, dépendant elles-mêmes de la nature du sol et de l'économie qui en règle l'exploitation : en effet, les

cultivateurs du Luxembourg s'adonnent spécialement à l'élevage du petit bétail, à la nourriture duquel la pomme de terre sert pour ainsi dire d'une manière exclusive, tandis que le Hainaut est, sous ce rapport, tributaire des autres parties du pays.

Cette dernière circonstance peut aussi aider à expliquer la différence énorme qu'il y a de province à province dans le rapport des produits récoltés à la population. Les documents qui ont été soumis à notre examen, établissent qu'on a récolté par habitant :

	Dans une année ordinaire.	En 1845.
Dans la province de Luxembourg.	10,4 hectolitres,	2,94 hectolitres.
— Limbourg.	10,3 —	1,99 —
— Anvers.	9,9 —	2,07 —
— Namur	9,8 —	1,09 —
— Brabant	9,6 —	1,18 —
— Flandre occidentale.	9,4 —	0,71 —
— Flandre orientale	8,9 —	0,85 —
— Liège	8,3 —	1,29 —
— Hainaut	4,8 —	0,32 —
Dans le royaume.	8,6 —	1,10 —

Il est évident que l'ordre dans lequel se rangent ici les provinces est à peu près celui qui leur est assigné par l'importance que l'élevage du bétail, celui des porcs surtout, a dans chacune d'elles. C'est à la nourriture de ces animaux que sert l'excédant de la production, et en considérant jusqu'à quel point celle-ci a été insuffisante l'année dernière, même pour l'alimentation des habitants, on a en quelque sorte le relevé mortuaire des bestiaux que la famine a forcé les cultivateurs de sacrifier.

Ainsi que nous avons déjà eu l'honneur de vous le dire dans notre premier rapport, c'est à peine si quelques champs de pommes de terre ont échappé à l'atteinte de la maladie qui, l'année dernière, a affecté ces tubercules : des 163,760 hectares cultivés jusqu'au 1^{er} août, 2,221 ont été récoltés avant l'invasion du mal, et des 161,539 hectares restants, 1,245 seulement ont été épargnés par le fléau. Les pertes qui en sont résultées ont été très-considérables, si considérables même que, malgré soi, on est porté à supposer que les intéressés en ont exagéré l'étendue.

D'après les déclarations des autorités locales, elles auraient, en effet, été de plus de trente-deux millions d'hectolitres (32,288,684), c'est-à-dire qu'elles se seraient élevées aux sept-huitièmes à peu près d'une récolte ordinaire, évaluée à 36,986,548 hectolitres.

Nous ne pouvons ni ne voulons discuter ces chiffres : nous nous bornerons seulement à vous faire observer qu'ils ont beaucoup varié dans les différentes parties du royaume, comme l'indique le tableau suivant, qui donne l'évaluation de la perte relative que chaque province a éprouvée; cette perte a été :

Dans le Hainaut, de	92,9 p. c.
— la Flandre occidentale	92,4 —
— la Flandre orientale	90,7 —
— Namur	88,8 —

Dans le Brabant	87,8 p. c.
— Liège	84,4 —
— le Limbourg	80,7 —
— Anvers	79,0 —
— le Luxembourg	72,3 —
Dans le royaume	87,3 —

Vous remarquerez, Monsieur le Ministre, que les pertes éprouvées par les différentes provinces varient à peu près dans la proportion de 20 p. c. A quoi tiennent ces variations? A l'inexactitude des renseignements d'après lesquels le calcul en a été fait? — Il est possible, ainsi que nous avons déjà eu l'honneur de vous le dire, que les déclarations de certaines localités soient exagérées; mais, ce qui est certain, c'est qu'il ne parait pas qu'il y ait des erreurs très-sensibles dans celles qui sont relatives au rendement normal. Il est, en effet, bien constaté que la moyenne de 225,86 hectolitres, indiquée comme produit d'un hectare, est loin d'être trop forte: les agronomes les plus dignes de foi, Schwerz et M. Van Aelbroeck ¹ notamment, attribuent, en général, à notre pays, un rendement plus élevé: d'après le premier de ces auteurs, qui ne parle que de ce qu'il a observé lui-même, il varie de 205 à 362 hectolitres par hectare.

S'il y avait, d'ailleurs, des erreurs dans les documents qui vous ont été transmis par les autorités communales, elles se compenseraient probablement, en se répartissant entre les différentes provinces, de sorte qu'on ne saurait, en aucun cas, y trouver la cause des variations observées dans les pertes qu'elles ont subies. Il ne semble pas non plus qu'on doive la chercher dans la situation des localités, dans l'exposition des terrains consacrés à la culture des pommes de terre ou dans le rapprochement plus ou moins grand de ces terrains, car on voit que les deux provinces qui ont le moins souffert, sont celles qui diffèrent peut-être le plus sous le rapport topographique, et que c'est dans le Hainaut, où les plantations de pommes de terre ont le moins d'étendue, comparativement aux autres cultures, que le fléau a sévi avec le plus d'intensité. Il faudrait, toutefois, des faits plus précis, mieux détaillés, mieux observés surtout, pour être autorisé à se prononcer définitivement.

Nous croyons devoir nous abstenir d'insister davantage sur ce point, d'autant plus que la science semble indiquer une application très-plausible de l'influence variable que le fléau a exercée sur le produit de la récolte dans les différentes localités. On comprend, en effet, que les plantes atteintes avant ou après la complète formation des tubercules, ont dû donner un rendement plus ou moins élevé, si, d'ailleurs, l'action de la maladie a été sur toutes assez forte pour troubler sensiblement la végétation. Dans cette hypothèse, la perte éprouvée par les diverses parties du royaume serait, en raison directe de l'invasion plus ou moins précoce du mal dans chacune d'elles. Les faits sont-ils conformes à cette supposition, et s'il y en a qui la contrarient, le nombre en est-il assez grand pour nous obliger de l'abandonner? Le tableau suivant servira de réponse à cette question. Nous y avons rangé, d'après l'époque que les autorités locales ont assignée à l'apparition de la maladie, toutes les communes de chaque province pour lesquelles il nous a été fourni des renseignements assez précis.

¹ M. Van Aelbroeck (*Agriculture pratique de la Flandre*) indique, pour cette partie du pays, un rendement moyen de 238 hectolitres par hectare; c'est, à quelques litres près, le rendement moyen qui résulte des déclarations faites par les autorités locales de toutes les communes des deux Flandres.

PROVINCES.	NOMBRE DE COMMUNES dans lesquelles la maladie a été observée pour la première fois.							
	Du 1 ^{er} au 10 juin.	Du 10 au 20 juin.	Du 20 juin au 1 ^{er} juillet.	Du 1 ^{er} au 10 juillet.	Du 10 au 20 juillet.	Du 20 juillet au 1 ^{er} août.	Du 1 ^{er} au 15 août.	Du 15 août au 1 ^{er} sept.
Hainaut	2	17	38	87	147	67	61	5
Brabant	2	13	36	53	137	75	20	»
Flandre occidentale . .	6	18	35	63	70	40	12	»
Namur.	6	16	19	58	98	83	52	11
Liège	3	9	24	87	88	73	31	9
Flandre orientale . .	4	9	17	53	85	109	16	»
Limbourg.	2	8	13	24	64	50	33	4
Anvers.	1	4	11	27	35	50	14	2
Luxembourg	»	2	3	15	42	35	71	26
LE ROYAUME. .	26	96	196	467	766	582	310	57

Des calculs très-simples permettent de déduire de ces chiffres le rang que chaque province doit occuper quant à l'époque de l'invasion du fléau : il en résulte que, sauf deux exceptions, les pertes de chacune d'elles sont proportionnelles à la précocité du mal, et cette corrélation, sans être générale, nous semble cependant assez bien établie pour que nous soyons en droit de dire qu'elle donne à la supposition dont nous avons parlé précédemment, l'autorité d'un fait démontré par l'expérience. Il faut noter, en effet, que ce sont les limites extrêmes qui doivent surtout nous aider à éclaircir le point que nous examinons ici : les différences intermédiaires sont trop petites pour qu'il en soit tenu compte dans des observations incomplètes ; or, c'est dans le Hainaut où la récolte a le plus souffert, que le fléau s'est le plus rapidement répandu dans un plus grand nombre de communes, tandis que les différentes localités des provinces d'Anvers, de Limbourg, et surtout de Luxembourg où le mal a été moins précoce, ont éprouvé les pertes les moins considérables.

Vous verrez, Monsieur le Ministre, que d'après les déclarations des autorités communales, le produit de la récolte de 1845 n'aurait été que de 4,697,864 hectolitres, dont la moitié seulement (2,238,483) était estimée propre à être conservée. Comme on évalue en moyenne la quantité des semences employée à 22 hectolitres par hectare, les pommes de terre complètement saines de la récolte de l'année dernière n'auraient même pas tout à fait suffi aux plantations de 1846, si tant est que cette année elles aient été aussi étendues qu'en 1845.

Au taux de 22 hectolitres par hectare, il ne faudrait, en effet, pas moins de 2,502,720 hectolitres pour ensemercer les 163,760 hectares cultivés dans le pays. Il est vrai que les pommes de terre importées de l'étranger sont venues combler en partie ce déficit de notre propre récolte et que la semence a probablement été employée cette année avec plus de parcimonie que d'habitude. Nous ne parlons pas des produits de la culture hivernale qui, entreprise sur une échelle plus grande, aurait peut-être pu suppléer dans certaine mesure aux besoins de la consommation ; ces produits doivent avoir été insignifiants : il n'a été cultivé, après le 1^{er} août, que 127 hectares de pommes de terre, et il n'est pas prouvé que ces champs aient rendu beaucoup plus que la semence.

Quelque idée qu'on se fasse des documents qui ont servi de base à notre travail, le résumé que nous vous en soumettons prouve, Monsieur le Ministre, que la maladie des pommes de terre a diminué, l'année dernière, d'une somme fort considérable les revenus du capital national et en particulier de celui de l'industrie agricole. En n'estimant la valeur des pommes de terre qu'à fr. 1 50 c^s par hectolitre, ce qui, certes, n'est pas exagéré, le déficit ne s'élèverait pas à moins de 48,433,026 francs, et encore ne faisons-nous pas entrer en ligne de compte l'influence fâcheuse que la perte d'un produit aussi essentiel à l'économie rurale a dû exercer sur l'agriculture tout entière, ainsi que sur les autres sources de la richesse du pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de nos sentiments respectueux.

Le Président,

A. QUETELET.

Le Secrétaire,

X. HEUSCHLING.

NOMS des ARRONDISSEMENTS.	Étendue en hectares des terres labourables, y compris les jardins, pépinières et ter- rains plantés, d'après le cadastre.	Nombre d'hectares cultivés en pommes de terre jusqu'au 1 ^{er} août 1843.	NOMBRE D'HECTARES			PRODUIT MOYEN en hectolitres ET PAR HECTARE				DE LA RÉCOLTE	
			Récoltes avant l'invasion de la maladie.	Atteints par la maladie.	Épargnés par la mala- die.	Dans une année ordi- naire.	Sur les terres récoltées avant la maladie.	Sur les terres envahies par la maladie.	Sur les terres épargnées par la maladie.	Dans une année ordi- naire. (Colonnes 3 et 7.)	Sur les terres récoltées avant la maladie.
1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.	10.	11.	12.
Province de Brabant.											
Bruxelles	78,363	10,543	138	10,363	42	225. ⁴⁴	136. ⁵⁰	21. ⁸⁰	88. ⁸¹	2,376,787	18. ⁸³
Louvain	75,761	10,383	100	10,234	49	217. ⁰⁷	152. ⁵²	31. ⁹⁷	143. ⁸⁸	2,253,855	15. ³³
Nivelles	78,353	6,852	83	6,766	3	267. ⁴⁵	184. ⁹⁵	15. ⁹⁸	165	1,852,579	15. ³³
LA PROVINCE.	232,477	27,778	321	27,363	94	232. ⁶⁷	155. ⁹⁸	26. ⁶⁰	119. ⁸⁴	6,463,221	49. ⁴¹
Liège.											
Huy	46,653	4,605	28	4,570	7	229. ²⁷	250. ⁸⁰	24. ⁵⁸	121. ⁴⁵	1,055,774	7. ⁸⁴
Liège	41,594	4,521	136	4,298	87	262. ⁵⁷	183. ⁵³	45. ⁴⁰	191. ⁸⁴	1,186,290	24. ⁹³
Verviers	10,119	2,109	»	2,104	5	240. ⁵⁰	»	30. ²⁷	237. ⁶⁰	507,212	»
Waremmes	35,200	3,032	33	2,995	4	280. ⁷²	112. ⁴⁶	46. ⁹⁶	120	851,156	5. ⁷¹
LA PROVINCE.	133,566	14,267	197	13,967	103	252. ⁵⁷	181	56. ¹⁷	186. ⁴⁰	3,600,432	35. ⁶⁸
Luxembourg.											
Arlon	14,357	1,641	12	1,481	148	162. ⁷²	41. ³³	56. ⁹⁶	62. ²¹	267,050	4. ⁴¹
Bastogne	19,660	2,329	35	2,157	137	170. ⁷⁷	64. ²⁹	54. ³⁵	67. ⁵⁷	597,728	2. ³²
Marche	19,965	2,651	5	2,601	25	145. ⁹¹	88. ⁴⁰	17. ⁴⁹	23. ⁹⁰	383,909	4. ⁴¹
Neufchâteau	25,078	2,865	2	2,778	85	155. ⁹⁶	26	31. ⁵⁸	61. ⁹⁸	444,818	3. ⁷¹
Virton	23,115	3,257	7	3,231	19	129. ⁰⁸	66	51. ⁵⁰	74. ²¹	420,510	4. ⁴¹
LA PROVINCE.	102,173	12,723	61	12,248	414	150. ⁴²	60. ⁷⁴	40. ⁸⁷	62. ²¹	1,913,795	5. ⁷¹
Les six autres provinces (voir pag. 96 et 97)	1,040,099	108,992	1,642	106,716	634	229. ⁴⁶	161. ⁸⁰	23. ⁰³	149. ¹⁹	25,009,100	265. ²⁵
LE ROYAUME.	1,508,115	163,760	2,221	160,294	1,248	225. ⁸⁶	159. ⁴²	26. ¹⁶	121. ¹⁵	36,986,548	354. ⁴¹

LITRES.		par la maladie. (Colonnes 8 et 9.)		Sur les terres épargnées par la maladie. (Colonnes 6 et 10.)		Produit total de la récolte de 1845, en hec- tolitres. (Réunion des colonnes 12, 13 et 14.)		Différence entre la récolte de 1845 et une récolte ordinaire, en hectolitres. (Colonnes 11 et 15.)		ÉVALUATION des quantités de tu- bercules estimés sains et propres à être conservés.		DATE de L'INVASION DE LA MALADIE.		NOMBRE D'HECTARES CULTIVÉS en pommes de terre après le 1 ^{er} août.	
13.	14.	15.	16.	17.	18.	19.	20.	21.	22.	23.	24.	25.	26.	27.	28.
15,851	3,750	248,416	2,128,371	11.74	122,125	Du 1 ^{er} juin (Opwyck) au 1 ^{er} août (Jette, Lennick-St-Martin, Tourneppe.)	5 30 »								
17,160	7,050	349,449	1,904,413	19.35	197,765	Du 12 juin (Winghe-St-Georges) au 4 août (Berthem).	1 35 »								
14,945	485	190,781	1,641,798	11.38	77,035	Du 15 juin (Mont-St-André, Ramillies-Offus, Thines) au 5 août (Bousval, Genval, Haut-Ittre).	4 21 »								
17,956	11,265	788,639	5,674,582	14.46	396,915		10 86 »								
2,052	850	119,916	935,858	12.45	56,989	Du 1 ^{er} juin (Soheit-Tinlot, Stavelot) au 10 août (Fosse).	8 20 »								
5,069	16,690	256,692	949,598	26.55	116,430	Du 15 juin (Flémalle-Haute) au 1 ^{er} septembre (Vivegnis).	8 82 »								
3,683	1,188	64,871	442,341	16.14	34,031	Du 30 juin (Bilstain, Gemmenich, Hodimont, Soiron, Welkenraedt, Xhendelesse) au 31 août (Montzen, Moresnet).	6 07 »								
4,342	480	138,535	712,625	22.01	66,018	Du 15 juin (Avin, Embresin, Limont) au 15 août (Thys).	2 39 05								
5,146	19,208	560,012	3,040,420	19.45	273,468		25 48 05								
1,365	9,207	94,068	172,962	24.26	39,514	Du 15 juillet (Bonnert, Hachy) au 20 août (Guirsch, Martelange).	» 30 »								
1,326	9,298	128,774	268,954	35.02	80,521	Du 1 ^{er} juillet (Bertogne, Bovigny, Hompré, Longchamps, Mabompré, Tavigny) au 31 août (Tintange).	» » »								
5,499	580	46,521	337,588	9.67	25,401	Du 15 juin (Mormont, Ortho) au 1 ^{er} septembre (Hargimont).	1 19 »								
1,677	5,260	12,989	351,829	16.51	47,267	Du 30 juin (Bouillon) au 1 ^{er} septembre (Vesqueville).	» 25 »								
7,757	1,410	167,652	252,678	31.05	100,855	Du 10-20 juillet (Villers-sur-Semois) au 31 août (Châtillon).	» 14 »								
5,524	25,755	529,984	1,585,811	25.17	293,556		1 88 »								
5,112	94,582	2,819,229	22,189,871		1,274,714		88 81 04								
9,538	150,810	4,697,864	32,288,684	15.86	2,258,485		127 05 09								

RAPPORT
AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ,
SUR LA SITUATION DES SUBSISTANCES.

Bruxelles, le 21 avril 1847.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Un concours de circonstances fâcheuses a placé la Belgique dans une situation difficile sous le rapport des subsistances. Le Gouvernement a compris qu'il était de son devoir d'étudier avec soin toutes les questions que cet état de choses soulève, et par une dépêche du 4 février dernier, vous avez invité la Commission centrale de statistique à le seconder dans cette étude compliquée.

Nous espérons, Monsieur le Ministre, que nous pourrons répondre à cette marque de confiance, en vous fournissant les éléments nécessaires à la solution de ces graves questions. Nous avons commencé à les réunir, et quoique les renseignements que nous avons pu nous procurer jusqu'ici soient loin d'être complets, nous pensons cependant qu'ils suffisent pour nous permettre de vous donner quelques indications générales sur les points qu'il est surtout urgent d'éclaircir en ce moment.

Les deux questions que la Commission centrale s'est posées, et qu'elle a cherché à résoudre, sont celles-ci :

Y a-t-il un déficit dans les produits de la récolte de 1846?

Quelle est la quotité de ce déficit?

Si les résultats du recensement général, en ce qui concerne la statistique agricole, étaient connus, s'ils étaient coordonnés avec l'exactitude convenable, la réponse aux questions posées serait facile; il suffirait, en effet, pour arriver à la solution désirée, de supputer le rendement en moins de la récolte de 1846 comparée à la récolte d'une année ordinaire, ainsi que les quantités de céréales étrangères mises en consommation.

Mais les travaux de la statistique agricole, quoique poussés avec la plus grande activité, n'ont pas atteint le degré d'avancement nécessaire à cet effet : les résultats définitifs ne sont connus pour aucune province. Vous savez, Monsieur le Ministre, que les efforts, dans les communes, dans les provinces et à l'administration centrale, ont dû tendre d'abord à constater les résultats du recensement de la population; la statistique agricole ne devait venir qu'en seconde ligne : cette condi-

tion se trouve inscrite dans les lois du budget de votre département, exercices de 1846 et de 1847.

En l'absence des données définitives, nous avons cherché à établir la situation au moyen de données provisoires obtenues jusqu'à présent pour cinq provinces, et en procédant par voie de déduction pour les autres parties du royaume. Il est résulté de ces recherches un travail que nous croyons pouvoir vous soumettre avec confiance comme un premier résultat de nos études, quoiqu'il n'offre pas d'ailleurs tous les caractères de la certitude.

Le tableau ci-joint sous le n° 1, présente les faits connus pour les provinces d'Anvers, des deux Flandres, de Limbourg et de Luxembourg; ils indiquent l'étendue des terres cultivées en froment, seigle, épeautre, méteil, sarrasin et pommes de terre, avec l'évaluation du produit en 1846 et dans une année ordinaire.

Partant des données que fournit ce tableau, nous avons pu évaluer ainsi qu'il suit le déficit de la récolte de 1846, relativement à une année ordinaire, dans les cinq provinces ci-dessus désignées, et où les terres labourables occupent, d'après le cadastre, une superficie de 743,460 hectares.

NATURE DES CULTURES.	RAPPORT A L'ÉTENDUE TOTALE en hectares.	DÉFICIT EN HECTOLITRES.	
		PAR HECTARE.	TOTAL.
Froment	1 sur 7,81 ou 12, 7 %	2,65	252,402
Seigle	— 4,45 ou 22,56 %	10,65	1,782,210
Épeautre	— 128,85 ou 0,77 %	4,75	27,505
Méteil	— 30,65 ou 2,52 %	7,02	139,427
Sarrasin	— 34,57 ou 2,89 %	0,94	19,378
Pommes de terre. .	— 11,89 ou 8, 4 %	81,08	8,069,105

Si nous appliquons les résultats que nous venons de résumer aux quatre provinces pour lesquelles les documents officiels ne sont pas encore parvenus au ministère, nous trouvons qu'il devrait s'y cultiver, savoir :

NATURE DES CULTURES.	ÉTENDUE EN HECTARES.	PRODUIT PAR HECTARE	
		EN 1846.	ANNÉE ORDINAIRE.
Froment	12,70 %	16,38	19,05
Seigle	22,56 %	8,18	18,81
Épeautre	0,77 %	31,46	26,19
Méteil	2,52 %	12,15	19,75
Soit en céréales . .	38,55 %		
Sarrasin	2,89 %	21,12	22,06
Pommes de terre.	8,41 %	126,95	208,05

Or, comme l'étendue des terres labourables est :

Dans le Brabant, de	227,952 hectares
— Hainaut	236,425 —
— Liège	130,619 —
— Namur	145,226 —
TOTAL.	740,200 hectares

il faudrait admettre qu'il s'est cultivé dans ces quatre provinces réunies, savoir :

NATURE DES CULTURES.	ÉTENDUE EN HECTARES.	PRODUIT MOYEN		PRODUIT TOTAL	
		EN 1846.	ANNÉE ORDINAIRE.	EN 1846.	ANNÉE ORDINAIRE.
Froment	94,005	16,38	19,03	1,539,802	1,788,915
Seigle.	166,989	8,18	18,81	1,365,970	3,141,063
Épeautre. . . .	5,090	21,46	26,19	122,300	149,237
Méteil.	18,035	12,15	19,75	226,261	368,397
Sarrasin	21,591	21,12	22,06	451,777	471,885
Pommes de terre .	62,250	126,95	208,03	7,902,635	12,949,867

Ces données, Monsieur le Ministre, nous ne les considérons pas comme ayant le degré d'exactitude nécessaire; elles nous paraissent devoir subir une rectification que nous allons avoir l'honneur d'indiquer.

Dans les cinq provinces recensées, qui ont fourni la base des calculs qui précèdent, c'est la culture du seigle qui domine, notamment dans celles d'Anvers, de Limbourg et de la Flandre orientale, qui sont, pour ainsi dire, nos trois principaux centres de production du seigle. Or, on ne saurait appliquer à d'autres provinces, notamment à celles du Brabant, du Hainaut et de Liège, une moyenne qui n'est pas l'expression de l'état réel des cultures dans ces parties du pays, où le froment et l'épeautre occupent relativement une étendue beaucoup plus considérable. Nous pouvons faire le même raisonnement quant au sarrasin, qui est beaucoup plus cultivé dans les provinces recensées que dans celles dont nous ne connaissons pas les relevés statistiques.

Si toutefois l'on pouvait admettre les données ci-dessus établies, on arriverait, pour le royaume, aux résultats suivants :

NATURE DES CULTURES.	ÉTENDUE EN HECTARES.	PRODUIT TOTAL		DÉFICIT EN HECTOLITRES.
		EN 1846.	ANNÉE ORDINAIRE.	
Froment.				
Cinq provinces recensées	95,121 65	1,558,558	1,810,960	252,402
Quatre non recensées	91,005 00	1,559,802	1,788,915	249,115
TOTAUX.	189,126 65	3,098,560	3,599,875	501,515
Seigle.				
Cinq provinces recensées	167,850 88	1,373,756	3,155,906	1,782,210
Quatre non recensées	166,989 00	1,365,970	3,141,065	1,775,095
TOTAUX.	534,839 88	2,739,726	6,297,029	3,557,505
Epeautre.				
Cinq provinces recensées	5,782 85	124,144	151,507	27,563
Quatre non recensées	5,699 00	122,500	149,257	26,957
TOTAUX.	11,481 85	246,444	300,764	54,520
Méteil.				
Cinq provinces recensées	18,756 49	230,995	370,422	139,427
Quatre non recensées	18,655 00	226,261	568,397	142,156
TOTAUX.	37,409 49	457,256	738,819	281,583
Sarrasin.				
Cinq provinces recensées	21,501 98	455,559	474,717	19,578
Quatre non recensées	21,591 00	451,777	471,885	20,108
TOTAUX.	42,892 98	907,116	946,602	59,486
Pommes de terre.				
Cinq provinces recensées	62,521 27	7,937,582	13,006,687	5,069,105
Quatre non recensées	62,250 00	7,902,655	12,949,867	5,047,252
TOTAUX.	124,771 27	15,840,217	25,956,554	10,116,357

Récapitulation du déficit supposé de 1846.

Céréales	Froment	501,515	4,594,701 hectolitres.
	Seigle	3,557,505	
	Épeautre	54,520	
	Méteil	281,583	
Sarrasin		59,486	—
Pommes de terre		10,116,357	—

Au chiffre de 4,594,701 hectolitres, indiqué comme formant le déficit en céréales, il convient

d'ajouter celui de 458,649 hectolitres, qui est, d'après le tableau ci-joint sous le n° 2, la quantité moyenne des céréales étrangères mises en consommation pendant les six années qui se sont écoulées de 1839 à 1843, et qu'on peut considérer comme le déficit normal du pays. Il suit de là, Monsieur le Ministre, qu'il ne faudrait pas moins de 4,833,350 hectolitres de céréales de l'étranger pour combler le déficit de la récolte de 1846, si tant était que les supputations dont nous venons de vous donner le résumé, pussent être admises.

Mais, ainsi que nous l'avons établi plus haut, on ne saurait se servir de la moyenne ressortant des relevés statistiques des cinq provinces recensées, pour en déduire la production de celles qui ne le sont pas. Sur ces quatre provinces, il en est trois où le froment est la culture dominante, et dans la quatrième (Namur), l'étendue consacrée au froment et au seigle doit être à peu près égale.

Le Hainaut et le Brabant peuvent être, à beaucoup d'égards, assimilés à la Flandre occidentale, et l'on ne s'écartera guère de la vérité en prenant les chiffres donnés par cette province pour base des calculs à faire afin de déterminer la production des autres, si d'ailleurs on accepte pour celles-ci les évaluations de la récolte de 1846 fournies par les commissions d'agriculture.

Or, dans la Flandre occidentale, on cultive, relativement à toutes les terres labourables :

En froment	22.5 p. °.
En seigle	17.0 —
En épeautre	0.55 —
En méteil	1.5 —

L'application de ces bases au Brabant et au Hainaut donne les résultats suivants, si on les combine avec les indications des commissions d'agriculture de ces provinces :

NATURE DES CULTURES.	ÉTENDUE EN HECTARES.	PRODUIT MOYEN par hectare		PRODUIT TOTAL	
		En 1846.	ANNÉE ORDINAIRE.	En 1846.	ANNÉE ORDINAIRE.
Froment.					
Brabant	50.828	17	19	863.968	965.752
Hainaut	52.722	18	20	948.996	1.054.440
Seigle.					
Brabant	58.748	7	19	271.956	756.212
Hainaut	40.191	10	20	401.910	803.820
Épeautre.					
Brabant	1,208	27	30	32.616	36.240
Hainaut	1,253	28	31	35.084	38.843
Méteil.					
Brabant	5,419	12	20	41.028	68.580
Hainaut	5,546	14	21	49.644	74.466

Récapitulation du déficit dans les deux provinces.

Froment	207.908 hectolitres.
Seigle	866.886 —
Épeautre	7.385 —
Méteil	52.174 —

ENSEMBLE. 1.154.551 hectolitres.

Les moyennes que nous venons d'appliquer aux provinces de Brabant et de Hainaut ne peuvent pas servir de base pour calculer la production des provinces de Liège et de Namur : dans la première, on cultive, à la fois beaucoup de froment et d'épeautre; dans le Condroz l'épeautre forme la culture dominante. La province de Namur occupe, quant à ces deux céréales, un rang un peu inférieur à celui de la province de Liège. Des documents émanés des commissions d'agriculture de ces parties du pays donnent l'indication exacte du produit moyen dans une année ordinaire et en 1846, pour toutes les céréales qui y sont cultivées; mais nous n'en connaissons l'étendue cultivée que par les relevés faits en 1840, sous le ministère d'un de vos prédécesseurs (M. Liedts). Ces données nous ont paru trop faibles : elles pouvaient être exactes et elles l'étaient probablement en 1840; mais elles ne sauraient plus l'être aujourd'hui que le prix élevé des grains et d'autres circonstances ont introduit des modifications notables dans le système cultural de la Belgique. En ayant égard à cette considération ainsi qu'à diverses autres indications fournies par les commissions d'agriculture, nous croyons pouvoir admettre comme exactes les quantités suivantes :

NATURE DES CULTURES.	ÉTENDUE EN HECTARES.	PRODUIT MOYEN par hectare		PRODUIT TOTAL	
		En 1846.	ANNÉE ORDINAIRE.	En 1846.	ANNÉE ORDINAIRE.
Froment et Épeautre.					
Liège	21,000	16	17	315,000	357,000
Namur	13,000	14	16	182,000	208,000
Seigle et Méteil.					
Liège	18,000	6	17	108,000	306,000
Namur	15,000	5	17	75,000	255,000

D'où il résulte, pour les deux provinces réunies, un déficit de :

Froment et épeautre	68,000 hectolitres.
Seigle et méteil	578,000 —
TOTAL	446,000 hectolitres.

La récapitulation de toutes ces données conduit aux résultats suivants :

1° Cinq provinces recensées :

Froment	252,402	} Déficit général en hectolitres.
Seigle	1,782,210	
Épeautre	27,303	
Méteil	159,427	
		2,201,402

2° Brabant et Hainaut :

Froment	207,008	} 1,154,351
Seigle	866,886	
Épeautre	7,385	
Méteil	52,174	

3° Liège et Namur :

Froment et épeautre	68,000	} 446,000
Seigle et méteil	578,000	

Soit en tout un déficit de :

Froment et épeautre	563,056 hectolitres.
Seigle et méteil	3,218,697 —
TOTAL GÉNÉRAL.	3,781,753 hectolitres.

Si l'on ajoute à ce déficit de la récolte de 1846 le manquant habituel de 458,649 hectolitres, on arrive à constater que les besoins à satisfaire par l'importation ou par d'autres moyens, s'élèvent à 4,240,402 hectolitres de céréales.

Ce chiffre est énorme, et il y aurait lieu d'en induire que les souffrances des populations ont dû être et qu'elles sont encore plus grandes qu'on ne l'a cru, si plusieurs faits que nous nous empressons de vous exposer, ne contribuaient à atténuer les résultats fâcheux dont nous avons eu l'honneur de vous rendre compte. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, Monsieur le Ministre, que le commerce a multiplié ses opérations en raison des besoins du pays et des prix élevés auxquels ceux-ci ont porté les denrées alimentaires. Les importations de céréales ont été beaucoup plus considérables que d'habitude, et un grand nombre d'aliments qui, d'ordinaire, n'arrivent qu'en petite quantité sur le marché belge, y ont afflué en 1846 et dans le cours de cette année. C'est ainsi que depuis le mois de septembre 1846, époque où les importations ont dû commencer à suppléer au déficit de la récolte de cette année, jusqu'au mois de mars dernier, il a été introduit dans le pays (voir le tableau n° 5) une quantité de froment et de seigle qu'on peut évaluer à 503,723 hectolitres pour le premier et à 388,308 hectolitres pour le second, et que, d'autre part, il est arrivé dans nos ports une foule d'autres produits farineux dont l'excédant sur ce qu'il s'en importe dans une année ordinaire, peut être estimé sans exagération, à 100,000 hectolitres de froment. Si nous défalquons ces chiffres du déficit de la récolte de 1846, nous voyons que ce dernier se réduit, pour les céréales seules, à 3,248,371 hectolitres, ce qui serait encore énorme si d'autres faits ne devaient pas nous autoriser à l'atténuer davantage. On peut en effet prévoir, Monsieur le Ministre, que les importations s'accroîtront dans la même mesure que les prix des denrées alimentaires, et comme l'expérience a prouvé que les céréales se vendent en général plus cher pendant les mois d'été que dans le cours du reste de l'année, nul doute que les arrivages ne se multiplient dans nos ports en raison du placement avantageux qui leur est assuré et des facilités que la saison donne aux transports maritimes. Nous avons en effet constaté que les importations de céréales, dont le *minimum* se présente dans les mois de février et de mars, suivent, à dater de cette époque, une progression à peu près régulière jusqu'au mois d'octobre où elles décroissent de nouveau. En estimant que ce résultat se produise cette année comme d'habitude et que les arrivages en 1847 ne soient pas au-dessous de ce qu'ils ont été en 1846, où ils n'avaient à suppléer qu'à l'insuffisance de la récolte des pommes de terre, nous sommes autorisés à dire que jusqu'au mois de septembre prochain, époque où les céréales de cette année commenceront à être mises dans la consommation, il s'importera dans le pays, en seigle et en froment, au moins 1,200,000 hectolitres qui, défalqués du déficit constaté plus haut, le réduiront à peu près à 2,000,000 d'hectolitres, pour ces deux produits.

Ces résultats, qu'on peut prévoir dès à présent sans s'exposer à se tromper, sont sans doute de nature à rassurer un peu le Gouvernement et le pays sur la situation que nous aurons à traverser jusqu'à la récolte prochaine; mais il ne faut pas se dissimuler cependant, Monsieur le Ministre, que les populations auraient à s'imposer de cruelles privations, si elles devaient trouver dans

l'épargne seule qu'elles peuvent faire sur leur consommation habituelle de quoi combler ce déficit de deux millions d'hectolitres. Nous avons tout lieu de croire qu'il n'en sera pas tout à fait ainsi : la consommation individuelle se réduira sans doute, comme il arrive toujours lorsque les prix sont très-élevés; mais il n'est pas probable que cette réduction aille jusqu'à quarante litres de céréales par tête comme on pourrait le supposer d'après les chiffres que nous venons d'indiquer. Tout nous donne en effet lieu d'espérer que les arrivages seront, en 1847, plus considérables qu'ils ne l'ont été en 1846, et qu'ils s'élèveront jusqu'au mois de septembre prochain au moins à 1,500,000 hectolitres; d'autre part, il se consommera moins de grains pour les usages industriels et la nourriture du bétail, et, de ce chef encore, les populations trouveront pour leurs besoins une ressource qui, dans les années ordinaires, leur fait défaut. Les renseignements publiés par le département des finances prouvent en effet que, pendant les six derniers mois, la fabrication de la bière et de l'eau-de-vie s'est notablement amoindrie, et tout porte à croire que cette réduction se soutiendra, si elle ne s'étend encore jusqu'au mois de septembre prochain. L'accise des boissons de cette nature a laissé, dans les recettes du trésor, comparativement à l'année dernière, un déficit de 324,317 francs pendant les trois premiers mois de 1847. C'est à peu près le sixième de l'impôt. Si, comme tout nous autorise à le supposer, il y a une réduction équivalente dans les quantités de froment et de seigle employées par ces industries, on peut estimer que, de ce chef, les populations auront pour leur consommation un supplément de 100,000 hectolitres ou peu s'en faut (voir le tableau n° 4). Il est encore d'autres faits qui sont de nature à diminuer les conséquences fâcheuses de la récolte de 1846. S'il est vrai de dire, en effet, que cette récolte a laissé un déficit énorme sous le rapport de la quantité d'hectolitres produits, il n'est pas moins avéré que les céréales ont plus de poids que dans une année ordinaire, et que, relativement au volume, le rendement dépasse de deux kilogrammes par hectolitre celui qu'on obtient habituellement dans notre pays. Nous estimons que cet excédant ne doit pas être au-dessous de 160,000 hectolitres, et en ajoutant ce surplus aux ressources que nous avons énumérées précédemment, nous arrivons à pouvoir conclure qu'en évaluant les importations du mois d'avril au mois de septembre prochain à 1,500,000 hectolitres seulement, le déficit de la récolte se trouverait à cette dernière époque réduit à 1,488,371 hectolitres.

Il n'est pas douteux, Monsieur le Ministre, que si les populations ne pouvaient, au moyen d'autres ressources alimentaires, trouver à satisfaire en partie les besoins que ce déficit laisse en souffrance, elles n'eussent à s'imposer de cruelles privations; mais il est permis de croire que la crise que le pays subit a poussé un grand nombre d'habitants à modifier leur alimentation habituelle, et que la viande notamment a suppléé, pour beaucoup d'entre eux, aux aliments farineux qu'ils consommaient d'habitude en plus grande quantité. Nous voyons en effet que, depuis le mois de septembre dernier, l'importation du bétail étranger a pris un accroissement considérable, en même temps que l'exportation des bestiaux indigènes subissait une diminution sensible (voir le tableau n° 5). Comparativement à l'année précédente, il y a sous ce rapport une différence de 3,068 têtes pour le gros bétail et de 3,001 têtes pour le petit bétail, et quoique tous ces bestiaux ne soient pas destinés à être livrés directement à la boucherie, il n'est pas moins vrai de dire que les populations ont pu y trouver une ressource précieuse pour satisfaire une partie de leurs besoins. Nous pourrions peut-être vous indiquer encore d'autres faits qui, par leur concours, sont de nature à atténuer le déficit de la récolte de 1846; mais l'importance n'en est pas telle que nous devrions nous attacher à les énumérer avec minutie, et à insister ainsi sur des détails du tableau douloureux que nous venons de vous dérouler.

Tel est, Monsieur le Ministre, le résultat auquel nous a conduit jusqu'à présent l'examen de la grave question qui nous occupe; mais, nous le répétons, ce résultat, quoiqu'il repose en grande partie sur des documents aussi dignes de foi qu'il est possible de le désirer dans l'état actuel des travaux, est essentiellement provisoire : la vérité ne pourra être exactement connue que lorsque nous aurons obtenu les documents qui manquent pour quatre provinces.

Nous nous réservons, Monsieur le Ministre, de vous présenter ultérieurement des considérations plus développées sur la question des subsistances, et nous aurons l'honneur de vous soumettre le résultat des investigations auxquelles nous continuons de nous livrer, pour arriver à déterminer aussi approximativement que possible les besoins des habitants du pays mis en rapport avec la production.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de nos sentiments respectueux.

Le Président,
QUETELET.

Le Secrétaire,
X. HEUSCHLING.

ANNEXE N° 1.

Tableau des résultats provisoires de la Statistique agricole dans cinq provinces.

PROVINCES.	ÉTENDUE		PRODUIT MOYEN.		PRODUIT TOTAL	
	CULTIVÉE.		EN 1846.	ANNÉE ORDINAIRE.	EN 1846.	ANNÉE ORDINAIRE.
Froment.						
	hect.	ares.	hectolitres.	hectolitres.	hectolitres.	hectolitres.
Anvers	7,352	91	15.71	18.06	115,503	132,821
Flandre occidentale	44,455	47	17.82	19.89	791,957	884,379
— orientale.	26,783	88	16.71	20.06	447,543	537,304
Limbourg	12,030	53	15.59	16.78	161,000	201,892
Luxembourg	4,498	86	9.45	12.15	42,495	54,664
TOTAUX. . .	95,121	65			1,558,558	1,810,960
Seigle.						
Anvers	45,065	88	8.17	18.02	551,682	775,930
Flandre occidentale	33,985	50	10.28	21.55	349,502	724,794
— orientale.	47,746	25	8.99	21.30	420,343	1,017,158
Limbourg	34,135	27	4.21	14.24	143,690	485,987
Luxembourg	8,924	18	11.16	17.04	99,539	152,097
TOTAUX. . .	167,850	88			1,573,756	3,155,966
Épeautre.						
Anvers	12	60	13.17	16.00	167	205
Flandre occidentale	1,061	46	17.15	20.85	18,199	22,146
— orientale.	521	99	27.52	30.85	8,860	9,927
Limbourg	333	63	29.15	34.79	9,726	11,606
Luxembourg	4,053	08	21.51	26.55	87,192	107,625
TOTAUX. . .	5,782	85			124,144	151,507

PROVINCES.	ÉTENDUE		PRODUIT MOYEN		PRODUIT TOTAL	
	CULTIVÉE.		En 1846.	ANNÉE ORDINAIRE.	En 1846.	ANNÉE ORDINAIRE.
Métell.						
	hect.	ares.	hectolitres.	hectolitres.	hectolitres.	hectolitres.
Anvers	971	50	8.52	17.17	8,270	16,673
Flandre occidentale	3,040	31	14.05	20.12	42,701	61,158
— orientale.	8,655	34	12.25	22.98	114,525	198,854
Limbourg	421	16	9.78	18.33	4,118	7,720
Luxembourg	5,668	18	10.83	15.18	61,375	86,017
TOTAUX. . .	18,756	40			230,995	370,422
Sarrasin.						
Anvers	6,793	21	21.95	22.78	149,102	154,848
Flandre occidentale	2,683	38	22.03	23.78	59,115	63,833
— orientale.	8,819	76	21.39	20.83	188,612	183,663
Limbourg	3,000	53	18.78	23.17	56,373	69,523
Luxembourg	205	10	10.42	13.90	2,137	2,848
TOTAUX. . .	21,501	98			455,339	474,717
Pommes de terre.						
Anvers	11,255	56	147.93	227.66	1,665,058	2,562,334
Flandre occidentale	15,354	93	126.64	221.86	1,944,526	3,406,678
— orientale.	20,339	23	105.74	203.45	2,150,847	4,137,997
Limbourg	7,318	90	138.37	174.23	1,040,376	1,310,016
Luxembourg	8,052	65	141.16	197.40	1,136,775	1,589,662
TOTAUX. . .	62,321	27			7,937,582	13,006,687

ANNEXE N° 2.

Tableau des céréales étrangères mises en consommation pendant les six années de 1839 à 1845.

ANNÉES.	FROMENT.			SEIGLE.		
	Importations.	Exportations.	DIFFÉRENCE.	Importations.	Exportations.	DIFFÉRENCE.
	kilogr.	kilogr.	kilogr.	kilogr.	kilogr.	kilogr.
1839	20,352,547	2,841,307	17,411,240	7,058,394	1,297,106	5,741,098
1840	28,779,910	15,807	28,764,103	20,261,960	198,699	20,063,261
1841	17,086,424	5,982,158	11,104,266	1,476,736	7,514,051	5,857,295
1842	55,681,055	1,555,249	54,327,804	6,517,776	1,048,744	5,269,032
1845	42,101,552	1,596,002	40,705,550	16,476,985	1,029,668	15,447,517
1844	14,518,864	2,014,758	12,504,126	1,073,261	180,402	892,859
TOTAUX . . .	178,420,150	15,605,241	164,816,909	52,645,012	11,068,740	41,576,272
MOYENNE . .	29,736,692	2,267,207	27,469,485	8,774,169	1,844,790	6,929,579

Si l'on calcule l'hectolitre de froment à raison de 77 kilogrammes, et celui de seigle à raison de 68 kilogrammes, il résulte du tableau qui précède que l'excédant des importations sur les exportations est en moyenne, dans une année ordinaire, de 356,747 hectolitres pour le froment, et de 401,902 hectolitres pour le seigle; soit en tout 458,649 hectolitres.

ANNEXE N° 3.

Tableau des céréales et autres denrées alimentaires mises en consommation du 1^{er} septembre 1846 au 31 mars 1847.

DENRÉES.	UNITÉS.	1846.				1847.			TOTAL du 1 ^{er} sept. 1846 au 31 mars 1847.
		Septemb.	Octobre.	Novemb.	Décemb.	Janvier.	Février.	Mars.	
Froment . . .	kilog.	17,858,150	6,278,524	5,503,822	2,024,885	2,017,582	1,245,146	3,858,836	38,786,725
Seigle	—	6,225,987	2,847,134	3,425,250	2,697,968	2,683,324	3,549,295	4,076,051	26,405,009
Maïs	—	105,512	2,548	29,190	72,979	144	3,896	4,629	218,904
Sarrasin . . .	—	31,177	25,040	73,337	12,708	27,832	361	2,534	171,579
Fèves et vesces .	—	129,363	74,916	130,460	247,629	149,588	675,187	444,953	1,852,102
Pois	—	28,497	8,976	87,603	55,997	20,881	81,134	106,020	389,108
Gruau et orge perlé.	—	968	5,753	10,678	11,561	617	6,812	2,581	36,950
Farines	—	11,760	21,088	276	18,779	8,373	70,894	104,789	255,959
Fécules de pommes de terre . . .	—	"	"	"	"	"	29	"	29
Vermicelle, maca- roni, etc. . . .	—	516	2,190	925	1,058	662	118	289	5,758
Riz	—	215,247	254,854	519,965	415,654	22,186	251,500	365,879	2,025,265
Pommes de terre .	hect.	4,250	6,044	3,435	3,358	5,096	255	392	22,808

*Quantités approximatives de céréales employées dans les brasseries et dans les distilleries ,
pendant les années 1844 et 1846.*

Suivant les arrêtés du 17 octobre et du 1^{er} novembre 1830, l'introduction des farines dans les usines des brasseurs et des distillateurs, n'est soumise à aucun contrôle. Il en résulte que l'administration ne saurait indiquer avec exactitude les quantités de céréales employées régulièrement à la fabrication des bières et des eaux-de-vie indigènes.

Toutefois, d'après les renseignements recueillis par les agents de l'administration, ces quantités peuvent être évaluées, pour les années 1844 et 1846, comme il suit :

ANNÉES.	BRASSERIES.				DISTILLERIES.		
	ESPÈCES DE CÉRÉALES.				ESPÈCES DE CÉRÉALES.		
	Orge.	Froment.	Avoine.	TOTAUX.	Orge.	Seigle.	TOTAUX.
	kilogr.	kilogr.	kilogr.	kilogr.	kilogr.	kilogr.	kilogr.
1844.	92,000,000	17,250,000	1,150,000	110,400,000	10,950,000	32,850,000	43,800,000
1846.	85,650,000	16,050,000	1,100,000	102,800,000	8,000,000	24,000,000	32,000,000

En 1846, il a donc été employé dans les brasseries et les distilleries 40,050,000 kilogrammes de froment et de seigle, qui représentent 208,441 hectolitres du premier et 352,941 hectolitres du second; soit en tout 561,382 hectolitres, dont le sixième est 93,563 hectolitres.

ANNEXE N° 3.

BESTIAUX. — Importations (mises en consommation).

MOIS.	BOEUFs.				MOUTONS.			
	Années.	Nombres.	Années.	Nombres.	Années.	Nombres.	Années.	Nombres.
Septembre	1846	1,323	1845	660	1846	2,189	1845	975
Octobre	—	1,923	—	643	—	741	—	500
Novembre	—	1,676	—	1,038	—	626	—	292
Décembre.	—	277	—	506	—	608	—	517
Janvier	1847	428	1846	361	1847	3,345	1846	1,497
Février	—	612	—	786	—	1,797	—	3,545
TOTAUX.		6,239		4,000		9,306		6,922

Exportations.

	BOEUFs.				COCHONS.			
	Années.	Nombres.	Années.	Nombres.	Années.	Nombres.	Années.	Nombres.
Septembre	1846	991	1845	1,004	1846	1,462	1845	2,772
Octobre	—	896	—	1,292	—	1,909	—	2,508
Novembre.	—	798	—	867	—	2,556	—	2,920
Décembre.	—	826	—	798	—	2,216	—	2,424
Janvier	1847	701	1846	915	1847	3,661	1846	2,584
Février	—	715	—	880	—	3,198	—	2,611
TOTAUX.		4,927		5,756		15,002		15,619

ACTES OFFICIELS.

REMPLACEMENT DE DEUX MEMBRES DANS LA COMMISSION PROVINCIALE DU LUXEMBOURG.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Sur la proposition de notre Ministre de l'intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER. Sont nommés membres de la commission provinciale de statistique du Luxembourg :

M. Édouard GEOFFROY, membre de la députation permanente du conseil provincial, en remplacement de M. ORBAN, démissionnaire;

M. DUTREUX, ingénieur en chef des ponts et chaussées, en remplacement de M. VAN CAILLIE, secrétaire général du ministère des finances.

ART. 2. Notre Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 juillet 1846.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'intérieur,

COMTE DE THEUX.

TROISIÈME RENOUVELLEMENT PARTIEL DE LA COMMISSION CENTRALE.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu l'article 2 de notre arrêté du 16 mars 1844, portant que la Commission centrale de statis-

TOME III.

16

tique est renouvelée, par tiers tous les deux ans, à partir du 1^{er} janvier 1843, et que les membres sortants pourront être maintenus;

Vu nos arrêtés en date du 10 janvier 1843 et du 20 novembre 1844, par lesquels ont été faits les deux premiers renouvellements partiels de ladite Commission;

Sur la proposition de notre Ministre de l'intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER. Sont nommés membres de la Commission centrale de statistique, pour le terme de six ans, à partir du 1^{er} janvier 1847:

M. le docteur *D. SAUVEUR*, inspecteur du service civil de santé, secrétaire de l'académie royale de médecine, membre de l'académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, *membre sortant*;

M. *Édouard SMITS*, ancien directeur du bureau de la statistique générale au ministère de l'intérieur, *membre sortant*;

M. *Constant DETOURNAY*, inspecteur en chef au ministère des finances, *membre sortant* ;

M. *J.-H. QUOILIN*, inspecteur en chef au ministère des finances; ce dernier en remplacement de M. *BERTAUT*, *membre sortant*.

ART. 2. Notre Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Paris, le 9 janvier 1847.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'intérieur,

COMTE DE THEUX.

SECOND RENOUELEMENT PARTIEL DES COMMISSIONS PROVINCIALES.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu notre arrêté du 6 avril 1843, déterminant (art. 3) le mode de renouvellement des commissions provinciales de statistique;

Vu le résultat du tirage au sort qui a eu lieu en exécution dudit article;

Vu notre arrêté du 22 janvier 1845, par lequel il a été procédé au premier renouvellement partiel desdites commissions;

Sur la proposition de notre Ministre de l'intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER. Sont nommés membres des commissions provinciales de statistique, savoir :

Province d'Anvers.

M. *Auguste KREGLINGER*, archiviste au gouvernement provincial, *membre sortant*;

M. *G. PIERON*, échevin à Anvers, *membre sortant*;

M. *OOSTENDORP*, greffier du tribunal de commerce d'Anvers, *membre sortant*;

M. *Alphonse BELPAIRE*, ingénieur des ponts et chaussées, en remplacement de M. De Marbaix, décédé;

M. le comte *Charles DE BAILET*, commissaire de l'arrondissement d'Anvers, en remplacement de M. De Bir, décédé.

Province de Brabant.

M. *DIEUDONNÉ*, docteur en médecine, membre du conseil central de salubrité publique, à Bruxelles, *membre sortant*;

M. *Édouard MARY*, à Bruxelles, *membre sortant*;

M. *RONNBERG*, chef de bureau au ministère de l'intérieur, secrétaire de la commission d'agriculture du Brabant, *membre sortant*;

M. *VLEMINCKX*, inspecteur général du service de santé de l'armée, président de l'académie royale de médecine, *membre sortant*.

Province de la Flandre occidentale.

M. *DE MERSEMAN*, docteur en médecine, secrétaire de la commission médicale provinciale, *membre sortant*;

M. *Auguste DUJARDIN*, commissaire de l'arrondissement de Bruges, *membre sortant*;

M. *Félix PRIEM*, sous-chef au gouvernement provincial, chargé provisoirement des fonctions d'archiviste de la province, *membre sortant*;

M. *C. VANDAMME*, commissaire de l'arrondissement de Roulers, en remplacement de M. De Brock, décédé.

Province de la Flandre orientale.

M. *BOSCH*, colonel du génie, directeur des fortifications dans la 1^{re} division territoriale, *membre sortant*;

M. *Paul DE PARPE*, avocat, *membre sortant*;

M. *J.-B. D'HANE DE POTTER*, administrateur-inspecteur de l'université de Gand, *membre sortant*;

M. *WOLTERS*, ingénieur en chef des ponts et chaussées, *membre sortant*;

M. *VAN DER MEERSCH*, archiviste provincial, en remplacement de M. *WILLEMS*, décédé.

Province de Hainaut.

- M. Frédéric CORBISIER**, membre de la chambre de commerce de Mons, *membre sortant*;
- M. PITON-QUARRÉ**, membre du conseil provincial, *membre sortant*;
- M. STIÉVENART**, membre de la commission médicale à Mons, *membre sortant*;
- M. WAROCQUÉ**, industriel à Marimont, *membre sortant*.

Province de Liège.

- M. DECHESNE**, inspecteur des eaux et forêts, *membre sortant*;
- M. A. HENNAU**, professeur à l'université de Liège, *membre sortant*;
- M. POLAIN**, archiviste provincial, *membre sortant*;
- M. FRÉDÉRIX**, colonel d'artillerie, directeur de la fonderie de canons, à Liège, en remplacement de **M. le colonel SCHLIM**, démissionnaire.

Province de Limbourg.

- M. Antoine BAMPS**, docteur en médecine, conseiller provincial à Hasselt, *membre sortant*;
- M. LAMBOTTE**, inspecteur du cadastre, *membre sortant*;
- M. Pierre WILLEMS**, membre de la commission d'agriculture, *membre sortant*;
- M. LACOSTE**, général commandant la province du Limbourg, en remplacement de **M. le capitaine du génie TRUMPER**, démissionnaire par suite de changement de résidence;
- M. J.-J. THONISSEN**, commissaire de l'arrondissement de Hasselt, en remplacement de **M. CATERS**, qui a changé de résidence.

Province de Luxembourg.

- M. DUTREUX**, ingénieur en chef des ponts et chaussées, *membre sortant*;
- M. JACQUELART**, directeur des contributions à Arlon, *membre sortant*;
- M. PONCELET**, sous-ingénieur des mines à Arlon, *membre sortant*;
- M. WURTH**, juge à Arlon, *membre sortant*.

Province de Namur.

- M. Auguste BENOIT**, membre de la chambre de commerce de Namur, *membre sortant*;
- M. F.-H. DE GERLACHE**, commissaire de l'arrondissement de Namur, *membre sortant*;
- M. GAUTHIER**, ingénieur des mines à Namur, *membre sortant*.

ART. 2. Les anciens membres des commissions provinciales, désignés dans l'article précédent comme étant *membres sortants*, sont nommés pour le terme de six ans, à partir du 1^{er} janvier 1847.

Les membres nouveaux achèvent le terme de ceux qu'ils remplacent.

ART. 3. Notre Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Paris, le 9 janvier 1847.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'intérieur,

COMTE DE THEUX.

NOMINATION D'UN MEMBRE DANS LA COMMISSION PROVINCIALE DE LA FLANDRE OCCIDENTALE.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu notre arrêté du 9 janvier 1847, par lequel il a été procédé au second renouvellement partiel des commissions provinciales de statistique,

Considérant qu'il reste à pourvoir à une place dans la commission de la Flandre occidentale;

Sur la proposition de notre Ministre de l'intérieur;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER. M. E. VANDER PLANCKE, commandant du génie des places de Bruges et d'Ostende, membre de la commission de statistique de la Flandre occidentale, est maintenu dans cette commission, pour le terme de six ans, à partir du 1^{er} janvier 1847.

ART. 2. Notre Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Paris, le 23 janvier 1847.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'intérieur,

COMTE DE THEUX.

INSTRUCTIONS ET DOCUMENTS DIVERS RELATIFS AU RECENSEMENT GÉNÉRAL ¹.

I. 13 juillet 1846. — *Circulaire à MM. les Gouverneurs. — Conférences aux chefs-lieux de province pour régler les détails d'exécution du recensement général.*

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Bien que l'art. 15 de l'instruction du 30 juin dernier attribue à la Commission centrale et aux commissions provinciales de statistique la surveillance du recensement général, une grande part est réservée à MM. les Gouverneurs dans l'exécution de cette importante mesure.

On ne doit pas se dissimuler qu'une bonne direction est la condition vitale de l'opération, et que dès lors il importe de l'organiser de la manière la plus convenable. C'est là un point dont s'est surtout préoccupée la Commission centrale de statistique dans les études qu'elle a été appelée à faire à ce sujet.

Il appartient maintenant à l'administration de bien déterminer le mode le plus efficace à suivre, pour assurer à tous les détails de l'opération la meilleure exécution possible.

Déjà la commission de statistique de votre province a dû être convoquée pour recevoir communication de l'arrêté royal du 30 juin et des instructions qui l'accompagnent; la commission a pu ainsi se former une idée de l'ensemble de l'opération et se trouve à même de présenter les observations que ce premier examen aura pu lui suggérer. J'ai pensé donc que le moyen le plus propre pour atteindre le but que le Gouvernement a en vue, c'était de réunir sous votre présidence, Monsieur le Gouverneur, les membres de la commission provinciale de statistique, ainsi que MM. les commissaires d'arrondissement et les bourgmestres ou les échevins des principales villes de la province; de mon côté, je déléguerais à cette réunion des membres de la Commission centrale. Les objections ou observations qui se produiraient dans cette conférence seraient mûrement examinées et discutées, et nul doute que l'on ne parvienne à prévoir les difficultés qui pourraient survenir dans le cours de l'opération et à indiquer les moyens de les résoudre. Par ces mesures de prévoyance, sagement combinées et arrêtées de commun accord, on assurerait de plus au recensement une exécution uniforme dans toutes les provinces.

Je désire, Monsieur le Gouverneur, que vous communiquiez à la commission de statistique les observations que je viens de vous présenter et que vous me fassiez connaître le résultat de ses délibérations sur cet objet.

Le Ministre de l'intérieur,
COMTE DE THEUX.

¹ Voir 1^{re} partie, page 59.

II. 29 août 1846. — *Rapport de la Commission centrale au Ministre de l'intérieur, sur les conférences tenues dans les provinces, ensuivie de la circulaire du 13 juillet.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une circulaire du 13 juillet dernier, vous avez invité MM. les Gouverneurs à réunir sous leur présidence les membres des commissions provinciales de statistique, ainsi que MM. les commissaires d'arrondissement et les bourgmestres ou les échevins des principales villes.

Le but de ces réunions, auxquelles vous avez délégué des membres de la Commission centrale¹, était d'examiner et de régler divers détails d'exécution du recensement général, et d'aviser aux moyens d'aplanir les difficultés qui pourraient se présenter dans le cours des travaux.

Nous avons l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous rendre compte de ces conférences, qui ne peuvent manquer d'exercer l'influence la plus favorable sur les résultats de l'opération, en lui assurant toute l'exactitude et l'uniformité désirables².

¹ Les délégués étaient, outre le président, M. Quetelet, et le secrétaire, M. X. Neuschling :

Pour la province d'Anvers : MM. Ducpetiaux et le colonel Trumper ;

— de Brabant : MM. Ducpetiaux, le docteur Sauveur et Stevens ;

— de la Flandre occidentale : MM. Ducpetiaux et le docteur Sauveur ;

— de la Flandre orientale : MM. Ducpetiaux et Faider ;

— de Hainaut : MM. Smits et Visschers ;

— de Liège : M. Perrot ;

— de Limbourg : M. Bellefroid ;

— de Luxembourg : MM. Ducpetiaux et Stevens ;

— de Namur : M. le docteur Sauveur.

² Voici, d'après les procès-verbaux des séances, l'ordre dans lequel les conférences ont eu lieu, ainsi que les noms des membres des commissions provinciales et des fonctionnaires qui y ont pris part :

Anvers, 27 juillet. — M. Teichmann, gouverneur, *président* ;

MM. Legrelle, bourgmestre d'Anvers ; De Pauw, bourgmestre de Malines ; Mast de Vries, bourgmestre de Lierre ; Em. Geelhandt, commissaire *ad interim* de l'arrondissement d'Anvers ; le vicomte A. Du Bus de Ghisignies, commissaire de l'arrondissement de Turnhout ; Veydt, Cogels, Lambrechts, Losson, Matthyssens, Oostendorp, Pieron et Kreglinger, membres de la commission de statistique.

Hainaut, 5 août. — M. Mercier, ministre d'État, gouverneur, *président* ;

MM. Corbisier, Delneufcour, Dufour, Gilson, Halbrech, Lacroix, Rainbeaux, Stievenart et Fauconnier, membres de la commission de statistique ; Brixhe, commissaire de l'arrondissement de Charleroy ; Leroy, commissaire de l'arrondissement de Soignies ; le chevalier de Rasse, commissaire de l'arrondissement de Tournay ; Raout, commissaire de l'arrondissement d'Ath ; Troye, commissaire de l'arrondissement de Thuin ; Siraut, bourgmestre de Mons, et Dereine, échevin à Charleroy.

Namur, 6 août. — M. Bruno, membre de la députation permanente, faisant fonctions de gouverneur, *président* ;

MM. De Monge, commissaire de l'arrondissement de Dinant ; Donckier de Donceel, commissaire de l'arrondissement de Philippeville ; Dufer, bourgmestre de Namur ; Poncelet, De Gerlache, L. De Monge, Fournier, Cambrelin, Despot et Benoit, membres de la commission de statistique.

Les dispositions que vous avez prescrites, Monsieur le Ministre, ont été, dans ces réunions, l'objet d'un examen sérieux, qui atteste toute l'importance que l'on attache au succès de la mesure que

Flandre orientale, 8 août. — M. Desmaisières, gouverneur, président ;

MM. d'Hane de Potter, Mesdach, Van Coetsem, Wolters, Duprez, Mareska, Gérard, De Hemptinne, Bosch et Derote, membres de la commission de statistique ; le vicomte de Moerman d'Harlebeke, commissaire de l'arrondissement de Gand ; le baron de T' Serclaes, commissaire de l'arrondissement de St-Nicolas ; Sobrie, commissaire de l'arrondissement d'Audenarde ; Lefebvre, commissaire de l'arrondissement d'Alost ; De Haerne, commissaire de l'arrondissement d'Eecloo ; le baron Vanden Broucke de Terbecq, commissaire de l'arrondissement de Termonde ; Van Pottelsberghe de la Potterie, échevin à Gand ; Temmerman, bourgmestre d'Eecloo ; Druwé, bourgmestre de Grammont ; Magherman, bourgmestre de Renaix ; Liefmans, bourgmestre d'Audenarde ; le baron Vandernoot, bourgmestre d'Alost ; Roels-Dammekeens, bourgmestre de Lokeren ; Gaman, bourgmestre de Termonde et De Munck-Moerman, bourgmestre de St-Nicolas.

Limbourg, 11 août. — M. le baron de Schiervel, gouverneur, président ;

MM. Bamps, Bovy, De Corswarem, Eckert, Guioth et Quarré, membres de la Commission de statistique ; De Menten, commissaire de l'arrondissement de Hasselt ; Meyers, commissaire de l'arrondissement de Maeseyck ; Thys, commissaire délégué de l'arrondissement de Tongres ; Bamps, bourgmestre de Hasselt ; Tops, échevin à St-Trond ; Schoolmeesters, échevin à Maeseyck ; Wagemans, conseiller communal à Tongres, et Nolens, chef de division au gouvernement provincial.

Flandre occidentale, 13 août. — M. le baron Ch. Pecsteen, membre de la députation permanente, délégué pour remplir les fonctions de gouverneur, président ;

MM. Boyaval-Holvoet, De Lescluse, Van der Plancke, De Mersseman et Goethals, membres de la Commission de statistique, et M. le baron de Pelichy Van Huerne, bourgmestre de Bruges.

Brabant, 14 août. — M. Liedts, gouverneur, président ;

MM. Van de Weyer, commissaire de l'arrondissement de Bruxelles ; De Wouters d'Oplinter, commissaire de l'arrondissement de Nivelles ; De Kerckhove, commissaire de l'arrondissement de Louvain ; Wyns, bourgmestre de Bruxelles ; Dept, bourgmestre de Nivelles ; Henot, échevin à Louvain ; le comte Arrivabene, Doucet, Ronnberg, Macau, H. Heuschling, Meisser, Vanderstraeten et Dieudonné, membres de la commission de statistique.

Liège, 17 août. — M. Lekeu, membre de la députation permanente, délégué pour remplir les fonctions de gouverneur, président ;

MM. le baron de Barré de Comogne, commissaire de l'arrondissement de Huy ; Lardinois, commissaire de l'arrondissement de Verviers ; Demonceau, commissaire de l'arrondissement de Liège ; Boussemart, commissaire de l'arrondissement de Waremmes ; Deneffe, bourgmestre de Seraing ; Nicolay, bourgmestre d'Aubel ; Dengis, bourgmestre d'Amay ; Brandebourg, échevin à Stavelot ; Devaux-Thyryon, échevin à Huy ; Eug. Fabry, bourgmestre de Sény ; Stembert, bourgmestre de Limbourg ; Hayemal, bourgmestre de Spa ; Lalou, échevin à Herstal ; Gendarme, bourgmestre de Chénée ; Dethier, échevin à Theux ; Vervier, échevin à Ensival ; Mullendorff, échevin à Verviers ; Leroux, bourgmestre de Visé ; Hallet, bourgmestre de Hannut ; Richard-Lamarche, conseiller provincial ; Beaujean, chef de division au gouvernement provincial ; Arnould, de Sélys-Longchamps, Dechesne, De Rossius, Digneffe, Polain, Fabry-Rossius, Wellekens et Hennau, membres de la commission de statistique.

Luxembourg, 25 août. — M. Smits, gouverneur, président ;

MM. D'Huart, Douny, Geoffroy, Dubois, Dutreux, Jacquellart, Nothomb, Poncelet et Reding, membres de la commission de statistique ; d'Hoffschmidt, commissaire de l'arrondissement de Bastogne ; Jacques, commissaire de l'arrondissement de Marche ; Hanno, commissaire de l'arrondissement de Neufchâteau ; Darlon, commissaire de l'arrondissement de Virton ; Hollenfeltz, bourgmestre d'Arion ; Hansez, bourgmestre de Bastogne ; Dupont, bourgmestre de Marche, et Marson, bourgmestre de Virton.

le Gouvernement a décrétée. Hâtons-nous de dire que partout on s'est empressé de rendre hommage aux principes sur lesquels l'instruction générale du 30 juin repose, et qu'elle n'a été l'objet d'aucune critique sérieuse. Les discussions ont principalement porté sur des points d'interprétation que les explications des délégués de la Commission centrale ont suffisamment éclaircis.

Nous croyons superflu de reprendre une à une, dans ce rapport, toutes les questions qui ont été agitées dans les conférences; d'ailleurs, nous les avons résumées dans un projet de circulaire que nous avons l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous soumettre, pour être adressée à MM. les Gouverneurs; cette circulaire complète ainsi les instructions précédemment données, en reproduisant les principales difficultés qui ont été indiquées et les solutions qu'elles ont reçues¹.

Cependant, à côté de ces questions secondaires, il est deux points sur lesquels l'attention des conférences s'est surtout portée et qui ont été l'objet de nombreuses observations : nous voulons parler de la simultanéité des trois opérations et du taux des indemnités.

Dans la plupart des conférences, on a élevé des objections sur la possibilité de terminer dans le délai prescrit, le recensement de la population, si la statistique agricole et industrielle n'en était pas distraite.

Cette appréhension, Monsieur le Ministre, nous l'avons combattue, d'abord parce que les difficultés ne sont pas aussi grandes qu'on parait le croire, et que l'expérience faite à Molenbeek-S'-Jean nous a prouvé que, dans la pratique, elles disparaissent généralement; ensuite à cause de l'augmentation de dépense qui serait la conséquence de la division des travaux, comme nous l'avons démontré dans un rapport adressé à votre prédécesseur, le 20 janvier dernier².

Cependant des exigences de localités, ou des cas spéciaux que l'on ne peut guère prévoir, peuvent rendre nécessaire de modifier la prescription qui concerne la simultanéité des opérations dans ce qu'elle peut présenter de trop absolu, et nous sommes d'avis, Monsieur le Ministre, que, tout en maintenant cette prescription quant à la distribution des bulletins, il y a lieu d'accorder exceptionnellement un délai de quelques jours pour le récolement des bulletins relatifs à l'agriculture et à l'industrie. MM. les Gouverneurs apprécieront les circonstances qui rendent cette prorogation nécessaire, en ayant soin toutefois de la restreindre de manière qu'il n'en résulte pas de retard trop sensible dans les travaux.

La Commission centrale, vous le savez, Monsieur le Ministre, dans le devis des dépenses qu'elle a soumis à l'appui de ses projets³, a évalué à deux centimes par habitant l'indemnité de l'agent de recensement, et au même taux celle du secrétaire du jury communal. C'est donc sur ces bases que s'est établie, dans les conférences, la discussion relative aux indemnités.

L'indemnité du secrétaire du jury n'a pas soulevé d'observation; mais il n'en est pas de même pour l'agent. Il y a eu unanimité pour reconnaître l'insuffisance du taux proposé, surtout en ce qui concerne les communes rurales. Là, en effet, où la population est ordinairement disséminée, les agents seront astreints à des déplacements auxquels ceux des villes ne seront pas sujets; d'un autre côté, presque partout dans les campagnes, ce sera l'agent qui devra remplir les bulletins que la plupart des habitants ne seront pas à même de rédiger; de là encore un surcroît de besogne qui sera évité dans les villes, où généralement les bulletins seront remplis par les déclarants eux-mêmes.

On a encore fait observer qu'il n'était pas sans inconvénient de fixer pour chaque fonction un

¹ Voir cette circulaire, I^{re} partie, p. 65.

² Id. II^e partie, page 17.

³ Id. *Bullet.*, t. II, II^e part., page 158.

taux distinct, et qu'il serait préférable de réunir en un seul taux l'indemnité de l'agent et celle du secrétaire, en laissant à MM. les Gouverneurs le soin d'en faire la répartition sans adopter de base fixe, mais d'après les exigences du service et les besoins des localités.

Enfin une proposition formelle a été faite à la conférence de Liège, par un de MM. les commissaires d'arrondissement, de porter à six centimes le taux des indemnités réunies de l'agent et du secrétaire du jury. Cette proposition, unanimement appuyée par l'assemblée, n'est pour ainsi dire, Monsieur le Ministre, que la reproduction d'un vœu exprimé dans toutes les provinces, où cette question a fait l'objet des plus sérieuses délibérations.

Nous avons examiné avec soin les observations présentées sur ce point, et, sans méconnaître toute l'importance de surcroît de dépense qui en résultera, nous ne pouvons cependant, Monsieur le Ministre, que nous rallier à la proposition faite à la conférence de Liège. Les considérations présentées en faveur de cette augmentation nous ont donné la conviction que le succès de l'opération pouvait être compromis, si elle n'était pas accordée. C'est du choix des agents, en effet, que dépendra en grande partie l'exactitude du recensement; et il ne faut pas se dissimuler que, dans les campagnes surtout, l'organisation d'un personnel capable sera peut-être la difficulté sérieuse de l'opération.

Ce n'est donc qu'au moyen d'une rémunération convenable que l'on peut espérer de faire accepter ces fonctions par des hommes réunissant toutes les conditions d'aptitude nécessaires à l'accomplissement de la tâche qui leur sera imposée; le taux de six centimes nous paraît, à cet égard, pouvoir satisfaire à toutes les exigences de rémunération, et nous avons l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous proposer de fixer, d'après cette base, les indemnités des agents et des secrétaires des jurys; mais comme il importe que chacun soit rétribué d'après l'importance de son travail, une grande latitude doit, nous paraît-il, être laissée à MM. les Gouverneurs dans cette répartition, à laquelle des exigences locales ou des circonstances spéciales ne permettent pas d'assigner une base uniforme.

Les indemnités à accorder aux employés des bureaux temporaires, fixées, dans le devis de la Commission centrale, à trois centimes, n'ont été l'objet d'aucune observation, et nous croyons pouvoir en proposer le maintien. Les indemnités réunies des agents de recensement, des secrétaires des jurys et des bureaux temporaires, s'élèveront ainsi à neuf centimes par personne recensée.

Nous vous ferons encore remarquer, Monsieur le Ministre, que, dans la pensée de la Commission centrale, les indemnités sont entièrement distinctes entre elles et ne peuvent recevoir d'autre destination que celle qui leur est assignée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de nos sentiments respectueux.

Le Président,

QUETELET.

Le Secrétaire,

X. HEUSCHLING.

III. 14 septembre 1846. — *Extrait d'une circulaire à MM. les Gouverneurs. — Instructions relatives aux travaux de dépouillement à effectuer dans les bureaux temporaires.*

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

L'organisation des bureaux temporaires dont il est fait mention au n° 19 de l'instruction générale, est nécessairement subordonnée aux travaux dont ils seront chargés. Afin de vous mettre à même de régler tout ce qui a rapport à cette organisation, je viens vous faire connaître la nature des travaux à effectuer dans ces bureaux.

Relevé de la population par ménage (modèle A).

Ce relevé est destiné à présenter la population *de fait* dans le sens du n° 1 de l'instruction générale jointe à l'arrêté royal du 30 juin 1846; il fera connaître la population par section ou quartier pour les villes, et par localité (village, hameau, ferme, maison isolée, etc.), pour les communes rurales. On inscrira sur une seule et même ligne horizontale les résultats numériques de chaque bulletin *par ménage*, en distinguant les sexes comme l'indiquent les colonnes du modèle.

Je viens de rappeler que ce relevé comprendra la population *de fait*; par conséquent, on devra avoir bien soin d'y faire entrer tous les individus, indigènes ou étrangers, que les bulletins par ménage indiqueront comme ayant été *présents* à la date du 15 octobre, de même que toutes les personnes présentes de la catégorie désignée au n° 9 de l'instruction générale. D'un autre côté, on devra négliger, dans ce relevé, les individus désignés comme *absents* dans la colonne d'observations. On additionnera les colonnes, et les résultats de ces additions seront reportés dans un cahier séparé du même modèle A, qui indiquera ainsi la population de chaque commune, les villes par section ou quartier, et les communes rurales par village, hameau, ferme, ou autre fraction de commune. Le classement des communes se fera par ordre alphabétique comme dans les publications sur le mouvement de l'état civil, c'est-à-dire que les villes figureront en tête du relevé et que les communes rurales suivront par arrondissement administratif.

Ce cahier ou relevé, formé comme il vient d'être dit, devra me parvenir avant le 15 décembre prochain, terme de rigueur fixé dans ma circulaire du 5 juillet dernier. Je vous serai obligé d'y joindre un état indiquant, pour le chef-lieu et pour chacune des villes les plus importantes de votre province, le nombre des personnes étrangères au royaume qui auront été comprises dans le recensement comme étant *de passage*. On jugera si les personnes de passage sont étrangères au royaume par le lieu de leur naissance indiqué à la 5^e colonne du bulletin par ménage.

Ainsi que l'indique aussi cette circulaire, il sera procédé aux travaux de dépouillement général après que les bulletins par ménage auront servi à établir le registre de population, et qu'ils vous auront été envoyés une seconde fois par les administrations communales. Ces travaux se feront dans l'ordre suivant.

Bulletin par maison (modèle B).

Ce bulletin résume pour chaque maison les données relatives à toutes les personnes qui l'ha-

bitent. Ainsi, lorsque trois ménages ou familles sont compris dans une maison, les données numériques renfermées dans les trois bulletins par ménage, seront réunies dans un bulletin par maison, lequel comprend trois parties qui se rapportent : la première aux habitations, aux ménages et aux habitants par sexe, ceux-ci divisés sous le rapport du séjour, de l'état civil, de l'origine, de la langue et du culte; la seconde à la répartition de la population par profession; la troisième au classement des habitants par âge, avec la distinction des sexes et de l'état civil.

C'est sur les bulletins par maison que seront ensuite formés les trois tableaux, modèles *C*, *D* et *E*.

Relevé général par maison (modèle C).

Il y aura pour chaque maison une ligne horizontale de chiffres sur ce relevé général, dont les colonnes seront additionnées par section, etc., de la même manière qu'il a été dit plus haut pour le relevé de la population par ménage.

Il sera également formé, d'après la méthode déjà indiquée et par fraction de ville et commune, un tableau général de la population, même modèle *C*; on classera encore ici les villes et les communes rurales dans le même ordre que ci-dessus.

Population par âge (modèle D).

Ce tableau, composé de la réunion des nombres portés dans les bulletins par maison, sera formé :

- 1° Séparément pour chacune des villes de la province dont la population dépasse 10,000 âmes;
- 2° En bloc pour les villes d'une moindre population;
- 3° Pour toutes les villes réunies;
- 4° Par arrondissement administratif pour les communes rurales;
- 5° Pour les villes et communes rurales réunies.

Population par profession (modèle E).

Ce modèle est absolument le même que celui qui forme la seconde partie du modèle *B* (bulletin par maison).

Les professions ne seront pas groupées d'après un système; on les classera par ordre alphabétique, telles qu'elles auront été déclarées.

Un relevé spécial en sera fait par villes et campagnes, comme il est dit ci-dessus, pour la population par âge, nos 1 à 5.

Il est essentiel de remarquer que les totaux par sexe sur chacun des états (modèles *C*, *D* et *E*) devront reproduire les mêmes chiffres que le relevé numérique (modèle *A*).

Statistique agricole et industrielle.

Le dépouillement des bulletins agricoles se fera par le jury communal chargé, par le n° 39 de l'instruction générale, de former le relevé nominatif par exploitation, modèle n° 4. La tâche du bureau temporaire consistera ici à faire une vérification de ce relevé, en le comparant avec les bul-

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de communiquer la présente à la commission provinciale de statistique, en l'invitant à déléguer pour chacune des trois parties du recensement, un ou plusieurs de ses membres, à l'effet d'exercer sur les travaux la surveillance qui lui est attribuée par le n° 15 de l'instruction générale.

MODÈLE A.

[illegible]

MODÈLE C.

DIVIS

NUMERO DE LA MAISON.

NOMBRE de MAISONS HABITÉES			
N'ayant qu'un rez-de-chaussée.	A deux étages, y compris le rez-de-chaussée.	A trois étages et plus, y compris le rez-de-chaussée.	Total.

Nombre de pièces servant à l'habitation, y compris les greniers et les caves habitées.

NOMBRE d' HABITATIONS			
Nombre de ménages ou de familles.			
D'une pièce par famille.			
De deux pièces par famille.			
De trois pièces et plus par famille.			

JARDINS d'agrément attachant A LA MAISON.		
Hectares.	Arres.	Centiares.

Nombre de maisons inhabitées.

MAISONS habitées ou non habitées, assurées contre l'incendie, y compris le mobilier, les fabriques, les usines, etc.	
MONTANT EN FRANCS du CAPITAL ASSURÉ	

NOMBRE d' HABITANTS	
Par SEX.	En général.
Masculins.	
Féminins.	

DU SÉJOUR						DE L'ÉTAT CIVIL.			NÉS dans la COMMUNE.			NÉS dans la PROVINCE.		NÉS dans une autre PROVINCE du ROYAUME.		NÉS dans une autre PROVINCE de l'étranger.	
HABITU- EL.	MONEN- TANÉ.	DE PAS- SAGE.	Personnes temporairement absentes et non comprises dans les trois catégories ci- contre.	CÉLIBA- TAIRES.	MARIÉS.	VEUFS.											
Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.	Masculins.	Féminins.

MODÈLE D.

[illegible]

IV. 15 septembre 1846. — Arrêté royal fixant le taux des indemnités des agents de recensement et des secrétaires des jurys communaux, ainsi que des bureaux temporaires dans les gouvernements provinciaux.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT.

Vu notre arrêté du 30 juin dernier, relatif au recensement général;

Vu les n^{os} 14, 16 et 19 de l'instruction générale annexée à cet arrêté, lesquels disposent qu'une indemnité sera accordée aux agents de recensement, aux secrétaires des jurys communaux et aux employés des bureaux temporaires dans les gouvernements provinciaux;

Vu les lois des budgets du Ministère de l'intérieur pour les exercices 1845 et 1846, allouant des crédits destinés à couvrir les frais du recensement général;

Sur la proposition de notre Ministre de l'intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER. Il sera mis à la disposition des Gouverneurs des provinces :

1^o Pour les indemnités réunies des agents de recensement et des secrétaires des jurys communaux, une somme calculée au taux moyen de six centimes par personne recensée;

2^o Pour rétribuer les employés chargés, dans les gouvernements provinciaux, d'effectuer les relevés et les dépouillements généraux, une somme calculée au taux de trois centimes par personne recensée.

ART. 2. La répartition des sommes ci-dessus mentionnées, sera faite par les soins des Gouverneurs suivant les localités et les besoins du service.

ART. 3. Notre Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Gaix, le 15 septembre 1846.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'intérieur,
COMTE DE THEUX.

V. 15 septembre 1846. — Circulaire à MM. les Gouverneurs. — Envoi d'un modèle de tableau à tenir par les agents de recensement, pour l'annotation des bulletins distribués et retirés.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Ma circulaire du 1^{er} de ce mois prescrit aux agents de recensement de tenir jour par jour une note exacte des bulletins distribués et retirés.

Pour donner à cette mesure la régularité convenable, je vous envoie ci-après un modèle que je vous prie de recommander aux administrations communales.

Le Ministre de l'intérieur,
COMTE DE THEUX.

Distribution des bulletins relatifs au recensement de la population, de l'agriculture et de l'industrie.

VILLE OU COMMUNE

SECTION et RUE.	N ^o des MAISONS.	N ^o D'ORD. des bulletins.	NOMS des chefs DE MÉNAGE.	Date de la distribution des bulletins.				Date à laquelle les bulletins ont été retirés.			
				N ^o 1.	N ^o 3.	N ^o 5.	N ^o 3 bis.	N ^o 1.	N ^o 3.	N ^o 5.	N ^o 3 bis.

VI. 21 septembre 1846. — Circulaire à MM. les Gouverneurs. — Craintes manifestées sur l'application des résultats du recensement aux charges publiques.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Un de messieurs vos collègues vient de m'informer que des administrations communales, pour rendre moins lourdes les charges qui pèsent sur les habitants et qui sont réparties dans la proportion de la population, ont porté à la connaissance de l'autorité supérieure, lors du dernier recensement, un chiffre de population inférieur au chiffre réel. Il a manifesté la crainte de voir se reproduire pareil abus au recensement du mois d'octobre prochain.

J'ai déjà fait connaître par ma circulaire du 3 juillet dernier, que l'opération du recensement général n'avait aucun caractère de fiscalité.

Comme c'est au bourgmestre ou à l'un des échevins qu'il appartient de présider le jury chargé de surveiller et de contrôler les opérations du recensement dans les communes, ces fonctionnaires s'attacheront à faire comprendre à leurs administrés que le recensement ne doit nullement avoir des effets onéreux pour les habitants; ce n'est d'ailleurs qu'en ce qui concerne la milice, que de pareilles craintes pourraient avoir quelque apparence de fondement : mais vous savez, Monsieur le Gouverneur, que la Chambre des Représentants est saisie d'un projet de loi, d'après lequel la répartition du contingent de la milice ne serait plus basée sur le chiffre de la population des communes, mais bien sur le nombre des jeunes gens inscrits sur les listes de tirage ¹.

J'aime à croire que les administrations communales, et les bourgmestres en particulier, se feront

¹ Une loi a, en effet, été portée dans ce sens (*Monit. belge* du 13 mai 1847, n^o 133).

un devoir d'apporter tout le soin et l'exactitude possible dans l'accomplissement de la mission toute de confiance qui leur est donnée; ils encourraient une grave responsabilité si, dans la suite, des fraudes ou des erreurs étaient découvertes.

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de donner à la présente la publicité nécessaire.

Le Ministre de l'intérieur,
COMTE DE THEUX.

VII. 28 septembre 1846. — *Circulaire à MM. les Gouverneurs. — Résumé des instructions sur le recensement général. — Points à recommander spécialement à l'attention des agents et des jurys communaux.*

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Dans deux jours commencera, sur tous les points du royaume, la distribution des bulletins de recensement, pour être remplis à la date du 15 octobre.

L'instruction générale, annexée à l'arrêté royal du 30 juin dernier, ainsi que mes circulaires du 3 juillet et du 1^{er} septembre, ont tracé les règles à observer à cet égard. Ces instructions ont reçu toute la publicité dont le Gouvernement dispose; elles ont été insérées dans le *Moniteur* et dans les *Mémoriaux administratifs*, où chacun a pu en prendre connaissance.

Je ne puis que vous engager de nouveau, Monsieur le Gouverneur, à assurer l'exécution de cette vaste opération dans votre province, à seconder de tout votre pouvoir les autorités chargées d'y concourir directement ou indirectement, à veiller à ce qu'elles remplissent exactement les obligations qui leur sont prescrites.

Ce qu'il importe surtout au moment où l'opération va commencer, c'est que les agents de recensement, de même que les jurys communaux, soient bien fixés sur la nature des renseignements à recueillir. Ainsi, on devra s'attacher à bien faire comprendre :

1^o Que le recensement des habitants étant basé sur le principe de la population *de fait*, tous les individus, indigènes ou étrangers, qui se trouveront sur le territoire belge, seront recensés dans la localité où chacun d'eux aura passé la nuit du 14 au 15 octobre, de manière que le nombre des personnes présentes au jour fixé, dans chaque commune, dans chaque localité, puisse être exactement connu avec toutes les distinctions indiquées au bulletin;

2^o Que les personnes qui, au jour du recensement, seront absentes de leur domicile, devront néanmoins être inscrites sur le bulletin de leur famille ou du ménage dont elles font partie, ce renseignement étant destiné au registre de population qui sera établi d'après le principe de la population *de droit*; dans ce cas, il est expressément recommandé de faire mention de l'absence dans la colonne d'observation;

3^o Que la statistique agricole ne concerne pas seulement les grandes exploitations rurales : tout habitant qui cultive un terrain, quelque petite que soit son étendue, recevra un bulletin agricole,

tandis qu'un bulletin spécial sera remis à ceux qui tiennent des chevaux ou des bestiaux, sans exploiter aucun terrain ;

4° Que la statistique industrielle n'est pas non plus bornée aux grandes fabrications, comme les établissements métallurgiques, les exploitations minérales, les filatures, les raffineries de sucre et de sel, les distilleries, etc. : le bulletin industriel devra également être rempli par tout artisan patenté qui tient ou est susceptible de tenir des ouvriers, tels sont les bouchers, boulangers, serruriers, maréchaux ferrants, maçons, charpentiers, menuisiers, charrons, vitriers, relieurs, tisserands, tailleurs, cordonniers, briquetiers, etc. ; ceux-là seuls sont exceptés, qui exercent une profession purement commerciale, comme les négociants, les marchands de vin, les marchands de drap, etc.

J'ai dit, Monsieur le Gouverneur, qu'il est de la plus haute importance d'assurer le succès du recensement général. A cet effet, tous les moyens nécessaires sont mis à votre disposition ; vous en ferez usage suivant les circonstances, et si, dans le cours de l'opération, des mesures exceptionnelles vous paraissaient devoir être prises, vous ne tarderez pas à me les indiquer.

Ainsi que je vous l'ai annoncé par ma circulaire du 15 de ce mois, je me suis concerté avec MM. les Ministres de la justice et de la guerre pour le dénombrement de la population des établissements et des corps collectifs, tels que les pensionnats, les séminaires et les couvents, les garnisons, les prisons, les dépôts de mendicité, les hôpitaux, les hospices, ainsi que des voyageurs logés dans les hôtels et les auberges. Les officiers des parquets ont également reçu, de la part du Ministre de la justice, des instructions spéciales sur la poursuite des contraventions.

Le Ministre de l'intérieur,
COMTE DE THEUX.

VIII. 30 septembre 1846. — *Circulaire à MM. les Gouverneurs. — Instruction pour la tenue du registre de population.*

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Le n° 20 de l'instruction annexée à l'arrêté royal du 30 juin dernier, relatif au recensement général, prescrit la tenue régulière, à partir du 1^{er} janvier 1847, d'un registre de population basé sur les résultats du recensement.

Le matériel nécessaire à l'établissement des premiers registres sera fourni sans frais par les soins de mon département.

Comme indication préliminaire à la formation du registre de population, ma circulaire du 3 juillet prescrit de renvoyer les bulletins aux autorités locales aussitôt qu'on aura fait usage de ces pièces pour former le relevé numérique modèle litt. A, joint à ma circulaire du 14 de ce mois.

Les administrations des villes et communes de votre province, remises en possession de leurs bulletins, se mettront en mesure de faire, dans le plus court délai possible, les inscriptions dans

le registre de population. Il est essentiel d'observer que l'objet de ce registre est très-différent de celui du recensement. Le premier doit comprendre la population *de droit*, l'autre la population *de fait*. Il ne s'agit nullement d'y porter tous les individus qui ont été recensés, même les étrangers à la commune ou au pays. La population qu'on doit comprendre dans le registre, est celle qui appartient réellement à la commune, c'est-à-dire tous les individus qui y ont leur domicile ou une habitation effective.

Il est réservé dans le registre une colonne spéciale pour indiquer si la personne inscrite doit être considérée comme y ayant son domicile ou simplement son habitation. L'inscription à faire consistera à porter dans la colonne le mot *domicile* ou *habitation*. Ainsi, il pourra arriver qu'une personne, une famille, ait son domicile dans la ville et une habitation à la campagne, ou réciproquement : dans ce cas, l'inscription devra être faite à la fois dans le registre de population de l'une et de l'autre localité, en ayant soin d'inscrire aussi, dans la colonne à ce destinée, d'une part le mot *domicile*, d'autre part le mot *habitation*.

Il est bien entendu que le fait accidentel de la présence d'un individu dans une localité ne constitue pas l'habitation et encore moins le domicile, et ne donne par conséquent pas lieu à l'inscription dans le registre de population.

On devra avoir bien soin d'inscrire dans le registre tous ceux qui, étant absents au jour du recensement, ont néanmoins dans la commune le domicile déterminé par le Code civil, et ont dû, à ce titre, être portés sur le bulletin par ménage, d'après les prescriptions du n° 8 de l'instruction générale.

Le registre sera, préalablement à toute inscription, coté et paraphé par le bourgmestre.

Les inscriptions se suivront dans l'ordre des sections ou quartiers, des rues et des numéros des maisons ; pour les rues, l'on observera, autant que possible, l'ordre alphabétique.

Dans chaque ménage, on commencera par les renseignements relatifs au chef ; puis viendront ceux qui concernent la femme et les enfants, les autres parents et les personnes étrangères à la famille, les domestiques et ouvriers attachés à la maison et à demeure.

Lorsqu'une page sera remplie, l'inscription sera continuée à la suite du registre, dont le feuillet sera indiqué au bas de la page remplie ; cette indication pourra être faite de cette manière : *Voir la suite au feuillet n° ...*

Il y aura un seul index alphabétique pour la commune entière, sauf le cas où, pour les grandes villes, les autorités communales jugeraient à propos d'établir un index particulier par section ou quartier ; on aura soin de ménager, à la fin de chaque lettre, un espace suffisant pour les nouvelles inscriptions à faire par la suite.

Le registre de population doit être établi pour le 1^{er} janvier ; mais on aura égard, comme je l'ai déjà recommandé, au mouvement de la population qui se sera opéré dans l'intervalle du recensement et le 1^{er} janvier, afin d'y comprendre les naissances, les décès et les changements de résidence ou de domicile qui seraient survenus entre ces deux époques.

Le travail des inscriptions terminé dans les communes, les bulletins vous seront immédiatement renvoyés. Vous jugerez, Monsieur le Gouverneur, s'il ne serait pas utile de fixer un délai pour ce renvoi, que je vous prie de presser par une correspondance suivie, afin de ne pas retarder dans vos bureaux les travaux généraux de dépouillement.

Pour assurer au registre de population toute l'exactitude et la régularité désirables, le n° 21 de l'instruction générale ordonne aux administrations communales de prendre à cet effet les dispositions nécessaires.

Je vous laisse, Monsieur le Gouverneur, le soin d'apprécier si les règlements, là où il en existe,

sont suffisants pour atteindre ce but, et s'il ne conviendrait pas, à cause des disparates des règlements en vigueur dans les diverses communes de la province, d'engager toutes les autorités locales à adopter un règlement uniforme que vous leur proposeriez. Je vous recommanderai surtout d'y insérer la disposition expresse que tout individu étranger à la commune, et qui viendrait y établir son domicile ou seulement son habitation, serait tenu de se présenter au secrétariat de l'administration communale dans les huit jours de son arrivée, pour y faire sa déclaration, et fournir les renseignements dont l'autorité a besoin pour la tenue du registre de population, notamment, en cas de prise de domicile, la production d'un certificat délivré par l'administration du dernier domicile, et l'exhibition d'un passe-port en règle pour les étrangers au pays. Une pénalité pourrait être comminée contre les personnes qui ne se conformeraient point à cette disposition réglementaire.

Vous remarquerez, Monsieur le Gouverneur, que les mesures qui font l'objet de cette instruction, sont seulement relatives à la tenue du registre de population, et qu'elles ne peuvent entraver en rien les mesures exceptionnelles auxquelles les règlements de police soumettent les étrangers logés dans les hôtels, les auberges, etc. Les administrations communales prennent à cet égard toutes les dispositions qu'elles jugent propres au maintien du bon ordre et de la tranquillité publique.

Je n'ai pas besoin de vous dire, Monsieur le Gouverneur, combien toutes les prescriptions relatives aux registres de population sont essentielles; en confiant aux commissaires d'arrondissement le soin de les vérifier, le Gouvernement a voulu exercer un contrôle sérieux et permanent sur l'exécution d'une mesure que l'on doit regarder comme le complément indispensable du recensement.

Vous trouverez ci-joint le modèle du registre de population et de l'index alphabétique ¹.

Le Ministre de l'intérieur,
COMTE DE THEUX.

IX. 8 octobre 1846. — Circulaire à MM. les Gouverneurs. — Statistique agricole.
Question relative au dénombrement des animaux domestiques.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

La question suivante m'a été soumise, relativement au dénombrement des chevaux et bestiaux :
« Lorsque le déclarant a exploité en 1845 une autre ferme que celle qu'il occupe aujourd'hui, doit-il, pour 1845, indiquer le nombre de chevaux et bestiaux réellement tenus par lui, ou bien doit-il fournir ce renseignement pour le nombre de chevaux et de bestiaux élevés par son prédécesseur dans la ferme que lui déclarant exploite actuellement ? »

J'ai fait connaître, en réponse à cette question, que les déclarations sont personnelles : elles ont pour objet de faire connaître l'état du bétail de l'exploitant pour 1845 comme pour 1846. Si

¹ Voy. 1^{re} partie, page 50.

donc il se trouve des déclarants qui, dans l'intervalle de 1845 à 1846, ont changé d'exploitation, il faut qu'ils indiquent le bétail qu'ils tenaient en 1845 dans la ferme qu'ils ont quittée et celui qu'ils ont, en 1846, dans celle où ils sont établis maintenant. Quant à ceux qui ont cessé toute exploitation, le nombre n'en peut être grand, et il ne saurait résulter de l'absence de leur déclaration des lacunes bien notables.

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de porter de suite cette solution à la connaissance des administrations communales.

Le Ministre de l'intérieur,

COMTE DE THEUX.

X. 9 octobre 1846. — *Extrait d'une circulaire à MM. les Gouverneurs. — Statistique agricole. Surveillance à exercer par un délégué spécial dans quelques communes par canton.*

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Je vois par le rapport que vous m'avez adressé, que les mesures préparatoires au recensement général, ont été prises dans votre province conformément aux instructions émanées de mon département.

Bien que je n'aie pas de raison de douter qu'on n'apporte tous les soins désirables dans l'exécution de cette vaste opération et de chacune de ses parties, il est cependant, en ce qui concerne la statistique agricole, une mesure qui a été prise spontanément dans une province par suite de la conférence avec les délégués de la Commission centrale, et que je vous recommande, afin que vous en fassiez aussi l'application dans votre province. Elle consiste à vous assurer, pour au moins une commune par canton, le concours d'un homme zélé, éclairé et influent, pour diriger et surveiller les opérations concernant la statistique agricole. Ces hommes pourraient être choisis parmi les membres de la commission provinciale de statistique, et des commissions ou sociétés d'agriculture, les conseillers provinciaux et toutes autres personnes qui, possédant des connaissances spéciales en agriculture, voudraient accepter la mission que vous leur proposeriez, pour la remplir avec zèle et bonne volonté.

Vous aurez soin, Monsieur le Gouverneur, de me rendre un compte sommaire de ce qui aura été fait dans votre province en exécution de la présente.

Le Ministre de l'intérieur,

COMTE DE THEUX.

XI. 10 octobre 1846. — *Circulaire à MM. les Gouverneurs. — Cas d'absence à mentionner au bulletin de population.*

—
MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Aux termes des instructions sur le recensement général, les personnes temporairement absentes de la commune où elles ont leur résidence habituelle, doivent être portées comme *absentes* dans le bulletin de leur famille; la même règle est applicable aux individus qui n'habitent pas avec la famille dont ils font partie, quoique se trouvant dans la même commune.

Ainsi, par exemple, les enfants placés en pension dans la commune où habite leur famille, les individus reclus dans un dépôt de mendicité ou détenus dans une prison dans la localité même où le ménage auquel ils appartiennent doit être recensé, les militaires en garnison dans la ville où résident leurs parents, etc., toutes les personnes de cette catégorie compteront nécessairement au dénombrement de l'établissement où elles auront passé la nuit du 14 au 15 octobre, mais le bulletin de leur famille fera mention de leur absence, comme si elles se trouvaient hors de la commune au jour du recensement.

En omettant cette annotation dans le bulletin du ménage, le registre de population présenterait de graves inexactitudes, et je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de recommander ce point à l'attention des jurys communaux et des agents de recensement.

Le Ministre de l'intérieur,

COMTE DE THEUX.

—
XII. 14 octobre 1846. — *Circulaire à MM. les Gouverneurs. — Modifications au modèle de registre de population.*

—
MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Par suite des observations qui m'ont été adressées, j'ai apporté une légère modification au registre de population ¹.

La colonne intitulée : *Indiquer si la personne est inscrite à titre de domicile ou de simple habitation*, doit être divisée en deux parties destinées : la première à l'indication du domicile, la seconde à celle de l'habitation.

Le renvoi au registre de population, dans l'index alphabétique, sera formé de trois colonnes au

¹ Voy. 1^{re} partie, page 50.

lieu de deux. Ces trois colonnes serviront, la première au numéro du volume, la seconde à la page et la troisième au numéro d'ordre.

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, d'informer de ces changements l'entrepreneur de la fourniture des registres de votre province, en l'invitant à s'y conformer.

Je crois également devoir faire observer que lorsque le registre de population aura plusieurs volumes, chacun d'eux devra avoir un titre et être coté et paraphé comme le modèle.

Le Ministre de l'intérieur,
COMTE DE THEUX.

XIII. 30 octobre 1846. — Circulaire à MM. les Gouverneurs. — Recensement général. — Rapport à adresser sur la situation des travaux à la date du 15 novembre.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Ma circulaire du 3 juillet dernier a prescrit que les bulletins soient retirés et mis à la disposition des jurys communaux pour le 25 octobre *au plus tard*. Aux termes de la même circulaire, les bulletins doivent être transmis au gouvernement provincial avant le 10 novembre.

Peu de jours nous séparent de l'époque fixée, et selon toute probabilité un grand nombre de communes vous ont déjà fait parvenir leurs bulletins de population. C'est donc une période nouvelle qui commence pour le recensement.

Je vous ai indiqué par ma circulaire du 14 septembre la marche à suivre pour les dépouillements des bulletins; depuis, des cadres imprimés vous ont été adressés pour opérer le relevé de la population par ménage. Comme les résultats de ce premier dépouillement devront cadrer avec ceux qui seront obtenus plus tard, lors des dépouillements généraux, on ne saurait prendre de précaution trop minutieuse pour donner à ce travail toute l'exactitude dont il est susceptible.

Il est surtout un grave inconvénient à éviter dans un travail de ce genre, c'est celui des erreurs qui pourraient résulter soit d'omissions ou de doubles emplois, dans les documents. Sans doute, les jurys communaux auront mûrement examiné toutes les pièces, mais un second contrôle par le bureau temporaire ne me paraît pas superflu.

Un mode sûr et en même temps assez simple pour atteindre ce but, sera de faire opérer, avant de commencer les dépouillements, une révision générale des bulletins de chaque commune, de les comparer avec l'inventaire qui doit les accompagner, et au besoin avec les listes de distribution tenues par les agents. On s'assurera ainsi que toutes les rues, toutes les dépendances ont bien été comprises dans le recensement, ou ne l'ont pas été en double. Vous ne perdrez pas non plus de vue, que les états spéciaux qui ont servi au dénombrement des établissements et des corps collectifs mentionnés au n° 9 de l'instruction générale, doivent également se trouver joints aux bulletins de la commune à laquelle ils appartiennent, de même que la liste des maisons inhabitées au jour du recensement.

Les bulletins qui, dans la vérification ci-dessus indiquée, seraient reconnus défectueux, seront renvoyés immédiatement aux jurys communaux pour être rectifiés et complétés; cependant si les déficiences portent sur des renseignements autres que ceux qui sont nécessaires à la formation du relevé par ménage, on devra attendre, pour les rectifier, jusqu'au renvoi des bulletins dans les communes pour y servir à la confection des registres de population.

Je n'ai pas besoin, Monsieur le Gouverneur, de recommander à votre diligence et à vos soins personnels le premier relevé dont aura à s'occuper le bureau temporaire; vous sentez comme moi combien il est important qu'il me parvienne pour l'époque fixée, c'est-à-dire avant le 15 décembre. Je compte donc, je le répète, sur votre exactitude, et pour me mettre à même d'apprécier le degré d'avancement des travaux de dépouillement, je vous prie de m'adresser un rapport sur leur situation au 15 novembre prochain.

Le Ministre de l'intérieur,
COMTE DE THEUX.

XIV. 31 octobre 1846. — *Circulaire à MM. les Gouverneurs. — Solutions données à diverses questions relatives au dénombrement de la population et à la statistique agricole.*

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Diverses questions m'ayant été soumises relativement au recensement général, je crois utile de vous faire connaître les solutions que je leur ai données, afin que le bureau temporaire puisse veiller à ce que les rectifications nécessaires soient opérées lorsque le jury communal ne l'aura pas fait.

Recensement de la population.

1° Quelle est la nature du séjour des domestiques à demeure?

Réponse. D'après l'explication donnée sous le n° 7 sur le bulletin même, le séjour de passage ou momentané, s'applique aux personnes qui, au jour du recensement, se trouvent dans une commune autre que celle de leur domicile; il suit de là que c'est le domicile qui détermine le séjour habituel. Aux termes de l'art. 109 du Code civil, il n'y a que les domestiques majeurs qui aient leur domicile, et, par conséquent, leur séjour habituel chez les personnes qu'ils servent, de sorte que les domestiques mineurs, étrangers à la commune, doivent y être portés comme momentanés, leur séjour habituel étant le même que celui de la famille à laquelle ils appartiennent.

2° Faut-il dénombrer toutes les pièces d'une maison, dont aucune n'est louée, ou seulement les places occupées par le propriétaire ou locataire et leur famille?

Réponse. On a en vue de connaître le nombre de places réellement occupées par la famille, et qui servent actuellement à son usage; par conséquent il ne faut tenir aucun compte des places qui, par exemple, sont destinées à être louées.

3° D'après les instructions, les militaires sous les drapeaux et les personnes de leur famille qui les accompagnent, doivent être recensés au moyen d'un état spécial, et indiqués comme séjournant *momentanément* dans la commune où ils se trouvent lorsque cette commune n'est point celle de leur domicile.

On a demandé si les officiers appartenant à la garnison sont compris dans cette désignation de *militaires sous les drapeaux*, et conséquemment s'ils sont considérés comme n'ayant qu'un séjour *momentané* dans la ville où ils tiennent garnison.

Réponse. Il faut distinguer entre les militaires appelés temporairement sous les armes et les officiers : ceux-ci doivent être considérés comme ayant leur habitation effective au lieu où ils exercent leurs fonctions ; c'est là qu'ils doivent être mentionnés comme ayant leur séjour habituel, peu importe d'ailleurs qu'ils soient mariés ou célibataires, qu'ils aient de la famille ou qu'ils n'en aient plus. Cette explication rentre dans le sens de l'art. 9 de l'instruction générale du 30 juin, qui établit une distinction à l'égard des militaires non casernés.

Statistique agricole.

4° Faut-il comprendre dans le nombre des membres de la famille occupés habituellement aux travaux agricoles (question n° 1), le déclarant lui-même, lorsqu'il surveille ou qu'il s'occupe constamment de son exploitation ?

Réponse. Oui ; dans ce cas l'exploitant lui-même doit être compris dans le nombre des membres de la famille occupés habituellement aux travaux agricoles.

5° Comment doit-on agir à l'égard d'un déclarant qui cultive par lui-même un, deux ou trois hectares, travail qui ne l'occupe qu'une partie de l'année et qui lui permet de se livrer encore à une autre industrie ? Doit-on le comprendre dans le nombre des personnes indiquées à la question n° 1, ou bien désigner le nombre des journées qu'il a employées à sa culture, en portant ce nombre au n° 3, sous la rubrique *Journaliers* ?

Réponse. Il doit être compris dans la réponse à la question n° 1, et s'il exerce encore une autre profession, il l'indiquera également à la question n° 26.

6° Les personnes qui cultivent par elles-mêmes un jardin ou une petite étendue de terre, doivent-elles figurer au n° 1, ou bien au n° 3, en déterminant les journées qu'elles auront employées pendant l'année ?

Réponse. Elles doivent figurer au n° 1, et si ces mêmes personnes travaillent pour autrui, le nombre de journées qu'elles auront ainsi employées sera porté au n° 3 par le déclarant pour le compte duquel les journées auront été faites.

7° Relativement à la question n° 28, faut-il comprendre dans l'année 1846 les porcs que l'on engraisse depuis peu de temps, et qui ne seront complètement engraisés que vers la fin de l'année ?

Réponse. Oui, il faudra les y comprendre, car on ne doit pas perdre de vue que la statistique agricole, de même que la statistique industrielle, se rapporte à l'année entière et non pas à un jour donné comme la population.

Le Ministre de l'intérieur,

COMTE DE THEUX.

XV. 31 octobre 1846. — Circulaire à MM. les Gouverneurs. — Statistique agricole ; mode à suivre pour le recensement des biens dont le locataire partage la récolte avec le propriétaire.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Les tableaux de la statistique agricole sont destinés à recueillir des renseignements , entre autres , à l'égard des biens exploités à titre de propriété ou d'usufruit ou en location. On a demandé comment on devait procéder à l'égard des biens exploités aux frais du cultivateur et par ses soins, sous la condition qu'il partage avec le propriétaire la récolte qui se vend alors habituellement sur pied.

Il a été répondu que, dans ce cas , on devait considérer le prix du bail comme étant payé en nature par le cultivateur , et que l'on devait désigner ces biens comme exploités à titre de location.

Pour l'uniformité du travail dans les diverses provinces, je crois utile, Monsieur le Gouverneur, de porter cette solution à votre connaissance.

Le Ministre de l'intérieur,

COMTE DE THEUX.

XVI. 11 décembre 1846. — Circulaire à MM. les Gouverneurs. — Instructions pour la formation du tableau spécial des renseignements relatifs aux assurances contre l'incendie.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Dans le but d'obtenir sur les assurances contre l'incendie les renseignements les plus complets et en même temps les plus uniformes , j'ai arrêté le modèle d'un tableau pour la formation duquel je vous envoie des cadres en nombre suffisant, pour que vous puissiez faire une minute et une expédition.

Je ne me dissimule pas, Monsieur le Gouverneur, que les bulletins de population ne présenteront pas généralement toutes les indications nécessaires pour dresser ce tableau avec toute l'exactitude désirable. Cependant lorsque les renseignements recueillis pour une commune vous paraîtront présenter, après le contrôle que vous en aurez fait, des lacunes trop considérables, il faudra alors communiquer au jury le résultat du dépouillement opéré au bureau temporaire, pour qu'il puisse, autant que possible, suppléer aux renseignements qui manqueraient.

La minute ainsi rectifiée, on fera les totaux partiels des cinq dernières colonnes, puis on réunira

les totaux du nombre de maisons et fabriques assurées, pour les reporter en bloc dans la 16^e colonne du tableau général de la population, modèle C.

Dès que les minutes des tableaux d'un arrondissement auront été contrôlées et rectifiées, je vous serai obligé de m'en adresser les expéditions, sans attendre que les tableaux de toutes les communes de la province soient définitivement dressés.

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de m'accuser réception de la présente et des imprimés qui l'accompagnent.

Le Ministre de l'intérieur,

COMTE DE THEUX.

NUMÉRO D'ORDRE.	SOCIÉTÉS D'ASSURANCES.		NOMBRE				MONTANT en FRANCS du capital assuré.
	NOMS.	SIÈGE.	DE MAISONS assurées, habitées ou non habitées.	DE MAISONS assurées, y compris le mo- bilier.	DE MAISONS assurées avec ou sans mo- bilier, mais y compris les fa- briques, les usi- nes, les fermes.	DE FABRIQUES, usines, fermes, assurées isolément.	

XVII. 18 décembre 1846. — Circulaire à MM. les Gouverneurs. — Formation des registres de population ; solution de diverses questions y relatives.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Quelques questions m'ont été soumises relativement à la formation des registres de population ; je crois utile de vous communiquer la solution que je leur ai donnée, et vous prie d'en informer également les administrations communales de votre province.

1^o Toutes les personnes qui, à la date du 15 octobre, avaient leur domicile dans la commune, doivent-elles figurer dans le registre de population, même celles qui sont décédées depuis cette date, sauf à mentionner cette circonstance dans la colonne à ce destinée ?

Répondu affirmativement : le dernier alinéa de l'extrait de ma circulaire du 30 septembre, imprimé sur la feuille de titre du registre de population, ne laisse aucun doute à cet égard ;

2° Les domestiques à gages, qui servent dans la commune de leur domicile, doivent-ils être inscrits à la fois dans le ménage de la personne qu'ils servent et dans leur propre famille, sauf à y mentionner dans ce dernier cas leur absence temporaire? Aux termes de l'art. 109 du Code civil expliqué par la dépêche ministérielle du 31 octobre dernier, les domestiques majeurs ont leur domicile chez les personnes qu'ils servent. Suit-il de là : *a.* Qu'un domestique de l'espèce doit être inscrit avec sa famille dans la commune où il sert, ou lui seulement? *b.* Dans le cas où il y aurait lieu à inscription de la famille entière dans la localité où le domestique est en service, la résidence de sa famille dans une autre commune ne doit-elle pas être considérée comme une simple habitation, quoique cette résidence soit d'une date très-ancienne?

La double inscription, dans la première hypothèse, n'est pas nécessaire, le domicile, tel qu'il est défini par le Code civil, s'étendant à la commune entière. Relativement à l'inscription des personnes qui composent les familles des domestiques à gages, ce sont les prescriptions du Code civil qui doivent servir de guide à cet égard, et c'est dans ce but que les articles 102 et suivants du Code ont été textuellement reproduits sur la feuille de titre du registre. Dans tous les cas il conviendra d'affecter spécialement une page à l'inscription du domestique à gages et des personnes de sa famille, en ne les confondant pas avec la famille au service de laquelle il se trouve;

3° Lors du recensement, les officiers et leur famille ont été considérés comme ayant leur séjour habituel au lieu où ils tiennent garnison : on demande aujourd'hui si ces personnes peuvent être portées dans les registres à titre de domicile ou de simple habitation?

J'ai déjà fait remarquer, par ma circulaire citée du 30 septembre, que le registre de population est basé sur le principe de la population *de droit*, tandis que le recensement a eu lieu d'après la population *de fait*. C'est donc moins au séjour habituel qu'au *domicile* ou à l'*habitation* effective qu'il faudra avoir égard dans les inscriptions au registre de population. On ne doit d'ailleurs pas perdre de vue que le registre de population a principalement pour but de régulariser, d'après les résultats du recensement général, l'application uniforme des principes consacrés par les articles 102 et suivants du Code civil.

Le Ministre de l'intérieur,

COMTE DE THEUX.

XVII^{bis}. 18 janvier 1847. — *Circulaire à MM. les Gouverneurs. — Instructions relatives à l'inscription au registre de population des pensionnaires des hospices, des reclus dans les dépôts de mendicité ou les prisons, etc.*

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Ma circulaire du 30 septembre dernier, sur la tenue du registre de population, renferme le passage suivant : « On devra avoir bien soin d'inscrire dans le registre tous ceux qui, étant absents » au jour du recensement, ont néanmoins dans la commune le domicile déterminé par le Code civil,

» et ont dû, à ce titre, être portés sur le bulletin par ménage d'après les prescriptions du n° 8 de l'instruction générale. »

Il pourrait se présenter la question de savoir où devront être inscrits les individus qui se trouvent à demeure dans les hospices, dépôts de mendicité, prisons, etc., et qui n'ont pas d'autre domicile ni habitation.

A cet égard, Monsieur le Gouverneur, j'ai l'honneur de vous adresser les instructions suivantes, que j'ai concertées avec M. le Ministre de la justice.

Aux termes du paragraphe ci-dessus transcrit de ma circulaire du 30 septembre, la commune où l'inscription doit avoir lieu, est celle du domicile déterminé par le Code civil. Or, nul ne pouvant être sans domicile légal, et ce domicile résultant du fait de l'habitation réelle dans un lieu, joint à l'intention de s'y fixer, il s'ensuit que l'inscription des individus dont il s'agit doit se faire dans la commune de leur séjour, si, n'étant pas en état d'interdiction, leur intention est de s'y fixer; sinon, ils conservent le domicile qu'ils avaient antérieurement.

Vous remarquerez, Monsieur le Gouverneur, que le domicile, d'après le Code civil, peut être indépendant de l'habitation réelle, et qu'il n'a rien de commun avec le domicile de secours, qui ne résulte que du fait de l'habitation dans un endroit pendant un certain nombre d'années. Ce dernier domicile ne doit donc nullement être pris en considération pour l'inscription des individus dont il est question.

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de porter la présente à la connaissance des administrations communales de votre province, comme aussi d'appeler sur ce point l'attention spéciale de MM. les commissaires d'arrondissement chargés, par le n° 28 de l'instruction générale du 30 juin 1846, de vérifier les registres de population.

Le Ministre de l'intérieur,

COMTE DE THEUX.

**XVIII. 23 décembre 1846. — Résultats du recensement de la population. —
Rapport au Ministre de l'intérieur.**

MONSIEUR LE MINISTRE,

Un arrêté royal du 30 juin 1846 a décrété un recensement général, dont l'époque a été fixée au 15 octobre.

L'instruction jointe à l'arrêté royal a attribué à la Commission centrale et aux commissions provinciales de statistique, la surveillance de cette triple opération, et vous nous avez conféré l'autorité morale qui nous était nécessaire pour l'accomplissement de cette importante mission.

Pour satisfaire au désir que vous nous avez exprimé, un relevé sommaire de la population a été établi avant le 1^{er} janvier. Nous avons l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous soumettre ce premier travail, qui a été exécuté d'après les instructions que vous aviez données à cet effet.

Permettez-nous de reproduire succinctement les principes qui ont servi de base au recensement,

ainsi que la marche qui a été suivie dans son exécution. Nous tâcherons également de présenter quelques considérations propres à faire apprécier la valeur des résultats obtenus jusqu'à présent.

Le recensement qui vient d'avoir lieu est le premier qui ait été fait pour tout le royaume, depuis que la Belgique a été constituée en État indépendant. Jusque-là le Gouvernement s'était borné à constater les résultats annuels du mouvement de la population, basé sur le recensement général fait en 1829.

Au nouveau recensement de la population a été jointe la formation d'une statistique agricole et industrielle, dont les éléments ont été recueillis en même temps que ceux qui concernent la population.

Il est généralement reconnu qu'un recensement de la population est une des mesures administratives les plus difficiles et les plus compliquées; il s'agit en effet de déterminer le nombre des habitants à une époque donnée, en ayant soin d'écarter les nombreuses causes d'erreur inhérentes à ces sortes d'opérations. Les moyens d'exécution ont été combinés de manière à environner le recensement de toutes les garanties d'exactitude possibles, sans froisser les susceptibilités des populations; et en effet, le nombre des procès-verbaux de contravention dressés a été réellement insignifiant: nous doutons fort qu'il se soit élevé jusqu'à dix dans tout le royaume. Après la grande expérience qui vient d'être faite, on reconnaîtra sans doute que les habitants ont donné une nouvelle preuve de leur obéissance à la loi et à ses représentants: partout, dans les villes et dans les campagnes, ils se sont montrés disposés à seconder l'action de l'autorité. Du reste, nous ne nous dissimulons pas que ce résultat est dû en grande partie à la déclaration que vous nous aviez autorisé à faire et que vous-même, Monsieur le Ministre, avez reproduite à deux reprises différentes, par la voie du *Moniteur*, que le recensement n'avait aucun caractère de fiscalité.

Les habitants ont été recensés à jour fixe, le 15 octobre, tandis que les renseignements relatifs à l'agriculture et à l'industrie se rapportent à l'année entière. La statistique agricole et industrielle appartenant à un autre ordre de travaux, nous ne la mentionnerons plus dans ce rapport, principalement consacré à la population.

Les individus de tout âge et de tout sexe, indigènes et étrangers, présents au jour du dénombrement, ont été recensés dans la localité où chacun d'eux a passé la nuit: c'est l'application rigoureuse du principe de la population *de fait*, ou de la *simple résidence*, qui, après plusieurs essais et des études approfondies, a été pris pour base du recensement. L'adoption du principe de la population *de droit*, ou du *domicile légal*, aurait conduit à constater une population plus fictive que réelle, à cause de la difficulté de s'assurer instantanément du domicile légal de tous les habitants à recenser.

On a eu, du reste, soin de distinguer trois sortes de résidence: la résidence habituelle, momentanée et de passage. Ces distinctions ont pour but de faire connaître quelle est, dans chaque ville et commune, la population flottante et mobile, qui ne réside que de fait et momentanément; aussi bien cette population appartient réellement à la commune où elle se trouve, car si elle est variable quant aux individus qui se renouvellent fréquemment, elle est généralement fixe quant à son nombre moyen, qui ne subit que de faibles modifications.

Le recensement a été nominatif, condition essentielle pour obtenir des résultats exacts. Des bulletins, distribués à domicile, ont été remplis par les chefs de famille ou de ménage; à leur défaut, ils ont été remplis, sur leurs indications, par l'agent de recensement. Toutes les personnes qui composent une famille, ont été portées sur un seul bulletin dans l'ordre indiqué par les instructions; les individus vivant isolément ont été considérés comme constituant un ménage.

Les établissements et corps collectifs, comme pensionnats, séminaires, garnisons, hôpitaux et hospices, prisons et dépôts de mendicité, ont été recensés sur un bulletin spécial, présentant pour chaque individu les mêmes indications que le bulletin par ménage; cette population flottante sera également comprise dans les classifications par catégories, qui se trouveront dans le travail définitif.

Dans chaque commune, un jury composé de citoyens notables, et présidé par le bourgmestre ou l'un des échevins avait pour mission de surveiller les opérations dans tous leurs détails, de guider et d'éclairer les agents de recensement, de vérifier et de contrôler les bulletins à mesure de leur rentrée, de les rectifier et compléter même d'office, de résoudre, dans le sens des instructions générales, les difficultés qui venaient à surgir dans le cours des opérations.

Un bureau temporaire a été établi dans chaque gouvernement provincial pour vérifier les bulletins et effectuer les dépouillements généraux.

Indépendamment de ces dispositions générales, d'autres mesures d'exécution restaient à prendre, et il vous a paru utile qu'elles fussent discutées et arrêtées de commun accord par les personnes appelées à en diriger l'application.

Dans ce but, vous avez invité MM. les Gouverneurs à réunir, sous leur présidence, les commissions provinciales de statistique, ainsi que MM. les commissaires d'arrondissement et les bourgmestres ou échevins des principales villes. De votre côté, vous avez délégué à ces réunions le Président et d'autres membres de la Commission centrale. Ces conférences ont eu pour résultat d'assurer au recensement une marche uniforme dans toutes les provinces. En outre, de fréquentes tournées d'inspection ont été faites par le Président et le Secrétaire de la Commission centrale, ainsi que par des délégués des commissions provinciales.

Tel est, Monsieur le Ministre, le plan qui a été suivi pour le recensement général; telles sont les dispositions administratives qui en ont réglé l'exécution. D'après les rapports des autorités provinciales et communales, d'après ce que nous avons pu voir nous-mêmes, cette exécution a été telle qu'il était permis de l'espérer à la suite des mesures prises pour en assurer le succès. MM. les Gouverneurs, MM. les commissaires d'arrondissement, les administrations communales, tous ont, dans le cercle de leurs attributions, dirigé l'application des principes posés dans les instructions; les formes ont été généralement observées telles qu'elles avaient été prescrites.

A la date du 10 novembre, les bulletins, examinés par les jurys communaux, étaient, à peu d'exceptions près, parvenus dans les gouvernements provinciaux, où l'on a commencé à en opérer le dépouillement; ils ont été préalablement soumis à un nouveau contrôle; les états spéciaux qui ont servi au dénombrement des établissements et des corps collectifs, ont été joints aux bulletins de la commune à laquelle ils appartiennent, de même que la liste des maisons inhabitées au jour du recensement.

Les bulletins que cette vérification a fait reconnaître comme defectueux, ont été renvoyés immédiatement aux jurys communaux pour être rectifiés et complétés; peu de bulletins ont dû être renvoyés pour rectification : c'est une preuve des soins particuliers avec lesquels il a été en général procédé au recensement de la population dans les différentes provinces.

Les dépouillements des bulletins constituent un travail long et pénible : ils consistent dans des résumés présentant la classification des habitants par âge, par lieu d'origine ou de naissance, par langue, par communion religieuse, par état civil, par profession ou condition, par demeure ou habitation, avec des rubriques particulières sur le degré d'instruction donné aux enfants, sur les familles indigentes et sur les maisons assurées contre l'incendie.

Il ne nous est guère possible, Monsieur le Ministre, de préciser l'époque à laquelle ces dépouille-

ments seront terminés; nous présumons cependant que, dans six à huit mois, les résultats pourront parvenir à l'administration centrale, pour y être vérifiés, coordonnés et livrés à l'impression.

En attendant, il a été formé un relevé provisoire de la population, avec une seule distinction, celle des sexes, les autres distinctions étant réservées pour le travail définitif. Ce relevé provisoire présente la population de fait, comme les bulletins par ménage d'après lesquels il a été établi. Nous nous proposons, Monsieur le Ministre, de le publier en détail par commune et section de commune. Nous avons pensé qu'il vous suffisait d'en avoir un résumé par arrondissement administratif et par province, avec la séparation des villes et des campagnes.

C'est ce résumé que nous avons l'honneur de vous soumettre. Une dernière colonne du tableau indique, pour les chefs-lieux de province et pour chacune des localités les plus importantes, le nombre des personnes étrangères au royaume, qui ont été comprises dans le recensement comme étant de passage : ce nombre, quoique l'on puisse supposer quelques lacunes, est peu élevé; on exagère en général le nombre des étrangers aux pays; il est d'ailleurs compensé en quelque sorte par les indigènes qui, au jour du dénombrement, se sont trouvés à l'étranger, et n'ont par conséquent pas été recensés, si ce n'est pour être inscrits dans les registres de population.

Relativement à l'exactitude des résultats généraux du dénombrement, MM. les Gouverneurs ont été unanimes pour reconnaître qu'il a été fait avec tous les soins possibles; en outre, nous avons mis et nous comptons mettre encore en usage les procédés indiqués par la science pour apprécier la valeur de ces résultats, en dehors des moyens administratifs.

Le nombre des naissances, des décès et des miliciens inscrits tous les ans, depuis 1841, nous a fourni un moyen efficace de contrôler le recensement. Le rapport de la moyenne de chacun de ces éléments avec le chiffre de la population, nous a montré les nombres qui sortaient de la tolérance admissible; nous avons pu ainsi indiquer les cas dans lesquels une révision totale ou partielle du travail était à faire, soit pour découvrir et rectifier les erreurs commises, soit pour constater les anomalies produites par des circonstances locales.

Nous nous réservons, Monsieur le Ministre, d'étendre, plus tard, ce moyen à la population par âge comparée avec elle-même et les décès et les mariages, également classés suivant les âges : nous serons alors plus à même de nous prononcer avec une parfaite connaissance de cause sur le degré d'exactitude du recensement, et de déterminer, par des chiffres, l'approximation qui aura été obtenue.

Toutefois, nous avons, dès à présent, la certitude que cette approximation est telle que le recensement peut être réputé régulier et satisfaisant dans son ensemble et dans ses détails; cependant la Commission centrale est convaincue qu'il existe encore des omissions, comme il s'en trouve dans tous les recensements, car quelque soin qu'on mette à de semblables opérations, les chiffres annoncés restent toujours au-dessous des chiffres réels.

Quelques rapprochements auxquels nous nous sommes livrés, nous font penser que ce premier recensement général peut, quant à ses résultats, être mis sur le rang des meilleurs recensements faits dans d'autres pays; nous espérons être assez heureux de le démontrer par l'examen raisonné que nous nous proposons d'en faire après l'achèvement du travail, auquel nous continuerons de consacrer tous nos soins.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de nos sentiments respectueux.

Le Président,
QUETELET.

Le Secrétaire,
X. HEUSCHLING.

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS ADMINISTRATIFS.	VILLES.	POPULATION AU					
			DANS LES VILLES.			DANS LES CAMPAGNES.		
			Masculins.	Féminins.	TOTAL.	Masculins.	Féminins.	TOTAL.
Anvers.	{	Anvers	42,856	45,760	88,596	51,948	49,133	101,081
		Malines	14,551	15,312	29,863	36,528	36,043	72,571
		Lierre	6,511	7,470	13,981			
		Turnhout . . .	7,000	7,385	14,385	44,072	42,009	86,081
			70,698	75,927	146,625	132,548	127,185	259,733
Brabant	{	Bruxelles . . .	59,423	64,082	123,505	124,112	131,309	245,321
		Hal	3,499	3,668	7,167			
		Aerschot	1,942	2,111	4,053			
		Diest	4,162	4,108	8,270			
		Louvain	14,319	15,751	30,070	61,035	59,890	120,925
		Tirlemont	5,019	5,520	10,539			
		Nivelles	4,013	4,485	8,498			
		Wavre	2,817	2,943	5,760	62,558	64,303	126,861
			95,194	102,468	197,662	247,485	245,402	492,887
Flandre occidentale .	{	Bruges	22,279	27,066	49,345	31,257	30,336	61,593
		Thourout	4,285	4,191	8,476			
		Courtrai	9,874	11,700	21,574	56,097	55,655	111,752
		Menin	3,953	4,288	8,241			
		Dixmude	1,703	2,190	3,893	21,302	21,720	43,022
		Furnes	2,180	2,526	4,706			
		Nieuport	1,641	1,724	3,365	11,580	11,298	22,878
		Ostende	6,650	7,594	14,244	14,949	14,797	29,746
		Roulers	5,388	5,578	10,966	32,525	35,000	67,525
		Iseghem	3,982	4,203	8,185			
		Thielt	5,852	6,062	11,914	50,307	29,951	80,258
		Ypres	7,871	9,348	17,219			
		Poperinghe . . .	4,915	6,057	10,970	31,877	32,236	64,113
		Warneton	2,684	2,715	5,399			
		Wervicq	2,885	3,013	5,898			
			86,140	98,255	184,395	229,592	228,873	458,465

Population au 15 octobre 1846.

OCTOBRE 1846			POPULATION constatée			NOMBRE	
DANS LES VILLES ET LES CAMPAGNES réunies.			PAR LE MOUVEMENT DE L'ÉTAT CIVIL, AU 31 DÉCEMBRE 1845.			De personnes étrangères au royaume et qui étaient de passage, le 15 octobre 1846, dans les chefs- lieux de province et dans les localités les plus im- portantes.	
masculins.	Féminins.	TOTAL.	VILLES.	CAMPAGNES.	EN GÉNÉRAL.		
94,784	94,893	189,677	88,924	96,871	185,795	Anvers	2,341
57,300	58,825	116,215	27,254	74,158	115,267	Malines	39
51,072	49,394	100,466	13,875	81,510	94,790	Turnhout	5
03,246	203,112	406,358	143,313	252,539	395,852		2,385
37,034	188,959	375,993	117,462	242,055	359,517	Bruxelles	282
			6,653			Diest	8
			4,017			Hal	7
16,477	87,180	175,657	7,971	119,530	166,658	Louvain	24
			25,689			Tirlemont	1
			9,451				
10,168	71,731	140,899	8,139	130,040	143,578		
			5,399				
12,679	347,870	690,549	184,781	491,625	676,406		322
7,821	61,493	119,314	50,273	63,118	121,911		
			8,521				
9,924	71,643	141,567	20,025	120,272	148,858		
			8,561				
5,005	23,910	40,915	3,687	44,723	48,410		
			4,782				
5,201	15,548	30,749	3,430	23,747	31,959	Bruges	40
1,599	22,391	43,990	14,506	30,156	44,662	Courtrai	10
			10,401				
1,695	42,781	84,474	8,849	69,534	88,784	Ypres	9
			12,403				
1,059	35,993	72,052	17,391	61,420	73,825		
			10,538				
1,230	53,369	103,599	5,957	63,987	105,802		
			5,749				
1,552	327,128	642,660	185,252	478,957	664,209		59

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS ADMINISTRATIFS.	VILLES.	POPULATION AU					
			DANS LES VILLES.			DANS LES CAMPAGNES.		
			Masculins.	Féminins.	TOTAL.	Masculins.	Féminins.	TOTAL.
Flandre orientale	Alost.	Alost	9,125	8,088	17,213	54,899	53,456	108,355
		Grammont	3,788	4,113	7,901			
	Audenarde . . .	Ninove	2,368	2,374	4,742	44,531	44,311	88,842
		Audenarde	2,840	3,060	5,900			
	Eecloo	Renaix	6,094	6,026	12,120	23,420	23,533	46,953
		Eecloo	4,348	4,573	8,921			
	Gand	Deynze	1,776	1,944	3,720	85,750	83,998	169,748
		Gand	49,000	53,635	102,725			
	St-Nicolas . . .	Lokeren	8,635	8,465	17,100	40,250	40,436	80,700
		St-Nicolas	9,851	10,575	20,426			
Termonde . . .	Termonde	4,077	4,278	8,355	44,553	43,940	88,493	
			101,390	107,129	208,519	293,405	289,694	583,109
Hainaut	Ath	Ath	4,230	4,399	8,629	41,398	40,726	82,124
		Chièvres	1,501	1,425	2,926			
	Charleroy . . .	Charleroy	5,952	5,580	11,532	50,952	54,939	105,891
		Châtelet	1,807	1,792	3,599			
		Fontaine-l'Évêque .	1,542	1,502	3,044			
	Mons	Gosselies	2,491	2,548	5,039	66,652	65,864	132,516
		Mons	12,300	12,168	24,468			
		St-Ghislain	1,039	1,139	2,178			
	Soignies . . .	Braine-le-Comte . .	2,551	2,632	5,183	56,753	55,578	112,331
		Enghien	1,851	2,086	3,937			
		Lessines	2,659	2,886	5,545			
		Rœulx	1,401	1,460	2,861			
		Soignies	3,297	3,393	6,690			
	Thuin	Beaumont	1,004	1,088	2,092	35,254	34,861	70,115
		Binche	2,898	3,177	6,075			
		Chimay	1,591	1,655	3,246			
		Thuin	2,016	2,165	4,181			
	Tournay	Antoing	1,185	1,210	2,395	52,492	51,339	103,831
		Leuze	2,888	2,986	5,874			
		Peruwelz	3,619	3,742	7,361			
Tournay		15,225	14,926	30,151				
			71,027	71,959	142,986	289,503	283,507	573,010

OCTOBRE 1846			POPULATION constatée			NOMBRE	
DANS LES VILLES ET LES CAMPAGNES réunies.			PAR LE MOUVEMENT DE L'ÉTAT CIVIL, AU 31 DÉCEMBRE 1845.			De personnes étrangères au royaume et qui étaient de passage, le 15 octobre 1846, dans les chefs- lieux de province et dans les localités les plus im- portantes.	
Masculins.	Féminins.	TOTAL.	VILLES.	CAMPAGNES.	EN GÉNÉRAL.		
70,180	68,031	138,211	15,167 7,482 4,567	109,566	136,582	Gand	81
53,465	53,597	106,862	6,490 12,445	93,083	112,018	Alost	7
27,768	28,106	55,874	9,129	47,485	56,612	Audenarde.	3
136,616	139,577	276,193	3,507 112,810	169,422	285,739	Lokeren	6
58,134	59,494	117,628	16,411 20,088	80,662	117,161	Ninove	2
48,630	48,218	96,848	8,676	90,044	98,720	Saint-Nicolas	7
394,793	396,823	791,616	216,572	590,260	806,832	Termonde	12
						118	
47,129	46,530	93,679	8,869 3,176 6,538	86,273	98,311		
66,724	64,361	131,085	3,108 3,119 4,911	102,908	120,584		
79,991	79,171	159,162	23,165 2,152	125,509	150,626		
48,514	48,035	96,549	4,720 3,745 4,975	71,849	94,772	Mons	22
2,763	42,946	85,709	2,829 6,645 2,186			Ath	1
5,409	74,203	149,612	5,479 3,254 4,226	68,271	83,416	Charleroy	21
			2,191 5,935 7,705	102,502	144,899	Leuze	5
			26,568			Tournay.	65
0,530	555,266	715,796	135,496	557,112	692,608	114	

PROVINCES.	ARRONDISSEMENTS ADMINISTRATIFS.	VILLES.	POPULATION AU					
			DANS LES VILLES.			DANS LES CAMPAGNES.		
			Masculins.	Féminins.	TOTAL.	Masculins.	Féminins.	TOTAL.
Liège	Huy	Huy	4,216	4,655	8,871	33,113	33,319	66,432
		Stavelot	1,913	1,989	3,902			
	Liège	Liège	37,125	38,836	75,961	74,058	70,693	144,751
		Visé	1,191	1,218	2,409			
	Verviers . . .	Herve	1,778	1,857	3,635	35,323	36,114	71,437
		Limbourg	850	913	1,763			
Limbourg	Waremmes . . .	Verviers	11,202	12,126	23,328	25,100	25,034	50,134
		"	"	"	"			
	Hasselt	Hasselt	4,881	4,732	9,613	29,724	27,482	57,206
		S ^t -Trond	5,705	5,508	11,013			
		Maeseyck	2,089	2,267	4,356			
		Tongres	3,011	3,360	6,371			
			15,686	15,667	31,353	79,106	75,454	154,560
Luxembourg	Arlon	Arlon	2,855	2,558	5,413	10,552	10,737	21,289
		Bastogne	1,222	1,267	2,489			
	Bastogne	Houffalize	505	582	1,087	14,975	14,415	29,390
		Durbuy	182	185	367			
	Marche	Laroche	684	713	1,397	16,983	16,984	33,967
		Marche	940	992	1,932			
	Neufchâteau . .	Bouillon	1,503	1,374	2,876	20,018	19,907	39,925
		Neufchâteau . .	851	906	1,757			
	Virton	S ^t -Hubert	1,287	986	2,273	19,121	20,056	39,177
		Chiny	553	571	1,124			
Namur			914	1,019	1,933	81,049	82,097	163,146
	Dinant	Dinant	3,318	2,983	6,301	32,421	31,783	64,204
		Andenne	2,499	2,644	5,143			
		Fosse	1,581	1,610	3,191			
		Namur	10,627	11,591	22,218			
	Philippeville . .	Philippeville . .	753	751	1,504	25,870	24,761	50,631
			18,778	19,579	38,357	115,308	111,863	227,171

OCTOBRE 1846			POPULATION constatée			NOMBRE De personnes étrangères au royaume, et qui étaient de passage, le 15 octobre 1846, dans les chefs- lieux de province et dans les localités les plus im- portantes.
DANS LES VILLES ET LES CAMPAGNES réunies.			PAR LE MOUVEMENT DE L'ÉTAT CIVIL, AU 31 DÉCEMBRE 1845.			
Masculins.	Féminins.	TOTAL.	VILLES.	CAMPAGNES.	EN GÉNÉRAL.	
59,942	59,965	79,205	{ 8,469 5,998 }	{ 65,597 }	78,064	Liège 99 Huy. 4 Verviers 74 Spa 85
112,574	110,747	223,121	{ 77,587 2,145 }	{ 130,495 }	210,223	
49,133	50,990	100,145	{ 3,504 1,704 }	{ 72,571 }	99,962	
25,100	25,054	50,154	{ 22,183 " }	{ 49,828 }	49,828	
25,869	226,734	452,603	119,588	318,489	438,077	
40,510	57,522	77,832	{ 9,422 9,485 }	{ 56,365 }	75,272	Hasselt 3 St-Trond 25 Tongres 11
18,581	18,412	36,993	{ 4,267 6,501 }	{ 31,549 }	35,816	
55,901	55,187	71,088		63,559	69,800	
94,792	91,121	185,913	29,475	151,475	180,948	37
13,407	13,295	26,702	{ 5,531 2,357 }	{ 21,573 }	26,904	Arlon 12 Virton 6
16,702	16,262	32,964	{ 1,156 312 }	{ 28,446 }	31,959	
18,789	18,874	37,663	{ 1,380 1,990 }	{ 35,730 }	37,412	
5,658	23,175	46,831	{ 2,882 1,704 }	{ 39,538 }	46,058	
0,588	21,646	42,234	{ 1,954 1,147 }	{ 39,589 }	42,704	
3,144	93,250	186,394	{ 1,968 }		185,017	18
5,739	34,766	70,505	{ 6,988 5,112 }	{ 61,555 }	68,543	Dinant 7 Namur 31
9,624	71,166	140,790	{ 5,195 24,562 }	{ 106,884 }	139,553	
3,623	25,512	52,135	{ 1,504 }	{ 49,213 }	50,517	
1,986	131,444	263,430	40,961	217,652	258,613	38

RÉCAPIT

PROVINCES.	POPULATION AU					
	DANS LES VILLES.			DANS LES CAMPAGNES.		
	Masculins.	Féminins.	TOTAL.	Masculins.	Féminins.	TOTAL.
Anvers.	70,698	75,927	146,625	132,548	127,185	259,733
Brabant	95,194	102,468	197,662	247,485	245,402	492,887
Flandre occidentale.	86,140	98,255	184,395	229,392	228,873	458,265
Flandre orientale	101,390	107,129	208,519	293,405	289,694	583,100
Hainaut	71,027	71,959	142,986	289,503	283,307	572,810
Liège	58,275	61,574	119,849	167,594	165,160	332,754
Limbourg.	15,686	15,667	31,353	79,106	75,454	154,560
Luxembourg.	11,495	11,153	22,648	81,649	82,097	163,746
Namur.	18,778	19,579	38,357	113,208	111,865	225,073
LE ROYAUME.	528,683	563,711	1,092,394	1,633,888	1,609,037	3,242,925

ATION.

OCTOBRE 1846.			POPULATION constatée			NOMBRE	
DES VILLES ET LES CAMPAGNES réunies.			PAR LE MOUVEMENT DE L'ÉTAT CIVIL, AU 31 DÉCEMBRE 1845.			De personnes étrangères au royaume et qui étaient de passage, le 15 octobre 1846, dans les chefs- lieux de province et dans les localités les plus im- portantes.	
Hommes.	Féminins.	TOTAL.	VILLES.	CAMPAGNES.	EN GÉNÉRAL.		
95,246	203,112	406,358	145,313	252,550	395,852	.	2,585
42,679	547,870	690,549	184,781	491,625	676,406	.	322
75,532	327,128	642,660	185,252	478,957	664,209	.	59
94,793	396,823	791,616	216,572	590,260	806,832	.	118
60,530	355,266	715,796	135,496	557,112	692,608	.	114
25,860	226,734	452,603	119,588	318,489	438,077	.	260
44,792	91,121	185,913	29,475	151,473	180,948	.	37
35,144	93,250	186,394	22,141	162,876	185,017	.	18
51,986	131,444	263,430	40,961	217,652	258,613	.	38
12,571	2,172,748	4,535,319	1,077,579	3,220,983	4,298,562	.	3,351

XIX. 12 février 1847. — Circulaire à MM. les Gouverneurs. — Surveillance à exercer sur la tenue des registres de population et sur la formation des tableaux de dépouillement de l'état civil.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

L'arrêté royal du 30 juin 1846 a ordonné la tenue de registres de population, basés sur les résultats du recensement général.

La tenue permanente de registres de population dans toutes les communes du royaume, constitue, pour la plupart d'entre elles qui en étaient dépourvues jusqu'à présent, un service nouveau dont vous appréciez toute l'importance : c'est, en effet, à l'aide de ces registres que le Gouvernement, tout en constatant d'une manière exacte le mouvement annuel de la population de chaque commune, pourra régulariser enfin l'application uniforme des principes consacrés, en matière de domicile, par les articles 102 et suivants du Code civil.

Toutefois, il ne suffit pas, Monsieur le Gouverneur, d'avoir établi ce service; il faut encore en assurer l'exactitude et la régularité par tous les moyens dont l'administration dispose.

Parmi les mesures déjà prescrites, je citerai particulièrement les règlements de police que les administrations communales ont dû arrêter ou reviser, conformément à l'instruction annexée à l'arrêté royal du 30 juin. Je rappellerai également à votre souvenir la disposition de cette instruction, qui a chargé les commissaires d'arrondissement de la vérification des registres de population des communes soumises à leur juridiction.

Il est, Monsieur le Gouverneur, une autre mesure que je sou mets à votre appréciation : elle consiste à placer les registres de population dans les attributions du membre du collège échevinal qui est chargé de l'état civil. Ainsi réunis, les deux services se contrôleront mutuellement, et il en résultera nécessairement plus de garantie d'exactitude que s'ils étaient placés sous deux directions différentes.

Je vous engage aussi, Monsieur le Gouverneur, à ne pas perdre de vue le service de surveillance que le Gouvernement a voulu organiser, en chargeant les commissaires d'arrondissement de la vérification des registres; c'est surtout dans la première année que cette surveillance est nécessaire, et pour la rendre plus efficace encore, j'ai invité le Président et le Secrétaire de la Commission centrale de statistique à étendre aux registres de population, ainsi qu'aux tableaux de dépouillement de l'état civil, l'inspection générale qu'ils continuent de faire à l'occasion des opérations du recensement.

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de porter le contenu de la présente à la connaissance de MM. les commissaires d'arrondissement et des bourgmestres des communes urbaines et rurales de votre province.

Le Ministre de l'intérieur,

COMTE DE THEUX.

OUVRAGES PRÉSENTÉS.

De la part du Ministère de l'intérieur :

Statistique de la Belgique. Population. Mouvement de l'état civil pendant l'année 1845. Publié par le Ministre de l'intérieur. Bruxelles, octobre 1846; 1 vol. in-4°.

Bulletin du musée de l'industrie, publié par J.-B.-A.-M. Jobard. Tomes VII, VIII, IX, X et XI. Bruxelles, 1845-1847; 5 vol. gr. in-8°.

Recueil des dispositions relatives au recensement général du 15 octobre 1846 (extrait du *Moniteur belge*); in-4°.

Exposés de la situation administrative des provinces. Années 1846 et 1847; 18 vol. in-8°.

Rapports de MM. les commissaires d'arrondissement de la Flandre occidentale, sur l'état de leur arrondissement en 1845. Bruges; 1 vol. in-8°.

Procès-verbaux des séances des conseils provinciaux, session de 1846; 9 vol. in-8°.

Discussion de la proposition faite au conseil provincial du Luxembourg, tendant à rendre les assurances contre les risques d'incendie obligatoires pour tous les habitants, et d'en confier le monopole au Gouvernement. Arlon; broch. in-8°.

Bulletin du conseil supérieur d'agriculture. Tome I. Bruxelles, 1847; 1 vol. in-4°.

Analyse des documents relatifs au défrichement des bruyères de la Belgique; in-fol.

Handboek voor den landbouwer, vooral geschikt om in de dorpscholen gebruikt te worden, door M. L. Moll. Uit het fransch vertaald volgens de 3^{de} uitgave door Felix Vandesande. Bruxelles, 1846; 1 vol. in-12.

La Belgique dans ses rapports avec la France et l'Allemagne relativement à l'adoption des droits différentiels par le Zollverein. Traduit de l'allemand de Gustave Höfken. Bruxelles, 1846; 1 vol. in-8°.

Enquête sur la condition des classes ouvrières et sur le travail des enfants. Publié par le Ministère de l'intérieur. Tomes II et III. Bruxelles, 1846; 2 vol. in-8°.

Industrie linière. — Mesures en faveur de la population ouvrière dans les Flandres et dans le Hainaut; emploi et destination des subsides (extrait du *Moniteur*). Bruxelles, 1846; in-4°.

Notices sur les moyens de soulager les classes ouvrières et spécialement sur les institutions qui ont pour objet la distribution et la vente des comestibles et d'objets de première nécessité. Bruxelles, 1847; broch. in-8°.

Documents relatifs à la tarification du pain et de la viande de boucherie, et à l'exercice des professions de boulanger et de boucher (extrait du *Moniteur* du 3 décembre 1846, n° 337). Bruxelles; in-4°.

Annales des universités de Belgique, ou recueil contenant les lois, arrêtés et règlements relatifs à l'enseignement supérieur, les mémoires couronnés aux concours universitaires, et d'autres documents académiques. Années 1843, 1844 et 1845. Bruxelles; 3 vol. gr. in-8°.

Rapport triennal sur l'instruction primaire, présenté aux Chambres législatives, le 20 novembre 1846, par M. le comte de Theux, Ministre de l'intérieur, I^{re} et II^e partie. Bruxelles, 1847; 2 vol. gr. in-8°.

Dissentiment entre les membres du cabinet sur la question de l'enseignement moyen. Bruxelles, 1846; broch. in-8°.

Histoire de la langue et de la littérature provençales, et de leur influence sur l'Espagne, ainsi que sur une partie de l'Italie durant les XI^e et XII^e siècles, par A. de Closset (mémoire qui a obtenu, au concours universitaire de 1843-1844, une mention fort honorable). Bruxelles, 1845; in-8°.

Catalogue des accroissements de la bibliothèque royale, en livres imprimés, en cartes, estampes et en manuscrits. Sixième et septième parties (années 1844 et 1845); in-8°.

Almanach royal officiel de Belgique. Septième année, 1846-1847. Bruxelles, août 1846; 1 vol. in-8°.

Annuaire de l'observatoire royal de Bruxelles, pour 1847, par A. Quetelet. Bruxelles, 1846; 1 vol. in-18.

Loi sur la comptabilité de l'État. Bruxelles, 1846; broch. in-8°.

Recueil des documents et des discussions de la loi sur la comptabilité de l'État. Bruxelles, 1847; 1 vol. grand in-8°.

Recueil des documents et des discussions de la loi sur l'organisation de la cour des comptes. Bruxelles, 1847; 1 vol. in-8°.

Situation financière de la Belgique (juillet 1847). *Impôts. — Recettes et dépenses. — Dette flottante. — Dette constituée* (extrait du *Moniteur* du 25 juillet 1847); broch. in-8°.

Recueil des dispositions relatives à l'exposition des produits de l'industrie nationale de 1847 (extrait du *Moniteur*); in-8°.

Nouvel atlas administratif, commercial, maritime et judiciaire de la Belgique. Bruxelles, 1846; in-plano.

De la part de l'administration communale d'Anvers :

Rapport sur l'administration et la situation des affaires de la ville d'Anvers pour l'année 1845; in-8°.

De la part de l'administration communale de Bruges :

Règlement général de police de la ville de Bruges. Bruges, 1 vol. in-8°.

De la part de l'administration communale d'Ypres :

Rapport sur l'administration et l'état des affaires de la ville d'Ypres, pour l'année 1846. Ypres, 1846; in-8°.

De la part de l'administration communale de Menin :

Règlement général de police de la ville de Menin; broch. in-8°.

De la part du Ministère de la justice :

Moniteur belge du 1^{er} janvier 1846 au 30 juillet 1847; 3 vol. in-4°.

Annales parlementaires de Belgique, session de 1845-1846 et de 1846-1847; 2 vol. in-4°.

Recueil des lois et arrêtés royaux de Belgique, années 1846 et 1847; 2 vol. in-8°.

Compte de l'administration de la justice civile en Belgique, pendant les années judiciaires 1839-1840, 1840-1841, 1841-1842 et 1842-1843, présenté au Roi par le Ministre de la justice. Bruxelles, 1845; 1 vol. in-4°.

De la part du Ministère des finances :

Statistique de la Belgique. Tableau général du commerce de la Belgique avec les pays étrangers, pendant l'année 1845, publié par le Ministre des finances. Bruxelles, octobre 1846; 1 vol. in-4°.

Tableau mensuel des importations et des exportations pendant l'année 1846 et les sept premiers mois de 1847 (extrait du *Moniteur*); in-4°.

De la part du Ministère des travaux publics :

Statistique des mines, usines minéralurgiques et machines à vapeur, années 1839 à 1844. Comptendu publié par le Ministre des travaux publics. Bruxelles, 1846; 1 vol. in-4°.

Carte des routes existantes avant 1795, exécutées depuis, sous les régimes français et néerlandais, et par le Gouvernement belge, jusqu'à 1846. Bruxelles, 1846.

De la part de la Commission des Annales :

Annales des travaux publics de Belgique. Tomes IV et V. Bruxelles, 1846 et 1847; 2 vol. in-8°.

Par M. l'ingénieur Belpaire :

Cartes du mouvement des transports en Belgique, dressées sur des données officielles du département des travaux publics, par M. Alph. Belpaire. Nos 1 et 2. Années 1834 et 1844.

Par M. le bourgmestre de Termonde :

Examen de la question du chemin de fer direct de Bruxelles à Gand, par Aug. Delaveleye, ingénieur civil. Bruxelles, 1846; broch. in-8°.

De la part de la Commission administrative de la caisse de prévoyance des ouvriers mineurs de l'arrondissement de Mons :

Compte-rendu des opérations de la caisse de prévoyance établie à Mons, en faveur des ouvriers mineurs. Années 1845 et 1846; in-fol.

De la part de la Commission de la caisse d'épargne de la Banque de Belgique :

Rapports de la commission permanente sur la situation de la caisse d'épargne de la banque de Belgique, au 31 décembre 1845 et au 31 décembre 1846; in-4°.

De la part du Comité de l'association pour la liberté commerciale :

Règlement de l'association belge pour la liberté commerciale. Bruxelles, 1846; in-8°.

Compte-rendu des séances publiques de l'association belge pour la liberté commerciale, tenues le 11 et le 28 octobre, le 5 décembre 1846, le 22 janvier et le 27 mars 1847. Broch. in-8°.

De la part de la Questure de la Chambre des Représentants :

Recueil des pièces imprimées par ordre de la Chambre des Représentants; sessions de 1845-1846 et de 1846-1847; in-4°.

De la part de la Questure du Sénat :

Recueil des pièces imprimées par ordre du Sénat; sessions de 1845-1846 et de 1846-1847; in-4°.

De la part de l'Académie royale de Belgique :

Nouveaux mémoires de l'Académie royale des sciences et belles-lettres de Bruxelles. Tome XIX. Bruxelles, 1845; 1 vol. in-4°.

Mémoires de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique. Tome XX. Brux., 1847; 1 vol. in-4°.

Mémoires couronnés et mémoires des savants étrangers, publiés par la même Académie. Tomes XIX, XX et XXI; 4 vol. in-4°.

Bulletins de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique. Tome XIII, et 1^{re} partie du tome XIV; 3 vol. in-8°.

Annuaire de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, pour les années 1846 et 1847; 2 vol. in-18.

De la part de la Commission royale d'histoire :

Comptes-rendus des séances de la Commission royale d'histoire, ou recueil de ses bulletins. Tome XI, n° 1. Bruxelles; in-8°.

Relation des troubles de Gand sous Charles-Quint, publiée par M. Gachard. Bruxelles, 1846; 1 vol. in-4°.

Par M. Quetelet :

Annales de l'observatoire royal de Bruxelles, publiées aux frais de l'État, par le directeur A. Quetelet. Tome V. Bruxelles, 1846; 1 vol. in-4°.

Sur le climat de la Belgique. Phénomènes périodiques des plantes, par A. Quetelet. Bruxelles, 1846; in-4°.

Observations des phénomènes périodiques (extrait du tome XX des *Mémoires de l'Académie royale de Belgique*); in-4°.

Rapport adressé à M. le Ministre de l'intérieur sur l'état et les travaux de l'observatoire royal de Bruxelles, pendant l'année 1846, par M. Quetelet; in-8°.

Sur les anciens recensements de la population belge, par M. A. Quetelet (extrait du tome III du *Bulletin de la commission centrale*); in-4°.

De l'influence du libre arbitre de l'homme sur les faits sociaux, et particulièrement sur le nombre des mariages, par M. Quetelet (extrait du tome III du *Bulletin de la commission centrale*); in-4°.

Proportions extraordinaires de l'homme. Statistique morale, par M. Quetelet (extrait du tome XIV des *Bulletins de l'Académie royale de Belgique*); in-8°.

De la part de la Rédaction de la *Belgique judiciaire* :

La Belgique judiciaire, gazette des tribunaux belges et étrangers. Année 1845-1846. Bruxelles; 1 vol. in-4°, et les numéros parus de janvier à août 1847.

Par M. Félix Van Hulst :

La Revue de Liège. Tomes V, VI et VII. Liège; 3 vol. in-8°.

Par M. l'abbé Carton :

Annales de la société d'émulation pour l'étude de l'histoire et des antiquités de la Flandre. Tome III, 2^e série, n^{os} 2 et 3; et tome IV, n^{os} 3 et 4. Bruges; in-8°.

Par M. Heuvelmans :

De twee reizigers, of verhalen van historische en plaatselyke geschiedenissen uit de XVI^e en XVII^e eeuw, door P.-J. Heuvelmans. Turnhout, 1843; 1 vol. in-18.

Lotgevallen van eenen turnhoutschen jager, in de XVI^e eeuw, door P.-J. Heuvelmans. Turnhout, 1843; 1 vol. in-18.

Kronyk der stad en vryheid Turnhout. V^e Kapittel. Gebeurtenissen tydens de regering van de aertshertogen Albertus en Isabella (1596-1621), door P.-J. Heuvelmans. Turnhout; 1844; 1 vol. in-18.

Par M. le chanoine de Ram :

Annuaire de l'université catholique de Louvain pour les années 1837, 1838, 1840, 1841, 1842, 1843, 1845 et 1847. Louvain; 8 vol. in-18.

Par M. Duprez, professeur à l'université de Gand :

Résumé des observations météorologiques faites à Gand, en 1845, par M. Duprez (extrait du tome XIX des *Mémoires de l'Académie royale de Belgique*) ; in-4°.

Par M. Eug. de Kerckhove :

Situation et avenir. Simples réflexions historiques et politiques, par M. Eug. de Kerckhove. Anvers, 1846 ; in-8°.

De la part de l'Académie royale de médecine :

Mémoires de l'Académie royale de médecine de Belgique (premier fascicule du tome I^{er}). Bruxelles, 1846 ; 1 vol. in-4°.

Bulletin de l'Académie royale de médecine de Belgique. Tome V (année 1845-1846) et livraisons 2 à 6 du tome VI (année 1846-1847) ; in-8°.

Procès-verbaux de l'Académie royale de médecine de Belgique. Années 1843-1844 et 1844-1845. Bruxelles ; in-8°.

Catalogue des livres de la bibliothèque de l'Académie royale de médecine de Belgique. Bruxelles, 1846 ; in-8°.

Par M. le docteur Sauveur :

Compte-rendu des travaux de l'Académie royale de médecine de Belgique, pour l'année 1844-1845, par M. le docteur D. Sauveur ; in-8°.

De la part de la Société des sciences médicales et naturelles de Bruxelles :

Journal de médecine, de chirurgie et de pharmacologie, publié par la société des sciences médicales et naturelles de Bruxelles. Année 1846 ; 1 vol. in-8°, et les cahiers de janvier à septembre 1847.

De la part de la Société de médecine de Gand :

Annales et bulletin de la société de médecine de Gand. Année 1846 ; 2 vol. in-8°, et les livraisons de janvier à août 1847.

De la part de la Société médico-chirurgicale de Bruges :

Annales de la société médico-chirurgicale de Bruges. Tome VII (année 1846) et livraisons 1 et 2 du tome VIII (année 1847) ; in-8°.

De la part de la Société de médecine d'Anvers :

Annales de la société de médecine d'Anvers. Année 1846, et livraisons de janvier à septembre 1847 ; in-8°.

De la part de la Société de médecine pratique de la province d'Anvers :

Annales de la société de médecine pratique de la province d'Anvers, établie à Willebroeck. Années 1844, 1845 et 1846. Boom; 2 vol. in-8° et les livraisons de janvier à août 1847.

Règlement de la société de médecine pratique de la province d'Anvers. Bruxelles, 1842; in-8°.

Discours prononcés à la séance générale du 12 juillet 1842, et à celle du 26 juillet 1843, de la société de médecine pratique établie à Willebroeck. Bruxelles; broch. in-8°.

Rapport sur l'état sanitaire de la prison des détenus correctionnels à Hemiksem près d'Anvers. Septembre 1845; broch. in-8°.

De la part de la Rédaction de la *Gazette médicale belge* :

Gazette médicale belge, journal hebdomadaire de littérature, de critique et de nouvelles médicales, rédigé par les docteurs Van Meerbeeck et Van Swygenhoven. Année 1846. Bruxelles; 1 vol. in-fol., et les numéros parus de janvier à août 1847.

Annuaire du corps médical belge, rédigé d'après des documents officiels et des renseignements particuliers, par les docteurs Van Meerbeeck et Van Swygenhoven. Années 1846 et 1847. Brux.; 2 vol. in-18.

De la part du Conseil de salubrité publique de Liège :

Annales du conseil de salubrité publique de la province de Liège. Tome II. Liège, 1845; 1 vol. in-8°.

Par MM. les docteurs Mareska et Heyman :

Enquête sur le travail et la condition physique et morale des ouvriers employés dans les manufactures de coton, à Gand, par MM. J. Mareska et J. Heyman. Gand, 1845; 1 vol. in-8°.

Par M. le docteur Dieudonné :

Mémoire sur la condition des classes ouvrières et sur le travail des enfants, par le docteur Dieudonné. Bruxelles, 1846; 1 vol. in-8°.

Par M. le docteur Cunier :

Recherches statistiques sur la nature et les causes des maladies oculaires observées en Belgique, et en particulier dans la province de Brabant. Rapport adressé à M. Liedts, gouverneur du Brabant, par le docteur Florent Cunier. Bruxelles et Leipzig, 1847; 1 vol. in-8°.

Par M. le docteur Broeckx :

Un mot sur la période érudite de la médecine en Belgique, par C. Broeckx (extrait du tome VI des *Annales de la société des sciences médicales et naturelles de Malines*); in-8°.

1832, 1833 et 1834, présenté au Roi par M. le garde-des-sceaux. Paris, mars, 1835; in-4°.

Analyse des vœux des conseils généraux de département sur divers objets d'administration et d'utilité publique, soit locale, soit générale, sessions de 1832, 1833, 1834, 1836, 1838, 1839, 1840 et 1844; in-4°.

De la part du Ministère de la justice de France :

Compte général de l'administration de la justice civile et commerciale en France, pendant l'année 1844. Paris, 1846; 1 vol. in-4°.

Compte général de l'administration de la justice criminelle en France, pendant l'année 1844. Paris, 1846; 1 vol. in-4°.

De la part du Ministère de l'agriculture et du commerce de France :

Tableau décennal du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères, publié par l'administration des douanes (1827 à 1836). Première et deuxième parties. Paris, 1838; 2 vol. in-4°.

Tableau général du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères, pendant les années 1831 à 1844. Paris, 14 vol. in-4°.

Tableau général des mouvements du cabotage, pendant les années 1837 à 1843. Paris, 7 vol. in-4°.

Documents sur le commerce extérieur, publiés de 1829 à 1839, par le Ministère du commerce (1^{re} série des Avis divers); in-8°.

Enquête sur les sucres, publiée en 1829, par le Ministère du commerce et des manufactures. Paris; 1 vol. in-4°.

Enquête sur les fers, publiée en 1829, par le Ministère du commerce et des manufactures. Paris; 1 vol. in-4°.

Enquête relative à diverses prohibitions établies à l'entrée des produits étrangers, publiée par le Ministère du commerce. Paris, 1835; 3 vol. in-4°.

Enquête sur les fils et tissus de lin et de chanvre, publiée par le Ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce. Paris, 1838; 1 vol. in-4°.

Archives statistiques du Ministère des travaux publics, de l'agriculture et du commerce. Paris, 1837; 1 vol. in-4°.

Procès-verbaux des conseils généraux de l'agriculture, des manufactures et du commerce, sessions de 1837-1838, de 1841-1842 et de 1845-1846. Paris, 5 vol. in-4°.

Rapports au Roi sur les caisses d'épargne, pour les années 1836, 1838, 1839, 1840 et 1842. Paris; 5 vol. in-4°.

De la part du Ministère de la marine et des colonies de France :

Rapport sur les questions coloniales, adressé à M. le duc de Broglie, président de la commission coloniale, à la suite d'un voyage fait aux Antilles et aux Guyanes pendant les années 1838 et 1839, par M. Jules Lechevalier, publié par ordre de S. Exc. l'amiral baron de Mackau, Ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies. Tomes I et II. Paris, 1843 et 1844; 2 vol. in-fol.

Par M. Grélerin, conseiller d'état, directeur général de l'administration des douanes de France :

Tableau général du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères, pendant l'année 1845. Paris, 1846; 1 vol. in-4°.

Tableau général des mouvements du cabotage, pendant les années 1844 et 1845; 2 vol. in-4°.

Collection des états du commerce de la France, de 1818 à 1850 inclusivement. Publié par l'administration des douanes; in-4°.

Tarif officiel des douanes de France, publié par les soins de l'administration. Paris, 1844; 1 vol. in-4°.

Supplément au tarif officiel des douanes de France. Paris, juin 1845; in-4°.

Par M. Benoiston de Châteauneuf :

De la durée de la vie humaine dans plusieurs des principaux états de l'Europe, et du plus ou moins de longévité de leurs habitants, par M. Benoiston de Châteauneuf (extrait des *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*. Tome XXXVI, 2^e partie); in-8°.

Par M. Villermé :

Mouvement de la population sarde, pendant la période décennale de 1828 à 1837. — Rapport fait par M. Villermé à l'Académie des sciences morales et politiques sur le second volume des recherches statistiques de la commission supérieure de Turin (extrait du *Journal des économistes*); in-8°.

Par M. Chemin-Dupontès, chef du bureau des faits commerciaux au Ministère de l'agriculture et du commerce :

Pièces et documents relatifs au commerce avec la Chine et l'Inde. Paris, 1846; 1 vol. in-8°.

Manuel du négociant français, ou commerce de la Chine considéré au point de vue français, par M. C. de Montigny. Paris, 1846; 1 vol. in-8°.

Documents sur le commerce extérieur de la Belgique, de la France et de l'Angleterre, publiés par le Ministère de l'agriculture et du commerce de France; in-8°.

Par M. de Cheppe, maître des requêtes au conseil d'état, chef de la division des mines au Ministère des travaux publics :

Comptes-rendus des travaux des ingénieurs des mines pendant les années 1840, 1841, 1843 et 1844. Paris; 4 vol. in-4°.

Jurisprudence des mines, par M. de Cheppe (*Annales des mines*); in-8°.

Par M. Campan, secrétaire de la chambre de commerce de Bordeaux :

De l'union douanière avec la Belgique, et du renouvellement de la convention du 16 juillet 1842. Bordeaux, 1845; 1 vol. in-8°.

Comptes-rendus des assemblées générales de l'union vinicole tenues à Bordeaux en 1843, 1844 et 1845. Bordeaux; 3 broch. in-8°.

Lettre adressée à M. le baron Ch. Dupin, pair de France, membre de l'Institut, par le comité vinicole. Bordeaux, 1846; in-8°.

Compte-rendu des premiers travaux de l'association pour la liberté des échanges. Bordeaux, 1846; in-8°.

Progrès de la navigation commerciale d'Angleterre. Situation de la marine française. Publié par l'association pour la liberté des échanges. Bordeaux, 1846; broch. in-8°.

Collection de publications diverses de la chambre de commerce de Bordeaux, de l'an X à 1841. Bordeaux; in-4°.

Collection de publications diverses de la chambre de commerce de Bordeaux, de 1841 à 1843. Bordeaux; in-8°.

Budget ou état des recettes et dépenses de la ville de Bordeaux, pour l'année 1846. Bordeaux; in-4°.

Rapport fait par M. Troplong sur les modifications proposées par l'administration municipale aux règlement et tarif de l'octroi de Bordeaux. Bordeaux, 1843; in-4°.

De la part du bureau de statistique et topographique de Wurtemberg :

Württembergische Jahrbücher, herausgegeben von dem statistisch-topographischen Bureau. Année 1843. Stuttgart et Tubingue, 1845 et 1846; 2 vol. in-8°. Année 1844. Cahiers 1 et 2. Stuttgart et Tubingue, 1847; in-8°.

Württembergische Münz- und Medaillen-Kunde, von Christian Binder. Stuttgart, 1846; 1 vol. in-8°.

De la part de la société de statistique de Lubeck :

Tab. XII bis XXV über verschiedene statistische Gegenstände. Resultate der Volkszählung in der Stadt Lübeck und deren Gebiet am 1 September 1845; ein Heft welches eine weitere Ausführung der Tab. XVIII enthält.

Fortsetzung der von dem Zolldepartement Lübeck herausgegebenen Uebersichten; Local-Notizen Lubecks, dem dasigen Adressbuche vorangedruckt.

De la part de la société de géographie et de statistique de Darmstadt :

Beiträge zur Landes-, Volks- und Staatskunde des Grossherzogthums Hessen. Herausgegeben vom Vercine für Erdkunde und verwandte Wissenschaften zu Darmstadt. 1^{re} livraison. Darmstadt, 1847; in-8°.

Par M. Dieterici :

Die statistischen Tabellen des preussischen Staats nach der amtlichen Aufnahme des Jahres 1843, herausgegeben von W. Dieterici. Berlin, 1845; 1 vol. in-4°.

Par M. Frédéric Holst :

Om Antallet af Sindssvage, Blinde og Døvstumme i Norge i 1835. Ved professor Dr F. Holst; broch. in-8°.

Par M. le docteur Julius :

Jahrbücher der Gefängnissskunde und Besserungsanstalten, von Dr Julius. Tome VII. 2^e et 3^e livraisons. Darmstadt, 1845; in-8°.

Par M. le baron de Reden :

Das Königreich Hannover statistisch beschrieben, zunächst in Beziehung auf Landwirthschaft, Gewerbe und Handel. Von Freihern Fr. von Reden. 1^{re} und 2^e Abtheil. Hanovre, 1839; 2 vol. in-8°.

Das Kaiserreich Russland. Statistisch-geschichtliche Darstellung seiner Kultur-Verhältnisse, namentlich in landwirthschaftlicher, gewerblicher und kommerzieller Beziehung. Von Freihern Fried. Wilh. von Reden. Berlin, Posen und Bromberg, 1843; 1 vol. in-8°.

Allgemeine vergleichende Handels- und Gewerbs-Geographie und Statistik. Von Dr Freihern Fried.-Wilh. von Reden. Berlin, 1844; 1 vol. in-8°.

Vergleichende Kultur-Statistik der Grossmächte Europa's. Von Dr Freihern Fried.-Wilh. von Reden. Berlin, 1846; livraisons 1 à 3.

Denkschrift über die österreichische Gewerbe-Ausstellung in Wien 1845, von Dr Freihern von Reden; in-8°.

Amtlicher Bericht über die allgemeine deutsche Gewerbe-Ausstellung in Berlin 1844. Berlin, 1845; livraisons 1 à 10.

Zeitschrift des Vereins für deutsche Statistik, von Dr Freihern von Reden. 1^{re} et 2^e livraisons; janvier et février 1847. Berlin; in-8°.

Die Eisenbahnen Deutschlands, par le baron de Reden. Suppléments 2, 3, 4 et 5, avec la table alphabétique. Berlin, 1846 et 1847; in-8°.

Erwerbsmangel, Massen-Verarmung, Massen-Verderbniss, deren Ursachen und Heilmittel. Vortrag des Dr Freihern von Reden. Berlin, 1847; in-8°.

Par M. Ch. Ritter :

Monatsberichte über die Verhandlungen der Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin. Années 1845, 1844, 1845-1846. Berlin; 3 vol. in-8°.

Par M. Ch. Czoernig, directeur de la statistique administrative à Vienne :

Tafeln der Statistik der österreichischen Monarchie für das Jahr 1845, zusammengestellt von der kaiserl. königl. Direction der administrativen Statistik. Vienne, 1846; 1 vol. in-4°.

Par M. Fallati :

Gedanken über Mittel und Wege zu Hebung der practischen Statistik, mit besonderer Rücksicht auf Deutschland, par Fallati (extrait de *Zeitschrift für die gesammte Staatswissenschaft*); in-8°.

Ueber die Einrichtung statistischer Enqueten in England, Frankreich und Belgien, mit einer Schlussanwendung auf den deutschen Zoll-Verein, par Fallati (extrait de *Zeitschrift für die gesammte Staatswissenschaft*); in-8°.

De la part du Gouverneur du grand-duché de Luxembourg :

Exposé de la situation du grand-duché de Luxembourg, sous le rapport administratif, commercial et industriel, pour les années 1845 et 1846. Luxembourg; in-8°.

Compte-rendu des séances des états du grand-duché de Luxembourg; sessions de 1846 et de 1847. Luxembourg; 2 vol. in-8°.

Par M. D. Buddingh, à Delft :

Statistiek voor handel en nijverheid, door D. Buddingh. 1^{re} partie. Harlem, 1847; 1 vol. in-8°.

De la part du Gouvernement anglais :

Tables showing the number of criminal offenders in England and Wales, in the year 1845. Londres, 1846; in-8°.

Par M. Joseph Hume :

Number of persons taken into custody by the metropolitan police, and the results, in the year 1845; with comparative statements from the year 1831 to 1845 inclusive. Broch. in-8°.

De la part du Ministre de l'intérieur, président de la commission supérieure de statistique à Turin :

Quarta esposizione d'industria e di belle arti al real Valentino. Giudizio della regia camera di agricoltura e di commercio di Torino, etc., da Carlo-Ign. Giulio. Turin, 1845; 1 vol. in-8°.

Par M. le comte Petitti :

Delle strade ferrate italiane e del migliore ordinamento di essei, cinque discorsi di Carlo Petitti. Capoue, 1845; 1 vol. in-8°.

Cobden et la ligue, ou l'agitation anglaise pour la liberté du commerce, par M. Frédéric Bastiat (compte-rendu extrait des *Annales universelles de statistique*, par M. le comte Petitti); in-8°.

Articoli estratti degli annali universali di statistica, fascicolo di settembre 1846; in-8°.

Par M. l'ingénieur Potenti :

Catastrophe de Fampoux, croquis figuratif; in-fol.

Par M. Pascal Madoz :

Diccionario geografico e statistico historico de Espana y sus posesiones de oultramar, par Pascual Madoz. Madrid, 1846. Tomes I et II; 2 vol. in-4°.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

(Les chiffres, sans autre indication, renvoient aux pages de la seconde partie du volume, *Résumé des procès-verbaux.*)

A.

Actes officiels, p. 39 des *Mémoires et Communications*, et 121 des *Procès-verbaux*.

Agriculture (voy. *Statistique agricole*).

Aliénés (voy. *Sourds-muets*).

AMOULO. Statistique des monts-de-piété de Belgique, p. 157 des *Mémoires et Communications* et 63 des *Procès-verbaux*. — Vice-président de la commission de la province de Liège pour l'année 1846, 20.

ARRIVABENE (le comte). Vice-président de la commission du Brabant pour l'année 1846, 20.

Assurances contre l'incendie. Communication d'un vœu émis par le conseil provincial du Luxembourg; commissaires : MM. Quetelet, Stevens, Ducpetiaux, Putzeys et Heuschling, 48. — Projet de tarif par le sieur Van der Hoost, 62. — Motion relative à la création d'une commission spéciale au ministère des finances, 68. — Réponse du Ministre des finances, 75. — Décision de réclamer les documents publiés par M. le Ministre des finances, 85.

Autriche (organisation de la statistique en). Notice par M. Visschers, 58.

Aveugles (voy. *Sourds-muets*).

B.

BANPS. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale du Limbourg, 124.

BANFIELD, à Londres. Nommé correspondant, 44.

BELLEFROID. Rapport sur les observations présentées par M. Graves, concernant la statistique agricole, 82. — *Id.* sur la situation des subsistances, 107.

BELPAIRE. Nommé membre de la commission provinciale d'Anvers, en remplacement de M. de Marbaix, décédé, 125.

BENOIT. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale de Namur, 124.

BERTAUT. Motion relative au cadre des rapports sur la situation des communes, 43.

Bibliographie. Inventaire de documents concernant la province de Brabant; commissaire : M. Heuschling, 1. — *Id.* des provinces du Hainaut et du Luxembourg, 44. — *Id.* de la Flandre occidentale, 70. — Ouvrages présentés, 165.

BOSCH. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale de la Flandre orientale, 123.

BOWRING (le docteur), à Londres. Nommé correspondant, 44.

Bulletin de la Commission centrale. Observation sur un passage du rapport de la section centrale sur le budget de l'intérieur de 1846, 21. — Renouvellement du comité pour la publication du tome III : MM. Quetelet, Perrot, Visschers et Heuschling, 42.

C.

CASPER (le docteur), à Berlin. Nommé correspondant, 44.

Commerce extérieur (statistique du). Tableau concernant l'année 1844 et projet de rapport au Roi; commissaires : MM. Perrot, Partoes, Bertaut, Detournay et Heuschling, 2. — Rapport de M. Perrot, discussion et adoption, 6. — Communication de M. Detournay, relative à la publication de 1845, 47. — M. Bellefroid adjoint à la sous-commission, *ibid.* — Communication du tableau de la part du Ministre des finances, 48. — Rapport par M. Perrot, discussion et adoption, 49. — Publication du volume, 51.

COMMISSION CENTRALE DE STATISTIQUE. Proposition de M. Quetelet d'adresser au Ministre de l'intérieur un rapport sur les travaux de la Commission centrale et des com-

missions provinciales, 2. — Présentation du rapport par M. Heuschling, 19 et 87. — Avis préalable sur les demandes de renseignements faites aux autorités provinciales ou communales, 23 et 68. — Renouvellement partiel, 68 et 121.

COMMISSIONS PROVINCIALES DE STATISTIQUE. Candidats à des places vacantes dans les commissions du Luxembourg, 10 et 19; du Limbourg, 19 et 22. — Constitution des bureaux dans les neuf provinces pour l'année 1846, 20, 21, 23, 45. — Arrêté royal relatif au remplacement de deux membres dans la commission du Luxembourg, 44 et 121. — Propositions de remplacement de membres dans les commissions d'Anvers, 44; — de la Flandre orientale, 44 et 46; — du Limbourg, 44 et 51. — Proposition de candidats pour le second renouvellement partiel, 61. — Renouvellement partiel, 68 et 122, 75 et 125. — Constitution des bureaux d'Anvers, de Namur et du Limbourg pour l'année 1847, 76; — du Luxembourg, 77.

Procès-verbaux des séances :

Anvers, 22, 23, 45, 62, 76, 80.

Brabant, 22, 46, 61, 62.

Flandre occidentale, 22, 23, 45, 46, 61, 70, 77.

Flandre orientale, 22, 45, 46, 61, 70.

Hainaut, 22, 23, 46, 48.

Liège, 22, 41, 45, 46, 51, 61, 76.

Limbourg, 2, 22, 46, 51, 76.

Luxembourg, 22, 23, 46, 51, 64, 77.

Namur, 2, 22, 45, 48, 51, 65, 76.

Communes (nomenclature des). Tableau rectifié de la province de Namur; commissaires : MM. Trumper, Quetelet, Sauveur et Visschers, 1. — Documents d'après lesquels ont été formés les tableaux des provinces de Hainaut et de Namur, 2. — Tableaux rectifiés des arrondissements de Liège et de Huy, 10. — Documents d'après lesquels a été formé le tableau de la Flandre orientale, 12. — Tableau revisé du Limbourg et documents y relatifs, 20. — Tableau du Luxembourg, 22. — Rapport, par M. Trumper, sur les tableaux des communes des provinces de la Flandre orientale, de Hainaut et de Liège; discussion et adoption, 25. — Information du Gouverneur d'Anvers, 44. — Mémoire de M. Kreglinger, p. 209 des *Mémoires et communications* et 46 des *Procès-verbaux*. — Tableau rectifié de la province de Liège, 70. — Demande de M. le professeur Dumont, concernant le travail de nomenclature, 70. — Rapport, par M. Trumper, sur les tableaux des provinces d'Anvers, Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur; discussion et adoption, 76.

Communes (rapports annuels sur la situation des). Renouvellement, par M. Ducpetiaux, de la proposition de M. Perrot; commissaires : MM. Ducpetiaux, Stevens, Perrot, Trumper, Smits et Heuschling, 21. — Rapport par M. Ducpetiaux, 26; discussion et adoption, 42. — Demande par le Ministre de l'intérieur d'un tirage à part, 51. — Proposition de M. Faider relative au format, 62. — Rap-

port verbal par M. Stevens; commissaires : MM. Faider, Visschers, Detournay, Stevens, Perrot et Heuschling, 64. Rapport par M. Perrot, 65.

Congrès pénitentiaire. Délégation de deux membres (MM. Quetelet et Faider) pour faire partie du comité d'organisation, 77.

CORBISSIER. Vice-président de la commission du Hainaut pour l'année 1846, 20. — Nommé de nouveau membre de la commission provinciale du Hainaut, 124.

Criminologie (voy. *Justice civile et criminelle*).

CZERNIG, à Vienne. Nommé correspondant, 61.

D

DE BAILLET (le comte Ch.). Nommé membre de la commission provinciale d'Anvers, en remplacement de M. De Bie, décédé, 123.

DECHESNE. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale de Liège, 124.

DE CROESER (le vicomte). Vice-président de la commission de la Flandre occidentale pour l'année 1846, 20.

DE GERLACHE. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale de Namur, 124.

DELMANOL. Secrétaire de la commission de la province de Namur pour l'année 1846, 21. — *Id.* pour l'année 1847, 76.

DE MERSEMAN. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale de la Flandre occidentale, 123.

Denrées alimentaires (voy. *Subsistances*).

DE PARPE. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale de la Flandre orientale, 123.

DEROT. Secrétaire de la commission de la Flandre orientale pour 1846, 23.

DETOURNAY. Communication relative à la publication du tableau général du commerce, pour 1845, 47. — Nommé de nouveau membre de la Commission centrale, 68 et 122.

D'HARE DE POTTER. Vice-président de la commission de la Flandre orientale pour 1846, 23. — Nommé de nouveau membre de la commission, 123.

DIXDONNÉ (le docteur). Secrétaire de la commission du Brabant pour l'année 1846, 20. — Nommé de nouveau membre de la Commission, 123.

DUCKETIAUX. Proposition de faire des essais de recensement, 1. — *Id.* sur l'exécution du résumé des *Exposés des provinces*, 20. — *Id.* sur les améliorations à introduire dans les rapports annuels sur la situation des communes, 21. — Rapport sur cet objet, 26. — Lettre demandant la délégation de deux membres pour faire partie du comité d'organisation du prochain congrès pénitentiaire, 77.

DUJARDIN. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale de la Flandre occidentale, 123.

DUTREUX. Nommé membre de la commission provinciale

du Luxembourg, en remplacement de M. Van Caillie, 44, 121 et 124.

E.

Émigrations. Enquête dans le Luxembourg, 46.

État-civil (voy. *Population*).

Exposés de la situation administrative des provinces (voy. *Provinces*).

F.

FAIDER (Ch.). Rapport sur l'appendice du compte de la justice civile pendant les années 1839-40 à 1842-43, 10 et 51. — *Id.* sur la partie du plan général relatif à l'état politique, 62. — Proposition relative au format des rapports des députations permanentes et des collèges échevinaux, 62. — Rapport sur les causes locales de la criminalité, 65. — *Id.* sur la demande d'impression d'un mémoire sur la prostitution dans la ville d'Anvers, 77 et 80.

FALLATI. Demande d'un tirage à part des résumés du mouvement de l'état civil intéressant plus particulièrement les étrangers, 81.

FAUCONNIER. Secrétaire de la commission du Hainaut pour l'année 1846, 20.

FLETCHER (Joseph), à Londres. Nommé correspondant, 44.

FREDÉRIX. Nommé membre de la commission provinciale de Liège, en remplacement du colonel Schlim, 124.

G.

GAUTHIER. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale de Namur, 124.

Gendarmerie. Statistique des crimes et délits constatés pendant l'année 1845; commissaires : MM. Putzeys et Faider, 20.

GEOFFROY. Nommé membre de la commission provinciale du Luxembourg, en remplacement de M. Orban, 44 et 121.

GOETHALS. Secrétaire de la commission de la Flandre occidentale pour 1846, 20.

H.

HENNAU. Secrétaire de la commission de la province de Liège pour 1846, 20. — *Recherches sur les causes de la criminalité dans la province de Liège*, pag. 183 et suiv. des *Mémoires et communications* et 63 des *Procès-verbaux*. — Nommé de nouveau membre de la commission, 124.

HEUSCHLING (X.). Communication relative à une demande de crédit pour le recensement général, 1. — Rapport sur la

proposition de faire des essais de recensement, 7. — *Id.* sur les travaux de la Commission centrale et des commissions provinciales, 19. — Dépôt des tableaux de dépouillement du recensement de la population de Molenbeek-St-Jean, 21. — *Id.* de la statistique agricole et industrielle, 22. — Rapport sur l'essai de recensement de Molenbeek-St-Jean. p. 73 des *Mémoires et communications* et 40 des *Procès-verbaux*. — Présentation du manuscrit du mouvement de l'état civil en 1845, 41. — Rapport sur les mesures préparatoires du recensement général, *ibid.* — Motion relative à l'enquête sur la maladie des pommes de terre, 43. — Communication de diverses instructions relatives au recensement général, 47, 48, 51, 61, 63, 64. — Présentation de modèles de tableaux du mouvement de l'état civil en 1846, 61. — Projet de rapport au Ministre de l'intérieur, sur le relevé sommaire de la population, 65 et 152. — Dépôt des tableaux de dépouillement de la statistique agricole de l'arrondissement de Turnhout, 76. — *Id.* des arrondissements d'Anvers et de Malines, et des six arrondissements de la Flandre orientale, 81.

Hôpitaux et hospices (voy. *Statistique médicale*).

I.

Incendies (voy. *Assurances*).

Industrie (voy. *Statistique agricole et industrielle*).

J.

JACQUELART. Vice-président de la commission provinciale du Luxembourg pour l'année 1846, 43. — *Id.* pour l'année 1847, 77. — Nommé de nouveau membre de la commission, 124.

JAMINÉ. Vice-président de la commission du Limbourg pour l'année 1846, 20. — *Id.* pour l'année 1847, 76.

Justice civile et criminelle. Appendice du compte de l'administration de la justice civile, pendant les années 1839-43 et projet de rapport au Roi; commissaires : MM. Faider, Putzeys, Quetelet et Heuschling, 1. — Avis de la commission provinciale du Luxembourg sur les causes locales de la criminalité; commissaires : MM. Visschers, Quetelet, Trumper, Faider, Ducpetiaux, Sauveur, Smits, Perrot, Stevens et Heuschling, *ibid.* — Rapports de M. Faider sur l'appendice du compte de la justice civile; discussion et adoption, 10 et 51. — Publication de la 1^{re} partie du compte de la justice civile de 1839-1843, 190. — Rapport de la commission de la Flandre orientale sur les causes locales de la criminalité, 22. — Travail supplémentaire de la commission provinciale de Liège, 25. — Tableaux sur les faillites et la contrainte par corps, 48. — Rapport par M. Faider sur les causes locales de la criminalité; discussion et adoption, 65. — Mémoire de M. Hennaou sur les causes de la criminalité dans la province de

Liège, p. 183 des *Mémoires et communications*. — Rapport de la commission de la Flandre occidentale; commissaire : M. Faider, 70. — Lettre du Gouverneur d'Anvers, relative à un rapport sur la prostitution, envisagée comme cause de la criminalité; commissaire : M. Faider, 75. — Rapport par ce dernier; discussion et adoption, 77 et 80.

K.

KREGLINGER. Secrétaire de la commission de la province d'Anvers pour l'année 1846, 20. — Mémoire sur les noms des communes de la province d'Anvers, p. 209 des *Mémoires et Communications* et 46 des *Procès-verbaux*. — Secrétaire de la commission de la province d'Anvers pour l'année 1847, 76. — Nommé de nouveau membre de la commission provinciale, 123.

L.

LACOSTE. Nommé membre de la commission provinciale du Limbourg, en remplacement du capitaine Trumper, 124.

LANSOTTE. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale du Limbourg, 124.

Limbourg (Gouverneur du duché de). Tableaux manuscrits sur la population, 23.

LOBATTO (à La Haye). Nommé correspondant, 44.

M.

MADOZ (PASCAL) à Madrid. Nommé correspondant, 123.

MART. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale du Brabant, 123.

Mariages (Sur la statistique des), par M. Quetelet, p. 135 des *Mémoires et Communications* et 61 des *Procès-verbaux*.

MELSENS. Modifications proposées au bulletin de statistique agricole, 22. — Note y relative, 41 et 42.

Mémoires imprimés. Sur les anciens recensements de la population belge, par M. Quetelet, p. 1 des *Mémoires et Communications*. — *Rapport sur l'essai du recensement général fait à Molenbeek-St-Jean*, 75. — *De l'influence du libre arbitre de l'homme sur les faits sociaux, et particulièrement sur le nombre des mariages*, par M. Quetelet, 135. — *Statistique des monts-de-piété de Belgique*, par M. Arnould, 157. — *Recherches sur les causes de la criminalité dans la province de Liège*, par M. Hennau, 183. — *Mémoire historique et étymologique sur les noms des communes de la province d'Anvers*, par M. Kreglinger, 209. — *Statistique des sourds-muets et des aveugles de la Belgique, du duché de Limbourg et du grand-duché de Luxembourg*, par M. le docteur D. Sauveur, 305. — *Sur les octrois communaux de Belgique*; notice par M. Ed. Stevens, 375.

Métres (statistique de la). Commissaires : MM. Trumper, Quetelet et Sauveur, 19. — Documents relatifs aux provinces d'Anvers, 19, 23 et 70; de la Flandre orientale, 19 et 41; de Hainaut, 19, 20 et 23; de Liège, de Limbourg et de Luxembourg, 19 et 23; de Namur, 22 et 23 et de la Flandre occidentale, 70.

Mines et usines (statistique des). Rapport, par M. Visschers, sur les nouveaux modèles de tableaux; discussion et adoption, 12.

Molenbeek-St-Jean. Rapport sur le recensement fait dans cette commune, p. 75 des *Mémoires et Communications* et 40 des *Procès-verbaux* (voy. *Recensement général*).

Monts-de-Piété (statistique des), par M. Arnould, p. 157 des *Mémoires et Communications* et 63 des *Procès-verbaux*.

Mort-nés. Avis de la commission provinciale du Luxembourg; mêmes commissaires qu'au mouvement de l'état civil, plus M. Putzeys, 12.

Morts violentes. Note de M. Varrentrapp, 25.

Mouvement de l'état civil (voy. *Population*).

N.

NOTREMS. Secrétaire de la commission provinciale du Luxembourg pour l'année 1846, 45. — *Id.* pour l'année 1847, 77.

Noyés (voy. *Morts violentes*).

Numérotage des maisons. Question soumise par le Gouverneur du Hainaut; mêmes commissaires qu'au *Recensement général*, 1. — Rapport de M. Visschers; discussion et adoption, 7.

O.

Octrois communaux. Publication du rapport de M. le Ministre de l'intérieur; dépôt, par M. Stevens d'un exemplaire sur le bureau, 19. — Mémoire de M. St-Non, p. 375 des *Mémoires et Communications* et 76 des *Procès-verbaux*.

OOSTENDORP. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale d'Anvers, 123.

OSIANDER (à Stuttgart). Nommé correspondant, 44. — Notification de son décès, 81.

Ouvrages présentés, 165.

P.

PERRON. Rapport sur la statistique du commerce extérieur en 1844, 6. — Rapport sur une proposition relative à l'exécution du résumé des *Exposés des provinces*, 19. — Rapport sur la statistique du commerce extérieur en 1845, 49. — *Id.* sur une proposition d'uniformité de format, 65. — Note sur le classement des matières suivi dans les *Exposés* de 1846, 67. — Rapport sur des observa-

tions du Gouverneur de la Flandre occidentale, relatives au cadre des *Exposés*, 80 et 81.

PIÉRON. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale d'Anvers, 123.

PITON-QUARRÉ. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale du Hainaut, 124.

Plan (voy. *Statistique générale*).

POLAIN. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale de Liège, 124.

Pommes de terre (maladie des). Commissaires : MM. Quetelet, Perrot, Bellefroid, Sauveur et Heuschling. — Résultats de l'enquête dans la province d'Anvers, 2, 23, 41 et 42; de Brabant, 18 et 40; de la Flandre occidentale, 10, 41 et 42; de la Flandre orientale, 10, 20, 22 et 23; de Hainaut, 20, 21 et 25; de Liège, 22, 23, 43 et 46; de Limbourg, 18 et 22; de Luxembourg, 20, 22, 25, 40, 41 et 42; de Namur, 21, 22 et 25. — Projets de rapports au Ministre de l'intérieur; discussion et adoption, 40, 42, 43 et 94. — Motion de M. Heuschling, 43.

PONCELET (H.). Vice-président de la commission de la province de Namur pour l'année 1846, 21. — *Id.* pour l'année 1847, 76.

PONCELET (J.-B.). Nommé de nouveau membre de la commission provinciale du Luxembourg, 124.

Population. Sur les anciens recensements, par M. Quetelet, p. 1 des *Mémoires et Communications*. — Mode de publication des résultats du recensement, 75. — Mesure de surveillance pour la tenue des registres de population et du mouvement de l'état civil, 77 et 164. — Demande de renseignements, par M. Van den Broeck, sur la statistique de la population, 85.

Mouvement de l'état civil. — Publication du mouvement de l'état civil dans le royaume en 1844, 2. — Présentation, par le Secrétaire, du manuscrit pour l'année 1845, 41. — Rapports par M. Quetelet, 42 et 46. — Publication du volume de 1845, 51. — Présentation, par M. Heuschling, de modèles de tableaux pour l'année 1846, 61. — Rapport par M. Quetelet, discussion et adoption, 62. — Tirage à part des résumés intéressant plus particulièrement les savants étrangers; lettre de M. Fallati à ce sujet, 81 (voy. *Mort-nés et Recensement général*).

PRIEM. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale de la Flandre occidentale, 123.

Procès-verbaux (voy. *Commissions provinciales*).

Prostitution (voy. *Justice criminelle*).

Provinces (exposés de la situation administrative des). Changements apportés à la répartition du travail relatif au résumé, 2. — Proposition sur le moyen d'exécution; commissaires : MM. Stevens, Perrot, Trumper, Smits et Heuschling, 17. — Rapport par M. Perrot, 19. — Nouvelle proposition de M. Ducpetiaux, 20. — Observations des Gouverneurs de la Flandre occidentale, de Liège et du Hainaut sur la nouvelle nomenclature, 22. — *Id.* du Ministre des fi-

nances et des Gouverneurs du Limbourg et de Namur, 23.

— Rapport, par M. Stevens, sur ces observations; discussion et adoption, 39. — Note du directeur de la division de l'instruction publique, 43. — Explication de M. Stevens sur le résumé à faire des exposés, *ibid.* — Rapport par M. Trumper, 45. — Communication relative à la note du directeur de la division de l'instruction publique; résolution à ce sujet, 48. — Proposition de M. Faider, relative au format, 62. — Rapport verbal par M. Stevens; commissaires : MM. Faider, Visschers, Detournay, Stevens, Perrot et Heuschling, 64. — Rapport par M. Perrot; discussion et adoption, 65. — Note du même sur le classement des matières suivi dans les exposés de 1846, 67. — Observations du Gouverneur de la Flandre occidentale sur le cadre proposé, 75. — Rapport par M. Perrot, discussion et adoption, 80 et 81.

Q.

QUETELET. *Sur les anciens recensements de la population belge*, p. 1 des *Mémoires et Communications*. — *De l'influence du libre arbitre de l'homme sur les faits sociaux, et particulièrement sur le nombre des mariages*, p. 135 des *Mémoires et Communications* et 61 des *Procès-verbaux*. — Proposition de faire des essais de recensement, 1. — Proposition d'adresser au Ministre de l'intérieur un rapport sur les travaux de la Commission centrale et des commissions provinciales, 2. — Rapports sur le mouvement de l'état civil en 1845, 42 et 46. — Motion relative aux cadres des rapports sur la situation des communes, 42. — Présentation d'une liste de candidats au titre de correspondant, 44. — Communication relative à des conférences dans les provinces pour régler les détails d'exécution du recensement général, 44. — Comptendu des tournées relatives au recensement général, 48. — Rapport sur les modèles de tableaux du mouvement de l'état civil en 1846, 62.

QUOILIX. Nommé membre de la Commission centrale, en remplacement de M. Bertaut, 68 et 122.

R.

RAU. Notice sur la statistique agricole de la Styrie, 70.

Recensement général. Actes officiels, p. 39 des *Mémoires et Communications* et 42 des *Procès-verbaux* (voy. aussi *Population, Statistique agricole et industrielle, Numérotage des maisons*). — Essai fait dans la commune de Molenbeek-St-Jean, p. 73 des *Mémoires et Communications*, et 21 et 22 des *Procès-verbaux*. — Proposition de MM. Quetelet, Visschers et Ducpetiaux de faire des essais de recensement; commissaires : MM. Smits, Perrot, Sauveur, Stevens, Heuschling et les auteurs de la proposition, 1. — Rapport par M. Heuschling, 7. — Approbation des conclusions par le Ministre de l'intérieur, 9. —

Questions posées par M. le Ministre de l'intérieur; avis de la Commission centrale, 17. — Présentation, par M. Heuschling, des tableaux de dépouillement du recensement de la population de Molenbeek-St-Jean, 21. — *Id.* de la statistique agricole et industrielle, 22. — Dépêche du Ministre de l'intérieur, 40. — Rapport par M. Heuschling, 41. — Conférences préalables dans les provinces, 44. — Communication, par le Secrétaire, de diverses instructions, 47, 48, 51, 61, 63 et 64. — Compte rendu des tournées du Président et du Secrétaire, 48. — Relevé sommaire de la population et projet de rapport au Ministre de l'intérieur; discussion et adoption, 65 et 132. — Instructions et documents divers, 127.

RENEN (le baron de), à Berlin. Nommé correspondant, 44. — Demande de renseignements sur les salaires, 80. — *Id.* sur les causes du prolétariat en Belgique, 85.

Registres de population (voy. *Population*).

Relations scientifiques. Propositions et nominations de correspondants, 44 et 61. — Approbations du Ministre, *ibid.*

Résumé des procès-verbaux des séances de la Commission centrale, 1.

RITTER (Ch.), à Berlin. Nommé correspondant, 44.

RONNBERG. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale du Brabant, 123.

S.

SAUVEUR. Motion relative au cadre des rapports sur la situation des communes, 42. — Statistique des sourds-muets et des aveugles, p. 505 des *Mémoires et Communications* et 68 des *Procès-verbaux*. — Nommé de nouveau membre de la commission centrale, 68 et 122. — Note sur le prix des grains, 85.

SCRUBERT, à Koenigsberg. Nommé correspondant, 61.

SUITS. Nommé de nouveau membre de la commission centrale, 68 et 122.

SOCIÉTÉ DE MÉDECINE PRATIQUE DE LA PROVINCE D'ANVERS. Échange de publications, 40.

Sourds-muets, aveugles et aliénés. Mémoire de M. Sauveur, p. 505 des *Mémoires et Communications* et 68 des *Procès-verbaux*.

Statistique agricole et industrielle. Modifications au bulletin de statistique agricole proposées par M. Melsens; commissaires: MM. Perrot, Partoes, Visschers, Detournay, Bellefroid et Quetelet, 22. — Note sur le même objet, 41. — Observations de jurys de la province de Namur et de M. l'inspecteur Gravez sur la statistique agricole, 62. — Mode de publication des résultats du recensement agricole, 74. — Dépôt des tableaux de dépouillement de l'arrondissement de Turnhout, 76. — *Id.* des arrondissements d'Anvers et de Malines, et des six arrondissements de la Flandre orientale, 81. — Rapport, par M. Bellefroid, sur les ob-

servations de M. Gravez, discussion et adoption, 82. — Demande de renseignements par M. Van den Broeck, 85 (voy. *Substances*).

Statistique générale. Rapport de M. Faider sur la partie du plan général relatif à l'état politique; discussion et adoption, 62. — Communication de M. le comte Du Chastel, *ibid.* — *Id.* de M. le Président, 68.

Statistique médicale. — Réponse du Ministre de la guerre à une demande de renseignements; mêmes commissaires qu'à la *Population*, plus MM. Putzeys et Trumper, 1. — Rapport de M. Trumper, discussion et adoption, 2. — Observations du Gouverneur d'Anvers, 44. — Refus des médecins de l'hôpital d'Audenarde; communication du Gouverneur de la Flandre orientale à ce sujet, 80 (voy. *Sourds-muets*).

STEVENS. Rapport sur des observations relatives à la nomenclature des exposés des provinces, 59. — Explication sur le résumé à faire des exposés, 45. — Rapport verbal sur la proposition de M. Faider relative au format des exposés des provinces et des communes, 64. — Mémoire sur les oc-trois communaux, p. 575 des *Mémoires et communications* et 76 des *Procès-Verbaux*.

STIÉVENART. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale du Hainaut, 124.

Styrie (statistique agricole de la). Notice par M. le professeur Rau, 70.

Substances. Dépêche du Ministre de l'intérieur provoquant l'examen de cette question; commissaires: MM. Quetelet, Bellefroid, Stevens, Perrot, Partoes, Ducpetiaux et Heuschling, 75. — Décision d'adresser au Ministre de l'intérieur un rapport provisoire, 85. — Lecture de ce rapport, *ibid.*

Suicides (voy. *Morts violentes*).

T.

THONISSEN. Nommé membre de la commission provinciale du Limbourg, en remplacement de M. Caters, 124.

TRUMPER. Rapport relatif à la statistique médicale militaire, 2. — *Id.* sur les tableaux des communes des provinces de la Flandre orientale, de Hainaut et de Liège, 23. — *Id.* sur une note relative aux exposés des provinces, 45. — *Id.* sur les tableaux des communes des provinces d'Anvers, Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur, 76.

V.

VAN CAUBERGH. Secrétaire de la commission du Limbourg pour l'année 1846, 20. — *Id.*, pour l'année 1847, 76.

VANDANNE. Nommé membre de la commission provinciale de la Flandre occidentale, en remplacement de M. De Brock, décédé, 123.

VAN DER MEERSCH. Nommé membre de la commission

provinciale de la Flandre orientale, en remplacement de M. Willems, décédé, 123.

VAN DER PLANCKE. Nommé de nouveau membre de la commission de la Flandre occidentale, 75 et 123.

VARENTRAPP (le docteur), à Francfort. Note sur les morts violentes et les suicides, 25. — Nommé correspondant, 44.

VEYDT. Vice-président de la commission de la province d'Anvers pour l'année 1846, 20. — *Id.* pour l'année 1847, 76.

Villes (voy. Communes).

VISSCHERS. Proposition de faire des essais de recensement, 1. — Rapport sur une question relative au numérotage des maisons, 7. — *Id.* sur les nouveaux modèles de tableaux de la statistique des mines et usines, 12. — Notice

sur l'organisation de la statistique en Autriche, 58. — Observation relative à la récolte de 1846, 85.

VLEMINCKX. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale du Brabant, 123.

WV.

WAROCQUÉ. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale du Hainaut, 124.

WILLEMS. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale du Limbourg, 124

WOLTERS. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale de la Flandre orientale, 123.

WURTH. Nommé de nouveau membre de la commission provinciale du Luxembourg, 124.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE ET DU TROISIÈME VOLUME.

6. 84

da

**This book is under no circumstances to be
taken from the Building**

[illegible]

Environ Biol Fish



